

**Université de Montréal**

**La capacité d'action collective des populations marginalisées dans le  
cadre des stratégies de lutte pour la reconnaissance. Les cas de Cité de  
l'Éternel à Port-au-Prince (Haïti) et de la Sierra Santa Catarina à  
Iztapalapa (Mexico)**

**Par  
Ilionor Louis**

**Département de sociologie  
Faculté des arts et sciences**

**Thèse présentée à la Faculté des arts et sciences  
en vue de l'obtention du doctorat (Ph.D.) en Sociologie**

**© Ilionor Louis 2009**

**© Ilionor Louis 2009  
Université de Montréal  
Faculté des études supérieures**

**Université de Montréal  
Faculté des études supérieures et postdoctorales**

**Cette thèse intitulée:**

**La capacité d'action collective des populations marginalisées dans le cadre des stratégies de lutte pour la reconnaissance. Les cas de Cité de l'Éternel à Port-au-Prince (Haïti) et de la Sierra Santa Catarina à Iztapalapa (Mexico)**

**présentée par :  
Ilionor Louis**

**a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :**

**Pierre Hamel,  
président-rapporteur**

**Christopher McAll,  
directeur de recherche**

**Anne Calvez,  
membre du jury**

**Henri Dorvil  
examineur externe**

**Pierre-Joseph Ulysse,  
représentant du doyen**

*Ces travaux ont été réalisés grâce à une bourse du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.*

## REMERCIEMENTS

Commencées en 2006, suite à la présentation du projet de thèse, les recherches en vue de la rédaction de cette thèse seraient impossibles sans le support de certaines personnes et le financement de plusieurs institutions. Ainsi, je veux, au terme de cette grande aventure, adresser mes remerciements à tout le monde indistinctement et aux institutions qui m'ont fait confiance pour m'accorder leur appui financier.

De toutes les personnes qui m'ont supporté dans le cheminement de ce doctorat, je veux remercier d'abord les populations de la Sierra Santa Catarina et de Cité de l'Éternel à travers leurs membres qui ont accepté de m'accorder des interviews et de me faciliter les observations de terrain. Merci à Pierre Joseph Ulysse, initialement co-directeur de cette thèse qui a abandonné en cours de route. Pierre est un qui m'a supporté, conseillé et orienté dès mes premiers jours au département de sociologie. Sans son orientation, je n'aurais peut-être pas cette direction de thèse. Avec mon directeur de recherche, Christopher McAll, j'ai eu d'excellentes relations de travail. En dépit de ses multiples activités, il a été toujours disponible pour moi, soit pour écouter mes déboires de toutes sortes, soit pour m'accompagner, me lire et me faire des suggestions de travail. Sans son encadrement, cette thèse serait peut-être déposée plus tard.

Je remercie également tous ceux qui m'ont apporté un soutien moral inestimable particulièrement ma femme, Edma, et mes enfants, Manik et Kosta. Pour moi, Il n'y a pas eu mieux que le cadre familial face au stress de la rédaction et des exigences institutionnelles. Merci à Mezilas Glodel pour son hospitalité à Mexico et à Silvia Bazua d'avoir accepté de me servir de guide sur le terrain. Merci infiniment à Alfred Pierre et à Rose-Myrliè Joseph pour leur support inconditionnel.

Je veux exprimer, enfin, ma profonde gratitude à l'endroit de ces institutions qui ont financé mes études :

- le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) qui a financé mon enquête dans les campements à Iztapalapa (Mexico)
- la Fondation Olivier et Yvonne Poirier qui facilité les travaux de terrain à Port-au-Prince
- le Centre de recherche de Montréal sur les inégalités et les discriminations (CREMIS) non seulement pour le financement accordé mais aussi pour avoir mis à ma disposition le matériel nécessaire pour la recherche, la documentation et l'impression de mes travaux
- La Faculté des études supérieures et postdoctorales pour la bourse de fin de rédaction.
- La Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) en Haïti.

## RÉSUMÉ

Cette thèse analyse la capacité d'action collective des populations marginalisées situées respectivement dans un bidonville appelé Cité de l'Éternel à Port-au-Prince (Haïti) et dans des campements à la Sierra Santa Catarina, Iztapalapa (Mexico). À Port-au-Prince, avant la chute de la dictature des Duvalier, des «tontons macoutes» envahirent un terrain situé en bordure du quai de la capitale, près du boulevard Harry Truman. Après s'y être installés, ils ont procédé à la vente de parcelles destinées à la construction de logement à des particuliers. Mais après la chute de Jean-Claude Duvalier, en 1986, des gens de la populace en ont profité pour envahir ce qui restait de ces terrains marécageux. Après l'occupation, ils se sont organisés pour défendre collectivement leur propriété avant d'entreprendre, par la suite, des démarches pour y amener des services et obtenir la régularisation de leur situation sur ces territoires.

À la Sierra Santa Catarina, des populations conduites par des militants d'un Front populaire ont occupé des terrains situés au pied d'une montagne de sable afin d'accéder à la propriété et de construire leur demeure. À l'instar des populations de la Cité, ces gens se sont organisés pour aménager des espaces, y ériger des logements provisoires, monter la garde afin de ne pas être déguerpis par les forces de police. Tout en travaillant pour accéder à leur manière aux services de base, elles entreprennent des actions auprès des institutions publiques afin d'obtenir la régularisation de leur situation.

Par rapport à la capacité d'action collective de ces populations, les théories sociologiques sont divisées. D'un côté, certains auteurs soutiennent la thèse de l'incapacité de ces populations d'avoir des intérêts collectifs et d'agir en conséquence. Selon eux, sans une médiation sociale ou à défaut d'une agrégation et d'une représentation politiques, ces populations sont incapables d'avoir une subjectivité collective. De l'autre, des auteurs pensent qu'à partir des liens d'amitié de parenté et de voisinage, indépendamment de leurs situations socioéconomiques, ces populations peuvent créer des stratégies de subsistance et de luttes qui leur permettent de trouver des solutions à des problèmes tant individuels que collectifs.

S'agissant des populations qui envahissent des terrains en milieu urbain pour habiter, les actions de ces gens là sont définis déjà comme une forme d'action collective inscrite dans des rapports sociaux qui se caractérisent par la différenciation entre les groupes sociaux dans l'accès à la propriété. Ainsi, leurs revendications de reconnaissance et de régularisation auprès des instances étatiques sont déterminées par

leur mode d'accès aux biens et aux richesses inégalement réparties en Haïti et au Mexique.

Les populations des deux territoires ont entrepris diverses démarches auprès de certaines institutions et réalisé des actions collectives soit pour amener des services de base tels que l'eau et l'électricité, soit pour obtenir de l'État la reconnaissance des territoires envahis, c'est-à-dire leur jonction à la cartographie de la ville. Cette reconnaissance implique non seulement l'installation des services réguliers au bénéfice de la population mais aussi l'octroi à chaque propriétaire de son titre de propriété. Si dans le cas de la Sierra Santa Catarina les démarches sont entreprises auprès des institutions publiques, dans celui de Port-au-Prince, ce sont les ONG ou les agence de coopération qui sont touchées et qui fournissent certains services à la population conformément à la priorité de leurs bailleurs de fonds. Les interventions auprès de l'État se font plutôt dans le but d'obtenir une autorisation de fonctionnement d'une association locale.

Il ressort des approches théoriques et des actions collectives réalisées par ces populations qu'on ne peut pas dire qu'elles sont incapables d'avoir une subjectivité collective et des intérêts communs sans une agrégation et une représentation politique. À partir de différents liens entre les individus, des associations sont créées lesquelles permettent d'établir une médiation entre les populations et d'autres organismes. Dans le cas des campements, les actions collectives sont certainement mises à contribution par quelques leaders. Cela participe de toute une tradition politique au Mexique. Néanmoins, dans certains campements, des populations parviennent à tenir tête jusqu'à révoquer certains leaders. Au-delà de leur situation socioéconomique, de l'emprise de certains dirigeants de campement, de l'indifférence de l'État (dans le cas de Port-au-Prince, notamment), ces populations font preuve d'une étonnante capacité critique de leur situation tant dans leurs relations avec les dirigeants des associations et des campements que par rapport à l'État. Ceci pourrait soulever des doutes quant à la possibilité qu'elles soient réellement ou inconsciemment manipulées. Cela suggère la possibilité d'actions collectives autonomes de portée critique là où les circonstances le permettent

**Mots clés :** Marginalisation, action collective, reconnaissance, Débrouille, capacité critique, bidonvilles, instrumentalisation politique, reconnaissance fragmentée.

## Summary

This thesis analyzes the collective action of marginalized populations located respectively in Cité de l'Éternel in Port-au-Prince (Haiti) and in « Sierra Santa Catarina », Iztapalapa (Mexico City). In Port-au-Prince, before the fall of the dictatorship of Duvalier, the “tontons macoutes” invaded a terrain located on the edge of the quay of the capital, close to the boulevard Harry Truman. After being installed there, they proceeded to sell of lots intended for the construction of private housing. But after the fall of Jean-Claude Duvalier, in 1986, a part of the population took the opportunity to invade what remained of these marshes. After the occupation, they organized collectively to defend their property before undertaking actions to bring services and to obtain the regularization of their situation.

In the Sierra Santa Catarina (Mexico) populations led by militants of the Popular Front occupied ground at the foot of a sandy mountain in order to build their homes. Like the populations of «Cité de l'Éternel », these people organized to keep watch in order not to be evicted by the police. While working to gain access to the basic services, they undertake actions at the public institutions in order to obtain the regularization of their situation.

In relation to the capacity for collective action of these populations, sociological theories are divided. On one side, certain authors support the thesis of the incapacity of these populations to have collective interests and to act consequently. According to them, without social mediation and without aggregation and a political representation, these populations are unable to acquire a collective subjectivity. Other authors think that at the basis of ties of friendship, family and vicinity, independently of their socio-economic situations, these populations can create strategies of subsistence and fight to find solutions that are individuals as well as collective.

Concerning populations that invade territory to establish their homes, their actions are already a form of collective action. They are also involved in collective action either to bring basic services such as water and electricity, or to obtain public recognition of the invaded territories. This recognition implies not only the installation of regular services for the benefit of the population but also the granting to each owner of title. In the case of the Sierra Santa Catarina the actions undertaken with respect to public institutions, while in the case of Port-au-Prince, NGO's or cooperation agencies are directly implicated.

We cannot conclude that populations are unable to have a collective subjectivity and shared interests without an aggregation and a political representation. Starting from various bonds between the individuals, associations are created which make it possible to establish mediation between the populations and other organizations. In the case of the Sierra Santa Catarina, collective action is certainly instrumentalised by leaders. That is part of a political tradition in Mexico. Nevertheless, some settlements people manage to resist their leaders. A part from the socio-economic situation, the influence of certain leaders in Mexico and the indifference of the State (in the case of Port-au-Prince, in particular), these populations show an astonishing critical capacity with respect to their situation as well as their relations with the leaders of associations and the settlements. This suggests possibility for autonomous critical collective action where circumstances allow

Keys words: marginalization, collective action, recognition, smartness, critical capacity, slums fragmented recognition, denial recognition



## Liste des abréviations utilisées

AFDC	: Aid to families with dependent children
ALENA	: Accord de libre-échange nord-américain
AASEDIC	: Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
AFD	: Agence française de développement
ACDI	: Agence canadienne pour le développement international
AFP	: AgenceFrance Press
AHP	: Agence Haïtienne de presse
BID	: Banque inter-américaine de développement
CARE	: Cooperative American relief everywhere
CECI	: Centre d'études et de coopération internationale
COLMEX	: Colegio de Mexico
CONAPO	: Conseil national de la population
CORET	: Comision para la regularizacion de la tierra
DAL	: Droit au logement
ECDI	: Entité de coopération au développement international
FLACSO	: Faculté latino-américaine de sciences sociales
FACUR	: Federacion de asociaciones urbanas
FMI	: Fonds monétaire international
GRET	: Groupe de recherche et d'échange technologique
ICKL	: Institut Culturel Karl Levêque
PAHPDA	: Plateforme Haïtien de plaidoyer pour un développement alternatif
ITECA	: Institut de technologie et d'animation
INRS	: Institut national de la recherche scientifique
LOADT	: Loi pour l'aménagement et le développement du territoire
MPCE	: Ministère de la planification et de la coopération externe
MSTS	: Mouvement des travailleurs sans terre
MAST	: Ministère des affaires sociales et du travail
NMS	: Nouveaux mouvements sociaux
OCB	: Organisation communautaire de base
ONG	: Organisation non gouvernementale
ONGD	: Organisation non gouvernementale de développement
PDR	: Pacte de relance pour la ville
PIB	: Produit intérieur brut

## TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1. PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE .....	17
PREMIÈRE PARTIE : MARGINALISATION, ACTION COLLECTIVE ET RECONNAISSANCE.....	25
CHAPITRE 2. MARGINALIDAD, UNDERCLASS, EXCLUSION .....	26
2.1 La marginalité expliquée à partir des rapports sociaux et économiques capitalistes en Amérique latine .....	27
2.2 La « masse marginale» .....	29
2.3 La «marginalité » comme conséquence d'une «culture de la pauvreté» ou du déséquilibre systémique .....	31
2.4. La marginalisation comme produit d'un processus de désarticulation ou de la crise du système urbain .....	32
2.5 Survivre dans l'informalité .....	34
2.6 <i>Underclass</i> et marginalité avancée : débats sur la marginalité actuelle aux États-Unis.....	38
2.6.1 Débrouillardise et survie quotidienne dans des ghettos aux États-Unis .....	43
2.7 La marginalité définie comme exclusion en France.....	46
2.7.1 L'inclusion à la marge : une forme d'exclusion.....	48
2.8 La débrouille comme stratégie de survie des exclus .....	52
Conclusion .....	55
CHAPITRE 3. PERSPECTIVES D'ACTION COLLECTIVE .....	57
3.1 Des actions collectives se situant dans la logique des rapports de classes .....	57
3.2 Que les déterminismes sociaux empêchent les actions collectives .....	63
3.3 Les théories du comportement collectif.....	64
3.4 Réaliser des actions collectives en mobilisant des ressources .....	69
3.5 Individualisme méthodologique.....	73
3.6 Analyse de Touraine des mouvements sociaux .....	78
3.6.1 Les mouvements sociaux .....	79
3.7 L'analyse des Nouveaux mouvements sociaux (NMS) .....	80
3.8 La défense des droits culturels.....	85
3.9 Perspective politique des actions collectives.....	87
3.9.1 Répertoire des actions collectives.....	89
Conclusion .....	91
CHAPITRE 4. LA RECONNAISSANCE DES TERRITOIRES .....	92
4.1 Prendre conscience et lutter pour se faire reconnaître.....	94
4.2 «Déni de reconnaissance» et «reconnaissance fragmentée».....	99
4.3 Le rôle de l'État dans la formation et la reconnaissance des territoires.....	100
4.3.1 La reconnaissance étatique comme incitatif aux occupations irrégulières et relégation des populations marginalisées .....	101
4.4 Reconnaissance des ONG au sud.....	108
4.5 La reconnaissance comme participation et redistribution .....	111
4.6 Perspectives identitaires de la reconnaissance.....	114
4.6.1 De la reconnaissance comme besoin de réalisation de soi .....	114
4.6.2 La reconnaissance des groupes minoritaires .....	118

	11
Conclusion .....	121
<b>DEUXIÈME PARTIE. CITÉ DE L'ÉTERNEL, PORT-AU-PRINCE (HAÏTI) .....</b>	<b>122</b>
<b>CHAPITRE 5. QUESTIONS DE RECHERCHE RÉVISÉES ET MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>123</b>
5.1 Questions de recherche .....	123
5.6.1 Espaces, milieux, acteurs, événement et processus : l'échantillon de la recherche .....	126
5.7 Informateurs-clés.....	128
5.8 L'analyse documentaire .....	129
5.9 L'observation.....	130
5.10 Les entretiens.....	131
5.11 Collecte et traitement des données.....	132
5.12 Limites de la recherche .....	133
<b>CHAPITRE 6. CONDITIONS DE VIE, ACTIONS COLLECTIVES ET RECONNAISSANCE EN HAÏTI.....</b>	<b>134</b>
6.1 Conditions de vie de la population à Port-au-Prince.....	135
6.2 Explosion urbaine de Port-au-Prince .....	139
6.6 Hiérarchisation et frontières sociales à Port-au-Prince .....	140
6.6.1 Frontières et distanciations sociales.....	144
6.7 Des lieux policés .....	146
6.3 Survivre à Port-au-Prince.....	149
6.8 De la capacité des populations marginalisées de réaliser des actions collectives .....	151
6.9 Développement et décadence du mouvement populaire en Haïti à partir des années 1980.....	153
6.10 Déroute du mouvement populaire : développement de la démobilisation.....	156
6.4 Vers la reconnaissance des ONG comme voie de canalisation de l'aide internationale à Haïti et comme secteur de promotion du développement local .....	159
6.5 La reconnaissance publique des associations et des ONG.....	162
Conclusion .....	164
<b>CHAPITRE 7. CONDITIONS DE VIE À CITÉ DE L'ÉTERNEL.....</b>	<b>165</b>
7.1 Cité de l'Éternel .....	168
7.2 Des passages étroits en terre battue et des maisons sans fosse septique.....	169
7.3 Difficile de trouver une place à l'école.....	173

	12
7.4 Des constructions différentes selon les lieux.....	177
7.5 Profiter de la situation .....	180
7. 5.1 Profiter de la vulnérabilité des gens.....	180
7.5.2 Des espaces de distinction au sein de la Cité .....	182
7.5.3 Des gens pas comme les autres.....	184
Conclusion .....	186
<b>CHAPITRE 8. DES LIEUX DE REFUGE ET DE DÉBROUILLE.....</b>	<b>187</b>
8.1 Un lieu de refuge.....	187
8.2 Une population à deux tons.....	190
8.3 Vivre est devenu un luxe pour les malheureux .....	192
8.4 La débrouille des populations .....	195
8.4.1 Des stratégies de survie individuelle .....	195
8.4.2 L'endettement.....	198
8.4.3 Stratégies mixtes de subsistance .....	201
8.4.4 Financement et avantages tirés de la production du «béga» .....	202
8.4.5 Sculpter le bois.....	204
8.4.6 Fabriquer des réchauds et des cymbales.....	206
8.4.7 Fabriquer des cercueils est plus rentable que d'autres meubles.....	208
8.4.8 Commerce «de la foi et de la chance» .....	209
8.5 Stratégies collectives de survie .....	211
Conclusion .....	216
<b>CHAPITRE 9. LA CAPACITÉ D'ACTION COLLECTIVE DES POPULATIONS DE LA CITÉ .....</b>	<b>217</b>
9.1 Mobiliser les habitants de la Cité.....	218
9.1.1 Amener l'eau dans la Cité.....	220
9.1.2 Amener le courant électrique dans la Cité.....	224
9.2 Assainir la Cité .....	227
9.3 Asphalter des ruelles .....	230
9.4 Des acteurs de la Cité.....	231
9.5 Des associations à Cité de l'Éternel.....	232
Conclusion .....	238

<b>CHAPITRE 10. STRATÉGIES DE RECONNAISSANCE DANS LA CITÉ.....</b>	<b>240</b>
10.1 Des arguments selon lesquels la population de la Cité serait légalement reconnue.....	241
10.1.1 «On est des rebelles, des animaux sans maîtres lâchés ici».....	242
10.1.2 On est reconnu parce qu'on a été comptés.....	243
10.2 Des Arguments selon lesquels la population de la Cité n'est pas reconnue par l'État.....	245
10.3 La reconnaissance par les politiciens.....	248
10.4 Les rapports de reconnaissance de la Cité : le regard porté sur l'autre.....	253
10.5 Inégalités et reconnaissance dans la Cité.....	256
10.5.1 La reconnaissance publique des associations de la Cité.....	258
10.5.2 Reconnaissance de la population de la Cité vis-à-vis des ONG et de l'État.....	262
Conclusions.....	266
<b>CHAPITRE 11. REGARD CRITIQUE DE LA POPULATION SUR LES ASSOCIATIONS, LES ONG, L'ÉTAT ET LA STIGMATISATION DE LA CITÉ</b>	<b>268</b>
.....	
11.1 Retombées des actions menées par les populations.....	268
11.2 Jugements sur les associations de quartier et leurs dirigeants.....	271
11.2.1 «État-bourgeois», «État-irresponsable», «État-absent».....	275
11.3 Considérations sur les attitudes de la population.....	278
11.4 Contre la discrimination et les préjugés à l'égard de la Cité.....	280
11.5 Contre l'étiquette « de zones de pauvres ».....	282
Conclusion.....	284
<b>TROISIÈME PARTIE : DES CAMPMENTS À LA SIERRA SANTA CATARINA (IZTAPALAPA, MEXICO).....</b>	<b>286</b>
<b>CHAPITRE 12. MARGINALISATION, ACTIONS COLLECTIVES ET «REGULARIZACION» A MEXICO.....</b>	<b>287</b>
12.1 Marginalisation et croissance des établissements humains irréguliers au Mexique.....	287
12.2 La situation à Iztapalapa.....	292
12.3 Origines et activités de débrouille des gens qui peuplent des bidonvilles à Mexico.....	295
12.4 L'action des groupes sociaux et des formations politiques.....	299
12.5 L'action du Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI) auprès des pauvres : constituer une clientèle.....	301
12.6 Le PRD face aux pauvres à la capitale fédérale.....	304

	14
12.7 Inégalités sociales et territoriales.....	306
12.8 Actions collectives des organisations paysannes contre la pauvreté et l'ALENA.....	312
12.9 Des actions collectives des organisations civiles et sociales.....	313
12.10 Régularisation des campements à Mexico.....	315
12.11 La politique publique de logement à Mexico.....	319
<b>CHAPITRE 13. CONDITIONS DE VIE ET DÉBROUILLE DE LA POPULATION DANS LES CAMPEMENTS.....</b>	<b>322</b>
13.1 Sur les sentiers qui mènent à La sierra Santa Catarina.....	322
13.2 Conditions de vie dans les campements.....	326
13.3 Banditisme, abus de drogue et d'alcool.....	331
13.4 Discrimination, inégalités entre les campements.....	335
13.5 Débrouille de la population et condition de vie des femmes.....	336
Conclusions.....	344
<b>CHAPITRE 14. ORIGINES, CHANGEMENTS DE CONDITIONS DE VIE ET UTILISATION DES POPULATIONS DES CAMPEMENTS À MEXICO.....</b>	<b>345</b>
14.1 Ces gens qui viennent d'ailleurs.....	345
14.2 Amélioration des conditions de vie de la population des campements.....	350
14.3 Structures sociopolitiques et institutions publiques.....	354
Conclusions.....	361
<b>CHAPITRE 15. ACTIONS COLLECTIVES DES POPULATIONS DES CAMPEMENTS.....</b>	<b>363</b>
15.1 Occuper irrégulièrement des terrains.....	363
15.2 Des actions collectives à l'intérieur des campements.....	367
15.2.1 Réaliser des travaux d'infrastructures.....	367
15.2.2 Surveiller des bandits et des interventions policières.....	370
15.2.3 Se réunir dans le campement.....	373
15.3 Hors des campements.....	376
15.3.1 Manifester la solidarité avec d'autres groupes ou revendiquer la régularisation.....	379
15.3.2 Sit-in ( <i>planton</i> ) les bureaux publics ou sur la place publique pour une durée indéterminée.....	380
15.3.3 Devant des bureaux publics ou à la place Zocalo.....	383
15.3.4 Construire une petite école dans un campement, avoir des enseignants publics.....	384

	15
Conclusions .....	388
<b>CHAPITRE 16. REGULARIZACION ET RECONNAISSANCE.....</b>	<b>390</b>
16.1 Des étrangers dans leur propre pays .....	391
16. 2 Pour se faire reconnaître .....	394
16.3 Construire une petite école à Salcedo, avoir des enseignants publics .....	395
16.4 Reconnaissance par l'État .....	397
16.5 Implications de la reconnaissance étatique des campements.....	401
16.6 La reconnaissance des associations de base et des leaders .....	403
16.7 La reconnaissance par les politiciens des campements.....	407
Conclusion .....	411
<b>CHAPITRE 17. CAPACITÉ CRITIQUE .....</b>	<b>412</b>
17.1 La critique des leaders.....	413
17.1.1 «Les leaders mènent une double vie».....	413
17.1.2 « <i>Las marchas, un negocio para los lideres</i> » (les marches, un commerce pour les leaders) .....	416
17.1.3 « <i>Pero cada dirigente es diferente</i> » (mais chaque leader est différent). .....	421
17.1.4 « <i>Militancia como corrupcion</i> » (militance comme corruption).....	425
17.2 La dénonciation de la peur et de la passivité des populations.....	426
<b>QUATRIÈME PARTIE. CITÉ DE L'ÉTERNEL ET LA SIERRA SANTA CATARINA. QUELLE CAPACITÉ D'ACTION COLLECTIVE? .....</b>	<b>431</b>
<b>CHAPITRE 18. AUX FRONTIÈRES DE LA VILLE : ENTRE CITÉ DE L'ÉTERNEL ET DES CAMPEMENTS À LA SIERRA SANTA CATARINA.....</b>	<b>432</b>
18.1 Cité de l'Éternel et des campements à la Sierra Santa Catarina .....	432
18.2 Marginalisation et formation des bidonvilles à Port-au-Prince et à Mexico .....	433
18.3.1 Des lieux d'abandon.....	437
18.3.2 Importante population d'enfants de jeunes et de femmes.....	439
18.3.3 Un terrain fertile à la reproduction de la marginalité.....	440
18. 4 Des lieux discriminés, stigmatisés et objet d'intervention et de répression policière.....	443
18.5 Les actions collectives.....	444
18. 6 De la capacité critique des deux populations .....	448
18.7 Débrouillardise des populations des campements et de la Cité .....	450

CHAPITRE 19 : LA CAPACITÉ D'ACTION COLLECTIVE DES POPULATIONS AU REGARD DE LA REVUE DE LITTÉRATURE.....	458
19.1 La marginalisation des populations .....	458
19.2 Leur capacité d'action.....	463
19.3 De la reconnaissance des populations.....	466
19.4 Agrégation et représentation .....	473
19.4.1 Déni de reconnaissance et reconnaissance fragmentée .....	477
19.4.2 Instrumentalisation politique et reconnaissance fragmentée.....	480
CONCLUSIONS GÉNÉRALES .....	487
BIBLIOGRAPHIE .....	491



## CHAPITRE 1. PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Dans bien des pays, des gens en provenance de quartiers urbains déshérités ou de la paysannerie se sont organisés pour occuper de manière irrégulière des terrains vacants situés en périphérie des villes. Par exemple, Kamal'Eddine Saindou<sup>1</sup> (2008) rapporte dans une chronique au journal Kashkazi qu'une centaine de familles d'origine comorienne, Mahorais pour la plupart, squattent un bidonville du Port de la Pointe des Galets, à l'île de la Réunion. La population ayant organisé le «squat» est estimée à environ 600 personnes. Elles s'organisent pour défendre les territoires occupés. Selon l'auteur, une vidéaste qui voulait prendre quelques plans, s'est rapidement ravisée devant l'étonnement des occupants qui soupçonnent chez tout intrus l'œil ou l'oreille indiscreète de la mairie. Il n'y a pas de réaction de violence, mais on observe un réflexe de prudence qui est celui du squatteur guettant toute "intrusion" de peur de se faire déloger (Saindou, 2008)

Au Brésil, le 19 mai 2001, le Mouvement des Travailleurs Sans Toit (MTST) et près de 400 familles occupent un terrain dans la banlieue de Guarulhos, près de l'aéroport de São Paulo, créant le campement "Anita Garibaldi", la plus grosse occupation urbaine d'Amérique Latine, peut-on lire sur un site de nouvelles indymedia.org<sup>2</sup>. Auparavant, ce terrain qui mesure 1 139 000 mètres carrés était une vaste plantation de canne-à-sucre. Par la suite, il fut acquis par un responsable de registre immobilier à Guarulhos. Depuis, il servait de décharge de voitures, de dépôt de cadavres et était devenu un endroit apprécié des violeurs et dealers, rapporte le site. Les squatteurs ont mis quatre mois pour préparer l'occupation de ce terrain. Le quatrième jour, après l'occupation, le propriétaire a fait une "demande de réintégration" en justice ; ce qui a entraîné une manifestation des sans-toit qui ont parcouru 25km à partir du campement pour se rendre au centre de Guarulhos. Ils ont obtenu le report de la réintégration et un entretien avec le maire de la ville où des possibilités de désappropriation du terrain par l'état ont été évoquées. Par la suite, ils ont fait un recours en justice, aidés par des avocats, qui ont évoqué les Droits de l'Homme et de l'Enfant, en particulier le droit au logement. Bien que la moitié des occupants ait été effrayée à la demande de la réintégration faite par le propriétaire, il y a eu quand même 12 000 occupants enregistrés. Selon le site, après trois semaines, le campement Anita

---

<sup>1</sup>[http://www.kashkazi.com/article-62-20070404-608-au\\_c%C5%93ur\\_du\\_port\\_un\\_squat\\_nomme\\_rwanda.htm](http://www.kashkazi.com/article-62-20070404-608-au_c%C5%93ur_du_port_un_squat_nomme_rwanda.htm)  
<sup>2</sup>[https://prod.ch.indymedia.org/ch/servlet/OpenMir?do=opensession&to\\_content=692&sessiontype=translation&language=de](https://prod.ch.indymedia.org/ch/servlet/OpenMir?do=opensession&to_content=692&sessiontype=translation&language=de)

Garibaldi est devenu une des plus importantes occupations du pays abritant 9 000 familles enregistrées et 1 500 en attente.

L'Agence France Press (AFP) rapporte, en Avril 2005, à l'occasion de la chute du président Askar Akaïev du Kirghizstan que des familles démunies ont installé des clôtures sur les terrains vagues et les champs dans les environs de Bichkek, plantant le drapeau national rouge dans le sol. Organisées en groupes aux noms tels que "Victoire" ou "Héros", ces familles commencèrent à dresser des listes de ceux qui, selon eux, s'étaient vu refuser des terres par les fonctionnaires du régime du président renversé, en mars 2005, par l'opposition. AFP rapporte des propos d'une femme selon laquelle le président déchu ne pensait qu'à ses enfants et ses petits-enfants, oubliant, selon elle, que ces familles ont des enfants sans aucune perspective, à peine de quoi les nourrir. Malgré les mesures prises pour défendre les terrains occupés, ces familles ont fait l'objet d'une résistance musclée des propriétaires terriens qui, montés à cheval, ont démoli un campement de yourtes (tentes traditionnelles) près de la localité d'Ak-Orgo et brûlé deux chariots installés par le service du cadastre local pour recevoir des demandes d'attribution de terrains formulées par les occupants (AFP, 2005).

Par rapport à ces types d'action menés par des populations marginalisées, les théoriciens des sciences sociales sont divisés sur leur capacité à organiser des mouvements qui puissent porter les décideurs politiques à changer ou à transformer les institutions publiques. Pour les pays d'Amérique Latine, la question de la capacité des populations marginalisées à organiser des actions collectives a été débattue entre les années 1960 et les années 1980 par plusieurs auteurs, entre autres, Günder Frank (1970) et Touraine (1988). Günder Frank (1970) fait remarquer qu'on enregistre, dans les quartiers défavorisés des grandes villes des pays de la région, une faible participation des individus aux associations de quartier, aux associations volontaires et aux partis politiques. Toutefois, ces individus savent coopérer de manière significative quand il s'agit de défendre un terrain qu'ils ont occupé de manière illégale. Touraine (1988), pour sa part, soutient que les actions collectives des populations des périphéries de certaines villes d'Amérique Latine, au cours de ces années, n'ont été que des mouvements de base que les autorités gouvernementales pouvaient mettre sans difficulté à contribution. Touraine fait allusion à l'Argentine où les mouvements de quartier avaient abouti au grand soulèvement du Vecinazo en 1982, à l'Uruguay où les « servicios de salud popular y privada (SSPP) » et surtout le « Movimiento Provida Decorosa » avaient mené des actions renforcées par la coopération de ces mouvements dans la « Concertacion nacional programatica (CONAPPO) » aux côtés des partis et des

syndicats en Bolivie où s'étaient formées des « juntas vecinales » et au Venezuela où la Fédération de « asociaciones y comunidades urbanas » (FACUR) déclencha un vaste conflit à Caracas, en 1981 (Touraine, 1988 : 250).

Des écrits récents sur la question en Amérique Latine ont cependant défendu la thèse de la possibilité pour les organisations des populations marginalisées d'organiser des actions collectives autonomes. Borón (1993), affirme qu'on assiste à un accroissement et à une diversification des acteurs sociaux dans le cas des mouvements sociaux au Brésil, engendrés par la réorganisation sociale du capitalisme qui a provoqué la marginalisation sociale et économique de plusieurs secteurs de la société civile. Borón traite de l'État, de la démocratie et des mouvements sociaux en Amérique latine. Il fait remarquer la prolifération de nouveaux acteurs au niveau des sociétés de la région. Selon lui, cette prolifération ne signifie pas la disparition des classes sociales, mais que la scène politique et sociale est devenue plus complexe. Dans cette même perspective, Denis (2000), dans ses recherches sur les populations de l'Argentine et de l'Uruguay, soutient que les individus au niveau de ces populations savent s'organiser pour occuper des terrains et pour construire leur habitat tout en cherchant à porter les autorités étatiques à reconnaître et à légaliser leurs actions. Traitant des actions des populations marginalisées pour s'installer et s'intégrer en milieu urbain, il s'inspire d'expériences faites dans le cadre des programmes gouvernementaux et dans une série de recherches réalisées dans les quartiers pauvres de Buenos Aires et de Montevideo à partir de 1998. Il essaie de démontrer comment ces populations se sont organisées pour envahir des terrains inoccupés, pour défendre les espaces occupés et pour intervenir auprès des autorités gouvernementales.

Toujours dans le cadre de la mobilisation des populations défavorisées, Chénais et Divès (2002), se référant aux mobilisations du peuple argentin au début de ce siècle, affirment de ces populations qu'elles sont capables de se constituer en assemblées de voisins ou de quartier dites assemblées populaires en combinant des tâches matérielles et une planification politique. Ces mouvements cherchent dans différents domaines à conquérir, consolider ou élargir des droits sociaux au bénéfice des secteurs défavorisés de la société (Gilly, 1993). Poletto (1993) et Sanders (1998) faisant référence aux populations brésiliennes, signalent les capacités des populations d'échapper aux pratiques de subordination des autorités étatiques et de réaliser des actions collectives autonomes. Décrivant la situation au Brésil, Poletto arrive au constat qu'on y trouve aussi des sujets sociaux qui sont porteurs d'innovations pour la société. Selon cet auteur, ce sont des sujets collectifs qui cherchent à faire des conquêtes face aux relations

de subordination existant entre les autorités gouvernementales et certains groupes sociaux. Ils affrontent les pratiques instrumentalisantes des organisations politiques et puisent leurs origines dans les besoins radicaux, c'est-à-dire dans des problèmes relatifs à l'environnement, dans les rapports entre les genres, la situation des minorités indigènes et celle des milieux populaires. Tous ces auteurs défendent la thèse de la possibilité non seulement d'actions collectives mais aussi du développement de mouvements sociaux par ces populations marginalisées de certains pays d'Amérique latine.

La question de l'incapacité de certaines catégories sociales à entreprendre des actions politiques a été posée déjà dans la philosophie grecque. Dans la *République*, Platon construit une hiérarchie sociale selon laquelle les agriculteurs, les gens simples sont placés à la base et ne peuvent pas participer au gouvernement de la cité. Ces gens sont faits pour être dirigés. Les gardiens – les dirigeants de la cité - doivent satisfaire les besoins sociaux de ces gens (alimentation, santé, logement, sécurité etc.) et maintenir la paix et la cohésion dans la cité. Aristote, quoi qu'il reconnaisse que l'homme est un animal politique, exclut des délibérations politiques des catégories d'individus, entre autres les esclaves et les femmes. Dans la démocratie athénienne, tout le monde ne pouvait pas participer aux délibérations politiques. Les esclaves, les étrangers, les femmes ne pouvaient pas accéder à l'agora pour faire valoir leurs droits. Le « demos » désignait les gens sans ressources, les basses classes de la population, les gens de rien qui n'avaient pas de titre à faire valoir (Rancière, 1996).

Plusieurs siècles après, Marx introduit le concept de «Lumpen-proletariat» pour désigner les catégories sociales les plus basses, entre autres, les portefaix, des badauds, des gens sans aveu, dépourvus de ressources et de formation. Ces gens, dans la perspective de Marx (1976), constituent le sous-prolétariat « ce déchet, cette écume de toutes les classes de la société qui est confuse et flottante»<sup>3</sup> et qui, en conséquence, ne serait pas capable de participer à la lutte révolutionnaire, dépourvue de conscience de classe. Seul le prolétariat avait la mission historique de creuser la tombe du capitalisme. Et cette tâche, dans la perspective de Marx, «le prolétariat ne l'exécutera pas dans les conditions choisies par lui-même mais dans des conditions directement données et

---

<sup>3</sup> Marx faisait allusion au sous-prolétariat parisien que Bonaparte avait organisé en 1849 en « sections secrètes». À la tête de chacune de ces sections, selon Marx, Bonaparte avait mis des agents bonapartistes. L'auteur utilise un vocabulaire particulier pour décrire « à côté des «roués» aux moyens d'existence douteux et d'origine également douteuse, d'aventuriers et de déchets corrompus de la bourgeoisie, on y trouvait des vagabonds, des soldats licenciés, des forçats sortis du bague, des galeries, des galériens en rupture de ban, des filous des charlatans, des lazzaroni, des pickpockets, des escamoteurs, des joueurs, des souteneurs, des tenanciers de maisons publiques, des portefaix, des écrivassiers, des joueurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, bref toute cette masse décomposée, les français appellent «bohème» (Voir Marx 1976 : 76).

héritées du passé » (Marx, 1997). Pour sa part, Lénine (1966) fait de la dictature du parti un droit monolithique au détriment des mouvements sociaux. Pour lui, « l'agitation politique multiforme doit être menée par un parti unissant en un lien indissoluble l'offensive contre le gouvernement au nom de tout le peuple »<sup>4</sup>. Il revenait seulement au parti communiste de coordonner tous les mouvements des groupes sociaux. Tout regroupement, toute association devait dépendre du parti révolutionnaire. Pour sa part, Gramsci (1978) ne s'est pas écarté non plus de la question du rôle du parti. Pour lui, le parti possède sa propre doctrine révolutionnaire, est en mesure de « parvenir à concrétiser, à populariser dans les grandes masses son propre programme de gouvernement et sa propre notion de l'idée de l'État » (Gramsci, 1978 : 314). Ce programme « doit être capable d'organiser politiquement un État ». Dans la perspective de Gramsci, étant donné que chaque groupe social produit ses « intellectuels organiques »<sup>5</sup>, le parti révolutionnaire produit ses propres intellectuels organiques (Gramsci, 1975) qui doivent « populariser dans les grandes masses la doctrine et le programme de gouvernement du parti ». Mais contrairement à Lénine, Gramsci établit une distinction entre deux sphères d'action : « la société civile et la société politique »<sup>6</sup>. C'est là que les intellectuels ont spécifiquement leur rôle à jouer : « assurer le consentement spontané des grandes masses de la population à la direction imprimée à la vie sociale par le groupe fondamental dominant » ou bien « assurer légalement l'obéissance des groupes qui ne « consentent » ni de façon active, ni de façon passive, mais pour s'exercer sur l'ensemble de la société en prévision des crises de commandement et de direction, lorsque le consentement spontané disparaît »<sup>7</sup>.

De l'avis de Gilly (1994), cette approche marxiste classique comporte une contradiction : la fusion de la dimension politique dans la dimension sociale ou leur opposition l'une à l'autre, en les vidant toutes les deux d'une partie de leur contenu afin d'occulter le despotisme de l'État sur la société. De la même façon, les tenants du

---

<sup>4</sup> Lénine se posait la question à savoir : *Que faire* pour organiser la classe ouvrière et la conduire d'une lutte économique ou professionnelle à la lutte contre l'autarcie des Tsars en Russie? Il affirme alors « l'histoire de tous les pays atteste que par ses seules forces la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, se battre contre les patrons, réclamer ». La classe ouvrière, soutient-il, à elle seule, ne peut acquérir des connaissances politiques. Celles-ci doivent provenir de l'extérieur et apporteront aux ouvriers la conscience politique nécessaire à la révolution : « seul le parti qui organisera véritablement des campagnes de dénonciation intéressant le peuple entier pourra devenir l'avant-garde des forces révolutionnaires » (Voir Lénine 1966 : 85, 145)

<sup>5</sup> Gramsci distingue deux catégories d'intellectuels : les intellectuels traditionnels et les intellectuels organiques. Les premiers sont ceux qui contribuent au fonctionnement et à la reproduction du système, tandis que les seconds sont ceux qui intègrent le parti et qui sont à l'avant-garde de la révolution dans le cadre du prolétariat les autres intellectuels organiques (Gramsci 1975).

<sup>6</sup> Gramsci entend par société civile « l'ensemble des organismes dits vulgairement privés ». Quant à la société politique, elle est l'État. La première correspond à une fonction d'hégémonie que le groupe dominant exerce sur la société tandis que la deuxième exerce une fonction de « domination directe » ou de commandement qui s'exprime dans l'État et dans le « gouvernement juridique » (Voir Gramsci, 1978 : 314)

<sup>7</sup> L'analyse de Gramsci portait sur les intellectuels italiens à partir des années 1930.

néolibéralisme sont en train de dissoudre aujourd'hui les droits sociaux dans les droits politiques ou les opposent afin d'occulter le despotisme du marché sur la société (Gilly, 1994). En d'autres termes, selon cet auteur, l'approche marxiste classique privilégie des actions politiques centralisées dans le cadre d'un parti en niant aux populations le droit de mener toute autre action collective de dimension politique non conforme à la ligne de ce parti. D'autre part, l'État garantit la satisfaction des droits sociaux de ces populations qui sont dépourvues de droits civils et politiques. Dans cette même perspective, le néolibéralisme défend les droits civils et politiques tout en violant les droits sociaux des populations.

Selon Melucci (1999), Marx s'est efforcé de définir les contradictions structurelles qui devraient conduire à la transformation révolutionnaire sans avoir été attentif aux processus de formation de l'action collective. Par rapport à Lénine et à Gramsci, si on considère le parti comme structure rigide intégrée par des intellectuels organiques qui servent d'avant-garde à la révolution, il n'y a pas de possibilité d'organisation d'autres formes d'actions de la part des couches sociales qui ne seraient pas imbriquées dans cette structure. De l'avis de cet auteur, si ce parti arrive au pouvoir ou devient l'État, on doit s'attendre à ce qu'il devienne le transmetteur direct de toutes les demandes collectives, avec des conséquences tragiques de totalitarisme (Melucci, 1998).

D'autres auteurs (Kant, 1784; Weber, 1995; Habermas, 1978, 1997) se font plus prudents en affirmant que les individus peuvent utiliser leur entendement indépendamment des conditionnements externes. Au 18<sup>ème</sup> siècle, Kant postulait que les individus pouvaient faire un usage public de la raison en remettant en question les normes et les valeurs institutionnelles (Kant, 1985). Weber (1995) explique, plus tard, la façon dont les individus parviennent à construire des relations sociales fondées respectivement sur le «sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) ou sur le « compromis (Ausgleich) » d'intérêts motivés rationnellement » (Weber 1995 :78). À travers les processus de « communalisation » et de « sociation », il explique comment les individus arrivent à se regrouper pour agir ensemble. Dans la communalisation, Weber met entre autres, les relations amoureuses, la camaraderie, la « communauté familiale », la « communauté spirituelle des frères » tandis que le second peut être une « relation d'échange », une association à but déterminé » ou « une association à base de convictions motivée de façon rationnelle en valeur<sup>8</sup> ». La communalisation pour lui,

---

<sup>8</sup> Selon Weber, la communalisation est un type de relation sociale qui se fonde sur le sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) d'appartenir à une même communauté tandis que la « sociation » est un autre type fondé sur un compromis d'intérêts motivés de la même manière (Weber, 1995 : 78)

dans la plupart des cas et à un degré variable, ne va pas sans la «sociation» et vice-versa. Donc, peu importe le niveau de rationalité d'une «sociation», elle peut faire émerger des « relations sentimentales qui vont au-delà de l'objectif préalablement établi».

Dans l'optique wébérienne, en autant que les individus sont capables d'interagir et de construire des liens, ils peuvent agir collectivement. Cette action met en face des individus ou des groupes sociaux et peut être fondée rationnellement en valeur ou en finalité, ou avoir des motifs affectifs ou traditionnels. L'action sociale est utilisée comme moyen en vue d'une fin avec toutes les conséquences que cela implique. Elle s'inscrit dans des relations sociales entre des collectivités et affronte en même temps la fin et les moyens utilisés (Weber, 1995). Dans cette même perspective, Habermas soutient la thèse de la rationalité des citoyens qui agissent pour modifier les normes et les institutions sociales.

Dans le cadre de cette thèse et à la lumière des questions soulevées dans la littérature, nous nous intéressons à deux cas d'occupation de terrain ayant eu lieu respectivement à Port-au-Prince (Haïti) et à La Sierra Santa Catarina (Iztapalapa, Mexico). Dans le cas de Port-au-Prince, à l'occasion de la chute du régime des Duvalier en 1986, des « squatteurs » sont parvenus à créer un quartier populaire dépourvu d'infrastructures dénommé « Cité de l'Éternel ». Des maisonnettes sont construites, pour la plupart à partir des matériaux de récupération, les autorités gouvernementales n'arrivent pas à les déloger. Éventuellement des services d'eau et d'électricité sont établis ainsi que des brigades de vigilance. À première vue, il semble y avoir ici une capacité d'action collective assez développée mais ces actions pourraient s'expliquer par l'intervention de groupes criminalisés et d'autres détenteurs de pouvoir ou même des étrangers-ONG.

En ce qui concerne Mexico, des propriétés faisant partie d'une zone considérée comme une zone de réserve écologique, la « Sierra Santa Catarina », ont été envahies par des populations en quête d'endroit pour s'installer. Les terres, une fois occupées, sont réparties en plusieurs lots destinés à la construction des maisons. Des espaces sont réservés au tracé des rues et à la création des infrastructures. Des outils, entre autres, pelles, brouettes, machettes pics et houes sont amenés afin de faire le nettoyage et de préparer les emplacements pour ériger des abris de fortune. Ensuite, selon les propos du dirigeant de l'association de Iztapalapa, les gens montent la garde pour défendre leur terrain contre des attaques policières, sachant qu'elles viennent de s'établir dans une

zone de réserve écologique<sup>9</sup>. Ces populations semblent avoir pu entreprendre diverses actions collectives en vue de demeurer sur les propriétés envahies et d'obtenir de la part de l'État la régularisation de leur situation. Il s'engage une lutte en vue de la reconnaissance de ces populations par les autorités étatiques dans la zone occupée et transformée en lieu de résidence.

Ayant travaillé moi-même pendant plusieurs années dans des bidonvilles de Port-au-Prince, j'ai été interpellé par la façon dont les gens s'organisent pour survivre notamment en relation avec des ONG et d'autres institutions qui interviennent dans ces bidonvilles. J'ai voulu comprendre les origines, le développement et les résultats de ces actions. Jusqu'à quel point ces actions collectives reflètent-elles l'une ou l'autre des positions développées dans la littérature sociologique à ce sujet ou permettent-elles de remettre en question ces différentes positions? Plus spécifiquement, peut-on parler d'actions autonomes menées collectivement par des populations de la base ou s'agit-il d'actions organisées ou initiées par des groupes plus restreints à l'extérieur de ces populations? Mon choix s'est arrêté sur la Sierra Santa Catarina en raison de l'apparente similarité entre les actions se déroulant aux deux endroits. J'ai aussi été familiarisé avec la situation autour de la ville de Mexico pendant mes études à la Faculté Latino-américaine de sciences sociales (FLACSO).

---

<sup>9</sup> In <http://www.paot.org.mx/centro/programas/delegacion/iztapal.html>



PREMIÈRE PARTIE : MARGINALISATION, ACTION  
COLLECTIVE ET RECONNAISSANCE

## CHAPITRE 2. MARGINALIDAD, UNDERCLASS, EXCLUSION

Jusqu'à quel point le concept ou la notion de marginalité est-il utile pour comprendre la situation de ces populations. Selon Fassin (1996), traitant de la marginalité et des marginaux dans le contexte latino-américain des années 1990, que le développement de la pauvreté urbaine a donné lieu à trois figures différentes de marginalisation : «*marginalidad*» en Amérique latine, «*underclass*» aux États-Unis et «*exclusion*» en France. Selon lui, ces trois concepts renvoient à trois configurations de l'espace social : dedans/dehors, haut/bas, centre/périphérie. Il cherche à comprendre la façon dont s'est construite la marginalité comme mode de désignation des phénomènes de différenciation sociale et spatiale qu'ont connus au cours des dernières années les villes d'Amérique latine. Il aboutit à la conclusion que, comparativement aux pays «développés» dans les pays « en développement », les populations décrites comme marginales représentent la majorité de la population des villes que l'on se réfère à leur mise à l'écart du marché formel de l'emploi, à leur exclusion des dispositifs de protection sociale, ou à leur position excentrée dans la géographie urbaine. Ces populations, affirme Fassin, dépassent en nombre les citoyens salariés bénéficiant d'un régime d'assurance. Par rapport aux immigrants qui arrivent dans les périphéries des villes de ces pays, il soutient l'idée qu'on ne peut pas dire qu'ils sont marginalisés ou « désinsérés » parce qu'ils n'ont jamais été insérés dans le système économique et social dominant (Fassin, 1996 :266).

En référence au sous-continent latino-américain, Fassin parle d'une ancienne conception de la marginalité décrite « comme le phénomène par lequel des fractions croissantes de la population ne trouvent pas de place dans le système capitaliste » (Fassin, 1996). Dans ce sens, dit l'auteur, la marginalité est conçue comme différente de la pauvreté considérée comme un état de fait ne préjugant pas les mécanismes qui le produisent. Selon cette ancienne conception, « chaque discipline s'est fait sa propre idée de la marginalité en fonction de ses présupposés : l'économie par rapport au marché de l'emploi, la psychologie du point de vue des troubles du comportement, la sociologie en termes de conduites déviantes » (Fassin, 1996 : 264).

Le chapitre se divise en deux parties où je traite respectivement de la marginalité et de «l'informalité». Par rapport à la marginalité, je présente quelques définitions puis j'expose certaines approches classiques telles les conceptions fonctionnalistes, structuro-fonctionnalistes, structuralistes et marxistes. Dans cette même section, j'aborde aussi la marginalité à partir des conceptions élaborées dans le contexte latino-

américain, étasunien et européen vu que je pense que les caractéristiques des populations marginalisées varient selon les contextes et les sociétés. Étant donné les activités observées sur le terrain et des lectures de travaux faits sur les activités des populations vivant dans des quartiers précaires ou des bidonvilles, je consacre la deuxième partie du chapitre à la révision de différentes conceptions de ce qu'on appelle le secteur informel. Notre objectif dans ce chapitre consiste à trouver des matériaux théoriques nécessaires à la caractérisation des populations qui font l'objet de cette étude ainsi qu'à la compréhension de l'action.

## **2.1 La marginalité expliquée à partir des rapports sociaux et économiques capitalistes en Amérique Latine**

Des auteurs latino-américains, parmi lesquels Quijano et Sunkel (1970) et Günder Frank (1970), recourent à la théorie de la dépendance pour expliquer la marginalisation. Pour eux, le sous-développement est un processus de marginalisation associé au développement accéléré des centres primaires face au développement beaucoup plus lent des économies dépendantes (Quijano et Sunkel, 1970). Selon ces auteurs, cela se passe au niveau des rapports entre pays développés et pays sous-développés et à l'intérieur même des États où la modernisation se concentre dans les grandes villes tandis que les secteurs agricole et artisanal tendent à disparaître. Günder Frank (1970) identifie, au niveau de la région, deux catégories de populations marginalisées: celles qui se retrouvent dans les périphéries urbaines et certaines couches sociales au niveau de la paysannerie. Selon cet auteur, comme la population indigène des zones rurales, la population flottante des zones urbaines est souvent considérée comme étant marginale en raison de la manière dont elle s'intègre à la société saisie comme un ensemble (Günder Frank, 1970 : 252). Il décrit les populations marginalisées des agglomérations urbaines latino-américaines comme des gens expulsés des exploitations rurales et des petites villes qui se dirigent vers les grandes villes pour s'établir à cause de la pénétration du capitalisme dans la paysannerie et du développement industriel. Il les appelle « populations instables » des zones rurales et « population flottante » des zones urbaines attirées en ville pour des emplois de courte durée dans le secteur tertiaire pour retourner ensuite à leur situation antérieure. Les quartiers où vivent ces populations manquent d'hygiène, d'infrastructures sociales et sanitaires et surtout ne sont pas en sécurité (Günder Frank 1970: 258-259).

Les écrits de ces auteurs datent des années 1970 et se situent dans un contexte caractérisé, selon eux, par la percée du capitalisme dans la paysannerie ainsi que par le développement technologique qui aurait contribué à une augmentation des populations marginalisées dans les villes latino-américaines. Cette approche tente donc d'expliquer la marginalité à partir de la percée du capitalisme dans la paysannerie ou bien à partir de la dépendance des pays de la périphérie vis-à-vis de ceux du centre. Elle ne permet pas d'appréhender la dimension interne des rapports sociaux inégalitaires, bien avant la percée du capitalisme ou l'établissement des rapports de dépendance. C'est comme si la marginalisation avait pris naissance avec la percée du capitalisme et la dépendance de ces États envers les pays du centre.

Au cours des années 1980, en Amérique latine, avec la montée du néolibéralisme caractérisée, entre autres, par la restructuration de la relation capital-travail, Petras et Veltmeyer (2001), d'autres auteurs ont fait de nouvelles interprétions de la marginalisation. Ils mettent l'accent, entre autres, sur la dimension socio-économique de la marginalisation caractérisée par le retrait de l'État de ses engagements sociaux et la réforme du marché du travail (Salama et Valier (1992), Petras et Veltmeyer (2001). Selon Salama et Valier, le libéralisme se manifeste sur les plans interne et externe. Au premier plan, il se caractérise par la privatisation des entreprises publiques, la suppression du contrôle des prix, la libéralisation des marchés financiers et des marchés du travail, tandis qu'au niveau externe, il prône l'ouverture des frontières pour le commerce des marchandises ainsi que pour le déplacement des capitaux. Conformément aux injonctions de la Banque mondiale, il est interdit à l'État d'appliquer des politiques macroéconomiques à des fins directement sociales ou redistributives (Salama et Valier, 1992). Selon les auteurs, cette politique a eu pour conséquence de faire augmenter le nombre des exclus du secteur informel. Ceux qui sont en bas de la ligne de pauvreté, disent-ils, ne sont pas couverts par la protection sociale. Au lieu de la protection sociale des pauvres, on assiste plutôt à un détournement des services publics. L'État puise dans les fonds destinés au maintien de l'alimentation en eau, au traitement des eaux usées et à d'autres services publics; ce qui a contribué à une résurgence des maladies infectieuses dans bien des pays de la région latino-américaine (Petras et Veltmeyer, 2001). Font partie des populations marginalisées, selon ces auteurs, « les paysans des zones désertiques ou semi-désertiques ou sans terres, les chômeurs des bidonvilles ou encore certaines catégories sociales comme les mères de famille, les enfants, les vieux, souffrant de façon extrême de maladies qui les atteignent

plus que le reste de la population, et connaissant des taux de mortalité plus élevés » (Salama et Valier, 1992 :131)

Pour Petras et Veltmeyer, dans le cadre des politiques néolibérales, la législation du travail visant à protéger l'emploi a été remplacée par des lois qui permettent aux employeurs de licencier les travailleurs sans indemnité et de recruter une main-d'œuvre temporaire ou occasionnelle. Cette situation a conduit, selon les auteurs, à l'adoption de nouvelles règles qui permettent de transférer les profits, de faire de nouveaux investissements et de détruire des emplois stables. Cette dérégulation du marché de l'emploi, soutiennent-ils, a renforcé la marginalisation de nombreuses communautés. On retrouve ainsi dans la catégorie des populations marginalisées, non seulement des migrants ruraux, mais aussi des travailleurs mobiles en chute libre et des membres du bas de la classe moyenne, qui, après avoir été licenciés, cherchent à se trouver un emploi dans le secteur informel (Petras et Veltmeyer, 2001). Selon eux « l'armée croissante des pauvres urbains en Amérique latine est constituée maintenant d'une seconde et d'une troisième génération de travailleurs de plus en plus dans des bidonvilles, incapables de monter dans l'échelle sociale, à la différence des générations précédentes » (Petras et Veltmeyer, 2001 :130-131)

## **2. 2 La « masse marginale»**

La marginalité se définit différemment en Amérique latine que dans les pays industrialisés. Stavenhagen traitant des sept thèses erronées sur l'Amérique latine au cours des années 1970 affirme qu'à l'origine, le terme de « populations marginales » était utilisé pour désigner les habitants des bidonvilles qui vivent dans des baraquements à la périphérie des principales cités d'Amérique latine (Stavenhagen, 1973). Selon l'auteur, on utilisait différents mots pour décrire, entre autres, les types de logement dans des quartiers de différentes grandes villes d'Amérique latine, comme par exemple les « favelas » de Rio, au Brésil des « callampas » de Santiago au Chili, des « barriadas » de Lima, au Pérou. Par rapport aux conditions de vie dans ces quartiers Stavenhagen affirme que « les occupants de ces logements « marginaux » avaient un niveau de vie extrêmement bas, n'étaient guère des consommateurs, souffraient d'un chômage ou d'un sous-emploi chronique, se recrutaient généralement parmi les immigrés de souche paysanne récemment arrivés et ne participaient presque pas à la vie politique du pays (Stavenhagen 1973 : 70). Toutefois, il reconnaît que ces caractéristiques et bien d'autres ne s'appliquent pas exclusivement aux habitants des bidonvilles car elles valent

aussi pour certains citadins et pour les ruraux. Ainsi, il évoque trois critères pour définir la marginalité en Amérique latine. Premièrement, être marginal ne signifie pas être à côté ou en dehors du processus de développement économique, et le terme ne s'applique pas à des populations qui, simplement, sont restées à la traîne des secteurs modernes, comme le voudraient certaines théories dualistes à la mode ; deuxièmement, la marginalité ne tend pas à disparaître avec le développement de l'agriculture, de l'industrie et de l'économie en général ; troisièmement, la marginalité est au contraire un phénomène inséparable du genre de développement que connaît l'Amérique latine, elle est même engendrée par ce développement, et en constitue donc un sous-produit » (Stavenhagen, 1973 : 39). Il parle de « «masse marginale» pour désigner ces populations et affirme que celle-ci présente toutes les caractéristiques du sous-prolétariat. Cependant, selon lui, on ne peut pas assimiler ces populations ni au «lumpenprolétariat» ni à « une armée de réserve industrielle» parce que ces masses marginales ne sont pas en mesure d'entrer en compétition avec une classe ouvrière syndicalisée et formée comme ce fut le cas en Europe.

Bien avant Stavenhagen d'autres auteurs, Vekemans et Fuenzalida, (1969) ont défini les populations marginalisées en Amérique latine comme étant des populations qui ne sont pas intégrées ou qui sont reléguées au dernier rang de l'échelle sociale ou qui y sont exclues. Ces populations ne sont pas intégrées socialement et économiquement à la société ou à un système de classes, puisqu'elles ne font pas partie du système économique. Situées à des limites, elles n'existent ni pour la campagne qui les a expulsées, ni pour la ville qui ne les accueille pas. Elles n'appartiennent ni au secteur primaire, ni au secteur tertiaire, ni au secteur secondaire. Elles ne sont rien ni personne; elles ne font que peupler un coin de terre qui n'est qu'un no man's land (Vekemans et Fuenzalida, 1969 : 44)

Dans la même logique de non intégration à la vie sociale et économique énoncée par Vekemans et Fuenzalida, Dubet et al., dans une recherche réalisée à la fin des années 1980 portant sur les luttes sociales et la démocratie en Amérique latine, affirment que le vieux problème de la marginalité a été relégué au rang de théorie de moyenne portée en Amérique latine (Dubet et al. 1989). Se référant à l'exemple chilien, ils parlent plutôt « d'intégration fragmentée » que de marginalisation. Ils expliquent cette intégration fragmentée par le fait de la coexistence au Chili d'une bonne participation scolaire et d'une exclusion économique. En d'autres termes, la formation scolaire assure l'intégration des gens mais sur le plan économique, ils restent exclus. Ces auteurs relèvent deux grands axes théoriques de la marginalité : les théories

dualistes et les théories de la polarisation. Les premières soulignent l'existence d'un « secteur traditionnel » menacé de désorganisation et de marginalisation à côté d'un autre « secteur moderne » en plein développement, tandis que les secondes mettent l'accent sur la nécessité du secteur économique marginal (Dubet et al. 1989).

### **2. 3 La «marginalité » comme conséquence d'une «culture de la pauvreté» ou du déséquilibre systémique**

Dans une perspective opposée aux analyses de Vekemans et Fuenzalida (1969), et de Dubet et al. (1989) qui conçoivent la marginalisation en Amérique latine comme phénomène de désintégration socioéconomique ou d' «intégration fragmentée » des populations, d'autres auteurs tels Lewis (1966) et de Lomnitz (1975) abordent la question de la marginalisation dans le sous-continent soit comme étant la conséquence d'une « culture de la pauvreté » (Lewis, 1966), soit comme un phénomène de déséquilibre systémique (de Lomnitz 1975).

Ayant réalisé des travaux dans les années 1960 sur les populations marginalisées de la ville de Mexico, Lewis soutient la thèse que la marginalisation s'explique par la « culture de la pauvreté » (Lewis, 1966). Lewis a réuni une soixantaine de caractéristiques qui, ajoutées au facteur quantitatif du niveau de revenu, permettraient de définir cette « culture de la pauvreté ». Il explique ce concept par la faiblesse des liens sociaux analysés à deux niveaux. D'une part, sur le plan interne, la famille ou les groupes de voisinage constituent les seules composantes de la vie sociale; d'autre part, au plan externe, la participation de ces populations aux activités politiques sociales et culturelles de la ville est très faible. Selon lui, la «culture la pauvreté» se maintient là où s'imposent des valeurs bourgeoises (Lewis, 1966). Pour sa part de Lomnitz, dans une étude réalisée au début des années 1970 dans un quartier de Mexico, cherche à savoir qui sont les marginaux, quel est le sens du phénomène de la marginalité et quelle relation existe entre la pauvreté et la marginalité (de Lomnitz, 1975). Elle s'oppose à la thèse de la culture de la pauvreté de Lewis en affirmant que l'origine rurale, la pauvreté et la résidence dans des quartiers pauvres sont des traits concomitants au fait structurel de la marginalité. Pour elle, au lieu de la culture de la pauvreté, c'est plutôt la condition d'insécurité chronique de l'emploi et du revenu qui constitue le facteur déterminant de l'existence des marginaux. Selon l'auteur, cette insécurité est à son tour la conséquence d'un manque d'intégration au système de production industrielle et non d'une culture spécifique (de Lomnitz, 1975). L'approche de cette auteure s'inscrit dans une perspective systémique. Elle définit le pays comme un écosystème, c'est-à-dire un

système global de ressources et de conditions de vie où toute évolution déséquilibrée, telle l'industrialisation accélérée, provoque des pressions économiques et démographiques internes susceptibles d'engendrer des processus migratoires ayant pour conséquence la marginalisation de certaines couches ou des secteurs importants de la population (de Lomnitz 1975 :29)

#### **2.4. La marginalisation comme produit d'un processus de désarticulation ou de la crise du système urbain**

Parallèlement aux explications de Lewis et de de Lomnitz, des auteurs comme Touraine (1976) et Castells (1983) qui ont réalisé des études en Amérique latine interprètent la marginalisation comme un processus de désarticulation ou bien comme la conséquence de la crise du système urbain dans le sous-continent. Ces études affichent certaines similitudes quant à l'accent mis sur le sous-emploi généré par le système capitaliste dépendant et la crise de la société urbaine marchande.

Analysant la marginalisation dans les sociétés dépendantes, à partir des années 1970, particulièrement en Amérique Latine, Touraine propose une nouvelle approche de la marginalité. Pour y parvenir, il passe en revue les approches de certains théoriciens, entre autres, Gunder Frank et Quijano qui cherchent à expliquer la marginalisation par la logique interne du système économique, c'est-à-dire un mode de production donné, ou à partir de la dépendance. Selon Touraine, il est impossible d'expliquer la marginalité à partir de ces deux variables. Si l'histoire latino-américaine est pensée comme celle du développement capitaliste, il faut remplacer la notion de marginalité par celle du chômage, ou par celle du « lumpenprolétariat ou des classes dangereuses ». Et si on explique l'histoire de cette région à partir de la dépendance, la marginalisation prend alors « une importance centrale » car le concept découle dans ce cas de la dualisation de l'économie, de la concentration des revenus et des investissements dans un secteur limité où les capitaux étrangers produisent des biens durables pour les riches (Touraine, 1976 : 37). Selon lui, on ne peut pas prouver que le manque d'emploi est imputable seulement aux entreprises étrangères. Aussi, il n'y a pas de certitude que la concentration de revenus a pour effet de bloquer la croissance industrielle. Finalement, on accorde trop d'importance, dans le cadre des analyses critiques, à la consommation des particuliers. Cela ne signifie pas qu'il nie le fait que la dualisation de l'économie et la marginalité elle-même s'inscrivent dans une situation dominée par l'économie



capitaliste et par la concentration des investissements dans des secteurs étroits. Mais il soutient aussi qu'on ne peut pas démontrer que le sous-emploi et la petite industrie artisanale sont fonctionnels pour le capitalisme.

L'analyse de Touraine se situe dans une approche historique pour défendre la thèse que la marginalité dans la région résulte de la désarticulation des sociétés latino-américaines. Il se réfère à la démographie pour construire l'argument selon lequel la marginalité urbaine a pour cause l'archaïsme de l'économie rurale qui permet, dans un premier temps, de retenir longtemps la main-d'œuvre mais qui finalement entre en crise et contribue à l'expulsion de la force de travail devenue excédentaire. Cette crise se déroule à travers le processus par lequel les grands propriétaires cherchent à éliminer l'agriculture de subsistance pour se consacrer à d'autres activités économiques jugées plus rentables. Ils se sont emparés violemment, affirme Touraine, des terres des « comuneros », obligeant ainsi la communauté paysanne à la désagrégation. Il attribue aussi aux réformes agraires une part de responsabilité dans l'expulsion de la main-d'œuvre paysanne. À partir de ces considérations, il définit la marginalité comme le signe de la désarticulation de la société dépendante, de la non-coordination des secteurs dominants et des secteurs dominés de l'emploi. La population marginale est donc pour Touraine celle qui cumule les conséquences du sous-emploi lié au capitalisme dépendant et de la crise de la société agraire en même temps que la société urbaine marchande (Touraine 1976 : 141)

À partir de ses travaux réalisés dans plusieurs villes, entre autres, Santiago du Chili, Mexico et Caracas, au début des années 1980, Castells affirme que le phénomène de la marginalité n'est pas un déterminant politique mais plutôt une conséquence politique. Pour lui, en dépit de leur similarité remarquable et des infrastructures urbaines comparables, les établissements marginaux sont fortement diversifiés au regard des types de construction, de la localisation dans la structure spatiale et du statut légal de chaque établissement. Pour lui, la marginalisation de ces populations est la conséquence de la crise du système urbain incapable de répondre aux besoins de la majorité de la population (Castells, 1983). Il parle de « marginalité occupationnelle » et de « marginalité urbaine ». Dans la première, il met les travailleurs salariés, les petits marchands et les personnes handicapées, ceux qui vendent leur force de travail à des gens en vue d'obtenir un service personnel, entre autres, les cireurs de bottes, les portefaix et les guides ; et ceux qui vendent leur corps c'est-à-dire les prostituées et les gardes de corps (Castells, 1983 : 180). Par rapport à la marginalité urbaine, l'auteur cite

la majorité de la population incapable d'avoir accès au logement privé et au marché de services urbains. Dans ce sens, dit-il, la marginalité urbaine suggère quelque chose de plus large que la marginalité occupationnelle et le chevauchement entre les deux est seulement partiel (Castells, 1983 : 81).

Au terme d'une recherche réalisée à Casco, un des quartiers de Caracas, au cours des années 1980, l'auteur arrive à deux conclusions relatives à la marginalité urbaine. Premièrement, la marginalité urbaine ne coïncide pas avec la marginalité occupationnelle. Elle est plutôt la conséquence de la crise du système urbain, incapable de répondre aux besoins de la majorité de la population. Deuxièmement, la situation de ce qu'on a appelé les établissements marginaux, malgré leur similarité remarquable en terme, de niveau critique de la détérioration du logement et des infrastructures urbaines, est hautement diversifiée au regard des types de construction de logement, de la localisation dans la structure spatiale et du statut légal de chaque établissement. Le facteur commun dans ces situations (wide-ranging) de décadence urbaine est selon lui, la construction sociale dont la logique est redevable en grande partie aux politiques étatiques (Castells 1983 :187). Il définit la marginalité comme l'incapacité de l'économie de marché, ou des politiques de l'État de fournir du logement et des services urbains adéquats à une proportion croissante des habitants de la cité, incluant la majorité des travailleurs salariés et des employés réguliers ainsi que tous les gens réalisant leurs revenus à partir de ce qu'on appelle le secteur informel de l'économie.

## **2.5 Survivre dans l'informalité**

L'informalité n'implique pas nécessairement la marginalité car certains secteurs de l'économie capitaliste s'adonnent à des pratiques informelles pour accumuler plus de profits (Quijano, 1998). Cependant, les populations marginalisées pour subsister, peu importe le pays dans lequel elles se trouvent, recourent à des activités informelles de subsistance. Pour mieux comprendre les stratégies de survie des populations faisant partie de notre recherche, nous avons introduit quelques théories relatives à l'informalité.

À partir des années 1950, et notamment au cours des années 1960-1970, dans les pays de la périphérie, de nombreux paysans, pour des motifs divers (pénétration du capitalisme dans la paysannerie, guérillas, attraction par la vie urbaine) ont immigré vers les centres urbains et se sont établis dans les périphéries, à défaut de structures d'accueil pour les intégrer à la dynamique urbaine. Outre l'exode rural, la croissance de

la population urbaine entraîne aussi une demande en services sociaux tels que logements, centres hospitaliers, écoles, en équipements et en infrastructures incomparablement plus élevée que l'offre issue des revenus et de l'épargne des ménages et des collectivités (Chevalier, 1990). Ainsi ont vu le jour des quartiers populaires caractérisés par la précarité des conditions de vie, l'absence de planification et de gestion administrative, les irrégularités dans l'occupation de l'espace et la précarité de l'environnement construit. Selon une vision moderniste, les paysans immigrés en ville et qui vivent dans des zones de relégation tels que les bidonvilles vivent une situation provisoire car ils seront tôt ou tard intégrés à la vie urbaine par le biais du capitalisme moderne. Ils sont simplement en transition d'un secteur non capitaliste rural à la prolétarisation (Lautier, 1994, Coquery-Vidrovitch, 1991). Cette approche dérive de la théorie structuro-fonctionnaliste de Parsons selon laquelle la société latino-américaine passait d'une société traditionnelle à une société moderne. Celle-ci était associée à l'entreprise, aux investissements, à la production industrielle comme axes de la structure productive, au marché, à l'emploi salarié et stable, à la vie urbaine organisée, à l'état libéral et à la citoyenneté (Quijano 1998)

Dans la même perspective des rapports sociaux et économiques capitalistes, certains auteurs, entre autres, Chevalier (1990), Hugon (1980) et Quijano (1998), situent l'origine du secteur informel, d'une part dans les rapports de dépendance entre pays du centre et ceux de la périphérie et d'autre part, dans les rapports de classe internes aux sociétés latino-américaines. Mais ces deux déterminants sont interdépendants au sens où les classes dominantes des pays de la région représentent les intérêts de la bourgeoisie des pays du centre, de telle sorte que toute domination de la bourgeoisie locale sur les classes populaires est une corollaire de la domination des classes dominantes des pays industrialisés. L'État capitaliste périphérique est faible et n'arrive pas à absorber la main-d'œuvre déjà disponible dans les centres urbains et la pénétration du capital a provoqué l'exode rural vers la ville. Ajoutée à la population active déjà sans emploi, cette situation a provoqué la formation d'une armée de réserve industrielle qui, pour survivre, va s'adonner à des activités informelles. Ainsi « le secteur informel trouve son origine dans la nécessité de survivre pour une population croissante maintenue hors du système de production et du cadre légal institué par l'État capitaliste. La formation de cette armée de réserve de l'industrie est la conséquence de la faiblesse et de la dépendance du capitalisme latino-américain face au capitalisme des pays fortement industrialisés et dominant l'économie internationale » (Chevalier, 1990)

Hugon désigne ce secteur comme étant une armée de réserve destinée à faire baisser les salaires dans le secteur capitaliste formel<sup>10</sup>. Comme petite production marchande, elle est constituée des activités à petite échelle où le salariat est très limité et le capital avancé, faible mais, où il y a circulation monétaire, vente de biens ou de services (Hugon, 1980). Dans cette même perspective, Quijano définit le secteur informel comme étant un « pôle marginal du capitalisme », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques productives ou commerciales des travailleurs sans emploi et sans revenus salariés stables dans lesquelles on utilise des ressources résiduelles<sup>11</sup> ou de basse qualité et à peu de prix. Selon l'auteur, ces activités ne sont pas très productives, sans une division élémentaire de travail. Le travail ou la force de travail ne s'échange pas exclusivement entre membres d'une même famille et de manière privée. La rentabilité est tellement basse, selon l'auteur, qu'il ne favorise que des revenus pour la survie de la famille ou la reproduction de la même activité économique, sans aucune marge d'accumulation ou de capitalisation (Quijano, 2000). En effet, conformément à l'approche marxiste, le secteur informel constitue « une armée de réserve industrielle ou un sous-prolétariat ». La main-d'œuvre couverte par la grande entreprise capitaliste est surexploitée par le travail salarié, et en tant que consommatrice, elle est forcée à payer plus sur le marché. Cette masse de main-d'œuvre n'est donc pas simplement un ensemble passif d'exploités et d'exclus mais ce sont aussi des gens qui ont une capacité autonome de générer et de développer leurs propres revenus, même comme des travailleurs exploités (Quijano 2000).

Jusqu'au début des années 1990, les catégories d'analyse utilisées pour expliquer l'informalité ont été, entre autres, la dépendance des pays de la périphérie par rapport à ceux du centre, la pénétration du capital dans le secteur rural, la faiblesse du capitalisme latino-américain d'absorber l'excédent de main-d'œuvre et la formation d'une armée de réserve industrielle. Mais aujourd'hui, la prolifération des activités informelles est attribuée moins au capitalisme qu'à la mondialisation qui provoquerait des effets encore pires que le capitalisme des décennies écoulées, comme par exemple, la croissance des inégalités entre travail et capital. Se référant aux rapports de la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL) et de la Banque Interaméricaine de développement (BID), Salama et Destremau affirment qu'à l'exception de quelques petits pays, les inégalités entre capital et travail se sont accrues. Selon les auteurs, les

---

<sup>10</sup> Tiré de Noiseux (2000), «Le secteur informel au Mexique». Revue de littérature. Groupe de recherche sur l'économie continentale (GRIC). <http://www.unites.ugam.ca/gric>

<sup>11</sup> Les ressources résiduelles sont présentées dans le texte comme celles qui ne sont pas utilisées par le capital. Leur qualité reste à désirer et elles sont peu coûteuses.

inégalités entre travail qualifié et travail non qualifié ont pris également des dimensions importantes, et le pourcentage des emplois informels occupés par la population active a augmenté. D'après eux, les causes de cette évolution récente sont liées à l'ouverture brutale des économies à l'économie monde, à une libéralisation quasi simultanée de l'ensemble des marchés et à une diminution sensible des interventions de l'État dans le domaine économique<sup>12</sup>».

En ville comme à la campagne la mondialisation contribue au grossissement des populations qui s'installent dans des bidonvilles et qui ont comme possibilités de survie les activités informelles. Delcourt parle d'explosion urbaine liée à la mondialisation. Selon l'auteur, cette explosion se caractérise particulièrement par une prolifération des bidonvilles dans les pays dits en développement, laquelle prolifération est la conséquence d'un exode rural causé par la dérégulation du marché, la suppression des subsides, la promotion du secteur industriel agro-exportateur, ainsi que l'importation de plus en plus massive de produits subventionnés en provenance du nord (parfois à titre d'aide alimentaire). Cette activité est en corrélation avec l'élimination des barrières douanières et la chute des prix agricoles qui s'ensuit. Certains facteurs, entre autres, la mécanisation de l'agriculture, les désastres naturels et guerres civiles, particulièrement en Afrique, accentuent les flux migratoires vers les villes. On assiste, selon Delcourt, à un processus de « dépayssannisation » dont les villes récoltent largement les fruits (Delcourt, 2007). Dans les centres urbains des pays de la périphérie, d'autres facteurs comme, par exemple, les privatisations, le « dégraissage » du secteur public, les politiques d'ouverture économique, l'arrêt des subventions au secteur industriel et le recentrage sur quelques exportations jugées « essentielles » ont entraîné une chute brutale des emplois formels dans l'industrie et les services urbains et porté de nombreux travailleurs à s'orienter vers l'informalité (Delcourt, 2007)

Analysant les pistes proposées par ces auteurs pour expliquer la marginalisation et les activités informelles, on peut dire que marginalité et informalité sont interdépendantes. Les populations marginalisées vivant dans des espaces caractérisés par l'absence de services offerts par l'État doivent se débrouiller pour subsister. Comme l'affirme Quijano, l'informalité n'implique pas nécessairement la marginalité, car certains secteurs de l'économie capitaliste s'adonnent à des pratiques informelles pour accumuler plus de profits (Quijano, 2000). Néanmoins, la marginalité peut déboucher sur l'informalité quand celle-ci constitue le moyen de subsistance des populations qui ne bénéficient pas de services de l'État. Ces populations vivant des activités informelles

---

<sup>12</sup> <http://ged.u-bordeaux4.fr/SISALAMA.pdf>

et marginalisées en fonction des rapports sociaux et économiques dominants, disposent toujours de leur force de travail, qui est, selon Chevalier, l'unique source de revenu familial. Malgré leur vitalité, elles sont condamnées à l'état stationnaire, c'est-à-dire elles ne peuvent pas évoluer parce qu'elles sont institutionnellement, culturellement et économiquement marginalisées; elles sont aussi incapables d'accumuler un quelconque capital et d'accroître leur productivité (Chevalier, 1990).

L'explication de la marginalité et de l'informalité à partir des rapports sociaux et économiques capitalistes, malgré son évolution, est toujours marquée par un réductionnisme qui consiste à plonger toutes les populations dans la même catégorie sans chercher à établir de différence entre les groupes d'individus. Selon Fassin (1996), ces positions peuvent négliger la diversité des activités économiques que produisent les populations dites marginales et sous-estiment leur fonctionnalité par rapport à l'économie capitaliste avec laquelle nombre de petits métiers ont des relations d'échange, et elles présentent une faible valeur opératoire, dans la mesure où elle rassemble des catégories différentes sur une même échelle. Par rapport à la question des revenus, il est de plus en plus difficile de catégoriser des ménages ou des groupes d'individus comme des catégories marginalisées à cause du transfert d'argent qui se fait de la diaspora vers des personnes vivant en situation de pauvreté. Cette situation peut avoir aussi des incidences sur la mobilité sociale ou des différences entre des individus ou des groupes vivant dans le même espace de relégation. Même dans les pays hautement industrialisés, on trouve des populations vivant en marge de la société; ce qui porte certains auteurs, entre autres, Fassin (1996) et Wacquant (1996) à utiliser respectivement les concepts de «*underclass*» et de «*marginalité avancée*» pour expliquer le phénomène.

## **2.6 *Underclass* et marginalité avancée : débats sur la marginalité actuelle aux États-Unis**

Aux États-Unis, dans le contexte actuel, le concept de marginalité prend le nom de « *underclass* » (Fassin, 1996, Wacquant, 1996). Wacquant fait remonter l'origine de ce concept à Gunnar Myrdal. Dans son étymologie suédoise, *onderklasse* désignait dans la langue littéraire du 19<sup>ième</sup> siècle, la classe inférieure et marquait l'opposition entre le bas et le haut de l'échelle sociétale, qualifié d'*overklass* (Wacquant, 1996). Dénonçant, dans le contexte des années 1960, la fiction d'une société américaine libre et ouverte où chacun pourrait atteindre la mobilité sociale pourvu qu'il en avait seulement la volonté,

Myrdal démontra que la combinaison « des progrès continus de la productivité » avec la « généralisation de l'accès à l'enseignement supérieur » rendaient hors de portée une bonne partie de la classe ouvrière. À cela s'ajoutent les couches les plus démunies qui ont fait face à « une barrière de caste », car outre les expulsions de la sphère de la production dues aux progrès technologiques, l'auteur fait remarquer aussi les réactions des corporations syndicales et l'adoption des politiques publiques favorables à la classe moyenne. Il met l'accent notamment sur l'émergence de ce qu'il appelle « An american under-class of unemployed and largely unemployable and underemployed » qui coïncide avec le moment où une fournée d'immigrants avec leurs descendants en provenance de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est avait bien intégré la nation américaine (Myrdal, 1963 : 38). Selon Myrdal, l'underclass est à la fois blanche et noire, rurale et urbaine. Elle est affectée par les politiques sociales en matière de logement, de couverture sociale et d'aménagement social.

Dans le contexte des années 80, Auletta (1982) a mis l'accent sur les comportements des individus pour décrire l'underclass. La localisation géographique de l'underclass s'est alors fixée sur le ghetto et sa dimension raciale s'est durcie tout en mettant à l'index les noirs pauvres (Wacquant, 1996). Auletta place dans l'univers de l'underclass quatre catégories de gens qu'il appelle des « ratés sociaux ». Il cite les pauvres passifs qui sont à l'aide sociale, les criminels de rue qui terrorisent la plupart des villes, les filous et truands de l'économie informelle, et les « saoulôts traumatisés », les vagabonds, les « sans domicile fixe » (SDF) et les malades mentaux (Auletta, 1982). La classification de l'auteur se démarque à peine de la description que nous fait Castel des « marginaux ». Conformément à la classification d'Auletta, en effet, avoir un enfant hors des liens du mariage et bénéficiaire de l'allocation destinée aux familles monoparentales, s'adonner au travail au noir au lieu de d'exercer un emploi précaire, être dans l'impossibilité de continuer ses études, provenir d'une famille monoparentale (généralement sans père), être au chômage alors qu'on est sain de corps et d'esprit, sont des indicateurs de comportement spécifiquement underclass dès lors qu'ils s'observent dans le périmètre d'un ghetto urbain (Wacquant, 1996). Pour sa part, Wacquant définit l'underclass comme un agrégat bigarré composé de catégories foncièrement hétéroclites, qui ne doivent d'être aussi amalgamées qu'au fait qu'elles sont perçues comme posant une menace, indissociablement physique, morale et fiscale, à l'intégrité de la société humaine. Pour lui, plutôt qu'une catégorie sociologique, l'underclass est un « catégorème » c'est-à-dire un instrument d'accusation publique. Le concept entre dans

la sociologie de la marginalité urbaine, selon l'auteur, non à titre d'outil analytique, mais de celui d'objet de croyance collective à élucider (Wacquant, 1996 : 248-249).

Le Texier, questionnant les logiques d'exclusion par rapport aux quartiers des grandes villes américaines où résident des populations d'origine latino-américaine, fait remarquer que tous les citoyens américains n'ont pas un accès égal aux biens publics, écoles, services de santé, parcs ou environnements propres. Selon elle, « la marginalisation de certaines populations, en particulier du fait de leur appartenance ethnique ou raciale, de leur niveau de revenu, de leur appartenance de classe, constitue un problème majeur de l'intégration des différences et du fonctionnement démocratique américain » (Le Texier, 2004 :26). Cette situation est due, selon l'auteure, à l'exclusion raciale et à l'assimilation segmentée des minorités pour des raisons évidentes telles que la capacité limitée des «enclaves ethniques<sup>13</sup>» à intégrer les nouveaux immigrants et le «désinvestissement institutionnel intervenu avec la fin des programmes de financement des organisations communautaires», ce qui a entraîné la résurgence des gangs dans les quartiers d'immigrants et l'incapacité de la nouvelle génération à s'incorporer à la société d'accueil.

La marginalisation peut ainsi revêtir une couleur raciale et des caractéristiques ethniques des populations blanches qui sont elles-mêmes marginales. Lesemann, en référence aux politiques sociales appliquées aux États-Unis au cours des années 1980, fait remarquer que les réductions opérées dans des programmes sociaux et des mesures fiscales entre 1981 et 1985 ont été défavorables aux revenus inférieurs à 20 000 dollars. Elles ont frappé de manière disproportionnée les Noirs en accélérant le processus de dualisation de la société américaine particulièrement évidente dans la communauté noire (Lesemann, 1988). L'auteur affirme que les Noirs qui représentaient 12% de la population américaine au cours des années 1980, portaient plus que leur part du fardeau de la pauvreté avec un tiers de cette population vivant dans la pauvreté contre un neuvième pour les Blancs. Pour sa part, Le Texier affirme qu'en 1990, près 8.5 millions d'Américains vivaient dans des zones d'extrême pauvreté où les Noirs représentent 50%, les Latinos 25% et les Blancs 22% (Le Texier, 2004 :27)

À côté de ce constat, Wacquant, au terme d'une recherche dans des ghettos aux États-Unis et dans les banlieues françaises, a émis quelques propositions en vue de trouver de nouvelles explications à la marginalisation dans des pays post-industrialisés tels que les États-Unis et la France. Ces propositions sont des types idéaux construits à

---

<sup>13</sup> Une enclave ethnique est un quartier (un barrio). Le mot barrio (el barrio) «désigne de manière générique toute enclave hispanique tel que le quartier portoricain de Spanish Harlem à New York ou mexicain de Pilsen à Chicago» (Le Texier, 2004 :27)



partir des thématiques tels que le salariat, la croissance économique, la stigmatisation territoriale, la perte de lien avec les lieux de résidence, la disparition des moyens de subsistance collective et, la fragmentation sociale. Il parle de «marginalité avancée» différente de celle constatée dans les pays du sud et s'inscrivant dans le devenir même des sociétés contemporaines (Wacquant, 2006)

Selon Wacquant, le salariat, qui était considéré comme un facteur pouvant résoudre les problèmes posés par la marginalité urbaine au cours de la période fordiste, est devenu vecteur d'instabilité et d'insécurité sociales. On assiste au retour de plusieurs types d'activités à la mode comme le travail à la pièce et l'emploi à domicile, le développement du télétravail et de grilles salariales à deux vitesses, l'externalisation du personnel et l'individualisation des plans de rémunération et de promotion, l'institutionnalisation du travail temporaire, le gonflement de l'intérim et des contrats aidés et subventionnés. Tous ces facteurs contribuent à former une « désocialisation insidieuse du travail salarié» (Wacquant, 2006 :243)

Par rapport à la croissance économique, Wacquant parle de «la déconnexion fonctionnelle des tendances macroéconomiques». Selon lui, la croissance économique a peu d'effets durables sur la marginalité telle qu'elle se présente dans la société américaine actuelle car elle n'a pas de connexion avec les fluctuations cycliques et les tendances globales de l'économie. Il voit une asymétrie entre le taux de chômage et les tendances du marché du travail autant sur le plan national que régional, et même au niveau de la situation matérielle des quartiers populaires. Dans ce sens, les économies devraient atteindre, selon l'auteur, des taux d'expansion très élevés pour espérer créer des emplois pour tous ceux qui sont au chômage.

La marginalité actuelle, en France et aux États-Unis se caractérise aussi par ce que Wacquant appelle la «fixation et stigmatisation territoriales». Selon l'auteur, on observe une tendance de cette marginalité à se concentrer dans certains territoires perçus de plus en plus tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, comme des lieux de perdition. Certains espaces dénigrés font les frais d'une pénalisation, s'ils sont partie prenante du paysage urbain. Alors, des discours infamants sont émis contre ces quartiers. Ils s'amplifient et s'agglomèrent autour d'eux en provenance à la fois des individus qui vivent dans ces espaces et des champs journalistique, politique, bureaucratique et même scientifique. L'idée de souillure de lieu se superpose aux stigmates déjà en vogue. Selon l'auteur, on trouve «dans chaque métropole du premier monde, un ou plusieurs districts, bourgades ou concentrations de logements sociaux qui sont publiquement connus et reconnus comme ces enfers urbains, où le danger, le vice et la déréliction sont dans l'ordre des

choses » (Wacquant, 2006 : 247). La plupart de ces quartiers constituent des zones de déréliction qui sont devenus, à cause de la violence qui y règne, le synonyme national de tous les maux et dangers qui affligent désormais la métropole. Dans ce sens, dit-il, dès qu'une zone a été publiquement étiquetée «zone de non droit» ou « cité hors la loi » ou «hors la norme», les autorités justifient habilement des mesures spéciales, dérogoires au droit et aux usages qui ne peuvent avoir pour effet que de déstabiliser et de marginaliser plus encore les habitants, de les soumettre aux diktats du marché du travail dérégulé, de les rendre invisibles, de les chasser des espaces convoités.

Le sentiment d'appartenance au lieu comme tel a été dissous, selon Wacquant, et, sa dissolution constitue l'autre face de la stigmatisation territoriale. Les populations n'ont plus de lieu de référence auquel ils s'identifiaient par le passé et au sein duquel, elles se sentaient en relative sécurité. Prenant l'exemple des ghettos américains, au cours des années 1960, c'était encore un lieu au sens de place, un «oekoumène» collectif, un paysage urbain humanisé. Mais aujourd'hui, l'hyperghetto est un espace au sens de «space». Il est dénudé et ne constitue plus une ressource commune que les Afro-américains peuvent mobiliser et déployer pour se protéger de la domination blanche. Il s'est plutôt transformé en un vecteur de division intracommunautaire et en un instrument d'emprisonnement du sous-prolétariat noir, un territoire redouté et haï duquel tout le monde essaie de s'enfuir (Wacquant, 2006 : 251)

À la dissolution du lieu s'ajoute ce qu'il appelle la «disparition d'un arrière-pays ou d'une base arrière viable». Par le passé, les résidents des quartiers aujourd'hui stigmatisés et marqués par toutes sortes de violences, pouvaient compter sur le soutien de la parentèle et étaient soudés par un réseau d'organisation de voisinage qui aidait à amortir le choc des difficultés économiques. Certaines entreprises interlopes leur fournissaient de précieux emplois de dépannage. Mais au cours des années 1990, soutient Wacquant, ces quartiers se sont vidés de leurs moyens de subsistance collective et les ponts vers l'emploi salarié à l'extérieur ont été coupés par la prolétarisation de larges pans de la population locale : les sœurs et frères, les oncles et les amis sont bien en peine d'aider à trouver un travail lorsqu'ils sont eux-mêmes au piquet du chômage. La survie est assurée par le recours à des stratégies individuelles d'auto-aprovisionnement, de travail au noir, de commerce souterrain, d'activités criminelles et de débrouille quasi institutionnalisée qui ne contribuent guère à les soulager de la précarité puisque les conséquences distributives du schéma de travail informel dans les sociétés industrielles tendent à renforcer et non à réduire les structures contemporaines d'inégalité (Wacquant, 2006)

Enfin, pour désigner des catégories sociales marginalisées produites par le système actuel, Wacquant parle de «fragmentation sociale, d'éclatement symbolique, ou de genèse inachevée du précarat ». Selon l'auteur, on utilise aujourd'hui plusieurs «labels» pour désigner les nouveaux pauvres : underclass, zonards, exclus, jeunes des banlieues et la «trinité des sans» (sans travail, sans toit, sans papiers). Ces notions traduisent bien, selon lui, l'état de dérèglement symbolique dans lequel se trouvent ce qu'il appelle « les franges et les fissures de la structure sociale et urbaine». Ces catégories sociales sont incapables de se doter d'une identité collective sans un travail de représentation et d'agrégation politiques. De leur côté, les syndicats de travailleurs sont inadaptés pour traiter des problèmes qui surgissent hors de la sphère conventionnelle du salariat régulé et leurs tactiques défensives ne font souvent qu'aggraver les dilemmes auxquels ils font face ainsi que les césures multiples qui les séparent des nouveaux sous-prolétaires de la marge. Les organisations naissantes des démunis telles que les groupes d'aide aux sans-abri et aux sans-papiers ainsi que les organisations de lutte contre l'exclusion sont fragilisées. Il leur faut une reconnaissance officielle sur la scène politique pour pouvoir espérer exercer plus qu'une pression ponctuelle et intermittente. Même les partis de gauche ne parviennent pas à fournir l'encadrement nécessaire à ces organisations.

Ainsi, on aboutit à la dualisation des sociétés occidentales comme la France et les États-Unis. C'est, selon Wacquant, la face de la « nouvelle marginalité ». Il ne s'agit pas d'une dualité au sens de la théorie structuro-fonctionnaliste des années 1960, avec Parsons comme chef de file, qui postulait le changement à travers le passage d'une société traditionnelle précapitaliste à une société capitaliste moderne capable d'intégrer déviants et marginaux, mais plutôt d'une dualité au sens d'une bipolarisation de la société américaine ou les extrêmes «haute société/dark ghetto»; «opulence/indigence»; «bourgeoisie cosmopolite/parias urbains » se côtoient dans « l'empire américain ». Cette nouvelle marginalité est différente du modèle de la marginalisation qui s'expliquait dans le cadre des pays de la périphérie à partir de l'«inadaptation et de l'arriération économique».

### **2.6.1 Débrouillardise et survie quotidienne dans des ghettos aux États-Unis**

Dans un essai portant sur la situation socio-économique de certaines villes des pays industrialisés, Cesari démontre comment la croissance des inégalités est à la base de la fragmentation des territoires urbains et des stratégies d'utilisation de la violence comme

stratégie de subsistance. Selon l'auteure, aux États-Unis, dans les années 1990, la proportion générale de la population pauvre était presque identique à celle des années 1960. Les 300 000 familles new-yorkaises dotées des plus hauts revenus recevaient 50 fois le revenu des 300 000 familles au bas de l'échelle, soit un accroissement des inégalités de 45,5 % au cours des années 1980 (Cesari, 2003). Cette situation a pour conséquence, entre autres, l'abandon par les couches aisées des centres-villes en vue de s'installer dans des banlieues « chic » et protégées, tandis que la formation d'une économie clandestine de la délinquance qui permet de survivre dans des centres sinistrés. Selon l'auteure, «le chômage des 16-25 ans s'est accru de 13,9 à 22,3, entre 1989 et 1992, mais, dans certaines zones urbaines en détresse comme Harlem, il peut être multiplié par deux. Les trafics illégaux sont devenus un moyen de survie économique (Cesari, 2003 : 119). Abordant la fonction sociale du gang dans les ghettos, Cesari affirme qu'il était l'une des formes les plus anciennes d'organisation sociale de la communauté urbaine pauvre aux États-Unis. Au cours des années 1950, notamment chez les nouveaux immigrants, le gang représentait un ordre social alternatif qui émergeait de la pauvreté et se maintenait tant que celle-ci persistait. Mais aujourd'hui, dit-elle, quand l'individu entre dans le gang, il est motivé avant tout par des raisons économiques. Le gang représente pour lui un moyen de gagner de l'argent rapidement. Le marché du crack et le développement de l'économie illégale ont ainsi suscité l'émergence d'une nouvelle génération de gangs, qui sont devenus de véritables courroies de transmission vers le crime organisé.

Dans la même perspective que Cesari, en ce qui concerne le commerce des drogues, la pauvreté et des organisations sociales dans les ghettos, Wacquant, analysant les conditions de vie des populations dans des ghettos aux États-Unis, parle de « débrouille et de survie quotidienne » dans l'économie informelle. Selon l'auteur cette situation s'explique par la combinaison de trois facteurs : la faiblesse de la demande de travail qualifié, la désertification organisationnelle du ghetto et les insuffisances de l'aide sociale (Wacquant, 2006). Face à cette situation, plusieurs stratégies de survie sont développées par les pauvres : le travail au noir, des commerces illégaux comme la vente au détail de drogues. Selon Wacquant, ces stratégies varient en fonction des ressources sociales, économiques, culturelles ainsi que de la composition des ménages pauvres et précaires. Par exemple, les femmes seules ayant des enfants à charge, empruntent à leurs parents, à des compagnons et amis proches des petites sommes afin de subvenir à leurs besoins. Le chèque de l'aide sociale qu'elles reçoivent dit l'auteur, s'épuise déjà après deux semaines. D'autres personnes quémandent de la nourriture

dans une église ou un organisme gouvernemental. Selon Wacquant, la base de la subsistance au quotidien de certaines catégories de gens consiste à réaliser de petits boulots et des commerces marginaux comme le baby-sitting pour les enfants du voisin, la coupe des cheveux, la tonte des pelouses, la réparation des appareils électriques ou le déblaiement de la neige à la pelle. Certains vont jusqu'à faire les courses pour certains voisins en retour de quelques victuailles. Par rapport aux gangs, Wacquant affirme qu'ils sont devenus pour des jeunes refoulés du marché du travail et qui refusent de s'accommoder des boulots qui portent à leur dignité « des entreprises commerciales qui accroissent leurs chances de produire un revenu en argent liquide et une dose de sécurité financière» (Wacquant, 2006 : 73, 74)

Dans la même perspective que Cesari et Wacquant, Nicolas (2008) attribue la responsabilité de cette situation à divers facteurs dans les pays industrialisés. D'une part, les gouvernements réduisent leurs budgets par rapport aux dépenses pour les soins de santé, de logement et d'éducation. Aux États-Unis, le président Clinton, au cours des années 1990 donna son approbation à une loi qui mit fin à la garantie fédérale accordée à l'époque du New Deal d'apporter une aide financière aux familles pauvres ayant des enfants à charge (Zinn, 2004). L'administration Clinton établit comme principe que les allocataires des prestations familiales devaient trouver un emploi, en leur supprimant les allocations au bout de deux ans, en réduisant les allocations à vie à cinq ans et en interdisant aux personnes qui n'ont pas de charge d'enfant de bénéficier de bons d'alimentation plus de trois mois sur une période de trois ans. Morel (1996), faisant référence à cette politique aux États-Unis, parle de Workfare et affirme que cette politique concerne surtout les familles monoparentales pauvres presque entièrement dirigées par des femmes. Selon l'auteure, le workfare est conçu comme un moyen de diminuer les coûts de l'aide sociale, en empêchant des allocataires potentiels de demander l'AFDC (*Aid to Families with Dependent Children*) et en accélérant les sorties du système (Morel, 1996)

L'idée de faire travailler les allocataires de l'aide sociale aux États-Unis est confrontée à un défi qui est le manque d'emplois. Zinn signale, à propos qu'à New York, en 1990, lorsque 2 000 emplois ont été créés par le département d'hygiène publique de la ville, de 23 000 dollars par an, quelques 100 000 personnes y postulèrent. De même à Chicago, en 1992, 7 000 personnes se présentèrent pour 550 emplois proposés par la chaîne de restauration Stouffers. Au début de 1997, quatre mille personnes ont fait la queue pour 700 emplois au Roosevelt Hotel de Manhattan (Zinn, 2004). L'application des politiques néolibérales se traduisant dans les pays hautement

industrialisés par des suppressions et ces coupures dans les politiques sociales a donc pour conséquence d'abandonner des familles et des personnes démunies à leur sort. Cette situation pousse des populations à la débrouille pour survivre. Selon Nicolas (2008), les gens les plus vulnérables dans cette situation sont des femmes, des enfants, des personnes âgées, des travailleurs migrants qui sont contraints de faire des «sales boulots» (ateliers clandestins), des tâches dangereuses et exigeantes comme la construction et le travail domestique. Ceux qui ne s'adonnent pas à ces activités développent d'autres stratégies comme celles qui sont décrites dans les paragraphes précédents.

## **2.7 La marginalité définie comme exclusion en France**

Dans d'autres pays, particulièrement en France, la question de la marginalité se pose autrement ainsi que les stratégies de subsistance des populations démunies. Castel (1996), retraçant la trajectoire des marginaux dans l'histoire française, fait remonter l'origine du mot marginal, dans son sens actuel, aux années post 1968. Ce mot servait à désigner des populations qui avaient le mode de vie marqué par « le vagabondage, la mendicité, la criminalité et les métiers infâmes ». Dans ce sens, écrit-il, l'univers de la marginalité était le plus souvent celui de la débrouille, de la combine et de la filouterie (Castel 1996 : 33). Il identifie les populations marginalisées comme celles qui sont rejetées du « circuit ordinaire des échanges sociaux » lequel renvoie aux normes et aux principes qui régissent la société. Selon lui, le facteur de pauvreté n'est pas déterminant dans le processus de la marginalité. Dans son optique, il existe trois situations qui se présentent comme qualitativement différentes : a) la pauvreté intégrée qui est une pauvreté travailleuse, c'est-à-dire des personnes en dépit du fait de ne pas être au chômage peuvent être considérées comme pauvres; b) l'indigence intégrée qui relève des secours, liée à l'insertion communautaire, en d'autres termes, toutes ces populations qui subsistent à partir des organismes communautaires; c) l'indigence désaffiliée, marginalisée ou exclue, qui ne trouve une place ni dans l'ordre du travail, ni dans l'ordre communautaire. Il définit ce qu'il appelle « la zone de vulnérabilité » comme un espace social d'instabilité, de turbulences peuplé d'individus précaires, dans leur rapport au travail et fragiles dans leur insertion . D'où le risque de basculement dans la dernière zone, qui apparaît ainsi comme une fin de parcours. C'est la vulnérabilité qui alimente la grande marginalité ou la désaffiliation (Castel, 1994 : 15, 16).

Thomas, dans cette même perspective, se référant aux exclus en France, émet la thèse qu'ils ont été produits, sur le plan conceptuel au cours des années 1970. Depuis, le concept d'exclusion a été de plus en plus utilisé au point de remplacer celui de la pauvreté. Selon lui :

« La notion d'exclusion englobe des formes de description, d'analyse et d'explication des phénomènes de pauvreté variées. Celles-ci sont issues d'une part d'approches sociologiques diverses – de la traditions des enquêtes de médecins hygiénistes à celles de budget et aux travaux ethnographiques. D'autres part, elles s'appuient sur diverses théories économiques : des visions classiques et néo-classiques en termes de résidu aux formes marxistes et néo-marxistes en termes de sous prolétariat » (Thomas, 1997 : 15)

C'est dans ce sens que l'auteure affirme que l'exclusion est une notion résultant de la combinaison des théories sociologiques et économiques de tendances diverses. On ne peut donc pas dire qu'elle est un concept sociologique ou bien une notion floue. Elle est indispensable dans le contexte français, en particulier, pour analyser sociologiquement des catégories sociales dont elle traduit la situation. Selon Thomas, ceci permet de poser de façon nouvelle la question sociale dans la société française contemporaine et de mettre en forme le problème social de la pauvreté d'une manière renouvelée (Thomas, 1990)

Dumas et Séguier (1999), pour identifier les populations marginalisées, réfèrent aux individus et aux groupes qui ne parviennent pas à respecter des systèmes de conduite en vigueur dans la société. À l'instar de Castel, ils présentent les populations marginalisées comme des populations qui fonctionnent en dehors du circuit des normes et des valeurs. Dans leurs actions, ces populations sont déterminées par des structures qui les empêchent de prendre conscience. Dans un premier temps, affirment-ils, ces populations affichent des comportements d'obéissance et de soumission aux autorités établies. Mais les contradictions dans le processus de développement de ces structures peuvent occasionner des actions qui permettent de sortir de cette marginalité (Dumas et Séguier, 1999)

Ces auteurs ne confondent pas marginalisation avec exclusion ou pauvreté. Pour eux, le marginal est un désaffilié qui a rompu ses attaches avec la communauté, tandis que le pauvre vit sur place dans des conditions de vie précaires et un état médiocre. Dans la plupart des cas, dit-il, le pauvre est intégré, son existence ne pose pas problème. Il fait partie de l'ordre du monde, alors que le marginal est un «étrange étranger». Les formes atypiques de relations familiales et sociales induites par ces modes de vie font donc de la marginalité un repoussoir (Castel 1996 : 34). Dans la logique de Castel,

même en tant que repoussoir, la marginalité, n'est pas synonyme d'exclusion. Celle-ci a pris différentes formes, entre autres, l'éradication totale par la mise à mort ou l'expulsion de la communauté, l'enfermement dans des espaces clos, l'attribution de marques et d'un statut spécial qui prive du droit d'exercer certaines fonctions, tandis que la marginalité est un « continuum de situations vulnérables partagées par de larges couches populaires : c'est le nom que l'on peut donner aux formes les plus fragiles de la vulnérabilité populaire » (Castel 1996 : 37). L'approche de Castel se circonscrit dans le contexte français où l'exclusion est généralement utilisée pour décrire la situation des populations défavorisées. Tel n'est pas le cas pour d'autres régions du monde, par exemple les États-Unis et en Amérique latine.

### **2.7.1 L'inclusion à la marge : une forme d'exclusion**

À côté des approches «castellienne» de l'exclusion en France, d'autres approches mettent l'accent sur les politiques étatiques d'inclusion, de reconnaissance et d'attribution de certains droits à des populations défavorisées. Les déterminants de la marginalisation, dans ce sens, sont plus externes et s'expliquent à travers les rapports de l'État avec ces populations. Nous avons regroupé dans cette perspective plusieurs auteurs, entre autres, Aumercier, (2003), Bourdieu (2003) et Marie (1976).

Se référant à la situation des sans-abri à Paris, Aumercier utilise le concept « enfermer dehors » pour décrire les rapports entre ces personnes et le « Samu social »<sup>14</sup> dont la mission consiste à opérer des interventions d'urgence auprès de cette population. Selon l'auteure, la façon dont le « Samu social » traite les individus qui appellent pour trouver un abri d'urgence s'apparente à une sorte «d'hygiène sociale» au sens où les services de la voirie collectent les déchets pour maintenir la ville propre. Le sujet, écrit l'auteure, est enfermé dans son refus ; on ne lui reconnaît pas sa capacité subjective de définir ses propres besoins et de les exprimer. Il subit, dit-elle, « une inclusion forcée comme un individu drapé dans son refus, dans son dédain, dans sa belle marginalité ou dans l'une des multiples identités nationales, ethniques ou religieuses disponibles sur le marché » (Aumercier, 2004 : 125,127). Toutefois, reconnaît l'auteure, ces individus ont développé des mécanismes de lutte pour s'affirmer et faire reconnaître leurs besoins, en ne renonçant pas à leurs habitudes et préférences, « quitte à exaspérer chacun suivant sa fonction respective dans sa conception figée de ce à quoi il est convenu d'avoir droit » (Aumercier, 2004).

<sup>14</sup> Le Samu social est « un dispositif de sauvetage qui dans des grandes villes du monde a pour objet d'intervenir en urgence auprès des personnes en danger, trop faibles ou trop désocialisées pour exprimer d'elles-mêmes leurs besoins afin de leur offrir aide-réconfort-assistance » (Aumercier 2004 :120)



Ces expériences attestent de la volonté des autorités publiques dans certains pays industrialisés d'inclure à la marge des populations. Marie, au milieu des années 70, se référant à la situation des pauvres dans les pays industrialisés, avait déjà parlé de la mise sur pied par l'État de structures de gestion de la marginalité (Marie, 1976). L'auteur fait notamment allusion à la situation des immigrants dans les banlieues parisiennes. Il relève trois types de marquage possibles dans les rapports des dirigeants avec les populations. Premièrement, on met en place des organisations qui doivent gérer la marginalisation. Deuxièmement, on peut garder les populations dans un espace clos perçu non pas comme un territoire délimité par des barbelés mais plutôt comme un ensemble de signes et de marques qui fixent les frontières d'un territoire. Troisièmement, deux conséquences peuvent se dégager de cette situation: la déviation par rapport à la norme, c'est-à-dire les habitants des banlieues, au lieu de se soumettre aux lois en vigueur, entrent en rébellion; ou bien l'insuffisance de la politique gouvernementale à contenir le mécontentement de la population des banlieues.

C'est dans le cadre des luttes pour l'appropriation de l'espace que Bourdieu situe le rôle de l'État. Selon l'auteur, ces luttes peuvent prendre des formes plus collectives, soit dans le cadre de l'élaboration des politiques du logement sur le plan national, soit au niveau local par rapport à la construction et à l'attribution des logements sociaux, soit en ce qui concerne les choix en matière d'équipements publics (Bourdieu, 1993). Selon l'auteur, l'État détient dans ce sens, un immense pouvoir sur l'espace à travers la capacité qu'il a de faire du sol une marchandise, de construire du logement et aussi, pour une grande part, de créer du travail et de construire des établissements scolaires. Dans la perspective de Bourdieu, dans la mesure où les autorités étatiques favorisent la construction de groupes homogènes à base spatiale, cette politique est pour une grande part responsable de ce que l'on peut observer directement dans les grands ensembles dégradés ou les cités désertées par l'État (Bourdieu 2003 :262).

À côté des approches d'Aumercier, de Marie et de Bourdieu concernant l'exclusion de certaines catégories de population en France, Paugam, dans une perspective plus large, parle de «rapports sociaux à la pauvreté» par rapport à l'exclusion. Il développe une approche selon laquelle il y aurait plusieurs types de rapports sociaux à la pauvreté. Il en distingue trois: «pauvreté intégrée», «pauvreté marginale» et «pauvreté disqualifiante». Même s'il ne met pas l'accent sur la marginalité, dans ce qu'il appelle la pauvreté marginale, il livre certaines

caractéristiques des marginaux dans des pays post-industrialisés notamment en France et en Angleterre.

La pauvreté intégrée, selon Paugam, est un «type de rapport social à la pauvreté» attribuable aux sociétés pré-industrialisées ou sous-développées où les populations ne constituent pas un groupe social spécifique et ne sont pas non plus stigmatisées. Ces gens sont plutôt insérés dans des réseaux sociaux organisés autour de la famille, du quartier et du village (Paugam, 1996 :394). Dans une perspective plutôt généralisante de ce type de rapport, l'auteur inclut, entre autres, les sociétés méditerranéennes de l'Europe où, selon lui, il devient difficile d'élaborer des politiques sociales différentes du fait même de ce type de rapport social à la pauvreté.

Par rapport à la «pauvreté disqualifiante», il l'associe à la «question sociale de l'exclusion» au lieu de la circonscrire dans celle de la pauvreté telle que définie en général. Sont impliqués dans ce type de rapport à la pauvreté des gens qui ont perdu leur place sur le marché de l'emploi. Ils se glissent dans le chômage et leur nombre grossit de plus en plus. Selon Paugam, de plus en plus de personnes font face à des situations de précarité en rapport avec l'emploi. Ces situations peuvent être cumulées à plusieurs handicaps comme, par exemple, la faiblesse du revenu, la médiocrité des conditions de logement et de santé, la fragilité de la sociabilité familiale et des réseaux sociaux (Paugam, 1996). La France et la Grande Bretagne sont plus proches, dit-il, de ce troisième type de rapport à la pauvreté

Dans le type de «rapport social à pauvreté» dénommé «pauvreté marginale», Paugam distingue deux catégories sociales : une petite frange de la population constituée au niveau de la conscience collective « d'inadaptés de la civilisation moderne, ceux qui n'ont pas pu suivre le mythe de la croissance et se conformer aux normes imposées par le développement industriel et, ces gens qui se définissent par leur position dans le monde du travail, c'est-à-dire les ouvriers qu'on ne définit pas spécifiquement comme étant des pauvres à l'instar des sous-prolétaires et qui ne font pas non plus l'objet d'un traitement spécifique (Paugam : 396). Dans la perspective de l'auteur, des ouvriers des usines constituent une catégorie résiduelle de la population qui n'est pas capable de mettre en cause le fonctionnement du système économique et social dans son ensemble. Ce sont des gens vivant en marge du système économique. Ils font l'objet d'un traitement social spécifique à cause des multiples handicaps qu'on peut compter chez eux. Ces populations sont stigmatisées et n'arrivent pas à se débarrasser de la tutelle que les professionnels du social exercent sur elles. L'intervention sociale

dont elles font l'objet ne fait que renforcer chez elles le sentiment d'être les populations marginalisées (Paugam, 1996)

Les catégories sociales marginalisées ou exclues peuvent être perçues comme des étrangers ou des intrus chaque fois qu'elles désirent intégrer les groupes dominants dans leur territoire ou accéder à leurs intérêts. C'est dans ce sens que Simmel, traitant de sur l'étranger, affirme que lorsque celui-ci vient d'un pays, d'une ville ou d'un territoire quelconque, il perd ses caractéristiques individuelles au profit de son origine étrangère qu'il partage avec d'autres individus de sa catégorie (Simmel, 1984). Selon Simmel « l'étranger est un élément du groupe lui-même tout comme le pauvre et les divers « ennemis de l'intérieur. Il est un élément dont la position interne et l'appartenance impliquent tout à la fois l'extériorité et l'opposition» (Simmel, 1984 : 54). Dans la logique de Simmel, donc, le marginal ou bien l'exclu est un étranger défini à partir de ses rapports avec d'autres groupes sociaux. Celui-ci est à la fois proche et distant, c'est-à-dire par sa proximité, il fait des expériences et entretient des relations avec des proches, possède des caractéristiques plus générales avec les autres. Néanmoins, il est distant d'eux parce que son «rapport avec eux est fondé sur une communauté de différences spécifiques et non sur des traits purement généraux (Simmel 1984 : 56)

Au Québec, McAll (1996) qualifie de «nouvel espace de marginalité» la situation des requérants du statut de réfugié. L'auteur oriente la recherche sur la trajectoire des requérants en termes de logement, de leur expérience de travail et de l'apprentissage de la langue française. Ces personnes, selon McAll, subissent « une immersion soudaine et sans préparation dans un univers social et linguistique tout à fait étranger » (McAll 1996 : 17). Comme les auteurs précédents, il les classe aussi dans la catégorie des personnes qui dépendent de l'aide sociale, et pour lui, ce sont les rapports sociaux inégalitaires qui produisent des populations marginalisées. Dans son optique, au Québec, ces populations seraient constituées de gens, entre autres, des immigrants et des pauvres qui sont sur l'aide sur l'aide sociale. Le chèque d'assistance sociale contribue davantage, selon lui, à maintenir les gens dans la marginalisation. En somme, pour ces auteurs Bourdieu (1993), Merrien (1997), Paugam (1996), McAll (1996) les populations marginalisées sont constituées de « démunis » notamment des gens qui dépendent de l'aide sociale pour leur subsistance.

C'est dans la même perspective que Wacquant, traitant des populations démunies dans les banlieues françaises et dans des ghettos à Chicago, parle de marginalité avancée (Wacquant, 2006). L'aide sociale, dit-il, ne permet pas à ses bénéficiaires de satisfaire leurs besoins, ils sont obligés de recourir à des stratégies

informelles de subsistance. Il a démontré que la marginalité dans les sociétés post-industrialisées prenait de nouvelles formes mettant ainsi sous nos yeux une bipolarisation des sociétés américaine et française ainsi conçue : «haute société/dark ghetto»; «opulence/indigence»; «bourgeoisie cosmopolite/parias urbains»

Dans un autre registre mais toujours en lien avec le déni de reconnaissance, Jaccoud, traitant de l'intégration des Inuit au Nouveau-Québec, soutient que l'État dispose de multiples espaces pour classer les groupes sociaux. Selon elle, l'État encourage la constitution de groupes sociaux homogènes sur des territoires donnés de telle sorte qu'il existe des zones qui sont réduites à la marge, abandonnées à leur sort et d'autres qui sont considérées comme des zones résidentielles ou des quartiers huppés. Elle met en question l'inclusion des Inuit à l'État-nation canadien. L'État canadien a fait une « inclusion à la marge » des Inuit à l'État-nation, c'est-à-dire, il a reconnu à ces peuples autochtones leur appartenance à l'État fédéral tout en les gardant dans leur réserve. Ainsi, ceux-ci deviennent marginaux par leur inclusion même à l'État-nation, la politique de l'État se traduisant par une marginalisation de l'intégration des Inuit à travers le système pénal canadien (Jaccoud 1992 : 36, 37).

## **2.8 La débrouille comme stratégie de survie des exclus**

Les activités informelles ne se limitent plus aux seuls pays du tiers-monde. Comme nous l'avons vu, aux États-Unis, particulièrement dans les ghettos, les populations développent diverses activités relevant de la débrouille ou bien de la délinquance en vue d'assurer leur survie quotidienne. En Europe, particulièrement en France et Belgique, certains auteurs, entre autres, Nicolas de Bellaing (2003), Jamouille (2002), au terme des recherches effectuées sur certaines catégories de populations, affirment que celles-ci recourent à la débrouillardise pour faire face à leurs besoins. Parmi les activités de débrouille, ils citent, entre autres, le don et le commerce en détail des stupéfiants. Ces activités s'inscrivent dans le cadre des activités informelles de subsistance.

Abordant la débrouillardise comme une forme de contrat de travail, Nicolas (2008) affirme que l'économie informelle ne se limite pas aux pays du sud. Selon lui, cette économie se répand aujourd'hui dans les pays industrialisés où elle est en train de constituer une part importante du produit intérieur brut. Elle regroupe des travailleurs indépendants dans des activités de survie, comme, par exemple, les vendeurs ambulants, des sans papiers travaillant au noir dans des entreprises clandestines ou dans des chaînes

de production. Les travailleurs de ce secteur sont dépourvus de toute forme de protection sociale. En cas de maladie, d'accident de travail, de perte d'emploi ou de vieillesse, les travailleurs n'ont pas accès à un système de protection sociale qui les aide à surmonter ces « accidents de la vie » (Nicolas, 2008). Entre dans ce secteur aussi l'économie souterraine, c'est-à-dire toutes les activités illicites comme la prostitution, le commerce de la drogue, ainsi que toutes les évasions fiscales relatives à des activités licites.

Les activités informelles touchent aussi la sphère de la vie familiale des populations pauvres. Dans une étude ethnographique menée auprès des familles belges vivant en milieu populaire, Jamouille (2002) présente les activités informelles comme une forme de débrouille des populations pour faire face à des problèmes d'argent. Les quartiers où vivent ces gens étaient jadis des quartiers ouvriers qui sont devenus aujourd'hui des lieux de résidence de personnes retraitées ou de familles qui dépendent des allocations familiales pour leur subsistance. Selon Jamouille, dans ces quartiers, les familles monoparentales sont sur-représentées, on ne trouve ni commerce, ni service public alors qu'ils sont isolés des centres urbains. Les gens se livrent alors à une économie de proximité, clandestine et diversifiée où tout se vend et s'achète moins cher. Selon Jamouille, des activités liées aux drogues se transforment en un terrain d'aventures entrepreneuriales. Elles deviennent un moyen de socialisation permettant aux jeunes de monter des associations, de se faire valoir et de protéger leur famille (Jamouille, 2002). Outre de développer une économie de clandestinité, les familles pauvres dont les allocations de l'aide sociale ne parviennent pas à combler les besoins dépendent pour se procurer des produits alimentaires, des vêtements et parfois certains meubles des organismes communautaires ou des associations de quartiers. En France, on parle récemment d'une situation sans précédent, allusion faite à la dernière campagne des « Restos du cœur<sup>15</sup> ». Plus de 700 000 personnes ont été accueillies au cours de la dernière campagne, soit 90 000 de plus qu'il y a cinq ans et toujours plus de personnes âgées, de femmes seules avec enfants et de travailleurs pauvres, lit-on sur le site de l'organisation. Dans une perspective similaire, un autre auteur analyse des stratégies de survie de plusieurs catégories de populations pauvres en France comme faisant partie de l'économie de la pauvreté et de la misère.

Dans un essai portant sur « l'économie de la pauvreté » et « l'économie de la misère » en France, de Bellaing révèle diverses catégories de populations constituant les

---

<sup>15</sup> Les **Restos** les relais du Coeur, association humanitaire fondée par Coluche, apporte une aide alimentaire aux personnes démunies. Voir <http://www.restosducoeur.org>

pauvres et les misérables en mettant notamment l'accent sur les stratégies informelles de survie qu'elles développent. Il cite, entre autres, les smicards, qui constituent, selon lui, la porte d'entrée dans une économie de la pauvreté, les personnes embauchées sur des « contrats à durée déterminée » considérées comme une population menacée de se glisser dans le chômage, les « nouveaux pauvres » qui vivent soit l'instabilité de l'emploi (c'est-à-dire, pour des raisons personnelles ou économiques, changent souvent d'emploi), soit qui ont choisi une activité (peintre, acteur, orfèvre, sculpteur etc.) qui ne leur fournit pas ou très peu de ressources. Enfin, et les chômeurs en fin de droits dont le nombre a diminué mais qui sont toujours estimés à plusieurs centaines de mille. Selon l'auteur, ces gens ne touchent plus les prestations fournies par les Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) et ne bénéficient plus que pour un temps très court d'une allocation chômage insuffisante pour les faire vivre (de Bellaing, 2003)

L'auteur affirme que pour subsister, particulièrement dans les banlieues qui sont parfois la scène de violences, les populations pauvres pratiquent le don, qui, selon lui, n'est pas économique. L'autre donne à son voisin un peu d'huile, un peu de soupe, etc. ; il les reçoit et il les lui rend. Cet échange réciproque assure la survie : quelqu'un a une créance sur un tel à qui il a donné quand il avait ; il le lui rendra quand il n'aurait plus, ou un autre proche de lui le lui rendra. De Bellaing qualifie cette pratique d' « assurance de la survie ». Par rapport aux échanges de services, ils sont multiples, dit-il, et peuvent prendre la forme de prêts d'argent (sans intérêt), d'enfants gardés, de repas de fête (« grandes bouffes ») ou de fêtes elles-mêmes échangées (Noël, le Kippour, l'Aïd, chaque communauté religieuse participant à la fête de l'autre) (de Bellaing, 2003). Dans sa perspective, cette économie de la misère est le recours à des moyens divers pour compenser les absences (monnaie, nourriture, vêtements, logement). Il s'agit de stratégies informelles pour accéder à la monnaie, à la nourriture, aux vêtements et au logement.

« Le recueil de monnaie se fait par la manche. Cette monnaie sert à acheter de la nourriture que l'on peut se procurer en allant dans des cantines de bénévoles (Restos du Cœur, Mie de Pain, Soupe Saint Eustache à Paris). Pour les vêtements, n'existent, à notre connaissance, que les vestiaires du Secours Catholique et ceux d'Emmaüs qui fournissent des vêtements usagés. Quant au logement, deux moyens d'en avoir sont possibles et pratiqués : le logement de fortune (pilier d'autoroute, cahute en terrain vague ou squat), la rue (les cartons gare Saint-Lazare, par exemple) et l'asile de nuit. Le logement et la nourriture,

en principe, n'impliquent pas un investissement en monnaie (sauf quand ils sont achetés)<sup>16</sup>»

À côté des chômeurs en fin de droit, l'auteur distingue les SDF qui vivent, selon lui, dans la misère absolue. Ces gens utilisent, le plus souvent, le vestiaire pour entreposer vêtements et bagages, recourent à des asiles de nuit, s'alimentent parfois dans des cantines et « soupes populaires ». Ils pratiquent la « manche », deux heures par jour environ, pour recueillir de la monnaie avec laquelle ils s'achètent la nourriture (pain, charcuterie) et surtout la boisson, le vin de mauvaise qualité, qui représente la plus grande part de leur « budget », écrit de Bellaing. Ils sont difficiles à resocialiser et vivent en état de mort sociale. Parmi eux, on trouve des gens qui se nourrissent de détritiques puisés dans les poubelles (notamment de restaurants).

## Conclusion

J'ai passé en revue plusieurs approches de la marginalisation dont la plupart remontent aux années 1960 et 1970 pour aboutir à de nouvelles perspectives sur la question. Aussi avons-nous abordé la thématique à partir des régions : en quoi les explications concernant les causes de la marginalité en Amérique latine, par exemple, diffèrent-elles de celles qu'on donne en Europe et aux États-Unis? Sur ce point, nous l'avons vu avec Fassin (1996), qu'on parle de *marginalidad* en Amérique latine, de « *underclass* » aux États-Unis et d'exclusion en Europe, particulièrement en France. Dans ce chapitre, j'ai passé en revue également des analyses relatives aux stratégies de survie mises développées par les populations démunies, soit dans des pays industrialisés, soit en Amérique latine. Ces stratégies relèvent de ce qu'on appelle le secteur informel qui diffère de la marginalité car même si les deux phénomènes se ressemblent, par rapport aux couches sociales qu'elles concernent, la marginalisation et l'informalité ne sont pas utilisés en général à la même chose. Soit en Amérique latine, soit dans des pays hautement industrialisés comme les États-Unis et la France, d'après des auteurs traités dans ce chapitre, les populations qui recourent à des stratégies informelles de subsistance sont celles qui ne disposent pas de ressources adéquates pour satisfaire leurs besoins. Par rapport à d'autres groupes sociaux, ces populations accèdent de manière différenciée au travail, au logement, aux soins de santé, au revenu; ce qui les met dans

---

<sup>16</sup> Tiré de l'article de l'auteur intitulé «Économie de la pauvreté et économie de la misère» sur le site de la revue socio-anthropologie de l'Université de Paris VIII  
<http://socio-anthropologie.revues.org/document100.html>

une situation vulnérable les obligeant à entreprendre des activités pour la plupart illicites. Dans le chapitre qui suit, nous passons en revue diverses approches concernant la capacité d'action collective des populations démunies notamment celles qui vivent en marge de la société.



### CHAPITRE 3. PERSPECTIVES D'ACTION COLLECTIVE

Plusieurs courants théoriques en sociologie ont essayé d'expliquer les actions collectives. Dans ce chapitre théorique, nous faisons une synthèse de quelques-uns d'entre eux, entre autres, les approches marxistes, les théories du comportement collectif, l'analyse structuraliste, la perspective de la mobilisation des ressources et la théorie de Touraine des mouvements sociaux. Notre objectif étant d'analyser la capacité d'action collective des populations marginalisées dans le cadre des luttes pour la reconnaissance, en passant en revue diverses approches sur les mouvements sociaux, nous cherchons à comprendre comment les groupes sociaux parviennent à entreprendre ces mouvements et pourquoi ils le font. Aussi abordons-nous la question de la lutte pour la reconnaissance en l'inscrivant dans le cadre des actions collectives de certaines catégories de population. Pour ce, nous passons aussi en revue, en fin de chapitre, quelques approches des nouveaux mouvements sociaux où nous tentons de situer les luttes pour la reconnaissance.

#### 3.1 Des actions collectives se situant dans la logique des rapports de classes

L'analyse des actions collectives dans la perspective de Marx et Engels constitue une des premières approches basées sur les contradictions sociales et la frustration consécutive de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie. La dégradation des conditions de vie et de travail des ouvriers provoque une frustration massive qui va les pousser à engager des luttes contre la bourgeoisie. Selon Marx et Engels, toute l'histoire des sociétés se résume en la lutte des classes. En d'autres mots, la lutte des classes constitue le moteur de l'histoire des sociétés humaines. Dans cette lutte, ils prédisent la victoire du prolétariat constitué par la classe ouvrière qui devra creuser la tombe du capitalisme et établir la dictature du prolétariat jusqu'à la disparition de l'État.

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte »

Selon ces auteurs, la bourgeoisie détentrice des moyens de production exploite la classe ouvrière à travers la plus-value définie comme étant la différence entre la valeur-travail créée par l'ouvrier et celle qui lui est rémunérée. Le prolétariat, dans ce

processus, devient une classe pour soi à partir du moment où elle prend conscience de ses intérêts communs. Il affronte ainsi la bourgeoisie en s'engageant dans une révolution dont la finalité consiste à mettre fin à l'exploitation et à instaurer le communisme.

Néanmoins, ce ne sont pas toutes les couches sociales opprimées, chez Marx, qui sont capables d'affronter la bourgeoisie ou de se définir en tant que classe sociale. Par exemple, le lumpenprolétariat et la paysannerie ne peuvent pas avoir d'intérêts communs et se définir comme classe pour soi. En tant que tel, ils sont incapables d'actions visant à transformer le système. Dans le 18 Brumaire Marx cible particulièrement les paysans.

«...Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Assemblée. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés (Marx, 1975 : 173,174)

Ce sont seulement les ouvriers, dans l'optique marxiste, qui sont capables de se doter d'une identité de classe et de défendre leurs intérêts en organisant diverses actions collectives telles des grèves, des manifestations, des occupations d'usines, entre autres. Évidemment, selon Martin (2000), ces actions collectives ont permis aux ouvriers d'améliorer leurs conditions de travail et de faire certaines conquêtes mais la mission de la classe ouvrière consistant à creuser la tombe du capitalisme n'a pas réussi. La classe ouvrière a accouché une aristocratie superposée en groupes distincts et aux intérêts divergents par rapport à la masse des ouvriers. En d'autres termes, des ouvriers ont acquis des ressources qui les distinguent de leurs pairs au point de constituer au sein de la «classe ouvrière» une catégorie sociale particulière. Poulantzas la reconnaît et la désigne comme étant une fraction ou une couche de classe susceptible de ne pas avoir une position de classe correspondant à ses intérêts. Cependant Poulantzas, cette catégorie au sein de la classe ouvrière n'appartient pas pour autant à la bourgeoisie. De par sa détermination structurelle de classe, elle est partie prenante de la classe ouvrière en constituant une couche de celle-ci (Poulantzas, 1974). La bourgeoisie, au cours de son évolution, a donné naissance elle aussi à une nouvelle catégorie de gens qui sont les managers, supplantés aujourd'hui par les actionnaires face à l'émergence du

gouvernement d'entreprise (Martin, 2000). Il est donc difficile de parler aujourd'hui de la bipolarisation de classes au sens de Marx.

Dans cette même perspective, se référant aux actions collectives réalisées par des travailleurs, Wippler (1993) fait une synthèse des démarches de la classe ouvrière susceptibles d'aboutir à la révolution. Selon l'auteur, en rapport avec la théorie marxiste, les travailleurs passent par quatre étapes pour entreprendre des actions collectives. Premièrement, les travailleurs constituant une masse dispersée et fractionnée, à cause de la concurrence qu'ils font entre eux, luttent individuellement et ne font pas d'action collective. Deuxièmement, avec le développement des forces productives, débutent les contacts entre les travailleurs. Il commence, donc, à s'exercer une pression sur la classe dirigeante. À la troisième phase, la concurrence entre les membres de la classe dirigeante entraîne une concentration de pouvoir. Ainsi, certains membres de la classe dominante rejoignent le prolétariat. Enfin, à la quatrième phase, la classe dominante réagit par des mesures répressives, l'économie tombe en crise et l'armée est divisée. En recevant l'appui international, les masses passent à la réalisation de l'action collective : c'est la révolution (Wippler, 1993).

L'approche marxiste met en relief d'une part, les possibilités économiques et techniques (les forces productives) et d'autre part, l'organisation sociale existante (les rapports de production) (Wippler, 1993). Ces rapports de production sont à la base de toutes les actions collectives entreprises, lesquelles doivent déboucher sur la révolution devant creuser la tombe du capitalisme. Wippler qualifie cette approche comme étant une «théorie des actions collectives spontanées» dont la composante structurale consacre les oppositions d'intérêts de classes à la base de toute action collective. Les approches marxistes constituent donc un courant macrosociologique d'analyse des actions collectives où seuls les comportements de classe prévalent.

Fanon, en référence aux «Damnés de la terre», s'oppose à la thèse selon laquelle des populations comme le lumpenprolétariat ou les paysans ne peuvent pas réaliser des actions collectives. Traitant de la spontanéité des masses à organiser des actions collectives anti-colonialistes, il affirme qu'il est impossible de réaliser une révolution sans la participation du lumpenprolétariat. Le lumpenprolétariat est constitué, selon Fanon, de ces souteneurs, ces voyous, ces chômeurs qui se jettent dans la lutte de libération comme de robustes travailleurs. Ce sont, pour reprendre son vocabulaire, les désœuvrés, les déclassés, qui vont par le canal de l'action militante et décisive retrouver le chemin de la nation. Ils ne se réhabilitent pas vis-à-vis de la société coloniale ou de la

morale du dominateur. Tout au contraire ils assument leur incapacité à entrer dans la cité autrement que par la force de la grenade ou du revolver. Ces chômeurs, ces sous-hommes se réhabilitent vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis de l'histoire. C'est dans cette masse, c'est dans ce peuple des bidonvilles, au sein du lumpenprolétariat, poursuit-il, que l'insurrection trouve son fer de lance urbain. Cette cohorte d'affamés détribalisés, déclanisés constitue l'une des forces la plus spontanément et le plus radicalement révolutionnaire d'un peuple colonisé (Fanon, 1970 :79-81)<sup>17</sup>. Fanon met l'accent surtout sur l'éducation politique des masses en vue de leur participation à la lutte pour la libération nationale. Cette éducation est faite par des intellectuels membres du parti national qui luttent pour l'indépendance de la colonie. L'approche de Fanon apporte un élément nouveau par rapport à la capacité des populations marginalisées de réaliser des actions collectives. Toutefois, elles ont tous le même dénominateur commun à savoir que ce sont des conditions externes qui déterminent les actions collectives des populations.

L'approche de ces auteurs est une critique de la société capitaliste et de ses mécanismes de contrôle et de reproduction sociale. Elle est en connexion avec une conception classique des mouvements sociaux selon laquelle les travailleurs luttent pour leur émancipation sociale en s'attaquant au capitalisme. Cette conception fait passer les travailleurs comme les seuls victimes de la domination capitaliste. De même, la sphère industrielle devient le lieu privilégié de cette domination. Mais selon Habermas, dans les sociétés capitalistes avancées, le travail ne constitue plus l'expérience primordiale de l'oppression, car celle-ci affecte aussi le citoyen, le client des décisions administratives et le consommateur (Habermas, 1987). De même pour Foucault, on ne plus attribuer le pouvoir à un mécanisme causal central telle que la production industrielle (Foucault, 1993). Bourdieu, s'inscrivant dans la même perspective se veut plus radical en affirmant que les classes sociales n'existent que de «manière virtuelle» et qu'il faut plutôt parler dans les sociétés d'espaces sociaux (Bourdieu, 1994). La domination, donc, pour Bourdieu, n'est pas l'effet direct et simple de l'action exercée par un ensemble d'agents investis de pouvoirs de coercition mais l'effet indirect d'un ensemble complexe d'actions qui s'engendrent dans le réseau des contraintes croisées que chacun des dominants, ainsi dominé par la structure du champ à travers lequel s'exerce la domination, subit de la part de tous les autres (Bourdieu, 1994 :57). De telles

---

<sup>17</sup> L'auteur cite l'exemple de la révolte des Mau-Mau au Kenya contre lesquels les autorités coloniales britanniques avaient multiplié les mesures d'intimidation. Il évoque aussi l'exemple « des jeunes voyous du Congo qui perturbaient l'ordre public; des camps de recasement furent ouverts et confiés aux missions évangéliques sur la protection de l'armée belge » (Fanon, 1970 : 80)

considérations tendent donc à invalider la thèse selon laquelle, il existe des classes dominantes et des classes dominées (Bourgeoisie/prolétariat).

Selon Offe, une analyse des mouvements sociaux mettant face à face la bourgeoisie et le prolétariat se réfère à trois aspects liés des sociétés capitalistes industrielles avancées. Premièrement, la dispersion dans le temps et l'espace des effets secondaires de la rationalité socio-économique en vigueur. En d'autres termes, on peut, en résolvant les conflits concrets, faire retomber le coût de la solution sur des acteurs extérieurs ou bien on peut les déplacer vers de nouvelles dimensions de privilèges et de l'oppression. Deuxièmement, on peut faire muter de manière qualitative des méthodes de domination et de contrôle social car les méthodes de domination deviennent plus universelles et plus incontournables. En d'autres termes, la régulation économique et politique n'est plus limitée à la manipulation des contraintes externes du comportement individuel, mais intervient dans l'infrastructure symbolique de l'interaction sociale informelle et dans la production du sens, à travers l'utilisation des technologies du droit, de l'éducation, de la médecine, de la psychiatrie et des médias. La troisième caractéristique se réfère à l'incapacité structurelle des institutions économiques et politiques existantes de percevoir et de prendre effectivement en compte les menaces, les destructions et les risques globaux dont elles sont la cause (Offe, 1994). Offe tient pour valide l'interprétation sociologique qui privilégie l'emprise de la structure sur les éléments ainsi que la capacité cognitive des acteurs par rapport à l'irrationalité du système capitaliste.

« Il est donc possible de parler d'une critique moderne de la modernisation, plutôt que d'une critique antimoderne ou postmatérialiste, puisque les fondements de cette critique tout comme l'objet de celle-ci reposent dans les traditions modernes de l'humanisme, du matérialisme historique des idées émancipatrices » (Offe, 1994 : 9)

D'après cette analyse, ceux qui sont les plus aptes à s'engager dans les actions collectives sont ceux qui peuvent le plus facilement prendre connaissance de la nature particulière des irrationalités du système ou ceux qui ont le plus de chance d'en être des victimes privilégiées. La première partie de cette hypothèse est confirmée par le fait que le niveau d'éducation élevé (et peut-être le caractère récent de l'expérience éducative qui est indiqué par l'âge) constitue le facteur qui conditionne le plus l'engagement dans les nouveaux mouvements (Offe, 1994). Les mouvements sociaux actuels ne sont pas l'œuvre de la classe ouvrière ou du prolétariat. Offe donne une nouvelle configuration des acteurs qui réalisent les nouvelles actions collectives. Ce sont : 1) les nouvelles

classes moyennes qui se caractérisent par un niveau d'instruction élevé, une sécurité économique relative et un emploi autonome ou dans l'exercice des services sociaux, 2) des groupes périphériques, c'est-à-dire « des groupes sortis de la sphère marchande » (Offe, 1994), cette catégorie sociale est plus vulnérable que la première. Elle ne voit pas sa situation définie directement par le marché du travail et bénéficie d'une disponibilité temporelle plus flexible. Ce sont entre autres, des femmes au foyer, des nouvelles classes moyennes, des étudiants, des retraités ou des jeunes sans emploi ou employés marginalement. Ces catégories sociales ont pour caractéristiques communes que leurs conditions de vie et leurs perspectives sont modelées par des mécanismes de surveillance, d'exclusion et de contrôles sociaux qui sont souvent très autoritaires.

Les groupes périphériques ont pour caractéristique de pouvoir se permettre de consacrer un temps considérable aux activités politiques, chose qu'ils partagent avec les professionnels des classes moyennes aux emplois du temps flexibles (Offe, 1994). 3). On y trouve comme troisième composante l'ancienne classe moyenne constituée de paysans, de petits commerçants et d'artisans. Les intérêts économiques immédiats de ces catégories sociales coïncident souvent avec les préoccupations qu'exprime la politique protestataire des nouveaux mouvements sociaux (NMS). Inversement les groupes, strates et classes qui sont les moins perméables aux préoccupations, aux revendications et aux formes d'action du nouveau paradigme sont les principales classes des sociétés capitalistes, c'est-à-dire, la classe ouvrière industrielle ainsi que les détenteurs et les agents du pouvoir économique et administratif (Offe, 1994)

L'approche des mouvements sociaux basés sur des rapports économiques et sociaux capitalistes, selon Offe, est inappropriée pour expliquer les secteurs qualifiés de périphériques sortis de la sphère marchande. Il est difficile, donc, d'expliquer la mobilisation des anciennes classes moyennes et celle des secteurs périphériques par cette théorie. Leur mobilisation se produit plutôt en réponse à la violation de valeurs traditionnelles, et leur action peut être en conséquence analysée de façon plus adéquate selon la dynamique et les modèles des anciens mouvements sociaux.

Une nouvelle approche d'analyse des actions collectives ou des mouvements sociaux, dans la perspective d'Offe doit avoir une autre compréhension de la dynamique des luttes en se démarquant des postulats marxistes traditionnels de la lutte des classes. Elle permettra d'appréhender la nouvelle configuration de classes, ne serait-ce que de manière virtuelle, en ce qui concerne l'existence réelle de ces classes. Mais elle n'est plus applicable à la réalité des pays post-industrialisés. Et là encore elle ne permet pas

de saisir la nouvelle marginalité en émergence dans ces pays ainsi que les formes de lutte menées par les marginaux (Offe, 1994).

### **3.2 Que les déterminismes sociaux empêchent les actions collectives**

Pour certains auteurs, Bourdieu (1977), Bourdieu et Wacquant (1994), Marcuse (1968) l'individu est agi par la société et, en tant que tel, l'action collective est impossible à cause des déterminismes sociaux et des mécanismes institutionnels de domination. Les actions des individus, dans la perspective de Bourdieu sont déterminées par le capital dont ils disposent ainsi que par la position qu'ils occupent dans le champ auquel ils appartiennent.

«Dominées jusque dans la production de leur image du monde social et par conséquent de leur identité sociale, les classes dominées ne parlent pas, elles sont parlées. Les dominants ont entre autres privilèges celui de contrôler leur propre objectivation et la production de leur propre image : non seulement en ce qu'ils détiennent un pouvoir plus ou moins absolu sur ceux qui contribuent directement à ce travail (peintres, écrivains, journalistes); mais aussi en ce qu'ils ont les moyens de préfigurer leur propre objectivation par un travail comme on disait autrefois par une théâtralisation et une esthétisation de leur personne et de leurs conduites qui visent à manifester leur condition sociale et surtout à en imposer la représentation» (Bourdieu, 1977:4)

La capacité d'agir des individus dans l'optique de Bourdieu est déterminée d'une part, par le volume et la structure des ressources auxquels ils accèdent, d'autre part, par les normes et les valeurs intériorisées. C'est dans ce sens qu'il affirme que « l'action n'est pas la simple application d'une règle et n'est pas non plus liberté d'action, car les agents sociaux engagent dans leur stratégie les principes incorporés par l'habitus. Selon Bourdieu, « l'habitus entretient avec le monde social dont il est le produit une véritable complicité ontologique principe d'une connaissance sans conscience » (Bourdieu, 1987 :22). Il résulte de cette conception que dépendamment de la position que l'on occupe dans la structure sociale et tenant compte aussi des normes et des valeurs intériorisées, certaines catégories sociales ne sont pas capables d'action collective, déterminés par la structure de distribution inégale des richesses et intériorisant des normes et des valeurs dominantes véhiculées par les institutions.

Se situant dans la même perspective que Bourdieu, Wacquant, dans son ouvrage portant, entre autres sur la marginalité urbaine, à partir d'un ghetto du Chicago et d'une cité déshéritée de la banlieue industrielle de Paris, soutient la thèse de cette impossibilité pour des catégories d'individus qu'on a de la difficulté à nommer, de réaliser des

actions collectives à cause de la domination dont ils sont l'objet. Selon, lui, il s'agit de populations dispersées et disparates prises dans l'étau de la marginalisation sociale que l'on nomme tantôt « nouveaux pauvres », « zonards » « exclus », « underclass », « jeunes des banlieues » ou encore des sans au triple sens : sans travail, sans toit, sans papier. Ces gens constituent, selon l'auteur, les « franges » et les fissures de la structure sociale, un précaire. Dans les termes de Wacquant, le précaire est une sorte de groupe mort-né dont la gestion est nécessairement inachevée puisqu'on ne peut œuvrer à le consolider que pour aider ses membres à le fuir, soit en retrouvant un ancrage dans le salariat soit en s'échappant hors du monde du travail à partir de la redistribution et de la protection sociales. Seul un immense travail proprement politique d'agrégation et de représentation peut espérer faire accéder cette catégorie sociale à l'action collective (Wacquant, 2006)

Dans le contexte des années 1960, faisant allusion aux nouvelles formes de contrôle imposées par les sociétés de consommation, Marcuse s'est posé la question à savoir comment des gens qui ont subi une domination efficace et réussie peuvent-ils créer par eux-mêmes les conditions de la liberté? Il répond que c'est par la prise de conscience, mais soutient en même temps que l'administration de la société, en devenant répressive, rationnelle, productive, technique et totale gêne cette prise de conscience à travers des satisfactions et des besoins prépondérants que l'individu a fait siens en grande partie (Marcuse, 1968 :32). L'individu passe comme étant un sujet dominé par la structure d'une société de consommation qui invente des besoins auxquels s'adhère l'individu.

### **3.3 Les théories du comportement collectif**

Contrairement aux approches qui avancent que les groupes dominés sont déterminés dans leur façon d'agir par les structures et qu'ils ne peuvent pas être les acteurs de leur destin, les théories du comportement collectif soutiennent l'idée que des foules sont capables d'action collective et causer même des torts, c'est-à-dire qu'une foule en action peut être incontrôlable. Les premières théories de l'action collective ont mis au centre l'individu comme étant un élément noyé dans la foule sans importance significative ne représentant qu'un jouet, une girouette tournant dans le sens que lui imprime la foule. Ces théories ont été développées suite à la commune de Paris en 1871 où des foules, menées par des leaders, instaurèrent un régime qui devrait déboucher sur le communisme. Par rapport à cette révolution, dans son étude consacrée à l'analyse de



la psychologie des foules, Le Bon explique la façon dont les hommes se noient dans la foule pour constituer son âme. Cela se fait dans un contexte spécifique. Les individus engagés dans ce processus perdent ainsi leur personnalité consciente pour s'orienter dans la même direction que la foule.

« Dans certaines circonstances données, et seulement dans ces circonstances, une agglomération d'hommes possède des caractères nouveaux fort différents de ceux des individus composant cette agglomération. La personnalité consciente s'évanouit, les sentiments et les idées de toutes les unités sont orientés dans une même direction. Il se forme une âme collective, transitoire sans doute, mais présentant des caractères très nets. La collectivité est alors devenue ce que, faute d'une expression meilleure, j'appellerai une foule organisée, ou, si l'on préfère, une foule psychologique. Elle forme un seul être et se trouve soumise à la loi de l'unité mentale des foules » (Le Bon 1905 :18)

La propagation des idées ainsi que la formation des associations sont essentielles à l'émergence de la puissance des foules. Dès que les individus auront été formés, dès qu'ils ont intériorisé les idées véhiculées par des meneurs, des organisations seront mises sur pied. Celles-ci ont pour fonction de faire prendre conscience aux foules de leur force. L'enseignement des idées et le regroupement dans des associations, selon l'auteur, sont indispensables dans la formation des foules, car pour lui ce n'est pas parce que dix mille personnes sont réunies dans un lieu donné ou parce que des individus sont côte à côte qu'ils forment une foule. Ils doivent être animés par les mêmes idées. Les premiers traits de la foule selon son approche sont l'évanouissement de la personnalité consciente de l'individu et l'orientation de ses sentiments dans un sens déterminé.

« C'est par l'association que les foules ont fini par se former des idées, sinon très justes, au moins très arrêtées de leurs intérêts et par avoir conscience de leur force. Elles fondent des syndicats devant lesquels tous les pouvoirs capitulent tour à tour, des bourses du travail qui, en dépit de toutes les lois économiques tendent à régir les conditions du labeur et du salaire. Elles envoient dans les assemblées gouvernementales des représentants dépouillés de toute initiative, de toute indépendance, et réduits le plus souvent à n'être que les porte-parole des comités qui les ont choisis » (Le Bon, 1905 : 14 )

Tarde, traitant de l'opinion et de la foule à la fin du XIXème siècle ne s'éloigne pas de Le Bon, quant à sa conception de la foule. Pour lui, on ne peut pas dire que des personnes qui passent dans la rue dont chacun va vaquer à ses occupations, ou bien que des paysans rassemblés dans un champ de foire forment une foule. Ils constituent, certes, un amas très dense, une cohue jusqu'à ce qu'ils soient animés par une foi commune ou un but commun. D'après Tarde, à partir du moment qu'un spectacle nouveau concentre les regards et les esprits des gens, ou bien un danger imprévu, une indignation subite oriente leurs coeurs vers un même désir, ils commencent à s'agrèger

docilement pour agir collectivement en tant que foule (Tarde, 1901). Il existe, selon Tarde, différents types de foule : foules rurales, foules orantes ou processionnelles, foules de parenté etc., mais toutes les foules possèdent des traits communs qui sont, entre autres, leur orgueil, leur illusion de leur toute-puissance et leur intolérance.

« Les foules se ressemblent toutes par certains traits : leur intolérance prodigieuse, leur orgueil grotesque, leur susceptibilité née de l'illusion de leur toute-puissance, et la perte totale du sentiment mutuellement exaltées. Entre l'exécration et l'adoration, entre l'horreur et l'enthousiasme, entre les cris vive et à mort, il n'y a pas de milieu pour une foule. Vive, cela signifie vive à jamais. Il y a là un souhait d'immortalité divine, un commencement d'apothéose. Il suffit d'un rien pour changer la divinisation en damnation éternelle » (Tarde, 1901 : 22)

De même que chez Le Bon, la réaction des foules est jugée comme étant une réaction spontanée et impulsive qui n'a pas bonne appréciation chez l'auteur. Il fait une différence entre publics et foules. Les premiers diffèrent des seconds au fait que la proportion des « publics de foi et d'idée » l'emporte, quelle que soit leur origine sur des « publics de passion et d'action », alors que les foules croyantes et idéalistes sont jugées comme représentant peu de choses en comparaison aux foules passionnées et remuantes (Tarde 1901). Par cette distinction, Tarde fait un nouvel apport par rapport à Le Bon, en affirmant que l'ère moderne n'est pas l'ère des foules sinon celle des publics. Et dans ce sens, la presse joue un rôle important en contribuant à chaque fois de nouveaux publics qui ne réagissent pas comme les foules.

A l'instar de Le Bon et de Tarde, Blumer continue la tradition selon laquelle le comportement collectif est un comportement spontané. Dans son ouvrage consacré à l'analyse des interactions entre les individus, Blumer développera plus tard des idées selon lesquelles l'individu est un être « raisonné » qui entre d'abord en dialogue avec d'autres personnes avant de passer à l'action. Il parle de réaction circulaire (*circular reaction*). La réaction circulaire est un processus au cours duquel chaque individu produit une stimulation à laquelle répondent d'autres individus. Pour Blumer, l'individu est quelqu'un qui est capable de donner sens à ses actions et d'interpréter les objets dans son environnement notamment en leur attribuant des valeurs ou en les désignant par leur nom propre. C'est en ce sens qu'il interprète toute action individuelle à travers le prisme de la symbolisation.

« Peu importe l'action dans laquelle il est engagé, l'individu procède en se précisant différents objets qu'il doit prendre en considération au cours du déroulement de l'action. Il prend note de ce qu'il veut faire et de la façon dont il doit le faire. Il doit prendre en compte aussi divers paramètres instrumentaux ainsi que des éléments qui peuvent constituer des obstacles à son action ; il doit

tenir compte des demandes, des attentes, des interdits et des menaces qui peuvent survenir dans le contexte de la réalisation de l'action. Son action est planifiée point par point à travers le processus indiqué. L'individu oriente son action en tenant compte de différentes choses tout en interprétant leur signification<sup>18</sup> » (Blumer, 1970 : 81)

Mann traitant de la mobilisation et de l'organisation de ce qu'il appelle les « minorités actives » situe les analyses de Le Bon, de Tarde et Blumer dans le cadre des théories psychosociales des actions collectives. Pour lui, le « circular reaction » de Blumer est le mode par lequel se diffusera l'état de « malaise social » d'un membre d'une collectivité, les leaders ayant pour fonction d'activer le processus afin de favoriser la constitution d'un esprit de corps qui va être le sentiment identitaire qui garantit au groupe sa cohésion (Mann, 1991). L'œuvre de Blumer avec d'autres théoriciens de l'interactionnisme symbolique fut élaboré dans le contexte de l'entre-deux guerres. Ces chercheurs ont voulu faire passer les théories du comportement collectif au rang des objets légitimes de la sociologie, affirme Neveu, dans son analyse des mouvements sociaux. Conformément à l'analyse de Blumer, supposons qu'un fonctionnaire dans l'administration publique soit mécontent du traitement qu'on lui inflige ou de ses conditions de travail, il va en parler à d'autres.

L'interaction permettra ainsi de renforcer l'opinion commune pour déboucher sur les théories du comportement collectif qui passent dans la sociologie comme une théorie mettant l'individu au centre de l'action en opposant le comportement collectif au comportement organisationnel, d'un côté, et au comportement institutionnel de l'autre (Giugni, 1996). Dans son essai consacré à l'étude de l'action collective, Giugni affirme à propos de l'étude de l'action collective qu'elle a été caractérisée par deux grandes écoles qui sont respectivement la tradition culturelle sociologique européenne et la tradition américaine qui est axée sur le pragmatisme et l'individualisme méthodologique (Giugni, 1996). La première tradition présente des traits de l'idéalisme allemand et du holisme méthodologique en suggérant une analyse empirique qui situe l'action collective particulièrement sur le plan théorique et macrosociologique. Tandis que la deuxième tradition propose une analyse empirique qui se situe au niveau microsociologique. Il s'agit d'une double tension qui traverse le développement des

---

<sup>18</sup> Whatever the action in which he is engaged, the human individual proceeds by pointing out to himself divergent things which have to be taken into account in the course of the action. He has to note what he wants to do and how he is to do it; he has to point out to himself various conditions which may be instrumental to his action and those which may obstruct his action; he has to take account of the demands, the expectations, the prohibitions, the treats, as they may arise in the situation in which he is acting. His action is built up step by step through a process of such indication. The human individual pieces together and guides his action by taking account of different things and interpreting their significance

principales approches de l'action collective telles que le comportement collectif, la mobilisation des ressources, les processus politiques et les nouveaux mouvements sociaux.

Dans le cadre des théories traitant du comportement collectif, tous les modèles proposés se basent sur une hypothèse de frustration-agression, c'est-à-dire le comportement collectif est perçu en tant qu'une réponse à des situations de frustration par rapport aux attentes collectives des individus (Giugni, 1996). Passant en revue les théories du comportement collectif, Neveu fait remarquer, à propos de l'hypothèse frustration-agression, que la mobilisation ne naît pas seulement du fait de l'existence d'un mécontentement. Celui-ci doit trouver un langage qui lui donne sens, désigner son adversaire et légitimer la revendication en référence à certaines valeurs (Neveu, 1996). Selon l'auteur, les théories du comportement collectif ont évolué et possèdent un « élément fédérateur » qui est l'inscription du moment du comportement collectif dans une oscillation entre la volonté de sociologiser l'analyse, de tenir compte des structures sociales à la base de la mobilisation et d'ancrer la situation dans des problématiques empruntées à la psychologie telles que les notions de tension ou de frustration placées au principe des dispositions individuelles à se mobiliser. Ainsi, il existe, dans l'explication du comportement collectif un chevauchement entre deux grandes disciplines des sciences sociales : la sociologie et la psychologie

Dès les années 1970, Melucci, traitant des systèmes politiques, des actions collectives et des mouvements sociaux, a réparti en plusieurs catégories les théories traitant du comportement collectif. Il y a, d'abord, l'hypothèse selon laquelle il y a une montée et une chute. D'après cette hypothèse, un changement radical produit dans la conjoncture économique peut provoquer un conflit au niveau des attentes qui continuent de croître et des possibilités objectives de satisfaire certains besoins. Ensuite, l'hypothèse des attentes croissantes selon laquelle le comportement collectif est le résultat du fait que la possibilité de satisfaire certains besoins croît moins rapidement que les attentes. En d'autres termes, lorsqu'il y a trop d'écart entre les attentes et les moyens de les combler, on peut déboucher sur une réaction violente des populations. Dans la logique de Melucci, la thèse de la privation relative, c'est-à-dire l'action collective n'est qu'une réponse agressive qui découle du fait que le niveau de satisfaction des besoins est inférieur aux attentes mesurées en comparaison avec un groupe de référence. Cette hypothèse est une des plus connues des théories sur le comportement collectif. Elle sert surtout à comparer les niveaux de satisfaction entre des groupes donnés choisis dans un contexte spécifique. Il émet aussi l'hypothèse de la

mobilité descendante qui est à certains égards similaire à la première. Selon cette hypothèse, la position occupée dans l'échelle de stratification sociale descend en dessous de celle d'un groupe de référence, car celui-ci a réduit l'écart existant entre les deux groupes. En conséquence, celui qui a subi une chute par rapport à son statut peut manifester son mécontentement en organisant des actions collectives. Enfin, l'auteur parle de l'hypothèse de l'incongruité des statuts. Par rapport à la mobilité sociale, il peut arriver qu'un élément du statut ne suive pas les autres à travers le passage d'une position à l'autre. Il résulte en conséquence, un phénomène de dissonance cognitive qui se traduit par un comportement collectif. Les théories du comportement collectif mettent l'accent particulièrement sur la réaction des foules et les mobilisations violentes en tenant compte du facteur frustration-agression. Cependant, d'autres auteurs négligeront ces variables dans une autre perspective en mettant l'accent sur les ressources à mobiliser pour réaliser des actions collectives. Dans la section qui suit, je passe en revue les analyses de ces auteurs.

### **3.4 Réaliser des actions collectives en mobilisant des ressources**

La théorie de la mobilisation des ressources prend naissance dans un contexte particulier qui est celui des années 1970, aux États-Unis. C'est une période de contestation caractérisée, entre autres, par le mouvement des droits civiques, les protestations dans des campus universitaires américains, des revendications écologistes et féministes. Bien avant, soit au début des années 1960, la sociologie américaine connut un tournant quand en 1963 des officiers du service de recherche et de développement de l'armée américaine ont mis sur pied le « projet camelot » dont les objectifs consistaient à : 1) identifier systématiquement les symptômes de mauvais fonctionnement des nations d'Amérique latine, du Moyen-Orient, de l'Extrême-Orient et d'Afrique ; 2) déterminer les actions susceptibles d'enrayer les détériorations constatées (Herpin, 1973). A cette fin, des professionnels des sciences sociales, entre autres, des sociologues, des psychologues, des anthropologues et des économistes ont été dépêchés dans ces régions. Outre le contexte, cette théorie prend forme à partir des critiques formulées contre les théories du comportement collectif.

Dans leur article considéré comme étant une des pierres angulaires de l'approche de la mobilisation des ressources, McCarthy et Zald exposent les différences entre ce qu'ils appellent l'approche traditionnelle c'est-à-dire les théories du comportement collectif, et la théorie de la mobilisation des ressources. Ces différences se situent à trois

niveaux : les soutiens de base, les tactiques et les stratégies, les relations avec la société dans son ensemble (*relation to larger society*). En ce qui concerne le support de base, l'approche traditionnelle, dans le cadre des mouvements sociaux, présente comme soutien de base des mouvements sociaux des populations frustrées qui fournissent le travail et les ressources nécessaires à cette fin. Bien que des études de cas puissent faire mention des soutiens externes, ceux-ci ne sont pas pris en compte dans les composantes de l'analyse centrale des approches du comportement collectif. La théorie de la mobilisation des ressources, au contraire, formule l'hypothèse que les mouvements sociaux ne peuvent pas avoir seulement des membres actifs (*constituents members*) comme base de soutien. Des gens externes peuvent fournir des ressources importantes en termes d'appui sans avoir aucun engagement par rapport aux valeurs qui sont à la base du mouvement.

En ce qui concerne le choix des tactiques, les leaders des mouvements sociaux peuvent faire l'utilisation de la négociation, de la persuasion ou de la non-violence afin de porter les autorités à changer leur position. Le choix des tactiques varie suivant l'histoire des relations antérieures avec les autorités. Mais en ce qui concerne la mobilisation des ressources, même si des rapports antérieurs avec les autorités sont pris en compte, ceux qui organisent les mouvements sociaux se répartissent des tâches spécifiques qui incluent la mobilisation des supporters, la transformation de la masse et des élites publiques en sympathisants des mouvements. La tactique peut être influencée à partir de là, par la concurrence et la coopération interorganisationnelle. Par ailleurs, au plan traditionnel, les études de cas mettent l'accent sur les effets environnementaux par rapport à l'organisation des mouvements. Cependant, elles ignorent, dans la plupart des cas, les voies que certaines organisations peuvent tourner à leur avantage pour atteindre des buts spécifiques (McCarthy et Zald, 1973).

Dans son ouvrage consacré à l'analyse de la sociologie des mouvements sociaux, Neveu, situe la théorie de la mobilisation des ressources dans la filiation olsonienne, c'est-à-dire cette interprétation selon laquelle, les acteurs participent à des actions collectives en fonction du calcul coût-bénéfice. Il qualifie les dirigeants des mouvements sociaux de cette approche comme étant des entrepreneurs et des « militants moraux » (Neveu, 1996). Zald et McCarthy parlent de « *supporters* » de « *sympathizers* » définis comme des « consciences constituants » (militants moraux) et de « *constituent members* » (membres actifs), pour catégoriser les acteurs qui font partie des mouvements sociaux conformément à l'approche de la mobilisation des ressources. Les premiers (*conscience constituants et sympathizers*) ne sont pas des membres actifs et ne

participent pas au même titre que les seconds. Mais leur rôle est indispensable au déroulement des actions collectives car ils fournissent, pour la plupart, des moyens en vue de l'avancement de la cause. Les membres actifs, quant à eux, consacrent temps et argent au mouvement, à la différence des sympathisants et des supporteurs. Le mouvement des droits civiques constitue, à ce propos un exemple typique. On y trouvait, d'une part, les membres actifs qui n'avaient aucun avantage matériel à tirer de leur participation à ce mouvement. C'est, par exemple, le cas des étudiants blancs qui sont venus, en été 1964, contribuer à la campagne d'enregistrement des noirs sur des listes électorales.

Contrairement à la thèse des théories du comportement collectif selon laquelle l'action collective est le résultat de l'anomie et de la désorganisation sociale, l'approche de la mobilisation des ressources soutient que la contestation ne naît pas aux marges du système, c'est-à-dire dans les endroits où il y a plus de désintégration sociale. Oberschall affirme à ce propos, que la mobilisation des ressources est d'autant plus aisée que les groupes concernés sont plus organisés. Il prend l'exemple des Noirs américains du sud et du nord, dans son livre consacré à l'étude du conflit social et des mouvements sociaux, pour étayer son argument. Selon l'auteur, au sud, les conditions sont favorables à l'action collective car on y trouve une communauté noire organisée avec des églises protestantes, des associations de droits civiques et des élites indépendantes des blancs qui ont permis de structurer une action qui a gagné par son pacifisme la sympathie des médias et des autorités politiques. Tandis qu'au nord, il s'est produit tout le contraire : la communauté n'est pas organisée, est victime de la pauvreté urbaine, n'a pas d'encadrement. Cela a conduit plus à des émeutes, à des flambées de violence qui n'ont pu déboucher sur une action politique stable et organisée (Oberschall, 1973). Une des idées centrales de cette approche est celle des ressources. Selon Oberschall, les ressources peuvent être des objets matériels, entre autres, l'emploi, le revenu, l'épargne ou bien des biens non matériels tels que l'engagement moral, la confiance, l'amitié, l'autorité. Selon lui, elles sont utilisées chaque jour, soit dans la vie familiale, soit dans la politique, soit dans le travail. Et, c'est avec elles que la mobilisation devient possible. L'auteur définit la mobilisation comme un processus par lequel un groupe mécontent rassemble et investit des ressources dans la poursuite des objectifs du groupe (Oberschall, 1973). Tilly, quant à lui, soutient l'idée que les ressources peuvent être de la force de travail, des biens, des armes et n'importe quelle autre chose, pourvu qu'elles puissent être utilisées dans l'action en vue des intérêts communs (Tilly, 1986).

Dans un essai consacré à l'étude des mouvements sociaux en rapport avec l'action politique, Lapeyronnie s'est interrogé sur l'existence même de l'approche de la mobilisation des ressources en l'assimilant à une tentative d'analyser l'action politique et les mouvements sociaux sans se référer au système des valeurs (Lapeyronnie, 1988). C'était la période de la guerre, le temps des guérillas qui a suivi le triomphe de la révolution cubaine en Amérique Latine. Il fallait trouver des explications aux conflits sociaux. Les sciences sociales, notamment la sociologie, devaient servir d'instrument pour aider à comprendre les causes de ces conflits. Les théories du comportement collectif avaient donné comme réponse aux conflits sociaux la frustration et l'agression de la part des individus. Mais la thèse de la théorie de la mobilisation des ressources est différente. Elle s'intéresse plutôt à la participation politique des minorités, affirme Lapeyronnie. Selon l'auteur, la perspective de la mobilisation des ressources, en relation avec les agitations qui ont lieu aux États-Unis et en Amérique latine en particulier, se situe dans le cadre d'une interprétation des mouvements sociaux comme demande de participation, et place le conflit à l'intérieur du cadre démocratique participatif américain. Cette approche souligne l'importance pour les groupes marginalisés dont la participation est restée faible de prendre part aux décisions politiques de leur pays. Dans ce sens, elle a adopté le point de vue inverse de celui des théories classiques qui considéraient les mouvements sociaux comme étant la conséquence des dysfonctionnements ou des fractures dans le système social. L'auteur reprend une idée d'Oberschall selon laquelle dans la foulée des mouvements noirs et étudiants contre la guerre du Vietnam, de nombreuses minorités ont pu se faire reconnaître par un accroissement de leur participation, en organisant des actions collectives (Lapeyronnie, 1988)

Mais elle présente au moins deux problèmes: d'une part, on a de la difficulté, avec l'accent mis sur la participation politique, à distinguer entre action politique et action collective, lesquelles n'obéissent ni aux mêmes principes ni à la même logique; d'autre part, l'action collective est présentée comme un moyen externe aux individus et déterminée par les types de ressources auxquels ceux-ci accèdent. Cette action constituera à son tour une ressource ou moyen qui permettra aux acteurs d'obtenir de nouvelles ressources. Si on considère l'approche de Zald et McCarthy selon laquelle il existe un état-major professionnel constitué d'étudiants, de cadres à plein temps, de travailleurs, entre autres, il n'est pas toujours vrai que c'est en vertu du calcul coût-bénéfice que les bénéficiaires des actions collectives y participent. Le mouvement peut être parrainé par des organisations extérieures qui lui procurent la plus grosse partie, du



moins l'essentiel des ressources (Chazel, 1992). Par rapport à la capacité des populations marginalisées d'entreprendre des actions collectives, l'approche de la mobilisation des ressources se base plutôt sur une conception élitiste selon laquelle ce sont les groupes les plus puissants en termes de ressources qui peuvent avoir accès à l'arène politique. L'action collective, définie comme un comportement rationnel, vise l'obtention de buts qui ne peuvent pas être réalisés par d'autres moyens que par la mobilisation des ressources auxquelles des acteurs sociaux peuvent accéder en vue d'un enjeu collectif (Giugni, 1996). Ceci m'amène à une autre approche de l'action collective qui, sans rupture totale avec le courant de la mobilisation des ressources, s'en distingue par ses caractéristiques spécifiques : l'individualisme méthodologique.

### **3.5 Individualisme méthodologique**

L'individualisme méthodologique prend naissance en réaction aux théories structuralistes et marxistes selon lesquelles les individus participent à une action collective en prenant conscience de l'existence d'un intérêt commun ou à partir des déterminants socio-économiques. Les origines du concept d'individualisme méthodologique remontent à 1871, sous la plume de Karl Menger, un économiste autrichien. Le concept est ensuite repris par Schumpeter, et selon Boudon, par Max Weber, en 1920, dans une lettre adressée à l'économiste marginaliste Lietman où il dit ceci « la sociologie, elle aussi, ne peut procéder que des actions d'un, de quelques ou de nombreux individus séparés. C'est pourquoi elle se doit d'adopter des positions strictement individualistes » (Durand et Delaunay, 2006 : 179). Dans leur essai portant sur le passage de l'individualisme au conventionnalisme, Durand et Delaunay font reposer les bases de l'individualisme méthodologique sur quatre courants principaux : l'utilitarisme de l'économie classique; la sociologie de l'action et l'interactionnisme de Parsons qui a été lui aussi influencé par l'économie classique; les positions des épistémologues des sciences sociales tels que Friedrich Von Hayek et Karl Popper qui définissent un fait social comme étant la conséquence d'actions individuelles; la théorie des actions non-logiques et des effets pervers de Vilfredo Pareto ( Durand et Delaunay, 2006)

Cette approche est aussi appelée individualisme méthodologique ou interactionnisme avec pour chef de file Boudon qui présente les trois principes de base de l'individualisme méthodologique, à savoir : 1) les phénomènes auxquels le sociologue s'intéresse sont conçus comme explicables par la structure du système

d'interaction à l'intérieur duquel ces phénomènes émergent; 2) l'atome logique de l'analyse sociologique est donc l'acteur individuel qui peut être non seulement des personnes mais toute unité collective pour autant qu'elle se trouve munie d'un pouvoir d'action collective; 3)... la sociologie doit, dans de nombreux cas, utiliser des schémas d'analyse de l'action individuelle plus complexes que ceux qu'utilisent, par exemple, les économistes (Boudon, 1979). Dans son essai consacré à l'analyse de l'individualisme et de l'holisme dans les sciences sociales, Boudon énonce le principe de base de cette approche

« Le principe de l'individualisme méthodologique énonce que pour expliquer un phénomène social quelconque – que celui-ci relève de la démographie, de la science politique, de la sociologie ou de toute autre science sociale particulière – il est indispensable de reconstruire les motivations des individus concernés par le phénomène en question et d'appréhender ce phénomène comme le résultat de l'agrégation des comportements des individus dictés par ces motivations. Et cette proposition est valable, quelle que soit la forme du phénomène à expliquer, qu'il s'agisse d'une singularité, d'une régularité statistique, qu'il se traduise par un ensemble de données quantitatives ou qualitatives» (Boudon, 1986 : 46)

Il découle donc de ce principe que dans la perspective de Boudon, les actions collectives doivent être expliquées en tant qu'agrégat de comportements individuels dictés par des motivations. En ce qui me concerne, donc, si je tiens compte de ce principe pour l'analyse de la capacité des populations marginalisées d'organiser des actions collectives, je devrais les interpréter comme étant des actions collectives qui obéissent aux motivations des individus vivant dans la Cité à Port-au-Prince et à la Sierra Santa Catarina. L'individu est au centre de cette perspective. Il se trouve dans un système qu'il légitime par ses attitudes, son comportement et ses actes. Et loin de remettre en question ce système, il cherche plutôt à y trouver une place. Même s'il reconnaît que l'acteur peut faire face à des contraintes institutionnelles, il affirme qu'on ne peut pas dire pour autant que les comportements de celui sont la conséquence exclusive de ces contraintes. De même limite-t-il la rationalité de l'acteur qui ne dispose pas toujours, selon lui, de toutes les informations pour agir mieux. Ainsi il conseille au sociologue de porter attention sur les intentions de l'acteur au lieu de lui attribuer une rationalité parfaite (Boudon, 1986). La perspective de Boudon, dans le cadre de cette approche, postule comme éléments fondamentaux l'idée que l'individu interagit avec d'autres individus en vue d'atteindre des buts conformément à ses intérêts et que les actions posées par cet individu sont des actions rationnelles, même si cette rationalité est limitée.

Olson fait partie de cette même tendance en allant jusqu'à dire que si l'individu adhère à une organisation quelconque, s'il participe à des actions collectives, c'est parce qu'il espère obtenir en retour des bénéfices. Il oppose ces théories aux analyses marxistes d'intérêts communs et de conscience de classe qui portent les individus à passer à l'action. Il soutient une idée contraire selon laquelle le partage par un groupe d'individus donnés d'un intérêt commun est insuffisant pour qu'ils s'engagent dans une action collective visant la satisfaction de cet intérêt. Cela implique plutôt ce qu'il appelle un certain coût de participation qui peut être de l'argent ou un temps quelconque. Ce coût implique à son tour quelque bénéfice. En d'autres termes, c'est en vertu du calcul coût-bénéfice que l'individu participe à l'action collective. Il met l'accent sur ce qu'il appelle des « incitations » sociales et économiques qui motiveraient la participation des individus à l'action collective. Mais, il y a un certain paradoxe, à savoir que des membres du groupe peuvent être tentés de ne pas s'y impliquer en laissant le soin aux autres de supporter ce coût. Cette situation peut donner lieu à ce que l'auteur appelle des « *free-riders* » (ticket gratuit) c'est-à-dire des profiteurs de l'action qui ne s'y sont pas réellement impliqués.

Boudon et Olson se partagent la conception de l'individu comme étant un acteur doué de rationalité cherchant à défendre ses propres intérêts, mais à propos du concept de ticket gratuit d'Olson, Boudon fait remarquer que si tout les membres du groupe font l'option du ticket gratuit (*free-rider*), le bien collectif ne sera jamais obtenu. Alors, il met l'accent sur la taille du groupe et sur les incitations morales et solidaires, parce que chacun se rendra compte que l'action de chacun compte dans un petit groupe (Boudon, 1989). Selon l'auteur au lieu de la participation, la non-participation à une action collective peut être coûteuse dans une collectivité où les liens de solidarité et d'amitié dominant. Opposé aussi aux théories marxistes et structuralistes, Boudon affirme qu'au risque de sombrer dans l'incertitude, il ne faut pas chercher à conditionner le changement social, c'est-à-dire à tenter de déterminer les conditions dans lesquelles la violence collective a en général plus de chance d'apparaître. À son avis, il serait même dangereux, dans la plupart des cas, de chercher à tirer des conséquences dynamiques de données structurelles (Boudon, 1984).

Dans l'optique de Boudon, en effet, les individus développent des rapports d'interdépendance et d'interaction. Dans le premier cas, le comportement de chaque individu affecte l'ensemble de tous les autres et produit des effets générateurs d'effets externes. Il y a lieu de faire remarquer, enfin, que pour Boudon même si des incitations

morales et solidaires peuvent porter les individus à agir ensemble, ce qui compte c'est l'individu.

L'individualisme méthodologique fait l'objet de certaines critiques de la part d'auteurs tels Dumas et Séguier (1999) et Crozier et Friedberg (1977). Dans leur ouvrage portant sur la construction des actions collectives et le développement des solidarités dans le contexte actuel, Dumas et Séguier désignent par «sociologie de l'individualisme utilitariste» l'approche de l'individualisme méthodologique de Boudon et disent qu'il se présente comme une sociologie de l'acteur totalement assimilé au système social qui est lui-même conçu comme un vaste marché qui obéit à des lois inamovibles. Selon eux, «l'acteur est défini par son appartenance à ce marché et non par son intégration dans les rapports sociaux » (Dumas et Séguier, 1999 :51)

De leur côté, Crozier et Friedberg s'opposent à la thèse selon laquelle l'individu est un acteur rationnel dont le fonctionnement est déterminé par le calcul coût-bénéfice. Ils remettent ainsi en question les thèses d'Olson et de Boudon. Pour eux, l'action de l'individu n'est pas déterminée par ce qu'il donne et par ce qu'il reçoit : il agit plutôt en fonction des opportunités qu'il distingue dans une situation donnée, et en fonction de ses capacités à en profiter (Crozier et Friedberg, 1977). Dans leur perspective, le comportement de l'individu est régulé par l'organisation à laquelle il appartient. Cet individu est doté d'une rationalité limitée. C'est-à-dire l'individu décide de manière séquentielle et choisit pour chaque problème qu'il doit affronter la première solution qui correspond pour lui au seuil minimal de satisfaction (Crozier et Friedberg, 1977 : 42). L'individu tel que décrit par eux est un acteur stratégique qui n'a que rarement des objectifs clairs et cohérents. Il n'est jamais déterminé directement, même s'il est contraint et limité. Il est rationnel d'une part par rapport à des opportunités et à travers ces opportunités au contexte qui les définit, et d'autre part, par rapport au comportement des autres acteurs, au parti que ceux-ci prennent et au jeu qui s'est établi entre eux. (Crozier et Friedberg, 1977). Ce qui se joue entre les individus au sein de l'organisation, ce sont notamment les relations de pouvoir. Même si ces auteurs réfutent la thèse du calcul coût-bénéfice d'Olson par rapport à la participation des individus aux actions collectives, il n'en demeure pas moins qu'il présente un acteur stratégique qui n'agit pas sans raison. Commentant leur approche, Dumas et Séguier font remarquer que leur approche de l'action collective est une approche d'adaptation au système à travers un micro-système qui est l'organisation (Dumas et Séguier, 1999).

D'autres auteurs, Lindenberg (1989), Wippler (1993), mettent l'accent sur la capacité analytique des individus d'une situation dans laquelle ils se trouvent et qu'ils

utilisent comme « facteur de production » pour réaliser leurs objectifs. Lindenberg parle de « fonctions de production sociale » qui découlent, selon lui, de l'analyse de la possibilité de la distribution et de la stabilité des possibilités structurelles pour la production d'objectifs humains généraux, entre autres, la considération sociale et le bien-être physique (Lindenberg, 1989). Pour rendre compte de l'action individuelle dans un processus collectif, il introduit le concept de cadrage, c'est-à-dire l'individu interprète la situation en référence à ses intérêts spécifiques et en termes d'objectifs propres à cette situation (Wippler, 1993). L'auteur formule le concept de la perte pour traduire l'idée selon laquelle les individus accorderaient plus de poids à une perte qu'à un gain de même importance et pourraient prendre un plus grand risque en percevant la situation à travers cette perte qu'à travers un gain escompté. Il évoque la possibilité de l'action collective à partir de la situation où deux individus ayant les mêmes « fonctions de production » subissent une perte ou s'en trouvent menacées. Alors éviter la perte devient l'objectif principal personnel de leurs actions (Lindenberg, 1989). Il met cette idée sous forme d'hypothèse traduite par Wippler à savoir : « 1) qu'éviter les pertes non compensées est un but susceptible de servir de cadrage dans des situations qui imposent de faire un choix; 2) la probabilité pour ce cadrage de dominer dans une situation donnée augmente plus que proportionnellement à l'importance de la perte; 3) le coût de la poursuite du but peut être plus élevé par rapport à la valeur de la perte elle-même » (Wippler, 1993 : 217)

Il ressort de cette approche de Lindenberg que c'est le calcul de la perte par rapport au gain qui motive la décision des individus d'entreprendre des actions collectives. C'est-à-dire les individus veulent qu'il y ait le minimum de pertes possibles, c'est ce qui est à la base de leur action collective. Par l'introduction des effets de cadrage et d'efforts pour éviter les pertes, il a essayé de résoudre le cas des individus qui lancent des actions collectives dans des situations où la non-participation serait le comportement le plus rationnel (Wippler, 1993)

Tous les auteurs que nous venons de voir dans le cadre de cette approche ont pour dénominateur commun que l'analyse sociologique se fait à partir des conduites individuelles au sens où ce sont elles qui permettraient d'expliquer les phénomènes collectifs. L'individu joue donc un rôle central dans la perspective de ces auteurs. Tantôt, il est un acteur rationnel qui reçoit des motivations pour interagir en vue de réaliser certains buts, tantôt c'est un calculateur avisé qui pour participer à des actions collectives ou pour s'inscrire à une organisation quelconque veut connaître les avantages qu'il va en tirer. Il est aussi un stratège impliqué dans des relations de

pouvoir au sein d'une organisation quelconque. Certes, il n'existe pas de phénomènes sociaux sans la présence des individus – collectifs ou isolés - qui entretiennent divers types de rapports et interagissent. Les sociologues n'arrivent pas à s'entendre sur un seul modèle pour expliquer les phénomènes sociaux. Ainsi, mis à part ces approches centrées sur les comportements individuels, il existe d'autres approches qui se fondent sur d'autres postulats pour expliquer les phénomènes sociaux, notamment les actions collectives.

### **3.6 Analyse de Touraine des mouvements sociaux**

L'approche de Touraine des mouvements sociaux s'inscrit dans son système communément appelé « sociologie de l'action ou actionnalisme ». Dans cette section, nous ne donnons pas de description de ce que c'est l'actionnalisme. Rappelons brièvement que l'analyse actionnaliste de Touraine est articulé autour de six concepts fondamentaux qui sont : l'historicité qui concerne la production de la société, le système d'action historique (SAH) qui est l'emprise de l'historicité sur la pratique sociale, les rapports de classes qui sont des rapports de conflit se manifestant le mieux par des mouvements sociaux; le système institutionnel qui est l'ensemble des mécanismes par lesquels le champ d'historicité est transformé en un ensemble de règles de la vie sociale devant prédéterminer le fonctionnement des organisations, l'organisation sociale qui est celui de la pratique où l'on rencontre les organisations; et les mouvements sociaux que Touraine définit comme « l'action conflictuelle d'agents de classes sociales luttant pour le contrôle du système d'action historique» (Touraine, 1973 : 347).

Durand, dans un essai traitant du passage de l'actionnalisme à l'interventionnisme sociologique fait remarquer à propos de la définition des mouvements sociaux par Touraine qu'il faut distinguer les conduites collectives qui relèvent du conflit de classes de celles qui ne seraient que résistance à l'autorité ou pression sur le système institutionnel (Durand, 2006a). De là, la différence entre ce que c'est une action collective et un mouvement social, dans la perspective de Touraine. La première a lieu dans un cadre institutionnel où pour une raison ou pour une autre, notamment à l'occasion d'une crise, les acteurs entreprennent des actions collectives estimant que c'est un moyen qui peut leur permettre de trouver une solution quelconque. On peut classer dans cette catégorie les grèves dans une institution quelconque, des manifestations des résidents d'un quartier pour obtenir certains services, des occupations de locaux d'institutions, entre autres.

Se référant à des actions collectives réalisées en France, entre autres, le mouvement des beurs, le mouvement des sans (sans logis, sans papier, sans emploi), il distingue trois caractéristiques des actions collectives : 1) la révolte première; 2) le recours à un principe général de légitimité; 3) l'instrumentalisation (Touraine, 1999). La première caractéristique consiste en l'occupation d'un espace, des locaux vides en vue d'attirer l'attention des médias pour mobiliser l'opinion publique. La deuxième consiste au fait que les sans-logis placent au centre de leur action l'affirmation du droit au logement. Enfin la troisième caractéristique se traduit par une mise à profit par des intellectuels ou des groupes d'avant-garde de l'action collective.; selon Touraine, l'instrumentalisation conduit à la dépendance à l'égard des forces idéologiques qui ne croient pas à la formation possible d'acteurs autonomes et qui se constituent en avant-garde dont la tâche consiste à donner un sens, parfois même une organisation, à de simples forces assez incapables d'accéder à la conscience de soi (Touraine, 1999 : 73)

### **3.6.1 Les mouvements sociaux**

Par rapport au mouvement social, Touraine affirme qu'il se situe plutôt au niveau du système d'action historique et se définit comme « l'affrontement d'intérêts opposés pour le contrôle des forces de développement et du champ d'expérience historique d'une société » (Touraine 1973 : 360). Le mouvement social, tel que défini par Touraine, comporte trois principes : identité, opposition et totalité. Le principe d'identité renvoie à la définition de l'acteur par lui-même ; et cela se fait à travers le conflit «qui constitue et organise l'acteur». L'auteur cite l'exemple de la classe ouvrière. Par rapport au principe d'opposition, il se réfère à la capacité du mouvement de « nommer son adversaire ». Touraine maintient « que l'on ne peut parler de principe d'opposition que si l'acteur se sent confronté à une force sociale générale de la vie sociale » (Touraine, 1973 : 362). En ce qui concerne le principe de totalité, il affirme qu'il n'existe pas de mouvement social qui se définisse uniquement par le conflit. Selon lui, tous possèdent le principe de la totalité c'est-à-dire « le système d'action historique dont les adversaires, situés dans la double dialectique des classes, se disputent la nomination » (Touraine, 1973 : 363). Bref, le mouvement social, selon Touraine, se crée une identité à travers le conflit, s'oppose à un adversaire ayant lui aussi son identité propre, s'oriente vers des valeurs de l'organisation sociale ou vers la participation à un système de décision. L'approche de Touraine s'étend au-delà des mouvements sociaux classiques caractérisés par les principes d'identité, d'opposition et de totalité. Elle

permet d'analyser également de nouveaux mouvements, entre autres, le mouvement féministe, le mouvement écologique et le mouvement des droits civiques définis comme étant de nouveaux mouvements sociaux.

### 3. 7 L'analyse des Nouveaux mouvements sociaux (NMS)

L'éclatement des nouveaux mouvements sociaux coïncide avec les vagues de mobilisation qui ont eu lieu au cours des années 1960 et 1970. Les populations mobilisées dans le cadre de ces mouvements ont été entre autres, les militants féministes, les écologistes, des mouvements régionalistes et étudiants, les mouvements des droits civiques, entre autres. Généralement ces nouveaux mouvements se distinguent des anciens sous une quadruple dimension : les formes d'organisation et les répertoires d'action, les valeurs et les revendications qui accompagnent les mobilisations, les rapports développés avec le politique, l'identité des acteurs (Neveu, 1996). Parmi les principaux auteurs ayant travaillé cette thématique, on peut citer entre autres, Touraine, (1978), 1980, 1999) en France, Melucci (1977) en Italie et Offe (1994), en Allemagne.

De 1995 à 1998, Touraine constate une certaine transition dans la thématique des mouvements sociaux : on est passé en ce qui concerne les conflits les plus significatifs du terrain des droits sociaux à celui des droits culturels. La globalisation a des effets pervers sur les populations; la vie de chaque jour est subordonnée à la logique du marché et la globalisation pèse sur les salaires, le chômage s'accroît, la sécurité sociale est menacée et les capacités d'intervention de l'État sont affaiblies. Dans ce contexte, les mobilisations populaires, sans être indifférentes à une telle situation, sont d'une autre nature : elles visent à faire reconnaître les droits culturels (Touraine, 1999). Ces mouvements contiennent trois composantes : le recours à un principe général de légitimité qui est la révolte première; l'institutionnalisation de l'action collective, et dans une direction opposée : l'instrumentalisation de l'action collective. Par rapport à la dernière composante, certains dangers menacent la formation de ces mouvements : la chute dans la violence, et la dépendance extrême à l'égard de soutiens extérieurs. Aussi y a-t-il deux voies entre lesquelles choisir : ou bien choisir d'être des acteurs autonomes qui associent les revendications particulières de groupes en général minoritaires à la défense de principes reconnus par la société et plus précisément de droits; ou bien se placer sous la dépendance des forces idéologiques ou politiques qui



ne croient pas à la formation possible d'acteurs autonomes et qui se constituent elles-mêmes en avant-gardes dont la tâche est de donner un sens, parfois même une organisation, à de simples forces ou masses incapables d'accéder à la conscience de soi (Touraine, 1999)

Cette conception est élaborée à partir de l'analyse de différents mouvements réalisés en France par les beurs<sup>19</sup>, les «sans logis<sup>20</sup>», les « sans-papiers<sup>21</sup>», entre autres. Les mouvements pour la défense des droits culturels ne visent pas la transformation du monde ou de la société; ce qui témoigne de leur volonté d'intégration sociale qui n'est pas révolutionnaire mais qui peut provoquer de la panique, selon les contextes, chez les gouvernements. Leur raison d'être demeure la défense des droits précis et la recherche de solutions concrètes. Ils ont une portée morale importante : les militants se mettent au service des droits de la personne, ce qui confère aux mouvements une orientation morale plus politique. Et la politique qui jadis était liée à l'économie, s'est trouvée transformée par la pénétration d'exigences morales dans la sphère publique (Touraine, 1999). Bref, la grande importance des NMS dans la perspective de Touraine est qu'ils font référence aux droits du sujet, aux droits des minorités comme à ceux de la majorité. Les NMS apportent la contestation de l'ordre dominant, mais plus encore la libération des victimes qu'ils parviennent à transformer en acteur du changement social (Touraine, 1999). L'action de ces groupes fait partie même du jeu démocratique inséparable de l'existence des institutions démocratiques. Elle amène également une nouvelle conception du concept de la citoyenneté qui ne peut et ne doit pas exclure la différence.

---

<sup>19</sup> Le mouvement des beurs se forma suite à l'assassinat d'un des leurs, Toumi Djadja président de SOS-avenir. Une manifestation avait alors réuni plus de 100 000 personnes. L'organisation SOS –Racisme a parlé de la fraternité et de la reconnaissance du mouvement beur. Une réflexion collective a été entreprise à cette fin pour s'orienter vers la reconnaissance de l'identité culturelle des immigrés en appelant à la nécessaire ouverture d'un esprit républicain hostile aux autorités. Mais il y a eu revirement. La droite et la gauche françaises se sentirent menacées par l'islamisme militant et agressif qui se développait dans le monde et par la menace qu'il représentait pour les libertés publiques. Des intellectuels, des syndicalistes, des personnalités politiques se déchaînèrent sur ce qui leur apparaissait incompatible avec l'esprit républicain et la laïcité en référence notamment à la question de porter le foulard islamique. Ainsi, SOS Racisme, qui avait appuyé les beurs, a dû battre en retraite pour orienter sa lutte contre le racisme (Touraine, 1999).

<sup>20</sup> Pour les sans-logis, l'organisation Droit au logement (DAL) a été fondée en 1990 en référence directe aux événements d'hiver 1954 quand l'abbé Pierre intervenait directement concernant le problème du logement. DAL organisa des occupations de bâtiments ou de lieux publics, conquérant la sympathie d'une partie de la population, et il fut rendu plus médiatique par la participation de personnalités et d'artistes à ses initiatives. Il n'est pas parvenu, malgré sa visibilité, à exercer une influence réelle sur la politique du logement ni à former de nouveaux acteurs, mais il représente le point de départ de divers mouvements de «sans» i. e. la protestation contre la misère et l'exclusion. Le mouvement a eu de la difficulté à dépasser l'horizon des opérations médiatiques et à faire émerger un nouveau concept d'action collective (Touraine, 1999)

<sup>21</sup> Ce mouvement s'est constitué en acteur autonome, selon Touraine. Son adversaire, le gouvernement, s'est lui-même clairement affirmé comme tel. Il a trouvé un écho considérable à certains moments dans l'opinion publique, parce que la défense des droits de certains a été associée à la défense des droits de tous. Le mouvement est devenu fort, et ce renforcement s'explique par le fait qu'il n'a pas été dominé par des interventions extérieures. C'est donc une action autonome pour la défense des droits des «sans-papiers» à vivre normalement en France. Elle s'est transformée en un vaste mouvement qui occupe désormais une grande place dans la vie politique française (Touraine, 1999 :88-89).

« (...) La revendication des droits, chacun le comprend, est une démarche démocratique qui s'oppose à la volonté de « prendre le pouvoir » ou de rompre complètement avec les institutions. Car la reconnaissance des droits suppose le soutien des institutions capables de combiner l'unité de la nation avec la diversité des intérêts, des valeurs et des héritages (...) La citoyenneté ne peut plus consister à fondre les identités dans une conscientisation nationale unificatrice, par la répression, s'il le faut; elle consiste à accroître la diversité, le débat et la représentation politique à l'intérieur d'une collectivité qui se donne comme but principal le renforcement des droits de chacun plutôt que leur subordination à une entité et un intérêt nationaux tout-puissants et intolérants » (Touraine, 1999 : 92, 93)

L'approche de Touraine révèle donc une double impasse concernant la capacité des acteurs de ces mouvements de construire de manière autonome des actions collectives. D'une part les exclus, c'est-à-dire les beurs victimes de la discrimination, les sans-logis, les sans-travail, les sans-papiers, les sans travail, les malades du sida, les handicapés et d'autres encore, veulent affirmer leurs droits personnels. Mais pour y arriver, ils doivent combattre en même temps les appareils idéologiques qui cherchent à diriger et à orienter leurs mouvements au détriment de leurs revendications. D'autre part, ces mêmes mouvements font dégrader le secteur associatif dont l'appel à la solidarité et à l'égalité, pourtant appuyés par des volontaires sincères et généreux, est de plus en plus mis à profit par un appareil d'État qui cherche avant tout à alléger ses charges en confiant une partie de ses tâches à des bénévoles. Le mouvement associatif devient alors la banlieue d'une administration, surtout locale, plus soucieuse de clientélisme et d'actions spectaculaires que de la transformation des acteurs en victimes (Touraine, 1999 : 93-94).

### 3.7.1 Vers un nouveau paradigme des NMS

Les mouvements sociaux ne sont plus ce qu'ils étaient, il y a plus de trois décennies. Que ce soit dans le vieux continent, en Europe de l'Est ou en Amérique de nouveaux acteurs ainsi que de nouvelles demandes ont émergé. Définis préalablement comme des mouvements qui se forment en-dehors de la sphère industrielle, les nouveaux mouvements sociaux désignaient ces mouvements qui naissaient à la fin des années 1960 et qui allaient des mouvements étudiants, féministes, écologiques aux mouvements urbains et pacifiques (Farro, 2000). Aujourd'hui, avec les transformations sociales qui ont eu lieu, la définition des nouveaux mouvements sociaux connaît certaines variations dépendamment de l'espace et du temps. Bourdieu, se référant à l'élection du parlement européen parlait d'un mouvement social qui devrait partir de l'Europe, en d'autres termes, d'un mouvement social européen (Bourdieu, 1999). Se situant dans cette même perspective, Piro, parlait de la naissance même du mouvement

social européen, suite à l'organisation du forum social européen : «Les mouvements sociaux sont satisfaits : le Forum social de Florence marque le début d'une mobilisation pour la construction d'une "autre Europe" qui s'oppose, avec parfois une forte radicalité, à la dérive néo-libérale de l'Union européenne » (Piro, 2002).

En Amérique Latine, Les nouvelles conceptions par rapport aux mouvements sociaux sont élaborées en rapport avec la globalisation économique. Ainsi Gilly parle de «Fragmentation et de resocialisation des demandes et des mouvements sociaux en Amérique Latine» (Gilly, 1994). Cette fragmentation est liée à la restructuration actuelle du capital à l'échelle mondiale qui débouche sur un processus multiple de fragmentation : celle du travail, des visions du monde, des droits sociaux, de l'éducation, bref sur une individualisation des espaces et des demandes sociales que les mouvements sociaux devraient resocialiser (Gilly, 1995). Dans la même perspective, Chalout parle de « Point de vue du sud face aux mouvements sociaux et à l'intégration des Amériques ». Selon Chalout, le «déficit démocratique» affiché par les gouvernements dans l'application des politiques néolibérales a provoqué des mouvements sociaux opposés à la négociation d'un accord sur le libre-échange continental (Chalout, 1999). Le caractère fragmentaire de ces mouvements, notamment l'importance accordée aux spécificités et aux subjectivités, peuvent les faire passer pour des mouvements étrangers à de possibles projets d'émancipation sociale et historique (Farro, 2000)

Qualifiés de «sociologie universitaire» (Honneth, 1994 ), d'«ancien paradigme» (Offe, 1994), les mouvements sociaux traditionnels étaient analysés tantôt comme l'expression d'une irrationalité des acteurs (des déviants) victimes des processus de modernisation, tantôt comme des mouvements d'acteurs rationnels exigeant des changements ou encore comme des actions collectives de la part des acteurs de classe qui cherchaient à avoir la direction de l'historicité ou à prendre le contrôle du système d'action historique (Muñera Ruiz, 1997). Aujourd'hui, les nouveaux mouvements sociaux se posent en termes de défense des droits culturels (Touraine, 1999), de luttes pour la reconnaissance (Honneth, 1992 Renault, 2004) ou d'actions collectives dont les acteurs participent à la redéfinition d'espaces sociaux, politiques, contribuent à un élargissement du politique et amorcent une réflexion sur les rapports que les acteurs sociaux entretiennent avec les institutions (Hamel, 1999). Nous passons en revue trois approches des nouveaux mouvements sociaux liés à la reconnaissance dans cette section : l'approche structurale, l'approche de la défense des droits culturels et l'approche du déni de reconnaissance.

Le nouveau paradigme aborde la thématique des Nouveaux mouvements sociaux (NMS) en fonction de leur base sociale, de leurs thèmes, de leurs préoccupations, de leurs valeurs et de leur mode d'action. Il utilise le concept de paradigme politique pour faire une différence entre ce qu'il appelle l'ancien et le nouveau paradigme, le premier désignant les mouvements sociaux traditionnels et le second, les nouveaux mouvements sociaux. Selon Offe, « le caractère moderne des NMS est souligné par leur croyance spontanée dans le postulat selon lequel le cours de l'histoire et de la société est contingent et ne peut pas être modifié par les individus et les forces sociales déterminées à le faire ». Le nouveau paradigme peut être compris comme une critique de la modernisation future. La base sociale de cette critique est constituée par les intellectuelles des nouvelles classes moyennes qui les mettent en œuvre à travers les modes d'action non conventionnels, informels et non marqués par une spécificité de classe.

A propos des composantes sociales des nouveaux mouvements sociaux, Offe identifie, outre ces nouvelles classes moyennes, les groupes périphériques définis comme ceux qui sortent de la sphère marchande, et d'anciens membres de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Il est peut-être facile d'identifier dans les sociétés post-modernes cette catégorie d'acteur sortant de la sphère du marché, tels que les étudiants et les femmes des classes moyennes qui restent à la maison, mais dans certains pays de la périphérie comme Haïti, Nicaragua où certaines nations africaines, on ne peut pas faire une délimitation exhaustive de ces catégories sociales. Certains auteurs (Gélinas, 2000; Petras et Veltmeyer, 2001) parlent de l'émergence de nouvelles classes dans les pays de la périphérie avec la prolifération des organisations non gouvernementales (ONG). D'autres cadres de ces organisations ont subi un transfert de classe à travers les postes occupés et les financements obtenus pour leurs organisations. Mais il est difficile de dire que ces nouveaux cadres sont impliqués dans la réalisation de nouveaux mouvements sociaux.

Des auteurs tels que Lévesque, Bourque et Forgues (1997) parlent aussi de cette dualité de paradigme, constatant un passage d'un paradigme critique où les structures occupaient une place centrale à un paradigme où le thème de l'historicité s'impose comme référence, douce revanche des acteurs sur le système. Le paradigme critique a été mis en cause en raison de sa prétendue incapacité de rendre compte de l'agir individuel noyé dans le système. Pour des auteurs classiques de la sociologie tels que Marx, Weber et Durkheim, la problématique de la définition du mouvement social consiste à comprendre sa nature politique, c'est-à-dire à appréhender le processus de

transposition de son action sur le plan politique, laquelle transposition est liée, dépendamment des conceptions, à l'intégration institutionnelle du mouvement ou à la transformation révolutionnaire à opérer (Farro, 2000).

En termes de préoccupation, les inquiétudes des nouveaux mouvements sociaux convergent vers l'idée que la vie elle-même est menacée par la logique aveugle de la rationalisation, et qu'il n'y a pas de garde-fous suffisamment nombreux et crédibles à l'intérieur des institutions politico-économiques dominantes qui puissent éviter que les désastres se produisent. Ce sont, entre autres, les messages véhiculés que ce soit par les mouvements altermondialistes ou d'autres groupes militants soit pour la défense de l'environnement, soit contre la mondialisation néo-libérale. Si la vie ou la survie sont en question, la croyance formelle envers les règles du jeu est facilement rejetée comme n'étant pas à la hauteur de problèmes de cette importance, et si les mécanismes institutionnels sont considérés comme trop rigides pour reconnaître et affronter les problèmes des sociétés industrielles avancées, il serait inopportun de s'appuyer sur eux pour tenter de trouver une solution

### **3.8 La défense des droits culturels**

Dans le cadre de ces nouveaux mouvements sociaux, d'autres auteurs parlent des actions entreprises pour défendre des «droits culturels» une nouvelle perspective d'action collective. Honneth, contrairement à Touraine dans l'analyse des nouveaux mouvements sociaux, ne parle pas de transition des conflits sociaux à des luttes pour la défense des droits culturels pour la reconnaissance. Il ne parle pas non plus de composantes des mouvements sociaux et des dangers qui les guettent. Mais, il reproche à ce qu'il appelle la « sociologie universitaire » de ne pas tenir compte de la dimension morale des luttes. Son intersection avec Touraine est qu'il analyse la dimension morale des luttes sociales. En référence au mouvement des sans papiers, Touraine affirme qu'il a une dimension morale au sens où « les militants se sont mis au service des droits de la personne, et donc ont eu une orientation morale plus politique». La politique qui fut si longtemps liée à l'économie, s'est trouvée transformée par la pénétration d'exigences morales dans la sphère publique (Touraine, 1999). Honneth ne nie pas la dimension utilitaire des mouvements sociaux. Entre les acteurs, il existe une concurrence dans le processus d'acquisition des biens rares, en même temps, entre eux se développe une lutte pour l'instauration de conditions intersubjectives de l'intégrité personnelle.

L'instauration de des conditions intersubjectives concerne la théorie qui ne doit pas remplacer le modèle utilitariste mais le compléter (Honneth, 1992). Dans la perspective de Honneth, donc, pour qu'il y ait mouvement social, il faut deux dimensions : la morale et l'utilitaire.

La sociologie utilitariste, selon Honneth, rompt le lien entre la naissance de mouvements sociaux et l'expérience morale du mépris. Pour elle « les motifs des mouvements de révolte, de protestation et de résistance sont transformés, sur le plan catégoriel en intérêt », résultant de l'inégale répartition des moyens matériels d'existence, et ne se rattachent en aucune manière au réseau quotidien des sentiments moraux (Honneth, 1992 : 143). Ce qui fournit un cadre moral aux conflits sociaux, dans la perspective de Honneth, ce sont les formes de reconnaissance du droit de l'estime sociale. Celles-ci dépendent dans le principe même de leur fonctionnement, de critères généraux concernant la société entière. Le concept de lutte sociale est ainsi défini :

« Il s'agit du processus pratique au cours duquel des expériences individuelles de mépris sont interprétées comme des expériences typiques d'un groupe tout entier, de manière à motiver la revendication collective de plus larges relations de reconnaissance. Entre les objectifs impersonnels d'un mouvement social et les offenses privées subies par les individus qui le composent, il doit exister une passerelle sémantique au moins assez solide pour permettre le développement d'une identité collective » (Honneth 1992 :194)

Ce ne sont pas seulement les intérêts socio-économiques qui mobilisent les acteurs, mais au-delà de ces mobiles utilitaires il y a également les expériences morales qui découlent du non respect de certaines attentes de reconnaissance profondément enracinées. Honneth attribue au sentiment de la honte chez l'individu une des causes de l'éclatement des conflits. La source de la honte peut être l'individu lui-même ou son environnement. Dans le premier cas, l'individu se sent diminué parce qu'il a enfreint une norme morale. Il s'attribue à lui-même la culpabilité de son acte. Dans le second cas, il est accablé par un sentiment d'infériorité parce que ses partenaires enfreignent des normes morales dont l'observance lui permettrait de son côté de se reconnaître comme la personne qu'il souhaite être (Honneth, 1992). C'est dans ce cas que la lutte pour la reconnaissance peut éclater. Pour Honneth, donc, il n'y a pas d'émergence de mouvement sociaux sans une sémantique collective qui permette d'interpréter les déceptions personnelles comme quelque chose qui n'affecte pas seulement le moi individuel mais aussi de nombreux autres sujets. La lutte collective se laisse toujours rapporter à un cadre fixe d'expériences morales à l'intérieur duquel la réalité sociale est interprétée selon une grammaire historiquement variable de la reconnaissance et du

mépris (Honneth, 1992 :196). Aucun ordre social, ne peut donc tenir s'il ne satisfait les revendications de reconnaissance et de respect des citoyens et des groupes sociaux. Honneth tente ainsi de réconcilier un modèle herméneutique et un modèle rationaliste de critique sociale dans le cadre d'une conception de la critique sociale qui peut être utopiste (Renault, 2004). Les approches présentées jusqu'ici ne considèrent pas les actions collectives de populations démunies pour faire face à leurs besoins. Pourtant bien des auteurs ont, à partir des recherches effectuées sur les activités de ces populations, décrit la façon dont ces populations parviennent à s'organiser pour faire face à leurs difficultés. N'est-on pas en phase de l'élaboration d'une nouvelle approche des actions collectives de ces populations ?

Dans la perspective de Touraine, l'accent est mis entre autres sur les mouvements sociaux et les nouveaux mouvements sociaux tels qu'ils sont organisés dans les pays industrialisés. En référence aux «sociétés dépendantes», l'auteur affirme que les actions collectives réalisées par les populations sont susceptibles d'être manipulées par des forces politiques. Quant à Honneth, il accuse la sociologie d'avoir toujours privilégié les facteurs socio-économiques dans le déclenchement de ces mouvements. Selon lui, il ne faudrait pas sous-estimer les déterminants moraux ou culturels qui peuvent être aussi à la base des actions collectives. Les analyses de Touraine et de Honneth ne touchent pas, pour autant, les influences que peuvent avoir les «opportunités politiques» dans le déroulement des actions collectives.

### **3.9 Perspective politique des actions collectives**

Selon Filleue et Péchu (1993) l'approche politique met l'accent sur deux concepts fondamentaux : le répertoire des actions collectives et la structure des opportunités politiques. Ces concepts sont interdépendants au sens où les formes d'actions collectives réalisées sont liées à la conjoncture politique. Par exemple, dans une conjoncture politique caractérisée par la répression et l'autoritarisme, les acteurs sont moins enclins à réaliser des marches et des sit-in, tandis que dans une conjoncture démocratique les manifestations publiques, les marches et les grèves peuvent réussir. Pour Filleul et Péchu, un mouvement social, pour émerger, doit bénéficier d'un minimum d'opportunités politiques (Filleue et Péchu 1993). Selon ces auteurs, les contextes dans lesquels s'inscrivent les mouvements protestataires ont une influence déterminante sur leurs chances de réussite. Ils définissent la structure des opportunités

politiques comme la réceptivité ou la vulnérabilité du système politique à l'action menée par un groupe contestataire (Filleule et Péchu 1993).

À côté des analyses de Filleule et Péchu, Tarrow définit la structure des opportunités politiques comme les dimensions logiques de l'environnement politique qui créent des stimulants pour les gens qui entreprennent l'action collective tout en affectant leurs attentes de succès ou de défaite. Dans sa conception, le concept comporte quatre dimensions 1) l'accès à la participation; 2) l'instabilité politique ; 3) l'influence des alliés ; 4) les clivages au niveau des élites.

Par rapport à la première dimension, selon Tarrow, les gens rationnels n'attaquent pas des opposants confortables quand les opportunités sont fermées. Les mouvements cherchent à avoir accès, c'est-à-dire à participer plutôt qu'à demander de nouveaux avantages. Ils peuvent arriver à créer ainsi de nouvelles opportunités. En ce qui concerne l'instabilité des dirigeants politiques, elle est entretenue par la structure des opportunités politiques. Tarrow fait allusion aux revers de fortune du gouvernement et des partis d'opposition, spécialement ceux enregistrés par des coalitions au pouvoir. Cette situation crée des incertitudes parmi leurs supporteurs, et encourage les revendicateurs à essayer l'exercice marginal du pouvoir (Tarrow 1994). C'est l'exemple des scissions provoquées par exemple à la suite des élections où il y a eu fraude. Un des candidats peut toujours se déclarer vainqueur et président légitime en faisant un exercice marginal du pouvoir<sup>22</sup>. Le troisième aspect de la structure des opportunités politiques, concerne la présence ou l'absence de l'influence des alliés. Quand les protestataires réussissent à avoir des alliés (des amis, des sympathisants qui leur donnent la garantie qu'ils ne seront pas réprimés) au sein du gouvernement ou du régime en place, ils peuvent entreprendre l'action collective. Enfin, pour Tarrow, la division entre les élites non seulement offre des stimulants aux groupes de pauvres dotés de peu ressources (*resources-poor groups*) à prendre le risque d'une action collective, mais encourage des fractions de l'élite, hors du pouvoir, à s'engager dans l'action.

L'idée de la division des élites est reprise dans la section où il traite de la séduction de l'étatisme. Pour lui « les divisions entre les élites sont considérées comme une source de la faiblesse politique qui est facile à confondre avec un État structurellement faible. La structure d'un État faible est une première et utile dimension pour prédire si et où les mouvements trouveront des opportunités d'engager une action collective. Mais les mouvements sociaux ont des acteurs multidimensionnels, de même

---

<sup>22</sup> Le cas de Andres Manuel Lopez Obrador est typique au Mexique suite aux présidentielles de 2006



que l'État est une cible multidimensionnelle. L'État négocie différemment avec des protagonistes forts ou faibles ; leur démonstration de force varie en fonction de l'unité et de la force des élites. Un des aspects les plus importants de cette question, selon Tarrow, est la structure du système de parti avec laquelle les mouvements s'accommodent eux-mêmes. Un parti fort et monolithique est moins capable d'absorber les demandes de nouveaux acteurs sociaux, tandis qu'un système plus faible et plus décentralisé est plus facilement pénétré par des circonscriptions ou des électeurs actifs. Il existe un rapport d'interdépendance entre les opportunités politiques et les formes d'action collective que peuvent développer les acteurs. Par exemple, dépendamment des circonstances, les acteurs peuvent opter pour tel type d'action au lieu telle autre. Dans la prochaine section sont passées en revue quelques approches d'auteurs différents concernant les types d'action collective entrepris en rapport avec les opportunités politiques.

### **3.9.1 Répertoire des actions collectives**

Le répertoire des actions collectives renvoie à la définition d'un autre concept qui est l'action collective. Melucci donne deux définitions de l'action collective dont l'une est générale et l'autre spécifique. La définition générale de l'action collective se rapporte aux conflits. Elle désigne, selon Melucci, l'ensemble des conduites conflictuelles dans un système social et implique la lutte de deux acteurs dont chacun se caractérise par une solidarité spécifique et s'oppose à l'autre pour l'appropriation et la destination de valeurs et de ressources sociales (Melucci, 1978). La deuxième définition se veut plus concrète : l'action collective comprend aussi toutes les conduites qui cassent les normes institutionnalisées dans les rôles sociaux, qui débordent les règles du système politique et/ou qui attaquent la structure des rapports de classe d'une société. Cette deuxième définition concerne les nouveaux mouvements sociaux (Melucci, 1978),

Pour Tarrow, le concept de « répertoire des actions collectives » est lié à la structure des opportunités politiques (Tarrow, 1994). Les changements au niveau du système politique affectent les formes d'action collective. Dans sa perspective, le répertoire des actions collectives est l'ensemble des actions collectives qu'un groupe ou des catégories sociales données réalisent pour faire valoir leurs revendications. Ce sont, entre autres, les marches, l'érection de barricades, les manifestations publiques, la mise

en circulation de pétitions, les émeutes, les grèves, l'occupation des lieux publics (Tarrow 1994).

L'action collective lancée peut donner lieu à d'autres actions collectives. Selon Tarrow, une des caractéristiques les plus remarquables de l'action collective est qu'elle crée des opportunités pour d'autres. Les groupes de protestation mettent à l'ordre du jour des thèmes avec lesquels d'autres gens s'identifient et démontrent leur utilité pour l'action collective que d'autres peuvent copier ou innover. Les mouvements non seulement créent des opportunités pour eux-mêmes et leurs alliés, elles créent aussi des opportunités pour leurs opposants. Cela ne se fait pas seulement pour les opposants mais aussi pour les élites. Selon Tarrow, les groupes contestataires créent des opportunités politiques pour les élites : dans un sens négatif quand leurs actions fournissent des terrains pour la répression, et, dans un sens positif, quand les politiciens opportunistes saisissent l'opportunité créée par les revendicateurs pour proclamer eux-mêmes les tribunes du peuple (Tarrow, 1994). Les approches mettant emphase sur les opportunités politiques et les répertoires des actions collectives coïncident avec l'approche des nouveaux mouvements sociaux.

## Conclusion

Ce chapitre fait le tour de diverses approches des mouvements sociaux et des actions collectives en partant des théories du comportement collectif pour aboutir à la recherche d'un nouveau paradigme pour expliquer les actions collectives des populations marginalisées. Les approches du comportement collectif fustigent les foules, les assimilant dans certains cas à la tyrannie et à la folie. La théorie de la mobilisation des ressources, telle qu'elle est élaborée, ne semble pas concerner les populations sans ressources. Quant aux théories marxistes, elles écartent les populations vivant à la marge dans le processus révolutionnaire devant conduire à la transformation de la société. Les auteurs européens, traitant des nouveaux mouvements sociaux, mentionnent des actions collectives, réalisées par des populations qu'on pourrait classer parmi les gens qui vivent dans la précarité comme les sans-abri, les sans papier et les chômeurs des banlieues des grandes villes industrialisées. La réalité de la marginalité dans les pays de la périphérie et de la capacité des populations pauvres de forger leur propre est peu traitée. Par exemple, Offe ne fait pas allusion aux populations vivant dans des zones de relégation, entre autres, celles des bidonvilles des pays de la périphérie, de certains ghettos des grandes villes américaines et des banlieues françaises. Dans ces espaces on trouve des populations qui d'une façon ou d'une autre agissent collectivement et individuellement dans la recherche de solutions à leurs problèmes. Dans des régions habitées entre autres par des indigènes (comme en Amérique Latine) les populations mènent des actions à la fois offensives et défensives, pour reprendre les thèmes de certains auteurs (Cohen et Arato, 2002). Selon ces auteurs, sur le plan offensif, elles tentent de lancer des thèmes significatifs pour la population indigène dans son ensemble, de définir des problématiques, d'apporter des contributions permettant de résoudre les problèmes posés, de donner des informations nouvelles, de réinterpréter certaines valeurs, de mobiliser de bonnes raisons, d'en dénoncer de mauvaises afin de provoquer un changement de l'opinion publique à grande échelle. Sur le plan défensif, elles tiennent à leur identité et leurs cultures tout en exigeant leur intégration à la société globale. La plupart de ces actions revêtent un symbolisme qui se traduit par des occupations de terrains ou d'immeubles de la part de groupes qui veulent accéder à un endroit pour habiter. Ce sont des formes d'action collective entreprises pour exprimer des besoins que bien des auteurs analysent comme étant des exigences de reconnaissance ou de régularisation.

## CHAPITRE 4. LA RECONNAISSANCE DES TERRITOIRES

Dans la perspective de plusieurs auteurs, entre autres, Deboulet (1990), Désy (1993) et Vélez-Guerra (2006), l'établissement d'un individu ou d'un groupe social quelconque sur un territoire donné s'inscrit dans un processus de reconnaissance. Par héritage, don, achat, appropriation ou occupation irrégulière, ceux qui acquièrent ou qui s'établissent sur un terrain doivent être reconnus tant par les autorités compétentes en la matière que par leurs pairs ou leurs voisins. Sinon, leur propriété ainsi que les biens construits sur le terrain en question ne sont pas garantis. Par rapport à des populations établies de manière irrégulière sur une propriété, leurs démarches et leurs actions convergent à obtenir de la part des autorités gouvernementales la régularisation ou la reconnaissance des terrains envahis. Outre les terrains, des bâtiments sont parfois l'objet d'invasion par des groupes de gens appelés squatters. Eux aussi, après leur action, entreprennent des démarches en vue d'obtenir la reconnaissance légale de leur établissement dans ces bâtiments.

Deboulet, dans une étude portant sur les rapports de l'État avec des squatters au Caire en Égypte, parle d'absence de reconnaissance légale et politique des populations qui se sont établies sur deux terrains en périphérie du Caire. Selon elle, l'ensemble constitue une zone d'habitat précaire non reconnue où l'on ne trouve pas de poste de police, ni d'école, aucun titre foncier légitime avec une visibilisation très partielle (Deboulet, 1990). L'absence de reconnaissance semble inséparable des conditions de vie précaires et de la marginalisation des populations. Néanmoins, cela n'est pas à l'origine de l'occupation irrégulière des terrains. Selon Deboulet, le coût des loyers et la raréfaction des appartements mis sur le marché locatif poussent les populations à faible revenu à aller vivre dans une zone marginale ; ce qui contribue à aggraver, selon elle, les disparités à l'origine d'un phénomène d'exclusion interne par différenciation sociale au sein même de ces quartiers non réglementés. La thèse de Deboulet est que

« L'État joue un rôle bien plus important qu'il n'y paraît dans la formation des règles et schèmes socio-urbains caractéristiques de quartiers non réglementés d'implantation nouvelle... l'absence de terrain aménagés et bon marché sur le désert, conjugué à une certaine confusion des propriétés publiques, est à l'origine de l'invasion des terrains gouvernementaux » (Deboulet 1990 :80, 85).

Si pour l'auteur l'État joue un rôle central dans la nouvelle configuration de la ville au Caire, d'autres auteurs, sans rejeter la responsabilité de l'État, mettent l'accent entre autres sur les stratégies de lutte pour la reconnaissance de la part de l'État et les inégalités sociales

Dans un essai écrit à partir de l'analyse de plusieurs luttes de squatters menées dans trois grandes villes occidentales : Paris, Vancouver, New York, Désy relève quatre types de stratégies entreprises par ces populations en vue d'aboutir à la reconnaissance légale : l'affrontement, la négociation, la visibilité médiatique et la convivialité. Selon Désy, « la demande de reconnaissance officielle et de permis de résidence (license) sont parmi les principaux buts de plusieurs regroupements de squatters. Il s'agit d'ententes d'utilisation des bâtiments vides en instance de démolition » (Désy, 1993 : 149). L'occupation de bâtiments, selon cette analyse, participe d'un processus devant aboutir à la reconnaissance légale (*license squatters*) à travers différentes stratégies mises en place. Ceux qui réalisent des occupations irrégulières de bâtiment, selon l'auteure, sont reconnus comme étant des gens faisant partie des populations marginalisées « que ce soit par leur situation d'emploi, leur statut de résidence, leur âge ou le style de vie qu'ils recherchent. La pauvreté et la précarité (matérielle et juridique) sont deux autres traits qui décrivent assez bien leur situation » (Désy 1993 : 146)

Dans la même perspective que Désy, Vélez-Guerra, dans une étude portant sur le régime foncier et les pressions sur l'environnement au Sri Lanka, présente les populations qui envahissent illégalement des propriétés publiques ou privées comme des populations qui attendent d'être reconnues légalement par l'État et qui ont un accès différencié au marché du logement. Selon lui, le marché officiel du logement est hors de portée des citoyens pauvres et des programmes pour familles à faible revenu. En conséquence, les pauvres ont recours à toutes sortes de solutions parallèles pour se loger (Vélez-Guerra, 2006). Les pauvres vivent dans des quartiers, qui se caractérisent, selon l'auteur, par la médiocrité des systèmes d'assainissement, la rareté ou la contamination de l'eau potable, des déchets solides à l'abandon et la construction d'habitations dans des zones sujettes aux catastrophes naturelles. Il ressort de l'analyse de Deboulet et des caractéristiques présentées par Désy et Vélez-Guerra que les populations qui envahissent des bâtiments ou qui occupent de manière irrégulière des terrains sont des populations marginalisées, impliquées dans des rapports sociaux inégalitaires. Leurs revendications de régularisation ou de reconnaissance adressées à l'État s'inscrivent aussi dans les mêmes types de rapports sociaux. L'analyse des stratégies de reconnaissance développées par les populations de la Cité à Port-au-Prince et des campements à la Sierra Santa Catarina, à Iztapalapa s'inscrit dans le cadre des rapports de reconnaissance. Ainsi, nous présentons dans ce chapitre des analyses d'autres auteurs répartis en plusieurs sections : l'État dans la formation et la reconnaissance des territoires, le rôle des ONG dans les processus de reconnaissance des quartiers, les

dérives identitaires de la reconnaissance, la reconnaissance par la redistribution et la participation.

#### **4.1 Prendre conscience et lutter pour se faire reconnaître**

Hegel formule les concepts de «conscience de soi» et de «conscience pour soi» pour construire sa théorie de la reconnaissance. La conscience de soi suit dans sa construction un processus, elle devient conscience de soi à partir d'un double mouvement. Elle tire son existence dans le premier mouvement à partir de l'autre, en d'autres termes, elle existe à partir de l'autre. Mais dans le second mouvement, elle doit combattre cet autre pour devenir à son tour indépendant et existant de manière autonome. (Hegel, 1940) L'«en soi» a donc besoin d'être reconnu mais sa reconnaissance vient de l'autre dont il dépend. Ultérieurement, il devra combattre l'autre pour s'affirmer et être reconnu. Ce faisant, il ne s'affranchit pas de l'existence de cet autre. Au contraire sa reconnaissance prend sens, acquiert de la valeur à partir de l'existence de l'autre.

Le travail et la satisfaction des besoins des un et des autres jouent un rôle de premier plan dans les processus de reconnaissance. Entre les humains existe une reconnaissance mutuelle au sens que les uns dépendent des autres. À partir du moment que certains groupes sociaux se rendent compte de la capacité des autres de travailler pour satisfaire leurs besoins, il se déclenche une lutte pour la domination de la part des plus forts contre les plus faibles. À partir de ce moment, les luttes pour la reconnaissance s'inscrivent dans des rapports entre dominants et dominés. La sphère des besoins, produit donc l'inégalité de la grande richesse qui est reliée à la pauvreté la plus profonde (Hegel, 1992)

Dans la dialectique du maître et de l'esclave, Hegel avait déjà relevé la nature conflictuelle des rapports dans le processus de reconnaissance mutuelle. Il indiquait deux impasses relatives à l'inégalité des rapports dans le cadre de la lutte pour la reconnaissance : la lutte à mort pour la reconnaissance et la soumission absolue à un maître pour être reconnu (Hegel, 1941). Il les situait pour ainsi dire à la préhistoire des peuples et les considère comme faisant partie de ce qu'on appelle « l'État de nature » (Fischbach, 1999). Le maître reconnaît l'esclave en tant que celui-ci est capable de produire des biens pour la satisfaction de ses besoins propres. Il s'approprie l'être et la force de travail de l'esclave qu'il exploite et domine. L'esclave, de son côté, reconnaît le maître, mais désire ne pas être reconnu comme esclave sinon comme égal du maître,

comme être libre. D'où les deux obstacles dont parle Hegel. D'une part, cet esclave livre une lutte à mort, c'est-à-dire une lutte qui peut lui coûter la vie ou qui peut aboutir à la destruction du maître. C'est une première impasse au sens où la reconnaissance n'aura plus de sens si le maître est mort ou si l'esclave lui-même est mort dans ce combat. D'autre part, si l'esclave veut se soumettre totalement au maître, il n'aura aucune chance d'être reconnu comme être pour soi. Hegel affirme dans ce sens que :

« La conscience de soi est en soi et pour soi quand et parce qu'elle est en soi et pour soi pour une autre conscience; c'est-à-dire qu'elle n'est qu'en tant qu'être reconnu (Hegel, 1941 : 155) »

Dans la logique de Hegel, pour qu'il y ait lutte entre les sujets. Chacun doit être constitué de manière indépendante. C'est dans ce sens qu'il affirme que « la conscience de soi est être-pour-soi simple égal à soi-même » en excluant de soi tout ce qui est autre. Son essence et son objet absolu lui sont, le moi, et dans cette immédiateté ou dans cet être de son être-pour-soi, elle est quelque chose de singulier. Ce qui est autre pour elle est objet comme objet inessentiel, marqué du caractère négatif » (Hegel, 1941 : 158). Dans cette perspective, chaque individu est bien certain de lui-même, mais non de l'autre. Cependant, la certitude de soi n'a encore aucune vérité; car sa vérité consisterait seulement en ce que son propre être-pour-soi se serait présenté comme cette pure certitude de soi-même. Mais conformément au concept de reconnaissance, cela n'est possible que si l'autre objet accomplit en soi-même pour le premier, comme le premier pour l'autre, cette pure abstraction de l'être-pour-soi, chacun accomplissant par sa propre opération et à nouveau par l'opération de l'autre (Hegel, 1941).

Chacun des deux sujets manifeste un comportement qui est déterminé d'une façon telle que les sujets s'affirment l'un à l'autre au moyen de la lutte pour la vie et la mort. L'engagement de cette lutte est donc inévitable parce que chacun doit élever sa certitude d'être pour soi à la vérité en l'autre et en lui-même. C'est en risquant sa vie qu'on acquiert et conserve la liberté, qu'on donne la preuve que l'essence de la conscience de soi n'est pas l'être, n'est pas non plus le mode immédiat dans lequel la conscience de soi surgit d'abord, n'est pas son enfoncement dans l'expansion de la vie. En prenant ce risque, on prouve que dans la conscience de soi, il n'y a rien de présent qui ne soit pour elle un moment disparaissant, on prouve seulement qu'elle est un pur être-pour-soi. L'individu qui n'a pas mis sa vie en jeu peut bien être connu comme personne mais il n'a pas atteint la vérité de cette reconnaissance comme reconnaissance d'une conscience de soi indépendante » (Hegel, 1940). L'existence de l'être se réduit à la lutte pour la reconnaissance ou à la lutte tout simplement. Tant qu'on n'a pas lutté,

tant qu'on n'a pas pris de risque aux dépens de sa vie, on ne parvient pas à la reconnaissance de soi. On ne s'affirme, on n'existe que par la lutte dans ses rapports avec l'autre.

Dans la perspective de Hegel, la lutte pour la reconnaissance se circonscrit dans une démarche de liberté de l'esclave par rapport à son maître. Cette lutte présente un paradoxe à savoir que l'esclave doit faire disparaître son maître oppresseur pour se faire reconnaître. Mais qui va le reconnaître quand son oppresseur aura disparu? La reconnaissance implique, dans ce cas, la libération de l'esclave ainsi que l'affirmation de son identité comme être humain sujet de droit au même titre que tous les êtres humains. Se faire reconnaître dans la logique de Hegel peut être interprété comme se libérer de la servitude. L'esclave en se libérant de sa condition d'esclave libère aussi le maître de son statut de maître pour le transformer en un être humain avec lequel il a les mêmes droits.

Dans la même ligne que Hegel, Fanon, traitant de la reconnaissance « du nègre esclave » dans ses rapports avec le Blanc, pense que de la reconnaissance dépend l'essence même de l'homme. Pour lui, l'homme se définit dans les rapports de reconnaissance. L'homme ne trouve sa dimension humaine « que dans la mesure où il veut s'imposer à un autre homme, afin de se faire reconnaître par lui. Tant qu'il n'est pas effectivement reconnu par l'autre, c'est cet autre qui demeure le thème de son action. C'est de la reconnaissance par cet autre, que dépendent sa valeur et sa réalité humaines. C'est dans cet autre que se condense le sens de sa vie » (Fanon, 1952 : 175, 176)).

Avec la révolution industrielle les rapports du maître et de l'esclave sont dépassés, le travail est devenu presque inexistant pour l'ouvrier dont l'habileté devenait complètement bornée par rapport au travail accompli par la machine. Sa conscience est donc rabaissée au dernier degré d'abrutissement (Hegel, 1951). Ainsi les besoins et leur satisfaction par le travail cessent de promouvoir la reconnaissance mutuelle entre les hommes dans leur interdépendance. Ils constituent plutôt une menace pour la reconnaissance. Selon Hegel, la sphère des besoins produit ainsi des inégalités et de la grande richesse.

L'analyse hégélienne pose la question de la reconnaissance en termes de rapports entre maîtres et esclaves dans un contexte caractérisé par l'esclavage. Marx continue cette analyse sous l'angle des rapports de classes. Le rapport à la propriété des forces productives et sociales est ce qui constitue et justifie les luttes entre diverses catégories sociales. Cependant pour que cette lutte au moins deux conditions



s'imposent. D'abord, la conscience de classe, c'est-à-dire que la classe soit une classe pour soi puisse se faire valoir en tant que telle. Dans la logique de Marx, on ne peut pas opprimer une classe si on ne peut pas garantir son existence comme classe, donc sa reconnaissance au moins comme classe opprimée. C'est ainsi, affirme-t-il, que toutes les sociétés antérieures ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Selon Marx

« Pour opprimer une classe, il faut pouvoir du moins lui garantir des conditions d'existence qui lui permettent de vivre dans la servitude. Le serf en plein servage est parvenu à être membre d'une commune, de même que le roturier s'est élevé au rang de bourgeois sous le joug de l'absolutisme féodal » (Marx et Engels, 1975 : 41)

Ils ont été reconnus respectivement comme serf et comme roturier à partir de leurs conditions d'existence garanties par la classe oppressive. Selon Marx, quand une classe représente une menace pour l'existence d'une autre classe, la confrontation est inévitable. C'est dans ce sens, dit-il, que «les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans (...) combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes» (Marx et Engels, 1975 : 40). La lutte des classes, dans ce contexte, ne se définit pas comme une lutte pour la reconnaissance. Néanmoins la reconnaissance constitue un des enjeux car il s'agit de catégories sociales qui veulent conserver leur statut social pour ne pas glisser dans le prolétariat. C'est dans ce sens que Marx et Engels les présentent comme étant des classes conservatrices qui veulent conserver le statu quo et leur identité de classes.

En lieu et place du maître et de l'esclave chez Hegel, on trouve chez Marx et Engels deux classes fondamentales engagées dans une lutte sans merci : la bourgeoisie et le prolétariat. Selon Marx et Engels, l'existence et la domination de la classe bourgeoise sont conditionnées par l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital. Ainsi, la bourgeoisie ne peut pas remplir pour longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut pas non plus assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage parce que pour continuer l'accumulation de la richesse telle qu'elle le fait, elle doit le laisser déchoir au point de devoir le nourrir. La bourgeoisie produit ainsi ses propres fossoyeurs ; sa chute et la victoire du prolétariat sont inévitables (Marx et Engels, 1975). Ainsi, pour passer du statut de couche inférieure de la société à une classe aux commandes des forces productives et sociales, le prolétariat doit creuser la tombe de la bourgeoisie. Qualifiant le lumpen prolétariat de «pourriture passive des couches inférieures», les auteurs affirment qu'il peut se trouver

ça et là entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; mais ses conditions de vie le mettront en situation de se vendre à la réaction. Le lumpen prolétariat est incapable donc de se faire une conscience de classe et se fixer des objectifs communs

Il n'y a pas de perspective marxiste de la reconnaissance, en tant que telle. Cependant l'analyse des rapports de classes chez Marx et Engels tourne, sans la nommer autour de cette thématique, en ce qu'il s'agit entre autres d'accéder aux forces productives et sociales et de créer de nouvelles conditions de vie pour les couches opprimées. Aujourd'hui, la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était du temps de Marx. On ne parle pas non plus de rapport entre maîtres et esclaves en ce qui concerne la reconnaissance. Au-delà des luttes de la classe ouvrière, de nouvelles formes de luttes, entre autres, celles des femmes, des noirs, des homosexuels, de telle ou telle minorité nationale ont émergé. Elles ont permis une prise de conscience de plus en plus grande du fait que l'injustice ne peut se réduire à la seule répartition des inégalités de richesse. Analysant la philosophie de la reconnaissance chez Fichte et Hegel, Fischbach affirme que l'état de domination où se trouvent le plus souvent ces populations minoritaires ne tient pas seulement ni même d'abord au fait qu'elles sont la plupart du temps exclues de la maîtrise du capital économique, mais plus profondément du fait que leur est refusé l'accès à ce que la reconnaissance seule procure à savoir le capital symbolique. L'auteur affirme que loin de supprimer les différences de classes, les luttes pour la reconnaissance attestent au contraire l'existence de celles-ci. La lutte pour la reconnaissance, affirme-t-il, n'a de sens que sur le fond d'une lutte des classes et rend manifeste le lien social qui unit ces dernières au sein même des conditions économiques qui les divisent et des luttes politiques qu'elles livrent (Fischbach, 1999). Les dénis de reconnaissance exercés à l'encontre de catégories sociales spécifiques telles que les minorités culturelles, les groupes d'indigènes ou d'autochtones, dans la perspective de Fischbach constituent des injustices. Ce que Marx et Engels ont appelé le lumpen prolétariat se concentre, dans les pays du sud, en particulier dans des quartiers précaires. Ces gens, la plupart du temps, sont exposés à des problèmes de logement et organisent en conséquence des occupations irrégulières de terrain. Ils développent ensuite des stratégies en vue d'obtenir la reconnaissance de leurs actions.

#### 4.2 «Déni de reconnaissance» et «reconnaissance fragmentée»

Fischbach, traitant de la reconnaissance, dans une perspective philosophique affirme « qu'il n'y a pas de lutte possible pour la reconnaissance en dehors des conditions de la domination » (Fischbach, 1999). D'après Fischbach, cette domination implique des rapports inégalitaires entre ceux qui veulent être reconnus et ceux qui sont appelés à reconnaître. Les premiers, pour obtenir la reconnaissance de leur existence et/ou de leurs droits, doivent engager des actions collectives afin de porter ceux qui sont dotés du pouvoir de reconnaître à satisfaire leurs revendications ou à les reconnaître. D'après cette perspective, les inégalités transcendent les rapports de reconnaissance. Selon Fischbach, c'est dans le cadre de ces inégalités créées par l'accumulation des richesses que se livrent les luttes pour la reconnaissance de l'identité et des droits des populations marginalisées. La compréhension des actions collectives porteuses d'une demande de reconnaissance permet d'analyser les luttes des « couches sociales inférieures ou marginalisées » qui ont expérimenté l'injustice sociale, l'inégalité économique et la domination lesquelles se traduisent en « un sentiment de mépris social et du déni de reconnaissance (Fischbach, 1999). Ces inégalités, dans l'optique de Hegel, sont la conséquence d'un accès différencié à la satisfaction des besoins entre les groupes sociaux au sein d'une communauté (Hegel, 1941). Et c'est aussi ce qui explique qu'il y a des collectivités auxquelles on ne reconnaît pas ou on refuse même le droit de satisfaction de certains besoins.

La plupart des perspectives théoriques révisées mettent l'accent davantage sur l'identité des individus que sur les modes d'appropriation des biens comme par exemple, un coin pour construire sa demeure. C'est ainsi que Renault (2004), traitant de l'importance des institutions dans la reconnaissance des individus, distingue trois types d'effets de l'institution sur les individus. Ces principes impliquent des types de reconnaissance. Par rapport au premier, en autant que l'institution est une instance de coordination par des règles, elle a des influences sur l'individu. Cela peut introduire, selon l'auteur, « des effets de reconnaissance ou de déni de reconnaissance ». Il nomme ce déni de reconnaissance : « reconnaissance dépréciative ». La dépréciation peut épouser plusieurs formes : la reconnaissance comme inférieur, la disqualification et la stigmatisation. Deuxièmement, les institutions comme « dispositifs » de mise en ordre des individus, des choses et des effets de mobilisation de la subjectivité peuvent avoir comme effet sur les individus la mobilisation des subjectivités ou l'interpellation.

L'individu est méconnu à l'intérieur même de l'Institution. C'est un déni de reconnaissance dévalorisante. Enfin comme « espaces sociaux régis par des principes normatifs » les institutions constituent des lieux de socialisation et de production de l'identité spécifique, et peuvent avoir pour effet sur l'individu une reconnaissance fragmentée ou insatisfaisante; ou en interdisant aux individus de s'identifier totalement aux différents rôles desquels ils tentent de se faire reconnaître par la société. L'auteur souligne quelques facteurs essentiels à la justification des luttes pour la reconnaissance : la lutte des individus se circonscrit toujours dans un cadre institutionnel. Cette lutte participe de la vie interne même des institutions « elle engage soit dans un processus d'évolution interne, soit des crises où des conflits collectifs apparaissent aux individus soumis au déni de reconnaissance comme la seule issue possible »; la reconnaissance est intrinsèque à l'institution et liée à la question des identités sociales et professionnelles ainsi qu'aux problèmes posés par différentes formes de souffrance sociale qui résultent de la stigmatisation, de la méconnaissance et de la reconnaissance fragmentée. L'État joue un rôle crucial dans le processus de reconnaissance ou de régularisation de ces territoires

#### **4.3 Le rôle de l'État dans la formation et la reconnaissance des territoires**

Les territoires font l'objet de luttes entre les individus et des groupes sociaux et constituent une forme de pouvoir qui permettent à ceux qui y accèdent d'exercer un certain contrôle tout en cherchant à dominer ceux qui en sont dépourvus. Dans cette perspective, Rousseau fait remonter l'origine des inégalités sociales<sup>23</sup> à la propriété privée, particulièrement l'occupation de la terre en déclarant que « le premier homme qui ayant enclos un terrain, s'avisait de dire ceci est à moi et trouva des gens assez simples pour le croire fut le véritable fondateur de la société civile » (Rousseau, 1992 :225). Dans sa perspective, la construction de logements est à la base des conflits entre les hommes : les plus forts d'entre les humains étaient les premiers à se faire des logements parce qu'ils se sentaient capables de les défendre, et ils ne pouvaient pas s'emparer des cabanes de leurs voisins sans s'exposer à un combat violent avec la famille qui l'occupait (Rousseau, 1992). Weber, développant la même idée, soutient que le territoire constitue une des caractéristiques du groupement politique<sup>24</sup>. En autant que

<sup>23</sup> Rousseau distingue l'inégalité naturelle et les inégalités sociales. La première se réfère au fait que biologiquement certains êtres humains sont grands et d'autres petits tandis que la deuxième concerne le mode d'appropriation des biens et des ressources parmi les hommes.

<sup>24</sup> Pour Weber, un groupement politique est un groupement de domination quand son existence et la validité de ses règlements sont garantis de façon continue à l'intérieur d'un territoire géographique déterminable par l'application et la menace d'une contrainte physique de la part de la direction administrative (Weber, 1995 : 17)

l'existence et les règlements imposés par les occupants d'un territoire y sont garantis de façon permanente, cela fait de ces occupants un groupement politique car ils sont capables d'y imposer leurs lois et de les défendre par la violence (Weber, 1995). Dans la même perspective, Bourdieu lie la question de l'accès au territoire aux différentes ressources que possèdent les individus. Selon Bourdieu, «dans la lutte pour l'appropriation de l'espace, ceux qui sont dépourvus de capital sont tenus à distance, soit physiquement soit symboliquement, des biens socialement les plus rares et condamnés à côtoyer les personnes ou les biens les plus indésirables ou les moins rares. Le défaut de capital intensifie l'expérience de la finitude, il enchaîne à un lieu (Bourdieu, 2003 : 258)

Les caractéristiques communes aux analyses de Rousseau, de Weber et de Bourdieu se résument aux rapports sociaux inégalitaires. Outre les rapports, l'idée implicitement présente dans les analyses de ces auteurs est celle de la reconnaissance. Le premier homme ayant enclos un terrain devient propriétaire de celui-ci si seulement s'il trouve des gens simples pour le reconnaître comme tel et le croire. De même, chez Weber, le groupement politique en question ne parvient pas à s'imposer et dicter leurs règlements que lorsqu'ils auront été reconnus comme occupants du territoire.

Selon Weber, les règlements imposés font partie des relations sociales pour exclure ou inclure des individus ou d'autres groupements. Il parle de « fermeture rationnelle d'une relation sociale » c'est-à-dire de l'action des membres d'une collectivité donnée à se refermer sur eux-mêmes dans leurs activités visant à défendre leurs intérêts spécifiques et à atteindre des objectifs donnés. La « fermeture rationnelle d'une relation sociale » permet à ses membres de satisfaire « des intérêts internes ou externes, soit d'après leur but ou le résultat, soit par une action solidaire, soit par un compromis entre les intérêts » (Weber, 1995 :82). Dans l'optique de Weber, le sentiment subjectif d'appartenir à une même communauté, participe non seulement à la définition de la relation sociale mais aussi motive les individus, dans certaines circonstances à agir ensemble à partir des normes et principes qu'ils se sont fixés. Dans ce processus, l'État, en tant qu'il détient le monopole de l'exercice de la violence légitime joue un rôle central dans la reconnaissance et la gestion des territoires

#### **4.3.1 La reconnaissance étatique comme incitatif aux occupations irrégulières et relégation des populations marginalisées**

Divers auteurs, entre autres, Deboulet (1990), Behar et Estèbe (1999), Bourdieu (2003), López-Peláez et Gonzalez (2008), Bautès et Reginensi (2008) parlent, dans des

contextes différents, du rôle de l'État dans la gestion du sol, notamment en milieu urbain. Se référant à l'occupation des terrains par des squatters en périphérie du Caire Deboulet (1990) affirme que dépendamment de la politique étatique, les comportements collectifs des habitants peuvent varier. Selon elle, si l'État décide de laisser faire, de protéger ses terrains, de faire table rase des quartiers de squatters ou encore de régulariser, le comportement collectif des habitants ainsi que leur rapport à l'espace habité va être différent. Mais «l'absence totale de reconnaissance ajoutée aux menaces de destruction qui pèsent sur le quartier après deux passages de bulldozer, freinent le processus de stabilisation de l'habitat» (Deboulet, 1990 : 85). Cependant, l'État peut intervenir par l'intermédiaire de sociétés publiques de distribution d'eau, de raccordement au réseau électrique affichant ainsi une contradiction évidente entre le maintien de l'absence d'un statut légal du terrain et une certaine reconnaissance de fait. Dans la perspective de Deboulet, la lutte pour l'obtention d'infrastructures est une autre facette de l'action des regroupements informels d'habitants dont l'objectif est d'acquérir une plus grande autonomie dans la constitution de l'espace urbain. Pour cette auteure, la fabrication de «quartiers non réglementés» sur des terres gouvernementales ne doit pas être abordée seulement sous l'angle du calcul économique. Elle se réfère au découpage des terres des zones de Istabl'Antar loties par des groupes de spéculateurs fonciers dans une logique de séparation de parcelles liée à la stratification sociale du quartier et même à ses représentations symboliques. Quand il y a des lotisseurs au moment de l'occupation irrégulière d'un terrain «le groupe d'accapareurs fonciers va être tenu de rétrocéder gratuitement une partie des terrains à des membres de leur communauté d'origine ou à des parents. De même la marge d'intervention des primo-arrivants reste importante : ce sont eux qui, à l'origine du processus, vont choisir leur zone de prédilection, l'emplacement et la taille de la parcelle, rarement prédécoupée. La division parcellaire s'effectue à la demande et suit des règles d'implantation d'autant plus consensuelles que l'occupant désire s'installer à proximité de parents ou de proches du même district » (Deboulet, 1990 : 94)

Selon une telle analyse au sein des populations qui ne disposent pas de moyens adéquats pour accéder au marché du logement et du sol, on trouve des lotisseurs dont l'action n'est pas seulement déterminée par la faiblesse des revenus mais aussi par des dimensions liées à la communauté d'origine ou à des liens parentaux. Dans ce sens, la reconnaissance ou la régularisation par l'État de quartiers formés à partir d'un tel processus ne peut que renforcer indirectement de tels liens. Cependant, l'implantation irrégulière des populations sur des terrains publics peut être aussi de type collectif ou

communautaire sans intervention préalable de lotisseurs. Dans ce contexte, selon Deboulet, le calcul du coût économique est encore moindre par rapport aux occupations faites par des lotisseurs.

À côté de l'analyse de Deboulet, sur des quartiers non réglementés au Caire, Vega, se référant aux défis auxquels font face les gouvernements locaux de la zone métropolitaine de Mexico en lien avec la régularisation des terrains irrégulièrement occupés, parle d'effets pervers de la politique de régularisation de la terre dans des municipalités de la zone orientale de la capitale fédérale. Selon elle, la politique de régularisation des terrains irrégulièrement occupés, encourage des lotisseurs clandestins ainsi que les futurs acheteurs. Au terme d'une étude menée dans cette zone, Vega affirme que dans ces municipalités, il n'y a pas une réserve territoriale qui permette d'offrir des programmes de vente de terrain bon marché à la population aux ressources précaires. Donc, dit-elle, on n'a pas pu freiner la spéculation de la terre. Il y a des terrains qui en peu de temps ont été offerts à des prix élevés, et ce processus n'est pas contrôlé. Selon elle, cela nécessite l'intervention de l'État, en vue d'imposer des règles à celles du marché capitaliste en vigueur (Vega, 2005). Tout en reconnaissant que les occupations irrégulières de terrain parviennent à apporter une certaine réponse à la demande de logements par des pauvres, Vega dénonce la politique de reconnaissance des autorités gouvernementales qui encourage, selon elle, une croissance irrégulière en périphérie de la zone métropolitaine. Cette croissance irrégulière s'explique, selon elle, par la permissivité des autorités dans l'occupation des terrains, car l'État, en intervenant et en régularisant la tenure foncière, reconnaît le droit de possession qu'avait accordé le lotisseur à des acquéreurs de faibles ressources. Certaines fois des lotisseurs ou des intermédiaires vendent clandestinement des parcelles occupées, obligeant ainsi ceux qui détiennent la propriété à accepter une situation de fait (Vega, 2005)

Vélez-Guerra, dans la même perspective que Deboulet et Vega, révèle certains méfaits des programmes de régularisation des terrains occupés par les populations pauvres mise en place par l'État au Sri Lanka. Analysant la pauvreté urbaine et ses conséquences sur l'environnement dans des quartiers de Colombo au Sri Lanka, il révèle plusieurs conséquences de la reconnaissance des terrains irrégulièrement occupés. Les attentes créées par les programmes de régularisation tendent à inciter, selon lui, un plus grand nombre de pauvres à se placer en situation d'irrégularité. La régularisation laisse aux propriétaires fonciers et aux promoteurs «pirates» libre cours pour augmenter brusquement et considérablement la valeur des terres en subdivisant celle-ci illégalement. Selon Velez-Guerra, la régularisation déséquilibre encore

davantage le marché foncier et immobilier en modifiant soudainement le statut d'occupation, qui passe de l'insécurité et l'illégalité absolues ou partielles à la sécurité et la légalité complètes. Quatrièmement, l'octroi des titres de propriété peut entraîner une flambée des prix des terrains dont les locataires subiront les répercussions (Vélez-Guerra, 2006). Néanmoins, les programmes publics de régularisation n'ont pas eu que des effets pervers car, reconnaît l'auteur,

« L'insécurité du régime foncier dans les quartiers informels perpétue à son tour le cycle de la pauvreté et de la dégradation environnementale, condamne les pauvres à une exposition à vie aux risques environnementaux, entraîne la marginalisation socio-économique des pauvres et alourdit les pressions sur l'environnement» (Vélez-Guerra 2006 : 12).

La reconnaissance ou la régularisation par l'État des terrains occupés peut servir de catalyseur important en vue de la consolidation des communautés dans leur milieu, de l'amélioration de leurs conditions de logement, de la réduction de l'exclusion sociale et de l'obtention des services environnementaux tels que les systèmes d'eau et d'assainissement ainsi que l'électricité.

Ces auteurs mettent l'accent, entre autres, sur les politiques des autorités gouvernementales dans le processus de reconnaissance ou de régularisation des terrains occupés irrégulièrement par les populations marginalisées tout en soulignant des effets bénéfiques ou pervers de la décision des autorités gouvernementales de régulariser ou de reconnaître des terrains occupés par des populations pauvres. Dans les paragraphes qui suivent sont présentées des analyses d'autres auteurs pour qui les politiques de reconnaissance peuvent être aussi une manière de circonscrire ces populations en marge de la ville.

Traitant de la ségrégation liée au territoire dans des sociétés industrialisées, entre autres, Grafmeyer affirme qu'il y a ségrégation lorsqu'il y a

« Dissociation physique de groupes (sociaux, ethniques religieux) et que cette dissociation constitue un principe fondateur de l'organisation sociale, le groupe dominant se donnant les moyens de s'imposer à ceux qu'il «ségrègue» (Grafmeyer 1996 : 209).

Selon l'auteur, la ségrégation peut revêtir diverses formes. Elle peut se manifester sous forme de différences entre les groupes sociaux; elle est une hiérarchie, elle prend une forme de fractures. Il identifie certains déterminants de la division sociale de l'espace. Parmi ces déterminants, les inégalités en constituent un des types principaux, à côtés des «hiérarchies de statut de pouvoir» et des « modèles diversifiés de rapport à l'habitat et d'appropriation de l'espace».



À côté de l'analyse de Grafmeyer, Vidal, affirme que, soit pour contrôler les déplacements des populations, soit pour améliorer l'insertion des territoires à la structure urbaine, on pose la question de la place à accorder au pauvre comme étant liée celle de son rapport à l'espace. Selon l'auteur, la recherche urbaine a montré que le quartier populaire a pu être, de façon historique, pour les citadins les plus défavorisés, un lieu d'identification et de solidarités au lieu d'une zone de relégation et d'isolement (Vidal, 1999). Dans la perspective de Vidal, les habitants des quartiers populaires sont souvent présentés et même définis à travers les épithètes ou les attributs de leur lieu de résidence. Dans la sphère de l'opinion publique, notamment dans les médias et dans des institutions publiques, selon que le quartier est stigmatisé, on peut présenter les résidents de ces lieux, moins par leur nom que par les attributs négatifs collés à ces quartiers. Ceci est lié à la façon dont les gens accèdent entre autres aux services urbains dans les sociétés. Dans ce sens, Vidal affirme :

« Dans les sociétés où l'inégalité est tenue comme fondée en nature, l'allégeance à un maître ou à un pouvoir politique ou religieux, assure à celui qui se trouve en situation d'infériorité une position qui, pour subalterne et fragile qu'elle soit, lui permet de se construire une identité sociale positive » (Vidal, 1999 : 7).

Bourdieu affirme en ce sens que l'État détient un immense pouvoir sur l'espace à travers la capacité qu'il a de faire le marché du sol, du logement et aussi, pour une grande part du travail et de l'école. Selon l'auteur, dans la mesure où l'État favorise la construction de groupes homogènes à base spatiale, cette politique est pour une grande part responsable de ce que l'on peut observer directement dans les grands ensembles dégradés ou les cités désertées par l'État (Bourdieu, 2003).

L'analyse de Bourdieu concerne surtout la société française où, selon Behar et Estèbe (1997), l'État dans le cadre de la formulation des politiques territoriales passe « de la discrimination positive à la dérogation » (Behar et Estèbe, 1997). Dans leur analyse des politiques publiques liées aux territoires en France, ces auteurs citent la *Loi pour l'aménagement et le développement du territoire* (LOADT) ainsi que le « pacte de relance pour la ville » (PDR). Selon ces auteurs, le PDR puise dans la LOADT certaines dispositions pour tracer des périmètres dénommés respectivement Zones Urbaines sensibles (ZUS), zones de redynamisation urbaine (ZRU) et Zones franches urbaines (ZFU). Ces zones ont été ainsi nommées en tenant compte de mesures statistiques présentant la proportion d'étrangers de moins de 25 ans, de chômeurs de longue durée et de sans diplôme dans la population totale. Selon Behar et Estèbe, ce sont des périmètres strictement tracés qui font l'objet de négociation entre maires et préfets, entre la délégation interministérielle à la ville et le Ministère des finances

(Behar et Estèbe, 1997). Il s'agit de zones urbaines en difficulté qui font l'objet de mesures spécifiques et précises destinées à les remettre à niveau.

Ce qui porte les auteurs à parler du passage de la discrimination positive de dérogation. L'application de telles mesures ne se limite pas seulement au contexte français. D'autres auteurs révèle qu'en Amérique latine, par exemple, certains gouvernements mettent en place des politiques qui stigmatisent les populations de certains territoires. López-Peláez et González traitant de « marginalité et inclusion urbaine à Medellin (Colombie) » affirment que, pour contrôler l'expansion de l'habitat informel sur les collines environnant la ville de Medellin, les autorités gouvernementales ont adopté des dispositifs de planification qui se sont limités à établir des limites urbaines formelles, laissant la ville informelle à l'écart de toute initiative de planification. Selon les auteurs, à partir des années 1970, un changement survient. On commence par intégrer progressivement ces espaces à la ville formelle à travers de nouveaux programmes privilégiant des approches centrées plus sur l'intégration que sur la marginalisation des quartiers informels. Selon les auteurs, depuis les premières initiatives reconnaissant ces invasions et oeuvrant à leur amélioration, jusqu'à la construction d'infrastructures d'envergure et la mise en place du Projet Urbain Intégral (PUI), bien des dispositifs ont été adoptés. Néanmoins, malgré les efforts et des avancées remarquables dans les conceptions de ces phénomènes comme dans les modes d'action engagée, l'actualité fait état de processus durables d'exclusion sociale (López-Peláez et González, 2008). Dans d'autres villes des pays du sud comme par exemple au Cambodge, l'État mène une politique peu différente à celle des autorités à Medellin.

Dans la périphérie de Phnom Penh au Cambodge, Clerc, en référence aux rapports de l'État avec les populations établies dans des quartiers informels ou non reconnus publiquement, décrit l'évolution historique des politiques étatiques vis-à-vis des populations établies dans des zones non autorisées par le gouvernement. Sous le régime communiste des Khmers rouges, la terre appartenait à l'État. Les habitants n'avaient qu'un droit de jouissance et de succession et devaient obtenir une autorisation de résidence. À cette époque, on faisait la distinction moins entre habitants des quartiers formels et informels qu'entre les personnes autorisées à résider quelque part et les autres (Clerc, 2006). Après que les troupes vietnamiennes aient quitté le Cambodge en 1989, la royauté est revenue avec l'élaboration d'une nouvelle constitution qui a reconnu la propriété privée des terrains pour la résidence et l'agriculture familiale. D'après l'auteure, tous les chefs de familles ont pu, cette année-là, faire la demande à l'État de la propriété de la résidence qu'ils occupaient et du petit terrain agricole qu'ils cultivaient.

Les terrains non appropriés restaient propriété de l'État. De 1989 à 1993, le Cambodge connaît afflux de capitaux et de population ainsi qu'un développement des marchés fonciers et immobiliers. Avec l'aide internationale et des ONG, on commence par reconstruire la capitale. D'une part, on assiste au retour des déplacés et des réfugiés des camps de Thaïlande. D'autre part, la démobilisation des militaires, l'exode rural alimenté par l'insécurité dans les campagnes, la poursuite des combats en zone rurale, la migration des paysans sans terres ou dont les terres restaient minées ont favorisé le déplacement d'importantes couches de la population cambodgienne vers les villes, particulièrement vers Phnom Penh, sa capitale. Ainsi, les quartiers informels ont commencé à réapparaître.

Les rapports des autorités avec les habitants de ces quartiers, dans un premier temps, consistaient à les déguerpir. Selon Clerc, les autorités municipales détruisaient les quartiers et expulsaient leurs habitants sans indemnités lorsque le terrain occupé devait être libéré pour la réalisation d'infrastructures, de travaux d'embellissement, pour rendre un terrain à sa vocation première (pagode, ambassade...) ou pour attribuer un terrain à un investisseur (Clerc, 2006). Mais tandis que les autorités expulsaient violemment les populations des quartiers, des actions ont été organisées en leur faveur. C'est ainsi qu'en 1993 et 1994, la municipalité et des ONG ont réalisé ensemble un premier état des lieux de ces quartiers et un séminaire national. A partir de ce moment, bien que la municipalité poursuivît les évictions forcées, son bureau des affaires urbaines a commencé des études s'intéressant au relogement sur place de plusieurs quartiers informels. Les quartiers passent de la désignation de squatter à celle de communauté de pauvres. L'administration municipale a accepté, alors, des compromis et une reconnaissance partielle de certains quartiers (Clerc, 2006).

Qu'ils parlent de la reconnaissance comme incitatif aux occupations irrégulières de terrains ou comme moyen de circonscrire les populations marginalisées dans des zones de relégation, les analyses de ces auteurs ont en commun que l'État joue un rôle fondamental dans la reconnaissance ou bien la régularisation des populations vivant dans des zones urbaines spécifiques. Les inégalités sociales sont aussi au cœur de la situation de ces populations, de telle sorte que les revendications de reconnaissance ou de régularisation s'inscrivent dans ces rapports sociaux inégalitaires. Tant que l'État fait des découpages territoriaux pour reconnaître ou attribuer des identités, il participe à la définition de ces identités ou de leur reconnaissance publique liée au statut de la zone dans laquelle vivent ces populations. Même si le rôle de l'État est indispensable pour la reconnaissance et l'établissement des populations dans des zones données, à partir des

années 1980, dans des pays du sud notamment, des organisations non gouvernementales (ONG) ont commencé par s'impliquer auprès des populations vivant en marge des grandes villes en offrant de services qui se traduisent comme une reconnaissance implicite de ces populations, selon que ces ONG sont légalement reconnues par l'État et autorisées à desservir ces populations. Dans la section qui suit sont présentées quelques conceptions de la reconnaissance des ONG et de leurs rapports avec les organisations communautaires de base (OCB), eux-mêmes fondées sur la reconnaissance publique de ces OCB.

#### **4.4 Reconnaissance des ONG au sud**

Les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires de base (OCB) sont des acteurs importants dans la desserte des quartiers pauvres en services collectifs. Par rapport aux ONG, il en existe divers types : celles qui réalisent des actions humanitaires face à des besoins immédiats de survie matérielle dans différents domaines tels que la santé, l'habitat, la nourriture et le vêtement ; celles qui entreprennent des actions d'appui au développement local et celles qui appuient les luttes sociales<sup>25</sup>. Cependant, malgré leur spécificité d'intervention, les ONG, pour intervenir auprès des populations dans des pays du sud doivent être légalement reconnues. Pour ce, elles doivent se définir comme étant apolitique et sans but lucratif.

Au Cambodge, plus de dix ans après le départ des troupes vietnamiennes et l'autorisation de la propriété privée pour construire son logement, l'État décida de régulariser des quartiers érigés à partir des occupations irrégulières. Clerc, traitant des effets controversés des politiques urbaines et de la lutte contre la pauvreté, dans ce contexte, identifie trois acteurs de ce processus : l'État, des organismes de coopération bilatérale et des ONG locales. Les ONG locales reçoivent leur financement des agences de coopération bilatérale des pays comme la Nouvelle Zélande, le Japon, et l'Allemagne dans le cadre des programmes de UN-habitat qui est un des organismes des Nations Unies. À l'aide de ce financement, les ONG ont mis sur pied quatre projets dénommés *Land sharing*. Selon l'auteure, un de ces projets a démarré, et 1 800 logements devaient être construits afin de reloger des familles sur place. En dépit du démarrage de ces projets fait-elle remarquer, l'État n'a pas mis en place de politique formelle de réhabilitation et de régularisation, malgré qu'une commission a été formée pour mettre

---

<sup>25</sup> Voir l'éditorial du Centre Sud (1988). Par rapport à la typologie présenté, il est dit « qu'étant donné les contradictions internes et externes des sociétés et la diversité idéologique et sociale des ONG, les trois types d'actions peuvent remplir des fonctions, soit de reproduction sociale, soit de transformation » (Centre Sud, 1988 : 9)

en place une politique nationale de logement (Clerc, 2001). Les projets de «*land sharing*», se sont butés également sur la question foncière car il n’y a pas de cadre légal à cet effet. Le Conseil des ministres a désigné ces projets comme étant des projets de concession sociale pour autoriser leur engagement sans qu’ils rentrent vraiment dans un programme gouvernemental officiel des concessions sociales. Des trois acteurs identifiés Clerc, l’État semble jouer simplement un rôle régulateur, dans le cadre de l’attribution des terrains et de la régularisation des terrains envahis. Quant aux agences de coopération, elles constituent les bailleurs de fonds des ONG locales qui réalisent les projets avec les populations. Les populations sont donc plus proches des ONG que des instances publiques étatiques.

Dans d’autres pays comme, par exemple, le Brésil, les ONG contribuent aussi à la régularisation des terrains occupés par des populations pauvres. Abordant le thème de la reconnaissance publique des acteurs collectifs de l’agriculture familiale dans le Nord-est du Brésil, Sabourin et al. étudient trois cas d’appui public à des dispositifs collectifs de gestion de ressources communes et de production d’innovation qui sont la distribution des titres de propriété collective aux pâturages communs sur la forêt sèche à Bahia ; la reconnaissance des banques communautaires de semences locales par l’État ; l’appui à l’articulation du semi-aride pour la construction de Citerne de stockage de l’eau par le gouvernement (Sabourin et al. 2005). C’est pour éviter l’invasion illégale de certains pâturages à Bahia que l’État a mis en place un programme de reconnaissance des propriétés collectives en faveur des communautés paysannes qui les géraient sans avoir eu aucun statut. Les projets mis en place ont encouragé, entre autres, la création des associations d’éleveurs. Ces associations ont reçu des ONG du financement pour construire les citernes de stockage de l’eau sous forme de crédit. Selon Sabourin et al. « reconnaître, récupérer ou maintenir ces pratiques signifie donc préserver les structures sociales et économiques qui les assurent et les valeurs humaines qu’elles produisent, ce qui se passe par la reconnaissance du nom, du savoir et du geste des agriculteurs » (Sabourin et al. 2005 : 3). Comme dans le cas précédent, les ONG jouent un rôle important en fournissant un certain financement pour la réalisation du projet, participant ainsi à la reconnaissance des communautés.

Le dernier exemple choisi pour illustrer les rapports des populations marginalisées avec l’État est celui du quartier dénommé *El Mezquital*, au Guatemala. Selon Andrés et al., *El Mezquital*, fondé en 1984, suite à une occupation de 35 hectares par près de 1 500 familles aux alentours d’une zone résidentielle. Les premiers rapports des autorités gouvernementales avec les populations étaient des rapports de

confrontation en vue de déloger les squatters. Mais les familles ont su résister. Les tentatives d'expulsion des squatters ayant échoué, ces populations ont été abandonnées à leur sort. Les quartiers ont attiré davantage de monde ; ils se sont étendus et consolidés avec la mise en place de conseils de gestion communautaire dans les différents sous-quartiers (Andrés et al. 2000). Il s'est formé ainsi toute une panoplie d'organismes communautaires de base au niveau de tout le bidonville. Face à leur abandon par le gouvernement, les résidents ont eu recours à des branchements illégaux pour s'approvisionner en eau et en électricité. De là vont déferler sur les quartiers différentes organisations non gouvernementales, nationales et internationales pour apporter leur appui suite à une épidémie de typhoïde, en 1985 et 1986 (Andrés et al. 2000). Face à cette situation, une organisation communautaire responsable au niveau de tout le bidonville a entrepris des démarches auprès du Comité national de reconstruction en vue de réaliser un premier programme d'amélioration urbaine. Mais les démarches ont été vaines. Devant le refus de l'État, les populations se sont tournées. En 1994, un appui a été apporté par la Banque mondiale, l'UNICEF et le Comité national de reconstruction pour la mise en oeuvre du programme de développement urbain d'El Mezquital. Divers projets ont été réalisés, entre autres, la construction de canaux d'égouts, le relogement des familles dans des conditions sanitaires, la construction de nouvelles maisons et leur approvisionnement en électricité et en eau potable (Andrés et al. 2000). Comme dans les deux autres exemples, on trouve les ONG au cœur de la réalisation des projets à l'intention des populations. Elles travaillent, dans le cas du bidonville de El Mezquital, en partenariat avec les organismes communautaires de base. Les populations ne reconnaissent pas l'État comme étant capable de fournir les services appropriés. Elles se tournent vers les ONG, qui sont à leur tour financées par des organismes de coopération multilatérale

Il ressort des expériences faites au Cambodge, au Brésil et au Guatemala que les populations concernées par ces politiques de reconnaissance ou de régularisation des terres occupées que les populations sont des populations pauvres. On trouve aussi plusieurs acteurs impliqués dans le processus de reconnaissance ou de régularisation : l'État pour les formalités légales de la reconnaissance, les populations par rapport aux stratégies développées, les ONG pour exécuter ou faire exécuter des projets, les agences de coopération bilatérale ou multilatérale comme bailleurs de fonds des ONG.

Petras et Veltmeyer, se référant à l'action des ONG dans les pays du sud, affirment qu'elles font partie des méthodes qui visent à réduire le pouvoir des mouvements sociopolitiques qui luttent pour une transformation généralisée des

structures de l'emploi, de la santé publique et de l'éducation (Petras et Veltmeyer, 2001). Selon les auteurs, ce sont des agences privées financées par des gouvernements d'Europe, des Etats-Unis et par la Banque mondiale. En d'autres termes, les ONG dans les pays du sud sont financées par des gouvernements des pays du nord à travers des programmes de coopération. Corsino, à propos du rôle des ONG dans le développement parle d'«Entités de coopération au développement international» (ECDI) qui sont «des entités particulières, en général, sans but lucratif, ayant siège dans les pays industrialisés et qui appuient l'exécution de projets et de programmes de développement dans le tiers-monde où elles trouvent des partenaires, des représentants ou des consultants» (Corsino 2001 : 48). La reconnaissance constitue l'élément central de fonctionnement et d'action de ces entités, soit dans leurs rapports avec les gouvernements des pays du sud, soit avec les partenaires locaux ou des organismes communautaires de base. Dans certains pays du tiers-monde, les gouvernements sont incapables de financer des ONG ou des organismes communautaires de base ; ils ne peuvent pas non plus répondre aux besoins des populations marginalisées. Dans ce sens, ce sont les ONG qui prennent le relais.

#### **4.5 La reconnaissance comme participation et redistribution**

La reconnaissance comme participation et redistribution est aussi posée comme étant une thématique liée à l'injustice sociale. Les structures sociales sont génératrices d'inégalités matérielles qui s'accroissent tant sur le plan des revenus et de la propriété que sur celui de l'accès à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé ou aux loisirs, ou encore plus dramatiquement, dans l'apport calorique ou l'espérance de vie et sur les taux de morbidité ou de la mortalité (Fraser, 2004). Selon Fraser, pour résoudre ce problème, il faut reconnaître et redistribuer, en d'autres termes, il faut entreprendre des réformes structurelles dans le processus de la répartition des biens et des richesses et dans les politiques de reconnaissance. Selon elle, c'est une injustice sociale liée au mode de répartition des biens et des richesses et aux dispositifs institutionnels de reconnaissance. Elle élabore une conception bidimensionnelle de la justice sociale qui condense à la fois « les revendications fondées d'égalité sociale » et « les revendications de reconnaissance ». Dans la perspective de Fraser, la redistribution comprend :

« Toutes les formes de féminisme et d'anti-racisme qui cherchent dans les transformations ou les réformes socio-économiques, un remède aux injustices relatives au genre, à l'ethnie ou la race, tandis que la reconnaissance rassemble tous les mouvements qui cherchent à réévaluer des identités injustement dépréciées et qui

trouvent leur expression dans le féminisme culturel, le nationalisme culturel noir, l'anti-racisme et le féminisme déconstructiviste » (Fraser, 2004).

La reconnaissance et la redistribution se distinguent sous divers aspects clés, selon Fraser : la compréhension et l'interprétation des injustices, les remèdes proposés à ces injustices, la représentation des groupes victimes des injustices, les remèdes proposés à ces injustices, la composition des groupes victimes des injustices, la compréhension des différences entre les groupes. Ce qui est commun aux deux thèmes, c'est que la victoire contre l'injustice requiert à la fois la redistribution et la reconnaissance. Elle exige donc de déclarer injuste « le fait que des individus et des groupes se voient déniés de leur statut de partenaires à part entière dans l'interaction sociale en conséquence de modèles institutionnalisés de valeurs culturelles à la construction desquelles ils n'ont pas participé sur un pied d'égalité et qui déprécient les caractéristiques distinctives qui leur sont attribuées ». Selon elle, il revient donc aux individus et aux groupes de se faire une définition de « la vie bonne » et de se doter des moyens pour aboutir à cette fin sans violer les principes de la liberté des autres. Il faut donc une conception de la justice qui soit acceptable et acceptée par tous. C'est dans cette optique qu'elle affirme que

« Se voir dénier la reconnaissance, ce n'est pas simplement être victime des attitudes, des croyances méprisantes, dépréciatives ou hostiles des autres, c'est être empêché de participer en tant que pair à la vie sociale » (Fraser, 2004).

De là son concept de « parité de participation » qui implique deux impératifs. C'est, d'une part, la distribution équitable des ressources matérielles afin d'assurer aux participants l'indépendance et la possibilité de s'exprimer. Celle-ci est la condition objective de la parité de participation qui bannit, selon Fraser, les formes d'inégalités matérielles et de dépendance économique qui font obstacle à la parité de participation. D'autre part, le respect égal par les « modèles institutionnalisés d'interprétation et d'évaluation » pour tous ceux qui participent en vue d'assurer l'égalité des chances dans la recherche de l'estime sociale. C'est la condition intersubjective de la parité de participation qui met l'accent sur les préoccupations mises en évidence par la philosophie de la reconnaissance, entre autres, celles qui touchent à l'ordre statutaire de la société et les hiérarchies statutaires définies par la culture (Fraser, 2004).

La conception de Fraser offre deux axes d'analyse pour comprendre le problème posé par la reconnaissance. D'une part, la reconnaissance des groupes qui revendiquent la reconnaissance, par exemple, les mouvements anti-racistes, les mouvements des gais et des lesbiennes ou les mouvements des autochtones et des indigènes. D'autre part, l'axe institutionnel qui permet d'interpréter les inégalités matérielles entre différents



groupes sociaux. Tant les mécanismes de reconnaissance des groupes que les inégalités caractéristiques des populations sont déterminés par la structure sociale. Avec Fraser, parler des rapports de reconnaissance, ce n'est pas simplement être victime des attitudes, des croyances méprisantes, dépréciatives ou hostiles des autres; c'est être empêché de participer en tant que pair à la vie sociale, comme conséquence institutionnalisée de valeurs qui font de certaines personnes des êtres qui ne méritent pas le respect et l'estime, comparativement à d'autres (Fraser, 2004).

Fraser préconise la reconnaissance et la redistribution tout en encourageant la participation des populations porteuses des demandes de la reconnaissance à l'élaboration des politiques de reconnaissance en tant que partenaires. La participation citoyenne quoique importante n'est pas toujours objective car il y a risque de clientélisme et de vassalisation par les politiques en quête de capital politique. Par rapport à la reconnaissance, elle peut être mécanique ou manipulatrice à la phase de «méta-reconnaissance» c'est-à-dire ceux qui attribuent la reconnaissance peuvent le faire pour se décharger de leurs responsabilités légitimes en déléguant du pouvoir à d'autres acteurs porteurs des demandes de revendication, ou bien qui servent d'intermédiaires entre ceux qui demandent à être reconnus et ceux qui reconnaissent.

Dans la perspective de Fraser, assurer aux participants l'indépendance et la possibilité de s'exprimer, renvoie à la mise sur pied d'une politique délibérative qui permette à toutes les catégories sociales de prendre part à la chose publique à travers des mécanismes institutionnalisés. Dans cette perspective, Campion affirme que l'histoire de l'humanité, a été toujours marquée par ce dualisme entre des hommes qui pouvaient être qualifiés et comptés par leur valeur morale et/ou par leurs bien, et des «gens de rien», la multitude non ordonnée, non dénombrable et muette (Campion, 2000). En d'autres termes, depuis l'antiquité classique, les premiers formant l'aristocratie et l'oligarchie ont occupé tout le champ disponible de l'humanité; ils étaient comme l'incarnation même de l'humanité tandis que les seconds constituant le peuple, la masse, ne comptant pas, et n'étant pas non plus considérés comme des humains. Ils n'avaient pas droit à la parole. Ce droit leur a été dénié par les aristocrates et les oligarques qui occupaient le champ du logos. C'est ce qui avait porté Platon à décrire le « *demos* » comme un gros animal qu'on doit approcher et nourrir avec précaution, une créature capable de manifester des affects par des bruits (*phônai*, des sons de voix, non des paroles...), mais incapable censément de délibérer (Campion, 2000). Rancière utilise le vocable français de police dérivé de *politeia* pour désigner l'ensemble des lois et règlements qui régissent une telle organisation sociale (Rancière, 1995). Ceci constitue

un épisode de l'histoire sociale qui caractérise un État qu'on pourrait qualifier d'état de nature, mais un tel épisode se renouvelle à des moments précis et dans des contextes particuliers de l'évolution de l'histoire des sociétés comme par exemple l'esclavage des temps modernes.

Selon Campion, aujourd'hui, la scène de la politique apparaît donc comme un espace symbolique non homogène, constitué d'un lieu et d'un non-lieu, où se représentent la domination d'abord ignorante d'elle-même et la revendication de la reconnaissance, qui s'ignorait également jusque là. On y trouve des acteurs dont les uns paraissent exercer le langage selon un droit naturel et les autres s'efforcent de se faire reconnaître par un langage que les premiers prennent pour des grognements de bêtes (Campion, 2000). L'action devient inévitable et implique les deux parties ; elle consiste dans l'invention dramatique des modes de la reconnaissance des autres par les uns, tandis que le *pathos* de cette action réside dans les dénégations des uns, dans les appels des autres, et dans le trouble : celle qui exprime la loi ordinaire de la vie sociale et celle qui conteste cette loi, quelle qu'elle soit pour se faire reconnaître (Campion, 2000).

#### **4.6 Perspectives identitaires de la reconnaissance**

Outre Fraser et Campion qui abordent la reconnaissance sous l'angle de la participation et de la redistribution, en mettant, l'accent, sur la délibération de tous indistinctement, d'autres auteurs développent des perspectives centrées sur l'identité. Elles mettent l'accent, entre autres, sur la reconnaissance comme besoin de réalisation de soi et sur les politiques de reconnaissance des gouvernements à l'égard des groupes minoritaires.

##### **4.6.1 De la reconnaissance comme besoin de réalisation de soi**

Honneth présente plusieurs formes de mépris liées à la lutte pour la reconnaissance : les formes de sévices corporels qui empêchent à l'individu de disposer librement de son corps; des modes de mépris qui enlèvent à l'individu ou à des groupes d'individus la jouissance des droits au sein de la société; le jugement négatif sur la valeur sociale des individus. Il associe trois concepts à ces formes de mépris : la mort psychique (par rapport au premier type); la mort sociale (par rapport au second); la mortification et la blessure pour la troisième.

À partir de là, il élabore une conception de la honte en relation avec les attentes des individus. Il existe, selon lui, certaines perturbations qui font échouer les actes habituels des hommes, et cela se produit soit dans le cadre d'attentes de succès d'ordre instrumental, soit dans le cadre d'attentes comportementales d'ordre normatif. Le sentiment de honte peut avoir donc pour source l'individu quand celui-ci enfreint une norme morale, ou bien son environnement externe, ses partenaires d'interaction, quand ceux-ci enfreignent des lois morales qui devraient lui permettre de s'autoréaliser. À ce moment, peuvent émerger des sentiments de colère et de révolte. Pour l'auteur, l'expérience du mépris s'accompagne toujours de sentiments susceptibles de révéler à l'individu que certaines formes de reconnaissance sociale lui sont refusées (Honneth, 1992 :166). C'est à partir de là qu'il élabore sa théorie de la lutte pour la reconnaissance. Il qualifie, comme on l'a déjà mentionné dans le chapitre traitant des actions collectives, de *sociologie universitaire* ces théories qui ne tiennent pas compte de la dimension morale des actions collectives. Selon lui, les approches utilitaires cherchent à expliquer les mouvements sociaux à partir des intérêts socio-économiques tout en négligeant leur portée morale. Dans sa perspective, on peut parler de lutte sociale à partir des expériences de mépris vécues par les individus. Des expériences sont analysées par les sujets comme quelque chose qui n'affecte pas seulement leur « moi individuel » mais aussi de nombreux sujets. De là naît une sémantique collective d'interprétation de non respect des attentes de reconnaissance et les individus agissent collectivement en conséquence (Honneth, 1992)

À ces types de mépris sont associés des concepts : d'abord, la mort psychique liée au fait que l'individu dans ses rapports avec l'autre se voit empêché de disposer librement de son corps; ensuite, la mort sociale, c'est-à-dire l'exclusion sociale : l'individu ne parvient pas à jouir de ses droits dans la société dans laquelle il évolue. Enfin, la mortification et la blessure relative aux préjugés développés contre cet individu. À partir de là, Honneth formule sa thèse de la reconnaissance liée à l'expérience de l'individu dans ses relations intersubjectives :

« L'expérience de la reconnaissance est un facteur constitutif de l'être humain pour parvenir à une relation réussie à soi. Celui-ci a besoin d'une reconnaissance intersubjective de ses capacités et de ses prestations; si une telle forme d'approbation sociale lui fait défaut à un degré quelconque de son développement, il s'ouvre dans sa personnalité une sorte de brèche psychique par laquelle s'introduisent des émotions négatives comme la honte ou la colère » (Honneth, 1992 : 166)

L'équilibre mental de l'individu, sa façon d'agir, sa réussite et ses échecs dépendent donc de ses relations intersubjectives. L'individu s'attend à être reconnu et apprécié des autres, car dans la logique de l'auteur, l'expérience du mépris s'accompagne toujours de sentiments susceptibles de révéler à l'individu que certaines formes de reconnaissance sociale lui sont refusées.

Honneth distingue des formes de perturbations qui font échouer les actes habituels des hommes. Ces perturbations sont liées à la reconnaissance de l'individu de sa capacité d'agir. D'abord, les perturbations techniques relatives à l'attente de succès d'ordre instrumental. L'individu peut éprouver un sentiment de honte en se sentant diminué, s'il ne parvient pas à respecter un principe moral. Ensuite, des perturbations d'ordre normatif liées aux attentes comportementales. Il peut s'éclater donc des conflits moraux dans le monde social vécu. L'individu se sent donc accablé par un sentiment d'infériorité parce que ses partenaires ont enfreint des normes morales dont l'observance lui permettait de son côté de se reconnaître comme la personne qu'il souhaitait être (Honneth, 1992). C'est alors que peuvent éclater des conflits, des sentiments de colère et de révolte.

Dans le cadre de ces relations intersubjectives, Honneth distingue deux formes de visibilité : La non-présence physique et la non-existence au sens social du terme. Il émet l'hypothèse que « la différence entre ces deux formes de visibilité révèle ce qui doit être ajouté à la perception d'une personne – en vue de la connaître- pour la transformer en acte de reconnaissance (Honneth, 2004). La non-présence, en tant que forme de visibilité, ne signifie que la personne n'est pas là. Elle y est mais n'est pas prise en considération ou du moins, représente un objet sans importance, sans estime. Les dominants peuvent choisir délibérément de ne pas percevoir leurs subalternes en vue d'exprimer leur supériorité. Il cite en exemple des nobles qui se déshabillent devant leurs domestiques ou bien d'un propriétaire de maison qui ignore l'existence de la femme de ménage à cause de son statut. Il parle de regard à travers, c'est-à-dire la considération de la personne à partir de son rang, de son statut social. Le concept d'invisibilité prend alors un sens visuel, c'est-à-dire l'objet n'est pas présent comme objet dans le champ perceptif d'une autre personne, tandis que la visibilité physique exige que nous situions la personne dans un cadre spatio-temporel comme un objet pourvu des propriétés adéquates au regard de la situation (Honneth, 2004). Donc, un sujet « pour s'éprouver comme invisible en un sens figuratif (...) doit avoir déjà supposé qu'il a été reconnu en tant qu'individu dans l'ordre spatio-temporel... de ce

fait, l'invisibilité au sens figuratif présuppose la visibilité au sens littéral» (Honneth, 2004 :138)

Dans le regard à travers, se dessine un fait public au sens où celui qui est frappé par un tel regard ainsi que les personnes présentes peuvent confirmer que négliger ou bien ignorer une personne est une façon de l'humilier. Connaître une personne, dans cette perspective, c'est exprimer son identification en tant qu'individu tandis que la reconnaître est un acte « expressif par lequel cette connaissance est conférée avec le sens positif d'une affirmation ». L'identification et l'expression sont donc deux éléments dont la combinaison donne lieu à la reconnaissance. L'exemple des rapports entre les parents et l'enfant illustre le caractère performatif de la reconnaissance : les expressions faciales des parents signalent aux enfants qu'ils sont activement engagés dans des pratiques d'aide et de protection, ils aident à développer leurs moyens de réaction révélant ainsi une forme sociale d'investiture au monde. Certains gestes expressifs sont évoqués comme par exemple : sourire à un ami, faire un geste de remerciement à la femme de ménage (Honneth, 2004).

Il recourt finalement à l'idée kantienne du respect pour concevoir son concept d'intelligibilité de la personne dans le cadre des rapports de reconnaissance. Pour lui, considérer l'intelligibilité de la personne signifie considérer un être humain comme aimable, digne de respect ou de solidarité. Les gestes expressifs de reconnaissance signifient, pour Honneth, qu'un sujet a déjà opéré une limitation de sa perspective égocentrique de manière à valoriser l'autre personne en tant qu'être intelligible. Ainsi, il distingue l'acte de connaître de l'acte de reconnaître. L'acte de reconnaissance est, selon lui, l'expression visible d'un décentrement individuel que nous opérons en réponse à la valeur d'une personne. Ainsi donc, la reconnaissance précède la connaissance au moins génétiquement, dans la mesure où le très jeune enfant déduit à partir de l'expression du visage les « valeurs » des personnes avant d'être capable de comprendre son environnement de manière neutre (Honneth, 2004 :149)

La reconnaissance, donc, chez Honneth, désigne une attente fondamentale, un besoin subjectif, en ce qu'il relève de l'anthropologie philosophique : le besoin de reconnaissance est en effet l'une des caractéristiques de ce que l'on peut nommer une nature humaine, à condition d'ajouter que la nature humaine est toujours intersubjectivement et socialement constituée. L'individu qu'il nous présente, dans sa théorie de la reconnaissance, est un être de relations pour qui la reconnaissance, l'estime et l'intégration sociale constituent trois nécessités fondamentales en vue de son fonctionnement dans la société. Soit dans ses rapports avec ses parents et ses amis, soit

comme citoyen dont les activités et l'intégration sociale sont régies par un ensemble de normes, soit comme membre d'un groupe ou d'une communauté, l'individu a besoin d'entretenir de bonnes relations avec l'autre et d'être reconnu et respecté. Dans la perspective de Honneth, Renault considère que les attentes de reconnaissance sont intimement liées au processus de socialisation, parce que le rapport positif à soi étant intersubjectivement constitué dans des rapports de reconnaissance (Renault, 2006).

Enfin Honneth présente la question de la reconnaissance comme étant une affaire de réalisation de soi, alors que l'idée même de la reconnaissance relève de la justice (Fraser, 2004). Plus qu'une question de mépris, de dépréciation et d'humiliation, c'est une injustice que des individus et des groupes soient déniés du statut de partenaires à part entière dans l'interaction sociale en conséquence de modèles institutionnalisés de valeurs culturelles à la construction desquelles ils n'ont pas participé sur un pied d'égalité, et qui déprécient leurs caractéristiques distinctives ou les caractéristiques distinctives qui leur sont attribuées (Fraser, 2004 :157). Le modèle de Honneth ne permet pas de cerner les contextes dans lesquels se déroulent les luttes pour la reconnaissance et le rôle que joue l'État dans l'attribution et la gestion de certaines revendications de reconnaissance de la part soit de groupes ethniques soit de certaines populations vivant dans des zones de relégation de certaines grandes villes. Les rapports intersubjectifs entre des sujets qui demandent à être reconnus et d'autres qui ont le pouvoir de reconnaître ne sont-ils pas déterminés par des inégalités dans l'accès aux bien et ressources? Quel est le rôle des institutions dans l'attribution de certaines formes de reconnaissance et les problèmes inhérents?

#### **4.6.2 La reconnaissance des groupes minoritaires**

Taylor, considéré comme le père du concept de «politique de reconnaissance», attribue l'adoption de la politique de reconnaissance aux luttes pour la reconnaissance des minorités ethniques et culturelles. Le droit joue un rôle essentiel dans l'élaboration d'une telle politique. Il observe un passage de la reconnaissance perçue jadis comme honneur, à la reconnaissance définie comme dignité, faisant advenir ainsi une politique d'universalisme qui a mis en valeur la dignité universelle de tous les citoyens. Mais, fait-il remarquer, cette politique était aveugle aux différences entre les citoyens. L'auteur prône la politique de la différence qui doit garantir la reconnaissance et le respect des droits et de la culture des individus et des groupes sociaux notamment ceux des aborigènes (Taylor, 1992). Selon son approche, l'égalité des libertés d'action

subjectives, sous formes de droits fondamentaux, est accordée à tous les sujets de droit. Mais en cas de litige, les tribunaux ont pour impératif de déterminer les droits applicables ainsi que les personnes qui en bénéficient.

À côté de Taylor, Habermas parle de l'inclusion de l'autre en prônant le principe de l'égal respect pour tout un chacun sous la forme d'une autonomie protégée par le droit à laquelle chaque individu peut recourir pour réaliser son projet de vie (Habermas, 1996). Se référant à la conception de Taylor Habermas affirme que son interprétation du système des droits reste paternaliste parce qu'elle coupe le concept d'autonomie en deux. Selon Habermas, les destinataires des droits, pour être autonomes, doivent pouvoir se comprendre eux-mêmes comme les auteurs des lois auxquelles ils sont soumis en tant que sujets de droits privés (Habermas, 1996). Habermas parle, à ce sujet, de phénomènes apparentés qu'il ne faut pas confondre, en se référant au féminisme, au multiculturalisme, à la lutte contre l'héritage eurocentrique du colonialisme et au nationalisme. En ce qui concerne le féminisme, il n'est pas l'affaire d'une minorité mais il s'oppose à une culture dominante qui interprète le rapport entre les sexes de manière asymétrique, au détriment de l'égalité des droits (Habermas, 1996). Par rapport à la lutte des « minorités opprimées ethniques ou culturelles », Habermas fait une répartition en minorités endogènes lesquelles prennent conscience de leur identité, et minorités nouvelles se formant par la suite de l'immigration. Elles représentent chaque fois des défis différents. La question qui se pose est comment intégrer ces minorités à la société d'accueil sans provoquer de frustration, ou générer ce que Pourtois appelle la « mésestime sociale »

Certains auteurs parlent de « politique de la différence » (Kymlicka, 1995, Taylor, 1992) au sens où il faut respecter, tout en les intégrant, la culture des individus et des groupes ainsi que leur conception de la vie idéale<sup>26</sup>. En faisant explicitement allusion aux droits des aborigènes du Canada, Kymlicka plaide en faveur d'une politique de la reconnaissance en leur faveur. Il émet l'hypothèse que ces minorités veulent être membres à part entière de ce qu'il appelle « les sociétés libérales modernes », et conseille de reconnaître leurs droits. Ces droits semblent être plus des droits identitaires tels que la langue et les traditions culturelles qu'il cite dans le cas des aborigènes du Canada. Se référant à la plupart des groupes issus de l'immigration, il affirme que ces derniers, « de manière caractéristique recherchent l'intégration et la participation pleine et entière aux sociétés libérales et démocratiques dominantes » par

---

l'accès à l'éducation, à la technologie et aux moyens de communication de masse (Kymlicka, 2000 :145). Les premières politiques de multiculturalisme appliquées au Canada et en Australie à l'égard des groupes issus de l'immigration ont favorisé l'intégration de ceux-ci., soutient l'auteur, qui distingue deux catégories de droits minoritaires : le droit du groupe contre ses propres membres afin d'éviter la déstabilisation et la dissension interne; les droits du groupe contre la société dominante. Cette deuxième catégorie de droits vise à protéger le groupe contre les effets de décisions externes, entre autres, les décisions économiques et politique de la société dominante. Kymlicka pense que cette catégorie n'est pas incompatible avec le libéralisme et qu'il faut conférer aux groupes minoritaires divers droits afin « qu'ils puissent réduire leur vulnérabilité à la puissance économique et politique de la majorité dominante» (Kymlicka, 2000 :151).

Taylor ainsi que Kymlicka évoquent la nécessité de reconnaître et même d'accorder des droits aux minorités sans dire comment ces lois sont élaborées. Dans l'optique de Taylor, l'égalité des libertés d'actions subjectives doit être accordée sous forme de droits fondamentaux. Mais en cas de conflits, il revient aux tribunaux de déterminer les droits applicables et les personnes qui en bénéficient. Donc, commente Habermas, le principe de l'égal respect de tout un chacun ne vaut que sous la forme d'une autonomie protégée par le droit à laquelle tout un chacun peut recourir pour réaliser son projet de vie (Habermas (1996 : 210). Tandis que pour Kymlicka, il faut reconnaître aux minorités des droits de se défendre voire se protéger contre la société dominante.

En référence à la reconnaissance visant l'intégration des groupes minoritaires, Fischbach affirme qu'elle semble avoir pour objet de trouver une réponse à la question de savoir comment une société (supposée unifiée ou unifiante) peut parvenir à s'accommoder de la reconnaissance des spécificités sociales, culturelles des communautés ou des couches sociales qui la composent (Fischbach, 1993). En d'autres termes, cette analyse laisse l'impression qu'au niveau des sociétés, il n'y a pas de luttes ni de rapports sociaux inégalitaires et que reconnaître et inclure des groupes culturels, sociaux ou des minorités ne peut que renforcer ou contribuer davantage à la cohésion sociale.



## **Conclusion**

Dans ce chapitre, après avoir fait le point sur les perspectives hégéliennes et marxistes concernant la lutte en maître et esclave, et entre prolétariat et bourgeoisie pour s'imposer les uns aux dépens des autres, j'ai présenté différentes perspectives d'analyse concernant les stratégies de reconnaissance des populations qui ont occupé de manière irrégulière des terrains situés en périphérie des villes. Comme il s'agit de passer en revue des théories traitant des luttes pour la reconnaissance, j'ai passé aussi en revue des approches qui posent la problématique des luttes pour la reconnaissance comme étant des luttes identitaires. Tel qu'abordé dans ce chapitre, qu'il s'agisse de populations qui envahissent un terrain pour construire leur logement ou des politiques adoptées par les autorités publiques pour reconnaître ou régulariser la situation de ces populations, la reconnaissance en ce qui concerne l'accès aux territoires urbains par des populations démunies s'inscrit dans des rapports sociaux inégalitaires, c'est-à-dire les groupes qui cherchent à acquérir un emplacement aux alentours des centres urbains pour y habiter sont des gens aux ressources précaires, des défavorisés par rapport à d'autres groupes sociaux qui disposent de moyens pour habiter dans des quartiers huppés ou des zones résidentielles. Dans le processus de reconnaissance ou de régularisation de la situation de ces populations, si l'État est l'instance dotée du pouvoir de reconnaître légalement, elle se trouve dans une situation où pour offrir des services elle est supplantée par des organisations de la société civile, en particulier les ONG dans les pays du Sud. Et quand même elle serait en mesure d'offrir ces services, elle reconnaît ces populations en tant que populations démunies bénéficiaires de services destinés à eux spécifiquement. La régularisation par l'État de la situation des populations qui ont envahi des terrains peut être un incitatif à d'autres occupations. Elle est aussi fondée sur un principe de distinction et de discrimination, entre populations des quartiers riches et populations des quartiers pauvres conformément aux différentes approches développées par les auteurs sur des pays différents.

DEUXIÈME PARTIE. CITÉ DE L'ÉTERNEL, PORT-AU-PRINCE  
(HAÏTI)

## CHAPITRE 5. QUESTIONS DE RECHERCHE RÉVISÉES ET MÉTHODOLOGIE

Dans les chapitres précédents, après avoir formulé la question relative à la capacité d'action collective des populations, j'ai passé en revue divers courants théoriques autour de la marginalisation, des actions collectives et de la reconnaissance. Soit par rapport à la marginalisation, soit concernant la réalisation des actions collectives par des populations démunies, les approches se contredisent. En d'autres termes, si certains courants théoriques admettent que des populations des bidonvilles sont capables d'action collective sans être mises à contribution par les forces politiques, d'autres affirment le contraire. Ceci donne lieu à un débat qui me permet d'émettre certains questionnements concernant les populations de la Sierra Santa Catarina et de la Cité de l'Éternel.

### 5.1 Questions de recherche

Les questions portent sur plusieurs thèmes : la marginalisation des populations, leur capacité de réaliser des actions collectives, les conditions dans lesquelles celles-ci se réalisent et les rapports entre les populations marginalisées et les instances publiques et privées. Ainsi j'ai formulé les questions qui suivent. Chacune est un énoncé principal à partir duquel on peut formuler des questions secondaires.

Quelle est la capacité des populations de « Cité de l'Éternel » et de la « Sierra Santa Catarina » d'organiser des actions collectives ? La formulation de cette question nous renvoie à la notion de double registre des actions collectives telle que développée par Denis (2000) et me permet de formuler d'autres questions secondaires. Comment, d'une part, ces populations s'organisent-elles pour se doter d'un habitat et faire face aux exigences de la vie quotidienne? D'autre part, quels sont les rapports développés avec les autorités étatiques pour obtenir la légitimation de leurs actes tout en préservant leur identité ? La première question concerne l'organisation interne de la répartition des territoires occupés ainsi que toutes les formes d'actions menées pour faire face à des besoins communautaires de base, entre autres, l'eau potable, les soins de santé primaires, l'éducation et l'électricité. Quant à la deuxième, elle est liée à la première et se rapporte aux actions entreprises auprès des autorités établies pour ne pas être délogées sur les terres occupées. Elle concerne aussi les stratégies mises en place pour préserver leur identité, c'est-à-dire pour être reconnues comme des populations vivant sur des territoires qu'elles ont occupés et sur lesquels elles veulent rester.

Les actions collectives réalisées par ces populations portent-elles uniquement sur des problèmes de dimension sociale ou bien abordent-elles en même temps des questions structurelles telles les inégalités dans l'accès aux services sociaux et de santé ainsi que des disparités quant à la répartition des services urbains ? À travers cette question, je cherche à comprendre si les actions collectives de ces populations portent uniquement sur des problèmes sociaux de dimension locale tels que la reconnaissance des populations établies respectivement à Cité de l'Éternel et dans des campements (predios) de la Sierra Santa Catarina, leur accès à l'eau potable, aux soins de santé de base, à l'éducation et à l'électricité, ou bien est-ce que ces actions collectives, tout en tenant compte de ces besoins collectifs posent des questions politiques tels que les rapports sociaux inégalitaires dans l'accès aux biens et aux services publics. Plusieurs questions peuvent être formulées à partir d'un tel énoncé, entre autres, quelles sont les finalités poursuivies par ces actions collectives? Quels sont les moyens utilisés pour atteindre les buts? Ces moyens sont-ils adéquats avec les finalités visées ? Les groupes et les organisations qui ont réalisé ces actions collectives sont-ils devenus des organismes d'exécution de projets communautaires qui renoncent à critiquer les normes institutionnelles comme par le passé, ou le cas échéant, ont-ils disparu de la sphère publique ? Qu'est-ce qui explique cette disparition ?

Dans quelles conditions ces populations réalisent-elles leurs actions collectives? Cette question nous permet d'aborder les contextes dans lesquels se réalisent les actions collectives et me renvoie aux concepts de « conduites dissociées » et de « pratiques structurées ou appropriation collectives » développés par des auteurs. Elle me permet aussi d'analyser les déterminants de la formation des associations avant et après l'occupation des territoires. Dans quel contexte ces actions collectives ont-elles lieu ? Les groupes issus des populations marginalisées ont-ils eu des alliés dans la réalisation de leurs actions? Comment les populations sont-elles parvenues à s'organiser pour occuper irrégulièrement des terrains ou mettre sur pied des réseaux d'organisation qui puissent négocier ou réaliser des projets communs avec d'autres instances (gouvernementales ou privées)? Quels sont les obstacles rencontrés dans la réalisation des actions collectives?

Dans le cadre des luttes pour la reconnaissance, quels sont les rapports entre ces institutions étatiques, les ONG, les ECDI et les politiciens et les populations établies dans les zones occupées de manière irrégulière? Cet énoncé concerne les stratégies développées par les populations pour aboutir à la reconnaissance de leur territoire par

les instances gouvernementales. Il me renvoie aux notions de reconnaissance stigmatisante ou discriminante ou encore à celles de frontières et de marques sociales caractérisant les rapports des populations marginalisées avec des secteurs comme les médias ou même des instances étatiques. A partir de cet énoncé j'ai formulé d'autres questions à savoir : quelles sont les stratégies de reconnaissance mises en place par les populations après les occupations ? Quels sont les rapports qui se développent entre les habitants des terrains envahis et divers secteurs tels que les médias, les ONG, les ECDI, les politiciens, entre autres ? Quelle est la nature des luttes pour la reconnaissance des populations ? S'agit-il de luttes limitées strictement aux populations des terrains envahis ou bien des luttes qui participent d'un mouvement général pour la reconnaissance des populations ayant occupé irrégulièrement des terrains ?

Les actions collectives réalisées par les populations, les interventions des ONG et des ECDI, l'engagement des militants ainsi que les activités des politiciens peuvent-ils favoriser une sortie de la marginalisation des populations concernées ? À partir de cet énoncé j'ai élaboré d'autres questions qui concernent entre autres les types d'action collective réalisée et leur pertinence pour trouver des solutions à des problèmes tels que l'éducation, le logement, l'emploi, les soins de santé considérés comme des services de base ainsi qu'à des services urbains tels que le drainage, l'assainissement, la sécurité publique, entre autres. Ainsi m'a été formulé la question à savoir : les populations, ont-elles accès à des services adéquats ? Cela m'a permis de considérer certains projets réalisés par les ONG et les ECDI notamment à la Cité. De même a-t-on, à partir de la formulation de cette question, mis en relief les démarches entreprises par les populations des campements. Ceci me permet de conclure avec un dernier questionnement : les luttes menées au niveau local telles que celles qui ont eu lieu à la Cité et dans les campements de la Sierra Santa Catarina, peuvent-elles résoudre le problème de la marginalisation des populations concernées ?

La formulation de ces questions donne lieu à de nouvelles interrogations liées à ce qui pourrait être considéré comme des hypothèses de recherche. J'en ai formulé plusieurs. Par rapport à la marginalisation des populations et des milieux dans lesquels elles vivent, tous les habitants de Port-au-Prince et de Mexico respectivement ne sont pas définies comme étant des populations marginalisées. D'ailleurs, en ce qui concerne les populations, on parle de marge parce qu'il y a des frontières ou bien des règles qui distinguent les modes de vie des gens. Ces modes de vie sont déterminés par la façon dont les populations accèdent aux ressources qui caractérisent leurs conditions d'existence. Ainsi, est-ce qu'on ne peut pas dire que la marginalisation des populations

de Cité de l'Éternel et des Campements à la Sierra Santa Catarina s'explique par leur accès différencié aux biens et aux ressources ? Ceci m'amène à un nouveau questionnement qui concerne la capacité d'action collective de ces populations. Tout individu, dans la perspective de la sociologie compréhensive, possède la capacité de comprendre, d'interpréter et de construire des relations. Ainsi, l'individu est un être de relations qui puise dans ses rapports avec des pairs ou des sujets de son environnement pour former des groupes et agir collectivement face à une situation donnée. Dans ce sens, est-ce que les liens d'amitié et de proximité ne facilitent pas la réalisation des actions collectives de ces populations ? Cité de l'Éternel et les campements de la Sierra Santa Catarina, étant considérées comme deux petits territoires comparativement à Port-au-Prince et à Mexico respectivement, les actions collectives réalisées dans ces espaces ne s'étendent pas à d'autres territoires des deux villes. Vu que les populations qui s'établissent sur ces lieux l'ont fait de manière irrégulière, on se demande si les actions collectives réalisées soit dans le cadre des stratégies de la reconnaissance soit pour accéder à des services urbains de base visent l'intégration des populations au milieu urbain ou bien le changement dans la manière inégale d'accéder aux biens et aux ressources.

### **5.6.1 Espaces, milieux, acteurs, événement et processus : l'échantillon de la recherche**

Cette recherche se fera à partir de deux histoires d'action collective survenues dans deux contextes différents. Elle tourne autour de quelques thèmes, entre autres, l'implication de différents acteurs dans les actions collectives, le rôle des populations locales, le rôle des réseaux et des associations mis sur pied dans les quartiers, la capacité des populations de réaliser des actions collectives, les stratégies de lutte pour la reconnaissance et la marginalisation des populations. Afin de répondre aux questions posées, la méthodologie adoptée est celle de l'étude de cas multiples. Pour Yin, l'étude de cas multiples doit permettre de déboucher sur des résultats similaires ou bien peut produire des résultats contraires pour des motifs préalablement énoncés. Il ne se limite pas à une seule méthode (*source of evidence*) (Yin 1989 : 96). Ainsi, j'ai utilisé plusieurs techniques pour mener à terme cette recherche : l'analyse documentaire, l'analyse cartographique, l'observation directe, les entretiens. J'ai fait ensuite une analyse transversale afin de comparer les cas et en tirer des conclusions.

Je définis un cas comme un espace où les associations locales, les ONG, les entités de coopération au développement international (ECDI) ainsi que des organismes gouvernementaux, en fonction des ressources dont ils disposent planifient, réalisent des actions dans les deux quartiers. Chacun des deux cas analysés dans cette recherche présente ses caractéristiques propres, malgré certaines similitudes entre eux.

Pour arriver à la compréhension de la capacité d'action collective des populations dans le cadre des luttes pour la reconnaissance, j'ai classifié les actions collectives réalisées en vue de leur comparaison. Ceci devrait nous permettre de tirer des conclusions par rapport au contexte dans lequel elles se sont déroulées. L'échantillon de la recherche se répartit comme suit : les milieux, les acteurs, les événements et le processus. Par rapport aux milieux, j'ai choisi de mener l'enquête au niveau de deux communautés : à Port-au-Prince, dans le bidonville dénommé « Cité de l'Éternel » et à Iztapalapa (Mexico), dans des campements situés à « la Sierra Santa Catarina ». En ce qui concerne les acteurs, ils sont choisis parmi les résidents de ces quartiers et des dirigeants des associations locales. Ainsi, j'ai réalisé des entretiens avec des responsables et membres des associations locales, des habitants des campements et de la Cité. Les critères retenus pour choisir les interviewés sont, entre autres, la résidence dans la communauté, la participation aux actions collectives, l'appartenance à une organisation quelconque de la communauté. Il n'est pas nécessaire que l'interviewé réunisse les trois critères pour participer à l'enquête.

S'agissant des événements sélectionnés, ce sont toutes les formes d'actions collectives entreprises par et dans ces populations pour obtenir la reconnaissance des territoires envahis et des services urbains à la «Sierra Santa Catarina» et à «Cité de l'Éternel». Quant aux processus, j'en ai analysé deux : Les actions collectives des populations de «Cité de l'Éternel» à Port-au-Prince et de la «Sierra Santa Catarina» à Iztapalapa (Mexico) pour obtenir la reconnaissance auprès des autorités gouvernementales des territoires envahis et pour avoir accès à des services de base. Il s'agit de processus collectifs pour l'analyse et la compréhension desquels il m'a fallu un ensemble de documents, entre autres, les bilans d'activités, les communiqués de presse, les écrits sur les actions collectives, les accords entre les acteurs et les groupes des populations marginalisées.

## 5.7 Informateurs-clés

Mes informateurs sont toutes ces personnes qui m'ont communiqué des informations sur mes deux sites de recherche : Cité de l'Éternel et les campements à la Sierra Santa Catarina. Ces gens n'habitent pas tous dans ces milieux. Dans le cas de la Cité, bien que nous ayons réalisé des activités dans des bidonvilles proches de ce quartier, après environ dix ans, pour y retourner, je suis allé rencontrer la coordonnatrice d'un programme de santé communautaire qui avait des animateurs qui intervenaient par le passé dans la Cité. Aussi ai-je parlé à deux animateurs qui ont même décidé de nous accompagner sur le terrain. Dans la Cité, après avoir parlé à quelques habitants à l'entrée principale, j'ai été référé à un centre de santé communautaire où j'ai parlé à des intervenants et des membres d'association locale qui nous ont fourni bien des détails sur la formation de la Cité, sa répartition en zones distinctes, les activités des gens et les références d'autres responsables d'associations locales susceptibles de mieux m'informer. C'est ainsi que j'ai rencontré quatre autres dirigeants de ces associations. La plupart d'entre eux ont même décidé de faire une visite des lieux avec nous. Les responsables de programme et des dirigeants d'association de base dans la Cité ont été nos principaux informateurs clés.

En ce qui concerne les campements à la Sierra Santa Catarina, la démarche a été un peu différente, puisque je n'avais jamais réalisé d'activité auparavant dans l'arrondissement d'Iztapalapa. J'ai cherché des informateurs, d'abord à «*Colegio de Mexico*» (Collège du Mexique) et de la «*Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales*» (Faculté latino-Américaine de sciences sociales, FLACSO) où nous avons étudié. J'espérais trouver, vainement, des professeurs ou des étudiants qui auraient réalisé des travaux dans ces lieux. Notre principale informatrice fut, en effet, une secrétaire à FLACSO qui avait, avec quelqu'un d'autre fait des interventions dans différentes communautés d'Iztapalapa. C'est elle qui m'a communiqué les premières informations sur les campements, en me référant à la coordonnatrice d'une association qui intervient en faveur des enfants (des indigènes) qui sont sans certificat de naissance dans la Cité. Avec cette dernière, j'ai pu atteindre d'autres personnes, entre autres, des vendeurs, des militants d'association de base qui m'ont fourni des informations sur l'histoire des campements, les luttes des populations et les conditions de vie dans ces milieux.



## 5.8 L'analyse documentaire

D'abord, pour construire la problématique et le modèle théorique, j'ai rassemblé des études réalisées par des chercheurs et publiées sous formes de livres, de rapports ou d'articles dans des revues spécialisées. Elles traitent, entre autres, de la capacité ou non des populations marginalisées de réaliser des actions collectives, de la possibilité d'instrumentalisation de ces actions, des pratiques structurées et structurantes de ces populations. Aussi pour dresser le profil de ces populations, savoir si elles sont impliquées ou non dans le circuit des échanges sociaux, ai-je consulté des données statistiques qui puissent renseigner non seulement sur le profil démographique mais aussi sur l'accès à des services de base tels que l'eau potable, les soins de santé, la scolarisation, les logements. Dans ce sens, l'observation directe nous a été d'une grande utilité.

Ensuite, par rapport à l'analyse du contexte dans lequel se produisent les actions collectives, j'ai regroupé plusieurs séries de données relatives aux indicateurs socio-économiques et à la conjoncture politique. En ce qui concerne des indicateurs socio-économiques, je me suis référé aux rapports des institutions nationales et des organismes internationaux tels que le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Cela nous a permis d'analyser la pauvreté par rapport à nos deux cas, afin de dresser le profil des populations marginalisées. Par rapport à la conjoncture, j'ai recueilli mes données de différentes sources, entre autres, dans des articles de revue, des ouvrages, des rapports de recherche et des mémoires traitant des mouvements sociaux et des actions collectives au Mexique (Mexico) et à Port-au-Prince.

Pour l'analyse de la capacité d'action collective de ces populations dans le cadre de leurs luttes pour la reconnaissance, j'ai puisé des informations recueillies dans des revues spécialisées, des ouvrages ou des rapports de recherche, des pamphlets<sup>27</sup>, des articles de journaux et des sites d'internet<sup>28</sup>.

---

<sup>27</sup> Nous reconnaissons que l'utilisation des tracts dans un travail scientifique pose des problèmes de crédibilité. Souvent le contenu des informations contenues dans les tracts n'est pas objectif. Mais nous procéderons comme l'avait fait Amadou Barry (1997) dans sa thèse doctorale soutenue avec succès au département de sociologie de l'Université de Montréal. Traitant des violences collectives en Guinée, il se référerait à des tracts toutes les fois que d'autres documents confirmaient l'information contenue dans les tracts où lorsque l'information était pertinente et unique.

<sup>28</sup> Les articles tirés des journaux et de sites d'Internet ne sont pas nécessairement des publications scientifiques, mais les informations qu'ils fournissent pourraient rentrer dans la constitution de notre banque d'information si leurs informations ne sont pas contradictoires ou contredites par d'autres sources d'information.

## 5.9 L'observation

Dans le cadre de mon analyse, j'ai fait aussi ce que Yin (1989) appelle les observations répétées afin d'observer les établissements des populations sur les terrains irrégulièrement occupés, l'état d'insatisfaction des populations, les logements ou les projets de logements sociaux en cours. Je me suis rendu en effet à plusieurs reprises sur le terrain pour observer les conditions de vie des gens, parler à des responsables de groupe de base, des résidents ordinaires des quartiers. Néanmoins, je n'ai pas fait d'observation participante. Dans ce sens, j'ai séjourné quatre mois à Port-au-Prince et quatre mois à Mexico. A Port-au-Prince, je me suis rendu à la Cité en moyenne trois fois par semaine. Quand je n'ai pas de rendez-vous pour faire des entrevues, je m'y suis rendu pour visiter les locaux de l'école communautaire, du centre de santé communautaire ou bien pour me promener le long des canaux qui déversent les égouts à la mer. J'ai assisté parfois à des travaux de corvées communautaires organisées pour nettoyer un canal de drainage qui traverse la Cité au sud. Aussi ai-je assisté à des activités informelles réalisées par des groupes de gens.

Dans les campements, les visites ont été moins régulières, car il ne m'était pas facile de me rendre seul. Tous les jeudis, à huit heures du matin je suis arrivé dans ces lieux. J'y suis resté jusqu'à quatre heures. Par moments, j'ai participé à des activités de l'association qui enregistrait les enfants sans certificat de naissance. Je remplis des formulaires de collection de données sur les conditions de vie des gens. J'ai assisté également à une corvée, un rassemblement en vue d'une marche et une cérémonie de remise de certificats de naissance. Je me suis promené dans tous les campements pour observer des types de logement, les activités de subsistance de la population et les services publics auxquels ils accèdent. Ceci m'a permis de mieux comprendre, tant à Port-au-Prince qu'à Iztapalapa, les conditions de vie des gens et les activités auxquelles ils recourent pour subsister et lutter en même temps. Mes observations ne se limitaient pas seulement aux campements, pour observer les activités de subsistance des populations. Il m'a été conseillé de me rendre à un quartier situé non loin des campements, dénommé Central de Abasto (Centrale d'approvisionnement). Ce sont des milliers d'entrepôt de produits alimentaires secs ou crus et de fruits de mer où des dizaines de milliers de travailleurs, venant de toutes parts de Mexico, particulièrement d'Iztapalapa, en vue de travailler dans l'informalité pour subsister et prendre, pour la plupart soin de leurs familles

### 5.10 Les entretiens

Pour analyser la capacité d'action collective des populations, outre les observations directes sur le terrain, j'ai interviewé des dirigeants de groupes de base, des membres de ces groupes et des intervenants dans ces milieux. Les entrevues avec les dirigeants et les responsables d'organismes privés portent, entre autres, sur la formation des associations, les occupations de terrain, des démarches entreprises auprès des instances publiques ou privées, les liens qui se construisent avec les structures ou acteurs intermédiaires et les finalités des rapports construits avec ces acteurs. D'autres thèmes ont été abordés comme par exemple les rapports des autorités publiques avec les populations soit dans le cadre de l'occupation des territoires, soit par rapport aux démarches pour obtenir la reconnaissance ainsi que des services publics.

Il ne m'était pas facile de réaliser les entretiens. Je peux résumer en deux catégories les problèmes auxquels j'ai fait face pour réaliser ces entrevues. Premièrement la peur ; c'était la contrainte majeure. Les gens ont peur de parler. Dans les campements, c'est de manière clandestine que certaines personnes se sont regroupées dans des endroits pour m'accorder séparément leur entrevue. Ces gens là, majoritaires, étaient très critiques vis-à-vis des dirigeants des campements. D'autres personnes nous ont délibérément accordé leur interview au quartier général d'un des dirigeants des campements. Ou bien, ils évitaient de répondre à certaines de nos questions qui concernaient la façon dont les actions collectives étaient organisées, ou bien ils se mettaient à parler en bons termes du dirigeant du campement. Il convient de noter aussi que certaines personnes s'étaient cachées pour ne pas m'accorder une entrevue.

À la Cité, j'avais à peu près les mêmes difficultés pour que les gens me parlent, particulièrement les membres des groupes de base. Il n'y a pas de données précises sur le nombre des organisations communautaires de base (OCB) à Cité de l'Éternel. Selon certaines personnes interviewées, il y aurait 17 OCB dans la Cité, tandis que pour d'autres, il en existe 13 dont auraient une reconnaissance légale. Mais les dirigeants de ces associations ne manifestaient aucune réticence à m'accorder des entretiens sur ce qu'ils font et sur les contraintes de leur organisation. Quant aux membres des associations et des résidents ordinaires du bidonville, leur réticence est due notamment aux violences qui règnent dans les quartiers populaires. Plus d'un pensaient que j'étais

un de la police nationale haïtienne qui investiguait en vue d'identifier «des bandits» pour les arrêter. Certains étaient même gênés et refusent de nous parler.

La deuxième contrainte est due à l'environnement dans lequel se sont déroulées les entrevues. Soit dans les campements, soit à la Cité, l'environnement, dans bien des cas, n'était pas favorable à la réalisation des entrevues. Quand ce n'étaient pas des enfants ou bien des marchandes ambulantes qui criaient, c'était une engueulade ou bien quelqu'un qui allumait son poste récepteur très fort, ce qui m'empêchait parfois d'entendre les propos de mon interlocuteur. Ces entrevues duraient en moyenne une heure et se faisaient avec différentes catégories de gens concernés directement ou indirectement par ce qui se passait dans les milieux.

### **5.11 Collecte et traitement des données**

Pour faire l'analyse documentaire, j'ai constitué des fiches de lecture autour des thèmes et des données pertinents pour la recherche, comme par exemple, les informations qui concernent la marginalisation, les actions collectives des populations, les données démographiques, socio-économiques et géographiques. En ce qui concerne le profil des communautés, je cherche à relever les caractéristiques socio-économiques, les données démographiques, et géographiques.

Par rapport aux observations de terrain, nous avons élaboré des grilles d'observation à partir de quelques indicateurs, entre autres, les types de logements, l'état des rues, l'accès aux services publics ou communautaires, les projets exécutés ou en cours d'exécution, la répartition des terrains occupés etc. La participation à des réunions des groupes et organisations issus des populations a fait l'objet d'une autre grille d'observation.

En ce qui concerne les entretiens, ils ont été enregistrés sur magnétophone et transcrits intégralement. Pour traiter les informations obtenues de ces entrevues, j'ai procédé par la méthode de lecture répétée avec des marqueurs pour souligner les thèmes centraux de la recherche et de nouvelles thématiques émergentes liées à la façon dont s'organisent les actions collectives, aux stratégies de subsistance et aux démarches entreprises pour obtenir la reconnaissance publique étatique ainsi que les services publics appropriés. En effet, chaque cas est analysé dans sa spécificité à partir des axes centraux de la recherche à savoir : La capacité des populations d'organiser des actions

collectives autonomes; les conditions dans lesquelles se réalisent les actions collectives; les formes d'actions collectives entreprises par ces population pour obtenir la reconnaissance et les services publics appropriés

### **5.12 Limites de la recherche**

Je n'ai pas la prétention dans cette recherche d'analyser la capacité d'action collective de toutes les populations marginalisées à Port-au-Prince et à Iztapalapa. Ma recherche concerne seulement deux cas de populations marginalisées dans un contexte précis. Ainsi les conclusions ne concernent que les campements et la Cité pris conjointement.

Sur le plan méthodologique, c'est une étude de deux cas pour laquelle j'ai utilisé les techniques d'observation directe, d'analyse documentaire d'entretiens semi-dirigés et d'analyses transversales. Au niveau thématique aussi, cette recherche analyse la capacité d'actions collectives des populations marginalisées tout en mettant l'accent sur les luttes pour la reconnaissance des populations vivant dans des espaces aux conditions de vie précaires à Port-au-Prince et à Mexico.

## **CHAPITRE 6. CONDITIONS DE VIE, ACTIONS COLLECTIVES ET RECONNAISSANCE EN HAÏTI**

Port-au-Prince, capitale de la République d'Haïti, est la plus grande ville du pays, avec plus de 2 millions d'habitants (Cambridge encyclopedia, 2000). La majeure partie de cette population, soit 1 800 000 personnes vivent dans les bidonvilles (Bourdon, 2009). Dans les bidonvilles, les conditions de vie sont difficiles : insalubrité, accès difficile à l'eau potable, logements précaires, inaccessibilité des lieux par les services d'urgence en cas de danger. Capitale économique d'Haïti, Port-au-Prince est la seule ville d'Haïti dotée d'un parc industriel où se concentrent des industries de la sous-traitance. Jusqu'au moment où est menée cette enquête la plupart de ces usines étaient fermées, transformées en entrepôts de produits alimentaires importés. Sous-emploi, débrouille, commerce de rue sont, entre autres, des stratégies de subsistance développées par la population. Port-au-Prince est aussi le centre de la vie politique haïtienne ; après la chute de Jean-claude Duvalier, elle a été le lieu de mobilisation des organisations populaires, étudiantes et syndicales qui revendiquaient le changement. Mais avec des coups d'État successifs et l'émergence des groupes paramilitaires, ces organisations populaires ont été réprimées. Ainsi, le mouvement populaire en Haïti a été ralenti : ceux qui étaient jadis des dirigeants d'organisations populaires sont devenus des responsables d'associations de quartier en train de gérer des projets communautaires. Certains militants sont devenus aussi dirigeants ou cadres d'organisation non gouvernementale (ONG). Entre-temps, les populations établies de manière irrégulière sur des terrains publics situés en périphérie de la ville continuent leurs activités de subsistance et des démarches pour obtenir la régularisation de leur situation.

Ce chapitre se divise en plusieurs sections qui traitent respectivement des conditions de vie à Port-au-Prince, des activités de subsistance des populations pauvres, de la reconnaissance des ONG et des associations pour offrir des services aux gens, des disparités entre les espaces habités de Port-au-Prince, du mouvement populaire et de la capacité d'action collective des populations. Il sert de cadre en vue de permettre de comprendre dans quel contexte les populations de la Cité agissent pour subsister et pour se faire reconnaître.

## 6.1 Conditions de vie de la population à Port-au-Prince

Au regard des indicateurs relatifs aux conditions de vie, on dirait de Port-au-Prince qu'elle est une capitale de marginalité, c'est-à-dire que tous ceux qui vivent dans cette ville sont des marginaux, mais parfois les chiffres peuvent induire en erreur si on ne tient pas compte des nuances ou des subtilités de la réalité. Par exemple, les données utilisées pour décrire les conditions de vie de la population de Port-au-Prince sont extraites d'une enquête réalisée par l'IHSI de concert avec le Ministère de l'économie et des Finances. Elles concernent une population approximative de 1 000 individus dans la majorité des cas. Les informations obtenues varient avec la taille de l'échantillon ainsi qu'avec le contexte de l'enquête. Mes interprétations se limitent donc à la taille de cet échantillon.

Par rapport aux informations fournies dans le tableau qui suit, on voit que la population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince fait face à un sérieux problème de lieu d'aisance. Même si la proportion de gens qui creusent des trous dans leur cour pour le faire est minime, il reste un fait que plus de 85% de la population de la capitale font leurs besoins dans des latrines, et parmi eux, environ 50% utilisent des toilettes collectives. Cette situation peut représenter un problème sérieux pour la santé de la majorité de la population.

**Tableau # 1 : Distribution en pourcentage (%) des logements occupés disposant d'un lieu d'aisance selon le type de lieu d'aisance à Port-au-Prince.**

Type de lieu d'aisance (PAP)	Aire métropolitaine
WC	14.2
Latrine pour résident	23.2
Latrine pour résident et voisinage	42.2
Trou dans la cour	19.6
Autres	0.8
Total	100.0
Échantillon	899

Source : Élaboration personnelle à partir des données du Ministère de l'Économie et des Finances et de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, MEF, 2003).

De même pour se laver, prendre une douche, la population, dans sa grande majorité n'utilise pas de douche ni de baignoire. Contrairement aux lieux d'aisance collectifs, les douches collectives sont rares. Moins de 10% des gens utilisent ce moyen pour se baigner. Ce qui laisse supposer que ce besoin est satisfait de manière irrégulière dans des contenants portables derrière un muret, un arbre ou à l'air libre. L'intimité physique des individus n'est pas respectée. Ce problème, même s'il est lié aux types de logements construits et à la situation économique de la population, n'est pas indépendant de l'accès à l'eau potable selon l'Agence Française de Développement

« La gestion de l'eau en Haïti est confrontée à un contexte difficile, lié à une crise sociale et économique aiguë : les problèmes récurrents de pénurie d'eau potable et le mauvais état du réseau n'ont fait que s'aggraver ces dix dernières années. De nombreux quartiers de Port-au-Prince se trouvent exclus de la desserte de l'eau potable et plus particulièrement les quartiers spontanés qui hébergent la moitié de la population de la ville (soit plus d'un million d'habitants) (Agence française pour le développement, 2005 :1)<sup>29</sup> »

**Tableau # 2 : Distribution en pourcentage (%) des logements occupés selon l'existence et le mode d'usage (individuel ou collectif) d'une douche ou baignoire à Port-au-Prince.**

<b>Existence et mode d'usage De la douche ou baignoire</b>	<b>Aire métropolitaine (PAP)</b>
Douche ou baignoire individuelle	20.3
Douche collective	9.8
Aucune douche ou baignoire	69.9
NSP	
Total	100
Échantillon	997

Source : Élaboration personnelle à partir des données du Ministère de l'Economie et des Finances et de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, MEF, 2003).

Très peu de maisons disposent d'un robinet. En d'autres termes, seulement 15% des logements disposent de robinet ni à l'intérieur ni dans la cour. La majorité de la population soit environ 60% achète des seaux d'eau pour s'approvisionner en eau potable. Environ 70% de la population achètent soit des seaux<sup>30</sup> d'eau soit de l'eau

<sup>29</sup> <http://www.afd.fr/jahia/Jahia/site/afd/lang/fr/pid/13207>

<sup>30</sup> Le seau d'eau (communément appelé «bokit» en créole) contient vingt litres d'eau



traitée pour satisfaire ses besoins. Le seau de vingt litres, dans les zones où ont été réalisés des projets d'eau potable, se vend 50 centimes de gourde<sup>31</sup>. Selon Verdeil, les habitants des quartiers pauvres non desservis par ces projets paient 6 fois plus cher que ceux qui en bénéficient d'un branchement privé (Verdeil, 1993). Se baigner, laver son linge, faire la vaisselle, boire coûtent et ne sont pas sans effet sur les conditions de vie des ménages de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, dont la majorité a un revenu annuel moyen de 56 337 gourdes soit US\$ 1609,62 (IHSI et MEF, 2003).

**Tableau # 3**

**Distribution en pourcentage (%) des logements occupés selon le mode principal d'approvisionnement en eau potable dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince**

<b>Principale source d'approvisionnement En eau potable (PAP)</b>	<b>Aire métropolitaine</b>
Robinet dans le logement	5.8
Robinet dans la cour	9.5
Puits dans le voisinage	1.3
Fontaine publique	7.8
Achat de camion d'eau	0.7
Achat de seaux d'eau	59.7
Achat d'eau traitée	9.9
Récupération d'eau de pluie	0.6
Source ou rivière	0.1
Autres	0.5
NSP	-
Total	100
Échantillon	1002

Source : Élaboration personnelle à partir des données du Ministère de l'Économie et des Finances et de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, MEF, 2003).

Une des caractéristiques des zones marginalisées est aussi l'évacuation des résidus. Les logements sont construits sur des espaces réduits, les corridors sont étroits et ne permettent pas que les camions passent pour ramasser les ordures. Dans le cas de Port-au-Prince, non seulement les corridors dans certains quartiers sont inaccessibles

<sup>31</sup> La gourde est la monnaie nationale haïtienne. Il faut plus de 35 gourdes pour US \$1.

mais aussi les services de ramassage des ordures sont irréguliers. Les données sont contradictoires par rapport à la quantité de déchets produits dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Selon les responsables du Ministère des Travaux Publics, des Transports et de la Communication (MTPPC), l'aire métropolitaine de Port-au-Prince produit à elle seule de 2003 à 2004 entre 6000 à 8000 tonnes de résidus, mais les données collectées au Service Métropolitain de Ramassage des Résidus Solides (SMCRS) attestent que d'octobre 2004 à septembre 2005, 240 118 m<sup>3</sup> de déchets ont été ramassés à Port-au-Prince (Monfort, 2007). D'après certaines estimations, l'agglomération de Port-au-Prince produirait en moyenne chaque année 600 000 tonnes de déchets solides (1640 tonnes/jour), dont environ 80 % résulteraient des particuliers et 20 % des infrastructures commerciales et industrielles (Holly, 1999). Ces déchets s'accumulent dans les rues, les caniveaux, les lits des rivières et même dans la baie de Port-au-Prince (Bouchon, 2000). Les pratiques les plus courantes de la population consistent à jeter les ordures dans la rue, dans des canaux d'égouts et dans les ravines ; ce qui représente de sérieuses menaces pour l'environnement et la santé de la population. Le ramassage des ordures, soit public, soit privé se fait dans 26.5 pour cent des cas, tandis que la majorité est jetée ailleurs, c'est-à-dire tirée dans des égouts à ciel ouvert, dans la rue ou dans des ravines.

**Tableau # 4**  
**Distribution en pourcentage des logements occupés selon le mode d'évacuation des ordures ménagères dans l'aire métropolitaine**

<b>Mode d'évacuation ordures ménagères (PAP)</b>	<b>Aire métropolitaine</b>
Service de ramassage public	24.2
Service de ramassage privé	2.3
Brûler	8.6
Transporter ailleurs	65.7
Jeter dans la rue	11.3
Enfouir	0.4
Autres	1.4
NSP	-
Échantillon	996

Source : Élaboration personnelle à partir des données du Ministère de l'Économie et des Finances et de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, MEF, 2003).

À la lecture des données du tableau suivant, on dirait qu'il n'existe pas assez de logements pour héberger la population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Certes, les données relatives au taux d'inoccupation des logements ne sont pas

disponibles mais plus de 80% de la population ne disposent que d'une à deux pièces pour dormir, ce qui laisse supposer la promiscuité dans les ménages. Il arrive qu'une famille entière composée de 8 personnes dorme dans une seule pièce. C'est en général une chambre de 8 à 9 mètres carrés avec un lit suspendu sur 8 blocs de ciment, et parfois une table. Les bébés dorment avec leurs parents, les autres sous le lit et sous la table<sup>32</sup>. Port-au-Prince continue de prendre de l'extension avec la formation de nouveaux quartiers résidentiels dans la zone de tabarre, par exemple, et la croissance des bidonvilles au flanc du morne-hôpital.

## 6.2 Explosion urbaine de Port-au-Prince

Port-au-Prince est un exemple du type d'explosion urbaine que Delcourt qualifie «d'urbanisation débridée<sup>33</sup>». La population de cette ville est passée de 506 000 habitants en 1971 à 852 000 en 1981, soit un taux d'accroissement annuel de près de 7%. On prévoyait que si cela continuait au même rythme, cette population atteindrait un million en 1986. Ainsi, Port-au-Prince était devenue au cours des années 1980, l'une des villes les plus peuplées du pays (Dewind et Kinley III, 1988). Aujourd'hui, la capitale de la République d'Haïti est une ville de plus de 2 500 000 habitants (Goulet, 2004). Elle est considérée comme la plus grande ville des Caraïbes et compte parmi les grandes villes du monde. Les inégalités dans cette ville ne sont pas seulement sociales, elles sont aussi spatiales, même si les données relatives à ces inégalités ne sont pas disponibles. Cependant, les inégalités spatiales sont plus visibles. L'étranger ou n'importe quel observateur qui arrive dans la capitale d'Haïti peut s'en rendre facilement compte. Port-au-Prince est presque ceinturée de bidonvilles appelés modestement, pour la plupart, quartiers précaires par certains et zones de « non-droit » par d'autres.

Capitale de la République d'Haïti, cette ville est souvent appelée la République de Port-au-Prince à cause de la concentration des services publics et privés dans cette ville. En effet, pour un passeport, des extraits d'archives, de mariage, de naissance et

<sup>32</sup> Voir Mémoire de Louis sur la situation des femmes à Bréa, un bidonville de Port-au-Prince, (Louis, 1997) (Bibliothèque de la Faculté des sciences humaines, Université d'État d'Haïti)

<sup>33</sup> L'urbanisation débridée réfute toutes les théories classiques qui voyaient dans l'essor des villes le deus *ex machina* du progrès économique et humain et prédisaient que la croissance urbaine entraînerait de facto une amélioration globale des conditions de vie, en supposant une nécessaire interaction positive, voire l'existence d'un lien mécanique entre urbanisation, croissance et développement. Les taux de croissance annuels des bidonvilles sont proches des taux de croissance urbaine. Il apparaît de plus en plus clairement que dans certains pays d'Afrique et d'Asie l'urbanisation est pratiquement devenue synonyme de « bidonvilisation ». La conséquence la plus apparente et la plus tragique de cette « urbanisation de la pauvreté » est la croissance spectaculaire et la multiplication sans précédent depuis une quinzaine d'années des bidonvilles.

même pour obtenir sa carte d'identité, le citoyen haïtien vivant en province doit se rendre à Port-au-Prince. En termes d'offres de services et d'infrastructures, tout se concentre à Port-au-Prince. Danroc et Bonardot notent ceci à propos de la situation après la chute de la dictature des Duvalier en 1986 :

« 98% des consommations en énergie électrique se font à Port-au-prince, 90% du trafic maritime se fait à Port-au-Prince; 100% des trafics aériens internationaux se font à Port-au-Prince, 100% des facultés se trouvent à Port-au-Prince, sur les 1200 médecins qui exercent leur profession 1000 ont leur office à Port-au-Prince, d'où le dicton de la République de Port-au-Prince et de la République d'Haïti » (Bonardot et Danroc, 1989 : 80)

Aujourd'hui, des efforts sont en train d'être faits pour décentraliser les services, comme par exemple, l'ouverture des vols aériens internationaux à l'aéroport du Cap-Haïtien ou encore la déconcentration du service des archives nationales et l'ouverture de zones franches dans certaines villes de province. Il reste que Port-au-Prince regroupe la majorité de la population. Le taux d'urbanisation de la population haïtienne s'élève à 36% tandis que l'aire métropolitaine de Port-au-Prince regroupe à elle seule 22% de la population du pays soit plus de 60% de la population urbaine (IHSI et MEF, 2003). La population de Port-au-Prince est répartie sur des espaces les uns différents des autres.

## **6.6 Hiérarchisation et frontières sociales à Port-au-Prince**

J'ai construit à partir des observations faites des inégalités spatiales dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince une pyramide pour illustrer la hiérarchisation des lieux et les distances entre des groupes sociaux partageant des espaces de vie communs. Au sommet, les quartiers huppés situés, entre autres, sur les hauteurs de Pétiion-Ville, à Bel-Vil, dans la banlieue de Tabarre, sur la Route des Frères, à Montagne noire. Certains d'entre eux sont plus vieux que d'autres. Ils se distinguent, entre autres, par le luxe des maisons, des gardes des services de sécurité privée et surtout par l'auto-exclusion de leurs habitants. Ce sont des zones réservées auxquelles on accède difficilement si on n'y habite pas, si on n'a pas une invitation spéciale et surtout si on est piéton et mal vêtu. Dans les quartiers émergents de gens riches, tels que Bel-Vil, Vivy Mitchel et dans des zones proches du Canapé-Vert tel que Juvénat, des gardes de sécurité font un contrôle à la loupe de tout visiteur. Il est difficile à n'importe qui d'accéder à ces «ieux de noblesse». Généralement, ces résidences qui n'ont rien à envier à des quartiers huppés de Montréal et du Sud de la Floride tel que Miramar, Boca Raton sont paradoxalement alimentés en eau à partir des camions citernes. Quoique branchés sur le réseau de

l'Électricité d'Haïti, ils sont alimentés par des génératrices et d'autres sources alternatives de courant électrique, à cause des irrégularités du courant de la compagnie publique.

D'anciens quartiers des classes moyennes viennent en deuxième position. Ils respectent les règles en matière de construction en milieu urbain. Les rues sont relativement spacieuses, asphaltées, entretenues et drainées. Les services de ramassage de résidus sont plus ou moins réguliers. Des trottoirs sont disponibles en vue du passage des piétons, mais de plus en plus, on y trouve des marchands ambulants. Cependant, tout le monde n'est pas commerçant, comme on peut le constater dans les quartiers populaires et dans les bidonvilles. En d'autres termes, on ne trouve pas un étalage devant chaque maison dans ces quartiers. Chaque résidence dispose des structures adéquates en vue de l'alimentation en eau potable et en électricité. Mais à cause des irrégularités dans la distribution de ces deux services, ces maisons, à l'instar des quartiers huppés, sont respectivement approvisionnées par des camions citernes et par des génératrices. De ces quartiers dans l'aire métropolitaine, on peut citer, entre autres, Pacot, Turgeau, Bourdon, Canapé Vert, Lalue, Bois-Verna.

Quant aux anciens quartiers populaires, ils viennent en troisième position. A l'instar des quartiers des gens des classes moyennes, ces anciens quartiers tels que Carrefour-feuilles, Fontamara, Avenue Poupelard, Christ-Roy, Nazon et Delmas sont dans la plupart des cas conformes aux normes de construction urbaines. Ils disposent d'installations pour être alimentés légalement en eau potable et en électricité. Les rues, quoiqu'étroites, ont été bien tracées et asphaltées. En cas d'incendie ou d'un autre incident grave, les services des pompiers et des patrouilles de police peuvent intervenir sans difficulté. Mais de plus en plus, ces quartiers sont délaissés et presque encerclés de bidonvilles. Des maisons construites depuis des décennies ne sont pas rénovées on dirait de vieilles mesures. De rares habitants construisent de nouvelles maisons. L'état de ces maisons est un reflet de la situation économique des habitants. Certains de ces quartiers sont en voie de bidonvillisation ou sont presque encerclés de bidonvilles. Parfois, il y en a qui sont assiégés par des bandits, et les interventions policières provoquent de regrettables effets collatéraux<sup>34</sup>. Les trottoirs de ces quartiers ainsi que les devantures de beaucoup de maisons sont transformés en lieu de vente de produits de toutes sortes pour la nourriture, l'habillement et le ménage. Rares sont les foyers qui disposent de

---

<sup>34</sup> Selon une autre dépêche de l'Agence Haïtienne du 5 juin 2005, au moins 23 personnes ont été abattues et plus d'une douzaine de maisons incendiée au cours d'opérations menées vendredi et samedi par des patrouilles de la police nationale dans le quartier populaire du Bel-Air à Port-au-Prince. Au moins 17 résidents de ce quartier ont été tués pour la seule journée de samedi. Différents responsables de la police nationale joints au téléphone samedi ont refusé de réagir sur ces raids meurtriers

génératrices ou d'autres systèmes alternatifs d'énergie électrique. Dans certains de ces quartiers, la population accède à l'eau potable à partir de camions-citernes. Ils sont généralement drainés. Mais les rues qui sont défoncées restent souvent longtemps avant que le Ministère des Travaux publics et de la Communication n'intervienne pour les réparations nécessaires. Le service de ramassage des ordures est irrégulier. Parfois des canaux d'égouts ou de drainage restent à ciel ouvert, obstrués par des immondices de toutes sortes, particulièrement des bouteilles de jus en plastique. Dans ces quartiers, chaque ravine ou chaque canal d'égouts est un dépotoir. Ces quartiers ne sont plus ce qu'ils étaient au cours des années 1960 et 1970.

Les bidonvilles constituent la base de la pyramide. On recense à Port-au-Prince, aujourd'hui, plus de 357 cités ou bidonvilles, c'est-à-dire des quartiers précaires bien identifiés dont certains s'accrochent aux pentes du morne de l'Hôpital, une grande montagne située au sud de la ville et qui la domine (Goulet, 2004). D'autres se trouvent en bordure du quai de la capitale. Tous ces quartiers présentent des caractéristiques communes : absence de cadastre, droit foncier aléatoire, absence ou précarité des infrastructures publiques, occupation anarchique du territoire et densité élevée (Goulet, 2004). On pourrait appeler aussi, ces quartiers des «quartiers d'exil», pour reprendre une expression de Dubet de Lapeyronnie<sup>35</sup>. Ils sont dépourvus d'infrastructures. L'eau et l'électricité arrivent généralement dans les maisons à partir des prises illégales, à moins que, dans le cadre de l'eau par exemple, il y ait un projet de construction de fontaines publiques où la population peut s'approvisionner à partir des seaux à rapporter à la maison. En ce qui concerne l'électricité, dans chaque localité des bidonvilles, on trouve un distributeur de courant, c'est-à-dire un habitant du quartier qui se charge de connecter les prises des ménages sur le réseau de l'ÉDH moyennant une rémunération mensuelle de chacun de ses abonnés. Les maisons sont construites généralement à partir des matériaux de récupération et de manière anarchique. L'entrée des bidonvilles donne l'impression d'un quartier régularisé avec quelques rues et la construction de maisons standards dont la plupart comportent même quelques étages. Mais à mesure qu'on y pénètre, on découvre des maisons sordides, des taudis qui ne mesurent que 12 mètres

---

<sup>35</sup> Dans leur étude intitulée « *Quartiers d'exil* » Dubet et Lapeyronnie font un double constat : d'une part, ils voient la substitution des grèves ouvrières et de l'action syndicale par les banlieues et les émeutes urbaines. Cette situation entraîne l'apparition des problèmes d'immigration, de la délinquance juvénile et de l'insécurité. D'autre part, au niveau de l'entreprise, Ils notent un passage des conflits de travail à l'exclusion et à la question de la ville. L'objectif de leur recherche consiste à comprendre une mutation profonde c'est-à-dire le passage de la question sociale aux problèmes sociaux. Ils observent dans les banlieues des grandes villes françaises ce qu'ils appellent « une véritable marginalité urbaine », c'est-à-dire les quartiers de pauvreté sont dépourvus ou manquent de structures devant répondre aux besoins de la population. Il n'y a pas d'emploi, les jeunes s'adonnent à des stratégies de survie et des petits boulots. Il n'y a pas plus de sécurité. Voir Dubet et Lapeyronnie (1992)

carrés de superficie, qui ne disposent ni de toilettes, ni de cuisines et dont l'accès est difficile si on doit entrer avec une brouette ou une boîte par exemple. Au cas où il y aurait un incendie, ou un accident quelconque, les services des pompiers et des ambulanciers ne peuvent y accéder. Il revient aux résidents de se débrouiller pour éteindre le feu, pour transporter les victimes à partir d'une civière à l'hôpital.

L'accès à la terre dans les bidonvilles de Port-au-Prince se fait de manière illégale et peut constituer en même temps une rente pour certains individus. Ceux qui se sont accaparés de quelques lopins y construisent des logements à louer. Il n'y a pas de cadastre, les gens ne possèdent en général pas de titre de propriété. La densité de population par mètre carré est souvent très élevée avec une forte population jeune et infantile. Mathon fait remarquer que les quartiers précaires présentent chacun leur spécificité tant dans leur modalité de peuplement que dans leur processus de consolidation ; mais tous se caractérisent par leur haute densité, la mauvaise qualité du bâti et leur sous-équipement (Mathon, 2005). La population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince est d'environ deux millions dont près de trois quarts vivent dans des quartiers précaires ou des bidonvilles (Mathon, 2005). Leur peuplement a suivi un processus historique lié à l'ouverture des usines de sous-traitance dans l'aire métropolitaine à partir des années 1970, et à l'application des politiques d'ajustement structurel à partir des années 1980. À partir des années 1970, jusqu'au milieu des années 1980, les quartiers précaires ou les bidonvilles de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince constituaient, pour emprunter une expression à Wacquant « de simples entrepôts pour populations surnuméraires » (Wacquant, 2006) qui attendent de trouver un emploi dans les manufactures de la zone de la sous-traitance ou dans d'autres secteurs d'activités. Les bidonvilles avaient donc une fonction de réserve de la main-d'œuvre pour le secteur sous-traitant de la capitale.

Au cours des moments de convulsion politique, fait remarquer Mathon, des quartiers dits « zones de non droit » tels que Bel-Air, Cité Soleil, La saline, Cité militaire sont abandonnés au profit des quartiers réputés plus calmes. On est en présence de flux de populations qui peuvent être interprétées comme l'expression d'une dynamique d'attraction/répulsion, existant au niveau des quartiers conséquemment à des facteurs externes et aux mutations issues de différents processus de consolidation (Mathon 2005). Ces milieux sont pour la plupart des foyers de violence physique légitime et illégitime. On y trouve des gangs qui y font régner la peur et qui s'affrontent à des détachements policiers. Ceci a donné lieu à l'établissement de postes de police dans certains d'entre eux. Il n'y a pas de sécurité.

Les services sociaux de base ne sont pas disponibles ou s'il y en a, ils sont très précaires. Il n'y a pas d'emploi. Enfants, jeunes et vieux s'adonnent à de petits boulots ou à des activités informelles de subsistance. Les ONG et les Entités de coopération au développement international développent parfois des projets dans ces milieux qui permettent à des travailleurs d'avoir un emploi pour quelques semaines. Ces emplois se créent à travers des projets appelés «projets à haute intensité de main-d'œuvre». Ces espaces qui étaient jadis des réservoirs de main-d'œuvre pour l'industrie de la sous-traitance sont devenus aujourd'hui des zones de population surnuméraires sans emploi, car il y a très peu d'usines de sous-traitance en fonctionnement en Haïti. Les jeux de hasard prolifèrent ; on y trouve des guérites de vente de loterie presque à chaque coin. Il y a aussi beaucoup d'églises. Ce sont généralement des églises protestantes liées au protestantisme étasunien. La plupart sont des pièces de maison transformées en église ou salles de prière et de jeûne. Les leaders religieux vivent de la rente obtenue à partir du paiement des offrandes et de la dîme par les fidèles. Il se développe aussi dans les bidonvilles un important réseau d'organisations ou de comités de quartier qui constituent la clientèle des Organisations non gouvernementales (ONG) et des Entités de coopération au développement international (ECDI). Cela contribue à la justification de la présence et des actions de ces institutions. Les données relatives au nombre de ces associations de quartier ne sont pas disponibles. La plupart de ces associations sont dirigées par d'anciens militants des organisations populaires convertis aujourd'hui en agents de « développement communautaire ou local ». Entre les types de quartier décrits, il existe des frontières invisibles mais réelles quant aux rapports sociaux.

### **6.6.1 Frontières et distanciations sociales**

Entre les quartiers huppés et les quartiers des gens des anciennes classes moyennes, les frontières sont plus ou moins poreuses. Il est plus facile à des gens en provenance de ces quartiers d'accéder aux zones de résidence des gens riches et vice versa. La plupart d'entre eux se connaissent, se rencontrent et se fréquentent dans les salons de beauté, des hôtels, des bars, à la plage dans les boîtes de nuits ainsi que dans les milieux de travail. Cependant, il est plus difficile à des gens des quartiers populaires (les anciens quartiers) d'accéder à la sphère des gens riches.

Entre les bidonvilles et ces quartiers populaires, les frontières sont poreuses ; certaines familles appauvries dans des quartiers de Bel-Air, de Carrefour-Feuilles ou de Christ-roi peuvent facilement se trouver un loyer dans un bidonville : de même, des



gens ayant une certaine situation économique dans un bidonville quelconque peuvent migrer à un quartier populaire dans la mesure où ils peuvent se payer le loyer. Le train de vie dans les quartiers huppés ou de classe moyenne n'est pas comparable à celui des quartiers précaires et populaires; on eût dit deux mondes dans une même ville.

L'existence de ces deux mondes traduit une exclusion mutuelle entre gens des bidonvilles et gens des quartiers riches. Les frontières, même si elles ne sont pas visibles existent et sont difficiles à franchir. Il est difficile voire impossible à un résident de la Cité ou de n'importe quel autre bidonville de s'acheter un terrain dans les quartiers huppés pour construire sa maison. Une personne interviewée affirme que les pauvres ont leur propre milieu.

« Nous, on ne nous considère pas comme des êtres humains... nous avons notre milieu, notre espace. C'est dans ces canaux d'égouts que nous devons nous baigner, c'est là que nous devons habiter. Nous n'avons pas le droit d'avancer. Est-ce que ce pays avancera jamais vers l'avant<sup>36</sup> ? ».

De même est-il inadmissible, voire impossible qu'un résident des quartiers huppés construise sa résidence dans un quartier pauvre ou un bidonville. Cependant, on observe de plus en plus que certaines zones résidentielles habitées par des gens riches ou de la classe moyenne sont presque encerclées de bidonvilles. C'est le cas par exemple de certains quartiers à Musseau, à Pétion-Ville, à Delmas et même au haut de Turgeau. Certains résidents doivent traverser des bidonvilles dans leur voiture de luxe pour rentrer chez eux. Il n'existe pas de frontière entre les bidonvilles et par extension entre les anciens quartiers populaires en détérioration et les bidonvilles. Certaines des personnes interviewées vivant dans la Cité habitaient dans un de ces quartiers populaires, soit dans un autre bidonville. Mais cela n'efface pas les distances et les frontières de classe entre des gens vivant dans un même espace. Cela ne signifie pas non plus qu'il n'y a pas de contact direct entre des bidonvilles et des quartiers huppés ou classe moyenne. Femmes de ménage et concierges travaillant chez des gens aisés ou de situation économique moyenne viennent des milieux marginalisés. Le marché constitue aussi leur lieu de contact. Ne serait-ce que pour la consommation et pour le travail dans ce qui reste de l'enclave de la sous-traitance, les gens des classes aisées ont besoin des populations marginalisées. Mais comme l'offre de main-d'œuvre excède des demandes, on peut avoir l'impression du contraire.

---

<sup>36</sup> Nou pa moun. Se gro kote, gran blan, gran blan je vèt. Ki di nou menm nou gen kote, nou gen milye nou, se kanal la yo ban nou pou nou benyen se ladanl nou dwe rete. Nou pa gen dwa fè avan. Eskew wè peyi sa-a lap janm fè avan vre ?

Les rapports prennent aussi des tournures conflictuelles, il s'ensuit donc la consolidation d'une société à deux vitesses celle des dominants, des nantis, des protégés et celle des populations marginalisées, des défavorisés dont la majorité vit dans des quartiers sordides, sans infrastructures, sans services sociaux, sans sécurité. Les rapports entre les nantis et les défavorisés prennent la forme d'une sale guerre<sup>37</sup> : les riches se paient des gardes privés pour leurs entreprises, leurs maisons sont protégées au fer forgé et par des barbelés, en plus des services de sécurité 24 heures sur 24. La vente des stupéfiants, la prolifération des armes<sup>38</sup> et la criminalité sont à leur paroxysme, les interventions de la PNH et de la MINUSTHA sont de plus en plus meurtrières dans les quartiers réputés « Zones de non droit ». Les prisons regorgent de détenus qui ne peuvent même pas comparaître devant leurs juges dans les délais impartis par la loi. La survie est difficile.

## 6.7 Des lieux policés

Les rapports les plus réguliers de l'État avec les quartiers populaires sont des rapports de surveillance et de répression. Dans ce sens, il est difficile de parler d'un État faible, quand il s'agit d'investir dans la répression. Peut-être est-ce vraiment un État dépendant puisqu'il importe des entités de la répression (soldats, armes et munitions) pour mieux intervenir dans les bidonvilles. Pour l'année budgétaire 2006-2007, le gouvernement avait prévu un budget de 64 570 milliards de gourdes dont 4,5 milliards étaient alloués à la police nationale d'Haïti (PNH). La police nationale relève du Ministère de la justice auquel 8 451 milliards de gourdes ont été alloués<sup>39</sup>. L'institution

<sup>37</sup> Une dépêche de Alterpresse datée du 9 avril rapporte ce qui suit «on a observé une escalade considérable de la violence armée dirigée contre les populations civiles en 2004 - et le phénomène devrait se poursuivre dans la période précédant les élections de la fin 2005. La consultation de la presse ainsi que des dossiers du CICR et d'hôpitaux privés révèle que 700 personnes au moins ont été tuées dans des actes de violence armée intentionnels entre septembre 2003 et décembre 2004, avec un nombre trois ou quatre fois supérieur de blessures non mortelles».

<sup>38</sup> Dans la même dépêche on note que : «Une première estimation donne à penser que les groupes armés non étatiques (dont les sociétés de sécurité privées) posséderaient jusqu'à 13 000 armes légères de calibres divers, en majorité des armes semi-automatiques (comme M16, M14, PMK, Uzi) et des pistolets (0,38, 0,45 et autres). Les armes de fabrication industrielle sont surtout détenues par les chefs des divers groupes armés, la plupart des hommes eux-mêmes possédant des armes artisanales ou armes créoles. Une grande partie des classes aisées et de la bourgeoisie possède des armes à feu dans l'ensemble du pays, mais surtout dans la capitale, Port-au-Prince. Les armes sont aussi très répandues dans les couches plus pauvres de la société haïtienne. En 2001, la police nationale haïtienne avait enregistré pour l'ensemble du pays 20 379 armes à feu licites devenues illégales en 2003. Fait alarmant, il semblerait bien que de nouveaux permis aient été délivrés au début de l'année 2005, malgré l'absence de tout système formel de réglementation. La présente étude estime que le nombre réel des armes détenues par les civils est en fait nettement supérieur, à quelque 170 000 armes légères, surtout des pistolets (38,9 mm) et des revolvers (ce qui englobe des armes créoles), voire des calibres 7,62 mm. La réglementation de la possession d'armes et de leur utilisation est laxiste, et il n'existe actuellement aucun registre authentique des permis de détention légitime d'armes » (Alterpresse, 9 avril 2005)

<sup>39</sup> Alterprese avait fait état d'un budget de 64 milliards de gourdes, mais selon Haïti-Progrès, le budget ratifié était plutôt un budget de plus de 64 milliards dont plus de 4 milliards revenaient à la PNH (Voir Haïti-Progrès, vol 24 # 30)

aurait reçu plus de la moitié de cette allocation car elle doit être équipée pour pouvoir prévenir et réprimer cette violence meurtrière.

La violence qui sévit à Port-au-Prince est une violence à plusieurs dimensions. Par exemple, il y a la violence d'en bas, c'est-à-dire les actes de kidnapping, les viols, les assassinats, les vols perpétrés par des bandits tant contre des gens aisés que contre des pauvres des bidonvilles. Aussi, il y a la violence d'en haut, en d'autres termes la violence légitime alimentée et administrée par l'État pour contrer la violence d'en bas. Elle se veut plus terrifiante car il s'agit de capturer les bandits, les kidnappeurs, morts ou vivants<sup>40</sup>. Elle a pour finalité officielle de garantir la sécurité des vies et des biens et de faire régner la paix dans la Cité. Il y a également la violence structurelle qui est alimentée par les inégalités sociales et qui est en partie à l'origine des deux autres types de violence. Elle est entretenue par l'État et les classes dominantes. Comme le fait remarquer Wacquant, « il est tentant de voir la violence d'en bas comme le symptôme d'une crise morale, d'une pathologie des classes inférieures ou encore comme autant de signes annonciateurs d'un effondrement généralisé de l'ordre public » (Wacquant, 2006). C'est ainsi que pour faire régner l'ordre, le gouvernement haïtien investit plus dans la répression de cette forme de violence que dans la recherche de la compréhension de ses causes génératrices.

La situation dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince est semblable à celle d'un pays en État de guerre. Selon les bilans communiqués par les porte-parole respectifs de la PNH et de la MINUSTHA, au cours du mois d'août 2006 plus de 600 arrestations ont été opérées en Haïti dont 448 à Port-au-Prince. Les motifs de ces arrestations sont, entre autres, vol, viol, destruction de la propriété, enlèvement, détention illégale d'armes à feu, association de malfaiteurs, meurtre et assassinat. Comparativement au mois précédent, ces opérations accusent une régression remarquable puisque 708 arrestations ont été effectuées dans le pays. Depuis le début de cette année, on parle de plus en plus du rétablissement d'un climat sécuritaire dans la capitale. Mais la PNH et la MINUSTHA ne font pas de trêve dans ce qu'elles appellent «la traque des bandits»<sup>41</sup>. Chaque bilan officiel des porte-parole respectifs de la PNH et de la MINUSTHA fait état des arrestations opérées par les deux institutions. La majorité de ces arrestations se fait surtout dans les bidonvilles pour démanteler, disent-ils, des

<sup>40</sup> Le président de la République au cours d'une visite dans le quartier populaire de Cité militaire s'est adressé aux bandits pour leur dire de déposer les armes, sinon, ils mourraient.

<sup>41</sup> Elles poursuivent leur lutte contre les gangs de la capitale Port-au-Prince. Elles ont menée conjointement une nouvelle opération dite de sécurisation dénommée «New Age » dans le quartier de Bois-Neuf à Cité Soleil. Le mardi 20 février, 700 soldats de la MINUSTHA ont menée une opération à Bélékou, un autre quartier de Cité Soleil. Au cours de cette opération, les soldats de la MINUSTHA disent avoir arrêté 17 personnes. Selon un Général major Carlos Alberto Dos Santos Cruz « le fief du chef de gang Amaral Duclona ne pourra plus être utilisé pour terroriser les habitants de Bélékou.

gangs et traquer des chefs de bandes. La lutte est rude<sup>42</sup>, à en croire les responsables, et la machine répressive a besoin de renforts. Dans ce sens, plus de 600 nouveaux aspirants sont en formation pour intégrer la PNH. Du côté des casques bleus, 500 nouveaux soldats argentins sont arrivés dans le pays pour porter main forte à la MINUSTHA dans sa croisade contre les bandits.

Pour mieux surveiller et réprimer, les deux institutions établissent leurs postes dans les bidonvilles occupant des écoles publiques ou les résidences de chef de gang (dans le cas de la MINUSTHA). On ne cherche pas à comprendre les causes de cette guerre mais seulement à la contenir par une violence plus terrifiante. Très souvent, les dommages collatéraux sont inévitables et on peut à peine les masquer. C'est ainsi qu'en décembre 2006, la MINUSTHA a été accusée d'avoir perpétré un massacre à Cité Soleil, massacre au cours duquel 10 personnes auraient été tuées. Selon une dépêche de l'Agence Haïtienne de Presse (AHP), « la plupart des tués seraient de simples citoyens dont le seul tort était d'habiter dans les quartiers ciblés... (pire), des soldats onusiens auraient empêché la Croix-Rouge de porter secours à des enfants blessés à Cité Soleil » (AHP 22 décembre 2006). Entre temps, les conditions de vie de la population ne cessent de se détériorer, et les autorités gouvernementales n'autorisent que la répression et non l'intervention sociale. La parole n'est pas donnée à la population, il n'y a pas de recherche entreprise pour tenter d'expliquer ce qui est en train de se passer. Seules agences de presse, entre autres l'Agence France Presse, l'Associated Press ou certaines les agences de presse haïtienne publient des articles ou des dépêches donnant des explications sommaires de ce qui est constaté. À travers ces actes répressifs se dessine la volonté manifeste des autorités de contraindre les populations marginalisées à mourir dans la marginalité, sans emploi, vivant dans des logements sans toilette, sans cuisine, sans salle de bain, sans eau potable pour la plupart, dans des quartiers poubelles, sordides, insalubres où les racketteurs financiers et des bandits de tout poil mettent en faillite des individus et des familles.

Le président de la République a prôné le châtime final contre les bandits de ces lieux s'ils ne désarment pas. Il n'y aurait pas d'autre issue à la situation régnant dans ces quartiers, à part l'élimination physique des bandits qui refuseraient d'intégrer un programme intitulé «Désarmement, démobilisation et réinsertion» (DDR). Ce programme a été conçu dans le but de contrer le banditisme et la mobilisation des gens qui réclamaient le retour d'Aristide. Il ne fallait pas seulement désarmer mais aussi

---

<sup>42</sup> Au cours du mois de janvier, 39 cas de kidnapping ont été recensés pour 41 victimes dont 64 cas de kidnapping pour 129 victimes le mois précédent. Dans le seul bidonville de Martissant où la MINUSTHA est présente 24 heures sur 24, 21 personnes ont été tuées au moins de janvier dont 19 civils et 3 policiers voir <http://www.ecaribes.com>

réinsérer. HPN rapporte les propos de René Préval : « désarmer ou mourir ». Auparavant, il avait prôné le dialogue, au moment de la visite du secrétaire général des Nations-Unies en Haïti. Mais par la suite, il déclara :

« Intégrer le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, (DDR) ou mourir », tel est le message lancé par le président René Préval le 9 août à l'occasion d'une visite dans le quartier de Cité Militaire. Lors de la visite du secrétaire général des Nations unies en Haïti, le chef de l'État avait prôné le dialogue pour résoudre le problème des groupes armés qui sèment la terreur dans la capitale haïtienne. Des parlementaires se sont exprimés contre la proposition de René Préval en appelant à l'utilisation de la manière forte contre les bandits armés<sup>43</sup> ».

Ce discours discriminant et répressif à l'encontre des populations des quartiers populaires a fait que des habitants s'abstiennent de dire qu'ils sont de ces milieux notamment quand ils se présentent dans des bureaux publics ou bien dans des institutions privées pour demander des services. Pour subsister, les populations des quartiers pauvres s'adonnent à toutes sortes d'activités.

### **6.3 Survivre à Port-au-Prince**

Au cours de mon séjour à Port-au-Prince dans le cadre de cette enquête, je me suis rendu à maintes reprises au Centre-Ville. Il est comme une fourmilière d'hommes et de femmes criant à grand gosier toutes sortes de produits cosmétiques et de lessive, chaussures, meubles usagés importés. Chaque coin de rue est comme une discothèque où des hommes et des femmes vendent des disques compacts, des cassettes VHS, audio et des DVD piratés. Des marchandes de mets préparés s'installent ça et là ou bien longent les rues d'un bout à l'autre pour vendre de la nourriture cuite. Portefaix, cireurs de bottes, ferblantiers, cordonniers, tailleurs, sculpteurs, peintres, prédicateurs de «l'évangile du salut», crieurs de journaux, chauffeurs de tap-tap (des camionnettes) et de microbus, ferronniers, raccommodeurs de vêtements usagés et de vieux matelas, dépanneurs de matériels électroniques et de voitures, vendeurs de planches et de bois, crieurs de boissons gazeuses et d'eau froide, vendeurs de minutes de communication téléphonique et de loterie, coiffeurs de studios de beauté précaires, ébénistes exposant leurs meubles sur des trottoirs, chargeurs de camionnette et d'autobus assurant la liaison entre différents points de la capitale, tous vont, viennent, se font taper la peau au soleil des tropiques sous une température avoisinant les 40 degrés Celsius. L'État n'a aucun

<sup>43</sup> [www.haitipressnetwork.com](http://www.haitipressnetwork.com), édition du 9 août 2006

contrôle sur ces activités. Pourtant c'est plus de 80% de la population haïtienne qui dépend de ce secteur pour sa subsistance (Doura, 2002).

Les deux tiers de la population de Port-au-Prince vivent avec moins de 25 dollars américains par mois, et plus de 70 pour cent de cette population travaillent dans le secteur informel (Doura, 2002). Cette insignifiance du taux de l'emploi dans le secteur public atteste de la faiblesse de l'État à créer de l'emploi pour embaucher des citoyens. Elle est aussi consécutive à l'application des politiques néolibérales telle qu'exigée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (BM). En mai 1998, le gouvernement haïtien, suivant les directives de ces deux institutions internationales, a adopté une loi dénommée « loi de départ volontaire et de retraite anticipée de la fonction publique ». Dans le cadre de son application, 5 200 agents de la fonction publique, soit environ 10 pour cent des employés de l'État, ont été remerciés<sup>44</sup>. Ces employés sont venus s'ajouter à la population active sans emploi dont la majorité recourt à des activités informelles de subsistance. Outre la révocation de 10% des employés de l'État, le gouvernement a procédé aussi à la privatisation de plusieurs entreprises comme la Minoterie et la Cimenterie d'Haïti. D'autres entreprises publiques comme les ports, l'aéroport international de Port-au-Prince, les compagnies des télécommunications et d'électricité d'Haïti devraient aussi être privatisées. L'application de ces mesures néolibérales ne provoque pas seulement une réduction de l'emploi dans le secteur public mais aussi dans le secteur formel en général (incluant le public et le privé). En conséquence, on assiste à ce que Doura appelle une croissance de l'économie «citoyenne-informelle» qui génère un processus d'appauvrissement de la population haïtienne, d'où un coût particulièrement élevé en matière d'éducation, de santé et de nutrition (Doura, 2002).

Le secteur informel constitue la principale source d'activité des ménages, notamment des familles pauvres en Haïti. Selon l'organisation des États américains (OEA), le secteur informel (pour la plupart des femmes) et l'agriculture occupent 96% de la classe des travailleurs qui ne dispose d'aucun service (OEA, 2004). Se référant au secteur, Doura parle de sa prolifération qui est, selon lui, le résultat de deux facteurs. En premier lieu, les politiques macroéconomiques chaotiques menées par les oligarchies dominantes depuis l'indépendance d'Haïti en 1804. Ces politiques ont été appliquées en faveur des minorités, ce qui a contribué à une exclusion sociale massive, créant ainsi de

---

<sup>44</sup> Voir la lettre d'intention du gouvernement haïtien au Directeur général du FMI, Michel Camdessus sur le site du FMI <http://www.imf.org>

grandes inégalités entre riches et pauvres. Selon les données du Programme des Nations Unies, Haïti est une société duale fondée sur la propriété privée des moyens de production où à peine 4% de la population maîtrisent le processus de production, détenant plus de 66% des richesses du pays. Cette minorité s'enrichit de plus en plus (Doura, 2001), et l'État haïtien est quasi en faillite tant sur le plan politique que financier. Les classes sociales les plus défavorisées, laissées à elles-mêmes, doivent compter sur leur propre force et n'ont d'autre recours que des activités informelles (Doura, 2002).

L'autre facteur expliquant la prolifération du secteur informel, selon Doura, serait politiques d'ajustement structurel mises en œuvre dans le pays à partir des années 1980, imposées par le fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Ces politiques n'avaient fait que renforcer l'exclusion sociale (Doura, 2002). L'application des politiques néolibérales, selon Doura, a eu comme conséquences la réduction de l'emploi dans la fonction publique et une contraction de l'activité privée dans l'économie officielle, ce qui a engendré un renforcement du secteur informel. En dépit de sa croissance en Haïti ce secteur ne parvient pas à assurer la subsistance des unités familiale. Les gens inventent d'autres stratégies parmi lesquelles des actions collectives pour essayer de trouver des réponses à des problèmes immédiats.

### **6.8 De la capacité des populations marginalisées de réaliser des actions collectives**

Analysant ce qu'il appelle « la crise systémique haïtienne » par rapport à l'accession d'Aristide au pouvoir, René (2003) présente les populations des bidonvilles en Haïti comme faisant partie des couches populaires qui mènent une vie de marginalisés dépendant des « envois » de la part des parents, des amis qu'ils ont à l'étranger et des sous-emplois dans le secteur informel. Ces gens sont incapables d'agir collectivement sans être manipulés par des politiciens. Il présente la trajectoire de cette catégorie sociale comme étant marquée par des rapports paternalistes ou bien clientélistes avec des dirigeants politiques ou des grands propriétaires fonciers. Selon René, plusieurs facteurs sont à l'origine de l'émergence de cette couche sociale : la pénétration du capitalisme dans la paysannerie haïtienne, l'application des politiques néolibérale, entre autres. Il qualifie cette population comme constituant « une masse ».

« Elles forment une masse qui végète et qui réclame un changement dont les contenus reste diffus. Encore fortement influencées par le paternalisme dont sont empreints les rapports de production basés sur la formule de-moitiés, elles espèrent un sauveur et sont prêtes politiquement et idéologiquement à l'accueillir» (René, 2003 : 71,72)

L'auteur ne donne pas de précision quant au mode de vie de ces populations. Il se contente d'affirmer que ces gens vivent comme des populations marginalisées dépendant pour leur subsistance des activités de sous-emploi dans le secteur informel. Au 19<sup>ème</sup> siècle, fait-il remarquer déjà, ces populations étaient qualifiées par les intellectuels de l'époque de «classes dangereuse» de «populace» et vivaient dans la précarité. Leur survie dépendait de petites besognes, entre autres, domestiques, manutentionnaire, marchands ambulants (René, 2003)

Dans son optique, les populations marginalisées des quartiers pauvres de Port-au-Prince se sont fait toujours utiliser par les politiciens. Faisant remonter leurs origines au 19<sup>ème</sup> siècle il affirme que c'est à partir de la période 1843-1848 que la migration vers les villes commença avec des paysans qui se sont établis à Morne à Turf, La Saline (Port-au-Prince), Raboteau (Gonaïves) et La Fossette (Cap-Haïtien). Selon René, au cours de la période 1865-1869, ces populations constituaient déjà une clientèle prête à appuyer des hommes politiques

« La crise de 1865-1869 trouva ces masses urbaines politiquement et idéologiquement disponibles, sans formation d'aucune sorte et revendiquant leur intégration. Massivement, elles ont appuyé Salnave qu'elles ont cru porteur d'un projet de rénovation sociale et qui, en fait prit quelques mesures visant à améliorer leurs conditions de vie (René, 2003 : 66)

Ces populations ont été souvent utilisées au moment des turbulences politiques pour participer au pillage des biens des dirigeants politiques déchus, des membres de l'opposition et des magasins situés en bordure du quai de Port-au-Prince (René, 2003). Au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, avec la percée du capitalisme dans l'espace rural haïtien, sous forme d'installation d'industries agro-industrielles, la marginalisation des populations a été renforcée, ajoute l'auteur. François Duvalier eut recours à elles pour installer son régime en les embrigadant dans sa milice macoute. Cette même milice exerça aussi de la répression au sein de ces populations ; ce qui porta bien des individus à abandonner une ville pour une autre ou bien à sortir de la paysannerie pour se réfugier dans les bas quartiers des grandes villes. Au cours des deux dernières décennies, les populations des bidonvilles de Port-au-Prince, en particulier ont intégré avec facilité les mobilisations charismatiques menées par les prêtres influencés par la théologie de la libération



«Certains éléments de ce secteur social vont jusqu'à vendre au plus offrant leurs potentiels politiques. C'est ainsi qu'on peut les voir passer sans transition d'un leader politique à un autre comme cela a été le cas de groupes marginaux fonctionnant autour de Saint-Jean Bosco et qui ont entretenu des rapports clientélistes avec le dirigeant duvaliériste Franck Romain pour rejoindre Aristide une fois que ce dernier a été installé au pouvoir» (René 2003 :72)

Dans une perspective plus large, d'autres auteurs parlent aujourd'hui de la «déroute du mouvement populaire» et évoque plusieurs facteurs qui seraient, selon eux, à la base de cette déroute. Contrairement à René, ils ne ciblent pas exclusivement la manipulation des populations des bidonvilles mais plutôt essaient de faire ressortir les principales causes de cette «déroute».

### **6.9 Développement et décadence du mouvement populaire en Haïti à partir des années 1980**

De 1957 à 1986, Haïti a connu une longue période de dictature, ce qui a empêché la formation des groupements et des associations autonomes, la jouissance des droits civils et politiques de la part des citoyens opposés au régime. Quelques années avant la chute de la dictature, c'est-à-dire au début des années 1980, les pressions internationales, particulièrement du gouvernement américain, ont commencé par se faire sentir sur le régime en exigeant le respect des droits humains. La visite du Pape Jean-Paul II en Haïti en 1983 a servi de stimulant à des groupements de citoyens issus, entre autres, de l'église catholique avec la déclaration du Pape : « il faut que quelque chose, ici»

Sous l'influence des idées de la théologie de la libération véhiculées aux conférences de Medellin (Colombie) et Puebla (Mexique), les communautés ecclésiales de base (*Ti kominote legliz*) ont commencé à voir le jour dans plusieurs départements du pays, notamment dans le plateau central (Thomassique), dans l'Artibonite (Verrettes) et dans le nord (Pilate). Dans le nord-ouest, particulièrement à Jean-Rabel, une équipe de missionnaires de la base de l'église catholique commença un travail d'animation qui a abouti à la formation d'associations de paysans pauvres. Ces associations vont donner le jour à des organisations paysannes issues de l'église catholique mais de plus en plus autonomes (Dominique, 1996). Ce sont, entre autres, Tèt kole ti Peyizan (Unité des petits paysans) dans le nord-ouest, le nord et l'Artibonite; le Mouvement des paysans de Papaye (MPP) dans le plateau Central, et le mouvement «Soleil levé» dans le sud. Outre ces organisations paysannes en milieu rural, en ville, des associations de jeunes

dénommées Solidarité entre jeunes (Solidarité ant jenn Veye yo) (Saj, surveillez-les) formés avec Jean-Bertrand Aristide alors vicaire à Saint-Jean Bosco. Après la chute de la dictature, on a assisté à une prolifération d'organisations populaires, d'associations de quartier, d'organisations non gouvernementales et de groupements de paysans dans le pays. La plupart des ONG ont intégré le mouvement populaire composé entre autres des groupements paysans, des associations de jeunes, des mouvements féministes et des organisations syndicales. Parlant des ONG il faut citer ce que Morton, dans un essai sur des ONG en Haïti, appelle des organisations de coordination et de promotion ou de plaidoyer qui représentent les intérêts de certains groupes ou des positions politiques ou idées logiques particulières (Morton, 1998). La plupart de ces groupes ont leur représentation aux États-Unis ou en Europe et peuvent y avoir pris naissance. Ils peuvent aussi avoir une représentation et des programmes en Haïti comme par exemple «OXFAM-Québec» ou «OXFAM Grande Bretagne» ou bien encore *Action Aid*. Ces ONG développent aussi des relations de collaboration ou de partenariat avec des groupes de base transformés au fur et à mesure en groupe spécialisés dans le développement local. A partir de 1986, la lutte du mouvement populaire s'est exprimée à travers des revendications pour la Justice, pour la «déduvaliérisation» de l'appareil d'État et pour la satisfaction des droits sociaux et économiques (Jean et Maeschalck, 1996)

On peut compter plusieurs acteurs du mouvement populaire en Haïti quelques années avant et après la chute de la dictature des Duvalier. Par exemple, les jeunes réunis dans diverses associations de jeunesse : Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Solidarité entre Jeunes (Solidarité ant jenn Veye yo) (SAJ, surveillez-les) ou encore des associations de jeunes dans des quartiers de Port-au-Prince comme par exemple l'Association des jeunes de Martissant (AJM). Il y a aussi les groupements de paysans ou bien encore des groupements de paysans originaires d'une zone déterminée du pays dont ils portent le nom tels que le mouvement des paysans de Milot (MPM) dans le nord, le mouvement des paysans de «Piatre» et le mouvement des paysans de «Bocoselle». Les organisations paysannes ont commencé à prendre une nouvelle tournure notamment à partir de la fin du régime des Duvalier. Avant, c'étaient des conseils communautaires regroupant 10 à 15 personnes dans une localité donnée. Ils étaient inféodés ou dirigés par des agents de la dictature. Ces types d'organisation ont vu le jour à partir des années 1960. Les objectifs étaient de réaliser des travaux communautaires comme, par exemple, la réhabilitation et la construction des routes communautaires et l'aménagement des sources d'eau potable. Toute la communauté est

invitée à participer à ces travaux : les slogans étant « l'eau, c'est la santé ou bien les routes, c'est le développement ». La santé publique n'est à personne sinon à tout le monde de même que les routes, tout le monde était invité à y participer. Élie, dans une recherche sur les organisations paysannes en Haïti, fait ressortir le caractère et les pratiques inégalitaires à travers ces conseils communautaires :

«Les paysans pauvres travaillent ; ceux qui disposent de grands moyens font des démarches pour obtenir des produits alimentaires destinés à être distribués gratuitement, distribuent un peu d'argent. En d'autres termes, les paysans aisés entrent comme des gens aisés dans ces conseils et les pauvres comme des pauvres. Dans ce sens, même si tout le monde est intéressé ce sont les paysans aisés qui orientent ou dirigent les conseils<sup>45</sup>».

Ces conseils étaient par définition apolitiques et dirigés généralement par un membre de la milice des Duvalier : les tontons macoutes. Après la dictature, ces conseils disparaîtront au profit de nouvelles organisations paysannes appelées communément « mouvement de paysans » « groupement de paysans » ou encore « rassemblement de paysans ». Il y a, par la suite, les organisations féministes. Celles-ci, à l'instar d'autres catégories : étudiants, ouvriers, jeunes ont profité de l'explosion des revendications consécutive à la chute du régime des Duvalier pour exprimer leurs revendications. Le 3 avril 1986, elles ont organisé une grande marche nationale qui a rassemblé des milliers de femmes dans les rues de Port-au-Prince<sup>46</sup>. Avec la chute de la dictature, plusieurs organisations féministes ont vu le jour et continuent aujourd'hui encore d'intervenir dans la sphère de l'opinion publique pour défendre leurs intérêts. On peut citer, entre autres, Solidarité femme haïtienne (solidarité fanm ayisyèn- SOFA), Enfo-fanm (Info-femmes) *kay fanm* (Maison des femmes) et *Fanm yo la* (les femmes sont là).

La liste de ces acteurs du mouvement populaire n'est pas exhaustive. Dans ce mouvement figurent bien d'autres éléments telles que les associations ou organisations d'étudiants, certaines organisations de défense des droits humains ainsi que des organisations non gouvernementales alternatives telles que la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAHPDA), l'Institut culturel Karl Lévesque (ICKL), l'Institut de technologie et de communication appliquée (ITECA). Ces ONG viennent surtout en appui au mouvement populaire à travers notamment la

<sup>45</sup> Ti malere ap mete kouraj yo; gran nèg ap bay ti kòb, oswa li pwale fè demach pou sinistre. Sa vle di gran nèg ap antre kòm gran nèg; ti malere ap antre kòm ti malere. Sa pwal fè tou, menm si tout moun enterese, se gran nèg la ki pwal bay direksyon (Élie, 1995)

<sup>46</sup> Voir Expo Mémoire des luttes populaires en Haïti »1946-1996 (ICKL, 2005)

formation ou l'encadrement technique. Selon Chalmers, les objectifs du mouvement populaire issu de la mouvance populaire de 1986 étaient entre autres de construire la démocratie, de bâtir un pays différent, de sortir de la domination étrangère des dictatures et de la domination des propriétaires terriens<sup>47</sup>. En effet, les revendications du peuple haïtien à travers différentes organisations formées après 1986 concernaient notamment la justice et la réparation des victimes de la dictature des Duvalier. Elles touchaient aussi la réforme de l'appareil judiciaire protégeant généralement les puissants, le changement de l'État, c'est-à-dire changer les structures et le système et non pas simplement se contenter de changer un gouvernement, l'arrestation des tortionnaires et de tous les dilapidateurs des fonds des deniers publics, la démocratie populaire, le rejet de l'impérialisme américain considéré comme le soutien des principales forces réactionnaires (ICKL, 2005)

Les revendications étaient davantage politiques et globales que sociales et spécifiques. Il n'y a pas de revendications spécifiques, par exemple, pour le logement social, les soins de santé, l'emploi, ou le respect des droits sociaux de base tels que, l'alimentation, les prestations familiales, en d'autres termes pour de meilleures conditions de vie. On exigeait plutôt un autre type d'appareil judiciaire, un autre État, une autre forme de démocratie.

#### **6.10 Déroute du mouvement populaire : développement de la démobilisation**

Aujourd'hui, le mouvement populaire n'est plus ce qu'il « était après la chute de la dictature. Les associations de jeunes, les groupements de paysans militant pour un changement de système, contre l'impérialisme américain ont disparu pour la plupart ou bien se sont transformés en acteurs de développement local à travers la réalisation de quelques projets de développement communautaire. De même les organisations syndicales, pour la plupart n'existent que de nom, car avec la répression politique, les assassinats ou le départ de certains dirigeants, la fermeture de beaucoup d'usines du secteur de la sous-traitance, ce qui reste de ce mouvement est un ensemble de groupuscules syndicales généralement marginalisées qui doivent opérer dans l'ombre parce qu'ils sont toujours exposés aux brimades du gouvernement (Batay ouvriye, 2005). On ne peut plus parler de mouvement étudiant : la Fédération nationale des étudiants haïtiens ayant disparu, d'autres groupuscules ont vu le jour mais n'ont eu que

---

<sup>47</sup> Voir l'entrevue de Chalmers réalisée avec l'agence de Presse Adital le 11 septembre 2004

l'effet d'un feu de paille. Certaines ONG alternatives, des organisations féministes, des groupes de défense des droits humains continuent de militer pour le changement des conditions de vie de la population, mais leur existence est conditionnée par le financement de leurs bailleurs de fonds respectifs, et elles ne revendiquent plus de changement de système ou d'État. Comment en est-on arrivé là ?

Pour Chalmers, la répression politique directe dans les quartiers populaires, la corruption et l'achat des dirigeants des organisations populaires, la drogue sont, entre autres, des facteurs qui expliquent la déroute du mouvement. Accusant les États-Unis d'avoir participé directement au coup d'État du 30 septembre 1991 qui a renversé Jean-Bertrand Aristide, il affirme que pendant trois ans du régime des putschistes, une politique d'élimination systématique du mouvement populaire a été mise en place, un réel travail de répression et d'assassinats, estimant à plus de 5 000 le nombre de victimes (Chalmers, 2004). Les persécutions auraient été dirigées directement contre les dirigeants des organisations populaires. Outre la répression directe, des tactiques plus subtiles de destruction du mouvement ont été mises au point par l'ambassade américaine en vue de déstabiliser le mouvement populaire. En pleine période de coup d'État, soit de 1991 à 1994, l'ambassade américaine a délivré 12 000 visas de résidence. Des visas ont été offerts directement à des dirigeants d'organisations populaires ainsi qu'aux membres de leur famille. Selon Chalmers, cela s'est fait sous le prétexte d'enquêtes au cours desquelles près de 95 000 personnes ont été interrogées. Ces gens devaient dire si elles avaient été incarcérées, si la police avait fait des perquisitions chez eux, si elles avaient été frappées, entre autres. À partir de ces 95 000 interrogatoires, ils ont construit une base de données sur le mouvement populaire d'Haïti et sélectionné 12 000 personnes (Chalmers, 2004). Selon Chalmers, il a été démontré que ces 12 000 dirigeants avaient un poids significatif et un rôle important dans le processus d'organisation populaire. Chalmers révèle enfin que la drogue constitue un autre facteur de déstabilisation du mouvement populaire. Dans les quartiers populaires, certains dirigeants d'organisation qui avaient joué un rôle important entre 1989 et 1991 ont été achetés. Ainsi, la structure associative des quartiers populaires a été détruite. Certains dirigeants de ces organisations sont devenus de simples mercenaires de caïds de la drogue et de dirigeants politiques assoiffés de pouvoir (Chalmers, 2004)

De leur côté, Jean et Maesschalck parlent de démembrement du mouvement populaire dont ils attribuent les causes à au moins deux facteurs. Premièrement les relations du secteur populaire avec ce qu'ils appellent la société civile. Deuxièmement les relations de l'État avec les organisations populaires. Selon eux, les stratégies

politiques de la société civile rencontrent les stratégies américaines sans se confondre pourtant avec elles. De part et d'autre, on cherche à épuiser la mobilisation populaire pour venir à bout des risques de subversion et de l'instabilité produite par le mécontentement du camp duvaliériste (Jean et Maeschalck, 1996). Ce qui importe pour cette société civile, c'est d'obtenir un système juridique efficace qui n'entrave pas son espace de marché et qui facilite ses échanges de marché. Dans ses relations avec le secteur populaire, elle a pu obtenir un certain appui à travers des organisations paysannes liées au clergé, un réseau de comités de quartier et un réseau syndical lesquels ont servi plutôt à des opérations de cooptation et au renforcement du symbole d'enracinement populaire. Pour Jean et Maeschalck, le démembrement des organisations populaires aurait commencé bien avant le coup d'État du 30 septembre 1991, c'est-à-dire sous le régime du général Prosper Avril et qui a continué passivement sous le premier gouvernement Lavalas (Jean et Maeschalck, 1996).

À l'instar de Chalmers, Jean et Maeschalck voient le coup d'État du 30 septembre comme un coup dirigé spécifiquement contre le secteur populaire, car, soit à la capitale, soit dans des villes de province, des fouilles systématiques ont été faites des maisons accompagnés des tirs nourris toute la nuit du 29 au 30 septembre. Les lieux de réunion des organisations populaires et paysannes ont été détruites et leurs documents emportés par l'armée et la Police. Des dirigeants d'organisations populaires ont été forcés de prendre le maquis. Ils se rendaient à la campagne ou à d'autres endroits où ils étaient moins connus en vue d'échapper à la répression (Jean et Maeschalck, 1996). Cette répression comme objectif de finir avec la détermination des masses de revendiquer le changement par l'utilisation de toutes formes de violence

Cependant le coup d'État ne doit pas être pris comme étant la seule cause de ce démembrement, dans la perspective de ces auteurs. Le pouvoir Lavalas a contribué lui aussi après le retour du président Aristide au pouvoir consécutif à l'invasion militaire étasunienne, à mettre en déroute la mobilisation populaire à travers notamment l'embauche dans la fonction publique de militants d'organisations populaires. Ces militants appelés aussi «militants à cravate» (Jean et Maeschalck, 1996) n'ont pas la formation nécessaire pour les postes occupés. Le pouvoir Lavalas croyait que le courage et le militantisme pouvaient se substituer à la compétence et à la rigueur dans la gestion du pouvoir et des affaires de l'État (Jean et Maeschalck, 1996). Selon les auteurs, appliqua deux tactiques : la cooptation des cadres de la société civile, et le rapport charismatique d'Aristide avec le peuple. Par rapport au premier, le pouvoir Lavalas croyait en la compétence des cadres de la société civile. Pour ce, ils ont été embauchés

au cours du premier mandat d'Aristide à tous les paliers du gouvernement, alors qu'il leur manquait d'expérience. Par rapport au second facteur, le président Aristide, par sa foi dans le verbe et sa façon de se présenter au peuple, a réussi à identifier le mouvement populaire, ne serait-ce qu'au niveau des organisations de base, à sa personne

«Le mouvement populaire qui s'est identifié à un homme, non seulement n'a pas obtenu la satisfaction de ses principales revendications : justice, participation-santé-éducation mais est sorti de cette expérience plus affaibli, parce que plus confus, plus déstructuré et désorganisé» (Jean et Maeschalck, 1996 : 91).

Avec le retour au pouvoir du président Aristide consécutif à l'intervention militaire des États-Unis en Haïti, on a assisté à un essoufflement du secteur populaire et à un changement de discours. On ne parle plus de démocratie populaire, on ne dénonce plus l'impérialisme américain, on ne revendique plus un changement de système. Aristide met sur pied un programme baptisé « petits projets de la providence » à travers lequel il a cherché à recruter notamment dans les quartiers populaires et les bidonvilles la base sociale de parti « Famille Lavalas ». Il a été accusé par un des ministres du premier gouvernement de René Préval d'avoir détourné de l'argent pour développer ce programme. Raoul Peck dit avoir trouvé un déficit budgétaire colossal de l'ordre de 1.3 milliards de gourdes (Près de 88 millions de dollars étasuniens qui représentait à peine la moitié de l'année fiscale 1995-1996. Laraque, qui cite ce ministre, affirme que ce déficit était en partie lié avec des dépenses extrabudgétaires notamment dans le cadre des « Petits projets de la présidence » (Laraque, 2006). À travers le financement de ces projets, le président de la république a cherché à recruter une clientèle au sein des pauvres particulièrement dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Outre cette tentative du président auprès de la population marginalisée, on trouve des ONG qui depuis le début des années 1980 avaient commencé à développer des projets dans la paysannerie et les quartiers de la misère des villes.

#### **6.4 Vers la reconnaissance des ONG comme voie de canalisation de l'aide internationale à Haïti et comme secteur de promotion du développement local**

Dans leur ouvrage portant sur l'aide à la migration en Haïti, Dewind et Kinley analysent l'impact de l'assistance internationale en Haïti et parlent de « l'imposition d'une nouvelle stratégie de développement imposée à Haïti » par l'Agence américaine pour le développement (USAID), la Banque mondiale, la Banque inter-américaine de

développement (BID) et le Fonds monétaire international (FMI), au début des années 1980 (Dewind et Kinley, 1988). Cette stratégie de développement devait être centrée essentiellement sur l'exportation. Dans le cadre de son application, l'État ayant été jugé corrompu, la Banque Mondiale, le FMI de concert avec le Gouvernement étasunien ont opté pour la promotion du secteur privé. Cette option comporte au moins deux volets : premièrement, il s'agit de faire acheminer l'aide au développement à travers les organisations bénévoles. Deuxièmement, le secteur des affaires devrait jouer à la place de l'État le rôle de «moteur de développement» (Dewind et Kinley, 1988). Ainsi, les crédits d'aide des États-Unis, particulièrement, allaient être utilisés dans le but de stimuler le commerce, de fournir des capitaux et d'attirer des investissements étrangers.

Par rapport à la promotion des organisations bénévoles privées, le Gouvernement étasunien adopta une loi en 1981 relative à l'aide au développement local. Selon Dewind et Kinley, 30% des crédits de l'USAID, à l'époque, étaient acheminés à Haïti par l'intermédiaire des ONG via l'Agence américaine pour le développement international (USAID). On estime que 25 organismes dont la plupart sont d'obédience religieuse étaient, à cette époque, enregistrés auprès de l'USAID pour recevoir de l'aide. Ces organisations distribuaient traditionnellement des produits alimentaires aux populations sinistrées et/ou affamées du pays, mais plus tard, l'USAID allait les inciter à s'impliquer dans la réalisation des programmes de développement appuyés par le gouvernement américain. Ces programmes devaient être liés à l'agriculture, à l'agroforesterie, au développement rural, à la santé publique, à la nutrition, aux services de planning familial, à la nutrition, à la construction de systèmes locaux d'adduction d'eau (USAID, 1986), (Dewind et Kinley, 1988). Ainsi, beaucoup d'organisations non gouvernementales allaient voir le jour dans le pays au point que Pierre Étienne ait parlé d' « Invasión des ONG » en Haïti (Étienne, 1997).

Les organisations non gouvernementales ne sont pas redevables envers les populations pour les services offerts et ne parviennent pas à couvrir tout le pays. Ainsi dans certaines zones où il y a une situation d'urgence, comme par exemple dans le nord-ouest d'Haïti, elles vont exécuter des programmes appelés « programmes d'urgence pour le soulagement de la pauvreté » (Charlier, 1998). Ces programmes sont constitués de projets dont les plus connus sont les programmes à haute intensité de main-d'œuvre. Ces sont des projets de création de travail précaire de très courte durée où des travailleurs non ou peu qualifiés peuvent travailler pour une période d'un mois (Charlier, 1998). Charlier a identifié parmi les effets secondaires des projets réalisés par les ONG, l'inaccessibilité de certains endroits. En milieu urbain, il n'est pas toujours



question d'accessibilité ou non des lieux. Parfois entre des bidonvilles situés côte une ONG est en train de réaliser un projet pour créer de l'emploi, tandis que dans l'autre, la population ne bénéficie de rien. Par exemple, Cité de l'Éternel, Village de Dieu et Cité Plus sont placés côte à côte. Dix bornes-fontaines ont été construites à Cité de l'Éternel, une seule à Cité Plus, tandis qu'il n'y a rien à Village de Dieu.

Par rapport à la distribution de produits alimentaires importés, elle a eu des impacts négatifs pour le développement du pays en renforçant sa dépendance vis-à-vis des pays fournisseurs de l'aide alimentaire et en plongeant les bénéficiaires dans une sorte d'attentisme. Selon un paysan du Nord-Ouest d'Haïti vivant dans une zone où une organisation non gouvernementale d'origine étasunienne, CARE, a distribué des produits alimentaires importés,

« L'aide alimentaire met les gens dans une sorte d'attentisme et les empêche de faire les efforts qu'ils faisaient par le passé. Parfois, la saison pluvieuse arrive, et les travailleurs, au lieu d'aller travailler la terre, attendent la distribution des aliments<sup>48</sup> ».

L'aide alimentaire apportée aux pauvres en Haïti reproduit aussi les pratiques de corruption de la part des responsables des projets de distribution de ces produits et des chefs d'entrepôts ou de distribution. Selon Dewind et Kinley, le programme « Food for peace» (Nourriture pour la paix) de l'USAID en Haïti, au cours des années 1980, a été entravé par des pratiques de corruption consistant à vendre les produits alimentaires destinés aux pauvres. De l'aide alimentaire au montant de 10.5 m (US) devait être distribuée gratuitement aux populations démunies par quatre ONG, mais au terme d'une enquête, personne ne pouvait indiquer le volume d'aide qui a été effectivement distribué aux pauvres par CARE, Secours-Catholique, *Church World Service et Seventh Day adventist world Service* (Dewind et Kinley, 1988)

Dans la perspective de la reconnaissance des ONG comme dispensatrices de services aux populations démunies en Haïti, Morton, étudiant le secteur des ONG, affirme que pendant environ dix ans, soit de 1987 à 1994, les principaux bailleurs de fonds s'étaient adressés aux ONG pour assurer les services de base et des programme de protection sociale à cause de « l'incapacité de divers régimes haïtiens à assumer cette responsabilité. Selon Morton, 100 millions de dollars d'assistance officielle au développement ont été gérés par les ONG de 1992 à 1994 consécutivement au coup d'État contre Jean-Bertrand Aristide (Morton, 1998). Environ trois ans après le retour d'Aristide au pouvoir, soit au début de 1997, les bailleurs jugeaient encore convenable que dans certains secteurs, entre autres, la santé, l'éducation, l'alimentation en eau et

<sup>48</sup> Citation tirée du Mémoire de maîtrise de Louis (2002)

l'assainissement ainsi que la construction et la réhabilitation de la «petite infrastructure», les ONG devaient continuer à jouer un rôle important au niveau de la conception et de la prestation des services, en particulier dans les zones rurales éloignées et dans les zones urbaines défavorisées où le gouvernement haïtien ne dispose d'aucune capacité autonome de prestation (Morton, 1998). L'auteur distingue ainsi plusieurs types d'ONG opérant en Haïti : des organisations de base ; des organisations intermédiaires, les grandes ONG nationales et internationales, les Fondations et les associations de type parapluie.

Certaines institutions financières et de coopération internationale, entre autres, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale et le FMI, comme on vient de le voir dans cette section, ont réussi à partir des années 1980 à se défaire des institutions publiques pour canaliser l'aide. Ainsi, elles ont renforcé le secteur privé et certaines organisations de la société civile, notamment les ONG et des groupes de base. Le rôle de l'État, vis-à-vis de ces institutions est un rôle de régulation, c'est-à-dire, les instances publiques établissent les procédures de reconnaissance des ONG accréditées dans le pays. Dans la section qui suit j'analyse quelques mesures prises par les autorités gouvernementales dans ce domaine.

## **6.5 La reconnaissance publique des associations et des ONG**

La reconnaissance des ONG comporte au moins deux aspects. Premièrement la reconnaissance normative conformément aux lois régissant leur fonctionnement en Haïti. Ces lois définissent les conditions de formation d'une ONG ainsi que ses conditions de fonctionnement. Deuxièmement la reconnaissance de ces ONG par les associations et les populations qu'elles représentent comment étant les dispensatrices de services que l'État n'offre plus.

Au cours de la décennie 1980, les gouvernements haïtiens ont voulu avoir un certain contrôle sur le secteur des ONG. C'est ainsi qu'au début des années 1980, le régime de Jean-Claude Duvalier prit un décret qui stipule en son article 12, deuxième alinéa, que pour bénéficier du statut d'ONG, les fondateurs

« Doivent soumettre une référence de garantie d'une banque ou de deux organisations non gouvernementales nationales ou internationales, opérationnelles ou d'une agence bilatérale ou multilatérale ayant son siège dans le pays<sup>49</sup> ».

---

<sup>49</sup> Le libellé de l'article du décret est extrait de l'ouvrage de Pierre Étienne consacré à l'étude des ONG en Haïti. L'auteur parle de l'invasion des ONG en Haïti.

Deux ans après, est sortie une autre loi qui définit les organisations non gouvernementales d'aide au développement ONGD comme des institutions apolitiques qu'elles soient religieuses, laïques ou d'origine étrangère. Cette loi marque également la ligne de démarcation entre les institutions publiques et le secteur des ONG. Selon cette loi publiée dans le journal officiel de la République :

« Les congrégations, missions, associations, établissements, sociétés civiles sans but lucratif , à caractère apolitique, religieux ou laïc, d'origine étrangère ou nationale , fonctionnant sur le territoire de la République, à l'exception des institutions, agences externes de coopération ou autres, liées à l'État par un contrat ou par un accord de base et qui conservent le statut à elles reconnu par les pouvoirs publics du lieu de leur origine, sont des organisations non gouvernementales d'aide au développement (ONG), lorsque par des moyens propres, ils poursuivent des objectifs philanthropiques ou d'intérêt général, accomplissant une œuvre de bienfaisance ou de charité, travaillent à la diffusion de l'enseignement classique et professionnel, interviennent dans des actions de développement d'une région, d'un département, d'un arrondissement, d'une commune ou d'une section rurale » (Le Moniteur, 1982)

En 1989, sous le gouvernement provisoire du général Prosper Avril, une autre loi est sortie dans le Journal officiel de la République donnant une nouvelle définition des ONGD

« Sont désignées Organisations non gouvernementales d'aide au développement et identifiées ci-après sous le sigle ONG toutes institutions ou organisations privées apolitiques sans but lucratif, poursuivant des objectifs de développement aux niveaux national, départemental ou communal et disposant de ressources pour les concrétiser » (Moniteur, 1989)

Plusieurs caractéristiques se dégagent de ces définitions qui fixent les conditions de reconnaissance des ONG : il s'agit d'être des organisations à but non lucratif; apolitiques, poursuivre ou être en train de réaliser des activités de développement. Que cette organisation soit nationale ou internationale ne pose pas de problème. Donc, à l'instar des associations de base, les ONG, pour être également reconnues par les institutions publiques haïtiennes doivent, en plus d'avoir un compte en Banque enregistré au nom de l'ONG en question, présenter au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) ses statuts, son acte constitutif, son procès-verbal et une lettre d'intention et payer les frais nécessaires. Ainsi, elle peut vaquer à ses activités.

## Conclusion

Les conditions de vie sont précaires dans les quartiers populaires et les bidonvilles de Port-au-Prince. En considérant les indicateurs présentés dans les tableaux, ne pourrait-on pas dire que c'est toute la capitale de marginalisation? La capitale haïtienne présente, au regard de n'importe quel observateur, de grandes inégalités spatiales, et ces inégalités sont aussi le reflet des inégalités sociales. On y trouve d'anciens quartiers huppés habités par des gens riches et de nouveaux quartiers émergents qui sont aussi la propriété des gens qui se distinguent par leur accès privilégié aux biens et aux ressources. En termes d'infrastructures et de conditions de vie, ces espaces n'ont rien à voir avec les quartiers populaires et les bidonvilles. Cependant, certains des quartiers huppés ont dans leur voisinage des bidonvilles, même si cela ne fait pas disparaître les frontières entre gens dominants et dominés. Les gens des bidonvilles et des quartiers populaires peuvent difficilement accéder à la sphère des gens riches, sauf dans des cas de domesticité ou d'emplois dans ce qui reste des usines de la sous-traitance. Les quartiers pauvres sont le théâtre d'une violence à trois têtes, ce qui favorise des interventions policières provoquant des effets collatéraux. À Port-au-Prince, donc, on est en face d'un dualisme en ce qui concerne la répartition de la population et des conditions de vie. Des résidences modernes de luxe des quartiers huppés, des gardes des compagnies de la sécurité privée des maisons somptueuses, des quartiers paisibles de gens vivent des gens aisés contrastent avec des taudis et des maisons sordides des quartiers populaires et des bidonvilles, des tanks et des patrouilles policières dans les rues de la capitale et dans les quartiers pauvres, des tirs et des massacres dans des espaces baptisés « zones de non droit ». Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les vestiges de ce dualisme sont aussi présents dans les bidonvilles qui sont pour la plupart de leurs habitants des zones de profits et de distinction. Avec la détérioration des conditions de vie, des inégalités criantes entre riches et pauvres, la violence qui prévaut dans les bidonvilles, la «déroute» du mouvement populaire et les interventions des ONG, la population de la Cité peut-elle agir collectivement et obtenir la régularisation de sa situation sur les terrains occupés?

## CHAPITRE 7. CONDITIONS DE VIE À CITÉ DE L'ÉTERNEL

Jusqu'au moment où je suis rendu sur le terrain à Port-au-Prince, j'ai toujours présenté Cité de l'Éternel comme étant Cité de Dieu. C'était une erreur. Ces deux bidonvilles sont différents au moins par rapport à leur situation géographique. J'ai commencé à faire mes observations directes quand, m'adressant à quelqu'un, que j'ai considéré comme un personnage clé, me dit que je ne suis pas à Cité de l'Éternel mais plutôt au village de Dieu. Selon ce personnage, Village de Dieu et Cité de l'Éternel sont séparés par un canal appelé Bois de chêne. En effet, ce canal traverse la ville de Port-au-Prince depuis le quartier de Turgeau (une zone résidentielle) jusqu'à l'embouchure du quai de Port-au-Prince délimitant les deux bidonvilles situés en bordure de la mer de la capitale. J'ai pu observer deux entrées principales, l'une à l'est du canal où il est écrit « Bienvenue à Village de Dieu ». Et l'autre, à l'ouest, où l'on souhaitait jadis la bienvenue aux visiteurs de Cité de l'Éternel, mais à mon arrivée le panneau de bienvenue semble avoir été emporté ou arraché. Chacun de ces écriteaux est en ferronnerie et érigé sur deux poteaux en béton armé mesurant environ 6 mètre de hauteur

Aux plans des caractéristiques physiques, de la constitution de la population et des conditions de vie apparentes, il semble qu'il n'y a pas de différence entre Village de Dieu et Cité de l'Éternel. Il n'y a presque pas de rue sauf une entrée principale et plusieurs corridors baptisés ruelle qui arrivent jusqu'au milieu du Bidonville. Les services d'assainissement public ou privé sont inexistantes. On y trouve beaucoup de petites églises protestantes. Les dimanches, on peut observer des assemblées en prière dans plusieurs endroits des bidonvilles. La plupart des églises étaient bondées de gens venus adorer; ceci tant à Cité de l'Éternel qu'à Village de Dieu

L'époque où j'ai réalisé mes interviews était le moment où chaque jour on entendait à la radio qu'il y avait des cas de kidnapping, des interventions musclées de policiers de la MINUSTHA et de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Après la chute d'Aristide en février 2004, des violences ont éclaté à Port-au-Prince, particulièrement dans les quartiers populaires où celui-ci a eu beaucoup de partisans. Cette situation entraîna l'établissement d'une mission des Nations Unies en Haïti dénommée Mission des nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). En dépit de la présence de la MINUSTAH, les violences n'ont pas diminué même trois ans après. Certains pays décourageaient leurs ressortissants à voyager en Haïti. Même des Haïtiens vivant à

l'étranger hésitaient à voyager dans leur pays d'origine pour voir leurs proches ou vaquer à leurs occupations.

En ce qui me concerne, même un proche parent, lui-même, commandant à la PNH m'avait conseillé de partir en province pour faire mes recherches au lieu de risquer ma vie dans un bidonville de Port-au-Prince. Mais je ne me laissais pas faire, j'avais réalisé mes travaux comme prévu à Cité de l'Éternel. Sur le terrain, je me suis senti, à un certain moment, comme un intrus dans cette population. J'ai eu l'impression que tout le monde me regardait avec mon sac à dos, un jeans et une chemise jeans délavés, une casquette neuve. Je croyais m'être habillé d'une façon qui pour moi ne devrait pas me faire passer pour un inconnu mais je n'ai pas réussi le coup. Parfois, j'ai eu l'impression que quelqu'un nous poursuivait. Est-ce parce qu'on m'avait mis en garde? Peut-être oui. Pour notre sécurité physique, j'ai changé mon protocole de présentation du thème de recherche. Dans les quartiers pauvres de Port-Au-Prince, en général, dès qu'on se présente comme quelqu'un qui vient de l'étranger, on risque d'avoir des problèmes avec les délinquants. En d'autres termes, on risque de se faire attaquer par eux, de se faire voler ses affaires et même de se faire kidnapper ou tuer.

À Village de Dieu, en m'adressant à mon premier informateur, nous nous sommes présenté en tant qu'étudiant en Sociologie, troisième cycle, à l'Université de Montréal. J'ai expliqué ensuite l'objet de ma recherche. Mon personnage m'a fixé des yeux en disant « Enbenw s'on diaspora » (vous êtes de la diaspora haïtienne). En Haïti, pour le sens commun en général, quelqu'un qui vient de la diaspora possède l'argent. Après une brève conversation avec cet informateur, chemin faisant, avec deux accompagnateurs, j'ai décidé que je vais me présenter plus comme étudiant venant de l'étranger, mais plutôt comme coordonnateur d'un programme de santé communautaire (j'avais effectivement occupé ce poste avant mon départ pour des études de maîtrise au Mexique de 1998 à 2000). L'organisme qui exécutait ce programme n'est situé qu'à quelques kilomètres de Cité de l'Éternel. Selon cette nouvelle présentation, j'ai dit que j'ai réalisé que l'eau que la population utilise à partir des rapports annuels de l'organisme communautaire, semble être à la base de certaines infections intestinales chez les enfants et sexuelles chez les femmes (ceci est effectivement confirmé par les rapports de l'Association pour la promotion de la santé intégrale de la famille. J'en ai rédigé un en automne 2002). Alors, j'ai expliqué que je suis en train de faire une recherche sur le projet d'alimentation en eau potable qui a été réalisé à Cité de l'Éternel pour savoir 1) comment le projet a été mis sur pied; 2) comment a été Cité de l'Éternel avant la réalisation de ce projet; 3) quelles sont les conséquences de la réalisation de ce

projet pour Cité de l'Éternel. Des personnes à qui m'a parlé semblent se montrent très réceptives à cette idée de savoir si l'eau est à la base de certains problèmes dont ils souffrent. Certaines personnes ont même affirmé qu'une telle recherche est dans leur intérêt et « n'est pas politique ».

Il ne m'était pas facile de planifier et de réaliser des entrevues à cause du climat de méfiance qui régnait dans le bidonville vis-à-vis des inconnus. Pour ma sécurité et pour atteindre des personnages clés, je me suis fait accompagner de deux animateurs communautaires qui avaient travaillé auparavant dans la Cité. Connus par plus d'un, ils me facilitaient la tâche. D'abord, j'ai cherché à identifier les associations locales, leur quartier général et leurs dirigeants. Ceci étant fait, j'ai planifié, dans un premier temps, des interviews avec des dirigeants d'associations. La plupart d'entre eux m'ont accompagné dans certains endroits du quartier pour me faire voir les conditions dans lesquelles vivent des gens tout près de la mer. Cela m'a donné une certaine confiance auprès de la population, puisque les gens m'ont vu avec des dirigeants d'associations très connus dans la Cité. Par la suite, je me suis rendu seul pour planifier et réaliser des entrevues avec des habitants de la cité, entre autres des gens vivant au nord de la Cité particulièrement proche de la mer.

Avant d'arriver à Cité de l'Éternel, j'ai erré dans d'autres bidonvilles. Ils sont tous situés en bordure du quai de Port-au-Prince, côte à côte et se ressemblent. À leur entrée principale, un souhait de bienvenue placardé au-dessus de deux poteaux en béton sur un mur : bienvenue au village de Dieu; « bienvenue à Cité de l'Éternel ». Ayant confondu Cité de l'Éternel avec Village de Dieu, je me suis dirigé d'abord à Village de Dieu où j'ai entamé mes premières observations. Par la suite, je me suis rendu à Cité, Plus séparé de Village de Dieu par la Ravine Bois-de-chêne avant d'aboutir à Cité de l'Éternel, séparée à son tour de Cité Plus par le canal Bois-de-chêne. Dès que je suis entré dans la Cité j'ai été frappé par les conditions environnementales, les types des maisons et les infrastructures. Avant de m'adresser à quiconque, je me suis promené tout le long du canal qui sépare la Cité de Cité Plus jusqu'à la partie où il n'y avait plus de passage pour aller à la mer. J'ai vu des gens au grand jour en train de faire leurs besoins physiologiques à même le sol sans que ma présence les inquiétât. Le canal sert de dépotoir pour beaucoup de gens vivant aux alentours. Des enfants parmi des bêtes, entre autres, des porcs et des cabris, jouent tout autour. Au fur et à mesure que je m'avance à côté de ce canal, le spectacle est plus saisissant; des «logements» construits à partir des matériaux de récupération, placés l'un à côté de l'autre, les passages sont

étroits pour y accéder, partout des moustiques. Je me demande comment peut-on vivre longtemps dans un tel milieu.

Je suis retourné à l'entrée principale pour ne pas me perdre car il était difficile pour moi d'établir des repères. J'ai marché jusqu'au milieu de la Cité, observant d'autres types de maisons et des gens vaquant à leurs activités, entre autres, le commerce de détail de toutes sortes de produits : bonbons, biscuits, eau froide, boissons gazeuses, morceaux de glace, fritures, vêtements usagés. Comparativement à l'endroit où je me trouvais auparavant, je me suis senti plus en sécurité car il y a du monde dans la rue. Les passages ne sont pas aussi étroits qu'ils le sont dans cette partie de la Cité, des automobiles vont et viennent soulevant de la poussière qui frappe au visage et saupoudre les produits exposés devant les maisons. Les logements à cet endroit sont différents de ceux que j'ai remarqués aux environs du canal. Il y en a qui sont construits en béton et d'autres qui ont la toiture en tôle, les murs et la base en béton. Dans cette partie de la Cité, j'ai remarqué plusieurs églises de confession protestante : baptiste, adventiste et protestante. Les fins de semaine, elles sont des lieux de prières. Une fois par semaine, il y a un jeûne. À côté d'elles ou dans leur partie arrière, des salles de classe. L'arrière de la Cité, c'est-à-dire la partie proche de la mer, est comme les alentours des deux canaux.

Dans ce chapitre, je décris les conditions de vie à la Cité. D'abord, je présente les conditions de vie des gens afin de mieux tenir compte de plusieurs paramètres, entre autres, les logements, l'environnement physique, les différences qui se manifestent au sein même de ce territoire. L'objectif étant d'analyser la capacité d'action collective des populations, je décris les conditions de vie afin de voir dans les chapitres qui suivent comment elles affectent ou non les gens tant au niveau de leur débrouillardise que de la manière dont ils s'organisent pour changer leurs conditions de vie.

## 7.1 Cité de l'Éternel

Cité de l'Éternel est située en bordure du quai de Port-au-Prince et servait, avant, de dépotoir. À la chute de la dictature de Jean-Claude Duvalier (Baby doc), elle a été baptisée Cité de l'Éternel, par ses premiers habitants. Cette terre, relevant des domaines de l'État, était initialement occupée, manu militari, par quelques « tontons macoutes »<sup>50</sup>, puis répartie en petits emplacements vendus à des gens qui disposaient de moyens

---

<sup>50</sup> Non donné aux membres de la milice des Duvalier



précaires pour s'acheter une propriété en vue de construire leur logement. Même après le départ de « Baby doc », les pauvres continuaient d'occuper des portions marécageuses qu'ils remplissaient de remblais afin d'y construire leur habitat. D'autres personnes interviewées affirment que la Cité a été formée sous les armes. Genais réside dans la Cité depuis plus de 20 ans. Selon lui, il y avait un conflit entre Franck Romain (un ancien maire de Port-Au-Prince) et Madame Franck Paul (La femme d'un colonel Paul) pour s'approprier des terres où la cité se trouve maintenant. Ce qui était à la base de ce conflit, dit-il, c'est le fait que les terres ont été vendues par une de ces personnes là à des investisseurs étrangers qui devaient construire un wharf et des entreprises. Cela se passait de la fin de 1985 au début de 1986. Mais après la chute de Jean-Claude Duvalier, des populations ont envahi ces terres qui n'étaient que des marécages où l'on trouvait des mangroves. Mais les premiers occupants sont partis, selon lui. Toutes les constructions qu'on trouve aujourd'hui dans la cité sont l'œuvre de nouveaux arrivants. Ce témoignage coïncide avec celui de Jacques, un habitant de Cité de l'Éternel.

« Cité de l'Éternel a pris naissance à l'initiative de deux tontons macoutes : Luc et Belot qui ont occupé les terrains manu militari et procédé à la vente de petits emplacements pour construire des maisons. C'est ainsi que la zone a commencé à se peupler. La population n'avait pas trouvé de services publics. Avant la chute des Duvalier, un maire avait envoyé des ingénieurs faire une étude du terrain à la suite de laquelle on a conseillé aux membres de la communauté d'élever les fondations de leur maison à hauteur de 1 mètre. En ces temps là, dit-il, la situation était meilleure, les gens pouvaient trouver de quoi construire, mais aujourd'hui les choses sont à zéro »

## **7.2 Des passages étroits en terre battue et des maisons sans fosse septique**

La Cité est classée parmi les zones dites de non droit de la capitale. Elle se caractérise, comme d'autres bidonvilles, par l'absence de cadastre, d'infrastructures et par la prévalence des problèmes environnementaux. Les habitants propriétaires d'immeubles ou de boutique ne peuvent pas faire valoir leur titre de propriété. Selon André, « aucun propriétaire immobilier dans la cité ne peut contracter un prêt bancaire, parce qu'il ne peut pas faire valoir ses titres de propriété ». Dans cet espace, on trouve plus de ruelles et de corridors que de rues ou d'avenues. Il n'y a pas de tracé urbain, les ruelles sont sans trottoir et ne sont pas asphaltées. Selon Marc-André, « la Cité ne peut pas être asphaltée intégralement parce que certaines constructions sont faites sur des marécages et des détritiques ; les poids lourds risqueraient de s'effondrer. Quand il pleut,

c'est le casse-tête pour les habitants, surtout ceux qui vivent près des ravines». Jacques accuse d'emblée l'État :

« Si nous avons des gens responsables au niveau de l'État, ils chercheraient à connaître les besoins des gens qui vivent à Cité de l'Éternel, surtout ceux-là qui vivent aux alentours des canaux. Ces personnes font face à plus de problèmes encore, l'État devrait chercher à connaître ces conditions et se rendre compte que ce ne sont pas des conditions où des êtres humains devraient vivre. Ils devraient chercher à aider ces gens là dans la mesure de leurs possibilités<sup>51</sup> »

Les constructions sont plutôt anarchiques et peuvent être classées selon trois catégories : des taudis ou ajoupas construits à partir des matériaux de récupération, entre autres, tôles usagées, remblais et petite gaule de bois ; des maisons standard avec la toiture en béton et des fers barrant portes et fenêtres pour parer à l'insécurité physique ; des maisons avec étage dont les portes et fenêtres sont aussi protégées par des fers. L'entrée principale de la Cité offre une vue de maisons standard dont la plupart avec étage, mais l'extrémité nord, c'est-à-dire le bord de mer et les côtés est/ouest où passent respectivement les ravines Bréa et Bois-de-Chêne se déversant dans la mer, sont constitués majoritairement de maisons de la première catégorie.

« Vous trouverez vers l'avant des gens qui ont construit leur domicile. Ils habitent là à partir du moment où le sol a été bien préparé. Le boulevard Jean-Jacques Dessalines passe devant ces constructions. La personne qui avait préparé ce sol l'a vendu et n'habite pas dans la Cité. À partir du moment qu'il y a eu des boutiques dans la zone, la zone a commencé à prendre de la valeur. C'était le temps des coopératives, des écoles ont été construites, des églises aussi. Il faut avoir de l'argent pour acheter un terrain par devant<sup>52</sup>... »

Cette situation est différente pour ceux qui vivent à côté de la ravine Bois-de-Chêne. Ces gens vivent dans la précarité extrême avec de hauts risques pour leur santé. Jusqu'au moment où nous réalisons les entrevues, la majeure partie de la ravine Bois-de-Chêne canalisée à la mer du canal n'était pas curée. C'est un canal à ciel ouvert, non drainé, les eaux sont stagnantes, les moustiques pullulent et les alentours servent de lieu de défécation et d'entrepôt des ordures ménagères. J'ai vu dans les eaux de ces canaux des porcs dont la plupart sont d'une immense corpulence. Ils se vautrent dans la boue noire pour se rafraîchir, sortent par moments aux abords des canaux, se déambulant parmi des individus pour aller fouiner dans les ordures. Jean-Robert, résident dans le

<sup>51</sup> Si nou ta gen reskonsab nan leta-a ki ta ap chache konnen, yo ta wè nesosite nan Site deletènèl, sitou pou moun yo ki alantou kanal yo vrèman, yo gen plis, plis plis problèm vrèman, moun nan fè ti kay la li bare l, a kèk vye fèy tòl. Tou anlè a koule, tou ize, sa vle di la-a si te gon leta, yo tap al chache wè kondisyon sa-a, yo tap wè se pa kondisyon pou moun viv, yo tap ede moun sa yo nan jan ke yo menm yo kapab.

<sup>52</sup> Wap jwenn devan-an, moun ki devan yo, se apati de lè tè sa yo fin fèt. Tè sa yo fin gen valè, yo gen rout devan yo, men si moun nan te fèl, li vin pa rete ladan l men lè li vin gen valè, li vin gen boutik nan zòn nan, se lè te gen koperativ, li vin gen anpil legliz gen anpil lekòl, tè moun nan li vin gen valè. Se moun ki gen lajan kap achte l.

bidonville depuis sa formation, me dit à propos de l'élevage de ces animaux que cela a diminué en dépit de ce que j'ai constaté. C'était pire, avant, dit-il, mais depuis qu'on avait nettoyé une partie du Canal Bois-de-chêne, la situation serait améliorée

«Jadis tu pouvais avoir envie de passer par là pour venir ici, tu ne pourrais pas. Il y avait tellement des excréments de bêtes, vous respirez cette odeur. Là où vous êtes assis, vous préparez vos effets, les cochons vous envahissent. Maintenant cela a diminué, à cause du travail de nettoyage du canal<sup>53</sup>.»

Des maisons de fortune ainsi que des latrines sont érigées aux alentours de ces canaux. Elles sont construites à partir des matériaux de récupération comme des tôles usagées et de petites gaules de bois. Les canaux leur servent de déversoir pour toutes sortes de vidanges. Quand il pleut, ils envahissent les maisons construites autour d'eux déposant les déchets dans la demeure des gens. Selon mon répondant, les latrines placées des deux côtés des canaux appartiennent à des gens qui habitent près du canal et qui n'ont pas assez d'espace pour creuser une fosse d'aisance là où ils ont construit leur logement. Aussi y en a-t-il qui vivent au milieu de la Cité et qui n'en ont pas du tout

« Il y a des gens qui habitent près du canal qui ont leur toilette à côté. De même il y a aussi ceux qui vivent au milieu de la Cité qui disent que les toilettes ne peuvent être où ils vivent, car ils n'ont pas d'endroit où construire une. Ils avaient l'habitude de faire leur besoin par terre, ils viennent près du canal pour le faire. Quand ils ont fini, vous pouvez tout observer par terre. Une partie s'en va au canal. Ça fait une pile de déchets. Quand le soleil commence à les sécher, une mauvaise odeur se répand partout, on respire cette affaire dans la rue. C'est mauvais pour notre santé... Quand le canal déborde, il emporte tout chez nous. On peut les observer sur l'eau, toutes sortes de déchets sur l'eau, il nous faut des heures pour le nettoyage de notre maison<sup>54</sup>.»

Aucune des maisons situées aux environs du canal n'est drainée. Elles sont alimentées en eau à partir des seaux d'eau (bokit) achetés dans des bornes-fontaines publiques. L'électricité y est arrivée aussi de manière irrégulière comme c'est le cas pour tout le bidonville. Donc, l'absence d'infrastructure, de drainage, la précarité des conditions de vie représentent des menaces constantes pour la santé publique et pour l'environnement. Beaucoup de gens ne disposant pas de toilettes font leurs besoins

<sup>53</sup> Ou konprann lontan ou te kapab anv pase la-a ou pa tap ka pase, Matière cochon ki atè a senpleman, wap respire mauvaise odeur. Kotew chita la-a wap fè affaire w cochon ap monte sou wou.é E koun ye a la-a cochon vin diminue, aköz de travay ki tap fèt la-a. O

<sup>54</sup> Gen de moun ki rete bò kanal la se la yo konstwi twalèt yo. Gen de moun ki rete nan mitan site ki pa gen kote pou yo fè bezwen yo se bò kanal la yo vini. Lè ke yo fin jete matyè sa-a, pou wè matyè a rete sou tè a, genyen ki tonbe nan dlo a, genyen se sou tè a yo rete, yo vin fè yon pil e lè solèy la koumanse seche l, pou movèzodè ap monte, nan lari, wap respire bagay sa yo, bagay sa yo pa bon pou nou menm menm menm menm. Wi li toujou pote yo, paske dlo konn antre lakay la tou, m konn jwenn bagay sa yo ap naje sou dlo a. Tout sòt de matyè, fatra, ou jwenn tout nan dlo a, nou pran tan pou n netwaye kay nou.

physiologiques à même le sol, au bord de la mer. La matière extraite des toilettes au moment du curage est aussi déversée dans la mer.

«Ah ! Ces gens ne manquent pas ici (les bayakou<sup>55</sup>). Il y en a au dehors. Dès qu'ils partent avec, on sait déjà où ils peuvent se rendre. Il y en a qui la transportent dans des sacs pour la déposer ensuite dans de grosses brouettes, ils sont partis avec jusqu'au bord de la mer en bas. Probablement, ils la jettent à la mer pour la faire disparaître<sup>56</sup> »

Ces canaux constituent aussi un repaire de moustiques. Même de jour, elles piquent. Quand la nuit commence elles se répandent dans toute la Cité causant des ennuis aux résidents. Devant certaines maisons, quand vient le soir, les gens allument du feu pour produire de la fumée afin de chasser les moustiques. La nuit, ceux qui en ont les moyens achètent un produit dénommé «*placatox*» qui est une forme d'encens en spirale dégageant une fumée à laquelle ne résistent pas les moustiques. André explique comment était la situation auparavant. Les gens se sont accommodés de la situation, dit-il, puisqu'ils n'ont pas d'autre endroit où aller.

«Ici, là où vous êtes assis, vous voyez que vous n'êtes pas en train de vous taper de temps à autre, de vous gratter la peau? Avant il serait difficile, je serais obligé d'allumer un feu, de vous demander de m'excuser, vous avez besoin du feu pour produire de la fumée pour chasser les moustiques, car dès que vous ouvrez la bouche, quatre à cinq moustiques seraient prêtes à entrer dans votre bouche. En dépit de tout, je vous aurais reçu quand même. On s'est résigné parce que nous n'avons pas où aller, nous ne savons quoi faire, puisque nous ne pouvons pas acheter un terrain coûtant 50 à 60 mille dollars, alors que nous n'avons même pas d'argent pour nous acheter de quoi manger. Il y avait d'autres instances qui sont venues nous dire que nous ne pouvons pas habiter ici car il y a possibilité de production de gaz. Ce n'est pas que nous ne le sachions, car nous avons construit nos maisons sur des vidanges. À n'importe quel moment, ces détritiques peuvent se transformer en n'importe quoi. Mais nous n'avons que ça. Cité de l'Éternel est en butte à beaucoup de problèmes<sup>57</sup>».

En dépit de ces conditions de vie, plusieurs personnes interviewées sont venues prendre refuge à la Cité pour diverses raisons : persécutions dans d'autres quartiers, incapacité de payer le bail ailleurs, liens d'amitié et de parenté.

<sup>55</sup> Nom péjoratif donné aux vidangeurs qui nettoient les latrines. Il est inspiré du nom donné à une étoile observée à la partie orientale annonçant l'arrivée de l'aube. Les vidangeurs avaient l'habitude de vider les latrines avant la percée du jour.

<sup>56</sup> Genyen, depi yo gentan pati ansanm avèl, ou pa konn kote ya l fèl, si se bò lanmè, genyen ki gen dwa mete l nan sak en gro, yo gen dwa mete l nan sak yo mete l nan gro bourèt, yo pati avè yo, y ale nan lanmè anba, yo gen dwa lage l nan lanmè epi yo disparèt li

<sup>57</sup> Isit la-a, jodi a la-a kotew wèw chita la-a, ou wèw pap bat kòw ou pap grate kòw, auparavant li tap di, fòm ta oblije limenyon ti dife. M tap diw eskizem, ou besoin yon dife la-a pou meton lafimen pou ke bagay sa-a yo rele marengwen an pa kouvriw. Paskè depiw te louvri bouch ou menm kat ou senk marengwen te ap andre nan bouche ou. Men sepandan m tap resevwaw kanmenm. Nou te reziye nou, paske nou pa gen kote pou nou te ale, nou pat konn sa pou nou te fè, nou pa ka achte yon teren pou 60, 50 mil dola, pandan se tan nou pa gen kòb pou nou manje, pandan se tan npou pagen kòb pou nou manje nou te oblije. En meme temps an tou te gen lòt enstan ki te vini tou pou te di nou, eben la-a nou pap ka abite la-a, li kapab produi gaz. Se pa konnen, nou pa konnen sa, paske se sou fatra nou ye. A tou moman, fatra-a li menm, li gen dwa degajel en sal vle a. men sepandan se sa nou genyen, ou konprann. Cite de l'eternel gen anpil problèm.

### 7.3 Difficile de trouver une place à l'école

L'éducation des enfants dans la Cité demeure un casse-tête pour les parents. Malgré que la Constitution haïtienne garantisse la gratuité du cycle d'études primaires, il est difficile aux parents des enfants de la Cité de trouver une place dans une école publique. Au cours de mes visites de terrain, j'ai vu, aux heures de classe, beaucoup d'enfants en âge d'aller à l'école jouer aux billes ou au soccer à côté du canal Bréa, près de la mer. Questionnant les parents sur cette situation, ils me répondent qu'ils n'ont pas d'argent pour payer les frais de scolarité. Après avoir payé les études primaires de son enfant, Sarafina voulait lui trouver une place au lycée. Elle me parle des démarches qu'elle a entreprises en vain.

« Pour trouver une place dans un lycée, de nos jours, il vous faut une marraine ou un parrain. Moi-même, j'ai enduré des misères pour trouver une place dans un lycée pour ma fille admise en 7<sup>ème</sup> année fondamentale. Je suis allée voir un policier à Martissant, parce que j'ai entendu dire que les policiers avaient droit à une place dans un lycée. J'ai marché, j'ai payé des courses de taxi pour aller au Lycée Marie-Jeanne. Je l'ai inscrite, elle a participé au concours et a réussi. Mais quand on est allé prendre les résultats, on a trouvé le nom d'un autre élève à son numéro d'ordre. En dépit de cela, le policier m'a dit qu'il va lui trouver une place, j'ai continué à payer des courses de taxi pour aller le voir, je me suis mouillée sous la pluie, le soleil m'a brûlée. À la rentrée, ma fille n'a pas trouvé de place au lycée. C'est dans une école privée que je lui ai trouvé une place enfin<sup>58</sup>»

Il existe une école primaire communautaire qui a été construite par une organisation non gouvernementale. Elle est maintenant gérée par des organisations de base de la Cité. Mais elle n'est pas gratuite. L'année scolaire coûte 750 gourdes soit environ 25 dollars américains. Les parents se plaignent que les coûts sont trop élevés. Au cours de l'interview réalisée avec Pierre, un de ceux qui avaient participé avec CONCERN, une ONG, à la construction de cette école, celui-ci place la situation des

<sup>58</sup>Pou al foure yon timoun nan lise kounye-a fòk ou gen marenn ak parenn. Mwen menm mizè m konnen m pase m gen pitit mwen ki ta pwal fè 80 ki ane, baby tap al fè 6<sup>ème</sup>, m mache pye m kale mal kote on polisye ki te rete nan Matisan 25 lan ki rele Rony. M tandè chak polisye konn gen chans pou yo ka mete yon grenn moun nan lise. M kale pyem, m peye lajan machin, lise marie-Jeanne, m kale pyem, m kale pyem, m kale pyem, m kale pyem pitit mwen an al konpoze l bon, lèl rive nal pran rezilta pou li, nou jwenn nimewo dòd li an yon lòt non ki nan plas li. Malgre sa, eleman di lap metel, lap metel pou mwen, m peye taksi, m peye machin, poum al lakay li, m mouye anba lapli, solèy, pitit mwen an vin al lekòl, lekòl louvri li pa kal lekòl. Lèm wè sa se Siloé wi on zanmi m pran l la l enskri l pou mwen, legliz dedye ri disant.

parents vis-à-vis de l'école dans un contexte global : la démission de l'État. Selon lui, l'école communautaire ne reçoit pas de subvention de l'État. Il y a une école communautaire, certes, mais les parents ne peuvent y inscrire leurs enfants en raison du fait qu'ils ne peuvent pas trouver les 750 gourdes

« Si l'État n'avait pas démissionné, il faudrait bien que quelqu'un vienne nous demander si nous avons faim, si nos enfants vont à l'école. Il y a une école communautaire. Les enfants ne vont pas à l'école, car les parents ne peuvent pas payer les 750 gourdes de scolarités annuelles. Il y a des parents ont des enfants à l'école. Ils passent toute l'année sans pouvoir payer. Les enfants ne reçoivent pas leur bulletin scolaire. Où est l'État qui devrait venir ici? Où est le maire que nous avons voté? Où sont les sénateurs et les députés que nous avons votés?<sup>59</sup> »

C'est le cas par exemple de Fritz, un technicien maçon père de deux enfants dans la cité. L'un d'entre eux a commencé à se rendre à l'école au début de l'année, mais Fritz s'est abstenu de continuer à l'envoyer à cause des problèmes d'argent. Ainsi ses deux enfants ne vont pas à l'école.

« Eh bien vous savez, l'école, cela demande beaucoup d'efforts. Si vous n'avez pas d'argent pour le moment, vous ne pouvez pas envoyer l'enfant à l'école, cela signifie donc quand la mensualité arrive à terme, si vous n'avez pas d'argent pour payer, votre enfant vous sera renvoyé. Alors, vous comme parent, au lieu de recevoir tout le temps votre enfant qui vous est renvoyé à cause du fait que vous êtes incapable de payer ses scolarités, vous vous abstenez donc de l'envoyer à l'école<sup>60</sup> »

C'est pareil pour Alfonse, habitant du quartier et d'autres parents : les frais de scolarité sont trop élevés, ils ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école. Selon lui, ça ne vaut pas la peine pour parent d'envoyer ses enfants à l'école. Il se plaint de l'impatience des dirigeants de l'école communautaire vis-à-vis des parents qui ne parviennent pas à payer les scolarités de leurs enfants.

« Même si tu envoies ton enfant à l'école, si tu n'as pas encore payé, même si tu parles avec les responsables, ils le retourneront à la maison jusqu'à ce que tu paies les scolarités. Mais je pense que si c'était une école communautaire, cela ne devrait pas se produire. On devrait prendre un peu de patience avec les parents. On pourrait garder le bulletin scolaire de l'enfant jusqu'à ce que le

<sup>59</sup> Paske Leta sil pat demisyone fòk ta gon moun ki vin mandew eskew grangou, eske ti moun yo al lekol. Gon lekol communautaire. Ti moun yo al lekol yo pa ka peye 150 dola pou tout ane ya pou achte ceci pou achte cela, yo pa ka peyel. Gen moun pa wmen ane pase yo ponkor peye. Konbe sa ye 150 dola. Ti moun nan ale pran kanè, kote yon leta kap vin la-a, kote majistra nou vote a, kote senateur depute nou vote a. yo bay liv la, liv la vann lòt kote, yo pa bay li vre. Se moun pa yo yo bay, se gro nèg ki jwenn. Lise se te pou malere, koun ye a se gran neg kal; nan lise. Malere pa jwenn lise encor

<sup>60</sup> Bon le problèm, ki rive. Ou konnen lè timoun nan pal lekòl la, paske lekòl la li mande anpil efò. E siw pa genyen nan menw pour le moman ou kapab pa ka voye timoun nan lekòl, sa vle di si mwa lekòl la vin rive sou ou, ou poko peye profesè, profesè ap voye timoun nan ba ou. Olye ke pou l voye l tounen ba ou pou kesyon de kòb. Kounye a ou tou kite timoun nan ou pa voye l. Paske lèw fè efò ou voye l. Profesè a voye l ba ou

parent puisse payer. Mais ce n'est pas ce qui arrive. Ils peuvent même empêcher l'enfant de subir les examens. »

Madame Paul, faisant face aux mêmes difficultés, a du retirer ses deux enfants de l'école à cause de son incapacité de payer les scolarités. Mère de trois enfants, elle payait 1500 gourdes par trimestre. Mais quand cela a monté de 100 dollars de plus, elle n'a pu rien faire.

«On me dit école gratuite. D'abord quand on payait 100 dollars la scolarité par trimestre, j'avais mis mes trois enfants à l'école (dans cette école là). Au total, je payais 300 dollars (1500 gourdes) par trimestre. Mais, à un certain moment, je n'ai pas pu payer, donc les enfants restent à la maison. Mais le dernier, ce petit là, continue d'y aller, car il est plus petit, on ne le retourne jamais, lui. Les autres, on les avait toujours retournés. Quand on a monté la scolarité à 400 dollars, je n'ai pu rien faire<sup>61</sup>»

Suite à mon interview avec Marc-André, un des responsables des associations qui gèrent l'école communautaire, je lui ai demandé de m'emmener visiter l'école communautaire. Je voulais vérifier les informations collectées au cours des entrevues par rapport à la fréquentation de l'école par les enfants de la Cité. La plupart des salles de classe étaient vides. Celles où il y avait cours, le nombre moyen d'élèves présents était environ une dizaine. Selon Marc-André, cela est dû au fait que les parents ne sont pas en mesure de payer les scolarités. Mesdames Jean et Paul pensent que c'est à elles de préparer l'avenir de leurs enfants. Il ne faut pas compter sur l'État ni sur l'école communautaire de la Cité.

«L'avenir de nos enfants, d'après ce que je constate, c'est l'argent qu'il nous faut pour faire du commerce afin de pouvoir envoyer nos enfants à l'école, préparer leur avenir. Cela signifie que c'est à nous de nous débrouiller, soit en empruntant, soit en escomptant pour brasser, pour entrer dans un sol, pour préparer l'avenir de nos enfants pour demain, parce qu'on ne doit pas compter sur une autre personne maintenant pour régler ses affaires. Si vous comptez sur quelqu'un d'autre pour vous aider, vous mourrez dans la pauvreté, ou bien vos enfants n'iront jamais à l'école<sup>62</sup>»

Jean-Pierre va au-delà même de la question de l'éducation et des frais de scolarité. Pour lui, c'est toute la jeunesse qui est marginalisée parce qu'il n'y a pas de structure pour les intégrer. Il n'y a pas de terrain de jeu, pas de bibliothèque ni même

<sup>61</sup> Yo dim son lekòl gratis. Premyèman timoun nan lè yo tande m te kouri li te peye 100 dola par trimès, m te mete touletwa timoun mwen yo ladan l. An m tap peye, pa trimès la, m tap peye 300 dola par trimès. M vin rive w kote, m vin pa kapab, yo vin chita la-a. Men ti pitit sa-a toujou kontinye ale, paske l pi piti, yo pa janm tounen l li menm, yo toujou voye lòt yo tounen, m bat m bat. Yo vin monte l 400 dola bon m pa ka voye yo menm ankò.

<sup>62</sup> Avni pou pitit nou, dapre sam wè se kòb pou nou genyen pou nou fè komès, epi pou nou voye pitit nou lekòl pou nou prepare avni pitit nou. Sa vle di se nou menm ki pou degaje nou, si se prete nap prete, oubyen si se eskont lan kòm mwen di w pou nou brase, pou nou antre nan sòl, pou nou prepare lavni pitit nou demen, paske moun pa gade sou moun kounye-a. si wap gade se moun ki pou fè pou wou, enben wap rete wap mouri pòv oubyen pitit ou ap rete konsa li pap janm al lekòl. Se konsa mwen wel mwen menm.

une place publique. Même quand le jeune possède un diplôme, il n'a quoi faire avec, puisqu'il n'y a pas d'emploi pour lui. Quand ils ont terminé leurs études secondaires, les jeunes ne peuvent pas trouver une place dans une faculté de l'Université d'État d'Haïti ni dans une école professionnelle.

« Il n'y a pas de mouvement qui puisse les aider à trouver des économies pour avancer. Tout simplement, ils apprennent à l'école pour voir si demain Dieu voulant, ils peuvent déboucher sur quelque chose. Ils restent purement et simplement à la charge de leurs parents. Le diplôme scolaire paraît une chose catastrophique, parce que tu trouves des jeunes qui terminent leur deuxième ou troisième année d'études universitaires, surtout dans la zone où j'habite, ces jeunes ne font rien. Il y en a qui ont appris la comptabilité ou d'autres disciplines, mais qui ne trouvent rien à faire. Et puis même pour ces jeunes qui ont terminé leurs études de philosophie, ils ne peuvent pas entrer dans une faculté. Parce que je connais des jeunes pareils à moi, qui s'efforcent de trouver une place dans une faculté, mais c'est difficile à trouver<sup>63</sup> »

Pour Sylvain, un tailleur habitant dans le quartier depuis tantôt un an, la question de la formation, surtout la formation professionnelle est à la base même de la délinquance. Ces jeunes, qui se lèvent et qui ne trouvent rien à faire observent des gens aisés défilant devant eux dans des voitures de luxe les baignant de poussière et de boue, recourent à la violence pour satisfaire leurs besoins. Il se refuse à les critiquer, parce que, selon lui, il faudrait qu'ils puissent trouver un endroit où apprendre une profession et travailler. Le manque d'encadrement, l'absence de capacité de faire des études professionnelles, l'impossibilité de trouver du travail expliquent cette délinquance juvénile.

« Moi, je travaille à partir de ma profession, mais les jeunes d'aujourd'hui, ils ne voient pas la chose de cet œil. Si le jeune homme souhaite apprendre la couture, il lui faut des milliers de gourdes pour cela. Il n'a pas de crédit, au cas où il voudrait apprendre la mécanique où la maçonnerie par exemple. Ainsi, il grandit sans une profession. Alors quand il regarde et vous voit, vous qui travaillez dur, il ne sait pas comment vous avez travaillé, il vous observe, vous passez dans une voiture, vous lui donnez de la poussière, vous ne vous intéressez pas à son sort. Il a faim, vous ne lui supportez en rien... Alors, il fait ce qui est à sa portée. C'est pour cette raison qu'il y a des critiques que je ne fais pas, parce qu'il n'y a pas vraiment d'encadrement pour les jeunes. Il n'y en a pas<sup>64</sup> »

<sup>63</sup> Diplòm lekòl li parèt yon bagay ki katastrofik paske ou jwenn jèn ki ale nan fakilte sitou kote map viv la mwen konnen dè jèn ki tèmine ki fè 2 ou 3 zan nan inivèsite, apre sa ki kanpe, fin aprann kontablite oubyen tandot choz, ki pa ko ka jwenn travay jous kounye-a. Epi tou menm pou jèn ki fin fè filo a pou yo antre nan yon fakilte yo pa kapab. Paskem m genyen dè e dè jèn, menm jan avèk mwen, ki ap eseye fòse pou yo jwenn plas nan fakilte ki difisil a trouve.

<sup>64</sup> Mwen menm map travay sou metye m, men jèn ki genyen kounye a yo, yo pa wè sa konsa. Si nèg la ta dwe al aprann tayè, fòl gen konbyen mil li pa gon kote yo peyon kòb pou li pou l al aprann tayè, li pa gon kote yo peyon kòb pouli poul al aprann mekanik, poul aprann mason, bon eksetera. Kote ki ta swadizan diw ou tal al aprann li an, siw pa gen marenn ou pa gen parenn pou bay yon kash ou pa ka jwenn li. Alafen jèn oblije grandi konsa. Lè l vin gade ou menm ki redi, li pa konn sa w fè, lap gade w, li wè w pase sou yon oto Chut, ou bal bèl pousyè, ou pa gade l nan



#### 7.4 Des constructions différentes selon les lieux

Par rapport aux maisons, j'ai observé un contraste entre celles qui sont construites à l'extrémité nord de la Cité et celles que j'ai observées à partir de l'entrée jusqu'au milieu de la Cité. Les maisons situées en avant sont de construction standard en comparaison avec des constructions situées près de la mer et à côté des deux canaux. Ces maisons ont le mur en béton et sont couvertes pour la plupart en tôle ou en béton. Cependant, beaucoup d'entre elles sont en train de s'effondrer à partir de la base. Construites sur des marécages, ou des déchets, leur fondation ne résiste pas à la charge du béton utilisée pour la construction. Elles s'enfoncent au fur et à mesure dans le sol. Les propriétaires sont obligés d'ajouter un étage tandis que la maison continue son enfoncement d'année en année. André est coordonnateur de l'association *Men kontre* (mains unies) dans la Cité. Il habite dans la Cité depuis plus de dix ans. La situation des logements qui s'enfoncent de plus en plus dans le sol le préoccupe. Selon André, ces logements ont la ressemblance d'une maison, mais au fait ce n'est pas vraiment une maison, c'est un malheur. Les terrains n'étaient pas propices à la construction, dit-il. On construit des maisons dans ces lieux après y avoir versé plusieurs camions de remblais, raconte-t-il.

« Tu peux constater, dans la Cité, certaines maisons qui sont de telle hauteur, mais si tu fouilles sa fondation, tu vas découvrir une autre maison en dessous. Si tu prends un tracteur pour faire ces fouilles, tu vas trouver encore deux maisons en dessous. Au fur et à mesure que la maison s'enfonce, son propriétaire ajoute un étage dessus jusqu'à-ce qu'il trouve le fond pour se stabiliser. Même là encore, on ne peut pas dire que c'est correct. Cependant, c'est mieux par rapport à la situation antérieure. Cité de l'Éternel est comme ça. Je dois te dire que maintes fois des fonctionnaires de l'État se présentent ici pour nous interdire de faire cela. Ils ont l'habitude venir ici<sup>65</sup>»

Les maisons qui se trouvent dans cette situation sont, entre autres, des constructions en béton relativement grandes, c'est-à-dire comportant trois à quatre chambres à coucher. Elles sont construites sur un emplacement et se situent plus au milieu de la Cité. D'autres logements sont aussi construits en tôle et en béton et ne

---

bezwen l, ou pa gade l nan grangou l, ou pa sipòte l nan anyen, li reflechi, paske w konnen granmoun pa reflechi menm jan ak jèn, sak pi posib pou li a li fè l, sak pi fasil pou li a li fè l. Se sak fè m pa kritike yo mwen menm, paske pa gen ankadreman pou yo vre. Pa genyen.

<sup>65</sup> Ou ka wè yon kay Cite de l'Éternel la-a ou wel gen yon wotè, men siw wal fouyel wap jwenn gen de kay sa-a anba.. Siw al fouyel ou opran traktè la-a wap jwenn gen de kay sa-a anba, paske lè li vin retounen menm jan an encore, epi apres ou remontel encore, li retounen menm jan encore, jiskaske kounye-a la-a li preke bon. Li poko bon toujou men li preske bon par rapport à anterieur yo. Se konsa Cite de l'Éternel ye. Fok mwen diw tou Leta-a konn kouri d'yè nou anpil fwa. Leta-a konn vin la-a

s'enfoncent pas parce qu'ils sont petits. Leur superficie varie entre 12 à 16 mètres carrés. En général, qu'ils soient construits sur des espaces réduits ou non, la base de ces maisons mesure plus d'un mètre de hauteur car aux moindres averses la Cité est inondée. Jacques, au cours de son interview, me dit que la population avait reçu des informations contradictoires de la mairesse de Port-au-Prince, au début. Selon Jacques, celle-ci avait envoyé des ingénieurs faire une étude terrain. Ensuite, elle a conseillé aux membres de la communauté d'élever les fondations de leur maison à hauteur d'un mètre. En ces temps là, dit-il, la situation était meilleure, les gens pouvaient trouver de quoi construire, mais aujourd'hui, les choses sont à zéro.

«Madame Max Adolphe, je ne me rappelle pas très bien son nom envoya deux ingénieurs ici en vue de faire des inspections. Elle nous a dit que nous pouvons élever les murs de la fondation de chaque maison à une certaine hauteur pour construire ici. Par la suite, elle nous a fait dire que nous ne pourrions pas construire. Mais auparavant, elle nous a envoyé des techniciens pour nous autoriser à construire. Je dois vous le dire, les affaires allaient mieux en ces temps là. Il y avait des activités, les gens avaient la possibilité de faire des choses, c'est ce qui explique qu'ils ont construit<sup>66</sup> »

Le côté nord de la Cité est peuplé de taudis et de petites maisons en tôle et en béton. L'accès à ces logements est difficile, les corridors étant tellement étroits. Même avec une brouette on ne peut pas y arriver. Certains passages sont tellement exigus que les gens qui sont relativement corpulents ne peuvent y passer que de profil. Pour les construire, le propriétaire transporte certains matériaux (sables et remblais) dans des seaux en plastique. Au cours d'une visite dans cette partie de la Cité, je me suis adressé à une femme qui transportait des remblais pour remplir le parquet de son taudis. Elle me dit : « Ah! Il faut avoir du fiel pour vivre la misère d'ici ». Je lui ai demandé est-ce qu'elle compte reconstruire sa maison en blocs de béton, elle a ri en répondant « le ciment se coûte trop cher, les blocs aussi ». Elle est mère d'un enfant de 13 mois. Cet enfant est né dans ce taudis qui n'a vraisemblablement aucune protection contre la pluie et les débordements du canal d'à côté. À d'autres femmes qui étaient sur les lieux, j'ai demandé comment elles se débrouillaient quand le canal débordait. La réponse me vint illico d'une d'entre elles

---

<sup>66</sup> Madan Max Adolf, non. Bon m pa sonje bien. Kounye-a li te voye ingénieur vin enspakte pou nou, li te di nou ka fè sol yo ro nou ka bati nan terre. En après li te di bon nou pap ka bati encore men l te gentan voye ingénieur vin wè di bon nou ka fè sol yo wo a hauteur l mètre, nap ka rete nan tè ya. Se aprel te vin di nou papa ka bagay la-a. Fòn diw lè sa yo, bagay yo te plus opu moins, moun te gen aktivite, yo te gen posiblité, se sak fè moun te oblije vin konstri sou tè-a. Se te pou kounye a moun pa tap gen posiblité pou yo te bati la-a, paske bagay yo zero nè

« Dès qu'il y a inondation, nous hissons les enfants sur le lit et nous, nous, nous restons debout toute la nuit jusqu'à ce que la pluie cesse et que nous puissions évacuer l'eau ».

Elles ne s'entraident pas pour évacuer l'eau puisque chacun a son taudis rempli. À l'instar d'autres logements de fortune construits au cœur de la Cité qui ne disposent pas de fosses sceptique, les taudis construits proches de la mer n'ont pas d'endroit où les gens puissent faire leurs besoins physiologiques. S'il y a une fosse dans une maison voisine, les habitants coopèrent entre eux. Au moment de faire évacuer la fosse remplie, ils cotisent pour payer les services d'un vidangeur.

J'ai sollicité la permission d'observer l'intérieur de quelques taudis pour me faire une meilleure idée des conditions de vie à l'intérieur. Je suis entré dans trois. Ils sont construits à partir des matériaux tels que les tôles usagées, de petites gaules de bois servant de support pour clouer les tôles. Pas de fosse sceptique ni de meubles sauf un matelas déposé sur quatre ou bien huit blocs en béton. Ces lits sont appelés de façon burlesque «Wharf» c'est-à-dire un quai où se fait accoster, parce qu'ils sont à une hauteur anormale. Il faut monter sur autre bloc de ciment pour y accéder. La raison pour laquelle, ils sont suspendus à cette altitude est pour éviter que l'eau mouille le matelas quand il y a de fortes pluies, me dit une Madame Jean.

Ces taudis mesurent entre deux à trois mètres d'altitude et de douze à seize mètres carrés de superficie. Cependant, on peut toujours trouver 4 à 6 personnes vivant dans cette chambre (le père, la mère et les enfants). Généralement les couples ont plus que deux enfants. Dans le périmètre où je me trouvais ce matin là, il y avait environ une dizaine d'enfants qui jouaient. La plupart d'entre eux en âge scolaire, ne vont pas à l'école. Madame Paul en a trois, tous sont en âge d'aller à l'école, mais elle en envoie une seule. Elle me dit ne pas disposer de moyens pour payer les scolarités

Un taudis du genre que j'ai vu se loue 1500 gourdes pour six mois soit moins de 50 dollars américains. On dirait que ce n'est pas cher, mais bien des personnes à qui j'ai parlé me disent que souvent elles n'ont pas les 1500 gourdes. Quand je leur ai demandé pourquoi ils viennent habiter là, ils me répondent que c'est à cause de l'argent. Avant, disent les dames, elles vivaient en ville, mais leur bail terminé et ne pouvant pas le renouveler, elles sont réfugiées ici avec leur conjoint pour vivre. Certains de ces taudis ont été construits par d'autres personnes qui ne vivent pas dans le bidonville. Ils sont loués ou sont vendus. Certains taudis peuvent être vendus jusqu'à cinq fois. Cette situation peut avoir plusieurs conséquences. Ou bien la personne désire quitter

définitivement le bidonville, ou bien elle a des problèmes financiers. Elle vend alors son logement pour avoir un peu d'argent, a dit madame Fritz.

En somme, j'ai observé trois types de logement. Premièrement, de gros bâtiments en béton armé avec plusieurs étages. Ils ne sont pas nombreux mais quand même impressionnants par rapport à leur dimension et leur structure dans un milieu comme cité de l'Éternel. Deuxièmement, des maisons ordinaires comme celles que l'on trouve dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince. Elles ont la toiture en béton armé et plusieurs chambres à coucher avec de la ferronnerie pour la protection en vue de se protéger contre les voleurs. Ce type de logement, même s'il est plus régulier que les grosses bâtisses, ne s'étend pas au bidonville. Troisièmement, on trouve beaucoup de logements dont la couverture est en tôle, le parquet et le mur en béton. Ces logements sont aussi protégés par des fers préparés à cet effet, comme si chaque maison était une cellule de prison ou un petit pénitencier. Enfin, on trouve les maisons construites à partir des matériaux de récupération qui sont situées aux environs des canaux d'égouts et proche de la mer.

## **7.5 Profiter de la situation**

Les gens qui habitent la Cité cherchent dans leur débrouillardise à tirer profit de certaines situations, comme par exemple, celle des nouveaux arrivants ou des gens très vulnérables du fait de leur situation socioéconomique, ou bien des gens qui se distinguent à partir de l'espace où est construite leur maison pour ouvrir un négoce ou pour habiter. On trouve aussi dans la Cité des personnes qui profitent de leur situation économique ou de leur formation pour se tailler un certain prestige vis-à-vis des autres. Ces types de situation tendent à former au sein même de la population marginalisée des catégories d'individus ou de groupes, qui en vertu des ressources qu'ils possèdent, peuvent parvenir en groupes pouvant faire des démarches ou même prendre la parole au nom de toute la population.

### **7.5.1 Profiter de la vulnérabilité des gens**

Certains individus profitent de la situation de vulnérabilité des nouveaux arrivants à la Cité ou de la détresse économique de certaines familles. C'est le cas, d'une part, de certains propriétaires qui construisent des maisonnettes sans aucune

structure adéquate ou des taudis à louer. Les prix varient par chambre de 12 mètres carrés entre 3000 à 5000 gourdes l'an. Certains individus possèdent plusieurs maisonnettes ou taudis de ce type. D'autres propriétaires ne développent qu'un rapport commercial avec la Cité. Ils y installent seulement leur négoce mais vivent dans d'autres zones. La plupart des gens qui habitent la cité profitent de la ravine Bois de chêne canalisée vers la mer, en y pratiquant l'élevage libre aux abords du canal et dans les eaux noirâtres. On peut observer des porcs géants se promenant ou se baignant dans la boue. D'autres habitants y établissent leurs ateliers de travail. On y trouve des ferblantiers, des ébénistes, des sculpteurs de bois et des mécaniciens. À l'extrémité du canal, un particulier – un pêcheur – utilise son canot pour traverser des enfants qui vont à l'école à Cité Plus, et pour assurer aussi le passage des gens qui viennent de Cité Plus puiser de l'eau à Cité de l'Éternel à raison de cinq gourdes pour trois seaux. Selon Josué :

« Des enfants sortent d'ici pour se rendre à l'école à Cité de Dieu, ils doivent traverser la rue, mais s'ils ne paient pas un dollar pour qu'on les dépose près du théâtre national ils ne pourront pas y aller. Dès qu'il pleut, l'enfant en se rendant à l'école peut chuter deux à trois fois dans la boue. Avec le canot, il y a quelque chose que l'enfant peut utiliser pour traverser l'eau. Ils paient seulement 5 gourdes pour l'aller-retour. Le canot aide l'enfant<sup>67</sup> »

Ces gens cherchent à tirer un certain profit d'une situation anormale. Selon Jean-Robert, le canal est en soi une rente pour des dirigeants d'organisation de la Cité. C'est un business, dit-il.

« Dans quel sens puis-je te dire que c'est un business, parce chaque personne qui désire gagner de l'argent, il vient observer le canal. Regarde l'État du canal, ils viennent avec des étrangers, des gens qui vivent à l'étranger, en dehors de la cité. Ils viennent l'inspecter, ils voient quel type de problème il y a. Ensuite, ils s'en vont. S'il y a déblocage d'argent, s'il y a quelqu'un qui vient inspecter, qui fait partie de l'organisation, qui puisse inspecter le travail. Ils viennent, commencent le chantier, pour donner l'impression que le travail se fait. Mais par la suite tout s'arrête<sup>68</sup> »

En effet certaines personnes interviewées racontent que des organisations de la Cité ont versé de l'argent à des fonctionnaires du Ministère des Travaux publics pour le

<sup>67</sup> Wi ki sak fè yo fè l ? Men premye bi lekòl m wen tap pale w la. Timoun gen dwa sòti la-a, li pra l lekòl jous Site de Dye, li pral travèse la ri ya. Men si l pa peye 5 goud mete l bò teat, li pap ka ale. Depi lapli tonbe timoun nan, bon li ka menm tonbe nan labou glise. La-a timoun nan yo fè w bagay pou li, kannòt la travèse l dlo a, kannòt la pa gen plis pase 5 goud lap peye pou yo pote l ale tounen. Men lap sot devan-an, lap tonbe nenpòt de twa fwa, li pap ka ale avèk menm tenis lan, sa vle di kannòt la yo fèl la se pou lafret sa-a yo fèl.

<sup>68</sup> Nan ki sans m ka di se biznis, paske chak moun ki bezwen fè kòb, yo vin sou tèt kanal la-a, gade kouman kanal la ye, yo vin avèk lòt etranje kap viv, etranje kap viv andeyò de Site a, yo vin enspekte l yo wè ki problèm ki genyen. Apre yo ale, si gon kòb ki debloke si yo gen yon moun ki ka vin enspekte, ki nan òganisasyon ki ka vin enspekte travay la. Yo gen dwa parèt la-a yo koumanse l, pou yo demontre w ke travay la fèt konsa menm lè moun nan vini epi tou travay kanpe.

curage du canal Bois de chêne, mais ils n'ont fait qu'une partie du travail. C'est une situation de rente basée sur la nécessité des gens dans la Cité. Elle profite à des gens qui se basent sur les nécessités de la population pour créer une activité économique ou pour entreprendre des démarches en vue de pallier à certains problèmes. C'est dans cette optique que des « racketteurs financiers » ont cherché à tirer des profits aux dépens des familles en situation de vulnérabilité économique. Ils font des prêts à des taux très élevés remboursables ou bien par semaine (sabotage), ou bien par jour (Poignard) ou encore par mois (escompte). Ces prêts, au lieu de profiter aux petites marchandes, les conduisent plutôt à la ruine. Selon Gener, toutes les personnes qu'on voit dans la rue et qui vendent des produits, sont des gens qui escomptent de l'argent pour faire un petit commerce. D'autres vont dans les magasins escompter des marchandises sans argent. Ils vendent durant les sept jours de la semaine, pour rapporter l'argent et une part de bénéfice au grand commerçant. C'est ainsi qu'ils vivent, explique Genais :

« Le magasin procure à la petite marchande des marchandises. Celle-ci à son tour, va vendre ses produits, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi. Samedi, elle ramasse l'argent pour le rapporter au commerçant. À son tour le commerçant lui donne de nouvelles marchandises. On lui en donne le lundi, il vient payer, les samedis. Mais il arrive parfois que des voleurs emportent cet argent. À ce moment là, la personne est en faillite<sup>69</sup> ».

Pour escompter de l'argent, enchaîne-t-il, « le prêteur se rend à la Banque, il emprunte par exemple à 15%, il vient prêter à son tour à 20%, pour gagner 5 gourdes ». Lui-même va payer sa dette à la fin du mois.

### **7.5.2 Des espaces de distinction au sein de la Cité**

L'occupation d'un lieu géographique donné dans la Cité offre des avantages comparatifs. L'entrée principale de la Cité est peuplée des deux côtés de petits négoce. J'ai pu observer, entre autres, des guérites de vente de loterie, des ateliers de mécanique, de petites boutiques, d'un centre de santé privé, d'une maison d'affaires, de quelques écoles et églises. Le long du Boulevard Harry Truman qui sépare la Cité d'avec d'autres quartiers, des marchandises de toutes sortes sont exposées tels que des vêtements usagés, des meubles en ferronnerie, des fritures ainsi que des matériaux de

<sup>69</sup> Kounye a lè magazen an fin vann li. Li vann lèdi, li vann madi, li vann mercredi, li vann jedi, li vann vandredi. Samdi pou l'al ranmase kòb, pou l'al peye. Lèdi pou l'al tounen pran ankò. Yo bay li lèdi pou l'peye samdi. Kounye-a kòb sa-a pandan lap pote l'ale yo pran l.

construction. Cette partie est différente du reste de la Cité et marque non seulement une distance physique mais aussi une frontière sociale. Selon Ana, « ceux qui ont plus de moyens ne vivent pas en arrière ou à côté du canal. Ils construisent leur demeure vers l'avant ; les plus pauvres vivent à côté du canal ». Entre ceux qui vivent devant et ceux qui sont à l'arrière, il y a parfois de petites querelles pour l'évacuation des déchets. Les seconds se plaignent que les premiers jettent leurs résidus tout près de leur maison. Les premiers répondent, « nous on ne vit pas à coté du Canal ». Pour Ana, il y a certainement une différence entre ces deux catégories de personnes, et vivre près du Canal est parfois une injure quand il y a mésentente entre des gens qui vivent dans le même espace de la Cité.

De même, ceux qui habitent près de l'école communautaire, près du centre de santé communautaire ou bien près d'une borne-fontaine quelconque tirent des avantages comparatifs par rapport à ceux qui doivent par exemple marcher un quart ou bien une demi heure pour aller puiser l'eau ou bien pour se rendre à l'école. Il en est de même pour ceux qui vivent près du centre de santé. Ils sont privilégiés par rapport à ceux qui y habitent loin. La proximité de ces biens collectifs génère des marques symboliques de distinction. Selon Marc-André, les gens qui sont dépourvus de ressources habitent à l'arrière de la Cité c'est-à-dire proche de la mer, dans des maisons construites avec des tôles usagées utilisées à la fois comme mur et pour la toiture. C'est ce que j'ai désigné comme étant des taudis. Tandis que ceux qui ont plus de moyens construisent au milieu du bidonville. Dans la Zone de devant, là où l'on trouve des églises, des boutiques et quelques écoles, ce sont des personnes qui ont des moyens significatifs par rapport aux deux autres catégories qui vont y construire des maisons. La plupart ne restent même sur les lieux.

«Par devant, vous allez trouver des propriétés qui ont été constituées bien avant. Ces propriétés ont acquis de la valeur avec le temps. Il y a une route qui passe devant ces propriétés. La personne qui a construit sur cette propriété n'habite plus ici. Mais sa propriété représente une certaine valeur. Des boutiques sont installées dans zone, du temps des coopératives, il y en avait aussi. Il y a des églises et des écoles qui y ont été construites. Quelqu'un qui en a les moyens, il ne va jamais acheter des terrains en bas de la Cité. Quand il construit une maison, il peut y ajouter un étage. Cette personne là va s'établir en avant de la Cité. Considérons le milieu de la Cité, vous allez le voir, quelqu'un qui possède par exemple 500 000 gourdes, il va construire une petite maison ici. Même avec 50 000 gourdes. Soit il construit ici, soit il va ailleurs. Mais l'individu qui habite en arrière de la Cité, jusqu'à présent, s'il pouvait continuer à repousser a la mer, il l'aurait fait. La personne que tu vois dans une maison construite avec de la tôle pour mur et pour toiture, cette personne là n'a rien en main. C'est pour cette

raison que je vous dis qu'il y a plusieurs catégories de gens qui habitent à Cité de l'Éternel. Ce que vous dis là, on peut le vérifier à n'importe quel moment<sup>70</sup>»

En tenant compte de cette affirmation, on dirait, dans le cadre de la Cité que l'espace occupé est un signe de distinction sociale. Le milieu ne fait pas l'acteur mais à partir des moyens qu'il possède celui-ci peut s'en servir pour marquer la distance entre lui et ses pairs. En référence à ce que dit Marc-André, l'individu de la Cité qui vient habiter dans la Cité choisit son lieu de résidence à partir des moyens qu'il possède.

### 7..5.3 Des gens pas comme les autres

Les habitants de la Cité s'adonnent à des activités différentes : certains pour subsister, d'autres pour tirer des avantages à partir de leur formation et des positions qu'ils occupent. Ainsi, ils se distinguent, entre autres, par leur position, soit dans la gestion des biens collectifs de la Cité, soit en tant que leaders religieux ou d'anciens délégués à la Mairie de Port-au-Prince. L'estime quant à la position occupée n'est pas nécessairement liée un capital économique ; il peut s'agir aussi du capital social acquis à la Cité. Dans ce sens, les dirigeants de certains comités de quartier constituent un exemple typique. Ils sont connus de tous et ont un certain pouvoir de représentation et de discours au nom de la population qu'ils représentent. On compte dans la Cité environ une dizaine d'associations de quartier légalement reconnues, nous dit Marc-André. Les dirigeants de ces associations forment le comité de gestion de l'eau dénommé « Comité de gestion de l'eau à Cité de l'Éternel ». La formation de ce comité a été rendue possible par les ONG qui ont contribué à la construction des bornes-fontaines. Outre le fait d'être membre de ce réseau, chaque responsable d'association acquiert, en fonction de sa position, une certaine rente, selon que l'association obtienne le financement d'un projet quelconque.

«D'après moi, je dirais qu'ils ne bénéficient de rien mais je crois qu'ils trouvent quelque chose ; parce que celui-ci a un patron qui lui rembourse de l'argent, celui-là a un autre patron. Quand on envoie de la nourriture, comme quoi dirais-

---

<sup>70</sup> Wap jwenn devan, moun ki devan yo, se a partir de lè terre sa yo fin fèt, terre sa yo fin gen valeur, yo gen route devan yo, men si moun nan te fel li vin pa rete ladanl men lè li vin gen valeur, li vin gen boutik nan zone nan, se lè te gen kooperativ te gen koperativ, li vin gen anpil legliz gen anpil lekòl, terre moun, li vin, on moun ki gen possiblite li pap al achte terre en ba-a non lap achte terre devan-an. Lèl fon kay li wèl gen possiblite poul mete chambre haute sou li, lè sa-a lap wè moun ki gen mwayen nan menl lan se devan an li rete. Sin pran nan mitan la-a wap wè si on nèg gen 100 mil dola men nèg kap fon ti kay nan zone nan la-a li ka gen 50 mil. Se swal bati kay la la-a ou bien lal on lòt kote. Men moun ki bò anba –a li menm juskensil sil te jwenn lamè, moun ou wè wè ki gen ti kay ki bare ni en lè ni en ba en totl, moun sa-a pa gen nan menl du tout. Se sak fè nou di cite de l'éternel se plusieurs catégories moun ki gen ladanl, ou konprann ? Sa vle di wap gade menm moun ki rete devan an, li gen dwa genyen, sa map diw la ou pwal verifeye avèm nempot lè »



je, quand on envoie quelque chose pour la Cité de l'Éternel, vous, vous pensez que la Cité va en bénéficier ? Non il revient à telle organisation<sup>71</sup> »

C'est ce que pense Jacques par rapport à la multiplication du nombre des organisations dans la Cité et par rapport aussi à la répartition en petites zones. Ceux qui forment les organisations trouvent un profit, sinon, il n'y aurait pas toutes ces associations dans une petite communauté comme Cité de l'Éternel, dit-il.

« On n'est pas tous membres des organisations. C'est là le problème. S'il y a quelque chose qu'on obtient pour toute la population, un membre de l'organisation qui habite dans une zone, peut le retenir pour sa zone, parce que toi, tu n'es pas membre de son organisation. Il peut le garder pour lui, tandis que la demande a été faite au nom de la population. Mais ce qu'il a demandé, il l'a demandé au nom de toute la population. Si c'est dans une zone qu'il peut être distribué, eh bien ! Il facilitera sa zone de résidence<sup>72</sup> »

Les leaders religieux constituent aussi une autre catégorie de gens qui, en vertu de leur fonction et des profits générés par celle-ci, se distinguent des autres membres de la population. Leurs églises sont construites sur un espace relativement étendu en comparaison avec celui réservé à la construction d'une maison ordinaire. Celles-ci fonctionnent en général à double vacation, la demande d'adhésion excédant l'offre. Exigence est faite au nom de la foi et des prescrits de la « Sainte Bible » (Malachie 3 V10)<sup>73</sup> d'apporter la dixième partie de son revenu hebdomadaire à l'église. Il n'y a pas de retour de la dîme, car elle sert à payer le salaire du pasteur dont le travail consiste à prêcher « l'évangile du salut ». Le pasteur, pour les croyants, est un homme de Dieu qui aide ses fidèles à marcher dans la voie du salut, à se désintéresser des affaires de ce monde pour sauver leur âme. Presque toutes les églises évangéliques de la Cité sont équipées d'une école primaire ou secondaire. Un jour est consacré au jeûne et à la prière pour la délivrance des fidèles de la misère. Le pasteur se distingue de ses fidèles dont la majorité se débrouille dans l'informalité pour subsister. Une part des revenus obtenus est payée comme offrandes volontaires et une autre partie comme dîme obligatoire. Dans plusieurs endroits de la Cité, on observe une église protestante. Ces églises

<sup>71</sup> Bon dapre mwen menm m ta di yo pa jwenn men yo jwenn , paske sa-a gon patro0n, sa-a gon patron kap ranbousel. L'ÉL voye on ti manje, lèm comme si ta diw yo voyon ti bagay pou cite de l'Éternel, ou menm ou konne pou cite a jwenn. Non se pou pati pal la voyel .

<sup>72</sup> Non tout moun pa manm organisation an. Se problèm nan tou si gon bagay ki vini , pafwa manm organisation an nan zone nan , li ka kenbel pou bò lakay li, pasko pa manm organisation ou pa gen organisation bò lakay ou, li gen dwa kenbel pou li. Oui au non de population kel fel, men parfois sal mande a li gen dwa pa kab regade tout population an. Se nan yon zone li ka bay, men li emnm zone lap plis fasilite a, se zone ki bò lakay li

<sup>73</sup> Apportez à la maison du trésor toutes les dîmes, afin qu'il y ait de la nourriture dans ma maison. Mettez-moi de la sorte à l'épreuve, dit l'Éternel des armées. Et vous verrez si je n'ouvre pas pour vous les écluses des cieux, si je ne répands pas sur vous la bénédiction en abondance.

reçoivent parfois de l'aide des missionnaires étasuniens. Les lieux de culte catholique sont plutôt rares ; il n'y a qu'une chapelle catholique à Cité Plus.

### **Conclusion**

Ces exemples permettent de voir que dans la Cité toutes les maisons ne sont pas des taudis, toutes les personnes ne sont pas non plus des misérables. Aussi tous n'occupent-ils pas les mêmes fonctions par rapport à ce qui se fait dans ce territoire. Certains individus habitent dans la Cité parce qu'ils n'ont pas de moyens suffisants pour payer leur bail ailleurs ou pour vivre mieux. D'autres y sont parce qu'ils gèrent un négoce; mais en général ils ont une autre résidence ailleurs. Il y en a aussi qui dirigent des associations dans la Cité mais qui ont une autre maison ailleurs. C'est, par exemple, le cas de Marc-André lui-même.

## CHAPITRE 8. DES LIEUX DE REFUGE ET DE DÉBROUILLE

Ayant pris naissance à la suite d'une occupation *manu militari*, peuplé par la suite, de gens qui se cherchaient un endroit où construire un logement, Cité de l'Éternel n'est plus ce qu'elle était, il y a plus de vingt ans. Beaucoup de ceux qui étaient les premiers habitants de la Cité sont partis ailleurs. D'après des personnes interviewées, tous ceux dont la situation socioéconomique s'est améliorée ont abandonné la Cité. Cependant, tandis qu'ils partent, d'autres viennent s'y établir. Ce chapitre est consacré principalement à l'analyse des activités de subsistance de la population. Après avoir présenté les conditions de vie dans le chapitre précédent, j'analyse ici la façon dont la Cité s'est peuplée et les activités de débrouille de la population. Pourquoi les gens viennent-ils s'établir dans ces territoires ? Que font-ils pour subsister ? Pour répondre à ces questions, je me réfère au contenu des entrevues réalisées et aux observations de terrain. Ensuite, je présente, dans une perspective plus large les analyses de certains auteurs par rapport à l'établissement des populations dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince, et aux activités de subsistance auxquelles elles s'adonnent.

### 8.1 Un lieu de refuge

Cité de l'Éternel ainsi que Cité Plus sont des zones abandonnées par l'État. Il n'y a pas d'école nationale, ni de centre de santé publique, encore moins des programmes de construction de logements sociaux. Certains habitants de la Cité viennent d'autres quartiers populaires ou de bidonvilles pour des motifs divers. Nous présentons, ici, quelques cas de personnes qui ont pris refuge dans la Cité soit à cause de la délinquance dans leur quartier, soit à cause des problèmes économiques. En d'autres termes, banditisme et situation économique précaire sont les causes principales de la migration des gens à la Cité. Maurice vivait, avant, à la quatrième avenue Bolosse, un quartier populaire situé au sud de Port-au-Prince. Il possédait une petite unité mobile de production et de vente de glace (appelée fresco). Six hommes, dit-il, travaillaient avec lui. Mais à cause de la délinquance dans le quartier il a dû abandonner, parce que les bandits le rançonnaient régulièrement. Ainsi, il a dû abandonner ce quartier et son négoce pour apprendre la maçonnerie et la ferronnerie. Mais après cet apprentissage, il n'a pas trouvé de boulot « parfois, je travaille deux mois, par la suite je passe trois mois sans rien faire ». C'est ainsi qu'il est arrivé à Cité de l'Éternel à produire le « Béga » avec ses associés.

« Je suis un homme très intelligent, j'ai appris à préparer de la glace en imitant une compagnie qui s'appelle Caraïbes où je travaillais avec eux. Ensuite j'ai formé ma propre compagnie, j'avais entre 6 à 7 personnes qui travaillaient avec moi. À la quatrième avenue, parfois, des individus ont essayé de me créer des ennuis tandis que je travaillais. Ils sont venus me rançonner. Je refuse, ils saisissent mes équipements, ils disent que je ne leur donne pas d'argent, ils disent que je ne vais plus vendre dans la rue, ainsi j'ai abandonné ces activités. Par la suite, j'ai appris la maçonnerie et la ferronnerie, mais j'ai réalisé que je peux trouver un emploi pour deux et par la suite je peux passer plusieurs mois sans trouver du travail. J'ai abandonné pour me lancer dans la production du béga »<sup>74</sup>

Jean-Paul vivait auparavant à Martissant dans une petite pièce qu'il n'arrivait pas à payer, après cinq ans de loyer. La pièce coûtait 1 500 gourdes par six mois. Ne pouvant pas honorer sa dette, il est parti rejoindre un ami à Delmas, commune située dans la banlieue Est de Port-au-Prince. Celui-ci l'a aidé en lui apprenant à faire du commerce dans la rue. Il vendait des piles, des cadenas, des lampes de poche, entre autres. Mais la Mairie de Delmas a empêché aux petits marchands de continuer à occuper les trottoirs pour vendre leurs marchandises. C'est ainsi qu'il a abandonné Delmas pour venir s'établir à Cité de l'Éternel.

« Je suis un homme d'affaires. J'ai vécu à Martissant pendant longtemps, disons au moins cinq ans. Mais je me suis trouvé dans l'impossibilité de payer mon loyer. Ce n'était pas cher : 1500 gourdes. Mais je n'avais pas cet argent. Alors, un ami m'a invité à le rejoindre à Delmas, et m'a enseigné comment subsister. Il m'a prêté de l'argent, il m'a montré où aller emprunter de l'argent pour faire des activités commerciales. Je vendais des produits dans la rue tels que radio, cadenas. Mais le Maire de Delmas nous a exigés de partir, de ne plus continuer à vendre dans la rue. Mon business a été détruit. C'est ainsi que je suis venu vivre ici »<sup>75</sup>

Laraque vit à Cité de l'Éternel depuis trois ans. Avant, il vivait à Cité Soleil, mais les problèmes politiques et la violence l'ont poussé à venir vivre dans la Cité. Avant de s'impliquer dans le commerce de vente de peau de bœuf cuite, il vendait des balles de vêtements usagers. Il les ouvrait, faisait une répartition pour les vendre. Il subsistait à partir des profits obtenus.

<sup>74</sup> Mwen se yon nonm ki intèlijan anpil. Mwen te vin aprann, imite caraïbes lèn tap fè fresko, pandan setan m vin fè konpayi, m vin gen 6 a 7 nèg kap travay ansanm avèm, pafwa konsa nan 4<sup>ème</sup> avni an nèg yo konn eseye ban m problèm lèm ap travay, yo konn vini mande m kòb, m pa vle bay kòb, yo konn eseye sezi bagay, yo di m pa bay kòb, yo di m pap al nan lari, konsa m vin eseye bay vag. Lè maprann mason bagay ferayè bagay sa yo, bon mwen vini fè konbyen 2 mwa ap travay, an apre sa m gen dwa fè nenpòt 3 mwa, m pa ka jwenn on tou rat pou m bouche. M vin esye bay vag, m vin lanse m, m vin nan profesion bega-a la.

<sup>75</sup> Mwen menm se bizismann mwen ye. Sa vle di mwen nan matisan lontan, se lam te rete m rale omwen de senkan la-a. nan 5 an m rale la-a, kounye-a vin pa gen posiblite pou m peye l, kwake l pa peye gro kòb, li peye 300 dola, menm vin pat gen posiblite pou m peye l, lèm wè sa-a se yon zanmi ki rele m Dèlma kounye a m poze m Dèlma. Lè m rive Dèlma, li montre m kouman pou m viv, prete m ti kòb, li montre m kote pou m al prete ti kòb pou m fè komès. Se kadna, radyo, bagay sa yo m te konn vann. Kounyea la-a majistra Priska Dèlma te mete moun nan lari an, yo pa vle moun chita nan lari, kounye-a yo vin kraze biznis mwen.

« Bon, ça ne fait pas longtemps que je vis ici. Il y a trois ans. J'ai mes sept enfants avec moi. Mon premier commerce consistait à vendre des vêtements usagers. J'achète des balles que j'ouvre pour les revendre en détail, cela me permet de prendre soin des enfants. Ce qui explique que je suis venu vivre ici à Cité de l'Éternel est le fait que c'est une zone plus calme. Avant, je vivais à Cité Soleil, une zone très persécutée. Cette persécution ajoutée à la situation que je vivais, je n'en pouvais plus, j'ai dû désertier pour venir vivre ici<sup>76</sup> »

Sylvain habite à Cité de l'Éternel depuis deux ans. Il a 45 ans, il est tailleur et père de trois enfants et vit avec leur mère. Il est arrivé dans la Cité, ses propos, par obligation.

« Mon cher, je faisais des va-et-vient dans la cité, je n'étais pas encore stable. Mais par mauvais entretien de moi-même et du côté familial où j'étais, j'ai rompu et je suis venu ici. Je vis ici par obligation, mais je sais que je ne vis pas. Je ne peux faire aucun débat sur l'endroit où je vis. Enfin, enfin<sup>77</sup>... »

Ce ne sont pas seulement les cas de turbulence politique ou de violence physique qui sont à la base de cette migration inter-bidonville dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Certains abandonnent un quartier précaire pour aller vivre dans un autre pour des raisons diverses, entre autres, incapacité de payer un loyer, achat d'un petit emplacement dans un autre bidonville, mauvaises conditions de vie. Madame Paul explique comment elle s'est établie dans la Cité.

« Je suis venu vivre ici parce que j'avais loué un logement pour 3 000 gourdes dans un autre quartier. En ces temps là, le loyer n'était pas cher. À un certain moment, je me suis trouvé dans l'impossibilité de continuer à payer. Le propriétaire s'est mis à m'injurier. Alors, le propriétaire de cette maison est un ancien ami à moi, on habitait dans une même localité. Il a fait l'acquisition d'un terrain et a construit cette petite maison, quand il s'est rendu compte que le propriétaire m'injurait et que je n'avais pas d'endroit où habiter, il m'a dit de venir avec lui, passer quelques jours. Tandis qu'il m'a hébergée pour quelques jours, j'en ai profité pour rester ici<sup>78</sup> »

Certaines personnes sont venues habiter dans la Cité, encouragées par des amis ou à travers des liens familiaux. Alfonse, le frère de Simone, en butte à des problèmes

<sup>76</sup> Bon mwen menm, fòm di w m pa lontan bò isit la. M gen 3 zan bò isit la-a, plis m gen 7 timoun nan zòn nan la-a. Premye roulman kem te konn fè lèm tap fè roulman se te pèpè kem te toujou achte. Komès mwen m defòme yo m refòme yo espre pou m ka l vann, pou m ka fè roulman avèk timoun yo. Problèm ki vin fè m vin viv nan Site de Letènèl se paske mwen tap viv nan Site solèy, se yon zòn ki tèlman pèsekite Avèk sityasyon kem te wè l tap viv la. Mwenm pat kapab viv ladan l, mwen te oblije dezète zòn nan m vin viv bò isit la.

<sup>77</sup> Monchè m te konn ap antre sòti, menm potko estab, m tap viv nan lòt milye. Men pa movèz antretyen de mwen menm avèk bò familyal kote m te ye-a, nou vin kraze, m vin viv bò isit la. Men m viv bò isit la pa obligasyon, pa obligasyon menm m pa konnen se viv m vin viv. Ou konprann? M pa konnen, aktyèlman kote m ap viv la-a, bon m pa ka fè ankenn deba de kote map viv la-a. Anfen, anfen...

<sup>78</sup> Bon sak fèm te jwenn li m te afèmen yon kay, lè sa-a kay pat tout chè sa-a, m te afèmen yon kay pou 600 dola. Rive w lè m vin pa ka peye l, mèt kay la vin ap joure m. Kounye-a la-a pandan mesye sa-a, lè sa-a m te rekonèt li lontan, kounye-a la-a m te rete menm kote avèk li, kounye-a la-, li vin achte sa-a la-a, li vin fè ti piti sa-a la-a, kounye-a la-a lè met kay ap joure m m pa gen kote pou m rete. Li di m desann, li ban m fè de twa jou. Pandan l banm fè de twa jou a m tou rete ladann.

financiers, ne pouvant pas payer son loyer, est venu se loger chez sa sœur en attendant que sa situation s'améliore. Quant à Sarafina, elle s'est établie dans la Cité à cause de son mari. Avant, elle vivait, sur la Route des Dalles à Carrefour-Feuilles, un quartier populaire situé au sud-ouest de Port-au-Prince. Son mari suivant les conseil d'un ami, est venu habiter dans la Cité. Elle l'a suivi.

«Avant, j'habitais sur la route des Dalles, je suis devenue enceinte, je me suis mariée six mois après. J'ai perdu mon fils par avortement involontaire. Mon mari m'a envoyé en Province me faire soigner chez sa mère. Quand je suis retournée, il avait déménagé pour venir vivre ici à Cité de l'Éternel. Il avait rencontré un ami qui lui-même possédait une maison ici. Celui-ci l'a convaincu à emménager dans la Cité. C'est ainsi qu'il a loué une maison ici, et moi, je suis venue vivre à Cité de l'Éternel<sup>79</sup> »

Cité de l'Éternel est pour la plupart de ses habitants une zone tranquille où il n'y a pas de bandits. On peut circuler la nuit sans se faire attaquer, tandis que c'est le contraire dans d'autres quartiers avoisinants affirme Genais «Ici même la nuit, tu peux circuler comme tu veux, mais on ne peut pas le faire à Cité Plus. On va te fouiller». Cependant, malgré sa tranquillité, toutes les personnes qui ont construit un logement dans la Cité ne l'habitent pas; ce qui porte des personnes interviewées à parler de deux catégories de gens du bidonville.

## 8.2 Une population à deux tons

Pour Laraque, la population de Cité de l'Éternel est une « population à deux tons» c'est-à-dire il y a deux catégories de gens qui vivent dans la Cité : des gens qui gèrent leurs entreprises; ils n'habitent pas à la cité, mais plutôt à Merger ou à Montagne noire (deux zones situées en banlieue de Port-au-Prince). Ils arrivent à une heure quelconque dans la cité, le matin, et le soir, ils retournent chez eux. Nous, les malheureux, qui habitons à Cité de l'Éternel.

« La classe pauvre, c'est nous, nous n'avons l'aide de personne mais, les gens malheureux quant à eux, reçoivent de l'aide, ils ont des structures qui peuvent les financer, mais nous, on n'a rien du tout. Nous sommes des pauvres<sup>80</sup> »

Les activités des malheureux diffèrent de celles des pauvres, poursuit Laraque. Il les appelle malheureux, parce qu'ils ne sont pas des bourgeois comme les gens riches

<sup>79</sup> Lèm fin kite kay papam mwen marie, mabite souldal se la m te abite. M te ansent epi mwen te vin marie sou 6 mois malgre tou pitit lan vin perdu. kounye-a marim voyem nan pevil ka manmanl al pran remèd. Epi lèm vini mwen jwenn li deloje, li vin antre anndan cite de l'éternel, li rankontre a yon zanmi ki gen kay li, kounyea- zanmi an bal pawol, bal pawol, li fèl vin aferme kay nan menl. Se rezon sa-a ki te fèm vin antre nan site de l'éternel

<sup>80</sup> Se nou menm ki klas pòv la. Paske moun ki pa malere a li menm li gon èd, li gon lòt bagay ki ka finanse l, e nou menm se paske nou pa gen ditou ki fè nou di se pòv nou ye

vivant sur les hauteurs de Pétion-Ville, et parce qu'ils mènent un train de vie différent des pauvres, pour utiliser son langage.

«Par exemple, il y en a qui ont une boutique dans la cité. Il y en a qui ont leur maison ici. Les matins, ils viennent, vous avez compris? Il y en a qui ont des maisons qu'ils louent, mais nous, on n'a pas de moyen pour aller vivre ailleurs, on est obligé de rester là. Que la zone soit en turbulence ou non, on reste là<sup>81</sup>»

C'est dans la même logique que Genais affirme à propos des gens qui construisent des maisons à la Cité et qui possèdent assez de revenus, qu'ils s'en vont vivre ailleurs. Ils louent leurs maisons, dit-il. Le revenu généré par la maison de la Cité sert à payer l'autre maison qu'ils louent.

«Les propriétaires n'habitent pas ici, ils vivent ailleurs et louent leur maison d'ici. Mais le loyer coûte cher. Ils ont construit la maison, l'ont affermée et vont vivre ailleurs. La maison qu'ils ont ici sert à payer le loyer de l'autre maison<sup>82</sup>».

Ana vit dans la cité depuis longtemps déjà. Pour survivre, elle vend du charbon de bois au détail, des vivres (figue-banane, plantain), de l'huile, des épices étalés sur un morceau de tissus poussiéreux par terre. Elle habite un de ces taudis fabriqués avec des matériaux usagers, sans toilette, sans cuisine, bref sans aucune structure de maison habitable. Pour elle, la Cité est une zone de misère, mais ce ne sont pas toutes les personnes qui vivent dans la cité qui sont des misérables. Pour sa part, Maurice, de l'autre côté de la Cité, près du canal Bréa, parle de masse et d'élite par rapport à l'endroit où les projets de drainage des eaux sont réalisés. Le véritable problème de la population qui vit aux alentours du canal Bréa, c'est les crues d'eau, dit-il. Dès que la pluie s'annonce, les gens ne savent quoi faire

«Les gens qui réalisent les travaux dans la cité, ils le font dans les endroits le plus accessibles. Ici, on est la masse. Cette route ici qui n'est pas faite, c'est la route des masses. Mais plut haut c'est l'élite. C'est celle de l'élite qu'ils font plus facilement. La masse est toujours abandonnée à son sort, ils n'arrivent jamais aux masses, ce qui veut dire que nous c'est dans la masse que nous vivons<sup>83</sup>»

---

<sup>81</sup> Wi tankou yo gen dwa gen boutik yo la-a. genyen ki gen dwa gen kamyon yo la-a yo fè trafik yo , lè maten yo vini, vin jere l, ou konprann . Gen moun ki gen dwa gen kay yo la-a yo anfème l, men nou menm nou pa gen mwayen poun al lòt kote, n oblije rete la nou menm. Menm lè l te cho, menm lèl te frèt, nou rete la.

<sup>82</sup> Mèt kay yo pa rete la yo rete lòt kote, tout kay yo nan fèm. Men kay lo yo anfème chèAh ganpil moun ou wè ki gen kay la-a yo pa rete nan kay la, li fè kay la, lanfermel, lal retev lòt kote, kay sa-a peye kay kotel rete a

<sup>83</sup> Pati politik, menm moun EPN yo, ou konprann, moun kap fè travay yo, sa vle di kotek pi fasil yo se yo yap fè. Yo pa vin fè, tankou la-a se la mas, route sa-a se la mas, anro a se lelit. Lelit la se li yo plis fè, la mas la yo toujou kitel konsa, yo pa janm rive nan lamas la. Nou menm, sa vle di ke, nou menm se nan lamas la nap viv

La vie dans la Cité, selon les propos de ces personnes, n'est pas facile pour les gens les plus pauvres. Certains parlent de luxe en se référant aux conditions d'existence, tout en reconnaissant que tous n'ont pas les mêmes difficultés d'existence.

### 8.3 Vivre est devenu un luxe pour les malheureux

La plupart des personnes interviewées sont d'anciens ouvriers de la sous-traitance jetés au chômage avec la fermeture des usines dans ce secteur. Ils débarquent dans la Cité parce que leur situation s'est empirée. Ils ne peuvent plus payer leur bail ailleurs, sont dans l'impossibilité de se donner à manger et de prendre soin de leur famille. C'est le cas de Sylvain qui est un ancien ouvrier de la sous-traitance. Tailleur, il loue une vieille machine à coudre pour 250 gourdes le mois. Il raccommode des vêtements usagés pour sa clientèle dans le bidonville et coud quelques vêtements pour ceux qui ont la possibilité de se faire coudre un habit neuf. Il ressasse des souvenirs du passé par rapport à la valeur de la monnaie et au coût de la vie :

«Au cours des années 83, 84, 85, quand on confectionnait un pantalon pour 15 gourdes, si vous n'êtes pas un «dépenseur», vous économisez, vous pourrez épargner 5 gourdes. Mais actuellement vous confectionnez un pantalon pour 250 gourdes, il ne peut pas vous donner à manger même pour une seconde<sup>84</sup>»

Comparant le passé au présent, en rapport avec le coût de la vie, il devient nostalgique. Jadis avec peu d'argent, soit 60 centimes ou 3 gourdes d'un dollar, on pouvait se donner à manger matin, midi et soir, dit-il. Mais aujourd'hui, même avec 250 gourdes, il est impossible.

« Ah ! Je ne vous mens pas, je suis sérieux. Actuellement on se lève, par exemple, ce matin on se lève, on achète une tasse de chocolat ou de café pour cinq gourdes et 3 gourdes de pain. Il n'apaise pas votre faim. Longtemps, ce que je mangeais pour 10 centimes de gourde ou pour 15 centimes me remplissait, parce qu'on m'en donnait assez. A ce moment là, on pouvait vivre. Mais maintenant pour vivre, mon cher, il faut un million en main. Cela signifie qu'en Haïti les malheureux ne peuvent pas vivre. Vivre est un luxe pour les malheureux. Il n'y a rien dans ce pays pour qu'un malheureux puisse vivre bien<sup>85</sup>»

<sup>84</sup> Bon nan ane 83, 84, 85 yo, ou konprann lè w fè on pantalon pou 15 goud, si w pa yon krazè se bon jan nèg mòn ou ye ou ekonomis, si w fon pantalon ou gen tan pou sere 5 goud. Men aktyèlman nan moman sa la-a, wap fon pantalon 250 goud, li pa ka baw manje yon segond

<sup>85</sup> Ah se pa manti map fè bawou non, se bagay serye wi map di w. Men kounye-a la-a ou leve, bon tankou maten an la-a ou leve, wal koton machan chokola. Ou pran yon ti tas chokola a yon ti kafè pou 5 goud, m achte 3 goud pen. Pandan m fin manje l la. Bon li pa satisfèm. Sa m te manje pou 10 kòb, pou 15 kòb la li plen vant mwen, paske yo te ban m anpil. Lè sa- te gon vi preyalab, sa vle di w te ka viv, avèk nenpòt ti monnen. Kounye-a pou w viv, mon chè fò w gon milyon nan men w, pou w viv, sa vle di vi Ayiti pa vi malere ankò. Son w vi ki vin tròp liks pou malere. Pa ganyen nan peyi-a non pou malere ka viv byen.



Pour lui, il n'y a pas de comparaison possible entre travailler dans une usine de la sous-traitance et le travail autonome, car quand on travaille avec soi-même sans avoir un patron, on devrait faire plus de profit, mais vu la situation actuelle son activité ne lui génère pas de profit. Quand il était ouvrier, il gagnait 52 dollars américains par mois, soit 260 gourdes, à l'époque. Il pouvait, dit-il, payer ses courses pour aller travailler avec seulement trois gourdes pour une semaine. De même, dit-il, «j'étais capable de payer mon loyer». Il pouvait aussi payer sa nourriture par quinzaine, soit 5 dollars pour deux semaines. Mais aujourd'hui, c'est tout le contraire. Cependant, en dépit de cette situation apparemment meilleure que celle qu'il est en train de vivre actuellement, il affirme que ce n'était pas bon pour les ouvriers.

« Il n'était jamais bon, ce n'était pas avantageux. Vous ne vous mettez pas en tête que vous travaillez seulement 13 gourdes pour le patron. Celui-ci, sur votre journée de travail, fait plus de 500 gourdes de profit<sup>86</sup>»

Le salaire minimum, tel que fixé aujourd'hui, représente cinq à sept fois celui des années 1970 et 1980. Mais malgré cette hausse, il n'arrive pas à satisfaire les besoins des travailleurs. En termes de pouvoir d'achat, on dirait même qu'il est inférieur à ce salaire. En témoigne Sylvain :

« De nos jours, on dirait que la sous-traitance paie mieux parce qu'un ouvrier peut gagner jusqu'à 1500 à 2000 gourdes par mois. Cependant, je dois vous dire qu'au temps où je travaillais pour un salaire de 26 dollars par quinzaine, je vois que ce salaire avait plus de valeur que les quatre cent dollars qu'on paie actuellement. Je vous dis que j'avais l'habitude de payer 25 gourdes par quinzaine pour ma nourriture. Le plat qu'on nous donnait pour 2 gourdes 50 était vraiment consistant. Celui qu'on vend pour 50 gourdes aujourd'hui est loin d'être son équivalent<sup>87</sup>»

Raphaël, pour sa part, a travaillé trois ans dans la manufacture, de 1980 à 1982. Dans la même perspective que Sylvain, il affirme qu'à ce moment là le coût de la vie était moins élevé. Dépendamment de ses capacités, il pouvait gagner jusqu'à trente dollars par jour puisqu'il travaillait à la pièce.

«Parfois tu fais une journée de travail qui peut se répartir en trois dimensions, c'est-à-dire dans le cadre de ce que tu fais, dépendamment si tu peux donner plus de rendement, tu vas rentrer plus d'argent. Par contre si dans la partie où tu

---

<sup>86</sup> Men li pat janm bon, li pat janm bon monchè. Ou pa bezwen konnen wap travay 13 goud bay patron an. Patron an li menm, jounen an li menm li fè pase 500 goud sou tèt ou.

<sup>87</sup> Mh, mh. Non kounye-a, faktori peye, pou on moun ap fè twasan, katsan dola nan faktori, men fòk mwen di w byen lèw tap fè 26 dola-a, mwen wè l te gen plis valè ke 400 dola-a. M diw m te konn ap peye 5 dola manje. Ou wè l pou youn kenzen. Epi bòl manje de goud edmi yo bay la se pa bòl manje yap baw pou 50 goud kounye-a papa.

es, tu ne peux travailler à plein rendement, tu vas entre moins d'argent. En ce qui me concerne, je savais travailler durement, j'ai fait des excès, je sais travailler pour 25, 30 dollars parfois. Quand ça ne va pas, je fais 20 dollars<sup>88</sup> »

Selon Raphaël, une journée de travail suffisait pour donner à manger à sa famille. Mais aujourd'hui, avec 100 gourdes, on ne peut même pas faire cuire du riz, le coût de la vie ayant trop augmenté

« Bon, en ces temps là, le salaire que je recevais pouvait m'aider, parce qu'on pouvait acheter les choses à meilleur marché, si vous aviez 100 gourdes vous pourriez les remettre à votre femme, elle pourrait se débrouiller, mais aujourd'hui si vous lui donnez 100 gourdes, sachez que cela ne peut pas même cuire du riz<sup>89</sup> »

Jean-Pierre abonde dans le même sens. Il n'a pas l'expérience de la sous-traitance, mais il se souvient très bien qu'avec 5 gourdes on pouvait se donner à manger. Mais pour lui, cette situation est la conséquence de l'exode rural. Les travailleurs de la campagne viennent s'établir en ville laissant les travaux des champs. Ainsi, on est dépendant de l'étranger. Mais l'étranger dans son imaginaire c'est le «Blanc», tous les produits qui se vendent au marché viennent des «Blancs».

« La vie devient chère, si je me rappelle l'exemple d'autrefois, avec 5 gourdes en main, je pouvais préparer un mets. C'était de 1979 à 1988. Avec 5 gourdes en main on pouvait acheter, on pouvait acheter une portion de riz (une petite marmite) pour une gourde et un quart. Mais aujourd'hui on achète une petite marmite de riz pour 17 gourdes. Cela signifie que nous ne produisons pas, notre estomac se trouve entre les mains des Blancs, tant que nous ne produisons pas, notre estomac restera à la merci des Blancs. Tous les gouvernements au pouvoir, quel qu'il en soit, on aura toujours la cherté de la vie, parce que jadis il y avait 25 personnes à la campagne, mais aujourd'hui ces 25 personnes vivent à Port-au-Prince. Ils ne travaillent plus la terre pour produire plus de haricots, plus de millet, plus de maïs. Comment veut-on que la vie ne soit pas chère<sup>90</sup>? »

Perdre son emploi dans le secteur de la sous-traitance, s'adonner à des activités sur le marché de l'économie informelle, fuir l'insécurité dans d'autres quartiers de la

<sup>88</sup> Parfois ou konn fè yon jounen, lè sa-a jounen an se trois dimensions, sa vle nan kad saw ka fè a, ou ka bay plis avantaj ladanl, ou touche pi gro kòb, men si nan fason kotew ye a ou pi ba, ou touche pi piti kòb. Men mwen menm m te konn travay tout fòs kouray mwen, m konn fè excès m konn travay pou 25, 30 dola parfois. Lè sa pa bon tou, m travay 20.

<sup>89</sup> Bon lè sa-a li te ka edem paske lè sa-a tan an pat konsa, le plus souvent ou te konn jwenn on bagay ki pi meilleur nache ou achte. Men kounye-a sou gen 100 goud nan menw lè-a siw rive lakay ou, ou ka bay li madanm ou ka demelèl, men kounye-a siw gen 100 goud ou mèl di li pa ka menm bouyi yon diri

<sup>90</sup> Lavi chè a, si nou pran ekzanp, si m raple m m te konn gen 5 goud nan menm map fè manje se te nan ane 79 al pou 1980 jous rive 88 ou te gen 5 goud nan men w ou t achte ti mamit diri pou goud eka. Men kounye-a to la vi ya vin pi chè sa vle di lè m te konn achte yon ti mamit diri pou goud eka koun ye-a li menm map achte yon ti mamit diri pou 17 goud. Sa vle di ke nou manke pwodui, vant nou se nan men blan an li ye, toutotan nou pa pwodui, vant nou se nan men blan an li ye, tout gouvènman ki monte, lap toujou gen lavichè, paske lè te gen 25 moun kap viv andeyò 25 moun nan vin portoprens, li pa travay, tè ankò pou ta fè plis pwa, pou ta fè plis pitimi, plis mayi, kouman fè pou pòtoprens pa gen lavichè.

capitale sont entre autres facteurs qui poussent certaines catégories de personnes à venir vivre dans la Cité, tandis qu'il y en a qui fuient le bidonville malgré qu'ils possèdent des logements là-dedans. Dans la section qui suit, je présente quelques activités de subsistance entreprises par des gens de la Cité

## **8.4 La débrouille des populations**

Pour subsister, les populations de la Cité s'adonnent à divers types d'activités. D'après mes observations et des informations recueillies sur le terrain, il s'agit de stratégies de subsistance réparties en trois catégories : des stratégies individuelles, des stratégies mixtes et des stratégies collectives. Les premières relèvent des initiatives individuelles, notamment des femmes qui font du commerce (ambulant ou stable) afin de faire face aux problèmes auxquelles elles sont confrontées – la plupart étant des femmes monoparentales. Quant aux stratégies mixtes, elles sont à mi-chemin en l'individuel et le collectif et concernent des ateliers de travail des petits métiers, entre autres, des cuisiniers, des ferblantiers, des ébénistes et des sculpteurs qui s'associent en vue de produire des biens à vendre pour avoir plus de revenu. On y trouve aussi des propriétaires de guérites de vente de billets de loterie et des leaders religieux. Enfin, il y a des stratégies collectives développées par des dirigeants d'associations auprès des ONG et des instances publiques étatiques.

### **8.4.1 Des stratégies de survie individuelle**

Des stratégies de survie individuelle, on compte entre autres, le « brassage », l'usure, le «sol», la loterie, le petit commerce informel, la vente de la nourriture cuite et les petits ateliers professionnels. Les gens font un calcul coût/bénéfice en fonction duquel ils cherchent à trouver une solution à leurs problèmes existentiels. «Brasser», « Pran ponya », « Sabotay », « Sol », l'escompte, proprement dits, constituent les principaux moyens pour les pauvres de se procurer de l'argent en vue de se nourrir et de faire fonctionner leurs activités économiques. Brasser, du créole haïtien « bwase » est une activité qui consiste à utiliser le peu d'argent dont on dispose ou bien à emprunter ou escompter de l'argent à quelqu'un afin de mener une certaine activité économique. Cette activité consiste généralement à vendre dans la rue ses produits. Cela se fait généralement pour trouver de quoi manger pour une journée ou donner à manger à sa

famille. Il y a plus de femmes que d'hommes vivant dans la pauvreté qui pratiquent cette activité. Tandis que «*Pran ponya*» qui se traduit du créole haïtien en français par «se poignarder» est une forme de prêt à intérêt quotidien. Ce prêt se fait généralement à des taux allant de 25 jusqu'à 40%. Le débiteur est tenu de verser les intérêts quotidiennement à l'usurier. C'est ce qui lui vaut le nom de poignard, parce que cette forme de prêt étrangle à la fois le débiteur et son activité économique. Le « Sabotay », traduit du créole haïtien en français par sabotage, est une autre forme de prêt à intérêt élevé. Mais à la différence du « pran ponya », le sabotay se paie à la fin de chaque semaine à l'usurier.

Enfin le « sol » ainsi connu est un système de prêt à tour de rôle à cotisation égale et fondé sur la confiance entre ses membres. Chaque personne reçoit la cotisation de la somme des cotisations de tous les autres membres. Beaucoup de travailleurs et même des employés des administrations publique et privée recourent à cette pratique afin d'épargner de l'argent pour faire face à une situation donnée. Quant à l'escompte, il se fait le plus souvent aux mêmes taux que le « pran ponya, et le sabotay ». Mais à la différence de ces dernières, l'escompte se paie chaque mois, ou du moins sur une période de 24 jours. Dans le cadre de l'escompte, le débiteur doit payer cinq gourdes par jour d'intérêt sur chaque 100 gourdes empruntées. Ainsi sur 500 gourdes, il doit payer 25 gourdes. Le prêteur, au terme des 24 jours dans un mois, s'attend à ce que le débiteur lui rembourse les 500 gourdes ainsi que les bénéfices de 25 gourdes par jour multipliés par 24. Ce qui lui procure un bénéfice de plus de 100% soit 600 gourdes plus ses 500 gourdes.

Madame Paul est petite marchande de rue. Elle vend des produits pour la lessive dans une cuvette qu'elle porte sur sa tête longeant, d'un bout à l'autre, des rues du bidonville et du Centre-ville. Pour trouver de l'argent en vue de financer ses activités commerciales, elle escompte de l'argent à des racketteurs financiers<sup>91</sup> dans le bidonville. Elle est mère de trois enfants dont deux ne vont pas à l'école. Le dernier, elle l'a eu avec un autre homme. Cet enfant va à l'école et vit avec elle tandis que les deux autres vivent avec son frère à Portail Léogane. Elle vit en union libre avec son conjoint qui est portefaix dans un magasin du centre-ville. Elle s'est jointe avec cet homme pour l'aider avec les deux premiers et celui-ci a conçu un autre enfant avec elle. Les deux premiers ne peuvent plus vivre maintenant avec eux.

---

<sup>91</sup> Ce sont des gens, des usuriers, qui possèdent un capital donné. Ils ne travaillent pas mais font des prêts à intérêt avec le capital en question. Ils obtiennent plus de 100 % d'intérêt sur le capital prêté.

Madame Jean, elle aussi, est une petite marchande de rue. Mais elle vend de la nourriture cuite qu'elle porte dans une cuvette où les ustensiles de cuisson sont placés. Comme sa collègue, Madame Jean escompte de l'argent aux racketteurs financiers pour financer son commerce, ou bien elle emprunte à des amis qui ont un loyer à payer. Elle peut emprunter pour un ou pour deux jours, juste pour avoir le temps de faire un peu de bénéfice. Son mari, dit-elle, ne travaille pas. Elle est mère de deux enfants. Son mari en a quatre, c'est-à-dire ses deux enfants plus deux autres que celui-ci a eus avec une autre femme. Madame Jean nous dit qu'elle vit par la foi. Elle nous explique comment elle procède. D'abord, l'argent est obtenu généralement sous forme d'escompte, car elle ne dispose pas de capital. Avec 1500 gourdes, elle arrive à préparer une chaudière pouvant contenir 3 marmites pour la cuisson. Une fois le riz cuit (généralement, c'est du riz aux haricots noirs), elle est prête à parcourir les rues de la cité pour crier et vendre son repas. Pour un repas complet, avec du riz aux haricots, elle prépare les légumes. Si c'est du riz blanc, il est accompagné de la sauce et d'une purée de pois. Le tout est chargé sur la tête de la commerçante, tout chaud. Pour amortir la chaleur, elle met la chaudière dans une cuvette sur un morceau de carton. Elle fabrique ensuite un troquet adéquat qu'elle mettra sur sa tête avant de déposer la chaudière. Quand la vente est bonne, dit madame Jean, on peut faire jusqu'à 250 gourdes de bénéfice. Mais quand elle est mauvaise, on peut en récolter 150. Cependant, ce commerce offre plusieurs avantages, comme par exemple donner à manger à sa maison, ou faire une solidarité avec un voisin, une personne qui ne peut s'acheter lui-même à manger.

Sylvain est tailleur. Il loue une vieille machine à coudre qu'il paie 50 dollars par mois au propriétaire pour raccommode des vêtements usagés. Il vit dans un taudis fait à partir des matériaux de tôles galvanisées rouillées et de petites gaules de bois. Les matins, il sort la machine du taudis espérant que quelqu'un vienne lui apporter un vêtement à coudre ou à raccommode. «En Haïti, on apprend un métier, mais lorsqu'on l'apprend, c'est pour s'appauvrir davantage. On n'apprend pas un métier pour vivre mieux. Il n'y a pas d'encadrement<sup>92</sup>». Il lui est impossible de nous dire combien il gagne par semaine ou par mois. Il a fait une estimation de combien il pourrait rentrer comme revenu au cas où les gens viendraient lui donner à coudre des pantalons.

«Un pantalon, nous dit-il se coud 200 à 250 gourdes. Au moins, dit-il, je peux confectionner 4 pantalons par jour. Si on multiplie 4 par 200 et par 30 jours, on voit combien je gagnerais par mois a-t-il dit. Mais les gens ne viennent pas demander qu'on leur confectionne des pantalons».

---

<sup>92</sup> Men peyi dayiti, w aprann metye, men lè waprann metye se pou w pi pòv. Ou pa aprann metye pou w viv byen. Paske pa gen ankadreman.

Il attribue cette situation à la vente des vêtements usagés dans les rues de la capitale.

« Ce qui explique, premièrement, que je ne trouve pas de pantalons à coudre c'est à cause des vêtements usagés. Cette situation met en ruine les tailleurs. Par exemple, pour trouver aujourd'hui quelqu'un qui vous donne à coudre un pantalon, il faut que ce soit ton ami. En plus, un ami qui est habitué avec toi, qui connaît le goût du beau, il ne va pas décrocher avec 25 gourdes un pantalon usagé dans la rue pour s'habiller. S'il doit sortir, il vous demandera de lui coudre un pantalon, ainsi vous pouvez gagner 200 gourdes par chance ou par hasard, ou par franche amitié<sup>93</sup> »

Pour continuer leurs activités, les gens s'endettent. Mais souvent cela tourne au vinaigre, car ils ne sont pas en mesure de rembourser leurs dettes. Dans ce cas, il y en qui perdent leur propriété, obligés de les vendre afin de payer.

#### 8.4.2 L'endettement

Outre le «sol» qui est une activité fondée sur la confiance et la solidarité entre des pairs, les autres formes d'activités sont plutôt fondées sur la contrainte et transcendent les rapports de pouvoir entre des gens pauvres ; c'est-à-dire la plupart des usuriers vivent à Cité de l'Éternel mais ont une situation socio-économique différente de celle des plus pauvres. Ils ont l'habitude d'emprunter de l'argent à des institutions de crédit à taux moyen. Ou bien ils disposent d'un capital qu'ils investissent dans des prêts à intérêt élevé pour gagner le maximum de profit possible, par jour, par mois ou chaque fin de semaine. À Cité de l'Éternel, il n'y a pas de banque, pas de supermarché, pas de magasins, pas d'usine ni de «factorie». On y trouve de petites marchandes du cru qui montent un petit étalage devant leur maisonnette pour exposer des légumes, des vivres ou bien des vêtements usagés ou des boissons gazeuses ou encore d'autres produits « made in China », « made in USA » ou «made in Dominican republic ». A quelques coins de ruelles, on peut observer aussi des marchandes de fritures ou de «manje kwit<sup>94</sup> ». Elles vendent leurs produits à des passants, des résidents, des gens qui, pour la plupart, n'arrivent pas à préparer à manger chez eux compte tenu des prix des ingrédients pour préparer un repas. Ces différentes activités, relevant de l'informel, se réalisent chaque jour et permettent à des gens de survivre bon gré mal gré. Que font-ils

<sup>93</sup> Enben kisa k esplike, premyèman, ou gen afè pèpè an li kraze tayè a anpil. Pa ekzanp, kounye-a la pou w jwonn on moun ba w fè yon pantalon, son moun ki zanmi w. Epi ki abitye mete le gout du beau, ou konprann, li pap al pran, dekroke yon pantalon pou 25 goud nan lari an pou l mete soti konsa, si lap fon soti li ba w fon pantalon pou li, ou fon 200 goud, yo 250 goud, pa chans, parza, pa bon zanmi tou.

<sup>94</sup> « Manje kwit » traduit du créole haïtien au français par « nourriture cuite ou mets préparés »

pour trouver de l'argent et financer leurs activités ? Selon Genais, toutes les personnes que vous voyez dans la rue qui vendent des produits, elles sont toutes des gens qui escomptent de l'argent pour faire un petit commerce. Il y en a qui s'en vont dans les magasins escompter des marchandises sans argent. Ils doivent vendre durant les sept jours de la semaine et rapporter le capital et une part de bénéfice au grand commerçant en fin de semaine

« Le magasin procure à la petite marchande des marchandises à un prix grossiste. Celle-ci à son tour, va vendre ses produits, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi. Samedi, elle ramasse l'argent de la vente pour le rapporter au commerçant. À son tour le commerçant lui donne de nouvelles marchandises. On lui en donne le lundi, elle vient payer, les samedis. Mais il arrive parfois que des voleurs emportent cet argent. À ce moment là, la personne est en faillite<sup>95</sup>»

Se procurer de l'argent pour entretenir son commerce suit un processus. Selon le répondant, ça part d'une personne qui va à la Banque pour escompter de l'argent lui-même. Cet argent, il ne l'investit pas. Il l'escompte à des taux plus élevés que celui de la Banque aux petites marchandes. D'autres personnes utilisent les réseaux d'amitié, de parenté ou familiaux pour emprunter des fonds, comme par exemple dans le cas de Madame Jean. Par rapport à la banque, Genais me dit que le prêteur se rend à la Banque pour emprunter par exemple à 15%. Par la suite, il va escompter à son tour son argent à 20%, pour gagner 5 gourdes. C'est l'usurier lui-même qui va payer sa dette à la fin du mois.

Sarafina a fait une mauvaise expérience en cherchant de l'argent pour financer ses activités. Elle doit, dit-elle, presque les cheveux de sa tête et ne sait quoi faire.

« Prenons mon exemple personnel, je dois entre 75 à 100 mille gourdes à des gens dans les rues, je fais de l'escompte, j'emprunte pour voir si je pouvais brasser. Je viens de vous le dire, j'ai affermé une maison, j'ai de petites affaires là-dedans, mais personne n'est venu acheter, comprenez-vous? Je ne vends pas, car les gens ne viennent pas acheter. Avec quoi vais-je réaliser l'argent que j'ai emprunté? Le propriétaire de la maison me l'a réclamé, que vais-je faire? Je n'en ai pas les deux à monter, je n'en ai pas les trois à monter. Les enfants vont à l'école, il faut manger au quotidien. C'est vraiment une préoccupation. Bon, je suis obligée de faire ce que je ne devais pas : emprunter de l'argent à un païen, quelqu'un qui n'est pas en Jésus, je suis allé le voir, il m'a escompté 10 mille gourdes. Je dois lui rembourser 2500 gourdes d'intérêt chaque mois<sup>96</sup> »

<sup>95</sup> Kounye a lè magazen an fin vann li. Li vann lèdi, li vann madi, li vann mèkredi, li vann jedi, li van vandredi. Samdi poul al ranmase kòb, poul al peye. Lèdi poul al tounen pran ankò. Yo bay li lèdi poul peye samdi. Kounye-a kòb sa-a pandan lap potel ale yo pranl.

<sup>96</sup> Wi, pa ekzanp, m di w sa wi, nou pap janm di se pa vre. Rezon, moun nan gade, nou konn leve se sou mandyan yo ye wi pou yo bay pitit yo manje. Pase la-a, m pase nan men w la-a m fon woulan, pase la-a m fon woulman ankò, pase la-a m fon woulman pou w wè si la vi a ta yon jan pou wou wi, okontrè se mal ou vin pi mal ankò wi. Pran

Pour rembourser son ancienne dette, elle en fait une autre, espérant qu'elle va trouver une issue. Ça devient une spirale, une affaire avec une issue incertaine, mais elle doit continuer car elle a des responsabilités. Et si elle n'arrive pas à payer les intérêts.

« Maintenant, au terme du mois je n'arrive pas à payer les intérêts, je suis obligée d'aller emprunter à un autre ami afin de payer l'escompte, de payer les intérêts. Vous avez toujours le capital en main. Je n'ai pas le choix. Maintenant les intérêts montent, continuent de monter, et quand je n'en peux plus – les intérêts atteignent les 10 000 gourdes. J'ai escompté 10 000 gourdes, j'avais déjà payé 10 000 gourdes d'intérêt. J'ai le capital en main plus la dette des dix mille gourdes d'intérêt, ce qui me fait 20 000 gourdes<sup>97</sup> ».

Il y a des taux qui sont élevés, selon Sarafina.

« Il y en a qui vous donnent l'escompte à 30%, il y en a qui le font jusqu'à 40%. Sur chaque 500 gourdes vous avez 200 gourdes à payer comme intérêts. Et qu'est-ce que vous faites dans ce pays pour vous aider? Jusqu'à quand les malheureux pourront-ils sortir de leurs mauvaises conditions d'existence? Quel travail? Vous n'avez pas d'emploi, vous ne pouvez pas rester sans rien faire, vous avez des enfants, un mari et vous même<sup>98</sup> »

Les gens recourent à l'escompte pour faire n'importe quoi, car ils ne disposent pas de capital propre. La seule issue reste l'escompte.

« Eh bien ! Je te l'ai bien dit vous pouvez avoir besoin de faire un petit commerce. Par exemple, j'ai besoin de vendre de la pâte dentifrice, du savon un peu de quincaillerie. J'ai besoin de faire cela, je sais que tu escomptes de l'argent, je prends l'escompte et je vais acheter la marchandise. Si par déveine les voleurs me dérobent cet argent, si j'ai un terrain ou bien une maison, je suis obligée d'aller le vendre. Vous n'avez pas d'autre choix que de vendre ce que vous avez pour rembourser cette somme. Si vous ne remboursez pas cette somme vous irez en prison. Eh bien il n'y a pas d'emploi. Où allez-vous trouver un emploi<sup>99</sup> ? »

---

ekzanp mwen menm ou wè ki chita la-a, m pa gen problèm, sim pa dwe 15 a 20 mil dola nan la ri a m pa dwe non. Lajanm meskonte m prete wi, poum wè sim ta brase wi. M gon kay mafème m sot di w sa. M gen ti bagay ladanl, men pa gen moun ki vin achte, ou pa konprann, li ta vann, men ou pa vin achte, lòt la pa vin achte, ak ki sam fè kòb ? Mèt kay la ap mandem li, sam pwal fè, m pa gen le de poum monte, m pa gen le twa poum monte. Ti moun lekòl, manje chak jou a se tèt chaje li ye. Bon m oblije, sa pou m pat fè se lim fè, se nan mon payen male, onmoun ki pa nan Jezi, mal kote l, li eskontem de mil dola, 2 mil dola-a chak mwa, m bal 500 dola.

<sup>97</sup> Kounye-a mwa a rive sou ou paka peye l, ou oblije wa l prete nan men zanmi sa-a pou w peye kont lan pou w peye enterè a. Manman lajan an toujou ret nan menw ou pa gen le chwa. Kounye a l monte, li monte la-a, lèm santim pap kapab la ankò m gentan sou 2000 dola, meskonte 200 dola, m gentan bay benefis 2000 dola. 2000 dola ret nan menm fèm 4000 dola. M toujou gen 2000 dola manman lajan m vann. M dwe manman lajan an dwe l toujou.

<sup>98</sup> Genyen ki bawou l 30 pousan, genyen ki bay li 40 pousan tou. Sou chak 100 dola ou gen 40 dola wap bay, sou chak 100 dola. E ki sa wap fè nan peyi sa-a pou ede w. Kote malerèz ap janm soti nan malsite ? Ki travay? Ou pa gen travay wap fè, ou pa ka chita de bra balanse, ou gen pitit, ou tèt ou, ou gen mari, sa w dwe fè ?

<sup>99</sup> Eh byen ! M byen di w ou gen dwa bezwen fè w ti komès, la-a, tankoum bezwen vann yon ti pat savon, on ti kenkay, m bezwen fè, m konnen w bay kòb la, mal pran l nan men w, ma l achte machandiz la. Si devenn pou mwen menm kotem fin pran l nan men w lan mal deyò a yo pran l nan menm kounye-a sim gen vye tè, yon bagay an deyò, se pou ma l chache l vann wi, si w gen vye kay la ou genyen ou ka vann li se vann pou w vann li wi pou w peye moun yo. Si w pa peye l nan prizon w pwale. Bon pa gen travay pou w travay, ki bo w pwal jwenn travay pou w travay ?



Dans cette perspective de subsistance individuelle, les gens ne travaillent pas toujours seuls. Il y en a qui s'associent pour travailler ensemble ou bien qui prennent des initiatives qui font appel à la collectivité. C'est, par exemple, le cas des petits métiers ou bien de certains leaders religieux. La finalité de l'association des petits métiers par exemple ne consiste pas à créer un bien commun mais à survivre chacun individuellement à partir d'un cadre créé pour travailler. L'église créée est celle d'un pasteur mais elle fonctionne à partir d'une clientèle recrutée chacun individuellement au sein de la population. À l'église, le salut est personnel. C'est dans ce sens que je les appelle des stratégies mixtes de subsistance. Elles ne sont ni individuelles ni collectives mais à cheval entre les deux.

#### 8.4.3 Stratégies mixtes de subsistance

Laraque, Carline, Moïse, Maurice, Raphaël et Jean-Paul forment une petite entreprise de production de «béga». Le «béga» est un mets préparé à partir de la peau d'un bœuf. Maurice affirme que ce sont eux-mêmes à Cité de l'Éternel qui ont inventé le «béga»

« On achète la peau du bœuf, on la met dans de l'eau chaude ou bouillante pour enlever les poils. Ensuite, on la fait bouillir pour la cuire avec des épices : ail, persil, sauce de tomate agrémentée de sel. Pour s'assurer qu'elle est cuite, on la pique; si elle est molle, alors on la sort de la bouilloire pour la découper en petits morceaux que nous vendons 5 pour cinq gourdes. Mais des fois, on achète une peau pour 250 ou 300 gourdes, elle ne se cuit pas, dans ce cas on fait un déficit, parce que même le capital investi est perdu<sup>100</sup>»

L'entreprise du «béga» est une entreprise entre pairs, c'est-à-dire, des amis de même condition socioéconomique. Leur famille participe aux activités. Par exemple, Carline est la femme de Maurice. Elle lave les casseroles, s'occupe des épices à ajouter à la peau, va chercher de l'eau pour la faire bouillir. La femme de Laraque fait pareil, chez eux. Ils n'ont pas d'argent pour s'acheter un terrain ou pour louer un espace où faire leurs activités. Leur entreprise est située à proximité d'un canal à ciel ouvert où

---

<sup>100</sup> Bon nou menm ki inventel, paskke se pa konsa bondieu retel lagel epil li on papier li metel atè a se nou menm ki imagine, nou wè nap achte po bèf la, nou just chodel, nou pasel nan dlo, nou kwokel, nou gratel, après nou metel bouyi. Lèl bouyi nou gon pik, nou gen pik sa-a, epi tou nou pikel, lè nou wèl mou, nou dekouvri li, nou rachel, nou rachel ti moso goud, a pou dola, 5 pou dola. Men gen de parfois tou nou konn achte yon po, 50 al pou 60 dola, li pa kwit, denmen si dieu vle, menm manman lajan an nou paf è.

l'on jette toutes sortes de débris. Le petit emplacement de 8 à 10 mètres carrés environ appartient à un ami qui leur laisse faire leurs activités en attendant qu'il puisse construire sa demeure. Pour produire le «béga», dit Laraque, il faudrait au moins quatre personnes : l'acheteur, qui va sur le marché acheter la peau, une personne pour s'occuper du feu, ils n'ont pas de moyen de s'acheter des combustibles comme du gaz ou le charbon de bois, cette personne là s'occuperait de chercher des objets en plastique, des morceaux de bois, au bord de la mer pour allumer le feu; une personne pour faire cuire la peau et la gratter mais cette activité pourrait nécessiter plus que d'une personne pour son exécution, le vendeur. Mais à cause de leur situation économique, ils s'entraident et n'emploient personne. Certaines personnes (des amis, des proches) apportent quelques objets devant servir de combustibles et réchauffer le feu parce qu'elles savent qu'ils leur serviront un goûter après la cuisson. Dans le processus de production du «bega», il existe au moins plusieurs activités : acheter la peau, l'échauder pour l'épiler, chercher des combustibles et de l'eau, faire cuire la peau et la vendre. Tout doit se faire en un jour, sinon la peau cuite qui n'est pas vendue est gâtée; il faut la jeter. Il arrive parfois que l'un des associés vende pour l'autre, si celui-ci a des difficultés qui lui empêchent d'y aller.

#### **8.4.4 Financement et avantages tirés de la production du «béga»**

Il est difficile, dit Raphaël, d'obtenir un financement pour faire avancer leur entreprise, parce que dit-il, « nous ne sommes pas reconnus». Il faudrait, a ajouté Maurice, que quelqu'un fasse les démarches pour nous afin d'obtenir un prêt à la banque. Pour trouver du financement ils escomptent une petite somme pour acheter le cuir de bœuf. Selon Laraque,

«Pour trouver de l'argent pour financer la production du béga, parfois ce citoyen, Maurice, il a probablement 500 gourdes, si je suis dans l'impossibilité d'acheter une peau, ce matin, je m'associe avec lui, pour travailler. Il achète une peau, je l'aide, demain, Dieu voulant, il me prête son argent, je vais acheter une peau, jusqu'à ce que je puisse fonctionner pour mon compte<sup>101</sup> ».

Ou bien ils montent un «Sol». Par cette stratégie, ils arrivent à épargner une partie de leurs bénéfices. Chacun reçoit à tour de rôle la somme des parties épargnées. Ainsi même s'ils sont à court d'argent, ils peuvent toujours compter sur cette partie qu'ils avaient épargnée pour rebondir. Laraque me dit

<sup>101</sup> Bon pou w jwenn lajan pou w finanse bega-a, pafwa sitwayen sa-a li menm Moris, li gen dwa gen 100 dola, si m pa kal achte maten an la-a li dim an nou kole a de, an nou travay. Li gen dwa achte mede l kounye-a li menm demen si Dyeve tou m pran kòb pal la mal achte m travay, jiskask m vin gen pam epi nou fonksyone.

«Par exemple, aujourd’hui, je finis de vendre, si j’ai 150 gourdes de bénéfice je peux économiser 100 gourdes chez Maurice. En d’autres termes, Maurice est le dépositaire de notre argent. Chacun reçoit à tour de rôle le montant qui est déposé. On continue à payer, quand le tour de cet ami est arrivé, il le reçoit, ainsi de suite. Ainsi si j’ai besoin d’acheter un pantalon, je peux le faire<sup>102</sup> »

Entre eux, se développe une solidarité financière pour épargner. Ils ne la font pas avec quelqu’un qui n’est pas des leurs, craignant d’être floués

«Très bien. Les avantages que nous trouvons, c’est-à-dire que si nous le faisons avec quelqu’un du dehors, il peut se sauver avec l’argent, mais entre nous, dès qu’on a fini de vendre, nous déposons la part destinée à l’épargne. Ce qui veut dire que Maurice peut toucher sa part lui-même. S’il a besoin d’acheter quelque chose, il peut le faire<sup>103</sup>»

Souvent, il arrive que l’un des partenaires n’ait pas assez d’argent pour s’acheter une peau à son compte. Raphaël confirme les propos de Laraque en termes de solidarité pour aider l’associé à rebondir.

« Il arrive qu’une personne ne puisse pas acheter une peau pour son compte. Donc une casserole peut appartenir à deux personnes. C’est-à-dire les deux casseroles que vous voyez là en train de bouillir, elles peuvent être réparties en quatre après la cuisson. Parfois, si monsieur n’a pas son argent à terme, il s’associe avec moi, on le fait ensemble, puis on partage, chacun prend sa part suite au partage<sup>104</sup>»

Cette activité est plus rentable que travailler pour un salaire de 100 gourdes par jour dit un des répondants. Le salaire minimum, en Haïti, rappelons-le, était de 70 gourdes, au moment où je menais l’enquête<sup>105</sup>.

«Vous allez travailler, on vous paie 100 gourdes la journée de travail. Mais au moins tu prépares le «béga» ici, peu importe que tu ne fasses pas de profit. Vous avez des enfants, vous pouvez leur en donner à manger. Vous pouvez acheter de «l’arbre véritable», vous le faites bouillir, vous l’ajoutez au bouillon du béga. L’enfant le mange comme repas et boit un peu d’eau, il est satisfait. Même quand vous enregistrez un déficit par rapport au capital investi, mais au moins, vos enfants trouvent de quoi goûter. Mais si vous allez travailler, vous devez

<sup>102</sup> Tankou jodi a nou gen dwa sot vann, si se 30 dola benefis nou tap genyen, nou en dwa ekonomize 20 dola nan kay Moris, sa vle Moris soti depo a. Kounye-a lè men pa nou an rive, li ba nou l. Kounye-a nou toujou kontinye peye, lè men zanmi sa-a rive limenm li touche, kounye-a, tanzantan plizoumwen sin ta bezwen yon pantalon, nou ka achte l.

<sup>103</sup> Trèbyen. Avantaj kel ban nou, Si nou fèl ak moun deyò li pap ban nou avantaj, paske moun nan gen dwa pran l li ale, men antrenou menm ki fèl, nou fèl la-a, menm kote nou sot vann nan nou tou bay li. Sa vle di si Moris ka touche, li touche. Limenm si l bezwen achte yon bagay, li achte l.

<sup>104</sup> Gen pafwa tou, ou pa achte l pou kò w, nou achte l a de. Pafwa bonm an dwa pou nou de la-a. sa vle di de bonm sa-a kap bouyi ya, li en dwa ba w 4 bonm lè l fini. Pafwa si msye pa gen kòb konplèt pou l achte, li kole akem, nou fèl ansanm, epi nou separe, apre sa nou separe l nou chak pran pati pa nou.

<sup>105</sup> Je viens d’apprendre par voie de presse au moment où je révise mon texte actuellement qu’au parlement haïtien, la chambre des députés a voté une loi le faisant passer de 70 gourdes à plus de 200 gourdes par jour.

trouver de l'argent pour laisser à la maison. Et quand vous rentrez le soir vous devez apporter quelque chose encore<sup>106</sup>»

Selon Carline, la conjointe de Maurice, l'activité de production du «béga» l'aide tout de même à subsister. C'est grâce à cela qu'elle arrive à se donner à manger, acheter des chaussures et s'habiller:

«Bon moi, je trouve des avantages dans le béga, parce que je n'ai pas faim, je peux m'acheter des vêtements et des chaussures. Si je veux acheter des sandales ou bien une robe quelconque, à partir de cette activité, je peux le faire<sup>107</sup>».

D'autres activités se réalisent dans la Cité qui mettent ensemble des petits métiers, entre autres, la ferblanterie et la sculpture de bois qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie à partir de leur profession, mais ils se plaignent de l'absence de l'État pour subventionner leurs activités et leur donner de l'encadrement.

#### 8.4.5 Sculpter le bois

Polynice travaille le bois avec ses amis dans un petit atelier situé à côté du canal Bois-de-chêne. Leurs œuvres en forme de sculpture humaine sont achetées généralement par des touristes en provenance de la Martinique, de la République Dominicaine, entre autres. Les artisans se plaignent de la violence qui règne dans le pays notamment dans les quartiers populaires empêchant ainsi les touristes de venir les visiter. Leur subsistance dépend de l'entrée des touristes dans le pays, dit Polynice.

«Vous le voyez vous-même, puisque les touristes n'entrent pas, quand quelqu'un vient acheter une œuvre, il s'en va en République Dominicaine, il fait face à des difficultés pour retourner. Tandis qu'il tarde à retourner, vous mangez ce que vous aviez en main. Vous ne pouvez plus produire une autre. Mais si un touriste vient me voir ici, il me demande de lui préparer cette œuvre là que je suis en train de travailler. Je lui dis : mon cher, donnez-moi 100 dollars américains. Même s'il m'offrirait 80 dollars, est-ce que vous ne voyez pas que j'ai de l'argent pour subsister deux à trois jours? Mais si je lui demande 2 500 gourdes, il m'offre 2 000, pensez-vous que je peux subsister vraiment à partir de cela?<sup>108</sup>

<sup>106</sup> Wa l travay pa jou 20 dola. Omwen ou fè l la-a, kèlkeswa ou pa fè l, ou gen timoun, timoun nan ka bwè on ti bouyon bega, wachton ti lam ou met bouyi ou bal on ti bouyon bega ak on ti lam epi tou li manje li bwè w ti dlo epi tou li satisfè. . Li goute w bagay kanmenm, paske si w pati wal travay, fòk outa jwenn on bagay pou w kite nan kay la le maten, epi lè w ap antre leswa ou pa pote anyen, le samdi, bon lon ti jan difisil.

<sup>107</sup> Bon mwen menm m jwenn avantaj, paske mwen pa ret grangou, mwen pa touni mwen pa pye a tè. Paske mwen gen dwa bezwen mache w sandal mwen jwenn li, m bezwen kòb mache w rad mwen jwenn li.

<sup>108</sup> Ou wèl, men nou menm deske nou pa gen moun kap antre, lèw wè on moun pran yon ti grenn nan men nou lal sendomeng, li pase règ mizèl distans poul vini, ti kòb out e gen nan menw lan ou gentan fin manjel, epiw pa ka fè anyen ankò. Men si on touris parèt la koun yea la, li dim fè sa map fè a pou li. M di Moncher wap banm 100 dola

La sculpture arrive à peine à leur permettre de subsister, dit Polynice. Dès qu'ils reçoivent une commande, ils doivent s'empresser de l'exécuter, sinon, ils peuvent consommer l'argent reçu et se trouver par la suite dans une mauvaise situation, c'est-à-dire dans l'impossibilité de livrer la marchandise. Il y a quelques années, raconte le sculpteur, il a dû cesser toutes ses activités à cause de cette situation là.

« Il y a trois ans, j'avais cessé toutes mes activités Pourquoi? Eh bien parfois, quelqu'un vous apporte de l'argent pour lui préparer une œuvre. En proie à des difficultés, au lieu d'utiliser l'argent pour faire le travail, vous faites autre chose avec. Vous avez compris? Même si vous achetez du bois, il ne correspond pas à l'argent que la personne vous avait donné. Et quand un client vous apporte 200 dollars vous achetez du bois pour 200 dollars là-dedans. Le temps de livrer le travail, si vous n'avez pas de quoi manger vous pouvez vous arrêter. C'est un détournement. Qu'est-ce que vous comprenez dans cela ?<sup>109</sup> »

Pour financer ses activités, Polynice emprunte de l'argent à ses amis, s'ils en ont. Il préférerait, dit-il, l'escompte aux prêts bancaires. Selon le sculpteur, non seulement la Banque ne prêtera pas, mais ses conditions sont difficiles. D'abord, dit-il, les banquiers vous prélèvent une partie de l'argent qu'ils vous empruntent et les intérêts sont élevés.

«Si on vous prête par exemple 10 000 gourdes, ils peuvent enlever au départ 900 gourdes d'intérêt là-dessus, ce qui signifie que la banque a déjà reçu les intérêts du premier mois. Vous avez prêté 10 000 gourdes, le mois suivant vous avez 2 000 gourdes d'intérêt à verser ainsi de suite jusqu'au sixième mois. Dès qu'on est au premier jour du mois vous devez payer les intérêts, si vous le faites pas, vous avez des pénalités pour ce jour, demain encore vous ne payez pas, vous avez d'autres pénalités ainsi de suite jusqu'à un, deux ou trois mois s'écoulent, la banque fait poser des scellés sur tous tes biens<sup>110</sup> »

Tandis que c'est mieux, dit-il, dans l'escompte. Le débiteur peut dire à son créancier, quand il s'agit d'escompte, qu'il arrête l'escompte si sa situation s'améliore avant l'échéancier de la dette. Mais ce n'est pas le cas quand il s'agit d'un prêt bancaire.

---

ameriken. Menm sil te banm 80 dola ameriken, ou pa wèm gen kòb poum viv pou 2 a 3 jou. Men si se 500 goud Ayisyen m mandel li banm 400 goud Ayisyen eskew panse m gen poum manje vre.

<sup>109</sup> Tankou m te kanpe sou li pou au moins de trois ans. Men pou ki sam te kanpe sou li la-a, se par rapport. Parfois moun nan konn in baw kòb, pouw fè travay sa-a. Pandan ke moun nan vin baw kòb pou fè travay sa-a. ou gen dwa gon problèm ou retire kòb la. Ou tande. Malgre wachton ti bois. Li menm li pap trop apiye par rapport a kòb moun nan te baw la. E lè moun nan parèt li baw 200 dola, la-a, wachte bwa pou 100 dola pouw fè tout bagay ladanl. Distans pou renmèt, siw pa gentan jwenn on pen pouw manje ou pap ka kanpew fèl. Sa w wè se detournement li ye. Saw wè ?

<sup>110</sup> Ou pranl pou 2000. Epi koun ye a la-a lè yo fin baw li konsa, nan lòt mwa-a la-a ou toujou ge yon somme de 400 dola wap pote ale chak mwa. Depiw wè premier a rive panm, depiw pa potel ale ou gen penalite pouw peye. Denmen si dieu veut ou pa bay li ou gen yon lòt penalite, denmen si dieu veut ou pa bay li encore se monte lap monte. Talè ou tande mois a rive la-a , deux trois mois rive la-a epiw tande se sezi yo vin sezi tout afèw.

« Regarde, si par exemple, j'escompte 2 500 gourdes de monsieur, je sais que je dois contrôler le mois. La banque ne va pas contrôler le mois avec moi. Mais, de même, je peux dire à monsieur que je ne veux plus continuer, si j'avais trouvé un minimum, je dirais à monsieur que je m'arrête là et que je vais payer le capital. Monsieur sera d'accord, mais la Banque, non<sup>111</sup> »

À la question de savoir est-ce que les sculpteurs s'associent pour entreprendre des démarches en vue de faire face à leurs problèmes, il répond qu'ils n'ont pas de temps pour créer une organisation de défense de leurs droits car ils doivent travailler tous les jours pour subsister.

« Vous le savez, je vous l'ai déjà dit. Il n'y a pas d'organisation de sculpteurs, parce que si je travaille ici, l'autre travaille là-bas, on n'a pas de temps par ce que c'est le pain quotidien que nous cherchons à gagner. Quand vous avez achevé votre œuvre, si vous aviez trouvé un acheteur qui vous paie par exemple 5 000 gourdes. Sachant que j'ai maintenant 5 000 gourdes en main, je peux acheter des matériaux pour 2500 gourdes et puis, je dispose du reste pour consommer. Vous avez compris? Ainsi, demain dimanche je peux participer à une réunion parce que on doit se parler, on doit défendre ses droits, défendre le morceau de bois que nous travaillons. Mais ce dimanche, je suis obligé de travailler, je suis esclave de cela, parce que si je ne le fais pas, si je me lève, je dépense 250 gourdes, demain dimanche, si je ne le fais pas, c'est un déficit pour moi<sup>112</sup> »

#### 8.4.6 Fabriquer des réchauds et des cymbales

Renan et Alix sont deux ferblantiers travaillant près du boulevard Harry Truman à l'extrémité sud de la Cité. Leur principale activité consiste à fabriquer des réchauds de charbon, des cymbales et à réparer des réchauds à gaz. Renan est âgé de 27 ans. À cause des difficultés financières, dit-il, il n'a pas pu continuer ses études classiques. Il est père de quatre enfants qu'il a eus avec deux femmes. Avant, nous dit-il, il était ébéniste. Puis, il l'a quitté pour se consacrer au travail de ferblantier. Il travaille à la Cité depuis 1999, et récemment, il vient de faire l'acquisition d'un terrain pour construire son logement.

---

<sup>111</sup>

<sup>112</sup> Bon ou konnenm diw sa. On tèt ansanm kip a genyen. Paske si toutefois ke map travay la-a, nèg lap travay la-a, telman nou pa gen tan se ti kòb manje nou nap defann. Si lèw te fin fèl, jodi samdi ya la-a m te vann on travay pou mil dola. Koun ye a m gen mil dola nan menm m konnen m pwal achte 500 dola, menm konnenm m gen 500 dla nan semaine nan poum manje. Ou la. La- m degagem denmen dimanch lan nan yon reunion la-a nou pale. Paske nou gen poun pale, poun defann dwa nou, poun defann bout bwa-a. Menm jou dimanch lan ou oblije leve ou esklav sa-a, paske siv pa fèl, si jow wèw leve ou depanse 50 dola denmen dimanch la, ou pa fèl pou met la se defcil ye

«La façon dont je travaille dans ma profession, je peux me lever un jour sans gagner un seul centime. De même puis-je me lever le jour suivant et rentrer entre 1500 à 3000 gourdes au cours d'une seule journée<sup>113</sup>»

Alix, père de trois enfants, est âgé de 24 ans. Deux sont en âge de scolarisation mais il n'a pu envoyer qu'un seul à l'école. Lui-même n'a fait que neuf ans de scolarité (soit la classe de cinquième secondaire). Ce qui l'a amené à la profession, dit-il, c'est la mort de sa mère. Celle-ci est décédée quand Alix avait deux ans.

« Je voudrais continuer mes études scolaires, je voudrais faire autre chose afin de voir si je pouvais devenir un citoyen normal. Mais puisque j'ai appris une profession pour pouvoir satisfaire mes besoins et aider ma famille aussi, je n'ai pas pu<sup>114</sup>. »

Son souhait est que l'État assume ses responsabilités pour créer une école polytechnique, ou bien des écoles de métiers afin d'aider les jeunes. Il pense ne pas être le seul dans cette situation. Alors, l'État devrait, selon lui, venir en aide à tous ces jeunes qui n'ont pas pu continuer leurs études et qui sont obligés de faire comme lui.

«Personnellement, je répare des réchauds à gaz, je fabrique et je répare des réchauds à gaz. Je travaille très bien dans ce système. J'ai inventé des modèles de réchauds, des modèles que d'autres n'ont pas encore créés. Donc je voudrais que l'État puisse me venir en aide. L'État haïtien n'apporte rien au profit des jeunes de ma génération<sup>115</sup>. »

Selon Alix, les jeunes d'Haïti sont aussi intelligents que les jeunes d'autres pays. Ils sont capables, dit-il, de développer des technologies, de produire des biens pour remplacer ceux importés de l'étranger. L'État doit seulement investir dans ce but.

« Si l'État nous avait encadrés, on ferait des débats, on se questionnerait, on dirait que de même que les jeunes Blancs à l'étranger ont développé de la technologie pour travailler, pour produire, de la même façon nous, jeunes Haïtiens, nous avons beaucoup de connaissances, nous pouvons développer notre intelligence pour travailler, pour produire. Ce ne sont pas les produits internationaux qui devraient être vendus sur le marché national. Quand on regarde bien en Haïti, un jeune garçon croit davantage dans une arme dans les «chimères». Cela me fait mal que de voir mon pays en train de dégringoler totalement. Qu'est-ce qui se passe? Eh bien l'État investit plus au profit du

<sup>113</sup> Ki vle di janm travay nan metie pan nan, jodi a m gen dwa pa fè on goud, men denmen si diue veut m ka fè nenpòt 1500 goud, nenpòt 3000 goud nan menm jounen an

<sup>114</sup> Sak menenm nan metye ke map fè a. Manmanm mouri kitem depuis a deux ans d'âge, m ta renemen kontinye a lekòl mwen, m ta renmen fè lòt bagay, poum ta wè sim ta redevni yon citoyen nòmàl, men koz m vin aprann metye m kapab jwenn poum kapab ede tèt, e sit a posib tou poum ede fanmiy mwen tou

<sup>115</sup> Personnelement, mwen repare recho bip ti cheri, m fè e m repare recho a gaz m travay très bien nan sistèm sa-a . eeeee m fè recho tou, menvante des recho, sa ke ankenn boss ponkò fè. Donk m ta renmen jwen yon chans pou te kapab edem , leta Ayisyen ki pou te kapab edem poum te ka travay, poum ta envante, finalman wap imajinew, Leta Ayisyen pa pote ankenn profi pou jeune kap leve pour le moment. Paske m kwè recho a soti a

secteur privé. Les membres de ce secteur donnent de l'argent pour nous dresser l'un contre l'autre. Ça me fait vraiment de la peine<sup>116</sup> »

#### 8.4.7 Fabriquer des cercueils est plus rentable que d'autres meubles

L'atelier d'ébénisterie de Ruben est situé près du canal Bois-de-Chêne dans un local fait à partir de matériaux de récupération. Ils y sont plusieurs à travailler. Le principal problème de Ruben est l'absence de commande de meubles par la clientèle. Ce problème est dû au fait que ces clients ont des parents à l'étranger qui peuvent leur envoyer des meubles usagés, dit-il. Selon Ruben, ils font recommander ces meubles après les avoir reçus et ne sont plus intéressés à aller voir un ébéniste local. Ceux qui ne reçoivent pas de meubles de l'étranger les achètent sur le marché local. Ils viennent de toutes parts, dit Ruben, et cela ne profite pas aux ébénistes du pays.

« Ben moi, je suis ébéniste. Depuis 1991, je travaille à Port-au-Prince, c'est-à-dire c'est ce métier qui devrait m'aider avec ma femme et mes enfants. Je savais vivre de cette profession, mais de nos jours vous savez qu'il y a une question de meubles usagés, mes activités ont ralenti, parce qu'il n'y a plus de travail dans le pays. Ceux qui devraient commander des meubles ne le font. Avez-vous bien compris ? Donc, on vit difficilement »

Il arrive à survivre avec sa profession à partir des liens d'amitié. Ça va de bouche à oreille, s'il fait du bon travail. Sinon, ça ne marche pas.

« Maintenant, si je suis ton ami, j'ai fabriqué des meubles pour toi, quelqu'un d'autre voit mon travail, il viendra me demander de faire autant pour lui. Ou bien encore, je peux dire à untel : tu sais, les affaires ne marchent pas pour moi. En tant qu'ami, tu me prêtes 1 000 gourdes. Alors avec cet argent, j'achète des planches, je lave l'argent pour tirer un bénéfice, car les enfants vont à l'école, je dois leur donner de quoi manger quand ils sont à l'école, je dois payer les courses de taxi et de camionnette. C'est une situation difficile pour moi<sup>117</sup> »

De nos jours, la fabrication des cercueils est plus rentable, dit l'ébéniste. L'argent obtenu peut aider à acheter de la nourriture pour le foyer pour une période d'un

<sup>116</sup> Oui si leta te bay ankadreman , nou tap al brase lide ke nou poun ta poze tèt nou kesion ke menm jan a letranje blan an mete teknolojil dehors poul travay la, poul produi an, menm nou menm tou ayisyen nou ganpil konesans nou ka kete des intelligences dehors, poun travay, poun produit ou menm jan, se pa sprodui international la ki pou tap vann sur le plan national. Men lorsque LetaHaitien pa bay bay ankenn jeune travay. Lè wap gade bien en Haiti, jeune garcon plus kwè nan zam, plus kwè nan chimè, men sa fèm mal anpil ke, map gade ke peyi pam nan kem renmen, bon peyi degradingole nèt. Sal ye leta-a plus investi bay moun nan secteur prive a. moun nan secteur prive ap bay Kòb pouf è nou goumen ap prop tèt pa nou. Sa fèm mal anpil.

<sup>117</sup> Sa vle di ke koun ye a la-a m bien avèw, m fon travay, on lòt moun wèl, sa vle di ke ou mennen moun nan ban mwen. M gen dwa bien avèw la-a m diw entel ou konnen afèm pa bon en terme zanmi ou bam on 200 dola. Pandan ou banm 200 dola m gentan pranl mache planch epim gen tan lavel m fon benefis. Sa vle di pandan se tan ti moun lekol chak jou poum bay kòb al lekol, pou PEYE MACHINE manje, bagay yo di pou mwen.



mois, au moins. Tandis qu'en ce qui concerne les autres meubles, on fait trop de dépenses pour se procurer les matériaux.

« N'importe quel type bois, pourri ou pas, on peut s'en servir pour fabriquer un cercueil. Il y avait un mort, on m'avait demandé de fabriquer un cercueil. J'ai acheté des planches pour 500 gourdes, j'ai donné 2000 gourdes pour ornement, le vernissage m'a coûté 2500. Je l'avais fabriqué pour 12 500 gourdes. Vous voyez, j'ai eu 5000 gourdes comme bénéfice<sup>118</sup> »

D'autres raisons expliquent que la fabrication des cercueils rapporte plus d'argent que des meubles. Premièrement, on n'importe pas de cercueil de l'étranger. Deuxièmement on n'achète pas des matériaux chers pour fabriquer un cercueil. Mais pour un meuble tout s'achète dans un magasin

« Au magasin, clous alcool, ponceuse, serrure, tout s'achète au magasin. L'ébéniste n'apporte que sa force de travail. On achète la planche par exemple pour 2 000 gourdes pour fabriquer un meuble tandis qu'on peut acheter des planches pour seulement 500 gourdes pour faire un cercueil, parce qu'on n'a pas besoin de bois de qualité pour le faire<sup>119</sup> »

À côté de ces stratégies professionnelles situées à mi-chemin entre des stratégies individuelles et des stratégies collectives, il existe certaines qui consistent à faire payer les gens pour les services offerts par les églises et à vendre des billets de loterie. Dans bien des endroits de la Cité, on trouve des églises et des guérites de vente de ces billets. Ils sont très fréquentés par des gens de la population, et rien n'est gratuit.

#### **8.4.8 Commerce «de la foi et de la chance»**

Je me suis arrêté devant une église, c'était mardi, il y avait jeûne. Dans plusieurs églises de la Cité, les gens jeûnent au moins une fois par semaine. Une croyante de ces assemblées, en plus de participer à ce qu'on appelle couramment « veillée de nuit » peut jeûner plus d'une fois par semaine. La veillée est une veillée de prière au cours de laquelle les croyants passent toute la nuit à chanter des cantiques et prier. Cela devient presque une habitude pour ceux qui ne travaillent pas; ils trouvent assez de temps pour aller jeûner. En ce jour de jeûne, presque toutes les personnes étaient des femmes

<sup>118</sup> Vye bwa pouri li pa konnen anyen lap fè sèkèy la. Bon sa vle di m te gen on m moun ki mouri mache 100 dola bois m fon sèkèy apre sa m bay m bay 400 dola yo ornel yo doukol ban mwen egal 500 dola. M te fel pou 2500 dola ou wè mil dola gentan rete nan poche mwen, saw di ?

<sup>119</sup> Magasin, clou, alcool, sable, poli, serrure, tout bagay nèt, verni an tout bagay nèt. Paske bos la mete kouraj li dehors selman.. Fey bwa-a wap achte, ou gen dwa ap achte fèy bwa-a pou 50 dola pou fè yon mèb, ou gen dwa achte 100 dola bwa li baw yon cerceuil, paske cerceuil se vye bois monbin pouri, paske meenm siw wè yon bel se vye bwa monbin pouri, plen tou, yo pyese yo, kob sa-a fet pi fasil.

vêtues de blanc qui chantaient, gesticulaient, criaient par moment : Béni soit l'Éternel. Le port du pantalon est interdit aux femmes. Je suis resté devant l'église quelques minutes à regarder cette assemblée. La salle était comble.

Le jeûne est un exercice de chants et de prière qui traduit la foi du croyant, son espérance que Dieu exaucera sa demande. Mais cette foi est commercialisée. Dans la Cité, il se pratique le commerce de la foi et de la chance. Des églises protestantes sont érigées par-ci par-là. La plupart servent de moyens à certains dirigeants de faire du capital, puisqu'elles sont équipées de crèche pour les tout-petits, d'écoles primaires et même de classes secondaires. Certaines églises possèdent des centres de santé. En outre, les fidèles doivent payer la dîme qui est obligatoire (10% des revenus hebdomadaires du fidèle) et les offrandes volontaires perçues par les leaders religieux. La dîme sert surtout à payer le salaire du leader. Dans les écoles et les centres de santé appartenant aux églises, ce ne sont que les fidèles qui achètent l'instruction et la santé. Mais au nom de la foi, on recrute une certaine clientèle au sein des fidèles pour la crèche, l'école et le centre de santé, bien que la population ait un très faible pouvoir d'achat. Certaines églises fonctionnent même à double vacation les dimanches.

En ce qui concerne le commerce de la chance<sup>120</sup>, on note une prolifération de guérites de vente de billets de loterie. Le tirage se fait tous les soirs à New York. Les trois lots sortis sont publiés sur certaines stations de radio de la capitale sous l'administration de l'Association nationale des tenanciers de «borlette» (ANTB) approuvée par le gouvernement. Il n'y a pas de statistiques disponibles quant à leur nombre, mais au moins à l'entrée principale de la Cité, mes guides et moi, nous avons énuméré plus d'une cinquantaine de guérites de ce genre ainsi que trois maisons d'hypothèque.

J'ai visité aussi une gageure<sup>121</sup>. Elle est assez spacieuse pour les combats de coqs, construite sur un espace assez large comparativement à ceux que des gens utilisent pour construire leur logement. C'est là que des gens de la communauté viennent se divertir et jouer aussi au hasard quand il y a combat de coqs. Les combats de coqs sont réguliers dans la Cité. Deux propriétaires de coqs s'amènent à la gageure avec leur volaille. Ils font un pari devant une tierce personne nommée juge. Le prix du pari est déterminé par la quantité d'argent que possèdent les propriétaires des deux coqs. Le gagnant emporte la somme qui a été mise. Dans l'assistance des gens misent de

<sup>120</sup> Expression utilisée par Wacquant (2006) pour expliquer ce qu'il appelle le capitalisme de rue dans le West side story à Chicago.

<sup>121</sup> Lieu de combats de coqs

l'argent parfois sur un coq. En cas de victoire, il remporte le double de ce qu'il a misé. La gageure est un lieu de divertissement pour certains habitants de la Cité.

Il faut enfin mentionner ces stratégies qui attestent du désespoir des jeunes ou des femmes : la plupart des jeunes gens, crevant de faim, prennent une bible et faisant semblant de revenir d'une activité de prière, s'affalent genoux contre terre contre un mur ou un autre objet quelconque, implorant, par ce geste, la clémence des passants pour assouvir leur faim. Dans ce cas, avoir une Bible et un recueil de chants en main signifie que c'est quelqu'un de bien, un croyant, un protestant qui n'est pas un bandit et à qui il faudrait venir en aide. De même, certaines femmes en situation difficile se servent parfois d'une prescription médicale ou d'un enfant mal nourri ou affamé pour faire la quête.

Jusqu'à présent, j'ai présenté les stratégies individuelles et des stratégies mixtes. Celles-ci se basent sur un calcul rationnel d'un individu ou de quelques personnes qui travaillent ensemble. Dans la Cité, ces gens se trouvent dans une mauvaise passe et veulent trouver une issue. Mais cette rationalité ne conduit pas toujours au succès. En atteste l'endettement. L'escompte, le «*pran ponya*», le «Sol» sont, entre autres, des stratégies qui permettent à ces gens de jouer le jeu de la vie, subsister pour ne pas crever. Mais à quelle fin ? L'une ne va pas sans l'autre, en d'autres termes, il n'y a pas que des stratégies individuelles. Ces individus, au-delà des expériences individuelles, s'associent aussi pour défendre des intérêts voire créer le bien commun. Si se donner à manger, se vêtir, dormir et se réveiller sont des expériences individuelles, la production de la nourriture et des vêtements, la sécurité et la salubrité des territoires où l'on construit son logement sont des expériences collectives. Ainsi, il existe une interdépendance entre les stratégies individuelles et les stratégies collectives de survie de ces populations.

### **8.5 Stratégies collectives de survie**

Outre ces stratégies centrées sur les activités professionnelles, la foi et les jeux de hasard, il se développe aussi des stratégies collectives concrétisées à travers la création de comités de quartier en vue de créer le bien commun. Les représentants de ces organisations entreprennent des démarches auprès des autorités gouvernementales, soit pour faire reconnaître leur comité de quartier, soit pour obtenir du financement pour un projet soumis. Ces mêmes démarches se font aussi auprès d'organisations non gouvernementales (ONG) pour amener des services collectifs dans le quartier. C'est à

travers ces démarches collectives que l'eau, l'électricité, le curage d'un canal d'égouts, la construction d'un autre canal traversant la cité, le bétonnage de certaines ruelles et la construction de quelques toilettes ont été réalisés. Après avoir obtenu la reconnaissance légale de leur comité de quartier, les dirigeants de ces groupes se présentent dans les bureaux des ONG aux fins de rencontrer des responsables. Ils discutent de la situation dans le bidonville et de l'urgence du service demandé. À leur tour, les responsables des ONG vont mener leur propre enquête pour savoir si cette organisation a une reconnaissance légale, si elle est vraiment implantée dans la communauté, si les besoins évoqués se font réellement sentir. Ensuite ils adressent leurs demandes aux bailleurs de fonds. Ces fonds obtenus, ils peuvent, le cas échéant, rencontrer des autorités étatiques concernées par ces besoins avant de réaliser le projet. Les responsables de l'organisation de base, de leur côté, vont annoncer à la population la réalisation éventuelle d'un projet. Ceci se fait à l'aide d'un mégaphoniste qui se promène dans tout le quartier annonçant aux habitants qu'il y a une réunion qui se tiendra dans tel local à telle date. S'il s'agit de faire une réunion avec des responsables d'organisations ou des notables, des correspondances écrites sont envoyées.

Les démarches collectives se font davantage auprès des ONG qu'auprès de l'État. Quelques personnes interviewées affirment que l'État ne dispose pas de moyens pour payer ses propres employés voire rendre des services à la population de Cité de l'Éternel qui est une zone défavorisée. L'État serait disposé à leur vendre leur service s'ils ont des ressources pour les acheter. À ce sujet, l'exemple du projet de curage du canal Bois-de-chêne est typique. Les comités de quartier avaient obtenu du CECI (Centre d'études et de coopération internationale), une ONG canadienne, le financement de ce projet. Comme les canaux d'assainissement, les routes et les ponts relèvent du domaine de l'État, des démarches ont été entreprises auprès des responsables au Ministère des travaux publics pour obtenir leur accord ainsi que des matériels nécessaires pour les travaux de curage. Ils ont dû acheter les services en payant un million de gourdes au Ministère tout en achetant 37 pneus pour les tracteurs. Il en est de même pour amener l'électricité dans le quartier. La compagnie d'électricité d'Haïti dénommée EDH (Électricité d'Haïti) a rendu ses services conditionnels à la population à l'achat de câbles, de poteaux et de transformateurs par la population pour distribuer de l'électricité dans le bidonville. C'est comme si les ONG donnaient et l'État vendait.

La plupart des services collectifs ont une gestion collective. Par exemple, pour gérer l'eau, un comité dénommé comité de gestion de l'eau a été mis sur pied. Il est composé de trois personnes choisies au cours d'une assemblée publique réunissant des habitants du

quartier ainsi que des responsables des comités de quartier. Ce comité s'assure de la gestion financière de l'eau, en d'autres termes, du contrôle des entrées des dix fontaines, paie les vendeurs de chaque fontaine, épargne une partie pour les services du quartier et paie à la compagnie de distribution d'eau potable de la zone de Port-au-Prince dénommée CAMEP (Centrale autonome métropolitaine d'eau potable) la part qui lui revient. Dans le cadre de la construction d'un canal d'égouts, sous l'instigation du CECI, un comité de gestion du projet a été mis sur pied. Ce comité s'appelle «comité de gestion citoyenne». Il avait pour mission, entre autres, la gestion financière du projet et le contrôle des activités de construction. Au moment où je faisais mes entrevues, on parlait de ce comité au passé, le projet était terminé. Le suivi du projet, en terme d'assainissement et de curage du canal construit par CECI, est assuré par les membres et les responsables des comités de quartier.

Se réfugier dans la Cité, tout en développant des stratégies individuelles, mixtes et collectives de subsistance, dans quelle mesure cela peut-il favoriser la sortie de la marge ? C'est l'une des interrogations fondamentales de cette recherche. Dans la prochaine section, je présente les opinions des personnes interviewées concernant cette question. Ces positions sont résumées à la fin de la section.

## 8.6 Sortir de la marginalité

L'État, selon plusieurs personnes interviewées, est l'institution qui doit assumer ses responsabilités pour sortir les gens de la marginalité, de la misère dans laquelle se trouvent ces populations. Selon Sylvain, c'est à l'État de créer des entreprises pour sortir la population de sa misère, mais l'État n'existe pas. Alors, il ne croit ni en des forces visibles ni aux manifestations populaires pour que cela se fasse. Il est un homme de foi.

« En ce qui me concerne, comme je te le dis, je vis par la foi. Je mets mon espoir en Dieu. C'est ma conviction, je ne peux rien te dire concernant la population<sup>122</sup>»

Il n'est, à son avis, de nulle part. Simplement, il se voit dans ce bidonville, dans un lieu, une zone, qui n'appartient à aucun pays. Parce que, dit-il, s'il était dans un pays où il y a un État, il ne devrait pas vivre ainsi. C'est à l'État qu'il reviendrait de construire des logements, des hôpitaux, des écoles pour desservir la population.

<sup>122</sup> Pou mwen menm kòm mwen di w, map viv pa lafwa, m gen espwa an Dye. Pou mwen menm m pa ka pale w de popilasyon an.

« Vous savez, quand vous me posez cette question je ne sais quoi vous dire. C'est lourd à répondre. Si l'État existait, il ferait quelque chose pour moi, je ne vous dirais pas que je ne vis nulle part ou je ne sais pas où je vis. Je pense que je vous ai tout dit déjà. La santé en priorité ; l'État doit l'éducation à la population. En ce qui concerne le logement, au niveau de la capitale, il ne devrait pas y avoir de gens qui vivent dans des taudis comme ça. L'État devrait construire des logements pour les louer à la population. Tous les mois, il y aurait des rentrées. Cet argent servirait à procurer des fonds pour la maladie, pour l'alimentation, pour toutes choses. Dans les pays sérieux, où il y a des gens, voilà<sup>123</sup>»

Il croit que la création de l'emploi dans les manufactures pourrait aider à améliorer le sort des travailleurs. Les tailleurs ne trouvent d'autre chose à faire que perdre leur temps à raccommoder des vêtements usagés à la Croix-des-bossales.

« Si je vivais dans un pays vraiment, je pourrais ne pas disposer d'une machine à coudre qui m'appartienne, mais je vivrais bien, est-ce que vous saisissez? Il y aurait des manufactures. Je vais bosser, car elles appartiennent à l'État. J'ai fini de travailler, j'ai ma fiche en main, je sais que j'ai accompli mes journées de travail; les vendredis ou bien les samedis je vais recevoir ma paie, vous avez compris? Ou bien chaque quinzaine je vais recevoir ma paie. Avec cela, il y aurait un aller-mieux. Mais c'est à moi de me débrouiller pour survivre... regardez à la Croix-des-bossales, tous les tailleurs comme moi gaspillent leur temps à raccommoder des vêtements usagés, ils ne vivent pas<sup>124</sup>».

En référence à l'action des comités de quartier et des Organisations non gouvernementales (ONG) qui interviennent dans le bidonville, même Marc-André qui est un responsable d'OCB ne croit pas que leurs actions puissent sortir les populations de leur situation. Il ne s'en remet pas à Dieu mais croit plutôt que l'État doit assumer ses responsabilités. Il compare ce que les ONG de concert avec les groupes de base ont organisé pendant 12 ans. C'est insuffisant, dit-il. Il revient à l'État de s'impliquer pour changer les conditions de vie de la population :

« Mon cher, ils ne peuvent pas le résoudre, parce ce que si nous avons 12 ans de fonctionnement ici, et puis c'est dans cette situation que nous sommes encore, cela signifie que ce n'est pas possible. Si j'ajoute 12 ans à cela encore, ça fera 24 ans. Je

<sup>123</sup> Lè w poze l mwen wèl lou. Sim te gen leta ki tap fè w bagay pou mwen, m pa ta di w sa, m pap viv on kote m pa konn kote map viv. M panse m deja di w tout bagay, m ta di w la sante en premye lye, leta dwe w edikasyon, epi afè lojman an menm sitou nan kapital la pat dwe gen moun ki gen kay tout kay sa yo se pou leta pou yo te ye. Ou konprann, tankouchak mwa, mwa a rive, leta vin touche kòb sa-a. Kòb sa-a ou konnen kòb sa-a pwal on kote, li pou maladi w, li pou nouriti w, li pou tout bagay. Sa se nan peyi serye, kote ki gen moun, vwala.

<sup>124</sup> Men tankou, nap kontibye, si nan yon peyi m tap viv m gen dwa pat gen machin nan pèsonèl, m tap viv byen, ou pa konprann ? M tap gon manufacture. Mal travay, se bagay leta li ye, ou fin travay, fich ou nan men w, ou fin ponntche, ou konnen w pase jounen w bon vandredi ou byen samedi ou pwa l touche tan kòb, ou konprann, ou byen chak senmenn ou pwal touche tan kòb, ou konprann, ou byen chak kenzèn ou pwal touche tan kòb. Avèk sa tou tap gen alemye. Men se ou kap degaje w la-a blow, blow, blow, tank moun ap pase, se la sak vle ap- gade si w tal Kwadèbosal, mezi tayè ki genyen, tout se moun kap gaspiye tan, lavi pa vle

pense que l'État doit s'impliquer, il faut qu'il soit plus présent, parce que nous ici, on a fait des efforts. Comment veux-tu que nous ayons un centre de santé ici qui ne soit pas fréquenté par les malades. À partir de 10 heures pour 11 heures du matin, il n'y a plus de patient. Tandis que nous enregistrons ici des cas de patient qui souffrent de migraines, de fièvre. Certains patients, même s'ils savent qu'ils trouveraient des soins de qualité, ils ne restent pas parce qu'ils savent que s'ils sont hospitalisés, ils n'auront pas un plat chaud ni d'autres formes d'aide<sup>125</sup>»

Jacques ne croit pas non plus que les actions des organisations non gouvernementales puissent sortir la population de la marginalité. Les actions des ONG et des comités de quartier, selon lui, sont insuffisantes. L'État doit se mêler de la partie. Mais il reste à savoir ce qu'il faut faire pour porter l'État à assumer ses responsabilités. Les ONG devraient-elles mobiliser les populations à ce que les choses changent, puisque les citoyens ne peuvent rien?

« Bon, nous, on n'y peut rien pour porter l'État à assumer ses responsabilités. Ce que nous devrions faire serait de nous mobiliser pour dire à l'État que les choses ne devraient pas être ainsi, voici la façon dont nous voulons vivre. S'ils écoutent notre cri, peut-être aurions-nous trouvé une chance<sup>126</sup>. Quant aux ONG, elles ne sont pas placées pour nous mobiliser, parce qu'elles ne nous apportent que de l'aide. Il revient à nous de nous organiser, monter des organisations afin de voir comment nous pourrions recevoir ce qu'elles nous apportent. Mais les organisations devraient déployer plus d'efforts en vue d'entreprendre plus de démarches auprès de l'État afin de voir comment nous pourrions bénéficier de quelque chose pendant que les ONG nous apportent quelque chose. Malgré l'aide des ONG nous sommes toujours dans le besoin, si l'État se mêle de la partie, nous pensons que nous serions soulagés<sup>127</sup> »

Plusieurs tendances se dégagent des discours des personnes interviewées sur la possibilité de sortir de la marginalité. On croit que l'État doit assumer ses responsabilités en créant de l'emploi, en construisant des logements sociaux, en assurant l'éducation des enfants et la santé de tous. Beaucoup de gens croient aussi que c'est Dieu qui pourra les sortir de cette situation. Ce n'est pas que ces gens ne reconnaissent

<sup>125</sup> Monchè li pap ka rezoud li, paske si nou gen 12 zan la-a se la-a nou ye toujou, li pap ka rezoud li, paskem sim fè 12 mete sou sa ankò fèm 24 lin pap ka rezoud. M panse fòk leta ta louvri je li, fòk leta-a ta pi prezan, paske nou menm nou fè efò nou kapab. Kouman w ta vle poun gen yon sant de sante la-a moun yo se pa malad yo pa malad, depi dizè, onzè doctè a fin ale, pa gon moun ki parèt la-a. E tandiske wap jwenn gen moun la-a ki gen tèt fè mal, gen moun ki gen la fyèy, gen moun, men si moun nan te konnen lèl vin la-a, li tap jwenn on swen de kalite, li tap jwenn pandanl kouche la-a li tap jwenn on pla cho, li tap jwenn on èd, ou tap jwenn gen moun ki vin la-a. Pandan l kouche lakay ki konnen sant lan la-a

<sup>126</sup> Bon nou menm nou pa ka fè anyen pou leta-a pa vag, se sèlman pou nou ta sèlman mobilize nou ansanm, epi pou nou ta di Leta-a se pa konsa bagay yo dwe ye, men kijan yo ta dwe ye. E si yo ta tande kri a, e petèt nou di nou ta jwenn chans lan.

<sup>127</sup> ONG a limenm li pa plase pou l ta mobilize nou, paske se pote l pote pou nou, se nou menm ki pou ta òganize nou ansanm kòm òganizasyon yo pou nou ta wè ki jan nou menm nou ka resevwa sa lap ba nou an. Men òganizasyon yo toujou, yo ta dwe fè plis efò toujou, pou fè plis demach oprè Leta poun ta wè sin m ta benefisyè kèk bagay pandan ONG a ap ban nou epi nou toujou gen problèm, si Leta limenm ta ban nou, nou kwè nou ta soulaje de problèm nou yo

pas que l'État doit assumer ses responsabilités, mais face à l'absence de l'État dans leur milieu de vie, ils s'en remettent à Dieu, leur unique espérance. Une autre tendance émerge qui est plutôt une position critique de l'attentisme de la population face aux ONG. Les populations se trouveraient dans une sorte d'attentisme qui les empêche de se mobiliser pour exiger le changement de leurs conditions de vie. Cet attentisme est maintenu et même nourri par les ONG; cela contribue au maintien de la population dans la misère, et, cette misère ne fait que profiter aux ONG elles-mêmes

### **Conclusion**

Pour certains, Cité de l'Éternel a servi de lieu de refuge, pour d'autres, il est un endroit où l'on fait négoce. Ceux qui ont choisi de vivre dans la Cité, ont développé diverses stratégies de subsistance dont la plupart sont à la fois de portée individuelle et collective. En dépit des stratégies développées, les gens croient qu'elles ne suffisent pas à leur sortir de leur situation si l'État ne s'y met pas. Jusque là ma recherche s'est limitée au cas de la Cité. Dans la section qui suit, sans prétendre étendre mes analyses à Port-au-Prince ou à Haïti, j'essaie de comprendre dans une perspective plus large ce qui est dit sur Port-au-Prince et sur Haïti au regard des activités de l'exode de populations à Port-au-Prince et des activités développées par les populations pour subsister.



## CHAPITRE 9. LA CAPACITÉ D'ACTION COLLECTIVE DES POPULATIONS DE LA CITÉ

Le matériel présenté dans les chapitres antérieurs concernant la population de Cité de l'Éternel et les conditions de vie des gens ont permis de faire ressortir les disparités frappantes dans la composition de la population et dans les différentes zones qui constituent le territoire de cette Cité. On a vu que, pour certains, la cité est un refuge où ils développent différentes stratégies de survie et qu'en dépit de tout les gens n'espèrent pas sortir de la marge sans l'intervention de l'État. Les populations de la Cité continuent de réaliser bien des actions pour essayer de débattre avec la vie : mettre sur pied des associations, ramener l'eau, l'électricité, faire paver certaines ruelles de la Cité sont, entre autres, des activités entreprises par les habitants de la Cité. Dans ce chapitre, est analysée la capacité d'action collective de ces populations. Est présentée d'abord la façon dont les gens procèdent pour agir ensemble, c'est-à-dire réaliser des tâches collectives. Ainsi, nous analysons la façon dont les habitants de la Cité parviennent à former des organisations afin d'initier les démarches collectives. Nous voulons comprendre les liens à partir desquels ces organisations sont formées et voir comment cela arrive à déboucher sur des actions communes. Ensuite, sont étudiées les actions mises en œuvre pour avoir accès à des services urbains réguliers. Plus spécifiquement nous cherchons à identifier donc les situations qui poussent les citoyens de Cité de l'Éternel à mettre sur pied des structures organisationnelles. Ces structures étant formées, nous cherchons à identifier les types d'actions entreprises ainsi que les individus ou institutions ciblées dans le cadre de ces actions. Nous voulons savoir aussi comment les populations sont mobilisées autour des situations vécues.

La Cité étant, à l'instar d'autres bidonvilles de Port-au-Prince, une zone stigmatisée et discriminée, notamment dans la sphère de l'opinion publique, j'analyse dans une section de ce chapitre, la réaction des gens face aux épithètes discriminantes émises sur le bidonville. Je cherche à savoir si la population se conforme aux qualificatifs de «zone de non-droit» ou de «repaire de banditisme» qui lui sont accolés, entre autres, au niveau des médias. Aussi voulons-nous savoir, ne serait-ce que sur le plan individuel, comment les individus s'identifient par rapport à leur zone de résidence quand ils doivent se présenter dans une institution ailleurs.

Le chapitre se divise en trois sections. Dans la première, j'analyse le processus de formation des associations de quartier, c'est-à-dire quels liens qui sont à la base de leur formation, ainsi que les problèmes auxquels les fondateurs des associations veulent trouver des solutions et le processus d'adhésion des membres. Cela m'amène à la

deuxième section où je traite des actions entreprises par les populations de la Cité. Comment les populations sont-elles mobilisées autour des problèmes identifiés? Quels sont les individus ou acteurs visés dans le cadre de la recherche de solutions aux problèmes? Comment se construisent les rapports entre ces individus et/ou ces institutions avec les associations formées. Dans la troisième section, sont analysées les réactions de la population par rapport aux associations formées dans la Cité, et aux discours jugés stigmatisants et discriminants vis-à-vis de la Cité elle-même.

### 9.1 Mobiliser les habitants de la Cité

Selon Jemms et Jhon, du «Groupement des jeunes intégrés pour le développement durable d'Haïti (GROJIDH)», plutôt que de privilégier des formes de mobilisation qui mettent les gens dans la rue pour manifester, protester ou revendiquer, les dirigeants des associations dans la Cité font de la sensibilisation en organisant des réunions publiques dans un local donné pour rencontrer la population et discuter de ce qui doit être fait. Les associations entreprennent aussi des démarches auprès des ONG pour obtenir le financement des projets. Elles ne conscientisent pas leurs membres à réaliser des actions collectives auprès des instances publiques. Selon eux,

« L'État ne va pas répondre à leurs demandes. Même si les ONG ne donnent pas grand-chose, elles laisseront quand même tomber des miettes ».

Selon Marc-André, les associations à Cité de l'Éternel sont des organisations impliquées dans la gestion de l'eau et d'autres services communautaires. Elles ne se mêlent pas à la politique et c'est, selon lui, ce qui différencie la Cité d'autres quartiers populaires de la capitale

« Je dois te le dire, nous, ici, on est une série d'organisations, tout le monde fait de la politique, mais nous, on ne croit pas tellement à la politique. Et c'est ce qui fait que Cité de l'Éternel est différente de beaucoup d'autres quartiers populaires. Pourquoi? C'est parce que nous croyons davantage au développement<sup>128</sup> »

Les dirigeants des associations font donc de la sensibilisation pour inviter à participer à une rencontre.

---

<sup>128</sup> Fòm diw sa nou menm nou son seri de organisation, tout moun fè politik men nou pa telman kwè nan politik e se sak fè wap wè cite de l'éternel diferan de anpil quartier populaire. Pou ki sa, se paske yo plus kwè nan devlopman

«Par exemple, vous avez besoin d'organiser une réunion ici au Centre, si vous nous demandez de réunir une certaine quantité de personnes pour vous ici, nous disposons de plusieurs moyens pour le faire. Cela dépend du type de réunion. Si on a besoin de notables, de dirigeants d'organisation, nous pouvons à travers les neuf organisations, leur annoncer qu'il y a telle instance qui viendra s'asseoir avec nous, et que nous avons besoin de deux à trois représentants par organisation. Mais si c'est quelque chose que nous faisons en plein air ou bien qui concerne une série de notables, nous allons écrire aux notables, nous leur dirons qu'il y a telle instance qui voudrait rencontrer tous les propriétaires ou bien tous les notables, mais s'il s'agit d'une réunion publique, nous allons faire passer le message à travers un mégaphoniste pour dire qu'il y a telle instance qui souhaiterait rencontrer toute la population. On vous attend sur le terrain. C'est ainsi que nous le faisons, c'est ce type de mobilisation que nous faisons<sup>129</sup>»

Serait-ce parce que les manifestations populaires ne donnent pas de résultat, ou bien à cause de la répression policière que les populations ne sont pas mobilisées pour prendre les rues? Pour Alix, les manifestations publiques réalisées finissent toujours dans la répression. On n'écoute pas les manifestants. Ce que veulent les autorités, c'est que les populations recourent aux armes puisqu'elles refusent de satisfaire leurs revendications, dit-il. Selon le répondant, l'État fait la sourde oreille aux revendications des populations quand celles-ci organisent, entre autres, des manifestations dans la rue. Les forces de l'ordre réagissent par la répression sous ordre du gouvernement qui refuse d'écouter la population.

«Lorsqu'on fait des démarches auprès de l'État haïtien, lorsqu'on organise des manifestations pacifiques pour faire passer des revendications, on ne vous répond pas. Ils veulent toujours vous battre, vous lancer des gaz lacrymogènes. C'est ce que nous récoltons toujours. En d'autres termes, ils veulent que nous prenions les armes pour tirer sur des gens, commettre des actes délictueux. Nous personnellement, nous n'acceptons pas cela, parce que je ne tolère pas la violence d'où qu'elle provienne. Je prêche juste l'amour et la sagesse<sup>130</sup> »

La mobilisation prend d'autres formes dans les démarches pour ramener des services dans la cité. Les dirigeants des organisations ont un pouvoir de convocation sur les habitants de la Cité et c'est au nom de ces populations que des démarches sont

<sup>129</sup> Par exemple, nou gen dwa besoin pou fè yon reunion nan sant lan la-a ou ta di nou reuni yon kantite moun pou nou la-a. Nou gen plusieurs moyen poun f'el, sa depann de ki reunion. Si snotab reskonsab organisation nou besoin, nou kap a travers 9 organisations, nap di gen tel enstans kap vin chita avèk nou la-a nou ta besoin 2 reprezantan ou 3 reprezantan par organisation, men si son bagay nap fè en plein air ou bien ki koncerne on seri de notab, nap ekri notab la nap dil gen tel enstans ki ta remen vin chita ak tout proprièataire ou tout notab, men si son bagay piblik nap pase megaphone, nap di bon nou gen tel enstans ki ta remen rankontre ak population an, nap tann nou sou tel teren, e konsa nou fèl, se tip de mobilizasyon sa-a.

<sup>130</sup> Leta Ayisyen, lòske ou fè demach pasifik kòm si on sòt de manifestasyon wa l kote yo. Ou mande yo yon bagay. Ke yo pa renmèt ou anyen. Yo toujou vle se kout baton pou yo ba wou, gaz atimojèn. Se sa nou rekolte plis. Kidonk yo vle ke se pou nou mete zam nan men nou poun tire moun poun fè bagay sa yo men nou menm ke pèsonèlman m pa aksepte sa, paskem m pa sitire vyolans kèlkeswa kote l ye a, paskem jis preche lanmou, sajès.

entreprises auprès des institutions, notamment des organisations non gouvernementales, des agences de coopération et des organisations multilatérales.

### 9.1.1 Amener l'eau dans la Cité

Cité Plus appelé aussi «Village Plus» est considéré comme une extension de Cité de l'Éternel. Ainsi, le projet d'alimentation en eau potable ne s'est pas limité à Cité de l'Éternel. Une borne-fontaine a été construite à Cité Plus aussi. Pour s'approvisionner en eau potable, les gens ont dû se déplacer dans des quartiers avoisinants. Comme ils doivent traverser le Boulevard Harry Truman où des automobiles se croisent sans panneau de signalisation, ni présence policière, il y a eu souvent des accidents. André nous explique cette situation.

« Comment était la situation avant en ce qui concerne l'eau ? Avant, pour accéder à l'eau, il fallait traverser la rue, tandis que les voitures montent et descendent. La vie de la population était en danger. C'est la raison pour laquelle, nous, au niveau des organisations, on a bougé pour aller voir les ONG afin de voir ce qu'elles pouvaient faire pour nous. Le Groupe de recherche et d'échange technologique (GRET) est venu ici avec M. X qui est sénateur de la république maintenant, ils ont conjugué tous leurs efforts pour nous. En ce moment là chaque fois que les gens traversaient la rue, pour aller chercher l'eau, une mauvaise nouvelle nous est parvenue qu'untel a été renversé par une voiture. Vous savez ce qu'on appelle l'opportunisme aussi ? Eh bien des vendeurs d'eau ont acheté des brouettes pour vendre l'eau à partir des seaux de 12 gallons. Ils nous vendaient trois seaux pour 20 gourdes. Mais grâce à GRET on est sorti de cette situation. Nous ne savons quoi dire encore. L'eau n'est pas toujours saine, parfois elle vient avec de la saleté, alors on la jette si c'est de la pourriture qu'elle rapporte. Si elle est seulement sale, on peut faire la lessive ou bien cuisiner avec<sup>131</sup> »

En ce qui concerne Cité-Plus, c'est le même scénario. Pour s'approvisionner en eau, les habitants du bidonville, particulièrement des jeunes filles et des femmes traversent aussi le boulevard Harry Truman pour aller puiser de l'eau tantôt à la quatrième avenue Bolosse, tantôt à Carrefour-feuilles. Souvent, la triste nouvelle est parvenue aux parents et aux proches qu'une personne a été renversée par une

<sup>131</sup> Avan kouman sa te ye pou afè dlo. Avan pou afè dlo a wap traverse la rue an, machine ap pase, machine ap monte desann, vi population te en danger. Se rezon ki te fè nou menm organisation sa yo, nap leve pye nou, nou pwal auprès des ONG poun wè sa yap fè pou nou. Gret te vini avek Anacacis ki te fè tout efò posib pou nou. Li te banou dlo saa kew wè jodi-a ki gen nan cite de l'Éternel ki fè en fait popilation pa mouri chaque jour. Chak yo tap janbe la rue an, nouvel nou pran, men machine frape untel. Ou konnen ki sa yo rele profitasionisme la tou. En même temps, gen des elements ki tap panse yo vin achte des brouettes epi yo make al pran dlo. Yo traverse la rue an yal pran dlo, yo vann trois bokit la pou trois dola, parfois menm yo bay li pou 12 gourdes. Les apres-midi, lè yo konnen yo engage, ou besoin dlo a vre, yo konn vann trois a pou 20 goud. Pou gras à GRET ? nou vin soti nan situation. Ki fè ke Cite de l'Éternel toujou gen dlo. Men m si dlo a li pa saine, parfois dlo vini sal, parfois li vini nou pa konnen ki sa nou ta di encore. Gen pourriture, lè gen pourriture an nou jetel net, men lèl sal la nou pranl nou lave, nou fè manje.

automobile. C'est ainsi que l'association dénommée la Relance, devenue aujourd'hui Comité de gestion de la propreté de Cité Plus, a entrepris des démarches qui ont abouti à la construction d'une borne-fontaine dans la Cité.

« Je te l'ai dit tout à l'heure, c'est le comité *Relancement* qui est allé voir la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP) afin d'approvisionner la Cité en eau. À l'occasion, de l'accession au pouvoir de René Préval et du maire Manno Charlemagne, on avait dit qu'on détruirait le marché de la Croix des Bossales, pour réparer ou faire je ne sais quoi. Mais, il semble qu'on avait dit aussi qu'on détruirait le Bicentenaire, parce que selon les autorités, ce ne sont pas des zones habitables. À cette occasion de manière stratégique, les militants des comités ont participé aux campagnes électorales en faveur du député Laventure et du sénateur Wesner Emmanuel. Effectivement, ces candidats ont été élus. Face aux rumeurs persistantes que la Cité allait être détruite, les membres des comités ont été voir le sénateur Wesner Emmanuel et le député Laventure pour qu'ils fassent le suivi. À leur tour, le député et le sénateur sont allés voir le Maire Charlemagne pour le porter à retourner sur sa décision. Ainsi, celui-ci avait donné une autorisation à la CAMEP pour alimenter la Cité en eau<sup>132</sup> »

Pour faire face à cette situation à Cité de l'Éternel, quatre comités ont commencé à entreprendre des démarches auprès des autorités gouvernementales et des Organisations non gouvernementales. Auparavant, M. Pierre du Komite Tèt Ansanm a initié des démarches auprès du gouvernement d'Aristide. C'était en 1991. Celui-ci avait commencé par faire creuser des puits pour alimenter la population en eau potable, dit Pierre. Mais après le coup d'État de septembre 1991, ce projet a été discontinué. En dépit de tout, les associations de quartier continuaient à effectuer des démarches pour ramener l'eau à la Cité car la situation était préoccupante, selon André, qui est dirigeant d'une des associations de la Cité.

« Si vous pouvez trouver de l'eau dans la Cité aujourd'hui, c'est grâce aux démarches des organisations. À ce moment là, il y avait quatre organisations dans la Cité. C'étaient, le «*Komite tèt ansanm*» (comité de l'Unité), Le «*Komite tèt ansanm*» de Martissant II, l'Association des jeunes de la Cité de l'Éternel (AJICEM) et l'organisation populaire de la Cité de l'Éternel. Les démarches ont été menées auprès de ASSODLO (association de distribution de l'eau pour son sigle en créole) et une autre ONG qui est le groupe de recherche et d'échange technologique (GRET)<sup>133</sup> »

<sup>132</sup> M te diw talè a ke CAMEP se komite relansman par rapport a lè yo te di yo tap al kraze, lè Preval en 95 a majistra Manno Cahrlemagne yo tap kraze Croix bossales pou yo te reparem pa konprann sa yo tap fè. Men sanble ke msye te di ke lap kraze BISANTNE, pasjke se pa kote pou moun te rete. Li pa fet pou moun te rete. Komite yo te patisipe nan election, gen ladan yo ki te nan kanpay kandida yo, Sepandan neg sa yo rive eli. Komite yo ale bò kote kamarad Wesner Emmanuel et Laventure. NÈG sa yo menmm menm yo fè swivi. Pandan ke yo fè swivi, yo chita avèk Manno, yo fè Manno tounen sou desiyonl lan. Menm mesye sa yo tou , pa rappoort a la chambre lan, apres de Wesner Emmanuel, fè manno voye bay otorisation ke CAMEP GEN dwa antre nan zone nan

<sup>133</sup> Siw wè site a gen dlo koun ye-a se gras a organisations sa yo. Pandan se tan lè sa-a te gen 3 organisations ki te rele KATA, KATA A2, AJCEM epi OPCL. Yo te fè yon seri de demarches A travers ASSODLO, yon organisation ki rele ASSODLO, yon lot ki rele GRET.

ASSODLO avait fait construire deux citernes à Cité de l'Éternel et un autre à Cité PLUS. Cependant, la Centrale autonome métropolitaine d'eau potable (CAMEP) ne les alimentait pas. L'ONG les remplissait à partir des camions-citernes jusqu'à ce qu'une autre ONG s'amène –GRET et procède à la construction de huit autres bornes-fontaines à Cité de l'Éternel qui a eu la plus grosse part, soit 10 bornes-fontaines tandis que Cité Plus n'en a bénéficié qu'une seule.

« D'abord, tout a commencé avec ASSODLO qui avait fait construire deux bornes-fontaines dans la communauté. Ces fontaines ont été approvisionnées à partir des camions-citernes. Nous, on achetait l'eau par seau de cinq gallons. Ces citernes étaient construites en tôle. Ensuite, une autre ONG est venue construire d'autres bornes-fontaines<sup>134</sup> »

Dans la Cité, les démarches pour avoir l'eau ont été orientées préalablement vers les autorités municipales, à partir notamment d'ententes trouvées avec des parlementaires pour lesquels des dirigeants de groupe dans la Cité avaient fait campagne lors des dernières élections. Jean-Pierre est un jeune qui vit dans la cité depuis son enfance. Il fait partie d'un comité de jeunes. Pour lui, le projet de construction des fontaines publiques a été réalisé à l'initiative des comités de jeunes qui avaient beaucoup de difficultés pour s'approvisionner en eau. Les responsables des organisations, dit-il, ont organisé plusieurs réunions avec la population pour les informer du déroulement du projet et de la façon dont il sera mis en marche.

Pour sa part, Marc-André, un dirigeant d'associations de base et membre du comité de gestion de l'eau abonde dans le même sens pour me dire qu'auparavant la situation était vraiment difficile en dépit du fait qu'il y avait deux postes d'alimentation d'eau avec quatre robinets. L'eau n'y coulait pas et la population ne savait quoi faire jusqu'à ce qu'une Française débarque avec un projet de recherche sur la problématique de l'eau, laquelle allait aboutir à la construction des bornes-fontaines.

« [...] Auparavant, deux postes d'alimentation en eau potable avec 4 robinets chacun, mais l'eau ne coulait jamais dans ces postes d'eau. Ensuite une française, Véronique Verdeil, est venue faire une enquête ici sur la problématique de l'eau. Elle était intéressée à savoir comment on pourrait alimenter la population d'ici en eau potable. Il s'est formé ainsi un comité composé des représentants des neuf organisations. Mais, Bien avant, ASSODLO

---

<sup>134</sup> Yo te fè demarche pou yo antrè dlo a nan zone nan la-a, se ton ONG yo te jwenn. Te gen ASSODLO au commencement ki te ban nou dlo par camion, li te gen deux citernens anndan-an, epil te konn transporte dlo a par camion pou nou. Et après yo vin antrè tiyo pou nou, kounye-a tout bagay sa yo vin alimante avèk dlo. Bon nou pa sanse gen problèm

avait travaillé avec une partie des organisations KATA et KATAM A2. Il n'y avait pas tous ces organismes dont je t'ai parlé pour réfléchir et agir afin de ramener l'eau dans la cité ».

La construction des bornes-fontaines obtenue, il restait à négocier avec la compagnie publique de distribution d'eau pour savoir comment et à quel prix les approvisionner en eau. De même était-il important de savoir comment l'eau sera gérée, puisqu'il s'agit d'un système particulier pour la population de la Cité. Selon Marc-André, les associations ont passé un contrat avec l'État pour qu'il n'installe pas de robinet privé dans les maisons de telle sorte que toute la population puisse acheter l'eau à partir des bornes-fontaines afin de rentrer des fonds pour le maintien et l'entretien du système ainsi que pour pouvoir payer l'eau achetée de la compagnie publique. Le mètre cube leur a été vendu à un prix relativement bas, au départ, c'est-à-dire 30 centimes de gourdes. Il est passé, après, à 8 gourdes. L'État, selon Marc-André, ne respecte pas ses contrats passés avec la population, car en vendant l'eau à des particuliers à travers des robinets installés à domicile, cela ne facilite pas la gestion du système. Marc-André explique ce que l'on fait avec l'argent obtenu de la vente de l'eau. Cet argent sert non seulement à payer la compagnie de distribution de l'eau (la CAMEP), mais aussi il permet de payer les vendeurs placés à chaque borne-fontaine. Des fois, le Comité de gestion de l'eau est obligé de venir en aide à des familles pauvres frappées par le deuil et qui n'ont pas assez de ressources pour les funérailles.

« [...] 35 centimes de gourdes par seau de 3 gallons et 40 centimes pour le seau de 5 gallons. Vous savez, l'eau est mesurée par un compteur, nous devons payer la Centrale Autonome Métropolitaine d'eau potable (CAMEP), il faut donner un salaire au vendeur et épargner un peu à la caisse, au cas où quelqu'un de la population serait en butte à des difficultés. Parfois, nous enregistrons un cas de décès dans la population, les proches de la personne décédée n'ont pas assez d'argent, on a l'habitude de leur venir en aide en offrant 1000 à 2500 gourdes. On n'en a pas beaucoup dans notre caisse, il faut laisser une certaine réserve. C'est, grosso modo, ainsi que l'eau est gérée. Eh bien ! Nous avons un certain soulagement du fait que nous avons accès à l'eau à partir de ces bornes-fontaines<sup>135</sup> »

L'eau est arrivée à Cité de l'Éternel et à Cité Plus grâce aux démarches des associations de base et aux actions des organisations non gouvernementales (ONG). Cette expérience démontre comment la population a pu s'organiser pour entreprendre

<sup>135</sup> Trannsenk (35) kòb pa bokit. Pi gro pri a, 40 kòb. Kounye-a ou konnen se sou kontè li ye, fòk nou peye CAMEP, fòk nou peye vendè a, fòk ou mete yon ti kal nan kès nou, pou si yon moun nan popilasyon an, pafwa konn gen moun nan popilasyon an ki mouri, li pa gen ase dajan, li pa gen anyen, nou konn ede li, nou konn bayo 500 dola, 200 dola si pa gen gro nan kès, paske fòk gen ti rezèv, an gwo plan se konsa afè dlo a te ye. Enben la-a nou vin gen yon soulajman difètke nou te jwenn dlo.

des actions qui se différencient des actions collectives traditionnelles pour avoir un bien commun. Lobbies auprès des politiciens, créations des associations, rencontres avec des autorités publiques, des négociations sont, entre autres actions, menées en vue d'arriver à ce système d'approvisionnement. L'expérience illustre aussi la capacité de gestion des associations par rapport au maintien du système, soit pour payer l'eau achetée de la CAMEP, soit pour créer des postes permanents dans le cadre de la vente de l'eau, soit pour venir en aide à des gens dépourvus de ressources et frappés par le deuil ou la maladie. Ramener l'eau ne constitue pas la seule initiative qui témoigne de la capacité des populations de s'organiser pour mettre en place des services collectifs. C'est à partir de leurs propres démarches que les gens ont pu amener l'électricité dans la Cité.

### **9.1.2 Amener le courant électrique dans la Cité**

Les populations de la Cité, pour accéder à l'électricité, ont dû s'organiser. Mais dans ce cas, elles n'ont pas eu recours aux ONG. Levée de fonds, démarche auprès des autorités gouvernementales sont, entre autres, les actions entreprises pour apporter l'électricité dans la Cité. Par exemple, à Cité de l'Éternel, au nom de la population et par le biais de son association, Pierre a commencé ses démarches auprès de la compagnie d'électricité (Électricité d'Haïti, EDH) où 29 195 gourdes ont été déposées dans un premier temps. Ensuite, il est allé voir le président de la République d'alors, le général Prosper Avril. Quand cela n'a pas donné de résultat, il a fait des interventions au niveau de certaines stations de radio de Port-au-Prince. Le président l'a convoqué ensuite chez lui. À cette époque, il était président du groupe dénommé KTA.

« [...] Eh bien ! Comment ai-je fait pour ramener l'électricité ici ? J'ai entrepris des démarches auprès de la compagnie électrique où j'ai déposé 18 500 gourdes. Après avoir déposé cet argent, j'ai écrit au Président de la République, le général Prosper Avril et sergent Hébreu pour leur demander de l'électricité. Je leur ai apporté le dossier en leur présentant un plan de la Cité ainsi que le devis établi par la compagnie d'électricité. J'ai commencé par demander aux habitants de la Cité 50 gourdes à chacun. Le montant est passé à 25 195 gourdes. J'apporte la somme à la compagnie, on refuse toujours de nous donner l'électricité. Alors, j'ai décidé de me rendre dans les stations de radio de la capitale, entre autres, Radio Cacique, Radio Lumière, Radio Haïti Inter, pour parler de la situation dans des interviews. Alors, le président Avril m'a convoqué au palais national. Je lui ai dit qu'il est militaire et qu'en tant que tel, il ne peut pas laisser la Cité qui est habité par des militaires, dans l'obscurité. On a beau discuter, et deux mois se sont écoulés sans résultat concret. J'ai repris les interviews dans des stations de radio. Avril m'a fait chercher cette fois en envoyant des militaires



chez moi. Il m'a convoqué chez lui cette fois. Alors, le secrétaire de l'association, le secrétaire adjoint, le trésorier et moi on est allé chez lui<sup>136</sup> »

À Cité plus, qui est une extension de Cité de l'Éternel, l'association de quartier dénommée « Comité de la Relance » a entrepris des démarches similaires pour ramener l'électricité. Les membres de ce comité avaient acheté, grâce à la mobilisation de la population (ils ont fait une levée de fonds) un transformateur de 37,5 kilowatts. Mais celui-ci a vite volé en fumée puis qu'il ne pouvait pas alimenter cette population trop grande. Il s'est formé une autre association appelée « Comité de gestion de la propreté de la Cité de l'Éternel » Ce comité a entrepris de nouvelles démarches auprès de l'EDH pour placer deux transformateurs neufs dans la Cité. Ils avaient formé une commission à cet effet. Des responsables de la compagnie ont travaillé de concert avec eux. Ainsi, le comité est parvenu à jouer un rôle d'intermédiaire avec l'EDH. Celui qui désire s'abonner à cette compagnie doit passer d'abord par le comité; il devrait payer 600 gourdes. Par la suite, il n'avait plus rien à payer.

La gestion du courant électrique a permis à l'association de faire des gains qui ont favorisé l'achat d'autres biens. À l'occasion de la coupe du Monde de Football en 2002, raconte un membre dudit comité, le comité a fait une autre levée de fonds qui a permis d'acheter de nouveaux matériels pour distribuer de l'électricité. Parmi ces matériels, des câbles triplex et trois transformateurs à ajouter aux deux premiers. Les membres du comité ont pu acheter un terrain sur lequel ils ont construit un local (leur quartier général), et une autre bâtisse à côté de la borne-fontaine où on peut organiser une réception ou une fête quelconque. Selon eux, l'État n'aide en rien :

« [...] Nous avons entrepris des démarches auprès de la compagnie électrique. On nous a décerné un certificat de reconnaissance légale. Nous distribuons de l'électricité dans les maisons. Nous apportons une partie de nos collectes à l'EDH. Avec ce qui reste, nous réalisons d'autres choses. Nous achetons des

---

<sup>136</sup> En ben koumanm fè antre lumiere, mwen te fè demarche auprès de compagnie électrique, m te depoze yon 3700 dola. Apre 3700 dola-a mwen te ekri Prosper avril apres koudeta ki te fèt sou Henri Namphy, epi Henri Namphy te vin ale, la tou m tal kote Hebreu avèk Propser Avril pou yo banm Lumiere, lèm vini m pote dosye ya bayo, m te fè plan site a pot bayo, m fè depo devis yo ban mwen nan konpayi a. Bon m koumanse mande pèp yo 50 goud pa 50 goud, lè levier a vin ban mwen li monte a 51 dola. Lajan sa-a mwen vin bay 50,39 dola epi bon male nan konpayi a yo pa vle banmwenl, lè mal kote Avril, li oblije rele mwen, m ka diw nan yon mwa, de mwa yo pa banm anyen, mobilje monte sou radio CACIQUE, RADIO Lumiere, radio Haiti Inter, fè interview, li voye relem nan palais, lèl voye rele mwen li mande mwen, li tandem te nan konpayi pou lumiere, kote recu mwen, m bal recu mwen, epi menm kote a la-a m te gen des hommes avec mwen la-a, li te genyen mesye militaire yo ki te rete lòtò a yo te nan mwen. Lèm rive, m di Prosper Avril ou pa ka gen yon pakèt militaire kap veyew epi lè vini pou nal dormi nan fè noir. Si yon ennemi vini ki sa nap fè ou oblije ban ou lumiere pou nou rete. Li palel, li pale, li pale, epi bon en deux mois, li tande radio Cacique ap frape, radio nationale ap frape, radio lumiere ap frape, radio Haiti inter ap frape. Epi m rete konsa, mwè on pakèt moun debake sou mwen la-a. Lè yo mande kote prezidan an, yo dil pala, Men moun lakay mwen te pè, paske se militaire yo ye. Lè yo vini yo dim Prosper Avril di Président Prosper di konsa ke demen maten a 9 heurs pou ri ve lakay li. A 9 heurs m rive lakay li, vreman, m te gen secretaire mwen, tresorie mwen, secretaire adjoint mwen, epim pran tresorier a ak secretaire jeneral la epim deplase

câbles électriques. Voyez-vous ce gros câble qui passe par là. C'est quelque chose, une fois que vous êtes engagé dans la gestion de l'électricité, vous devez l'avoir. C'est un triplex. Parce que si à un certain moment votre triplex est coupé, votre transformateur peut éclater. Vous devez en avoir en réserve pour acheter un autre transformateur. Eh bien c'est dans ce sens que nous avons fait les démarches<sup>137</sup> »

À cité de l'Éternel, après les démarches de Pierre Joseph, c'est la population qui a contribué à acheter des transformateurs des poteaux électriques et des câbles pour ramener l'électricité dans les foyers. *Komite tèt ansanm* (KTA) n'existe plus; d'autres organisations se sont formées. Dans chaque quartier, les gens s'organisent en confiant à quelqu'un le soin de faire les démarches pour se procurer les accessoires de distribution du courant électrique. Les maisons ne disposent pas de compteur pour contrôler la consommation de l'électricité; les gens cotisent ensemble, des transformateurs sont achetés et placés dans chaque quartier.

« [...] Oui presque chaque quartier s'organise pour s'acheter leur transformateur. Jadis, un transformateur desservait tout un bloc, mais quand il y a surcharge, de temps en temps le transformateur est tombé en panne. Par exemple ici, nous avons notre transformateur du quartier, il y a d'autres personnes qui sont branchées dessus, mais il appartient aux habitants de la Rue Vincent, parce que chaque personne avait contribué en donnant 500 gourdes, 250 gourdes pour acheter ce transformateur<sup>138</sup> »

Et quand il y a panne dans un quartier, dit Josué, il y a quelqu'un, un volontaire qui passe de maison en maison faire une collecte de fonds. Cet argent sert à acheter des transformateurs.

« Ce monsieur est un leader, je ne sais pas s'il a ramassé mille, je ne sais pas s'il a ramassé 500, mais si j'ai 50 gourdes, je les lui donne, ce qui signifie que je m'assure que la quête qui a été faite je suis là-dedans. Je peux lui donner 50 gourdes ou 100 gourdes. De même que je peux contribuer à 10 gourdes aussi. Quand il y a une panne, nous avons tous besoin de l'électricité, on cotise<sup>139</sup> »

Il y a une différence remarquable entre les démarches pour accéder à l'eau potable et celles pour distribuer l'électricité dans la Cité : la cotisation des habitants en

<sup>137</sup> Nou fè demach na EDH, yo ban nou papye rekonesans legal, nou bay moun yo kouran , kounye-a la-a nou menm nou al peye EDH, avek sak rete pou nou an nou ka fè lòt bagay avek yo tou. Nou achte fil, ou wè gwo pake fil sa-a nou gen la-a, son bagay depi wap jere kouran fòk ou genyenl, se yon triplex. Paske si yon moment triplex koupe son moman transformateur gen dwa rete la-a li fè bow lale, fòk ou gen rezev pou acte lot. Enben se nan sans sa-a tou kounye-a nou vin fè demach yo.

<sup>138</sup> Sara. Oui preske chak katye yo organize yo, yo mete transformateur yo. Yon transformateur te konn servi pou yon blòk site a, men lè anpil bagay ap vin sote, vire tounen, transformateur a gen problèm, kounye-a la-a, tankou sa-a li vin gin transformateur sou, gen kèk lòt moun ki branche sou li, men li plis pou rue Vincent. Paske Rue Vincent contribué, chak moun ka bay 100 dola, 50 dola, pou yo te ka achtel

<sup>139</sup> Sa vle ke msye limenm li toujou en tête, m pat konn sil te ranmase mil, m par konn sil te ranmase 500, men sim gen 50 goud mwen balil. Sa vle di m konnen tout kèt la mwen menm m ladanl. M gen dwa bal 50 goud, m gen dwa bal di goud. konsam ka bal 100 goud tou. LÈ GEN PROBLEM kouran an ,, nou tout besoin kouran an, nou fon jan kanmenm

vue de l'achat des matériels devant servir à l'alimentation de tous les ménages en énergie électrique. Cependant, le courant n'est pas produit dans la Cité. Le quartier est branché sur le réseau de la compagnie d'électricité d'Haïti. Des démarches ont été faites certes auprès des dirigeants de cette compagnie pour le branchement. Par exemple à Cité Plus, le Maire de Port-au-Prince a dû écrire une lettre qui accompagne celle des associations adressée à Électricité d'Haïti (EDH) en vue de faciliter le branchement. La gestion de l'électricité dans ces quartiers est autonome. Cependant le branchement n'est pas gratuit. Les associations ont dû organiser des levées de fonds pour payer le branchement. Une fois cela fait, chaque quartier s'organise pour acheter son transformateur. Si dans le cas de l'eau, une cotisation mensuelle est payée par les associations à la compagnie, ce n'est pas le cas, en ce qui concerne le courant électrique. À Cité Plus, après une levée de fonds, une partie de la cotisation est payée à l'EDH, dit le président du Comité de gestion de la propreté de *Cité Plus*.

Soit dans le cadre du projet d'alimentation en eau potable, soit par rapport aux démarches entreprises pour amener l'électricité dans le bidonville, les associations ont joué un rôle fondamental. Ce sont elles qui ont rencontré des responsables d'organisations non gouvernementales, des politiciens, des autorités gouvernementales et des responsables de l'EDH pour soumettre des projets, négocier et mettre en place des services collectifs qu'elles gèrent. Outre l'eau et l'électricité, il y a aussi la question de l'assainissement; la Cité étant construite sur des terres marécageuses, les services publics sont rares.

## 9.2 Assainir la Cité

Concernant les canaux de drainage qui représentent une menace pour la santé de la population avec tout ce qu'ils emportent au moment des averses et par rapport au fait qu'ils sont à ciel ouvert, non curés, les associations ayant déjà réalisé des travaux de partenariat avec le Centre d'études et de coopération internationale (CECI) ont obtenu de cet organisme des fonds en vue du curage des canaux et de la construction d'un nouveau canal de drainage qui traverse la Cité en reliant les canaux Bois-de-chêne et Bréa. Ainsi, on espérait que les inondations causeraient moins de dégâts à l'extrême nord de la Cité, c'est-à-dire tout près de la mer. Ne disposant pas de matériels pour réaliser ces travaux, les associations, après avoir obtenu le financement du projet, se sont rendues au Ministère des Travaux publics. Les autorités ont consenti à réaliser les

travaux moyennant le paiement des employés affectés au projet par les associations à partir des fonds reçus du CECI :

« Le centre d'études et de coopération au développement international (CECI) a signé un contrat avec le Ministère des Travaux publics et de la communication (MTPTC). On a donné un million de gourdes plus 37 pneus pour les voitures afin de nous aider à déblayer les canaux pour effectuer les travaux. Cependant c'est nous qui avons acheté le sable, le fer. La population et les associations de quartier appuyées par l'institution que je viens de vous dire, on a réalisé tout le projet que vous avez vu. C'est nous qui payons l'État. Par rapport à l'État, il envoie quelqu'un qui travaille pour le drainage du canal; s'il y a trois à cinq personnes, c'est nous qui faisons la fiche de paie pour ces personnes. La fiche de paie est élaborée par le Ministère des travaux publics, on nous l'envoie, nous payons leur salaire aux travailleurs<sup>140</sup> ».

Après la construction du canal qui traverse la Cité, l'entretien et le suivi sont assurés par les associations. Au cours de mon enquête, j'ai observé des gens, particulièrement des jeunes, chaussés de grosses bottes noires au milieu des eaux verdâtres, pelles à la main en train de nettoyer le canal bondé d'immondices. J'ai pensé à un certain moment que c'était un projet de haute intensité de main-d'œuvre<sup>141</sup>, mais en entrevue avec un dirigeant d'association, j'ai appris que c'était plutôt une corvée des associations pour nettoyer le canal. Aucun matériel n'est obtenu de l'État pour faire cet ouvrage. Ce sont les matériels appartenant aux associations, lesquels matériels ont été reçus de CECI dans le cadre de la construction du canal de drainage.

« Par rapport à l'entretien du canal, c'est nous qui le faisons. Si vous voyez le canal dans cet état de salubrité, c'est grâce à nous. Nous avons une organisation ici qui s'appelle « Mouvement des propriétaires », quoique je n'en fasse pas partie. Ils s'associent utilisant les brouettes que nous avons en entrepôt et qui avaient servi pour le drainage du canal. Tous les citoyens mettent la main à la pâte. D'ailleurs, ayant fini avec cette partie, nous allons faire la même chose dans la partie du canal située dans la zone de l'organisation appelée GREJEM (Groupe de réflexion des jeunes de Martissant). Quand le canal est obstrué, c'est nous qui faisons le nettoyage. Si on va voir l'État, on ne nous donnera même pas une brouette<sup>142</sup> »

<sup>140</sup> Se CECI ki fè contra a ak travaux publics, lè sa-a nou bay trvaux publics 1 million de gourdes epi nou bali 37 kawotchou machin poul te ede nou debleye kanal yo fè travay, men se nou ki achte sab, se nou ki achte fer, se population an organisation nan zòn nan avèk apui sam diw la ki fè tout projè saw wè la-a. Se nou ki peye Leta. Leta moun nan ap touche, men tankou moun ki sou kanal la, sil gen 3 ak 5 moun se nouk ki fè perol pou moun sa yo. Yo prepare perol la nan travo piblik, yo voyel ba nou epi nou peye yo.

<sup>141</sup> Les projets à haute intensité de main d'œuvre sont des projets créés à l'intention des populations démunies dans le cadre des programmes de réduction de la pauvreté conseillés par des institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international.

<sup>142</sup> Nou menm se nou menm, nou menm. Siw wè kanal la bel la-a se lòt jou gen yon organisation la-a ki rele mouvement propriétaire, m koike mwen men m pa ladanl. Yo met ansanm, men brouette nou tap fè travay yo nan depo, tout citoyen nou antre nan kanal o kontrè nou fin fè sa la-a, nou gen pou nal fè sa nan kanal toupre GREJEM nan la-a. Lè kanal yo sal se nou ki toujou netoye yo, menm si wal nan leta, menm on bourèt yo pap ba wou.

La construction du canal de drainage traversant la Cité n'a pas permis pour autant de résorber le problème des inondations puisqu'il n'y a pas vraiment un système de drainage des eaux pluviales. Les habitants dont les maisons sont envahies par des vidanges emportés par les crues des canaux doivent se débrouiller seuls ou payer des particuliers pour nettoyer leur demeure et déblayer les passages étroits où engouffrent les détritiques les gardant ainsi prisonniers chez eux. Cela favorise aussi la prolifération des moustiques qui empêchent les gens de dormir

« Les soirs, on ne peut pas dormir. C'est vrai, les moustiques ne font pas exception de zone. Quand je me rends un peu plus haut dans la cité, on en trouve aussi. Mais on a constaté que ce qui est à la base de la prolifération des moustiques qui nous causent des problèmes : ce sont les canaux. Regardez dans quel état nous nous trouvons. Mon mari se lasse d'acheter des pelles et des râpeaux pour enlever des fatras. Moi, je m'épuise à ramasser des vidanges pour nettoyer cette rigole. A quelques mètres de là, il y a un grand canal, tous les immondices d'entassent là-dedans. Je me lève depuis cinq heures du matin, je ramasse les vidanges malgré le fait que je sois allergique à la boue, mais je ne peux pas le laisser ainsi. Mes enfants doivent se rendre à l'école, mon mari se lève depuis cinq heures pour aller travailler, je ne peux pas rester comme ébahie à regarder les fatras. Si quelqu'un vient me voir, il doit trouver le passage. Je suis obligée donc de prendre la pelle et les râpeaux pour enlever les fatras. Ce travail n'est pas petit, dès que le canal Bois-de-chêne déborde, tous les fatras viennent s'installer chez nous<sup>143</sup> »

Les dirigeants des associations se soucient aussi de l'asphaltage des ruelles qui permettent, dans certains endroits d'accéder aux maisons.

---

<sup>143</sup> Les soirs m ka dormi non. Malgre marengwen an li pa fè exception de zone, m konn al monte bie ro la-a, konn jwenn kèk ti grenn. Men mwen menm, nou vin konstate sak plis fè moustik sa yo ap ban nou problèm, men gade kanal, gade eta nou, m bouke, marim bouke achte rato, m brote fatra pase sam pa konnen nan rigol sa-a lè nap nettoye. Deyò ankò gon gro kanal, tout fatra, tout bagay se ladan yo ye mwen konn leve depi 5 heures du matin, map brote fatra, e malerji a labou, du moment kem antre nan labou a la map nettoye, e m pa ka kitel konsa. Ti moun mwen yo pwal lekòl, marim leve depi 5 heures du matin li pati, eskem ka fè pou jem b' la-a. Sim gon moun kap vin kote map bal antre. Moblije la-a pran pelle, pran rato la-a poum ap bwote fatra. Paske travay sa-a se pa ti travay li te ye, depi se fatra ou wè nan bois de chêne nan tout vin esntale kò yo la-a.

### 9.3 Asphalter des ruelles

Mis à part la construction du canal de drainage qui traverse la Cité, il n'y a pas un programme de drainage des eaux dans la Cité, encore moins d'asphaltage des rues. Comme les maisons sont construites sur des détritiques enfouis dans des marécages et qu'au moment des averses c'est l'inondation et des risques d'effondrement, des démarches sont entreprises auprès des Agences de coopération comme USAID, des organisations multilatérales telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), entre autres, afin de couvrir de béton les petits espaces qui séparent les maisons. Ces espaces servent en même temps de passage qu'on appelle communément corridors ou ruelles. Pour ce faire, les associations opèrent par quartier, c'est-à-dire selon que l'association se trouve dans une zone déterminée de la Cité, il élabore son projet en mesurant les ruelles pour déterminer la quantité de matériels nécessaires pour la réalisation du projet dans sa zone d'intervention. Par exemple, du côté du Canal Bréa, proche de Martissant II, c'est le Groupe de réflexion des jeunes de Martissant (GREJEM) qui a fait des démarches pour que soient asphaltées en béton les ruelles. De même, dans la zone où se trouve le Centre de santé communautaire, certaines ruelles ont été asphaltées grâce aux démarches des associations de cette zone. Marc-André explique comment cela se fait.

« Du côté du canal Bréa, c'est le Groupe de Réflexion des Jeunes de Martissant qui a réalisé le pavage de tous ces corridors. L'organisation a pris de mesures, conçu de petits projets et adressé des demandes pour que soient pavées ces ruelles. Par exemple, nous, ici au niveau du Centre de santé, nous avons fini de réaliser cette partie, puisque nous avons vu que la ruelle menant au centre méritait d'être pavée. Nous avons élaboré un projet là-dessus, puis nous l'avons envoyé pour financement. Et quelles que soient les ruelles, peut-être, y a-t-il des gens qui disent qu'on viendra les paver, parce qu'il fallait paver d'abord les rues. Je vous garantis, au niveau des ONG et des agences de coopération, on nous dit qu'il y a un programme qui a été conçu pour les ruelles et que celles-ci seront asphaltées car il y a un programme prévu à cet effet. Il n'y a pas de programme pour les grandes rues, mais pour les ruelles, il y en a un »<sup>144</sup>

Amener l'eau et l'électricité dans la Cité, asphalter des ruelles, construire un centre de santé et une école communautaires, creuser un canal de drainage sont, entre autres, des projets réalisés dans la Cité. Pour arriver à cela, les populations n'ont pas fait

<sup>144</sup> Non bò Brea se GREJEM, tout korido ou wèk fèt dèyè sa yo se GREJEM ki te ekri, ki te mesire ki te f yo. Tankou nou menm nan sant lan la-a lè nou fin fè sa, nou wè koridò antre sant la li important, nou wè sa-a important, nou voyel ale nal fèl. E kelkeswa koridò petèt gen moun kifè etud ki di li pral vin fè yon paske fòk ri yo te fèt anvan men tout koridò ap fèt. M garantiw nèg yo di nou depi nou gen koridò, paske son program yo genyen yap fè tout koridò. Men yo poko gen projè pou gran wout yo, men pou ti koridò yo yo gen projet

de manifestations dans les rues; elles n'ont pas organisé de journées de grève ou d'autres formes de protestation. Elles ont utilisé d'autres moyens comme, par exemple, les rencontres avec des responsables des ONG, la soumission de projets, la formation des organisations. Ce processus a débouché sur la réalisation de ces projets auxquels ont participé diverses catégories d'acteurs.

#### **9.4 Des acteurs de la Cité**

Parmi les acteurs qui interviennent à Cité de l'Éternel afin de trouver des solutions aux problèmes auxquels fait face la population, on trouve les comités de quartier ou les associations de base, les Organisations non gouvernementales (ONG) et les agences de coopération au développement international. Les premiers sont issus de la Cité elle-même et composés de membres de la population. Ils ont leurs propres ressources économiques et doivent obtenir leur reconnaissance officielle auprès des instances publiques avant de pouvoir soumettre un projet aux ONG ou aux ECDI en vue d'un financement. Les ONG sont plutôt externes à la Cité et disposent de moyens pour réaliser des projets dans des zones en difficultés particulièrement «les quartiers de misère». Néanmoins, il leur faut une porte d'entrée dans ces quartiers qui sont, dans la plupart des cas, «des foyers de violence» selon Nancy Roc (2006). Parmi ces acteurs on peut citer, entre autres, le Groupe de Recherche et d'échange technologique (GRET), à l'initiative duquel ont été construites les bornes-fontaines, ASSODLO, qui a initié la construction des premières fontaines à Cité PLUS et à Cité de l'Éternel et qui a fait construire aussi un centre de santé communautaire et CONCERN qui a financé la construction d'une école communautaire. Les associations de quartier constituent un atout majeur en vue de l'entrée de ces organisations dans la Cité. La situation de misère des populations ajoutée à la collaboration des associations de base avec les ONG et les agences de coopération justifient la nécessité pour des ONG et des organismes de coopération d'intervenir.

Les Entités de coopération au développement international (ECDI), sont, à l'instar des ONG, externes à la Cité et obtiennent du financement directement de leur gouvernement d'origine pour financer des projets de développement en Haïti. L'Agence américaine pour le développement international (USAID), le Centre d'études et de coopération international (CECI) sont, entre autres, deux de ces entités qui ont financé des projets à Cité de l'Éternel. Pour ce faire, elles collaborent directement avec les associations de base ou bien passent par le biais d'organismes de coopération

multilatérale ou des ONG elles-mêmes pour réaliser leurs projets. Par exemple, l'USAID s'est associé avec l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) pour réaliser des microprojets de pavage de quelques mètres d'une ruelle à l'entrée de Cité tranquille (prolongement de Cité de l'Éternel vers le boulevard Harry Truman). Suite aux démarches du Groupement pour l'Éducation des jeunes de Martissant (GREJEM), elle a débloqué des fonds pour financer le pavage de certains corridors situés près du canal Bréa délimitant Cité de l'Éternel avec Martissant. Dans la même logique, CECI a donné suite aux demandes des associations de quartier de la Cité en leur construisant un canal de drainage qui traverse le bidonville de la Ravine Bois-de-Chêne à la ravine Bréa par le haut, c'est-à-dire non loin du boulevard Harry Truman.

Selon Corsino (1994), les ONG se trouvent dans une situation de dépendance vis-à-vis des Entités de coopération au développement international car elles doivent présenter des rapports, défendre leurs projets, leurs programmes ainsi que leurs politiques aux agences. Il en est de même pour les associations de base qui se trouvent dans des rapports inégalitaires avec les ONG et les ECDI auxquelles elles doivent soumettre des projets, des budgets et des rapports d'activités. Elles sont dirigées par des gens qui se distinguent par leur habileté à élaborer des projets, à prendre la parole en public, à diriger et surtout à persévérer dans la recherche du financement d'un projet. Mais l'association qui a fait la demande a un président. C'est celui qui est habilité à faire les démarches auprès des ONG, affirme Laraque :

«L'organisation est dirigée par une personne en chef, c'est quelqu'un, comment dirais-je, qui a plus de talents, c'est lui qui se déplace pour aller faire les demandes par-devant les « Blancs ». Les « Blancs » eux-mêmes, lui donnent un délai, ce qui signifie que les organisations ont toujours un responsable doté de plus de talent. Celui-ci, même s'il ne trouve pas une réponse satisfaisante, persévère jusqu'à ce qu'il trouve quelque chose. Avez-vous compris? C'est ce qui explique qu'en haut les gens bénéficient toujours d'un projet, mais ici on n'en a pas parce que nous n'avons pas un représentant; quelqu'un qui est dévoué<sup>145</sup>»

## 9.5 Des associations à Cité de l'Éternel

Outre les ONG et les ECDI, les associations représentent un autre groupe d'acteurs dans la Cité qui sont plus proches des habitants, servant d'intermédiaires entre

<sup>145</sup> Organisation an limenm li toujou gen yen antèt, sa vle di antèt limmen, ki genyen an, son moun konm sim ta vle diw li gen plis talan, se limenm ki gen dwa deplase, al sot isi lale lòtbò, li fè demand Oui, oui. La-a li menm li gen dwa al fè demand devan blan limenm, blan an limenm bal yo dèle, men sa vle di toujou genyen yon a la tête ki gen plis talan, ki toujou la ap persevere, menm lè yo pa ba li, men depi yo promèt li li toujou ap persevere poul jwenn. Ou konprann, se sa ki koz, pwent anro toujou plus benefisyè ke bò isit la, paske isit la pa gen yon a la tête ki toujou devoue.



eux et les ONG, les ECDI, et des instances gouvernementales. Il n'y a pas de statistiques disponibles quant au nombre des associations fonctionnant dans la Cité mais selon quatre des personnes interviewées, elles seraient entre 13 et 17 associations, dont neuf seraient légalisées, pour une population d'environ cinquante mille habitants (Goulet, 2004). Auparavant, il n'y avait que quatre associations, explique André de l'AJCEM: le Komite Tèt Ansanm (KTA) traduit en français par (Comité de l'Unité)<sup>146</sup>, le Komite Tèt Ansanm de Martissant 2 (KTAMA2), l'Association des jeunes de la Cité de l'Éternel et de Martissant (AJCEM) et l'Organisation Populaire de la Cité de l'Éternel (OPCL). Aujourd'hui, il y a plus d'organisations à la Cité. La cause principale de cette augmentation, selon plusieurs personnes interviewées, est la recherche du profit. Par exemple, Jacques pense que l'organisation fait des démarches au nom de la population mais son dirigeant espère en tirer certains avantages :

« Oui, parce que la personne qui travaille doit pouvoir se donner à manger. Si elle fait des démarches au nom de l'organisation, pour trouver quelque chose, elle doit avoir une certaine garantie<sup>147</sup> »

C'est dans le même sens que parle Genais, par rapport à l'augmentation du nombre des associations dans la Cité. Il compare même cette situation à celle de la multiplication des candidats au poste de président de la République :

« Oui, il y a 17 associations ici. De nos jours, il me semble que chaque fondateur tire des avantages quelconque à former des comités. Est-ce que vous comprenez ? Chacun forme son propre groupe. C'est à l'image du pays, on trouve 101 candidats pour un seul poste de président de la république. Selon moi, je dirais qu'ils ne trouvent rien dans cela, mais au fait, ils en trouvent parce que celui-ci a un patron, celui-là a un autre patron qui donne de l'argent. Quand on envoie de l'aide alimentaire, comme quoi dirait un petit quelque chose pour la Cité, toi, tu penses que la Cité en reçoit ? Non, ce sont ses partisans qui en bénéficient<sup>148</sup> »

Selon, André, au lieu de 17, il existe plutôt 13 associations dans la Cité. N'importe quel individu habitant dans la cité, nous dit-il, peut être membre de ces associations. Les associations ne sont pas fondées uniquement à partir des liens familiaux ou amicaux.

<sup>146</sup> C'est nous qui traduisons

<sup>147</sup> Bon, Paske depi moun nan ap travay loblige manje. Organisation an li menm si lap mache chache li gon bagay tou, li gon garanti poul jwenn.

<sup>148</sup> Oui, 17 komite. Koun ye achak neg yo yo gen lè jwenn yon bagay nan affaire komite a, ou konprann chak nèg fè group pa yo, se nan bagay sa-a fè gen 101 candidats pou yon sel pos pou prezidan peyi a. Bon dapre mwen menm m ta di yo pa jwenn men yo jwenn , paske sa-a gon patron, sa-a gon patron kap ranbousel. LÈL voye on ti manje, lèm comme si ta diw yo voyon ti bagay pou cite de l'Éternel, ou menm ou konne pou cite a jwenn. Non se pou pati pal la voyel .

« L'organisation, je crois qu'elle est formée de plusieurs parties, de plusieurs catégories de personnes. Si des gens de votre parenté viennent, c'est votre frère, il vient ou bien c'est votre sœur, elle vient, ce sont des gens qui décident de participer; nous n'interrogeons personne, on ne force personne à faire partie de notre organisation. On incite la personne, on lui fait savoir qu'à partir du moment qu'elle fait partie d'une organisation, elle est un être humain, il y a quelque chose qui lui manque. On ne dit pas à la personne qu'elle n'est pas un être humain. Je lui dis : si vous êtes organisé, vous êtes un être humain et il vous manque quelque chose. Quand on lui sensibilise de cette façon, la personne réagit en disant à son tour, cette organisation, si je vais là-dedans qu'est-ce que je vais avoir en retour? Vous savez, tous ceux qui se sont inscrits pensent que c'est quelque chose qu'ils vont obtenir, c'est un emploi qu'ils vont décrocher. Pourtant, nous ne sommes pas un gouvernement, vous ne comprenez pas ? C'est ce qui explique que l'organisation est formée de diverses catégories de gens comme membres : il y a des gens de votre parenté, certains de vos amis, tous des Haïtiens; on y trouve toutes sortes de membres<sup>149</sup> »

Ana, membre d'une association de son quartier parle de la façon dont les gens mettent sur pied une organisation et de la fonction de son association quand il y a une mésentente entre deux membres de cette organisation. Dès que l'association est formée, dit-elle, il est toujours bon de se mettre du côté de son fondateur et de participer aux réunions pour rapporter ce qui se passe dans sa zone de résidence.

« Bon ! Cela existe, c'est-à-dire, il y a deux organisations ici, mais la personne qui a fondé cette organisation, tu dois te joindre à elle pour faire partie de son organisation. Mais si tu ne fais pas cela, on peut te proposer comme membre, prendre ton nom, puis tu ne sais pas ce que cela devient par la suite. Les fondateurs ouvrent un bureau, ils enregistrent les noms des individus. Ceux-ci doivent rapporter ce qui se passe dans leur zone à l'association, si c'est là qu'ils habitent. De même, s'il y a une mésentente entre toi et une autre personne dans la zone, vous vous disputez sans arriver à une entente, à ce moment vous vous rendez à l'association pour. Mais moi, cela ne m'est jamais arrivé<sup>150</sup> ».

Par rapport à son association, une des raisons qui l'a poussé avec d'autres camarades à former l'Association des jeunes de la Cité de l'Éternel et de Martissant (AJCEM) a été une déception au cours d'une rencontre pour trouver un emploi.

<sup>149</sup> Organisation m kwè li konpoze ak plusieurs parties, plusieurs moun, si fanmi an vle vini, li , si frè sè a vle vini, li vini, se moun ki deside pou patisipe. Nou pa interoje ankenn moun, nou pa forse ankenn moun. Nou sansiblize moun nan, nou fè moun nan konnen. Ala minute kew organise, ou se yon moun, ou gon bagay ou mqanke. Nou pa di moun nan pa moun nan pa mounnon, mwen di siw organise ou se yon moun, siw pa oirganise ou gen bagay ou manke. Lè nou sasiblkize moun nan konsa, ganpil moun ki di konsa, ay bagay sa m pa paral ladanl, sa map jwenn. Ou kounnen tout moun ki te antre, yo panse se yon bagay yo pwal jwenn, yo pwal bay trqavail, e poutan nou pa gouvernement, ou pa konprann, se nan rezon sa-a ki fè organisation gen dives tip de moun, li gen fanmi, li gen zanmi, li tout ayisyen, li gen tout moun ladanl

<sup>150</sup> Bon genyenl, men , sa vle dig en 2 organisation, men moun ki fèl la fòw al mete tèt ou ansanm, avèl pouw kapab antre ladanl, men siw pal met tèt ou. Yo gen dwa fin propozew, yo vin pran nonw tout bagay apre sa ou pa wè kote sa pase. Yale yo fon buro, yo pran non moun, antouka saka p pase nan zòn nan, si ou menm wap viv la, gon rapport pouw pote ou potel. Non sa vle di siw ou menm si gon bagay ki pase entre nou menm, ki pa fèw bien, ou gen dwa ap diskitye on bagay ak moun nan li pa aksepte, wale devan an nan oòganizasyon an. Oui wal nan organisation an wal pale ak moun nan . Men mwen menm mwen pa viv sa mwen menm

« M. X., un ancien ministre du gouvernement d'Aristide nous a invités. On y est allé. Mais quand nous y sommes arrivés, l'accueil n'était pas bon. À ce moment là, il n'était pas encore Ministre. Mais, il dirigeait une organisation, il a dit qu'il donnerait du boulot. Quand nous nous sommes rendus à son organisation et que nous avons vu que la réception était mauvaise, on est revenu, on a réfléchi, on s'est dit : M. X a été à l'école comme nous, il pense avoir fait une organisation, eh bien! nous, on peut en faire une, nous aussi, même si on n'a pas fait des études avancées. Une organisation est constituée par un groupe de personnes qui ont des idées. C'est ainsi que AJICEM avait pris naissance. L'association avait commencé avec 32 personnes comme membres. Nous avons été l'objet d'une deuxième humiliation après celle de M. X. Nous nous sommes rendu au Bureau du Fonds d'assistance économique et sociale (FAES), à Delmas 75 à la recherche de financement pour un projet. On aurait pu obtenir le financement mais on n'était pas légalement reconnu. Vraiment, après la légalisation, je ne peux pas dire que l'organisation a apporté des fruits pour moi personnellement, mais elle l'a fait pour toute la population de Cité de l'Éternel<sup>151</sup> ».

Selon ces personnes interviewées, les activités d'une association se limitent à la zone de résidence de ses membres dans la cité. Pourtant le nom de chaque association finit par « Cité de l'Éternel ou Martissant ». C'est ainsi qu'une association qui intervient près du canal Bréa, à l'extrémité sud du canal, ne s'intéresse pas à ce qui se passe à côté du canal Bois-de-chêne par exemple. S'il obtient un financement auprès des bailleurs de fonds pour un petit projet, celui-ci sera exécuté d'abord dans la partie sud où se concentrent les membres de cette association. Selon Jacques, quand on est membre de l'organisation et qu'on se trouve en majorité dans un quartier donné, le projet obtenu ou financé est réalisé d'abord dans la communauté en question.

«La demande de financement d'un projet est faite au nom de toute la population. Mais parfois ce qui est demandé peut être insuffisant pour satisfaire les attentes de toute la population. C'est dans une zone que cela peut se réaliser, eh bien! Lui, c'est sa zone qui sera privilégiée, la zone où se trouve sa maison. Tout le monde n'est pas membre de l'organisation, et c'est là le problème. Si on obtient quelque chose; parfois le membre de l'organisation vivant dans la zone où se trouve cette organisation peut le retenir pour satisfaire ses besoins personnels; parce que toi, tu n'es pas membre de son organisation, tu n'es pas son voisin, donc il peut le garder pour lui<sup>152</sup>».

<sup>151</sup> Yon ansyen minis sou Aristide te envite nou menm nou ale, epi lè ou fin ale, reseption an pat bon pou nou di tou. Oui, lè sa-a li pat ko minis non. Menl te gen organisation, li te di lap bay travay, lap bay sesi sela. Lè nou rive nou wè reseption an pa bon. Nou vin chita la-a, nap reflechi, nou di Vanes tal lekol, li panse li fè yon organisation. Enben nou menm menm si nou pat rive lwen nan lekol nou te ale a, men se pandan nou ka fè youn tou, paske se yon groupe de moun ki reyini epi ki bay des idées, ki fè yon organisation, nou di ke nou ka fèl tou. Se la-a AJICEM pwal pran nesans li. Ajicem pral pran nesans avek 32 moun . NOU te pran yon 2ème imilyasyon, nou tal nan FAES. Delmas 75, nou tal dèyè yon projet. Nou te ka jwenn projet a , men paske nou pat legalize nou pa jwenn li. Se sak fè nou te oblije en gros plan nou te di fòk nou legalize. Evraiment lè nou vin legalize a vre, li pa pote fruit pou mwen menm personnel, men li pote fruit pou tout popilasyon site de l'Etenel.

<sup>152</sup> Demann lan fèt nan non popilasyon an, men parfois sal mande a li gen dwa pa kab regade tout population an. Se nan yon zone li ka bay, men li emnm zone lap plis fasilite a, se zone ki bò lakay li Non tout moun pa manm organisation an, se problèm nan tou. Si gon bagay ki vini , pafwa manm organisation an nan zone nan , li ka kenbel pou bò lakay li, pasko pa manm organisation ou pa gen organisation bò lakay ou, li gen dwa kenbel pou li.

Au moment de notre enquête dans la Cité, nous avons pu observer l'exécution d'un micro-projet financé par l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) à l'extrémité sud du canal Bréa, près du boulevard Jean-Jacques Dessalines. C'était un projet d'asphaltage de quelques dizaines de mètres d'une rue qui permet d'accéder à la cité en voiture à partir de son côté ouest. Le projet entrainait dans le cadre du programme d'apaisement social conçu spécifiquement pour les quartiers réputés «quartiers difficiles ou zones de non-droit». Elle est la sphère d'intervention d'une association de quartier qui a reçu des fonds de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) en vue faire asphalté certains corridors. À quelques dizaines de mètres plus bas, des habitants se plaignent du fait qu'ils n'ont pas de représentant pour parler en leur nom afin de faire construire un petit pont sur un canal de drainage à ciel ouvert qui passe devant leur taudis.

« Ce qui signifie, moi-même, tandis que je revendiquais toujours la construction du petit pont sur le canal, ici, chaque fois que je formulais la demande on ne me donnait pas une bonne réponse. Finalement quand le projet touchait à sa fin, parce que l'argent pour financer ce projet venait de l'USAID. Par exemple, l'année fiscale qui arrive maintenant, on doit présenter le rapport de ce qui a été fait, ainsi le projet est mort ici sous nos yeux. Le financement est épuisé. Cependant s'il y avait un représentant, un leader ici qui pourrait nous défendre, on l'aurait écouté. Mais puisqu'on est des petits, même si nous revendiquons, on ne nous écoute pas. C'est ce qui explique que le projet de construire le pont est mort ici devant. Jusqu'à présent, dès qu'il pleut, l'eau nous envahit ici, on est comme noyés<sup>153</sup> »

La Cité, selon Marc-André, est divisée en deux parties par rapport à la répartition des organisations dans le bidonville. Au total, neuf organisations se partagent la gestion de l'eau, d'un centre de santé et d'une école communautaire. Il y aurait plus d'associations encore, mais ce sont ces neuf qui s'occupent de ces services.

« Par exemple, après la formation du Komite tèt ansanm (KTA) (Comité de l'Unité), vient l'AJCEM. À partir de là, je dois te le dire, c'est du KTA que vient KTAMA2. L'AJCEM est formée par la suite; du sein de l'AJCEM est sortie l'OJCEM. C'est à partir de l'OJCEM qu'est formée OPCM, et du sein de l'OPCM est sortie l'OPCE qui a accouché RJCC. Ces organisations fonctionnent dans la partie nord ou septentrionale de la Cité. Dans le sud, moi qui te parle, je suis membre d'une organisation dénommée «Men Kontre» (mains contrées).

<sup>153</sup> Sa vle di mwen menm pandan se tan m te toujou ap fè revandikasyon poum kapab jwenn pon a la-a. Men chak fwa ke mande yo tou jou dim 8 men se pa ouï yo dim. A la fin les travay la vin rive, paske travay la janl te ye a se travay USAID li te ye. Tankou ane fiskal li rive, fol al bay rapport de sak fèt, li tou mouri sou nou la-a. Kòb la fini, li tou mouri sou la-a. Men si te gen yon gro gro tèt bò isit la, ki tal pale, yo tap tandel. Pourvu que se piti nou ye nal pale yo pa tande nou, se koz ki fè pon an vin mouri la-a, juskaprezan depiw tande dlo a de sann la-a nou tout nou neye, nou tout envahi ak dlo

Après que j'aie fini de fonder «Men Kontre», l'Association des jeunes de Martissant (AJM) a été fondée, du côté du marché des poissons. Il y a eu ensuite GREDMA2. Bon, il y a plus d'organisations encore, mais en ce qui concerne les organisations qui interviennent dans la question de l'eau, de la santé et de l'école, on est neuf organisations dont 6 dans le nord et 3 dans le sud<sup>154</sup> »

Ces organisations forment un réseau qui participe à la gestion des services collectifs et qui constitue les interlocuteurs directs des organisations non gouvernementales, de quelques agences bilatérales ainsi que de certaines agences de coopération au développement international. C'est grâce aux démarches que la population a pu accéder à certains services. Cependant, étant donné la répartition géographique des associations dans le bidonville on se demande comment elles arrivent à mobiliser les populations de la Cité dans leurs activités.

J'ai considéré dans ce chapitre trois services pour lesquels les populations ont entrepris diverses démarches : l'eau, l'électricité et l'assainissement. Pour entreprendre ces démarches, il s'est formé d'abord des associations qui ont permis aux fondateurs d'entreprendre des démarches auprès des organisations non gouvernementales, des agences de coopération au développement international et des agences de coopération bilatérale ou multilatérales, entre autres. Généralement, l'idée de la fondation d'une association se justifie à travers l'existence d'un problème qui ne concerne pas seulement un individu dans la communauté mais toute la collectivité. Une fois l'organisation formée et légalement instituée, on passe à la phase d'élaboration du projet autour duquel est enclenchée une campagne de sensibilisation de la population. Puis le projet élaboré est envoyé aux institutions pourvoyeuses de fonds. C'est ainsi que certains projets parviennent à obtenir du financement.

Il n'existe pas une association mais plusieurs qui sont réparties dans différentes parties de la Cité élaborant de petits projets qui se limitent généralement à leur zone d'influence, ce qui a fait dire à plus d'un que si on n'habite pas la zone d'intervention d'un organisme donné, on ne tirera aucun avantage direct de son projet. Cependant, dans le cadre du projet de construction des projets de bornes-fontaines, ces organisations ont été constituées en réseau afin de mieux gérer l'eau et de pouvoir reproduire le système. Cela a permis de créer quelques postes permanents de vendeur

---

<sup>154</sup> Par exemple, apre KATA, nou te vin genyen AJICEM ki te vin la-a. La menm, fòm bien diw se anndan KATA, se anndan KATA-a A2, yo vin fè AJICEM, anndan AJICEM yo vin fè OJICEM, anndan OJICEM yo vin fè OPCM, ANNDAN Oopcm, anndan OPCE yo Vin fè RJCC. Sa se pou dans le nord. Dans le sud, mwen menm kap pale avèk ou a se manm men kontre mwen ye, mwen vin fè men kontre epi gen AJM, mache poisson, vin GREDMA 2 pou dans le sud. Bon gen plus oui, men pou organisation kap opere nan sante, nan dlo, nan lekòl gen 9 organisations : 6 dans le nord, trois dans le sud.

d'eau établis aux bornes-fontaines, de venir en aide à des gens démunis en proie à des urgences dans le bidonville.

En termes d'acteurs ciblés pour offrir des services collectifs à la population, ce sont les ONG, les agences de coopération et des agences bilatérales ou multilatérales. On dirait un désintéressement des institutions de l'État vis-à-vis des associations de la Cité. Pourtant, les dirigeants des associations s'adressent aussi à des parlementaires pour qui ils avaient campagne parce qu'ils savaient qu'en retour ils leur demanderaient de faire avancer certains dossiers en leur faveur. C'est le cas, par exemple, des dirigeants de l'association établie à Cité Plus qui ont mené campagne en faveur de certains candidats, pour ensuite utiliser leur influence de faire entrer l'eau et l'électricité dans la Cité et de se protéger contre un éventuel déguerpissement. Bref, au regard de ce que font les associations, on peut dire que l'association prend naissance par rapport à un problème collectif qui existe dans la communauté. Après la formation de l'association, des démarches sont faites pour sa légalisation; sont élaborés ensuite des projets qui vont être soumis en vue d'obtenir un financement pour leur réalisation. Si le projet est agréé, la population est sensibilisée pour être informée et invitée à participer. Quand les interventions ne sont pas faites auprès des institutions de financement, la population est directement mobilisée, comme on l'a vu dans le cas du projet d'électrification de diverses zones de la Cité.

## **Conclusion**

Les actions collectives réalisées par les populations de la Cité n'entrent pas dans le registre des actions collectives formelles comme, par exemple, entreprendre des marches, brûler des pneus usagés, monter aux barricades, entre autres. Pour faire des travaux d'assainissement par exemple, des corvées sont organisées par des membres de certaines associations. De même, des démarches sont entreprises auprès des ONG et des entités de coopération au développement international (ECDI) afin d'intervenir dans la Cité pour réaliser des projets de construction et de curage des canaux d'égouts

Les dirigeants des associations savent également entreprendre des démarches auprès des politiciens, faire du lobbying quand il s'agit de prévenir une éventuelle décision de la Mairie de déloger ces populations du territoire de la Cité. Diverses techniques sont utilisées pour mobiliser la population comme par exemple convoquer une assemblée publique et rencontrer des dirigeants d'associations locales. Pour amener l'électricité, l'eau, faire asphalté quelques ruelles donnant accès aux maisons,

construire une école communautaire, un centre de santé et un canal, la procédure est simple : des associations se forment qui réfléchissent sur des problèmes de la Cité, des démarches sont entreprises auprès des instances nécessaires, des projets se réalisent avec la participation de la population. Cependant, ceux qui financent les projets ne débloquent des fonds que pour des projets pour lesquels ils ont reçu des fonds. En d'autres termes, si les associations de base adressent des demandes aux ONG, celles-ci doivent correspondre aux priorités fixées par les bailleurs de fonds, indépendamment des besoins prioritaires des bénéficiaires. C'est ainsi que les associations formées dans la Cité sont parvenues à créer obtenir la construction des bornes-fontaines, d'un centre de santé qui est financé par les ONG, et d'une école communautaire, entre autres.

Ces actions sont apolitiques et ne posent pas les problèmes structurels à la base de la situation des populations des bidonvilles. C'est un changement de registre au niveau du comportement des populations. Leurs alliés sont les ONG et les ECDI, abandonnées par l'État. Elles constituent une clientèle pour ces organisations de la société civile et les ECDI, dans un contexte de déroutement de la mobilisation populaire. Les revendications ne s'adressent plus à l'État mais se convertissent en projets soumis à des bailleurs de fonds. Ils seront financés seulement s'ils correspondent aux priorités de ces financeurs.

L'établissement définitif de ces populations sur ce territoire n'est pas résolu encore. Certaines personnes interviewées me disent qu'elles ne disposent pas de titre de propriété et que même si elles voulaient hypothéquer leur maison (notamment ceux qui ont des maisons standard, près du boulevard Harry Truman), elles ne le pourront pas, à cause de l'absence de titre de propriété. D'autres répondants m'ont parlé de leurs inquiétudes car ils pensent qu'un jour l'État peut les déloger. Le chapitre qui suit traite de la reconnaissance de ces populations

## CHAPITRE 10. STRATÉGIES DE RECONNAISSANCE DANS LA CITÉ

Dans le chapitre traitant de la capacité d'action collective des populations de la Cité, on a vu qu'il s'est formé des associations qui ont entrepris des démarches auprès des ONG et des agences de coopération afin d'amener des services collectifs tels que l'eau potable et l'électricité. Aussi a-t-on vu que pour éviter d'être expulsées par la Mairie de Port-au-Prince, les populations, à travers ces mêmes associations, ont développé des rapports avec certains candidats à la députation et au sénat. Enfin, tel que présenté dans le précédent chapitre, les associations prennent naissance dans des contextes particuliers à partir notamment des liens d'amitié et de voisinage entre les membres ; ce qui a donné lieu à un découpage de la Cité en petites zones appartenant à chaque association pour concevoir et réaliser de petits projets.

Dans ce chapitre, sont analysés les rapports de reconnaissance entre différents acteurs intervenant ou vivant dans la Cité tels les associations de base ou comités de quartier de la Cité, les organisations non gouvernementales, les agences de coopération au développement international et l'État à travers ses différentes institutions. Ayant déjà analysé le processus qui aboutit à la formation de ces associations, est analysée ici la façon dont ces associations parviennent à être reconnues tant par l'État que par les ONG et les agences de coopération. Je cherche aussi à comprendre comment les agences de coopération et les ONG sont reconnues au point de constituer une référence pour les associations de quartier en quête de moyens financiers pour réaliser leurs projets. Au sein de la Cité, étant donné qu'il existe plusieurs associations qui agissent pour représenter et défendre les associations de la Cité, je cherche à comprendre aussi les rapports de reconnaissance qui se développent entre ces associations.

Le chapitre est réparti en plusieurs sections. D'abord, sont prises en considération des associations, c'est-à-dire des principes qui régissent le fonctionnement des associations et le processus qui aboutit à leur reconnaissance par les ONG et les autres associations. Ensuite, est analysée la façon dont les ONG et les agences de coopération obtiennent le statut légal qui leur permet de fonctionner et développer un partenariat avec les associations de base pour réaliser des projets pour lesquels elles disposent de fonds. Enfin sont analysés les rapports de reconnaissance entre les associations de base elles-mêmes ainsi que la reconnaissance par la population de l'État, des politiciens et des ONG, quant aux services qui lui sont offerts. Quelles sont les actions menées par cette population pour se faire reconnaître ? Comment se reconnaissent-elles elles-mêmes ? L'objectif est de présenter les dispositifs



institutionnels ainsi que les actions entreprises par les habitants de la Cité dans le cadre de la reconnaissance.

### 10.1 Des arguments selon lesquels la population de la Cité serait légalement reconnue

Plusieurs interviewés mentionnent que l'État la reconnaît effectivement et qu'ils ne sauraient être délogés. Par exemple, pour cette personne interviewée, dès que la population s'est établie sur un morceau de terrain et que les habitants ont rempli leurs devoirs civiques, ils doivent être nécessairement reconnus, car ils ont même formé des associations reconnues par l'État :

« Je crois que si nous sommes venus à Village Plus, là où vous voyez que nous habitons, je crois que l'État lui-même, dès que nous sommes arrivés à ce coin de terre, il faudrait qu'il se manifeste par sa présence, je crois que nous sommes reconnus par l'État. D'abord, nous avons rempli notre devoir civique dans l'espace où nous habitons. Nous nous sommes regroupés en association, tout ce qui devait être fait, nous l'avons fait. Il ne nous manque rien. C'est comme dirait on prépare un repas, on a ajouté tous les ingrédients, mais une seule chose, tous les repas ne se préparent pas de la même manière<sup>155</sup> »

De même, Bichara, trois raisons pour lesquelles on peut dire que l'État reconnaît l'existence de la population de la Cité. Il se réfère au fait que ce sont des gens majeurs, qui possèdent leur carte d'identité et qui paient leurs impôts locaux.

« Oui! L'État nous reconnaît à la Cité. Premièrement, la majorité des gens qui vivent ici sont majeurs, possèdent leur carte d'identité. Ils l'ont faite à la Direction Générale des Impôt (DGI). Deuxièmement, l'État est venu ici à travers la Mairie, la DGI, la majorité des habitants ont payé les impôts locaux, donc l'État nous reconnaît. On s'est établi ici en 1990, maintenant on est en 2007, les enfants qui sont nés ici, ils ont 17 ans déjà. Troisièmement, tous les parlementaires qui nous représentent, sont venus faire campagne ici. Ils sont élus sénateurs de la république, députés. L'État nous reconnaît encore, par là. Enfin soit au cours des recensements, soit en période électorale, tous les citoyens d'ici ont rempli leurs devoirs civiques, c'est une autre façade de la reconnaissance<sup>156</sup> »

<sup>155</sup> kwè ke si nou rantr nan vilaj plis kote kew wè nou abite kote nou abite la-a, m kwè leta li menm depil nou te gentan tonbe sou bout tès-a-a fol menm te fè prezans li sou bout tè a, m kwè nou rekonèt pa leta. Paske sou tè sa nou ye a se tè pa nou se la nou fèt, se la nou viv e se la pou nou mourì. Nou pa gen lòt bagay ki ta di ke si pou leta ta rekonèt nou. Dabò nou ranpli tout devwa civique nou sou bout tè sa-a ke nou rete la-a, nou groupe pou ansanm, tout sak te dwe fèt nou fèl, nou pa manke anyen, se kom si m ta diw son manje wap prepare ou mete tout engredyan ladan nou mete yo men la seule chose, tout manje pa fèt menm sans

<sup>156</sup> Wi Leta rekonet men, premierement majorite moun kap viv la-a se moun ki majeur. Yo gen kat didantite nan poche yo, yo fè kat didantite nan dgi yo peye taks leta kat didantite. Dezyèmman, leta antre la-a, lameri DGI, majorite moun yo te peye enpo lokatif. Leta rekonet nou. Gen de fwa toujou se apre en 1990, men nou en 2007, ti moun ki fèt la-a, yo gen 17 lane. Troisièmement encore tout moun ki represante nou yo, yo pase la-a, yo fè kanpay yo, yo senateur, yo depute, leta rekonet nou toujou. D'autre part toujours, nan recensement bagay kat elektoral, tout sitwayen sa yo, yo ranpli devwa sivik yo, sa son lot fasad rekonesans

D'autres répondants trouvent d'autres termes pour traduire la situation de la Cité par rapport à l'État en ce qui concerne la reconnaissance de la population. Plus que la reconnaissance formelle justifiée par la possession d'un acte de naissance ou par l'appartenance à une association reconnue par l'État, la reconnaissance de la Cité est justifiée à travers les comportements de ses habitants.

### 10.1.1 «On est des rebelles, des animaux sans maîtres lâchés ici».

Un autre répondant suggère qu'ils sont reconnus parce qu'ils résistent, désobéissent aux injonctions de l'État de se déplacer pour aller s'établir ailleurs. Cette résistance n'est pas ouverte ou bien déclarée. Quand les agents de la Mairie débarquaient autrefois, raconte-t-il, ils essayaient de trouver une entente avec eux en leur donnant des pots-de-vin. Parfois, des gens étaient arrêtés pour être relâchés ensuite. Au fil du temps, l'État a fini par s'accommoder avec eux sur ces lieux. Outre leur résistance, il parle aussi de la crainte d'une «faillite du gouvernement», c'est-à-dire que les autorités gouvernementales craindraient une crise qui pourrait même causer leur chute en ordonnant le déplacement des populations. Ainsi donc, les autorités publiques sont obligées de tolérer les populations.

« Cela signifie que l'État a l'habitude de venir nous déloger ici. Il ne voulait pas qu'on reste ici, ce n'est pas de notre faute, on est obligé de rester. Dans les autres pays, on est obligé d'obéir à l'État, quand il demande de faire quelque chose, sinon vous irez en prison. Mais nous ici, pourquoi on reste ici en dépit du fait que le milieu n'est pas bon pour vivre? Disons premièrement, l'État accepte que nous restons ici parce qu'il sait qu'il y a des choses qu'il ne peut pas faire. Si chez vous, vous n'avez pas de possibilités vous-mêmes, vous n'avez pas ce qu'on appelle «fonds de masse» chez vous, vous ne pouvez pas aider un autre. Vous donnez si vous en avez. Mais si vous n'en avez pas, vous ne pouvez pas donner. Le gouvernement, voit, pauvre diable, je ne dis pas qu'il ne voudrait pas nous aider, mais il n'en a pas pour le faire. Et quand il se présente ici, devant le monde, il ne peut pas nous écraser à longueur de journée, nous jeter dans la rue faisant les va-et-vient : ceux qui ont des enfants, ceux qui n'en ont pas, les handicapés, on ira tous coucher devant la palais national. Le peuple peut le faire, me comprenez-vous? Et s'il va se coucher devant le palais national, quand viendront les journalistes pour faire des entrevues, qu'est-ce qu'ils lui diront? Oui, vous devez reloger les gens, c'est vous qui avez le droit de les déplacer, mais il faut trouver un endroit où les loger. Si vous ne cherchez pas un endroit où les placer. Est-ce que vous ne pouvez pas les écraser? À ce moment là, il y aura une faillite du gouvernement. C'est ce qui me fait dire qu'on est des rebelles, parce que le gouvernement nous a dit que les lieux ne sont pas habitables, on y reste<sup>157</sup> »

<sup>157</sup> Sa vle di ke Leta konn kouri dèyè nou la-a. Leta pat vle nou rete la-a, se pat fot pa nou nou vin arive rete. Si dans les autres pays, lè leta vin diw tel bagay, tel bagay, ou oblije fel, siw pa fel lap metew nan prizon. Men nou menm ki

### 10.1.2 On est reconnus parce qu'on a été comptés

Jacques fait référence au dernier recensement réalisé en 2001 au cours duquel des agents recenseurs sont passés interroger les habitants tout en comptant les habitations. Pour lui, c'est un acte de reconnaissance. Il reconnaît toutefois que cela ne suffit pas, car l'État ne s'occupe pas d'eux, ils vivent dans des conditions infrahumaines et ne reçoivent pas d'aide de l'État, ne serait-ce que pour curer un canal qui leur cause des ennuis.

«Bon, l'État ne s'occupe pas de nous, mais il y avait un recensement dans la zone, cela signifie qu'on nous reconnaît. On vit dans des conditions infrahumaines, parce qu'on ne nous considère pas comme des êtres humains, mais on nous reconnaît, parce qu'on nous a recensés. La plupart des gens ici paient leurs impôts locatifs, pas tous, mais on accepte ce qu'ils vont payer. On ne nous donne pas les soins nécessaires, parce que l'État devait nous aider par rapport à ce canal ici qui nous cause bien des problèmes. Si l'État nous avait aidé, nous ne serions pas dans cet état. C'est pour cela que nous disons qu'on ne nous considère pas comme des êtres humains vivant dans un milieu<sup>158</sup>».

Josué, un autre habitant de la Cité, pour sa part, fonde son argument sur le fait même de la mort comme meurtre ou comme un accident survenu dans la rue. C'est seulement à ce moment que les habitants de la Cité, en particulier, ceux qui vivent à proximité de la mer, voient des officiers de police. Par contre, même quand ils sont menacés par les inondations après les averses, ils ne peuvent pas compter sur l'État.

«L'État me reconnaît. Quand je dis moi, cela signifie vous et moi. Mais la seule façon que l'État me reconnaisse c'est en reconnaissant la population. Cela signifie que si je meurs ici, si ce n'est pas dans ma chambre, l'État viendra faire des constats pour voir comment je meurs. Alors, c'est parce qu'il me reconnaît. C'est dans ce sens que je vous dis que l'État me reconnaît. Si on considère le canal, parfois, il déborde et emporte les maisons qui sont à l'avant. L'eau bloque ainsi tout le quartier de Martissant. On peut passer toute la journée à le nettoyer,

---

rezon ki fè di nou la-a pat bon epi nou kontinye nou rete. Bon nou pwal di premyeremnt, kif è leta aksepte ke nou rete la-a, se paske konnen li gen bagay li pa fè. Si lakay ou pa bon ou menm, si ou menm ou pa gen sa yo rele fonds de masse lakay ou, ou pa ka bay yon lòt. Sak fè ou bay se paske w ou genyen. Men lèw pa genyen, ou pa ka bay. Gouvènman wè podyab m pa dil pa ta renemen fè pou nou non. Men li pa genyen poul fè pou nou. E lèl vin lakay devan le monde li pa ka pran nou la-a poul kraze nou tout la jounen pou nou nan lari ap monte desann. Moun ki a ti moun, moun ki san ti moun, moun ki kokobe, tout pwal di bon oke piske se gouvènmnt tel bagay, m te kite kay mwen, m pwal kouche devan palais. E lel kouche devan palais, e pep la ka fèl, ou konprann mwen. E SI L AL kouche devan palais lè jounalis vini pou ap fè entrevue, ki sa la p di yo. Oui wap reloje moun yo, oui se ou ki gen dwa, men se pandan fow chache kote mete yo. Siw pa chache kote mete yo, eske w ka kraze yo?. La-a pwal gen yon fayit du gouvènman, se la-a tou ki permet mwen diw se rebel nou ye paske gouvènman an te di nou la-a pa bon

<sup>158</sup> Non Leta pa fè ka de nou, men te gen resansman nan zone nan, sa vle di yo rekonèt nou. Comme si nou pa gen kondisyon comme se moun kap viv, yo pa konsidere nou se moun kap viv, yo pa konsidere nou kòm se moun kap viv, men yo rekonèt nou paske yo fè resansman. Menm lè majorite moun yo pas al peye. Men genn moun kal peye e yo resewva kòb la. En ben yo pa ba bannou swen ke yo ta dwe ban nou, paske Leta ta dwe ede nou pa rapport a kanal sa-a kab ban nou problèm la, si Leta te ede nou, nou pa tap nan yon sityasyon konsa. Si Leta te ede nou, nou pa tap nan yon sityasyon konsa. se sak fè nou di yo pa konsidere tankou se kote moun ap viv.

mais l'État c'est de la grand-rue qu'il a besoin. Dès qu'il a fini de nettoyer la grand-rue, il oublie la Cité de l'Éternel. Tandis qu'il fallait qu'il vienne dans la Cité parce qu'il y a une masse qui habite là qui n'a pas de capacité. Si le canal déborde, il doit venir constater les dégâts. Dans ce sens, je peux vous dire que l'État ne nous reconnaît pas<sup>159</sup> ».

«L'État nous reconnaît parce les projets réalisés ici ont reçu son approbation pour être réalisés». Selon Marc-André, pour qui la reconnaissance est interprétée comme le droit de la population de rester ou de ne pas rester à Cité de l'Éternel. À son avis, l'État, en collaborant pour la réalisation des projets dans la Cité, donne la preuve qu'il est là mais il ne fait pas sentir qu'il est là en offrant des services. Cependant il reconnaît l'existence de la population de Cité de l'Éternel.

«Non, si je dis que l'État ne nous reconnaît pas il faudrait se demander donc comment, parce que pour réaliser l'asphaltage en béton devant ce centre, c'est le Ministère des travaux publics qui a délégué un ingénieur pour faire des études, on a déposé le projet à l'organisation internationale pour les migrations. De même pour la distribution du courant électrique, c'est à l'Électricité d'Haïti qu'on a fait des démarches pour que les poteaux électriques soient plantés ici, c'est aussi l'électricité d'Haïti qui a installé les transformateurs. S'il y a des câbles de la TELECO qui arrivent jusque derrière, c'est la compagnie qui est venue faire les installations. Il y a de l'eau potable, c'est aussi l'État. Quand nous faisons une route en terre battue, c'est encore l'État. Maintenant, il y a le curage d'un canal qui va être fait, c'est avec le Ministère des travaux publics que l'ONG a signé le contrat. C'est que l'État connaît la population. De même la Police fait des patrouilles, c'est qu'ils nous connaissent. Peut-être sommes-nous négligés par eux, mais ils nous reconnaissent<sup>160</sup>»

Ces arguments évoqués pour justifier la reconnaissance de la Cité concernent particulièrement le territoire avec ses habitants en terme de droit de vivre dans un lieu donné mais ne sont pas liés au droit à des services sociaux offerts par l'État à la population. L'affirmation de la reconnaissance par l'État de la Cité semblait plutôt défensive. A plusieurs reprises je me suis fait dire, en abordant la thématique de la reconnaissance : « nous ne savons pas qui vous êtes». Mais dès que je pose la question à savoir : « est-ce que l'État reconnaît la population de la Cité », j'ai obtenu une réponse affirmative. Dans la prochaine section, je présente des arguments contraires, c'est-à-dire

<sup>159</sup> Leta rekonèt mwen, nan premier fason. Lèm diw mwen an se ou menm tou oui men la seule facon leta rekonèt mwen, leta rekonèt nou nan population, sa di ke sim mouri la-a, si se pa ta anndan chan mwen m mouri la-a. Fòk leta vin fè konsta wè janm mouri, se paskel rekonèt mwen, se nan sa-a m ka diw Leta rekonèt mwen. Si nou pran canal la, li konn soti devan an, sa vle di dlo a konn telman soti devan an li kraze kay devan-an, li bloke toute matisan, jounen an la-a yap fè pou yo proptel, men leta se gran ru a li besoin, lel fin fè granru a li pa sonje cite-a Men fòw vin visite, ou konnen gon masse ki pa gen kapasite, si dlo antrel kraze fèw vin wè sal fèl. Se nan sans sa-a, m ka diw leta pa rekonèt mwen

<sup>160</sup> Non. Sim ta di, si leta ta di li pa rekonèt li, nou tap mande paske si leta pour yo fè beton sa-a koule devan sant lan, se travaux publics ki fon ingénieur fon etudes, yo depoze nan OIM. Pou elektrisite a antre nan zone nan se EDH ki fè demarche ki vin mete poto ki vin mete transformateur ki metel, si gen teleco ki antre jus derrère a, se la ki metel, gen dlo potab, se Leta, Lè nap fè route en terre battue, se Leta. Men nou gon curage pou nou fè la-a se ONG a ki siyenm kontra avèk TPTC kif è curage, c'est que leta konnen population an. La police ap fè ptrouille, c'est que yo konnen. Petèt yo negligel men yo konnenl.

des considérations des gens selon lesquelles l'État n'aurait pas reconnu les populations de la Cité. Ces jugements se fondent moins sur des aspects juridiques formels que sur les droits sociaux de la population.

### **10.2 Des Arguments selon lesquels la population de la Cité n'est pas reconnue par l'État**

Comme dans le cas précédent, plusieurs arguments sont évoqués pour défendre la thèse de la non reconnaissance par l'État de la population par rapport à l'offre de services. Que ce soit les responsables des associations de base, soit de simples habitants de la Cité, les personnes interviewées affirment à l'unanimité que dans ce sens l'État ne reconnaît pas la population. L'idée qu'ils sont comme «des animaux lâchés dans ces territoires» est évocatrice du sentiment d'abandon exprimé vis-à-vis de l'État. Selon la plupart des répondants, certaines instances étatiques ne font pas que dénier la reconnaissance aux populations, elles leur volent aussi leur argent. Ce répondant affirme que des agents de la Mairie se présentaient même à la Cité pour faire semblant de légaliser les propriétés.

« Disons que nous, on n'est pas reconnus, parce qu'on est des bêtes lâchées ici, on est des éléments rebelles. La Mairie n'est jamais venue - le service des domaines - elle n'est jamais venue arpenter nos propriétés pour que nous puissions payer le terrain et les impôts locatifs à la Direction générale des Impôts. Les agents de la Mairie avaient l'habitude de venir ici. Ils ont feint de mesurer les propriétés et nous ont demandé d'aller à la Mairie, je ne sais pas comment ils s'étaient organisés, ils nous ont donné une fiche afin de payer. Ce n'est pas de la reconnaissance vraiment<sup>161</sup> »

Selon le même répondant, la vraie reconnaissance ne consiste pas seulement à déléguer des agents de la mairie à la Cité. Les propriétaires doivent pouvoir se rendre à la Direction générale des impôts pour faire leur déclaration et obtenir leur titre de propriété. Peu importe la valeur d'une maison construite dans la Cité, dit-il, la Banque ne prêtera pas un seul centime à son propriétaire si celui-ci fait face à des difficultés financières. Cela est dû au problème de la non reconnaissance.

« Je vous l'ai dit : il y a des fonctionnaires de l'État qui viennent ici parfois. Ils ont besoin de nous arnaquer, de nous rançonner, ils viennent. Ce n'est pas ça l'affaire. L'affaire, c'est quand vous vous rendez à la Direction générale des impôts (DGI), on vient arpenter votre terrain, on vous dit la quantité de terrain

<sup>161</sup> Men ann di ke nou menm, ke nou pa jwenn rekonesans, paske se des bêtes lage, nou ce sont des éléments rebelles ki la-a. Parce que la Mairie ponkò janm defini, a travers section domaines, li ponkor janm vin apante sa nou gen la yo pou nou peye la commune, peye impot locatif, DGI. Parfois, majistra-a konn vini, li vle fè yon kob, Te gen de twa eleman, yo pran poz yap mesuré, yo sesi yo sela, yo di nou al nan meri, m pa konn ki jan yo organize, yo baw yon papier pouw peye. Se pa rekonesans vreman.

que vous avez, on vous donne un titre de propriété, tout est légal, vous aller payer à la DGI. À partir de ce moment, chaque année qui passe vous payez vos impôts, vous avez la reconnaissance légale. Parce que, je dois vous le dire, n'importe quelle maison que vous voyez ici, même si elle coûtait un million de dollars, si son propriétaire fait face à des difficultés financières, la banque ne lui prêtera pas une gourde<sup>162</sup> »

Pierre Joseph, habitant de la Cité, situe le problème au niveau même de l'administration publique. L'État, selon lui, au lieu de reconnaître vraiment, met en faillite. Il mettrait en faillite des individus, des propriétaires à la Cité qui doivent à chaque nouvelle administration municipale faire une nouvelle déclaration, recommencer :

«Bon l'État, je ne peux pas dire que l'État nous reconnaît. Voyons donc, tu bâtis ici, le maire vous demande d'aller payer à la direction générale des impôts. Tu passes à la mairie, tu remplis un formulaire qui te permet d'aller payer à la DGI. Cependant, quand une autre administration municipale arrive, elle te dit que ce que l'ancienne administration avait fait n'est pas bon et vous demande d'aller payer à nouveau. Une troisième administration arrive, elle vous dit la même chose. L'État possède des archives. Je ne crois pas que l'État est quelque chose de passer, donc une administration ne devrait pas vous dire que ce sont des décisions qui sont bonnes et que celles de l'administration précédente ne sont pas bonnes. Ainsi, vous êtes mis en faillite<sup>163</sup> »

D'autres répondants abordent la question de la non reconnaissance par rapport à l'absence des services publics étatiques dans la Cité. Il est difficile de dire, en ce sens, que nous sommes reconnus par l'État, affirment plusieurs de ces répondants. Soit pour les jeunes, soit pour les enfants, dans la cité il n'y pas d'école nationale, ni de centre de santé public étatique, encore moins une bibliothèque ou un terrain de jeu. Sarafina affirme que sur ce point, il est difficile de dire que la population de la Cité est reconnue par l'État.

« Nous ne jouissons pas de privilège de la part de l'État, par exemple, quand tu arrives dans la cité ici, il n'y a pas de lycée, il n'y a pas d'école publique pour nous. Nous n'avons pas de centre de santé dans la cité, il n'y a pas d'hôpital public, je ne vois rien que l'État nous offre. Il n'y a même pas un bureau, quelque chose qui concernerait l'État dans la Cité. Cela signifie que je ne peux pas dire que l'État pense à nous. Regarde la situation dans laquelle nous vivons. Les soirs, je n'arrive pas à dormir, bien que les moustiques ne fassent pas

<sup>162</sup> M te diw sa, m te diw genyen ki konn vini yo besoin fon kòb, yo voye tel moun, tel ekip vini, men se pa bagay la sa. Bagay sa-a, se lè wal DGI normalement yo apante tèt, yo diw gen demi santym tè, ou bien ou gen i santym, men konbel vin rive epi yo baw papyew nòmàl tout bagay legal epi wal peye DGI. Kouye-a chak ane wap peye, ou gen rekonesans legal. Paske fò diw sa la-a, kenpot kay ou wè la-a, menm sil ta koute yon milion de dollar, si met li bare la bank pap pretel yon goud

<sup>163</sup> Bon Leta, m pa ka di leta rekonèt li paske sak fè sa leta wè men l pa rekonèt ou. Kijan Leta pa rekonèt ou. Ou vini w bati, majistra vini, li diw pouw al peye kontribisyon. Ou pase la commune ou fon papier wal peye kontribution. Lè lòt gouvernement an vini, lot la diw sa lòt majistra-a te fèt la , pa bon se pa li a ki bon lap fèl, li voyew al peye encore. Lèw pran lòt la li diw se pa sa La-a m pa kwè papier leta konn fini. Leta gon archives, papiel pa janm fini, enben lèl vin diw konsa chak sak plante a se pam ki pi bon , chak sak plante se pam ki pi bon, law vin fayit ou pa konn saw dwe fè. Eskew konprann ?

exception de zone; j'ai l'habitude de me rendre un peu plus haut, on trouve quelques moustiques. Mais nous, on constate que ce qui fait qu'il y a le plus de moustiques qui nous causent des problèmes : regarde ce canal, regarde dans quelle situation nous sommes. Mon mari et moi, nous n'en pouvons plus. On achète des râteaux, on ramasse les immondices, jusqu'à ce qu'on en sache quoi faire d'autre<sup>164</sup> »

Sylvain enchaîne qu'il devrait y avoir des infrastructures pour les jeunes à la Cité. Ce serait, selon lui, une marque de reconnaissance. En effet, je n'ai vu dans la Cité aucun terrain de jeu. À l'extrémité du canal Bréa, des enfants jouent au soccer avec des ballons fabriqués avec de vieilles chaussettes qu'ils ont bourrées de plastique et d'autres détritrus. Il n'y a pas de bibliothèque, aucune structure de récréation pour les jeunes.

« Par exemple, à Cité de l'Éternel, on devrait avoir un terrain de basket, un terrain de football, avez-vous compris ? Il devrait y avoir une place publique, des écrans de télévision publics pour nous amuser. On est arrivé à un stade où l'on ne voit pas ce qui peut vous plaire dans ce pays. Même quand il y en avait vraiment, on n'en a pas besoin<sup>165</sup> »

En référence au déni de reconnaissance de la population de la part de l'État, Marc-André, en lien avec l'affirmation de Sarafina, l'assimile à celle d'un père qui met des enfants au monde sans assumer ses responsabilités.

« C'est comme, je vous dirais, quelqu'un qui a donné naissance à des enfants, il sait que ce sont ses enfants à lui, il ne leur donne pas d'acte de naissance, il ne paie pas leurs scolarités. Il se contente de dire seulement : ah ! J'ai trois enfants, j'en ai quatre. Je ne sais pas si vous comprenez. Il a engendré des enfants, il ne les reconnaît pas<sup>166</sup> ».

Selon Sylvain, il est difficile que l'État sache que la population de la Cité existe, parce qu'il ne dispose d'aucun moyen pour cela. L'État, selon le répondant, ne peut pas savoir combien y a-t-il de gens qui meurent ou non dans cet espace car il ne fait pas d'enquête là-dessus. Selon Sylvain, « l'État sait que nous y sommes mais il ne croit pas que nous y sommes vraiment<sup>167</sup> ». En d'autres termes, l'État serait seulement informé de l'établissement de ces populations.

<sup>164</sup> Nou pa jwi privilège Leta, par exemple nap vivi nan cite a, pa gen lise, li pa gen lise, li pa gen lekol leta amndan cite a pou nou. Nou pa gen yon sant Leta mete pou nou andan site-a, lopital, nou pa gen lopital ladanl, ki se lopital leta. M pa wè anyen Leta, menm on biwo, yo bagay, nou pa wè ki concerné a Leta ladanl. Sa vle m pa ka di Léta ap panse avèk nou. Gadon situation nap viv. Les soirs m ka dormi non. Malgré marengwen an li pa fè exception de zone, m konn al monte bie ro la-a, konn jwenn kèk ti grenn. Men mwen menm, nou cvin konstate sak plis fè moustoksa yo ap ban nou problèm, men gade kanal, gade eta nou, m bouke, marim bouke achte rato, m brote fatra pase sam pa konnen nan rigol sa-a lè nap nettoyel

<sup>165</sup> Tankou anndan cite de l'éternel la a, ou te dwe gen teren basket, ou te dwe gen teren football, ou konprann, ou te dwe gen plas, ou te dwe jwen n ekran pou distrew, pou amusew. Epi ou vin rive nan yon dernier kounye-a ou pa wè sa ki kafèw plezi nan peyi-a. Menm kan ta genyen yo vre, bon ou pa besoin yo.

<sup>166</sup> Son moun tankoum ta di, moun nan li fè pitit, li fè pitit la oui, menl konenn se pitit li oui, li pa bali acte de naissance, li pa peye lekol pou li, se selman li di ah m gen 3 pitit oui, m gen 4 pitit, m pa konn sou konprann li fè pitit la men li pa rekonèt li.

<sup>167</sup> Voilà, li konenn nou la, menl pa kwè ke nou la vre

«Ah non! Mon cher. Comment l'État peut-il savoir qu'on est là, qu'on n'est pas mort? Qui lui dit qu'on vit où qu'on ne vit pas? Quelle recherche a été faite? Vous avez compris? Quelle recherche? Par exemple, depuis que je vis ici, il n'y a jamais eu un bon recensement. Ces gens là qu'on appelle des statisticiens, je ne sais pas ce qu'ils font<sup>168</sup>»

En somme, plusieurs arguments sont évoqués, pour dire que l'État ne reconnaît pas la population de la Cité. Ils vont de la fraude de la part de certains agents de l'administration publique en passant par l'absence de services publics étatiques jusqu'à l'absence de recherche par des statisticiens pour que l'État soit vraiment imbu des conditions de vie de la population et offre des services. Par rapport à ce dernier argument, il convient de faire remarquer qu'il est difficile d'obtenir des informations sur les bidonvilles à Port-au-Prince comme dans le reste du pays, surtout s'il s'agit d'indicateurs socio-économiques ou bien de données relatives aux conditions de vie. En ce sens, Cité de l'Éternel est peut-être une zone privilégiée, car on peut quand même trouver quelques informations sur ce bidonville à cause de plusieurs projets réalisés par les ONG et quelques recherches cités dans les pages antérieures où ce bidonville fait partie de l'échantillon choisi.

### 10.3 La reconnaissance par les politiciens

La question de la reconnaissance de la Cité n'est pas abordée seulement par rapport à l'État. Après avoir présenté la façon dont les personnes interviewées perçoivent la reconnaissance par l'État de la population, est analysé dans cette section comment elles considèrent la reconnaissance de la part des politiciens. Auparavant, l'accent est mis notamment sur deux aspects de la reconnaissance par l'État : d'une part, la reconnaissance au plan légal et administratif, c'est-à-dire que les citoyens de la Cité possèdent leur carte d'identification nationale, que la plupart d'entre eux paient ou non leurs impôts locatifs, qu'après plus de vingt ans d'établissement dans un quartier, les populations ne pouvaient être que reconnues par l'État. D'autre part, en ce qui concerne les services, entre autres, les services sociaux de base ou bien la sécurité, l'État les ignorerait.

Par rapport aux politiciens les interviewés, prennent comme un symbole de reconnaissance le fait que ceux-ci viennent faire campagne dans leur quartier, mais ils

---

<sup>168</sup> A non mon cher. Sak dil sou mouri ak souw pa mouri. Sak dil sou wap viv ak siw pap viv? Ki recherche ? ou konprann? Ki recherche. Tankou mwwen m depim nan zone nan, m pa janm wè gen yon bon recensement non.Moun sa yo kouman yo rele yo a. Sta ki sa sa



sont très critiques vis-à-vis d'eux par rapport à leurs attitudes après les élections. Autant les politiciens qui sont élus que ceux qui ne le sont pas, personne ne revient à la Cité, se plaignent-ils, après les élections. Ces politiciens sont principalement des candidats aux postes de député, de sénateur, de délégué et de Maire. Des candidats à la présidence, on n'en parle même pas, puisqu'ils ne se présentent jamais à la Cité. Une des personnes interviewées distingue d'ailleurs trois catégories de candidats qui font campagne à la Cité au moment des élections : des candidats membres de la communauté qui s'asseyent avec les gens pour discuter des problèmes; des candidats représentants des partis politiques dont les partis leur demandent de rendre visite à la population au moment de la campagne électorale; et des candidats qui ne veulent pas mettre les pieds dans le bidonville comme, par exemple, des candidats à la présidence. Ils envoient parfois leurs représentants parler à la population. Ces candidats ont leur manière propre de faire campagne auprès de la population.

« Il y en a qui viennent ici, c'est-à-dire, il y a un membre de son parti résidant ici qui l'a invité à venir dans la zone. Avant son arrivée dans la zone, ce membre fait des invitations aux membres de la communauté à participer à une réunion du candidat en question. Il nous dit, qu'il y a tel député ou tel magistrat qui va venir ici, il voudrait que nous participions à la réunion. Alors, nous faisons le déplacement pour aller écouter ce que nous dira le candidat <sup>169</sup>»

Il faut souligner que dans la Cité, il n'y a pas de représentation des partis politiques. Tout au long de mon enquête, je n'ai remarqué aucun bureau des partis qui venaient de participer l'année précédente aux compétitions électorales. Cependant, certains responsables d'association de quartier ont eu dans le passé des liens avec des candidats ou bien ont été eux-mêmes membres de formations politiques. André a travaillé à la Mairie de Port-au-Prince et a perdu son emploi à la Société nationale du parc industriel (SONAPI)

« Moi, j'étais délégué à la Mairie sous l'administration d'Emmanuel Charlemagne. Le Maire avait entendu parler de moi comme un militant très populaire. Il a dit qu'il voulait m'avoir avec lui. Il faut le dire, je travaillais à la SONAPI, j'étais avec madame Y. quand eut lieu le coup d'État contre Aristide qu'on a appelé kidnapping. On m'a accusé d'être membre du parti «Fanmi Lavalas<sup>170</sup>», un lavalassien, ces (sales gens de Lavalas)... on m'a révoqué<sup>171</sup> »

<sup>169</sup> Wi gen kandida ki konn vini. Lè kandida-a vini, sa vle di gen w moun kifè pati politik li a ki konn envite l pou l vini nan zòn kote l ye a. Kounye a lè l vin nan zòn nan, kounye a anvan ke l vini menm moun sa-a li mache di moun nan zòn kote l la li gen w reyinyon kap fèt la-a, gen tèt depite kap vini, oubyen tèt majistra kap vini, li ta renmen nou la nan reyinyon an. Nou menm menm kòm li di nou sa, nou menm nou deplase nal tandè ki sa lap di nou.

<sup>170</sup> Nom du parti politique fondé par le président Jean-Bertrand Aristide

<sup>171</sup> Mwen menm se te yon delege sou Mannno Chalmay. Manno Chalmay, li te tandè pale de Guy kòm yon ti malere ki te trè popilè, li di l ta renmen Guy sa-a FOK mwen diw m tap travay nan SONAPI, M TE Avek madan Y. lè yo te bay koudeta-a, ou kidnaping jan yo rele l la yo dim se manm lavalas sa yo, se moun lavalas sa yo, lavalas sal sa yo epi yo voyem ale

Diverses expressions, entre autres, « reconnaissance-business », «reconnaissance roue-libre», «reconnaissance partielle» sont utilisées pour qualifier les rapports de reconnaissance des politiciens avec la Cité. Les deux premières sont synonymes, c'est-à-dire au sens où le candidat est quelqu'un qui cherche à profiter d'une situation pour se faire élire. Leur façon de mener campagne dans ces milieux sont ainsi décrits.

Il n'y a pas de rencontres, de discussion de programme, ni de débats avec la population autour des problèmes auxquels font face les habitants. Les candidats veulent simplement avoir le vote de la population qui ne sait pas comment ils ont été désignés candidats, commente Alphonse.

« On entend simplement qu'ils sont candidats. Mais si un député ou bien un délégué, n'importe quelle façon, je pense qu'il devrait s'asseoir avec nous pour qu'on se parle. Mais je n'ai jamais vu cela<sup>172</sup> »

Dans la même optique, Pierre Joseph affirme que dans le cadre de leur campagne, les candidats cherchent à distraire les citoyens en faisant jouer de la musique dans des haut-parleurs à la cité. Les gens viennent danser, écouter ce que le candidat a à leur dire et retournent chez eux.

« Eh bien pour mener campagne, ils viennent ici, font jouer de la musique à travers des haut-parleurs, choisissent quelques personnes pour former un petit groupe. Après la partie de musique, ils s'en vont. Leurs représentants vous disent : votez cette personne, c'est un des miens, votez untel<sup>173</sup>...»

Le candidat possède aussi ses courtiers qui cherchent à convaincre des citoyens de voter pour lui. De l'argent est donné aux courtiers pour distribuer à des votants. Selon Josué, il s'agit d'une opération commerciale où le candidat « n'apporte rien en venant chercher». Des posters du candidat et de l'argent sont distribués.

« Le candidat dispose de tous ses droits de venir dans la Cité. Qu'il pleuve, qu'il tonne, que la cité soit boueuse, il viendra quand même, il a besoin du peuple. Même s'il a une voiture, il viendra à pied il veut vous démontrer qu'il est un misérable comme vous. Il n'est pas vraiment un misérable. Le candidat a besoin, donc, il est à la recherche de quelque chose. Il faut qu'il vienne. Quand il vient faire campagne, il ne nous apporte rien, il vient chercher. Il peut distribuer beaucoup de papiers dans la Cité. Par exemple, il peut donner 2 500 gourdes à quelqu'un avec un lot de papiers. Il peut distribuer des billets de 50 gourdes à bien des gens ».

<sup>172</sup> Bon yon portion. Sak fèm ka diw yon portion, gen de depute se tande ou tande yo, ou pa janm wè yo antre anndan isit la vin visite nou paske ou tande yo poze kandida. Men si on depute ou swa yo delegue kijan, nenpòt ki jan m kwè fòk ou ta gen yon chita pale ansanm avek nou. Men m pa konnn nan sa fasil

<sup>173</sup> En ben bon yo Mennen kanpay, yo vin la-a yo mete de mizik, yo pran de trois moun, yo fon ti group moun, yo fon ti mizik la-a yale. Epi moun nan relew lin diw oo moun a-a se moun pam oui, vote entel. SE moun pam oui vote entel, se moun pam oui vote entel

C'est dans ce sens que Pierre Joseph qualifie la reconnaissance de la part des politiciens de reconnaissance «roue-libre<sup>174</sup>» (free-rider). La «roue-libre» est la situation de la population; ils cherchent à profiter de la misère des gens pour faire distribuer de l'argent, cherchant à sensibiliser ainsi les citoyens à voter pour eux.

«Ils ont besoin d'une «roue-libre» de la part du peuple. Mais ce peuple n'est pas imbécile, un jour ils apparaîtront, la bande de petits vicieux, ils ne trouveront pas son vote. Si je sais que vous êtes sérieux, je vais voter pour vous, mais après votre élection, si je vais vous voir, vous ne pouvez pas me recevoir, vos agents de sécurité m'empêchent, on me donne des coups de bâtons? J'ai voté pour vous, vous êtes avec moi, vous m'avez donné un badge en me demandant de vous aider, je vous ai aidé. Mais quand vous êtes élu, que vous soyez au parlement, à la Mairie, au palais national, quand je viens vous voir, je m'identifie en disant que c'est untel que vous avez engagé à tel endroit, ce n'est pas un garde avec un bâton et une arme qui devrait me recevoir<sup>175</sup>».

Les politiciens, selon ces répondants, ne respectent pas leur engagement vis-à-vis des personnes qui travaillent pour eux ainsi que par rapport à la population de la Cité. Leurs relations avec la Cité sont perçues comme un semblant de reconnaissance. Ils ne seraient pas des politiciens de parole. «Ils ne nous reconnaissent pas, ils nous font de fausses promesses». C'est ce qu'affirment Madame Jean et Madame Paul respectivement vendeuse ambulante de nourriture cuite et de détergent à la Cité et au Centre-ville de Port-au-Prince. Ce sont, selon elles, des menteurs qui promettent ce qu'ils ne feront pas. Après les élections, vous ne savez même pas où les trouver.

«Les candidats, quand ils viennent faire campagne, ils organisent des réunions, ils nous disent toujours qu'ils vont faire ceci, qu'ils vont faire cela. Tout le monde va voter. Maintenant, vous gardez l'espoir qu'ils vont vraiment faire quelque chose. Quand vous regardez, vous voyez qu'il ne s'est rien passé. C'est pour cela que beaucoup de gens se disent qu'ils ne vont pas voter. Ils sont découragés. Ils vous disent d'aller voter pour eux car ils vont voter une loi sur le crédit pour que nous puissions continuer nos activités commerciales. Ils demandent pour les gens qui ne travaillent pas pour ceux qui ne font pas de commerce, ils sont en quête d'information, ils vous demandent ce que vous faites, comment vous vivez. Vous, vous leur donnez des explications, pensant que lorsque vous leur expliquez votre problème, ils vont vous aider, mais vous n'obtenez rien<sup>176</sup>».

<sup>174</sup> En Haïti, l'expression roue-libre pourrait se traduire par free-rider, c'est-à-dire des gens qui ne travaillent pas pour mériter quelque chose et qui l'en profitent sans scrupule. On les appelle aussi des profiteurs.

<sup>175</sup> S roulib yo besoin pran. Pou pep la bayo roulib. Men pep la ap gen konesans on jou yap paret, yon paket ti visye, yo pap jwenn moun al vote. Paske sim konnen w serieu mal votew, men lèm rive kotew se pa kout baton poum pran eske se pa sa. M fin votew mavèk ou ou vin la-a ou banm badge ou ban ceci ou di edew. Mwen edew. Men lèw rive, kew tal nan palman an kel te nan palais kew te nan meri ou te on kote, men lèm parèt fòm ka wèw, lèm diw se entel ou te tel kote. Koun ye a lè sa- menm neg ki nan barrière ya zam li nan men li ou pale m di oooh.

<sup>176</sup> Enben lè kandida yo vini, yo vin fè kanpay yo vreman yo fè reyinyon, yo toujou di di yap fè sesi, yap fè sela, ou menm menm yo jwenn tout moun al vote yo. Koun ye-a nou gen espwa yap fè vreman yap fè vre. Men lèw gade ou pa wè anyen ki regle. Se sak fè ganpil moun lèw wè yo fè eleksyon yo di yo pap al vote a. Sa vle di son dekourajman li genyen.

Yo toujou diw konsa apre ou fin vote yo pwal fè sesi yo pwal fè sela, yo pwal vote lajan pou ou fè komès, kote mounn ki pap travay, kote moun ki pap fè komès bagay, yap pretew lajan pou fè komès, yo toujou ap pran

Selon Sylvain, les candidats font semblant de reconnaître la population en cherchant à l'impressionner. Dès qu'approche la période électorale, ils sont prêts à tout pour donner l'impression à la population qu'ils sont avec elle. Le pays fonctionne comme ça, dit Sylvain. Dès que la campagne électorale s'ouvre, les candidats, pour la majorité, se mettent sous la bannière d'un parti politique et cherchent à conquérir des votes. C'est dans cette optique que la plupart d'entre eux, notamment ceux qui cherchent à se faire élire comme député, sénateur ou bien magistrat, mettent les pieds dans les bidonvilles, indépendamment de l'État d'insalubrité dans ces lieux.

« Mon cher, vous êtes du pays, vous connaissez très bien nos leaders politiques, nos candidats. Ils ont besoin de nous à l'approche des élections. Si vous leur demandez de mettre leurs pieds dans ces marécages, ils le feront sans hésiter. Mais dès que les élections finissent, ils sont élus dans leur gageure à costume ou bien dans leur paradis terrestre, ils oublient tout le monde. Ils ont une seule chose à dire aux votants : coupez le doigt que vous avez utilisé pour voter. Ils n'ont d'autre chose à vous dire<sup>177</sup> »

C'est dans ce sens que Sarafina affirme des candidats qu'ils sont des gens qui ne cherchent qu'à régler leurs propres affaires. Ils cherchent, dit-elle, à nous reconnaître, ils nous haranguent de belles paroles, mais rien ne se fait par la suite. Il s'agit d'une « reconnaissance-Business », une reconnaissance pour gérer leur pouvoir personnel, leurs affaires personnelles, mais pas pour nous.

« Oui, ils cherchent à nous reconnaître. Ils viennent nous voir, ils nous racontent des discours, nous font des promesses. Ils nous encouragent, mais rien de sérieux. Ils nous reconnaissent, mais c'est pour régler leurs affaires personnelles, pour gérer leur propre pouvoir. Mais ce n'est pas en notre intérêt<sup>178</sup> »

On ne peut pas dire que les candidats ne reconnaissent pas la population de la Cité ou encore la Cité comme étant un quartier constitué. Marc-André et d'autres dirigeants du Comité de gestion de la propreté à Cité Plus l'affirment. Mener campagne dans la Cité, selon eux, est un signe de la reconnaissance même de la Cité et de sa population. Cependant, par rapport à la finalité de cette reconnaissance, les gens interviewés n'y voient pas d'avantages pour eux. C'est, selon toutes les personnes interviewées, un moyen pour des candidats de chercher à tirer des profits personnels, une sorte de commerce, un business, un leurre pour les pauvres.

---

information, ki sa wap fè, kou manw viv, wap esplike yo. Men ou konnen lè wap esplike yo problèm nan koumanw viv, ou konnen son aide yap pote pou wou e poutan anyen.

<sup>177</sup> Mon cher, wap viv nan peyi, ou konnen lidè politik nou yo, kandida nou yo, yo besoin nou se kon eleksyon proche nan la veille election, ou met voyel fouré pyel nan marakaj sa-a pou ou la a pou al votel, li pwale. Men depi eleksyon fin fèt, yo fin eli, yo rive nan gageure costume yo, ou bien bien taba yo, ou bien nan paradis terrstre yo, bon yo bliye tout moun. Son sel parole yo gen pou diw : koupe dwèt ou tal vote yo a. Apre yo pa ganyen encore yo ta diw.

<sup>178</sup> Oui yo chache rekonet nou yo chache wè nou, yo ban nou parole, yo ankouraje nou an epi anyen ki sérieux Pou Biznis yo, pou yo jere propre pouvoir yo, affaires personneles men se pa pou nou.

Par rapport à l'État, les personnes interviewées parlent d'un double rapport avec la population. D'une part, l'État reconnaît les populations de la Cité au plan formel, c'est-à-dire parce qu'ils ont été comptés lors du dernier recensement ou bien parce que les enfants qui sont nés dans ces territoires possèdent un certificat de naissance attestant qu'ils sont nés dans la Cité. D'autre part, il n'y a pas de reconnaissance en termes d'offre de service. Par rapport aux politiciens, les répondants pensent que ce sont des gens qui ne respectent pas leurs promesses. Jusque là, j'ai abordé les rapports de reconnaissance de la population de la Cité avec l'État et des politiciens. Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, la population de la Cité se caractérise par son hétérogénéité tant du point de vue de l'espace habité que de la composition de la population en soi. Tenant compte de cette hétérogénéité et des informations collectées, il est nécessaire d'aborder les rapports de reconnaissance au sein même de la Cité.

#### **10.4 Les rapports de reconnaissance de la Cité : le regard porté sur l'autre**

À un niveau plus général, c'est-à-dire dans la presse et même dans l'opinion publique, les quartiers populaires sont perçus comme des zones de non-droit, de misère et de délinquance. De même, au sein même de la Cité, un discours stigmatisant est porté sur ces lieux. C'est une forme de reconnaissance vécue en tant que discrimination ou stigmatisation par la population. Elle est exprimée en ces termes par un répondant :

« Nous voulons dire ceci: quel que soit le média, avant qu'il fasse sortir un discrédit, il doit nous consulter. Parfois, quelqu'un annonce à la radio que le Bicentenaire est un repaire de voleurs, de gangs et de kidnappeurs. Cette information est généralisée, c'est-à-dire on nous met là-dedans. Ce ne sont pas des voleurs qui habitent ici, il y a beaucoup de gens ici qui viennent d'ailleurs. Il y en a qui sont des professionnels, comprenez-vous ce que je vous dis? Cela signifie que nous, on n'est pas là pour commettre ce genre de chose. Comprenez-vous ce que je vous dis? Donc, comme je vous le dis, il y a des cas qu'on enregistre ici, ils sont commis par des gens qui viennent d'ailleurs. Donc ils ont fini de commettre leur crime, ils viennent déposer le cadavre ici. Donc, puisque c'est ici qu'on le constate au bicentenaire, c'est à nous qu'on impute la responsabilité<sup>179</sup> »

Dans la Cité, selon que certains habitent dans des endroits sordides, mal famés, ou bien possèdent très peu de moyens de subsistance, en comparaison avec d'autres

<sup>179</sup> Sel bagay nou ta di ke, nap di tou kelkeswa medya kel ye a avan moun nan fè soti yon diskredi fòk li chache jwenn avek nou avan. Gen pafwa lè moun nan rete nan radio moun nan di bicentenaire son kote ki gade vòlò, se kote ki gade gang, son kote ki gade kidnapè, selman yo pranl yo jeneralizel, sa vle yo anglobe nou, yo la ge nou nan menm ka, Se pa vòlè ki abite isit la, ganpil moun kap viv la-a d'ailleur yo gen metye nan men yo, ou konprann sam vle diw, sa vle di ke nou pa la poun al fè jan de bagay sa yo. Ou konprann sam vle diw. Donk come mwen menm mwen diw gen de ka ki anrejistre se lot moun ki sot lot kote donk yo vin fè ak la piske yo lagel la-a, donk yo tou lage chay la sou nou.

personnes, ils sont reconnus par leurs pairs comme tels et sont victimes de préjugés. La discrimination véhiculée dans les médias dont des habitants se plaignent d'être victimes est reproduite par les propres victimes. Cette reproduction se fait sous différentes formes : dans les rapports quotidiens entre des gens; dans les discours des gens sur des parties de la Cité considérées comme dans un état critique eu égard aux conditions de vie.

Les gens qui habitent au centre de la Cité ou un peu plus proche du Boulevard Harry Truman regardent ceux d'à côté des deux ravines (Bréa et Bois-de-Chêne) et de la proximité de la mer avec les yeux d'un étranger. Ceux-ci sont reconnus comme des gens qui viennent de la province et qui sont, en tant que tel, responsables de la marginalité observée dans la Cité.

«On me dit que parmi tous ces gens, il y en a qui viennent de la province. Ils arrivent ici, ils n'ont pas de possibilité, ils cherchent des moyens, trouvant un petit morceau de terrain, ils ne se disent pas : bon, je vais attendre d'avoir des moyens pour faire une construction, il vaut mieux que je fasse un petit barrage en tôle juste pour avoir un endroit où dormir le soir, jusqu'à ce qu'il ait la possibilité d'acheter des matériaux pour faire une construction. Quand on y pense, beaucoup de maisons qui se construisent dans la Cité ont suivi cette trajectoire<sup>180</sup>. Les associations ne pensent pas à ces personnes, ou du moins, elles ne se souviennent pas encore d'elles. Elles n'ont pas encore mis des moyens en vue de les aider<sup>181</sup>»

Marc-André les voit du même œil. La Cité, selon lui, n'est pas vraiment une zone marginalisée. Ce sont les gens qui construisent des maisons sans une toilette ou bien des taudis qui font dire de la Cité qu'elle est une zone marginalisée. Cela est dû à un facteur principal : les ressources économiques. Il distingue, entre autres, plusieurs catégories de personnes se distinguant toutes par les moyens économiques dont ils disposent ou pas.

« À l'intérieur de la Cité on peut trouver trois à quatre catégories de personnes. Ceux qui habitent en avant réfléchissent d'une manière, ceux qui vivent au centre réfléchissent d'une certaine façon ; et ceux qui habitent en bas constituent une catégorie de personnes qui réfléchissent aussi d'une certaine manière<sup>182</sup>. Ceux qui vivent en bas (proche de la mer), cet endroit où tu observes des taudis, les gens qui y habitent ne possèdent rien du tout. Celui qui habite en avant peut

<sup>180</sup> Bon mwen menm m plis si se dè pèsòn ki kòmsi ki vin abite, kòmsi si yo jis jwenn ti espas tè la, yo fè mwayen. Paske yo di w tou moun nan gen soti an provens, li vini li pa gen posiblité, li chache yon mwayen li jwenn ti ka l tè-a li pa di m pwa l pèdi tanm poum chache mwayen pou m bati, vo mye ke l fè ti baraj ak tòl yo pou l dòmi. Apre jiskaske li gen posiblité lachte. Lè nap gade gen anpil kay ki konstwi, se konsa yo te koumanse oparavan, jiskaske yo arive vin de gran mezon.

<sup>181</sup> Bon sanble asosyasyon yo pafwa gen dwa pa reflechi a jan de moun sa yo. Oubyen yo poko sonje yo , yo poko fè dè mwayen pou yo mete yo, pou yo ede yo.

<sup>182</sup> Anndan Site ou ka jwenn 3 a 4 kategori moun kap viv ladan l. Ou pa wè moun ki devan yo se w seri de moun, se moun kap reflechi on jan, moun ki nan mitan yo se moun kap reflechi on jan epi moun ki pi ba yo se moun kap reflechi yon lòt jan.

avoir une maison avec étage ou bien en béton, il n'a que deux enfants, mais ceux qui habitent en bas et qui vivent dans des taudis ont entre 5 à 6 enfants<sup>183</sup>»

Les activités des associations ne s'étendent pas aux populations du bord de mer. Ces gens, dont la plupart viennent juste d'habiter ces conditions là, n'ont pas d'association de quartier et les individus n'adhèrent pas non plus à celles qui existent dans d'autres parties de la Cité. Jean-Pierre vit non loin du Boulevard Harry Truman. Il décrit en ces termes les conditions de vie des gens qui vivent proche de la mer :

« Quand tu vas plus bas, la façon dont les gens vivent... ils vivent ça et là, dans des conditions déplorables, parce que quand tu vas plus auprès de la mer, tu trouves des gens qui font leur besoin à même le sol, ou encore là où ils se couchent, c'est là qu'ils font leur besoin. Les gens qui vivent auprès des ravines vivent aussi dans des conditions déplorables. Ce sont pas des gens qui ont des possibilités<sup>184</sup>»

Le regard porté sur la population proche de la mer et des ravines est pareil au regard du «sédentaire», du «citoyen de souche» sur l'autre en tant qu'étranger, en tant que vulnérable et pauvre, en tant qu'immigrant provenant de la campagne ou de la province. Celui qui porte un tel regard sur des populations avec qui il partage le même espace de vie est à son tour ainsi perçu par des gens qui vivent soit dans d'autres zones où les conditions de vie sont meilleures, soit dans des quartiers résidentiels. Les discours et les préjugés sur les bidonvilles circulent dans la sphère de l'opinion publique, particulièrement dans les médias. On a l'impression qu'ils sont intériorisés par les habitants de ces territoires qui les reproduisent à leur tour à l'égard de leurs pairs se trouvant dans des situations pires que les leurs.

Souvent des querelles éclatent entre des habitants vivant proches de la ravine Bois-de-Chêne et d'autres personnes dont les résidences se situent un peu plus loin. Ces querelles sont dues au fait que ceux qui habitent plus proche de la ravine l'utilisent pour jeter leurs ordures tandis que ceux qui y sont proches s'opposent à cette pratique, leur domicile étant seulement à quelques mètres de la Ravine. C'est comme si on déversait les déchets dans leur petite cour. Ces gens se font traiter d'ordures ou bien de « moun sou kanal» (gens du canal) qui est pour eux une grave offense, vu l'État de ce canal.

<sup>183</sup> On moun ki gen posiblité li pa pral achte tè anba-a non lap achte tè devan-an. Lè l fè w kay li wè l gen posiblité pou l mete chanmòt sou li, lè sa-a lap wè moun ki gen mwayen nan men l lan se devan an li rete. Se sak fè nou di Site Deletènèl se plizyè kategori moun ki gen ladan l, ou konprann ? Sa vle di wap gade menm moun ki rete devan an, li gen dwa genyen, sa map di w la ou pwa l verifye l avèm nenpòt lè, moun ki rete devan an ki gen bèl kay swal gen chanmòt oubyen dal beton an wap wè l gen dwa gen 2 timoun nan kay la. Kon sa tou moun ki anba-a tou ki rete bò lanmè ki gen ti kay bagay, wap wè l anndan kay li ye atè a wap wè l gen 5 a 6 moun ladan l.

<sup>184</sup> Men nan Site a gen moun kap byen viv, kap byen manje alèz. Men li gen de pèsòn ki konplètman demini. Paske lè w voye desann piba. Fason moun sa yo ap viv, yap viv sa et la ki gen kay, yap viv nan eta deplorab, paske lè w desann pi ba-a ou jwenn dè timoun kote ke yo fè bezwen yo se la ke yo dòmi tou. Bon moun bò ravin yo ap viv nan eta deplorab osi. Men sa pa di otan dè pèsòn ki gen yon posiblité.

Cela provoque bien des frustrations. Selon Ana, il y a sûrement une différence entre des gens qui vivent à proximité du canal et ceux qui habitent en avant ou loin de ce canal :

« Ce n'est pas un endroit où un être humain devrait habiter. Cela concerne notre condition d'existence même. D'ailleurs, il y a des gens qui habitent à l'avant et qui sortent de là pour venir jeter leurs vidanges devant ma maison. Tu leur dis : ce sont des êtres humains qui habitent ici, vous ne pouvez pas vider vos vidanges ici, avancez donc pour jeter ça un peu plus devant. Ils vous répondent : nous, on n'habite pas à côté du canal. Cela veut dire que toi, qui habites près du canal, tu es une bête, tu dois accepter ce qu'ils te font. Si tu habitais un peu plus haut, on te respecterait, car ta maison serait fermée, tu as une barrière. S'ils veulent entrer, ils doivent frapper. À ce moment là, tu serais respectée, mais puisque tu habites ici, eux, ils habitent à l'avant, ils n'ont aucun respect pour toi<sup>185</sup> »

Ces rapports de voisinage semblent être déterminés par la position occupée dans le territoire et par les moyens dont on dispose pour s'approprier tel espace au lieu de tel autre dans un même territoire. Selon Ana, si sa maison avait été construite près du boulevard, il mériterait le respect de ses pairs, mais puisqu'elle vit près du canal, elle est considérée, selon elle, comme une bête. Dans ce cas, on dirait que ce sont les moyens dont on dispose qui déterminent son estime vis-à-vis de ses pairs. Au sein même de la Cité, les inégalités transcendent les rapports de reconnaissance.

### 10.5 Inégalités et reconnaissance dans la Cité

Des personnes interviewées se plaignent du fait qu'on n'accorde pas d'importance à ce qu'ils disent ou à ce qu'ils veulent. Ces reproches sont adressés directement aux dirigeants des associations. Ils ne participeraient pas à égalité avec les autres membres des associations dans les décisions qui se prennent dans la Cité. Même en ce qui concerne la réalisation des projets, ces gens pensent qu'ils sont toujours mis à l'écart. On se rappelle que dans le chapitre précédent, ces gens parlaient de masse et élite par rapport à l'endroit où les projets se réalisaient. Ils se considéraient comme faisant partie de la masse puisque les projets n'arrivaient pas dans leur lieu de résidence. Ici, ils se plaignent de ne pas être reconnus comme égaux aux autres dans la prise de parole sur ce qui se fait dans la Cité. Nous, les malheureux, dit Alphonse

« Comme vous le savez, nous comme malheureux, ils ne nous écouteront pas. Ils écouteront les grandes têtes, mais nous comme malheureux, on ne tiendra pas

<sup>185</sup> Kote sa-a pa yon kote pou moun rete. Sa vle di se selon jan wap viv la. Bon d'ailleurs gen moun ki sot devan an ki vin jete fatra la-a. Li diw enben chéri se moun ki rete la-a, fòw avanse pidevan wal jetel. Li reponn ou m pa rete bò kanal, sa vle di ou menm ki rete bò kalanl la son bèt ou ye. Ou ka resevwal jan yo fèl la. Siw te rete piwo yo tap respèkew, kay ou ferme, barrière si yap antre se frape pou yo frape, koun ye a ou tap gen respém men juste se la w rete a yo menm yo rete pi devan ou pa gen respe pou yo.



compte de nos revendications, parce que comme vous le savez, quand vous êtes malheureux, vous n'avez pas la voix au chapitre<sup>186</sup> »

Ces malheureux, en fonction des moyens dont ils disposent, ne peuvent se procurer un terrain que dans la Cité pour construire leur logement. Les prix sont trop élevés dans des zones résidentielles. Autrement dit, ce sont ceux qui disposent de peu de ressources économiques ou qui n'en ont presque pas qui habitent dans la Cité. Cité de l'Éternel serait peuplée de cette catégorie de gens qui ont un accès différencié aux ressources économiques en comparaison avec d'autres groupes sociaux qui vivent dans des quartiers huppés ou dans des zones résidentielles de classe. André le confirme :

« Nous ne pouvons pas faire l'acquisition d'un terrain à Péguy-Ville qui coûte 250 à 300 mille gourdes. On se résigne, chaque jour on épargne quelques sous, et quand la maison s'effondre à un point tel où l'on ne peut pas y accéder, on défait la toiture, on achète des blocs en béton, on fait un autre étage. Ainsi va la vie<sup>187</sup> »

Cependant au sein de la Cité elle-même, ces inégalités sont reproduites. Tous les résidents de la Cité n'ont pas le même accès aux biens et aux ressources qui leur permettent de se distinguer et d'occuper certaines positions et de s'établir dans des espaces proportionnels aux ressources qu'ils disposent. C'est ce qui ressort de plusieurs interviews réalisées dont je rapporte ici des fragments. Si les bidonvilles sont la conséquence des rapports sociaux inégalitaires dans une perspective plus globale, les rapports entre les habitants de ces milieux de vie sont structurés par les inégalités sociales. Les groupes sociaux et les acteurs individuels dans le territoire de la Cité se reconnaissent mutuellement en tant que tels. Ils s'excluent mutuellement tant au niveau des relations sociales qu'au plan des rapports spatiaux.

Josué essaie de justifier la raison pour laquelle il vit dans une maison faite à partir de tôles rouillées et de petites gaules de bois, sans cuisine, sans salle de bain, sans mobilier, rien que deux lits dans de petites chambres dont l'une est occupée par sa sœur qui allaite un bébé. Il n'a pas d'argent pour acheter les matériaux de construction, dit-il.

« Une maison normale se construit peu à peu, c'est-à-dire le passage d'un taudis à une maison normale. Le camion de pierres coûte 2750 gourdes. Je n'ai pas de possibilité de l'acheter. En plus je dois payer 250 à 300 gourdes à quelqu'un pour charger le camion. Donc, il peut me coûter 3 050 gourdes. C'est de l'argent pour lequel je dois travailler. Ainsi, si je l'achète, je le fais décharger à côté du taudis. Le camion de sable coûte 2 500 gourdes, je vais payer 250 à 300 gourdes

<sup>186</sup> Paske w ou konnen, nou menm kòm se malere nou ye, yo gen dwa pa tandè nou, yo ka tandè yon gran tèt, men nou menm poutan kòm malere yo pa pran paròl nou an. Paske w konnen depi se malere w ye ou pa gen la vwa o chapit.

<sup>187</sup> Nou pa ka al achte yon teren Peguy Ville, nan 50 a 60 mil dollars, noblije reziyen nou, chak kay la vini nou sanble ti kòb epi lè l vin ba, ba, nou pa ka pasan ba l, nou kraze twati sa-a epi de grenn blok anlè ankò, se konsa bagay la ye.

pour qu'on me lève le sable, donc il peut me coûter 2 800 gourdes. Déjà ça me fait plus de 5 000 gourdes. Donc je sais que c'est peu à peu que je parviendrai à le faire, le sac de ciment coûte plus de 200 gourdes, je ne connais pas le prix de la barre de fer. C'est à moi de travailler pour acheter tout cela. Deuxièmement, j'avais déjà eu des enfants, je ne veux pas que mes enfants dorment dans la rue. Je dois les éduquer, je paie les scolarités. J'ai des enfants. Maintenant je n'ai pas de capacité de le faire. Mais je sais qu'un jour je dois travailler pour le faire<sup>188</sup>»

En effet, les conditions de vie des gens qui vivent proche de la mer et des ravines Bréa et Bois-de-chêne sont pires que celles des gens qui habitent au centre de la Cité, dans des endroits où se sont développés quelques projets de pavage des corridors et de construction de quelques toilettes. Sauf au haut du canal Bréa proche du boulevard Jean-Jacques Dessalines où l'association dénommée GREJEM avait obtenu des fonds de l'Agence Américaine pour le développement international (USAID) et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour paver quelques corridors et où GRET avait fait construire une borne-fontaine, les conditions de vie de la population ne sont pas aussi déplorables que celle des gens d'en bas. L'accès à l'eau potable se fait plus rapidement, les corridors ne sont pas remplis de boue après la pluie.

Il ressort de ces considérations que les rapports de reconnaissance entre les habitants de la Cité sont déterminés par les moyens dont ils disposent pour s'établir dans tel espace du territoire. Il en est de même pour la participation de certains individus aux projets qui sont exécutés dans divers endroits de la Cité. À l'instar des individus qui entretiennent ces rapports de reconnaissance entre eux, entre les ONG et les associations de la Cité il se développe aussi des rapports structurés autour de la question de reconnaissance. Dans la section suivante est analysée la façon dont ces associations se font reconnaître et développement des rapports avec les ONG et les ECDI.

### 10.5.1 La reconnaissance publique des associations de la Cité

L'existence des associations de la Cité est régie par un ensemble de principes adoptés par le Ministère des affaires sociales et du travail (MAST). Selon le document du MAST, pour être reconnue légalement, une association de base doit présenter les documents suivants : des statuts ou; règlements de l'association; le procès-verbal, ou le

<sup>188</sup> . Pezape, sa vle di lè nou fin fè ti kay tòn la, kamyon ròch la vann 550 dola. E kapasite n pa kafèl m pwal peye on moun 50 a 60 dola leve l. Li gen dwa koute m 610 dola, lajan sa-a se w bagay m pwal travay pou li. La-a m ka achtel m metel bò kote kay la. kamyon sab la vann 500 dola m pwal peye 50 a 60 dola leve l, li gen dwa Kotte m 560 dola, sa vle di sa-a gen tan ap fèm yon mil san konbyen dola. La sa vle di ke m konnen se pezape, sak siman vann 40 konbe dola, ba fè bon m pa konn pri l, e mwen menm se mwen kap travay pou li. Dezyèman m te gen tan gen pitit , m pat vle pitit la dòmi nan lari em te gen dwa vle fè levasyon l, map peye lekòl, m gen pitit, koun ye a la-a m pa gen kapasite pou m fèl , menm konnen on jou kanmenm map travay pou m fèl

compte-rendu de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise de fonder l'association en question; l'acte constitutif contenant les noms des membres fondateurs de l'association ainsi que le nom de celle-ci et une lettre d'intention justifiant les motifs de la formation de l'association et des frais de 600 gourdes. Tous les membres du comité directeur de l'association doivent être à leur tour reconnus comme des citoyens possédant leur carte d'identité fiscale délivrée par la Direction générale des Impôts (DGI). Ayant été reconnues par le Ministère des Affaires sociales et du travail (MAST), ces associations peuvent entreprendre des démarches auprès des ONG en vue d'obtenir du financement pour leurs projets. Le comité pour la gestion de la pauvreté à Cité Plus est reconnu par l'État, dit Richard, président de ce comité. C'est en vertu de cette reconnaissance que les démarches ont été faites pour rentrer l'eau, l'électricité et d'autres services collectifs.

« Oui le comité est reconnu par l'État, à travers le Ministère des Affaires sociales. C'est en vertu de cette reconnaissance que nous avons obtenu l'autorisation de la part de CAMEP à desservir la population en eau potable, que nous pouvons nous rendre à la Direction Générale des Impôts pour nous acquitter de nos dettes, que nous pouvons nous rendre aussi à l'EDH. C'est en vertu de cette reconnaissance que nous avons pu réaliser un ensemble d'activités <sup>189</sup>»

Il en est de même pour les neuf organisations de Cité de l'Éternel dont parle Marc-André. La plupart des organisations, dit-il, ont une reconnaissance légale et pour avoir cette reconnaissance, il faut remplir un ensemble de formulaires délivrés par le Ministère. La reconnaissance des associations est procédurale. D'abord, il faut la formation de l'association c'est-à-dire, qu'il y a des gens se reconnaissant réciproquement comme membres de la communauté ou d'une partie de la Cité, qui s'associent et forment un comité ou une organisation auxquels ils donnent un nom. Ils préparent les documents exigés par le Ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) joints avec les frais exigés et font une demande de reconnaissance auprès dudit Ministère. Généralement, ils attendent plus d'un mois avant d'obtenir le permis de fonctionnement qui est en quelque sorte leur certificat de reconnaissance légale. Le dirigeant de l'association se distingue des autres membres, ayant été reconnu comme quelqu'un qui possède des talents pour parler au nom de la communauté ou du groupe qu'il représente. Il préside un comité qui l'autorise à entreprendre des démarches soit auprès de certains ministères du gouvernement, soit auprès de certaines organisations non gouvernementales (ONG). Parfois, ces démarches se font aussi auprès d'un

<sup>189</sup> Wi, komite a gen yon rekonesans pa Leta, pa Afê sosyal. Se avèk rekonesans yo ki fè ke nou gen otorizasyon nou ka ale nan CAMEP nou ka ale nan DGI nou ka ale EDH. Se avèk rekonesans legal komite a ki fè nou kapab ranpli yon seri de aktivite.

parlementaire ou d'un dirigeant politique, qui lui, devra faire suivre les démarches de l'association auprès de certaines instances ou d'une ONG quelconque. Si les démarches aboutissent, le dirigeant et l'association en tirent doublement profit. La population est donc convoquée à participer à une réunion d'information sur les démarches qui ont été faites et sur la réalisation prochaine d'un projet donné. Jean-Robert explique la façon dont cela se fait :

« On entend de bouche à oreille que telle chose va se faire. Des réunions. On organise des réunions dans la zone parfois. Par exemple, il y a des comités qui fonctionnent ici. Le comité sort dans telle rue, il invite les gens qui résident dans sa zone. Ensuite s'il y a des gens qui habitent dans d'autres zones, il fait des invitations aux gens qui habitent dans son quartier. Maintenant, il peut y avoir une réunion où des gens sont présents. Mais ce n'est pas une réunion organisée où l'on invite tous les membres de la population. Avez-vous compris<sup>190</sup>? »

Ainsi, après la reconnaissance obtenue auprès du Ministère des Affaires sociales, le leader et son association parviennent à gagner la confiance et la reconnaissance de la part de la population qu'ils représentent. «Konbit Tèt Ansanm<sup>191</sup>» (KTA) est l'une des premières organisations qui a vu le jour dans la Cité sous la direction de Pierre, un des premiers habitants de la Cité. Après avoir formé cette organisation, nous dit-il, il a entrepris des démarches tant auprès des hommes politiques qu'auprès des ONG. Mais pour lui, les ONG remplacent l'État, qui vient prendre sans rien donner. Il cite, en exemple, leurs démarches au Ministère des travaux publics pour des travaux de drainage de la ravine Bois-de-Chêne. Les responsables leur ont dit de donner 25%, l'État donnerait le reste. Ils l'ont fait, mais l'État n'a rien donné, en retour. Néanmoins, il vante les bienfaits des ONG:

« J'ai reçu de la part d'une organisation adventiste dénommée ADRA des produits alimentaires, des accessoires pour fouiller et nettoyer des ruelles, ensuite j'ai entrepris des démarches auprès d'une organisation dénommée ASSODLO. C'est ainsi qu'on allait commencer par alimenter la population en eau potable ».

Quand le projet est exécuté dans la communauté, certains habitants trouvent du travail temporaire. Par exemple, dans le cadre de la construction du canal de drainage qui traverse la Cité, les responsables des organisations ont obtenu des fonds du CECI, un organisme de coopération canadien. Cela a permis de créer du boulot provisoire pour certains travailleurs. Avec la coopération canadienne, dit Pierre, on est arrivé à neuf

<sup>190</sup> Bon konn gen reunion ki konne fèt de zone en zone. Par exemple, on konnen gen plusieurs comités bò isit. La. Komite a gen dwa soti nan tel rue. Koun ye a li pran moun ki nan rue bò lakay li. Apre sa si gen moun ki abite nan lòt zò, li gen dwa parèt la-a li encite de twa moun nan zòn kote yo soti a. Koun ye a la-a li gen dwa di gon reunion la-a, li ta bien renmen kel la. Men se on reunion ki konn fèt pou di yon envite tout population an nan reunion an. Ou konprann

<sup>191</sup> Il se traduit du créole au français par «Comité de l'Union»

organisations : « les gens s'unissent pour faire les activités ensemble. Les travailleurs ont gagné 3 dollars américains par jour de salaire ».

Dans la recherche des fonds pour exécuter ces projets, des parlementaires sont parfois impliqués. Ils en profitent pour se créer un certain capital politique. Le parlementaire ou un candidat à un poste électif quelconque, en œuvrant pour que les démarches des groupes de base aboutissent, obtient en retour la confiance et la gratitude de la population. Il s'assure ainsi du vote éventuel de la population en sa faveur.

« Quelqu'un peut travailler durant deux semaines. Après cette période, on te renvoie pour recruter une autre équipe. Le travail consiste à ramasser les détritiques, à balayer. C'est ce qu'ils font toujours pour tous les projets qu'ils obtiennent aux dépens du canal<sup>192</sup>. Il y a même des candidats impliqués dans ces affaires. Ils ont créé ces genres de travail, vous avez compris ? Ils l'ont fait de façon à inciter les gens à voter en leur faveur. Si vous regardez bien cette terre, elle a une couverture de béton, c'est un de mes proches qui l'a fait. Il a des contacts avec des organisations. Il avait promis de faire couvrir tous les corridors ici. Il a promis, au cas où il serait élu de les recouvrir tous en béton. Il a dit que même s'il n'est pas élu, il le ferait, parce que son objectif était de couvrir en béton tous les corridors d'ici<sup>193</sup> »

Dans cette dynamique de la reconnaissance, candidats à des postes électifs, parlementaires élus, leaders des comités des quartiers cherchent, chacun à sa façon, à tirer des avantages comparatifs par rapport aux démarches entreprises auprès des instances données pour chercher à améliorer les conditions de vie d'une population vivant dans la précarité. Dans le cas de l'association créée, c'est une forme de reconnaissance d'utilité publique à partir de la base. Et pour des dirigeants politiques impliqués, la reconnaissance est d'abord la création de liens avec des gens de la Cité susceptibles de voter en leur faveur lors des compétitions électorales.

La dynamique de la reconnaissance se joue aussi entre les associations de quartier car elles collaborent pour gérer des services collectifs comme, par exemple, la gestion des bornes-fontaines dans la Cité. Il existe, selon Marc-André neuf associations légalement reconnues. Pour André, elles sont plutôt au nombre de 13, mais il y en a plus que cela. La reconnaissance mutuelle des associations est conditionnée, entre autres, par le permis de fonctionnement décerné par le Ministère des affaires sociales et du travail (MAST). Elles forment aussi un petit monde social avec ses règles de reconnaissance et de fonctionnement. Toute association qui ne possède pas son permis officiel ne peut pas

<sup>192</sup> Ou gen dwa parèt la-a ou fè de kenzèn apre de kenzèn nan yo metew atè yo pran yon lòt men se ranmanse fatra se bale, se sa yo yo toujou fè sou tout projet ke yo genyen aux depens de kanal la.

<sup>193</sup> Genyen menm ki te poze kandida pou nan affaire bagay eleksyon sa-a sak pa pase, yo te mete jan de travay sa yo tou, ou konprann, de quoi pou yo te jwenn manm nan population an al vote yo. Si wap gade a terre a la-a li betone, se on patnè ki te poze kandida pou delege, ki gen kontak on organization epi li te di lap fè tout koridò ki bò isit yo ki piblik, ou konprann, li di si ke li bon, lap fè yo, li pa bon lap toujou fè yo, paske objectif se fà tout koridò ki bò isit yo. Ou konprann.

intégrer le comité de gestion. La reconnaissance légale ne suffit pas cependant, il faut que l'association en question puisse obtenir le financement d'un projet quelconque, ainsi il acquiert l'estime de ses pairs et peut recruter plus de membres.

### 10.5.2 Reconnaissance de la population de la Cité vis-à-vis des ONG et de l'État

Jusqu'ici, on a vu que les associations de la Cité, quand il s'agit de trouver des solutions à des problèmes collectifs comme l'eau, l'assainissement, entre autres, se tournent vers des ONG. Mais en ce qui concerne l'autorisation de former et de faire fonctionner une association, c'est aux instances gouvernementales que les dirigeants s'adressent. Ceci traduit l'idée d'un double rapport entre ces populations et l'État. Les personnes interviewées perçoivent différemment les ONG et l'État quant aux projets réalisés en faveur de la population. Par rapport aux ONG, plusieurs expressions sont utilisées par des personnes interviewées pour exprimer leur gratitude. Ce sont entre autres : « elles ont fait des choses pour nous », « elles nous reconnaissent », « bonne reconnaissance ». Jacques, au sujet de la reconnaissance des ONG de la population dit,

« Pour les ONG c'est correct, parce qu'elles viennent nous aider. Je souhaite seulement que ceux qui ont commencé à nous aider continuent de le faire pour que nous puissions sortir de cette situation. Nous ne pouvons pas dire que l'État nous aide. Néanmoins, c'est par l'intermédiaire de l'État que les ONG sont venues investir ici<sup>194</sup> »

De son côté, Sarafina affirme que c'est une reconnaissance pour le bien-être. Elle n'envoie que des compliments pour ces organisations qui, selon elle, ont permis aux populations d'accéder à des soins de santé, d'envoyer leurs enfants dans une école communautaire, ont construit des fosses d'aisance pour certains foyers. Elle est reconnaissante envers les ONG.

« Oui, elles font des choses pour nous parce qu'elles nous donnent de l'eau potable, un centre de santé, même si nous devons dépenser un peu d'argent pour nous faire soigner dans le centre, quand même elles nous l'ont donné. Quand nos enfants sont malades, nous pouvons y aller en toute hâte afin de donner les premiers soins. Si le cas dépasse le personnel, on nous réfère à un autre endroit afin de faire soigner le malade. Regarde encore, nous n'avions pas de latrines, elles ont l'habitude de nous construire des latrines, bien que moi-même je n'avais pas bénéficié d'une construction – parce que j'avais déjà fait construire la mienne. Mais ça ne fait rien car un autre a trouvé. Dans la même rubrique des projets de toilette, par la suite, on nous a pavé des corridors. Ceux qui avaient déjà fait paver leurs corridors n'en

<sup>194</sup> ONG yo se oke paske se yo menm ki vini ki ede nou e m ta swete sa ki ede nou deja sak te koumanse ede nou pou yo ta kontiye ede nou ka soti nan situation sa-a. Paske nou pa ka di leta peyi nou an ap ede nou. Men si pa mwayen ONG yo ki vini vreman yo envesti

avaient pas bénéficié. Malheureusement, le projet s'est arrêté en cours de route. Je ne peux te dire pourquoi <sup>195</sup>»

Quant à Pierre, il abonde dans le même sens que Sarafina et Jacques tout en vantant les bienfaits des ONG. Premièrement, dit-il, il y a ASSODLO; cette ONG est arrivée en 1993, a construit un centre de santé et deux bornes-fontaines au profit de la population. Ensuite est arrivée une autre ONG dénommée CONCERN. Celle-ci a fait construire une école communautaire. Elle a fait aussi de l'assainissement en payant le drainage des canaux et en pavant certains corridors, elle avait fait construire deux logements sociaux. Après CONCERN, est arrivé le Groupe de recherche et d'échange technologique (GRET), qui est une ONG française. C'est elle qui a construit les huit autres bornes-fontaines.

«Oui, les ONG nous reconnaissent. Elles arrivent ici, elles travaillent avec nous, nous avons formé des comités, elles ont travaillé avec ces comités, elles travaillent avec tout le monde. <sup>196</sup> »

La gratitude de la population envers les ONG est fondée notamment sur les projets que ces institutions ont réalisés pour elle. Construction d'une école communautaire et d'un centre de santé publique, asphaltage de certaines ruelles, construction de toilettes, curage de canaux de drainage et construction d'un nouveau canal traversant le bidonville sont, entre autres, projets réalisés par ces institutions de concert avec les associations de base. Les répondants parlent de la reconnaissance par les ONG de la population parce que celles-ci leur ont fourni des services. Ils expriment à leur tour leur reconnaissance (leur gratitude) envers ce secteur. La population reconnaît ainsi les ONG comme étant des structures capables de lui fournir de l'aide pour trouver des réponses à des problèmes collectifs.

Vis-à-vis de l'État, les réactions sont différentes. Je ne les développerai pas ici, ayant déjà abordé ce thème au début du chapitre. Toutefois, je crois qu'il est nécessaire de signaler quelques opinions de personnes interviewées vis-à-vis de certaines interventions des autorités étatiques dans la Cité. De ce que font les instances publiques en faveur de la population, des interviewées retiennent deux : les interventions policières et la distribution de la nourriture. Par exemple, pour Josué, c'est l'unique

---

<sup>195</sup> Wi yo fè pou nou, paske yo ba nou dlo, yo ba nou yon sant, menm lè se ti kòb ou wap peye, men kan menm yo mete l la pou nou, lè pitit nou malad, nou gen dwa kouri la-a, nou gen tan bayo yon premye swen, epi ka-a pa pou yo, epi yo refere w yon lòt kote, pou na l pouswiv malad. Epi gadè ankò nou pat gen latrin, yo konn fè latrin pou nou byenke mwen menm mwen pat patisipe ladan l, m te gentan konstwi pam, men anpil lòt moun ki te patisipe, yo te jwenn. E nan menm zafè twalèt sa-a apre, nou te jwenn te gen w projè ki te vini gen m tap di w koridò, ki te pat benefisyè, yo gentan fèt, ou konprann? Yo rive nan wout, projè ya te vin rete l kanpe, m pa ka di w sak te koz, ki sak pat koz ki fè l kanpe

<sup>196</sup> Wi ONG yo rekonèt nou. Yo vini, yo bay lisans, yo wè yo, yale avèk yo, yo travay, nou fè de komite, yo travay avèk tout moun yo

façon pour l'État de mettre les pieds dans la Cité. Il ne connaît rien de l'État autre que la Police nationale :

« Qu'est-ce que je vois ici comme présence de l'État? C'est la police nationale, parce que la PNH n'a pas un endroit où elle ne peut pas entrer, surtout quand il y a des activités de délinquance. Mais comme je te parle de délinquance, quand les eaux du canal débordent et nous envahissent ici, je ne vois personne, aucun employé de l'État qui vient faire un constat. Cela signifie que moi je sais que l'État est là mais je ne vis pas de l'État. S'il y a du désordre ici, la police comme représentant de l'État débarquera, mais en ce qu'il s'agit d'aider la population, on ne trouve pas ça ici<sup>197</sup>»

Dans la même perspective, Madame Paul et Madame Jean soutiennent que l'État reconnaît la population de la Cité à partir des interventions policières. Selon elles, des policiers ainsi que des espions en civil viennent souvent enquêter dans le bidonville. Mais en ce qui concerne la reconnaissance des droits sociaux tels que l'alimentation, l'école publique et la santé, elles disent ne bénéficier de rien. D'après Fritz, c'est la même situation : la Cité ne connaît de l'État que la police « Partout, dans tous les recoins on trouve des policiers en civil ». Mais pour lui, « dès que quelqu'un habite dans un endroit donné, il est impossible que l'État ne le reconnaisse pas, parce que la présence policière est constante ».

Outre les interventions policières, les gens se souviennent aussi de l'époque où l'État faisait distribuer de la nourriture aux pauvres. On distribuait cette nourriture à des parents pour leurs enfants, dit Josué.

« C'était sous la présidence d'Aristide, on avait l'habitude de nous dire de nous présenter au Centre avec nos enfants. On ne savait pas distribuer des seaux de nourriture. On nous dit parfois qu'on va nous donner un peu d'huile, un peu de nourriture, des choses qui servent pour nos enfants. Parfois on nous apprend à préparer de la nourriture pour les petits. Mais depuis la chute d'Aristide, ces programmes ont été interrompus<sup>198</sup> »

Ana critique la façon dont se fait la distribution de nourriture. Il y aurait, selon elle, du favoritisme et un manque de respect des gens à qui cette nourriture est envoyée.

« Ils enregistrent ton nom, ils te disent Ok, te donnent un morceau de papier, te disent à quelle heure tu dois te rendre à tel endroit. Quand tu arrives, c'est le

<sup>197</sup> Ki sam wè kante la-a kòm Leta, se Polis Nasyonal, paske w konnen Polis Nasyonal pa gen kote li pap antre, men m pa wè on moun ke leta ap vin antre, kòm map pale w de deblozay, lè deblozman dlo fèt, m pa wè yon moun vin konstate, gen w bagay ki rele konsta, m pa wè yo vin fè l. Sa vle di kem konnen leta li menm, men se pa leta k fè m viv. Si gen w dezòd la-a, gen w arestasyon la a, kòm lapolis la se leta li ye, tankou pou leta-a aide nou, nou pa jwenn sa-a la-a.

<sup>198</sup> Bon ou konnen, sa vle di ke se sam te konn ap viv. Se sèlman nan sant sante a te konn genyen moun yo di w bon men tèl lè vin ap pitit ou depi w gen timoun, vin a timoun ou. Yo pa konn bay bokit manje, sa vle di ke moun nan di w lap ba w on ti lwil, lap baw on timanje, bagay ki ka vin pou timoun epi kèlke fwa tou yo konn chita la-a tou montre w kijan pou w prepare manje a pou timoun nan bagay. Men depi bagay sa yo fin pase, m pa viv sa yo ankò. Depi sa w sot di ya, depi yo fin kidnape a, m pa viv sa ankò.



népotisme. Ils placent des gardes de sécurité à l'entrée. On te dit : 'avance, madame, ou bien mets-toi dehors'. Ou bien on te dit : 'arrête, arrête, reste debout'. Toi, quand tu considères la façon dont on te traite, tu te dis que tu n'es pas un chien, tu abandonnes pour entrer chez toi<sup>199</sup>»

Outre les interventions policières et la distribution de produits alimentaires dans la Cité, les personnes interviewées affirment que la Cité ne bénéficie pas d'autre service de l'État. Parlant d'intervention policière, il ne s'agit pas de patrouiller dans le quartier mais d'intervenir pour rechercher des «présumés bandits». Parfois les policiers nationaux sont accompagnés des soldats de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Presque tous les autres services auxquels accèdent les gens de la Cité sont fournis par des ONG ou des entités de coopération au développement international (ECDI). Construire des bornes-fontaines, un centre de santé, une école communautaire, un canal de drainage, asphalter des ruelles dans la Cité, fouiller des fosses d'aisance pour certaines maisons sont entre autres services offerts par les ONG et les ECDI aux populations sans que l'État intervienne. La section qui suit décrit le processus qui a conduit à cette situation, c'est-à-dire en Haïti, l'État est parvenu à une phase où ce sont des ONG et des organismes de coopération qui offre des services à des secteurs de la population haïtienne.

---

<sup>199</sup> Yo make non w, yo di w oke, yo ba w on ti papyte, yo di w tèl lè ou pwa l nan tèl kote. Lè w rive ou jwenn li vrèman, men se moun pa, moun pa. Yo mete w chèf kanpe nan baryè a, epi ou menm ou pa ka antre. Yo gen dwa di w madanm avanse, avanse, mete w deyò. Oubyen yo di w kanpe, kanpe, kanpe. Lè w wè yo vin pouse w konsa, ou menm ou pa yon chen, saw fè ou vire do w ou vin lakay ou

## Conclusions

Presque toutes les personnes interviewées admettent que l'État reconnaît la population de la Cité, mais cette reconnaissance comporte deux dimensions. D'une part, elles évoquent des arguments pour faire valoir cette reconnaissance. En d'autres termes, elles font valoir ce qui attesterait légalement leur droit de rester sur les lieux envahis depuis environ deux décennies. Faisons remarquer que les populations vivant dans les Cité situées en bordure du quai de Port-au-Prince, particulièrement les habitants de Village de Dieu, de Cité Plus et de Cité de l'Éternel vivent constamment dans la crainte de leur expulsion par l'État de ces lieux jugés inappropriés pour construire des bidonvilles. Ainsi, au moment de cette enquête, chaque fois que j'abordais la question de la reconnaissance, elle était interprétée comme étant synonyme de reconnaissance légale et nos interviewés ne manquaient pas d'argument pour expliquer qu'ils étaient légalement reconnus comme population ayant le droit d'habiter ces lieux. D'autre part, quand j'ai soulevé la question des services publics offerts par l'État, d'autres expressions étaient utilisées. Ainsi, dans cette section, ont été présentés d'abord les arguments évoqués selon lesquels la Cité est légalement reconnue par l'État, ensuite ont été abordés les arguments contraires par rapport notamment aux services publics offerts ou non à la population.

Certaines personnes interviewées évoquent la discrimination dont ils sont victimes au niveau des médias, mais entre les habitants même de la cité, il se développe des rapports qui avoisinent la discrimination et la stigmatisation eu égard à l'endroit où l'on habite ou à ses possibilités économiques. Cette lutte comporte aussi une façade légale qui consiste à obtenir la reconnaissance des associations auprès de l'État en vue de fonctionner. Entre des ONG, organismes de coopération et des associations de base existent des rapports de reconnaissance fondés sur la dépendance des associations vis-à-vis des ONG et des associations. Quant à la population, selon les répondants, elle estime être légalement reconnue par l'État mais aux plans des services sociaux et du revenu, les interviewés parlent d'absence de l'État. Par rapport aux ONG, les personnes interviewées estiment que ce sont elles et les organismes de coopération qui les reconnaissent en termes de création du bien commun et de certains services sociaux comme l'éducation et la santé.

En effet, la formation de Cité de l'Éternel ainsi que sa reconnaissance par l'État et par des organisations non gouvernementales (ONG) est l'œuvre des habitants mêmes du bidonville à travers les associations formées. Ces associations se sont fait reconnaître

elles-mêmes auprès de Ministère des affaires sociales pour pouvoir entreprendre des démarches au nom de la Cité.

Par rapport à l'État, la création de l'association ainsi que le financement des projets constituent aussi une stratégie d'obtention de la reconnaissance de la Cité dans la perspective de lutte pour la reconnaissance légale. Comme l'ont affirmé quelques répondants, en donnant son feu vert pour que se réalisent des projets dans la Cité, en reconnaissant les associations comme des associations de la Cité, l'État ne saurait dire qu'il ne reconnaît pas la Cité. La population de la Cité, tout en cherchant à obtenir la reconnaissance, reconnaît aussi. Par exemple, elle reconnaît les ONG comme étant capables de les aider à réaliser leurs projets au profit de la population comme, par exemple, le projet de construction des bornes-fontaines. Ce faisant, elle méconnaît la capacité de l'État dans ce domaine. Dans ce sens, il y a un double rapport de reconnaissance des associations de base de la Cité avec l'État. D'une part, l'État est reconnu comme instance capable de reconnaître légalement leurs associations. D'autre part, il est reconnu aussi comme étant incapable d'offrir des biens et des services à la population. La population s'assure de la sécurité physique des lieux sans faire appel à l'État; après avoir formé des associations, des responsables n'interviennent pas non plus auprès de l'État pour obtenir le financement ou la réalisation de projets. Les gens n'attendent pas des services publics qu'ils fassent la topographie des lieux ou qu'ils donnent l'autorisation de construire. Indépendamment de l'État, cette population survit et prend des initiatives pour assurer sa reproduction sur ce territoire. La reconnaissance de la légitimité de l'État est ainsi mise en question par la population<sup>200</sup>

Outre les ONG et l'État, les populations font l'objet de reconnaissance par les politiciens, notamment des candidats à des postes électifs. Ils manifestent leur reconnaissance à l'égard de la population au moment des élections. Les populations ne leur font pas confiance. Cependant dans le cadre de leur stratégie de lutte pour la reconnaissance, certains de ces candidats, du temps où la Mairie voulait déloger les populations ont été sollicités afin d'intervenir auprès de la Mairie pour empêcher l'expulsion. Pour ce, certains dirigeants d'association ont fait campagne pour des candidats dont ils étaient convaincus qu'ils seraient élus. Après leur élection, ils ont utilisé leurs services auprès de la Mairie et d'autres institutions publiques comme la CAMEP et l'Électricité d'Haïti

---

<sup>200</sup> Ce point a été soulevé à plusieurs reprises par le Directeur de recherche

## **CHAPITRE 11. REGARD CRITIQUE DE LA POPULATION SUR LES ASSOCIATIONS, LES ONG, L'ÉTAT ET LA STIGMATISATION DE LA CITÉ**

On a vu comment les populations ont pu amener l'eau, l'électricité et réaliser des projets d'assainissement à la Cité de l'Éternel. Les associations de quartier ont joué un rôle fondamental dans ce processus. Sans la formation de ces associations, sans leur intervention auprès des ONG et des agences, les conditions de vie des populations seraient peut-être plus difficiles. Car, sans électricité, sans eau potable, vivant dans des maisons (pour la plupart des taudis) construites sur des terrains marécageux, insalubres et infestés de moustiques, l'espérance de vie à la naissance pourrait être très courte. Pourtant, bien des critiques sont formulées à l'encontre des associations, de l'État, des ONG et des agences par des membres de la population interviewés.

Ainsi, après avoir présenté la capacité d'action collective des populations pour amener des services collectifs dans la Cité, dans ce chapitre, je présente quelques critiques émises par des membres de la population. La capacité d'action collective est liée à la capacité des acteurs de comprendre et de faire usage de leur raison autour des questions qui les concernent. C'est pourquoi il est important, dans le cadre de l'analyse de la capacité d'action collective des populations, d'analyser aussi leur capacité critique. La critique formulée à partir de la base, c'est-à-dire la critique faite par ceux qui font l'expérience de la marginalisation peut être une critique sur les actions des populations elles-mêmes (une autocritique), une critique des réalisations des acteurs externes à la population mais qui ont une certaine incidence sur leurs conditions de vie. Étant donné que certaines critiques concernent surtout les projets réalisés, dans la première section de ce chapitre sont analysées les retombées des actions menées par les populations, c'est-à-dire les retombées des projets suite aux démarches entreprises soit auprès des ONG, soit auprès des agences de coopération. Dans la deuxième section sont présentées les critiques adressées à l'État, aux ONG et aux associations intervenant dans le bidonville.

### **11.1 Retombées des actions menées par les populations**

Les actions entreprises par la population de Cité de l'Éternel ne sont pas restées sans résultat. Elles ont permis à la population de trouver un espace où s'établir même si l'État ne lui offre pas de services. Cet espace est appelé Cité de l'Éternel, un quartier populaire que Goulet qualifie de bidonville de l'imaginaire (Goulet, 2004). Il est situé en bordure de la mer au sud de Village de Dieu, ci-devant Cité Liberté, et de la Ravine

Bois-de-Chêne. Cité de l'Éternel et Cité Plus sont classés avec Descayettes, Fort-National, Cité Stinfort comme des quartiers précaires faisant partie de la municipalité de Port-au-Prince (Mathon, 2005). Pour en arriver là, les populations ont dû négocier avec les autorités. Certaines personnes se sont même fait arrêter et emprisonner, mais elles ont persisté, jusqu'à leur établissement définitif dans ce quartier.

« Auparavant, les agents de la Mairie savaient débarquer ici, bastonnaient et arrêtaient des individus. Ils disent que nous sommes des voleurs de terres qui appartiennent à l'État. Mais que pouvons-nous faire? Nous ne pouvons pas travailler dans l'administration publique, nous ne pouvons pas acheter de terrain non plus. Parfois, les agents arrivent ici, ils se moquent de nous. Eh bien voilà ! Parce qu'ils réalisent avoir bastonné de trop les populations et qu'en dépit de cette répression les gens sont retournés au même endroit. Parfois, je ne sais pas si c'est de l'argent qu'ils veulent faire aux dépens de la population, ils ont besoin d'un peu d'argent. Ils arrivent ici, ils nous rançonnent et ils s'en vont. Il ne faut pas l'oublier, nous laisser ici sans nous donner des titres de propriété c'est comme un business. Cette semaine, il y a un groupe qui vient, il vous donne une chance, l'autre semaine, un autre groupe s'amène, il nous dit : « bon, vous n'avez pas le droit de vivre ici ». Vous l'appellez en aparté, vous lui donnez un peu d'argent, jusqu'à ce qu'il ne vienne plus nous embêter<sup>201</sup> »

Il n'y a jamais eu de confrontation publique entre les populations et les instances étatiques au sens de l'organisation des manifestations ou de l'érection des barricades. Les luttes ont été surtout des luttes stratégiques consistant à former des comités de quartier, à solliciter la reconnaissance de la part du Ministère des affaires sociales, à entreprendre des démarches auprès des instances non gouvernementales pour ramener certains services collectifs dans la Cité. Face à l'intervention des agents de la Mairie, il n'y a pas eu de confrontation mais plutôt des tentatives de corruption des agents de la mairie par certains propriétaires dans la Cité afin de rester sur les lieux. En d'autres termes, comme réaction aux interventions des forces policières, des membres de la population ont offert de l'argent pour ne pas être arrêtés ou délogés.

Grâce aux actions collectives menées, la Cité dispose d'environ une dizaine de bornes-fontaines où les gens peuvent accéder à des prix très bas (0,50 gourde le seau de 5 gallons) à l'eau potable. Verdeil affirme, en référence à ce projet d'alimentation en eau potable de la population de la Cité de l'Éternel, que c'est « de l'eau pour les

<sup>201</sup> Men ann di ke nou menm, ke nou pa jwenn rekonesans, paske se des bêtes lage, nou ce sont des éléments rebelles ki la-a. Parce que la Mairie ponkò janm defini, a travers section domaines, li ponkor janm vin apante sa nou gen la yo pou nou peye la commune, peye impot locatif, DGI.

Yo konn vin la-a, yo konn bat moun. Sak gen tan kouri, yo kouri, sa yo gentan pran tou yo mete nan machin yale avek li. Yo ba yo baton, yo di yo pa dwe nan vòlò tè Leta, men sepandan sa pou nou fè. Nou pa ka travay nan Leta, nou pa ka achte. Enben voila. Siw pa bay yon timoun manje, se visye poul fè. Se konsa lè Lameri yo konn ri, yo wè yo ban nou twop baton yo tounen, yo di bon oke nale, nou ba yo yon ti souf. Men parfois tou m pa konn si se lajan yo pran nan lib, yo konn besoin lajan, yo konn pran ti kob nan men nou tou, yo kite nou. Men pa bliye tou, en meme temps yo pran lan se tankou yon biznis. Semenn sa-a group sa-a te vini yo te baw chans, lot semenn yon lot group vini, yo di bon nou pa gen dwa rete la-a, epiw relel sou kote, ou bali yon bagay encore, jouskaske li paf è nou sa.

pauvres » où le seau de 20 litres coûte une gourde tandis que les habitants des autres quartiers où il n'y a pas ce système le paient six fois plus cher (Verdeil, 1999). C'était il y a longtemps déjà. Aujourd'hui le prix de l'eau reste à peu près le même mais dans des zones où il n'y a pas de bornes-fontaines, elle coûte jusqu'à 15 fois le prix vendu à Cité de l'Éternel. Les habitants de la Cité en sont fiers même si la plupart d'entre eux pensent que l'eau devrait être traitée ou bien que chaque foyer devrait disposer d'un robinet. C'est le cas par exemple de Sylvain qui croit que ce n'est pas correct de puiser de l'eau à partir d'un seau pour alimenter sa maison. Pour lui, l'eau est comme un luxe, car de son point de vue, on ne devrait pas avoir à acheter de l'eau dans des seaux pour 50 centimes.

« Oui, ils le paient 50 centimes de gourdes, mais comprenez bien, Supérieur, chacun devrait avoir un robinet à domicile. C'est seulement dans ce pays, en Haïti que les gens ramènent de l'eau à la maison à partir d'un bokit (un seau de 5 gallons) sur leur tête. Il y en a qui se font tuer en allant chercher de l'eau. Vous avez compris? Pendant que je vous le dis, je n'ai pas visité d'autre pays, mais je sens que dans d'autres pays les gens ne font pas les grimaces que nous faisons ici. Cela est dû au fait que depuis longtemps nous n'avons jamais eu de gens pour nous défendre. Chacun pour soi Dieu pour tous<sup>202</sup> ».

La coopération française en partenariat avec le gouvernement haïtien finance ce programme de construction de fontaines publiques pour alimenter les quartiers pauvres en eau potable. Verdeil a justement parlé d'eau pour les pauvres, et cela s'apparente bien à une forme de discrimination positive de concevoir un modèle spécifique d'approvisionnement en eau potable pour des populations spécifiques. Dans de nouveaux quartiers huppés ainsi que dans d'anciennes zones résidentielles, les maisons disposent d'un robinet même ou d'un réservoir afin de satisfaire ce besoin, mais dans les bidonvilles, particulièrement, les maisons sont approvisionnées à l'aide de brouettes chargées de seaux en plastique ou bien les enfants et les femmes la rapportent sur leur tête dans des récipients en plastique. André, pour sa part, affirme « Nous avons un certain soulagement du fait que nous avons accès à l'eau à partir de ces bornes-fontaines »

Outre l'eau, l'électricité, la construction d'un canal de drainage et l'asphaltage de certaines ruelles, la construction d'une école et d'un centre de santé communautaire, le curage de la ravine Bréa et du canal Bois-de-chêne figurent parmi les principaux

<sup>202</sup> Oui yo peyel 50 santim. Men aprann konnen superieur, chak moun te dwe gon bouch tuyou anndan lakay ou. Se sel nan peyiw la, moun ap bwote traverse la rue avèk on bokit sou tet ou pou machin tuyew kelkonk dèyè dlo. Ou konprann. Pandan map diw sa-a m pa konn ankenn lòt peyi, menm santi nan lòt peyi pa gen grimas sa yo kap fèt isit la. SE paske depi lontan, lontan, lontan, lontan ou pa janm gon moun kap panse pou wou. Ou konprann degajew pouw. Se sak fè mwen m degajew poum viv pour cette raison. Menm kan m pa viv bien. M viv selon mwen menm. Se par la foi map viv, sa Bondieu ban mwen m pranl.

acquis des stratégies menées par la population. Selon Marc-André « même si vous vous présentez dans les bureaux publics pour solliciter de l'aide, même une brouette, ils ne vous aideront pas à acquérir ». Il énumère un ensemble de réalisations faites par les associations de base dans leurs rapports avec les ONG. Il croit que la population est motivée et sensibilisée sur les actions des comités.

« On a un objectif qu'on s'était fixé, même s'il n'est pas atteint à 100%, mais au moins on avait visé quelque chose. On voulait un centre de santé, on l'a. Parce que quand la personne se rend compte qu'elle devait payer 500 gourdes la consultation d'un pédiatre pour son enfant; le même pédiatre vient ici ausculter les enfants pour 25 gourdes chacun, elle se rend compte qu'elle bénéficie d'un service. Quel que soit ce que vous lui dites, elle sera d'accord. Quand cette personne réalise qu'elle devait payer plusieurs milliers de dollars pour les scolarités de son enfant et qu'elle a une école presque gratuite, c'est quelque chose. Quand elle réalise, venant d'emménager ici, qu'elle n'a pas besoin de se rendre à la quatrième avenue Bolosse, à Bizoton ou à Bain pour acheter des seaux d'eau et qu'elle peut payer le seau de 5 gallons à 0,50 gourde ici ou bien avec 5 gourdes elle peut acheter 10 seaux, elle commence par prendre confiance. Nous avons construit des routes en terre battue, nous avons construit des toilettes pour des gens qui n'en avaient pas. Nous avons entré l'électricité. Regardez ces corridors, même si c'est avec l'aide des ONG, mais c'est toujours avec les démarches des associations d'ici qu'elles ont été pavées<sup>203</sup> »

Les actions entreprises par ces populations ne remettent pas en cause certes les rapports de domination ou les inégalités sociales génératrices des processus de paupérisation et de marginalisation. Elles ne se font pas au nom d'une idéologie ou d'une idée révolutionnaire quelconque et ne projettent pas non plus un ennemi commun. Elles ne cherchent pas à rallier des gens, d'autres catégories sociales à la cause des populations de la Cité, mais elles témoignent de la créativité et de la capacité des gens d'inventer des stratégies de résistance, de reconnaissance et de subsistance. Les discours des personnes interviewées attestent de leur capacité de compréhension et d'interprétation de la situation dans laquelle elles se trouvent et du sens qu'elles cherchent à donner à leur existence à la fois individuelle et collective.

## 11.2 Jugements sur les associations de quartier et leurs dirigeants

<sup>203</sup> Nou menm nou te genyen yon Objectif nou te vise et menm sil pa atenn a 100% men au moins nou te vize yon bagay. Paske nou te vle antre nan sante, nou antre ladann, paske lè moun nan wè li tap al kay yon pedyatre, li tap peye 100 dola e se menm pedyatre la kap vin fon konsiltasyon nan sant lan la-a pou 25 goud, li wè ou bal yon service. E kelkeswa saw dil la, lap oblije obe avèk ou. Lèl wè li te gen konbien mil dola poul tal peyon lekol epiw balon lekol la-a gratis, preske gratis, son bon bagay. Lèl wè, mwen menm lèm fenk via bite bò isit la-a m te konn al pran dlo jus 4<sup>ème</sup> avenue ou bien bizoton, ou bien nan bainye, kounye a la-a yon bokit dlo 5 gallon li 50- santim, on bokit dlo 7 gallon li 5 goud men population an koumanse gen konfians. Nou fè route en terre battue, nou fè toilette pou moun yo pou moun kip a gen toilette, e nou antre electricite, men tout koridò sa-a, menm si se avèk ONG yo fèt men se toujou organisation yo kif è demach la pou yo fèl.

«Favoritisme», «népotisme», «préjugé» sont entre autres les expressions utilisées par plusieurs personnes interviewées dans la Cité pour qualifier les agissements de certains responsables de comités de quartier. Quelques-uns attribuent la prolifération des associations de base dans la cité à la corruption même de leurs dirigeants. C'est le cas, par exemple, de Genais pour qui l'augmentation du nombre d'associations dans la Cité est due au fait que les dirigeants de ces organisations cherchent à soutirer des profits aux dépens de la population. S'ils n'avaient pas trouvé certains avantages, dit-il, ils n'auraient pas formé toutes ces organisations pour gérer les problèmes de la Cité. Elles sont au nombre de 17 pour une seule Cité, dit-il, en nous décrivant en ces termes certaines pratiques des associations.

« Ils écrivent probablement des lettres. J'écris la lettre, je vous l'apporte. Ce faisant, je prends des personnes que je connais pour m'accompagner. Comprenez-vous? Si je suis de bonne foi, vous m'avez parlé, quand je trouve une réponse positive, si je le désire je vous informe de la réponse. Sinon, je ne vous dis rien. Seulement, vous voyez que mes affaires marchent. Mais je pourrai toujours créer un job pour untel afin qu'il puisse se débrouiller. Voici comment ils opèrent<sup>204</sup>»

Tenant compte d'une telle affirmation, on dirait que les associations se créent entre amis et que les résultats des démarches se partagent entre ces amis sans que la population en soit réellement informée. Mais au départ, avant qu'un projet soit financé, des membres de la population sont invités en vue d'être informés de ce qui va être fait. Des discussions ont lieu, plusieurs rencontres sont organisées. Laraque vit à côté de la ravine Bréa dans une petite localité située derrière un autre quartier de la Cité qui est lui-même pavé en béton. Des toilettes ont été construites pour certaines maisons grâce à l'aide des organisations non gouvernementales, mais la petite localité de Laraque avec ses collègues du «Béga» n'a bénéficié de rien. Même un ponceau qui devait être construit sur le canal de drainage les séparant de l'autre localité n'a pas été fait. Si les grandes personnes ont de la difficulté à traverser ce canal pour sortir dans la rue, que dire des enfants qui doivent aller à l'école? Laraque se plaint du manque de transparence et de leur participation restreinte aux projets des comités de quartier.

« Bon, eux-mêmes, ils vous invitent à une réunion. Vous y allez. Et quand vous y arrivez ils font un débat où chacun donne son point de vue. Mais quand le moment est arrivé de travailler, c'est-à-dire quand le projet va commencer, ils ne vous invitent pas. À cette phase, ils peuvent inviter 4 à 5 personnes qui leur sont

---

<sup>204</sup> Bon, yo gen dwa fè lèt la. Mwen fè lèt la m pote ba wou. Men lèt la m fè pote ba wou a, m gen dwa pran misye, m pran misye, m pran dam sa-a. ou konprann. Men sim gen bonne foi, ou te pale avem, lè m jwenn repons, repons la tonbe dakor, m vle dil m dil, m pa vle dil tou m pad il. Ou wè travay ap mache. Men map toujou bay entel on djòb, m bay misye on djòb poul defann tet li. Ou konprann se kon say o fèl



proches. Alors ils font le débat entre eux. Cela signifie donc que vous qui auriez pu leur donner une bonne idée, vous n'êtes pas encadré pour votre idée<sup>205</sup> »

Selon Maurice, membre du groupe de production de bega dans la Cité, les populations au nom desquelles le financement des projets est obtenu ne tirent pas de profit de ce projet. Ce sont plutôt les responsables des associations qui bénéficient de tout. Maurice utilise la métaphore de la pondeuse pour expliquer le sort des participants aux rencontres organisées par les responsables des associations.

« Ils viennent ici nous dire : mon cher, nous allons organiser une réunion, ils vous disent qu'il y a un travail qui va démarrer, la réunion aura lieu tel jour à telle heure. Ils vous disent qu'il y a quelque chose qui va se faire et qu'ils aimeraient que tout le monde participe. Mais quand ils vous disent cela, vous pourriez croire que c'est vrai. Vous pouvez marcher jusqu'à trois semaines dans des réunions. Mais quand tout est prêt pour que vous participiez vraiment, ce sont trois à quatre personnes, des gens portant des chaussures en cuir et des vêtements de tissu qui participent. Ces gens sont écoutés, mais vous, vous n'êtes plus appréciés. Alors vous, quand vous le voyez comme ça vous dites donc je ne vais pas participer. C'est comme une poule qui a pondue des œufs et qui n'a pas de poussin. Elle se lève sans ses poussins. C'est ainsi que nous vivons nous-mêmes<sup>206</sup> »

Les pauvres ne sont plus intéressés, dit Maurice, à faire des demandes pour résoudre les problèmes de la communauté parce que, eux, quand ils font des demandes ce ne sont pas eux qui tirent les profits de ces démarches mais plutôt les gens aisés de la Cité.

« Vous, en tant que malheureux, vous allez faire des demandes, vous marchez jusqu'à l'épuisement de vos pieds mais quand la demande est sur le point d'aboutir, celui qui vous a accompagné et qui est censé être plus cultivé que vous, c'est lui qui se charge de tout ce qui devrait être fait pour vous. Ainsi, vous sortez sans solde, car c'est lui qui doit vous donner, alors que c'est vous qui avez fait les démarches. Prenons l'exemple que vous êtes un homme formé, un grand, moi, je marche sans cesse pour faire les démarches, car j'ai besoin que la zone soit évoluée. Mais quand mes démarches sont sur le point d'aboutir, vous êtes avec moi à cent pour cent, c'est-à-dire vous prenez les devants, car vous êtes plus visible que moi, tandis que moi, à ce stade, je suis évincé car c'est vous qui réalisez toutes les affaires<sup>207</sup> »

<sup>205</sup> Bon yo menm, yo gen dwa envitew nan reunion, kanpe sou mo, yo gen dwa envitew nan reunion an wale. Lèw rive nan reunion an son de ba kap debat, sa vle di tout moun ale, tout moun ap bay pwèn de vue. Men lè sa rive lè travay la rive en action, sa vle di pou totu moun ta bay point de vue sa yo deside ya, lè sa-a yo pa envitew. Lè sa-a yo gen dwa envite 4 ou 5 pou tèt pa yo, yo menm yo fè deba-a pou kont yo. Sa vle di ou menm ki te kapab bay yon bon idee, lè sa-a yo pa ankadrew pouw ta bay ide a.

<sup>206</sup> Yo gen dwa vin la-a yo diw mon cher nou pwal nan yon reunion, gen reunion dimanche apremidi, gen reunion tel leure, tel leur, epi lèw wè al nan reunion sa-a, vreman vre, yo diw gen travay kap fèt, gen tel bagay kap fèt, nou ta remen tout moun patisipe nèt, men lè yo diw sa, ou menm wap mache se vre, ou gen dwa fè nenpot 3 senmen wap mache nan reunion, men lè tout bagay deside pou l fèt, pouw te kapab patisipe tou lè sa-a, on 3 al 4 moun gro tèt, moun ki gen soulier, ou menm ka sandal yo pa just nan pale avèw, se moun ki soulier ki ka ale, moun ki gen bel pantalon tissu ki ka ale, moun sa ki ka ale, ou menm yo pa apreciew pou ale, e kanl konsa-a tou, ou menm gen de parfois ou rete, se tankou yon poul ki ponn li pa kale, lèl leve l li leve san pitit. Men nou menm se konsa ke nou viv nou menm.

<sup>207</sup> Ou menm ki malere wal mande, ou fè pyew kale ou jwenn, men lè pouw jwenn lan gon gro tèt ki ale ansanm avèk ou li dekoupe devan, sa vle di ke tout sak posib pou wou ki pou fèt, se li ki di lap fèl pou wou, ou vin soti si gon

Sarafina abonde dans le même sens, en assimilant à une sorte de préjugé l'attitude des dirigeants par rapport à la façon dont ils gèrent les projets financés.

« Parce que les gens qui sont en contact, il y a une chose qu'on appelle préjugé, est-ce que vous comprenez? La personne qui est en contact, il est possible qu'il ne soit pas quelqu'un des vôtres, est-ce que vous comprenez? Vous collaborez, mais vous ne savez pas vraiment ce qui est en train de se faire. Un jour comme ça vous vous levez, vous entendez qu'il y a telle chose qui s'est faite. Et puis vous, vous vous en foutez. Vous avez l'habitude de voir des gens qui vivent comme ça? Eh bien il y a des gens qui fonctionnent ainsi<sup>208</sup> »

Dans la même perspective, Jacques croit que souvent des demandes qui sont faites au nom de la population ne retournent pas vraiment à toute la population, car il peut arriver que le dirigeant garde ça pour lui avec ses copains ou bien fait exécuter un projet qui se limite uniquement à sa zone de résidence. En général, dit-il, tout le monde n'est pas membre de cette organisation.

« On n'est pas tous membres d'une même organisation. C'est là le problème. S'il y a quelque chose qu'on obtient pour toute la population, un membre de l'organisation qui habite dans une zone, peut le retenir pour sa zone, parce que vous, vous n'êtes pas membre de son organisation, il peut le garder pour lui, tandis que la demande a été faite au nom de la population. Mais ce qu'il a demandé, il l'a demandé au nom de toute la population. C'est dans une zone qu'il peut être distribué, eh bien! Il facilitera sa zone de résidence<sup>209</sup> »

C'est dans le même sens que parle Genais : les demandes sont faites au nom de toute la cité mais c'est une partie qui va en bénéficier, spécialement la zone de résidence des dirigeants de l'association ou encore ses partisans :

« D'après moi, je dirais qu'ils ne bénéficient de rien mais je crois qu'ils trouvent quelque chose ; parce que celui-ci a un patron qui lui rembourse de l'argent, celui-là a un autre patron. Quand on envoie de la nourriture, comme quoi dirais-je, quand on envoie quelque chose pour la Cité de l'Éternel, vous, vous pensez que la Cité va en bénéficier ? Non, il revient à telle organisation<sup>210</sup> »

Alors comment procèdent les dirigeants de ces associations? Généralement, ils le font entre amis ou bien ils se font accompagner des personnes qu'ils connaissent pour entreprendre les démarches. Ces derniers peuvent espérer obtenir un emploi quelconque,

---

salaire se lik bawoul ou menm ki mache kale pyew la ou vin pa participe anyen. Tankou la- a ou son gro , mwen menm map pase kale pyem m besoin pou zone pam nan evoklue. Lèm konnenn m preske bon wavèm 100% sa vle di ke ou pran devan, figiw pi laj ke figim , mwenm menm m pa gen kò sa vle di ke se ou menm kii reyalize tout bagay nèt

<sup>208</sup> Paske moun ki en contact yo, gon bagay prejuje, ou konprann, moun ki en contact la, li gen dwa pa fanatik ou, li pa zanmiw, ou konprann ou kolabore epiw pa konn sa kap fèt, se lèw ka tande ooo tel bagay ap fèt, tel bagay ap fèt, epiw manfou de sa. Ou konn wè moun ap viv konsa, enben se konsa gen kèk moun ki fonctionne.

<sup>209</sup> Non tout moun pa manm organisation an. Se problèm nan tou si gon bagay ki vini , pafwa manm organisation an nan zone nan , li ka kenbel pou bò lakay li, pasko pa manm organisation ou pa gen organisation bò lakay ou, li gen dwa kenbel pou li. Oui au non de population kel fel, men parfois sal mande a li gen dwa pa kab regade tout population an. Se nan yon zone li ka bay, men li emnm zone lap plis fasilite a, se zone ki bò lakay li

<sup>210</sup> Bon dapre mwen menm m ta di yo pa jwenn men yo jwenn , paske sa-a gon patro0n, sa-a gon patron kap ranbousel. LÈL voye on ti manje, lèm comme si ta diw yo voyon ti bagay pou cite de l,Éternel, ou menm ou konne pou citey a jwenn. Non se pou pati pal la voyel .

quand le projet sera agréé ou en voie d'exécution. Selon Genais, cela devrait se faire autrement, c'est-à-dire au nom de toute la population :

« Parce que s'ils rédigeaient une lettre au nom de la population, peu importe ce qu'ils obtiennent, ils devraient rassembler tout le peuple en entier pour lui annoncer qu'ils vont rédiger une lettre, qu'ils vont faire une demande, si la réponse à cette demande est positive, si le bon Dieu l'agrée, voici ce que nous ferons. Non, vous voyez le travail<sup>211</sup>»

Les associations, certes, entreprennent des démarches au nom de la population et trouvent du financement pour leur projet auprès des bailleurs de fonds que sont les ONG et des agences de coopération. Mais selon ce qu'affirment des personnes interviewées, il semble qu'il y a un problème de transparence et de zonage. Ces dirigeants n'informent pas toute la population du montant trouvé et ne font participer que leurs amis ou à la rigueur des gens qui habitent dans la zone d'intervention de l'association. En conséquence, d'autres quartiers limitrophes, même s'ils font face aux mêmes problèmes, ne bénéficieront pas de la réalisation du projet, tandis que la demande a été faite au nom de toute la Cité. Les critiques des personnes interviewées ne se limitent pas aux associations et à leurs dirigeants. Dans les sections qui suivent, les personnes interviewées s'en prennent aussi à l'État et aux attitudes même de la population par rapport aux démarches des associations et à l'État.

### **11.2.1 «État-bourgeois», «État-irresponsable», «État-absent»**

Différents concepts sont utilisés pour critiquer l'État dont «État-bourgeois», «État-irresponsable», «État-absent». Pour certains, l'État est jugé comme appartenant à la «bourgeoisie» parce qu'il ne prend pas de mesure pour soulager la misère des plus pauvres. Il serait aussi irresponsable en abandonnant les populations à leur sort. Polynice est sculpteur sur bois, un artisan qui habite à Cité de l'Éternel depuis plus de dix ans et qui possède un petit atelier de sculpture où travaillent deux à trois apprentis avec lui. Pour lui, le gouvernement en place est un gouvernement bourgeois, parce qu'il ne veut pas mettre en place des magasins publics, communément appelés «magasins de l'État» en Haïti. Selon Polynice, s'il y avait des magasins comme ça, la population aurait moins de problèmes, car n'importe qui pourrait faire ses courses là-dedans

<sup>211</sup> Non yo pa konn anyen, paske siyo tap fon lèt, nenpòt say o jwenn, santèt site de l'éternel. Ou konprann, men yo pa janm nenpot, si yap fon lèt yo dwe fon reunion a tout pep la net, pou dim m pwal fon lèt la-a, m pwal remet on demand, si demand lan tonbe, men sa nap fè

puisqu'il l'aurait considéré comme son magasin. Il pense que cela peut se résoudre à travers les élections, car c'est par le vote populaire qu'on arrive au pouvoir.

« C'est un gouvernement bourgeois. Je vais vous dire quelque chose : pourquoi, est-ce un gouvernement bourgeois? Il y a quelque chose qui s'appelle magasin de l'État, n'importe qui peut y aller pour acheter un minimum parce que c'est son magasin, le magasin du peuple. Pourquoi n'y a-t-il pas un magasin de l'État? Et je sais qu'en Haïti, on n'est pas aux États-unis. Ce ne sont pas les grands électeurs qui élisent, mais le peuple. Ce qui veut dire que lorsque nous avons lutté pour mettre quelqu'un au pouvoir, il ne doit pas chercher à s'enrichir aux dépens de nous-mêmes, il doit nous donner la preuve que pendant qu'il ramasse des millions, qu'il dépense au moins 100 gourdes avec nous afin que nous puissions nous rendre compte que lorsque vous faites des demandes en notre nom que c'est pour nous vraiment que vous demandez<sup>212</sup> »

L'État est irresponsable et ne se soucie pas du sort de la population de la Cité ; c'est, pour l'essentiel, ce qui se dégage du discours d'autres personnes interviewées. Elles ne le voient pas comme un «gouvernement-bourgeois», contrairement à Polynice. Au plan sanitaire, une ONG a fait construire un centre de santé communautaire au profit de la population, mais il n'y a, selon Marc-André, aucune coordination entre l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti et le Centre de santé en question. Même si une femme accouche, ou s'il y a un accident, il revient au médecin de se débrouiller pour transporter le patient à l'hôpital. Ceux qui gèrent le centre ne reçoivent une rémunération que lorsqu'une ONG fait un don.

« Il faut que je vous le dise, cet État que nous avons là, je ne le sens pas. Prenons en exemple le centre de santé communautaire, nous rendons service à l'État, parce que c'est son rôle vis-à-vis d'une population comme celle d'ici. Des femmes enceintes nous sont amenées ici, elles accouchent, pourtant on ne fait pas d'accouchement ici. Le médecin lui-même transporte dans son véhicule ces femmes pour être transférées à l'hôpital général. Nous devrions être en rapport avec l'État soit pour l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti ou bien pour la Croix Rouge pour leur annoncer que nous avons une patiente ici, et qu'ils doivent envoyer une ambulance la prendre, ou bien on devrait avoir une ambulance ici, vous comprenez ? Nous percevons un salaire, une certaine gratification seulement quand une organisation non gouvernementale nous donne un financement. Sinon, nous fonctionnons à partir de ce que nous avons<sup>213</sup> ».

<sup>212</sup> Se gouvèlman boujwazi. M pwal diw yon bagay, pou ki rezon son gouvèlman boujwa ? Gon bagay ki rele magazen de l'État la-a, nenpòt ki moun ka al achte yon ti bagay minim, paske se li ki magazenl. Magazen pèp. Em konnen nan peyi Dayiti, se pa lès Etats-Unis mwen ye. KOTE SE gran élector ki bay election. Se pep ki bay election. Ki di lè nou goumen poun meton moun gouvènen peyi nou an pou al chache pou rich sou nou, men fòw demontre nou , pandan ke wap pran million, fow depanse 100 avèk nou. Pou nou ka wè ke lèw soti wal mande se pou nou wal mande vre.

<sup>213</sup> Fòm diw sa, Leta nou gen la yo, juskensi nou poko santi yo. Paske par exemple, sim ta pran exemple sant de sante ki la-a son service nap bay Leta. Son service nap bay Leta, parce que se rol leta, poul ta ye, pou yon population konsa, gen moun ki konn ansent la-a, lè yo mennenl ban nou , moun nan akouche, nou pa fè akouchman la-a, se menm machin medsen an ki transfere moun nan nan lopital jeneral oui, e nou te dwe gen rapport avèk leta, swa pou lopital université d'État d'Haïti ou bien lacroix rouge, dil nou gon moun la-a-a , voye on machin vin pranl, ou bien la-a te dwe gen, ou pa konprann. Nou touche, nou gon gratifikasyon isit la, se lè gon ONG nou gon gratification, men si se grès kochon kep tehwe kuit kochon an, nou pa gon gratifikasyon. Nou bouke depoze lèt nan leta, kit se nan

Jean-Pierre, quant à lui, définit la zone défavorisée par l'absence même de l'État et des services que celui-ci devrait fournir. De son point de vue, c'est une zone où il n'y a pas d'électricité, pas d'eau potable, pas d'école et où l'État est absent<sup>214</sup>. Il croit que chaque zone contient ces choses là mais quant à l'État, il est toujours absent. Cette absence de l'État s'explique par rapport à ce que fait le comité. Selon lui, c'est le comité qui a fait venir l'électricité dans la communauté, qui s'est occupé de l'assainissement et qui a pris la distribution de l'eau en charge après la chute d'Aristide. C'est lui aussi qui tranche même des conflits entre des habitants de la Cité avant que cela ne parvienne aux autorités judiciaires. L'absence de l'État, selon Jean-Pierre s'explique par la condition même des constructions dans la cité.

« Si l'État était présent dans le cahier d'appels dont je te dis, les rues auraient traversé toute la cité. Elles devraient être faites, parce que l'État quand il est présent dans un endroit, vous pouvez prévoir de construire une maison à tel endroit, mais il te dit non, cette maison ne peut pas être construite à cette place. C'est pourquoi je te dis qu'il est absent dans le cahier d'appel<sup>215</sup> »

Marc-André, membre du comité de gestion de l'eau, un des dirigeants du centre de santé communautaire, affirme qu'ils sont fatigués d'adresser des demandes aux institutions publiques, car on en fait peu de cas. Même pour obtenir des camions de remblais, ramassés dans les canaux délimitant la Cité, ils doivent se quereller avec les chauffeurs des camions du Ministère des Travaux publics. L'État fait, selon lui, la sourde oreille aux demandes des associations.

«On est fatigué d'adresser des lettres aux institutions publiques, soit au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, soit au Ministère des Travaux publics, soit dans n'importe quel autre bureau public, on ne nous a jamais répondu favorablement. Même un camion de remblais dont on a besoin pour jeter dans la rue afin de faciliter la circulation des gens, on doit batailler avec le chauffeur pour l'avoir. C'est à Canal Bréa ou bien à Bois-de-chêne que les remblais sont ramassés. C'est proche, il n'a qu'à les déverser dans la rue pour permettre aux gens de ne pas mettre les pieds dans la boue, ce n'est pas facile<sup>216</sup> »

---

interieur, ki se nan travaux publics kit se nenpòt kote ya, yo pa janm reponn nou. Menm on ti camion ranblè pouw jwenn li pouw mete nan la ru an pou mete pou population an, parfois se tout nan yon goumen pouw ye ak chauffeur a, poul baw kamion ranblè poul jete nan ravin nan, li vle se vann poul vann li. Nan ravin brea ou bien nan bois de chêne li pranl, ranblè poul mete nan rout la pou population an pase, se youn nan rézon se sak fè parfois lè yo di organisation internationale yo, oui yo souse moun se vre, men yo menm lè bagay la nan men yo, bagay la pi clair, yo ede nou pi fasil

<sup>214</sup> Zone defavorise, ki sa pou mwen sa vle di, se zone ke nou ta di ke nou pa gen lumiere, nou pa gen dlo nou pa gen lekol nou pa gen bagay. Mkwè ke chak zone gen bagay sa yo, men leta limenm nan cahier d'apel la leta make absan. Chak cahier d'appel leta genyen se absan ki ladanl. Li pa janm gen prezan

<sup>215</sup> Si te gen leta comme presence nan cahier d'appel sa-a kem diw la, ru yo tap fin fet tout pakou ke yo te dwe fet, paske leta lel on kote m gen dwa prewa bati kay sa-a leta di non, kay sa-a pa gen dwa bati. Se sa ki vle di nan cahier d'appel sa-a li absan

<sup>216</sup> Nou bouke depoze lèt nan leta, kit se nan interieur, ki se nan travaux publics kit se nenpòt kote ya, yo pa janm reponn nou. Menm on ti camion ranblè pouw jwenn li pouw mete nan la ru an pou mete pou population an, parfois se tout nan yon goumen pouw ye ak chauffeur a, poul baw kamion ranblè poul jete nan ravin nan, li vle se vann poul vann li. Nan ravin brea ou bien nan bois de chêne li pranl, ranblè poul mete nan rout la pou population an pase, se

Par rapport à cette irresponsabilité de l'État critiquée par des personnes interviewées, l'État est aussi perçue comme une structure qui n'a pas de suivi dans ses décisions. Il peut arriver, dit M. Pierre, qu'on paie plusieurs fois pour un même service dans une même administration. Comme conséquence de l'instabilité politique, on peut payer des impôts locatifs sous une administration donnée mais quand vient une autre, on vous dit que l'ancienne administration n'était pas bonne et que les paiements ne sont pas valides. De même, l'État pourrait selon Pierre alimenter régulièrement la Cité en services publics tels que le téléphone, l'électricité, l'eau etc. pour chaque maison. Mais il préfère abandonner les citoyens à leur sort.

«L'État exige que les propriétaires paient les impôts locatifs à la Direction générale des Impôts. Si l'État avait mis en place un système d'adduction d'eau potable, installé des téléphones dans chaque maison, il aurait gagné beaucoup d'argent. Puisque vous travaillez, vous rentrez des revenus, il faut bien que vous payiez. Mais non, l'État nous abandonne à notre compte dans la Cité. Par exemple, on est enregistré, nous avons payé. Mais quand on se présente cette année aux bureaux de la DGI pour payer, on accepte le paiement, mais l'année prochaine, sous une autre administration, on vous dit que vous n'avez pas payé, que le l'administration passée était une administration de fait, que le paiement n'était pas bon etc. Ça ne devrait pas être ainsi ; celui qui a payé, a payé<sup>217</sup> »

### 11.3 Considérations sur les attitudes de la population

La population de Cité de l'Éternel semble dépendre fortement des associations locales, des ONG et des agences de coopération pour sa subsistance et son intégration à la dynamique urbaine, car c'est grâce aux démarches des associations et aux interventions des agences et des ONG qu'elle a pu accéder à l'eau potable, à l'électricité, qu'un centre de santé et une école communautaire ont été construits. De l'État, selon les témoignages obtenus, les gens n'ont rien obtenu. Selon Jacques, la population se trouve dans une situation attentiste où les gens espèrent toujours que ceux qui ont l'habitude d'entreprendre des démarches auprès des institutions telles que les

---

youn nan rézon se sak fè parfois lè yo di organisation internationale yo, oui yo sousse moun se vre, men yo menm lè bagay la nan men yo, bagay la pi clair, yo ede nou pi fasil

<sup>217</sup> Leta fè tout moun yo peye kontribisyon son pakèt kòb kap antre. Leta mete dlo, mete telephone, se Nou bouke depoze lèt nan leta, kit se nan interieur, ki se nan travaux publics kit se nenpòt kote ya, yo pa janm reponn nou. Menm on ti camion ranblè pouw jwenn li pouw mete nan la ru an pouw mete pouw population an, parfois se tout nan yon goumen pouw ye ak chauffeur a, poul baw kamion ranblè poul jete nan ravin nan, li vle se vann poul vann li. Nan ravin brea ou bien nan bois de chène li pranl, ranblè poul mete nan rout la pouw population an pase, se youn nan rézon se sak fè parfois lè yo di organisation internationale yo, oui yo sousse moun se vre, men yo menm lè bagay la nan men yo, bagay la pi clair, yo ede nou pi fasil

pa senk kòb leta pa kapab fè nan pep la. Paske wap travay wap peye, ou genyen wap peye. Ou genyen fòk ou peye. Leta lagel ba ou li pa fanyen ladanl pou ou. Nou anrejistre, noun peye. Men lèw ale, ane sa-a wale wal peye. Lè lòt la vini li diw konsa ahaa, entel se poubel lit e ye, se de facto lit e ye li pa bon. Entel se de facto, Aristide pa anyen, li tale, Avril pat anyen, li tale li fòw pa peye.

ONG ou bien les agences de coopération le feront en vue de trouver des solutions à leurs problèmes. Ainsi, il n'y a pas d'agitation sociale :

« La population, pour sa part est toujours à l'attente des personnes qui ont l'habitude de faire des démarches. Elle attend toujours pour voir ce qui va être fait, quelles sont les démarches qui sont entreprises pour aboutir à quelque chose pour elle. Ceci a pour conséquence de la garder tranquille, les gens ne sont pas choqués de cela, ils attendent, ils attendent, ils attendent jusqu'à ce qu'ils deviennent attentistes (pwa tann) (haricot vert)<sup>218</sup> »

Pour Marc-André, la population de la Cité est démobilisée. Cette mobilisation profite aux ONG, parce que tant les populations croupissent dans la pauvreté, tant c'est bon pour les ONG. Il arrive même jusqu'à accuser certaines ONG qui soutiennent selon lui, des groupes de bandits, en finançant les projets de ces groupes. Les ONG ne s'intéressent pas vraiment à ce que la situation des pauvres change, parce que si cela arrive, elles ne gagneront plus d'argent :

« Bien sûr cela se fait. Les camarades avec qui je collabore peuvent ne pas le voir de cet œil. Ce n'est pas tout le monde non plus qui le verra de cet œil. Par exemple, la démobilisation profite à la fois à des ONG qu'à des groupes de bandits. Nous ne ferons pas de personnalité, mais nous savons qu'il y a des ONG qui appuient des bandits. Quand un groupe d'individus commet des actes délictueux, et puis vous lui donnez 100 mille gourdes, 150 mille gourdes, que voulez-vous qu'il fasse avec cet argent ? Acheter des armes pour poursuivre leurs activités... Tant les populations des quartiers vivent dans la misère, tant les ONG vont gagner plus d'argent, même si elles vous aident. Les petits amis de ceux qui travaillent dans ces ONG gagnent aussi. C'est pour cette raison que je me demande que si, à un certain moment, les gens qui commettent ces actes répréhensibles ne se diront pas : bon il est temps que nous changions de pratique ».

Marc-André prône un renversement de la situation pour que plus d'emplois puissent être créés au niveau des institutions publiques telles que la Compagnie des Télécommunications d'Haïti (TELECO) ainsi que la Compagnie publique de distribution du courant électrique : Électricité d'Haïti (EDH). Pour ce, les groupes de bandits doivent cesser leurs activités, pense-t-il. Les ONG ne pourront jamais embaucher un grand nombre de personnes, il revient donc à l'État d'assumer ses responsabilités.

« Les ONG ne font que des profits aux dépens de nous, même si elles nous procurent un peu d'aide. Au lieu de continuer à faire du désordre, changeons de direction, parce que chez nous c'est chez nous. Exigeons à la TELECO, à l'EDH de faire sentir leur présence en embauchant des gens. Alors je trouverai un emploi, vous aurez un emploi, parce que l'ONG peut employer une dizaine de personnes, mais si c'est l'État qui embauche, si on prend par exemple la Mairie de Port-au-

<sup>218</sup> Population li menm li toujou ap gade li menm a moun ki konn abitye fè demarche yo lap attant avek yo ki sa yo pwal fè, ki jan de demach yap fè ki ap abouti pou yon bagay pou yo, sa rann yo yo menm yo toujou rete tèt frèt, yo pa choke de sa, epi yo rete ap tann, e nan tann sa-a, yo tounen pwa tann tou

Prince, elle peut embaucher jusqu'à dix mille personnes. Mais vous pouvez le constater aujourd'hui, la majorité des gens aujourd'hui qui travaillent, c'est dans une ONG qu'ils ont décroché leur emploi. Mais si l'État était présent c'est au niveau de l'État qu'ils seraient embauchés<sup>219</sup> »

#### 11.4 Contre la discrimination et les préjugés à l'égard de la Cité

Dans les médias, particulièrement à la radio et à la télévision, les quartiers populaires, entre autres, les bidonvilles, sont généralement décrits comme des zones de «non-droit», où les bandits font la loi. À Cité plus et à Cité de l'Éternel, des habitants interrogés critiquent ce qu'ils appellent le discrédit qui est jeté sur les habitants de la zone du Bicentenaire.

« Nous voulons dire ceci: quel que soit le média, avant qu'il fasse sortir un discrédit il doit nous consulter. Parfois, quelqu'un annonce à la radio que le Bicentenaire est un repère de voleurs, de gangs et de kidnappeurs. Cette information est généralisée, c'est-à-dire on nous met là-dedans. Ce ne sont pas des voleurs qui habitent ici, il y a beaucoup de gens ici qui viennent d'ailleurs. Il y en a qui sont des professionnels, comprenez-vous ce que je vous dis? Cela signifie que nous, on n'est pas là pour commettre ces genres de chose. Comprenez-vous ce que je vous dis? Donc, comme je vous le dis, il y a des cas qu'on enregistre ici, ils sont commis par des gens qui viennent d'ailleurs. Donc ils ont fini de commettre leur crime, ils viennent déposer le cadavre ici. Donc, puisque c'est ici qu'on le constate au bicentenaire, c'est à nous qu'on impute la responsabilité<sup>220</sup> »

Dans certaines institutions, soit pour régler une affaire ou pour participer à un événement quelconque, ils se plaignent d'être victimes de discrimination et de préjugés à cause de ce qui est dit sur Cité de l'Éternel à travers les médias. Certains disent avoir honte de se présenter comme un résident de la Cité

<sup>219</sup> Ah oui li fèt. Mwen, par exemple ki wèl konsa. Kamarad map fonksyone yo gen dwa wèl konsa. Se pa tout moun kap wèl konsa. Par exemple demobilisation an la-a li bon ni pou ONG li bon tou menm pou group neg yo, se sak fè nou pap fè personnalite. Nou konnen gen de ONG ki ap back UP menm on seri de group bandi, paske, nou konnen sa. Lè nèg la ap fè dezòd, wap bay nèg la 20 mil trant mil wap lage nan menl wap balil sal pwal achte avel, Katouch poul fè dezòd. Se menm jan sin te ka pran exemple cite soleil .gen dois gen 100 neg ki mete on population 100 mil moun en otage. Men deske l gen zan m nan menl population an se pa kale li pa ta kale jel poul ta di leta pran reskonsablitel. Men ONG a tou li bon pou li. Tank gen mizè nan katye populaire yo, se tank ONG yo non seulement, li edew vre men l fè plis kòb, e l fè ti zanmil fè plis kòb. Se sak fèw wèl eske li pap on lè li pap tan tou pou menm moun sayo kap fè dezòd la pou yo gen nan tèt yo pou yo di Ket mesye, sa yo pa bon nou non. ONG a se kob li lap fè oui, menm sil ede nou vre au lieu nou fè sa, an nou chanje direksyon, paske lakay se lakay pou nou di moun yo, teleko fè santiw, pou nou EDH fè santiw, pou nou tout ensititsiyon leta yo f'we santi yo. Lè sa-a map jwenn trasvay, eap jwenn travay. Paske lè ONG a bay travay se 10 moun oui li bay, men si se leta, ou bien bwat leta, par exemple m pran meri portoprens selman li ka bay 10 000 moun travay. WAP GADE majorite moun kouneya se nan ONG yo jwenn on ti travay. Men tandiske si leta ate prezan, se nan leta tout moun tap.

<sup>220</sup> Sel bagay nou ta di ke, nap di tou kelkeswa medya kel ye a avan moun nan fè soti yon diskredi fòk li chache jwenn avek nou avan. Gen pafwa lè moun nan rete nan radio moun nan di bicentenaire son kote ki gade vòlò, se kote ki gade gang, son kote ki gade kidnapè, selman yo pranl yo jeneralizel, sa vle yo anglobe nou, yo la ge nou nan menm ka, Se pa vòlò ki abite isit la, ganpil moun kap viv la-a d'ailleurs yo gen metye nan men yo, ou konprann sam vle diw, sa vle di ke nou pa la poun al fè jan de bagay sa yo. Ou konprann sam vle diw. Donk come mwen menm mwen diw gen de ka ki anrejistre se lot moun ki sot lot kote donk yo vin fè ak la piske yo lagel la-a, donk yo tou lage chay la sou nou.



« [...] Parfois, il y a des endroits où je me rends, j'ai honte de m'identifier comme une résidente à Martissant. On nous voit toujours d'un mauvais œil. Il y a des gens qui se promènent et qui disent « moi, dès qu'il s'agit de Cité de l'Éternel, je n'y vais pas ». J'ai mon frère aîné qui devait amener un médecin voir mon père ici. Celui-ci a répondu : « dans votre Cité ? Moi, je ne vais pas entrer ». C'est vrai ! Ils n'entrent pas ici. Non, on n'est pas des êtres humains, on a de la mauvaise renommée<sup>221</sup> »

C'est le point de vue d'un jeune de Cité Plus qui affirme lui aussi que lorsqu'ils doivent participer à un événement, ou bien quand ils vont pour une négociation quelconque, ils sont regardés avec mépris, et on ne veut même pas les écouter parce qu'ils viennent de la zone du bicentenaire.

« Quand on va à une institution, peut-être on y va pour participer à un événement important. Parfois, on nous regarde de haut. On peut dire: Ah! Ce sont des gens du bicentenaire. Ils ne sont pas dignes d'écoute. Comprenez-vous? Quand on dit ça, cela nous dérange. Donc, je pense, je le dis, je le répète, quand il y a un cas qui se produit ici, nous voulons que les médias avant qu'ils jettent du discrédit sur la Cité, ils doivent faire une enquête<sup>222</sup> »

Mais, Cité de l'Éternel, n'est ni un repère de bandits ni un lieu de refuge des gens violents, poursuit Sarafina. C'est plutôt une zone où les gens, malgré leur misère, en dépit de la précarité de leurs conditions de vie, se font beaucoup de soucis pour trouver des solutions à leurs problèmes. Ils ne font pas n'importe quoi.

« [...] Les gens d'ici se font beaucoup de soucis car ils ne peuvent pas faire n'importe quoi. Ils ont beaucoup de soucis, parce que figurez-vous, ce n'est pas parce que les gens ont des problèmes qu'ils vont faire n'importe quoi. L'État ne cesse de rentrer ici pour nous bousculer. Mais, quand vous écoutez à travers la radio les gens parler du village de Dieu, ce n'est pas la Cité. S'il y a des bandits, nous ne disons pas qu'il n'y en aura pas, parce que dans tous les désastres qui se produisent, des gens viennent de-ci de-là, de toutes parts pour nous influencer ici. Ils ne parviennent pas à le faire encore, mais nous nous attendons à ce qu'un jour nous puissions être mis en cause. Mais à travers tous les désastres qu'on a l'habitude d'entendre, moi, depuis que je me suis mariée, je suis majeure, je n'en suis jamais victime<sup>223</sup> »

<sup>221</sup> Gen kotem konn ale, m pa janm vle di si se matisan mwwen rete .Yo toujou ap gade nou mal. Par rapport a jan situation yo konn ap evolue a depiv di se martissant ou rete. Gen moun ki konn ap pase la-a , yo diw depi se zòn cite de l'éternel, : mwen menm zòn sa-a m pap pase. M gon gran frèm ki tap vin la-a, papam la-a, li tap menmen yon docteur, docteur ya-a di : nan cite nou an m pap antre. Se vre yo pap antre. Non, nou pa moun, paske nou gen move renome

<sup>222</sup> Lè nou soti la-a nal nan yon enstityon la-a, petèt nal nan yon bagay ki enpòtan pafwa moun nan gen dwa gade sou kote li gendwa di ah moun sa yo son seri de moun bisantnè yo ye, se pa yon seri de moun pou moun tande yo, ou konprann , pafwa lè yon moun di sa sa konn deranje nou. Donk m panse ke nou dil nap redil encore, avan menm, si ta gen yon ka ki anrejistre, nou mande d'abord avan media li menm li fè soti diskredi an dabord fòk li soti mwayen vin soti nan zone nan poul vin menen envestigasyon avan li menm poul ka pibliye enfòmasyon li an.

<sup>223</sup> Yo gen anpil sousi, yo pa ka fè nenpot bagay, tankou wap gadon seri de mou, ou sot konstate ou wèl, se pa paske yo gen anpil sousi anpil figure ki fè plusieurs fois opu ta jwenn Leta ap plede antre la-a ap vin bouscule, vin bouscule, menm lè ou konn tande nan radio yon konn ap pale, yap pale de village de Dieu, men se pa de cite de l'Éternel. Si genyen, nou pa di pap genyen non, paske nan tout dezaz, moun ap sot tout kote yo vin enflanse sou nou, menm lè yo poko ka fè avayisman sou nou, men nou mete nan tèt nou kanmenm, malgre tout moun kap sot tout kote, tout kote, on leu r nou aka en jeu. Men a travers tout dezaz ou konn ap tande nan peyi dayiti, mwen menm depim konnen mwen marie m granmoun, nou poko janm subi.

Aux étiquettes de repère de bandits, de zones de non-droit, les personnes interviewées opposent les attributs de « zone tranquille », d'endroit où l'on peut circuler en toute quiétude. Certains sont même prêts à dénoncer les bandits au cas où il y en aurait qui viennent se réfugier dans leur quartier. C'est ce qu'affirme Maurice avec ses collègues de la production du Béga. Cité de l'Éternel est un endroit de paix, dit-il. Ils ne sont pas prêts à tolérer la présence des bandits :

« Si un bandit vient nous paniquer dans notre entreprise ou s'il porte une arme quelconque, nous allons le dénoncer à la police. Tout de suite, il sera arrêté. Si nous ne faisons pas cela, c'est nous qui allons payer les conséquences plus tard ».

Quant à Jean-Pierre, il dispute même avec des gens qui veulent associer Cité de l'Éternel à Martissant. Pour, lui, la Cité est une zone où l'on peut trouver des gens civilisés qui ne se livrent pas à la délinquance.

« [...] Pour bien dire, parfois quand on classe Cité de l'Éternel parmi Martissant, j'ai fait des discussions, parce que la façon dont on présente Martissant par rapport à toutes les formes de turbulences, on dit que Cité de l'Éternel est une zone de non-droit comme Martissant, on dit qu'il n'y a pas de personnes civilisées, mais à Cité de l'Éternel, il y a des personnes civilisées qui ne font pas partie des mouvements de délinquance<sup>224</sup> »

Pour lui, il y a certainement dans la Cité des jeunes qui ont besoin d'encadrement de la part de l'État, car pour Jean-Pierre, c'est une jeunesse marginalisée. Le Ministère de la Jeunesse et des sports devrait, selon lui, créer des activités dans la perspective de l'encadrement de ces jeunes.

« [...] Mais tout simplement, ce qu'il faut mettre en évidence, c'est que la jeunesse a besoin d'encadrement, elle a besoin de l'aide du Ministère de la Jeunesse pour continuer, poursuivre ses études là où elle le désire. Donc il faut aider les jeunes. Comme par exemple le Ministère de la Jeunesse avait un mouvement d'action civique, elle a d'autres mouvements, si on ne les met pas en évidence, donner aux jeunes la possibilité d'intégrer ces mouvements, parce que ce sont ces mouvements là qui vont aider les jeunes à tirer des bénéfices pour aller de l'avant<sup>225</sup>. »

### 11.5 Contre l'étiquette « de zones de pauvres »

<sup>224</sup> Men poum bien diw, pafos lè yo metel nan kad matisan m konn di, mwen menm m konn diskite nou diferan pa rapport a martissant, parce que jan ke yo konn prezante martissant par rapport a toute forme turbulence yo m konn di Cite de l'éternel li diferan de Martissant parce que menm jan yo di Martissant li pa gen des personnes civilisées, men Cité de l'éternel li gen des personnes civilisées kip a konn nan jan de mouvman sa yo

<sup>225</sup> Ment tout simplemwent sa pou yo ta mete en evidence actuellement malgre jeune nan li besoin encadrement li besoin aide ministere de la jeunesse, mais simplement ede jeunesse la kontinue, poursuivre etudes li jan ke yo ta vle ale. Ede yo tou si yo ks fè yo antre tankou jan ministere de la jeunesse des sports te genyen mouvman action civique , li gen tan de lòt mouvman, si yo ta mete mouvman sa yo en evidence , bay jenny o plis posiblite pou yo antre nan jan de mouvman paske se yo ki pwal ede jenny o a beneficier pou edel a poursuivre

De manière passive, non violente, des habitants du quartier remettent aussi en question les étiquettes de zones de pauvres ou bien de populations marginalisées attribuées au bidonville. À deux reprises, je me suis mal fait comprendre en disant que Cité de l'éternel était une zone habitée par des pauvres. Pour des personnes interviewées, Cité de l'éternel n'est pas habitée par des pauvres mais par des malheureux. Le pauvre pour eux, c'est quelqu'un qui demande l'aumône, mais, nous disent mesdames Paul et Jean, s'appuyant sur leur foi chrétienne, on n'est pas des pauvres ici.

« [...] Oui, je peux être d'accord, pendant ce temps, avec l'étiquette de pauvre attribuée à Cité de l'Éternel. Mais pendant ce temps que vous nous parlez, vous voyez que nous n'avons pas d'argent pour financer nos activités commerciales, nos maris ne travaillent pas. En même temps, quand je me lève, je n'ai pas d'argent pour m'acheter de la nourriture, mon mari ne travaille pas. Si j'ai besoin d'un crédit, je ne peux pas l'avoir, parce que je ne suis pas qualifiée. Même quand on dit que je suis pauvre, je ne me qualifie pas en tant que telle, car je sers un grand Dieu, au nom de Jésus, moi je ne suis pas pauvre, je suis une grande femme, même si je n'ai pas d'argent<sup>226</sup> »

Marc-André, dirigeant d'une association de base est allé encore plus loin, en essayant de dresser même une catégorisation sociale des habitants de la Cité.

« [...] Dans Cité de l'Éternel, on trouve au moins trois catégories de personnes 1) des gens relativement aisés qui peuvent se donner à manger quotidiennement; 2) des gens qui se débrouillent tant bien que mal; 3) des pauvres qui vivent dans des taudis, donnent naissance à beaucoup d'enfants et survivent difficilement. Vous voyez c'est complexe, on ne peut qualifier tous les habitants d'ici de pauvres ».

C'est dans ce sens que Genais défend la Cité. Pour lui, on ne peut pas dire que le bidonville est une zone habitée par des pauvres. Beaucoup de maisons construites dans cet espace appartiendraient à des gens qui vivent ailleurs. Ces gens louent leurs maisons de la Cité, et l'argent de la rente sert à payer leur loyer ailleurs.

« [...] Savez-vous ce qui se passe? Eh bien les gens d'ici, ils sont malheureux mais pas pauvres. Ils se débrouillent pour aller ailleurs. Ce sont les malheureux et malheureuses qui végètent dans la misère ici<sup>227</sup>. Beaucoup de gens qui ont un logement ici ne l'habitent pas. Ils ont construit la maison, l'ont affermée et vont vivre ailleurs. La maison qu'ils ont ici sert à payer le loyer de l'autre maison<sup>228</sup> ».

<sup>226</sup> Eh bien m dakò padan se tan yo di konsa moun site de l'éternel se moun ki pov se vre. Men pandan ce temps vraiment, janw wè nap pale la-a, nou di nou pa gen kob, pou nou fè komès, ou bien mari nou pap travay. Men pandan se tan mwen menm lè m ta leve la-a, m pa gen kob pom manje, marim pap travay. Sim bezwen on kredi m ka jwenn li, eee m pa kalifye, menm lè yo se pov, mwen m pa kalifye t'wet mwen se pòv, paskem gon gro bondye map sèvi, au nom de Jesus mwen menm m pa pov, m se gran fanm, menm lèw wè pa gen lajan.

<sup>227</sup> Gener. Ou konn sak pase, moun yo malere, men yo pa pov. Paske ganpil kay ou wè isit la moun yo pa rete ladanl, moun yo degaje yo al lòt kote. Se malere ak malerèz ki rete la kap pase mizè

<sup>228</sup> Ah ganpil moun ou wè ki gen kay la-a yo pa rete nan kay la, li fè kay la, lanfermel, lal retev lòt kote, kay sa-a peye kay kotel rete a.

## Conclusion

Certaines personnes interviewées de la population de Cité de l'Éternel, quoique bénéficiaires des projets réalisés par des ONG et des Agences de coopération en partenariat avec les groupes de base, les gens portent aussi des jugements critiques vis-à-vis de l'État, des associations, des ONG et des agences elles-mêmes. L'État est qualifié « *d'État-bourgeois* », « *d'État-irresponsable* », « *d'État-absent* », parce qu'il ne répond pas aux demandes des associations et n'offre pas de service à la population, selon les personnes interviewées. Quant aux associations, elles sont accusées de faire du «zonage», c'est-à-dire de se limiter à une petite zone donnée qui est le lieu où se trouve le quartier général de l'association, où habitent les membres et dirigeants de la dite association. Les demandes adressées aux ONG et aux agences par ces associations sont faites au nom de toute la population de la cité mais quand le projet est exécuté, il est limité à une localité de la Cité. Quant aux dirigeants de ces associations, ils sont accusés de ne pas être transparents dans leurs démarches et de favoriser leurs proches. Certaines personnes estiment que ceux qui ont milité vraiment pour trouver du financement pour un projet sont évincés dès que le financement est arrivé. Par rapport aux ONG et aux agences, elles sont accusées aussi de profiter de la misère des populations et de maintenir les gens dans une sorte d'attentisme par rapport aux projets qui doivent être financés. En dépit de tout, ils témoignent quand même une certaine reconnaissance par rapport aux ONG car sans elles, affirment certaines personnes, la situation serait plus difficile. Enfin, par rapport à la discrimination répandue dans les médias contre les habitants de la zone du Bicentenaire, les personnes questionnent la pratique même des journalistes quant à la façon de diffuser des informations sur le banditisme dans les quartiers, « il faut qu'ils viennent nous parler avant de diffuser des informations qui nous mettent tous dans le même panier », a commenté un interviewé. Il ne s'agit pas de constater pour rapporter, il faut questionner aussi. Aux étiquettes faisant croire que c'est un repère de bandits, de voleurs et de kidnappeurs, ils opposent des attributs de zone tranquille, zone de paix et de quartier habité par des professionnels et des gens civilisés, tout en reconnaissant que des bandits peuvent venir se réfugier dans la Cité mais qu'ils seraient prêts à les dénoncer s'ils venaient vraiment. À partir des jugements émis, on pourrait dire que les personnes interviewées font preuve d'une capacité de jugement, en dépit de la précarité des conditions de vie. Ces jugements sont portés à la fois sur ses propres associations et sur des intervenants externes à la Cité.



TROISIÈME PARTIE : DES CAMPEMENTS À LA SIERRA SANTA  
CATARINA (IZTAPALAPA, MEXICO)

## CHAPITRE 12. MARGINALISATION, ACTIONS COLLECTIVES ET «REGULARIZACION» A MEXICO

Dans le but de situer ces informations dans un cadre plus global, et prenant comme a priori que ces conditions de vie sont en lien avec la pauvreté et les inégalités au Mexique, sont présentées ici des données relatives à la pauvreté et aux inégalités au Mexique. Ce chapitre sert de cadre devant permettre aux lecteurs de savoir : de quelle population je parle ; quelles sont les conditions de vie de cette population ; quelles sont les activités développées par cette population pour subsister ; dans quel contexte cela se produit. Ainsi, ce chapitre se divise en plusieurs sections : la présentation des conditions de vie dans les campements, à Iztapalapa et à Mexico ; les origines et les activités de subsistance des gens qui sont venus s'établir dans les périphéries urbaines à Mexico ; les actions collectives réalisées et les rapports des populations avec des structures politiques et des institutions gouvernementales; la régularisation des campements

### 12.1 Marginalisation et croissance des établissements humains irréguliers au Mexique

Au Mexique, le taux de marginalisation (*taza de marginacion*) est calculé à partir de trois variables par le Conseil national de la population (CONAPO). Ces variables sont : l'éducation, le logement et le revenu. À partir de ces trois variables, la «Basse Californie» (Baja California) est classée comme étant l'entité qui accuse avec Guerrero et Chiapas un taux très significatif en termes de marginalité (CONAPO, 2002). À «Baja California», 21% des campements ont un niveau de marginalisation très élevé, on y recense 356 localités marginalisées. À côté de «Baja California», se trouvent Guerrero et de Chiapas où 96% des localités se trouvent dans cette même condition, c'est-à-dire avec 5 326 et 9 238 localités respectivement (CONAPO, 2002).

Le Conseil national de la population répartit en trois groupes les entités marginalisées. Le premier est constitué de 11 entités fédérales qui ont chacune entre 4 à 11 pour cent du total des localités du pays. Dans le deuxième, on trouve 12 entités fédérales dont la somme des localités représente entre 1% et moins de 4% pour cent du total national et en dernière instance, on trouve le groupe neuf entités fédérales dont chacune contient un pour cent du total des localités marginalisées du pays (CONAPO, 2002).

Concernant les conditions sociales qui prévalent dans chaque groupe, le premier comprend 61 000 localités avec un niveau de marginalisation élevé ou très élevé, ce qui

représente 74% des localités marginalisées du pays. Dans le second groupe se trouvent 18 000 localités de haute ou de très haute marginalisation, c'est-à-dire 22% des localités de ce type. Enfin, le troisième groupe renferme 3 616 localités avec un niveau de marginalisation élevé et très élevé, ce qui représente 4 pour cent des localités du pays avec ces niveaux de marginalisation (CONAPO, 2002).

Au total, 4.4 millions de personnes, soit 4,6% de la population nationale mexicaine vivent dans des communautés présentant des taux élevés de marginalité. *Ces communautés sont au nombre de 34 et représentent seulement 32% du total des localités marginalisées du pays* (CONAPO, 2002). Au plan de l'éducation, dans les localités qui présentent un niveau de marginalisation très élevé, en moyenne 4 personnes sur 10 âgées de 15 ans ou plus sont analphabètes et 73% n'ont pas terminé leurs études primaires : un total de 1,7 millions de personnes résidant dans les localités les plus marginalisées ont un retard éducatif. Dans ces communautés, 92% de la population employée gagnent moins de deux salaires minima, c'est-à-dire plus d'un million de personnes.

En ce qui concerne les conditions de logement, environ 80% des maisons ont leur sol en terre battue et 70,55% ont des carences en eau potable. Ces logements ne sont pas drainés et ne disposent pas non plus de fosses septiques (CONAPO, 2002). Parmi les logements qui disposent d'une fosse septique, 8% la partagent avec d'autres ménages ; et 7% n'ont pas de couverture pour le parquet. Deux pour cent souffrent de carences en énergie. Ces indicateurs traduisent, selon le rapport du Conseil, la situation des zones qui accusent des taux élevés de marginalisation.

Par rapport aux localités ayant un niveau de marginalisation très bas, les proportions de logements sans ces services sont réduites, de telle sorte que 6% n'ont de services sanitaires exclusifs, 3% ont leur sol en terre battue et moins d'un pour cent n'a pas accès au courant électrique. Ceux qui habitent dans des municipalités ou des zones marginalisées peuvent passer d'un campement à un autre, les prix du loyer étant presque les mêmes, mais il leur est difficile voire impossible de se payer un logement dans une zone de basse marginalité. Dans ce sens, Vega, dans une étude réalisée sur Netzahualcōyotl<sup>229</sup>, affirme que beaucoup d'habitants ont abandonné Netzahualcōyotl pour s'établir à Chimalhuacan, une zone de création récente. Il n'y a, dit-elle, ni services, ni infrastructure urbaine puisque le peuplement de cette zone s'est faite sans autorisation des autorités municipales correspondantes. Ce mode de peuplement impose aussi des conditions de vie adverses à une partie de la population de ces colonies, à

---

<sup>229</sup>Netzahualcōyotl est présenté par Ruffat comme "plus grand bidonville du monde", (Ruffat, 2007)



cause de l'insuffisance des services publics, de l'insécurité sociale qui sévit dans les municipalités et de la participation politique limitée aux processus municipaux qui les correspondent. Dans cette même logique, Léziart, se référant à la situation des jeunes de ces milieux, affirme que la vie de chaque jour est difficile pour eux. Les filles sont enceintes dès l'adolescence, la plupart se livrent à la prostitution et au vol. D'autres vendent et consomment de la drogue.

Selon Vega, un pourcentage élevé de la population vit sur un espace relativement réduit de la superficie de l'État du Mexique, soit 75% de la population sur seulement 4,5% du territoire, dans la partie qui correspond à la zone conurbaine de la capitale fédérale (Vega, 2004). Frutos présente, dans la même perspective, des campements qui ont été formés au début des années 2000 comme étant des lieux d'abandon où l'État n'offre aucun service à la population. Selon ces auteurs, les conditions d'urbanisme ne correspondent pas aux exigences minimales des services urbains pour ces quartiers ; ceux qui habitent dans ces endroits ne disposent pas de titres de propriété qui leur garantissent la sécurité du sol ; les rues ne sont pas asphaltées, ce qui implique des conditions d'insalubrité, vu que les conditions environnementales et sanitaires sont précaires (Frutos et al. 2006). Selon les auteurs, les indices de délinquance sont élevés ; ce qui constitue un facteur qui s'ajoute à l'absence de sécurité publique dans les municipalités. Il n'y a pas non plus d'écoles (d'aucun niveau), encore moins des espaces de récréation, de centres d'assistance médicale ou de développement culturel. À partir de la formation de ces campements, les auteurs disent avoir déterminé des priorités: l'eau potable, le drainage, l'électricité l'asphaltage, la collecte des déchets, la sécurité publique et le transport (Frutos, 2006)

Il n'y a plus de programme de construction de logements pour ces populations. Ainsi, les habitants doivent se débrouiller pour construire leur demeure. Selon Frutos, les types de matériaux utilisés pour la construction sont : 52% avec mur en feuilles de zinc, 19% en blocs, 47.2 % ont le parquet en terre et 82.6% ont la toiture en tôle, 60.5% disposent d'une toilette externe (Frutos, 2006). Dans les zones marginalisées, le retard en matière d'éducation est élevé et les femmes accusent des bas niveaux d'études. En somme, le manque de service d'eau potable, le manque d'hygiène dans les récipients où l'on s'approvisionne en eau potable, l'élevage des animaux domestiques tels que les chiens lâchés dans la rue, les dépotoirs à ciel ouvert se trouvant aux alentours des maisons sont des facteurs qui influencent la transmission des maladies infectieuses comme la diarrhée, la parasitose ainsi que les infections de la peau. De même les limitations économiques, l'insécurité sociale, la consommation d'alcool et le manque

d'un patrimoine familial génèrent les conditions propices pour la névrose et les accidents domestiques, affirment Frutos et al., dans les conclusions de leur recherche sur les campements de la «Ciudad del Carmen» .

Peu de recherches ont été faites sur les campements. Ainsi, les informations concernant les données socio-économiques et démographiques sont tirées, entre autres, du recensement général de la population du Mexique effectuée en 2000, de la documentation de l'association Xulal qui défend les droits des enfants populations indigènes et de quelques articles tirés dans la presse. Taraz<sup>230</sup>, municipalité à laquelle appartiennent les quartiers où j'ai réalisé l'enquête, présente des indices de marginalisation élevés, selon l'Institut national de statistiques, de géographie et d'informatique du Mexique. Elle contient 8 aires géostatistiques de base (Area geostatistica de base AGEB) pour un total de 37 688 habitants. Le pourcentage d'enfants de zéro à quatre ans est relativement élevé : 12.36%; de même que les enfants en âge scolaire soit 20,99% (recensement 2000). Neuf pour cent des enfants âgés de 6 à 14 ans ne vont pas à l'école dans cette municipalité.

La situation est pire dans les campements. Par exemple, dans Salcedo et dans Taskero respectivement où 17.40% et 16,47% des enfants ne savent ni lire ni écrire. Les adultes accusent aussi un taux élevé d'analphabétisme élevé. Selon Bazua et Reina, les taux d'analphabétisme chez les adultes vivant dans les campements sont supérieurs à 90%, tandis que dans d'autres campements, entre autres, Taskero, la Paloma et Salcedo, les pourcentages des personnes ayant une formation inférieure aux études primaires complètes sont respectivement de 32,5% ; 30.71% et de 26% (Bazua et Reina, 2003)

La population économiquement active (PEA) à Taraz est estimée à 13 711 habitants dont 32.52% travaillent dans le secteur secondaire et 64,20% dans le tertiaire. 49,88 % de cette population reçoivent entre un et deux pour cent salaires minima comme revenu mensuel et 13,86 % reçoivent moins du salaire minimum. On estime que 2,84 % de la population ne reçoit aucun salaire du tout (recensement général 2000). Par exemple à la Paloma et à Taskero, respectivement, 73 % et 78% de la population économiquement active (PEA) reçoivent jusqu'à deux fois le salaire minimum comme revenu mensuel. Dans les secteurs secondaire et tertiaire, les activités de la population pour avoir un salaire de subsistance quelconque relèvent du secteur informel. C'est ce qui explique, selon Bazua et Reina, les bas salaires perçus par les personnes âgées de 12 ans et plus (Bazua et Reina, 2003)

---

<sup>230</sup> Taraz est le nom fictif que nous attribuons à cette municipalité pour des raisons éthiques. De même, les noms des campements ont-ils été modifiés.

Au plan du logement, Taraz présente une situation particulièrement dramatique parce qu'il y a 8 campements où les logements précaires sont construits de manière provisoire avec des briques et des toitures en carton (Bazua et Reina, 2003). Les données du recensement de 2000 confirment cette situation : 42,78% des logements à Taraz sont construits à partir de toitures précaires, et 68,37% sont dotés seulement d'une chambre à coucher et d'une cuisine. On compte en moyenne cinq personnes par logement et un à trois par chambre (Recensement 2000). La situation est encore pire dans les campements. Par exemple à La Paloma et à Salcedo, ce sont respectivement 89,79% et 81,29 % des logements qui sont construits avec des toitures précaires (Bazua et Reina, 2003). Selon ces auteurs, cette situation est due au fait d'une carence de terrain pour construire des logements à la capitale fédérale et au coût élevé pour louer un appartement. Selon Bazua et Reina, les gens qui vivent dans cette région proviennent d'autres zones où elles ont été expulsées ou bien s'y trouvent à cause d'une situation de chômage ou de désintégration familiale qui les ont poussés à s'agrouper en vue de trouver un endroit où habiter indépendamment des risques que cela comporte (Bazua et Reina, 2003).

Selon plusieurs personnes interviewées, Taraz était constitué uniquement de campements après l'invasion des terrains par des populations. Les constructions étaient provisoires et faites à partir des matériaux de récupération. Les services de base manquaient; mais aujourd'hui presque toutes les rues sont asphaltées et on y trouve des trottoirs destinés aux piétons. Les rues sont drainées et l'accès à l'eau potable et à l'électricité ne se fait pas de manière irrégulière. Mais dans les campements avoisinants, c'est tout à fait le contraire : les rues sont en terre battue, il n'y a pas drainage. Les établissements des populations n'étant pas reconnues par les autorités étatiques, les gens accèdent à l'eau et à l'électricité par des voies irrégulières. Les habitants ne disposent pas encore de titre de propriété de l'emplacement sur lequel ils construisent leur logement ; ils continuent de lutter pour obtenir la reconnaissance légale de leur propriété et de l'espace qu'ils ont occupé.

La municipalité se caractérise aussi par un climat d'insécurité. Des gens s'adonnent à la délinquance pour survivre. Dans sa chronique publiée dans le quotidien el Universal, Alcaraz, se référant à Taraz, parle de cette commune comme étant une « école du crime » (*escuela del crimen*). Selon lui, c'est un territoire sans loi où une bande de jeunes, s'adonnant au trafic de la drogue et au crime organisé, est protégée par

certain agents de la police tenant ainsi la commune sous contrôle (Alcaraz, 2003)<sup>231</sup>. L'auteur explique la façon dont les groupes de bandits, formés surtout d'enfants et d'adolescents, opèrent dans la municipalité. Les filles les plus jeunes de la bande âgées entre 15 et 20 ans sont utilisées comme vigilantes et ont la responsabilité de vendre la drogue. Quand, au cours d'une intervention de la police, quelques-uns de leurs associés sont arrêtés, ces filles s'enfuient avec la drogue et les armes. Quant aux plus petits âgés de huit à douze ans, on les entraîne comme espions. À bicyclette, ces enfants parcourent les rues pour surveiller les patrouilles policières et aviser leurs complices. Leur rémunération consiste en quelques bonbons ou quelques pièces de monnaie. Ces enfants doivent se renseigner aussi pour savoir si une personne quelconque possède de l'argent afin de faire emporter son porte-monnaie ou son sac à main. Ces enfants ont aussi pour attribution de prendre la fuite avec les armes et la drogue au cours des affrontements des bandits avec la police.

Les occupations irrégulières de terrain, la précarité des conditions de vie, le banditisme, le commerce de détail de la drogue, ne se limitent pas à la municipalité où j'ai mené l'enquête. D'autres études révèlent que l'arrondissement d'Iztapalapa figure parmi les entités administratives de la capitale fédérale qui accusent des indices importants de marginalisation, entre autres, par rapport à l'occupation du sol, au logement, au revenu et à l'éducation.

## 12.2 La situation à Iztapalapa

Selon la Commission des ressources naturelles du département de la capitale fédérale, on dénombre dans la zone de la Sierra Santa Catarina (Iztapalapa) 14 établissements irréguliers de populations, c'est-à-dire des terrains qui sont envahis par des populations. Cependant, le phénomène d'irrégularité de la tenure foncière affecte environ 22.2% des familles à Iztapalapa. Celles-ci se sont établies sur une superficie approximative de 2 187 hectares<sup>232</sup>. La « Sierra Santa Catarina » constitue une partie de cette superficie. On estime que 7 701 familles vivent dans des campements ; ce qui donne une superficie de 208 ha. Ces campements sont pour la plupart anciens ayant entre 20 à 10 ans. Les plus récents sont arrivés, il y a quelques mois. Neuf pour cent de ces familles vivent dans des campements créés depuis plus de dix ans ; 72.2% vivent

<sup>231</sup> [http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi\\_84250.html](http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi_84250.html)

<sup>232</sup> Programme de développement urbain de l'arrondissement de Iztapalapa <http://www.paot.org.mx/centro/programas/delegacion/iztapal.html>.

dans de campements ayant 2 à 9 ans de création tandis que 18.8% sont établis dans des campements qui ont plus de deux ans de fondation<sup>233</sup>. Des 16 arrondissements de la capitale fédérale du Mexique Mexico DF, Iztapalapa est le département le plus peuplé où vivent 20% de la population totale de cette entité fédérative. Cette municipalité se caractérise, entre autres, par des inégalités sociales et spatiales. Sur une population de 1 773 343 habitants (recensement 2000), 43% vivent dans des unités territoriales qui accusent un taux élevé de marginalisation tandis que 71 471 habitants, soit 4% de la population qui vivent dans des territoires à faible taux de marginalisation (Bazua et Reina, 2004).

Au plan du logement, on compte à Iztapalapa 295 760 logements dont 25% ont le toit en carton ou en métal, 3% ont le sol en terre battue, et 1% avec le mur construit à partir des matériaux de récupération. Un des problèmes majeurs par rapport à l'occupation du sol à Iztapalapa demeure les établissements irréguliers de la population dans des zones de réserve écologiques tels que la « Sierra Santa Catarina » et le « Cerro de la Estrella ». Certains établissements au niveau de la Sierra Santa Catarina sont en train d'être régularisés à partir des programmes dénommés « Zones Spéciales de Développement Contrôlé » (ZEDEC pour le sigle en Espagnol). Mais la population continuait, jusqu'en 1996, d'envahir d'autres terrains au niveau de ces deux zones pour s'y établir.

L'arrondissement se caractérise aussi par de criantes inégalités de revenu : 83% de la population de Iztapalapa gagne un revenu deux fois moins que le salaire minimum<sup>234</sup>, tandis que 1,62% perçoit des revenus dix fois supérieurs au salaire minimum. Par rapport à la population économiquement active, (estimée à environ 500 000 habitants) 15% sont au chômage ou sont sous-employés. En termes d'indice de marginalité<sup>235</sup>, on estime que 1 490 499 habitants d'Iztapalapa sont marginalisés. Au niveau de la capitale fédérale, Iztapalapa est classé cinquième parmi les arrondissements ayant l'indice de marginalité le plus élevé après Milpa Alta, Tlahuac, Cuajimalpa et Xochimilco, respectivement.

Iztapalapa, en rapport avec la scolarisation des enfants, accuse, selon Bazua et Reina un taux élevé d'enfants qui ne sont pas en mesure de fréquenter l'école. Dans une étude réalisée pour l'association Xulal, les auteurs affirment que des 64 522 enfants de 5

<sup>233</sup> Voir « Programa delegacional de desarrollo urbano de Iztapalapa » en <http://www.paot.org.mx/centro/programas/delegacion/iztapal.html>

<sup>234</sup> Le salaire minimum général en vigueur au Mexique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 se situe entre 44 et 47 pesos soit plus de US \$ 4.50 par jour.

<sup>235</sup> <http://www.paot.org.mx/centro/programas/delegacion/iztapal.html>.

à 14 ans qui ne vont pas à l'école dans la capitale fédérale mexicaine, 30 pour cent vivent à Iztapalapa dans des zones à taux élevés et très élevés de marginalisation, particulièrement les campements. Cette situation tend, selon elles, à régénérer la reproduction de groupes sociaux marginalisés du processus de développement de la société sans possibilité de s'y incorporer dans des conditions d'équité (Bazua et Reina 2004). Bazua et Reina associent la reproduction de la marginalité aux types de logements dans lesquels vivent ces enfants. Selon elles, les logements, construits sur des emplacements exigus, dans des campements irréguliers avec des matériaux de récupération, n'offrent pas de conditions adéquates aux enfants pour étudier. Ainsi, ils ne reçoivent pas les mêmes stimulations aux études que des enfants d'autres catégories sociales. Ces enfants des campements représentent 5,5 pour cent de la population d'Iztapalapa qui ne fréquente pas l'école (Bazua et Reina, 2004). Dans la même perspective, Simon, en référence aux populations des arrondissements d'Iztapalapa, d'Alvaro Obregon, et de Gustavo A. Amadero, conclut qu'il existe dans la capitale fédérale mexicaine des groupes vulnérables qui en vertu de leurs origines, de leur sexe et des endroits où ils habitent ne fréquentent pas l'école (Simon, 2007). Ces groupes sont constitués, entre autres, de mères adolescentes seules, d'indigènes, de handicapés et des populations vivant dans des campements. Sur ces trois arrondissements, Iztapalapa concentre plus du quart des populations pour chaque catégorie identifiée. Par exemple, dans cet arrondissement, on trouve 29,3% des enfants âgés de 5 ans qui ne vont pas à la maternelle, 26,5% de ceux qui ne fréquentent pas l'école primaire et 27,8% des jeunes qui n'ont pas fait d'études secondaires (Simon, 2007)<sup>236</sup>.

Selon Pierre (2007), la plupart des jeunes de l'arrondissement s'adonnent à des activités délinquantes pour subsister, entre autre, prostitution, vol, vente et consommation de la drogue. L'auteur fait remarquer à propos de la délinquance au Mexique que plusieurs milliers de gangs font régner la terreur dans la ville en général et dans certains arrondissements comme Iztapalapa.

«La criminalité y est en hausse constante. Plus de 20 000 gangs opèrent dans la jungle urbaine, commettant chaque jour plus de mille délits et une dizaine de meurtres. Et surtout, des milliers d'enfants abandonnés, ou ayant fui des familles violentes, errent dans la ville, se nourrissant dans les poubelles, mendiant, chapardant, se prostituant, presque tous drogués à l'Activo (un nettoyeur très toxique pour tubes en PVC). Ils sniffent un coton imbibé du produit qu'ils cachent dans leur main. Cette drogue coupe la faim et fait oublier le malheur, mais elle bloque la croissance et détériore irrémédiablement la vue, le mental et l'élocution. Dans cette faune, les filles tombent enceintes à 14 ans sans l'avoir voulu. La plupart de ces pauvres enfants périront avant l'âge adulte, dans la

<sup>236</sup> [http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi\\_84250.html](http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi_84250.html)

souffrance et le désespoir. Ils n'auraient jamais dû naître, car leur vie n'est pas la vie (Pierre, 2007) »

Dans la plupart de ces quartiers, notamment les plus anciens, on peut trouver des guichets de banque, des salles de spectacle et même des magasins. Les patrouilles de polices sont régulières. On y trouve aussi certaines institutions publiques et quelques petites entreprises. Les activités informelles sont très présentes. L'activité marchande semble être le recours le plus facile, car dans presque chaque famille, devant chaque maison, il y a un commerce. Sur les trottoirs de certaines rues sont érigés des étalages où les gens essaient de vendre toutes sortes de produits : nourriture, vêtements d'occasion, meubles en bois, entre autres. Les résidences construites dans ces quartiers n'ont pas le même dispositif de sécurité comme dans le cas des quartiers présentés dans les pages précédemment. On y trouve quand même des barrières métalliques. L'insécurité, la violence deviennent de plus en plus inquiétante, selon des personnes interviewées dans les campements. Les gens essaient de mettre le maximum dispositif de sécurité possible. En général c'est le fer forgé et les barrières métalliques qui sont utilisés pour servir respectivement de barrière et de grille aux fenêtres des maisons.

Le conseil national de la population (CONAPO), quoi qu'elle se base sur les variables d'éducation, de logement et de revenu, n'étudie pas la marginalisation au niveau des quartiers. Les données relatives à l'espérance de vie, au type de logement, au niveau d'éducation, à la consommation, au chômage ne sont pas disponibles. Il est donc difficile d'établir des différences au plan quantitatif sur ces quartiers. Cependant au cours des observations j'ai constaté les disparités qui existent entre ces milieux de résidence quant au type de logement, aux catégories des gens, aux services urbains et aux activités des résidents de ces quartiers

### **12.3 Origines et activités de débrouille des gens qui peuplent des bidonvilles à Mexico**

Selon Reina et Bazua (2000), au cours des années 40, la population indigène, à la capitale fédérale, se concentrait plutôt dans des arrondissements ruraux. Les peuples autochtones conservaient la langue et les traditions de leurs ancêtres. Dans l'arrondissement de Milpa Alta, se trouvaient 40% des gens qui parlaient la langue indigène. Cependant, avec le développement de la ville et l'incorporation en son sein des peuples d'origine Nahuatl provenant du sud de la capitale fédérale, des langues indigènes ont commencé à disparaître. Au cours des décennies qui suivirent la

révolution mexicaine, des jeunes indigènes bilingues ont immigré vers la capitale fédérale dans le but d'étudier une profession. Des femmes sont arrivées aussi à la capitale dans le but de travailler comme domestiques. Certains jeunes gens ont été embauchés dans la construction comme maçons. A la fin des années cinquante, avec notamment le processus d'industrialisation du pays, des indiens ont débarqué à la capitale en vue de se faire embaucher comme ouvriers dans l'industrie. Selon Bazua et Reina, avec cela, commence une migration massive et généralisée des indigènes vers les grandes villes. Cela allait s'accroître avec la crise du maïs qui a provoqué une grande expulsion de la force de travail des communautés rurales vers les centres urbains. Des indigènes ont été expulsés de manière violente de leurs propriétés d'origine, entre autres, des «*Mazahuas*» de San Antonio, de Pueblo Nuevo ou encore les «*Triquis*» de Copala. Arrivés en ville, ils ont pu trouver des formes d'auto-emploi dans le commerce ambulancier, rendant ainsi la présence indigène comme étant un phénomène visible dans la ville (Bazua et Reina, 2000)

Par rapport à la migration des femmes indigènes vers la capitale fédérale, Arizpe présente quelques caractéristiques du mouvement migratoire des indigènes «*Mazahuas*» et «*Otomies*» de quatre communautés vers la capitale fédérale mexicaine. Il y eut, dit Arizpe, à la fin des années 1960, une sorte de résurrection du passé que beaucoup croyaient mort : une quantité croissante de femmes indigènes envahit les rues de la capitale fédérale du Mexique. Elles s'adonnent à la vente des fruits sur des trottoirs et provoquèrent toute une surprise par leur identité ethnique et par leur ubiquité. Elles suscitent par la suite la préoccupation des fonctionnaires publics par la grande pauvreté qu'elles affichaient. Certaines d'entre elles faisaient la quête dans les rues. La sagesse populaire les appelait «*Marias*» ou «*Juanas*» (Arizpe, 1975). En dépit de leur situation à la capitale, une enquête a démontré que les salaires que ces gens percevaient pour leur travail dans deux municipalités étaient nettement supérieurs à ceux qu'un journalier recevait à la campagne. Dans la municipalité d'Ixtlahuaca, on estime que leur salaire était de 40,54 pesos par jour, tandis que dans une autre communauté, «*San Felipe del Progreso*», il n'était que 36,46 pesos (Arizpe, 1975). Selon Arizpe, ces salaires contrastaient de manière aigüe avec le salaire réel pour le journalier de la campagne (peon) qui était de 10 à 12 pesos. A Ixtlahuaca 34.8 % de la population active déclarait des revenus inférieurs à 199 pesos par mois (Arizpe, 1975). Selon cette auteure, un tiers de la population des deux municipalités perçoit des revenus considérés comme la sixième partie du coût de la vie en milieu rural. Elle conclut donc que ce sont des facteurs structurels qui expliquent la migration des indigènes à Mexico : une croissance



démographique élevée, le bas niveau de vie et l'absence d'industries qui créent de l'emploi hors du secteur agricoles (Arizpe, 1975)

Pour certains auteurs Richard (2006), Dealba et Jouve (2005), la création des zones industrielles au nord de Mexico a provoqué une vague de migration qui l'a transformée en une mégapole. Tout a commencé, selon Richard, dans les années 1960, lorsqu'apparurent les entreprises de montage appelées «*maquiladoras*» dans le nord de la capitale. Celles-ci avaient bénéficié de facilités fiscales et douanières offertes par le gouvernement fédéral qui voulait créer des emplois pour la main-d'œuvre nombreuse du Mexique en attirant des capitaux américains prêts à être investis là où le coût de la main-d'œuvre était bas (Richard, 2006). Au cours des années 1960 et 1970, il y eut une importante explosion démographique à l'échelle de la métropole, tandis que les années 80 se caractérisent par une diminution relative du poids démographique de la capitale fédérale (Dealba et Jouve, 2005). Aujourd'hui, il y a de moins en moins d'entreprise de montage à Mexico, et la population employée dans ces entreprises a diminué considérablement. Richard note qu'entre 1994 et 2001, l'industrie «*maquila*» a réalisé 43 % des exportations mexicaines et en réalise aujourd'hui presque la moitié. Il semble que malgré l'essoufflement du système, plus d'un million de mexicains travaillent dans ces usines dont un nombre croissant travaille plutôt dans des secteurs tels que l'automobile et l'électronique (Richard, 2006).

Aujourd'hui encore, les populations en provenance d'autres villes, de la paysannerie et d'autres États de la fédération ne cessent de venir s'établir à la capitale fédérale. Selon Léziart, les chiffres concernant la croissance de la capitale mexicaine sont impressionnants puisqu'elle est passée de 1 à 30 millions d'habitants en moins d'un siècle. Chaque jour, la capitale fédérale compte 1 650 personnes de plus : 1 200 par naissance et 550 par immigration (Léziart, 2004). À leur arrivée à la capitale, les paysans mexicains débarquant dans les terminaux de bus et rejoignent les «*villes-misères*» de la périphérie, qu'on appelle par euphémisme «*colonias proletarias*». Léziart décrit en ces termes les lieux où s'établissent les pauvres venus de la paysannerie :

« Dans ces zones prolifèrent des constructions “ pirates ” ou “ castor ” puisque les habitants y pratiquent une occupation illégale de terrains et suivent un processus d'auto-construction de leurs habitations avec du matériel de récupération d'abord (cartons, tôle...) pour ensuite l'améliorer au fur et à mesure du temps. A Mexico par exemple la moitié du sol urbain échappe à la gestion de la ville, ce qui entraîne des exactions de toutes sortes profitant à des intermédiaires véreux mais à compter au détriment des plus démunis (Léziart, 2004)».

Flores distingue, dans cette même logique, deux types de migration vers Mexico : la migration définitive, c'est-à-dire cette migration au cours de laquelle les gens ne retournent pas en province, et la migration «*golondrina*» (migration hirondelle) où les gens font le va-et-vient entre la capitale et leur ville de province ou la paysannerie (Flores, 2004). Par rapport au deuxième type de migration, les jeunes retournent voir leur famille durant la saison des moissons ou la préparation de la terre. Ou bien, ils retournent dans leur communauté pour se fiancer avec quelqu'un de leur communauté, pour soigner une personne malade de la famille ou bien, ils s'y rendent aussi à l'occasion des festivités religieuses ou de vacances. En référence à la population de Mixteca, il affirme que 13% de cette population sont partis en vue de résider définitivement à Mexico. Pour la majorité, ces gens ne savent ni lire ni écrire ; la pauvreté et le manque d'emploi constituent les causes principales de cette forme de migration (Flores, 2004).

Les populations de la première de migration vont former avec d'autres gens déjà établis dans les périphéries de la grande mégapole mexicaine ces populations marginalisées établis soit dans des bidonvilles, soit dans des quartiers populaires, soit dans des campements irréguliers. Poniatowska cite ces catégories de gens qui se livrent à des activités informelles dans les rues de Mexico. On y trouve, dit-elle, «*la vendedora de aguas frescas* » de Juchitán (eau froide de Juchitan) qui est venue tenter sa chance à Mexico ou bien les jeunes paysannes mexicaines qui découvrent les miracles de l'électro-ménager lorsqu'elles sont employées comme domestiques dans des familles aisées. Elle cite aussi ces crieurs de journaux ou de loterie ainsi que de ceux qui ont la charge de garder et d'entretenir les voitures «les «*cuidadores de coches*» ou pire encore des «*pepenadores* » des décharges publiques (Poniatowska, 1980)

Flores, en référence à cette catégorie de gens cités par Poniatowska, fait remarquer que la migration représente pour ces gens un grand changement de conditions. En s'appuyant sur les données du dernier recensement officiel (1995), et ses projections pour les années qui ont suivi, il est dit que la majorité de la population de Oaxaca (60%) est rurale. Tandis que dans la commune de Nezahualcoyotl (bidonville de Mexico où se concentrent des pauvres en provenance de Oaxaca), 83.63% de son territoire est urbain. Les habitants de Oaxaca (oaxaqueños) ont changé de conditions de vie en immigrant à Mexico parce qu'ils passent d'une situation agricole à de petites activités communautaires en vivant notamment dans un territoire urbain caractérisé par l'insuffisance des services publics et indice élevé de violence urbaine. Toutefois, sa migration apporte quand même une amélioration en termes familiaux, puisque pour la

majorité, c'est l'occasion de gagner un meilleur salaire parce qu'à Oaxaca un maçon gagne 4.36 dollars par jour et une ouvrière couturière 4.21 dollars, tandis que dans la ville un travailleur domestique peut obtenir jusqu'à 10 dollars quotidiens et ses enfants peuvent accéder à l'éducation publique, non seulement au niveau primaire, mais aussi secondaire, post-secondaire (préparatoire) ou même aller à l'université (Flores, 2004). L'auteur fait remarquer qu'à Oaxaca le niveau de scolarité tel que rapporté par l'Institut national géographie statistique et informatique (INEGI), est de 4.7 années d'éducation primaire, avec 75 pour cent d'analphabétisme au niveau rural.

Les pauvres qui émigrent vers la capitale fédérale, selon cette littérature, sont à la recherche de meilleures conditions de vie parce qu'en province et particulièrement dans la paysannerie, ils manquent de beaucoup de choses. Cependant leur migration, même si elle peut apporter une certaine amélioration quant à leurs conditions de vie, ne peut pas réellement les sortir de la pauvreté et de la marginalité urbaines. Ces populations ont fait l'objet de plusieurs programmes de lutte contre la pauvreté et constitué en même temps une certaine clientèle des partis politiques. Dans la section qui suit, sont analysées des pratiques de certaines organisations sociales et de partis politiques auprès de ces populations.

#### **12.4 L'action des groupes sociaux et des formations politiques**

Ces informations pourraient laisser l'impression qu'il n'y a, au Mexique, que ces pratiques vis-à-vis des populations démunies. Mais certaines recherches faites sur les actions de quelques organisations sociales militant, entre autres, pour le logement révèlent d'autres pratiques. Dans la section qui suit, je passe en revue quelques publications autour de la pratique de ces organisations avec des populations en quête de logement. Les populations pauvres en provenance d'autres états du Mexique et de la paysannerie en particulier ont attiré l'attention de militants des organisations sociales et des partis politiques. Se référant à la situation des pauvres qui viennent s'établir à Mexico, Léziart affirme que le couple mexicain qui débarque dans les stations d'autobus de la capitale est «un couple légendaire» chargé de baluchons, de quelques animaux domestiques, entre autres, poules ou chèvres et une ribambelle d'enfants qu'il faut trouver un endroit où héberger (Léziart, 2004). À défaut d'une structure d'accueil, selon l'auteur, ces gens dorment à la belle étoile ou dans des cahutes de misère avant de trouver un endroit où s'installer, un «cuartucho inhópito» (une vieille chambre inapproprié pour habiter).

Dans une étude sur le Mouvement populaire urbain (MUP) au Mexique, Saïz (1986) parle de l'émergence des groupes populaires qui ont entrepris des actions collectives pour le logement. Selon l'auteur, ces groupes étaient indépendants par rapport au pouvoir politique. À la fin des années 1960, les militants ont cherché à orienter et à influencer les actions des résidents des quartiers pauvres en travaillant directement avec eux dans ces quartiers et d'autres zones avoisinantes. Il y avait, dit-il, d'anciens activistes du mouvement étudiant de 1968, des promoteurs des communautés ecclésiastiques de base et des militants d'une gauche qui n'avait pas de parti politique. L'incursion de ces militants, selon Saïz, a été facteur stimulant pour la dynamique des quartiers urbains. Bien des groupes impliqués dans cette dynamique parmi lesquels les « colonos » (colons) et les « locataires » qui ont exprimé des revendications spécifiquement liées au logement.

Les « colonos » sont des pauvres urbains non respectueux de la propriété (publique ou privée), des autorités et des normes en vigueur. De 1968 à 1980, ils ont envahi dans les des terrains et réalisé des marches massives pour protester contre quelques fonctionnaires ou pour exercer des pressions afin que leurs revendications soient traitées favorablement. Là où les invasions de terrain ont été organisées, les groupes disposent de la capacité de s'organiser et de mettre en place des structures diversifiées. Ils réalisent deux types d'action : l'invasion et l'achat collectif. La préparation des deux actions se fait à partir d'un long processus préalable d'intégration et d'analyse de groupe autour des possibilités existantes (Saïz, 1993). Dans les municipalités créées à partir d'une occupation individuelle ou bien par l'achat isolé, il existe des possibilités de constituer des groupes. Chaque envahisseur ou bien chaque acheteur agit de façon isolée. Dans l'ensemble, des organisations indépendantes, celles des colons étaient des plus solides et des plus combattifs jusqu'au milieu des années 1980 (Saïz, 1993). Cette période est bien difficile pour les populations. C'est la période où le gouvernement mexicain a commencé à appliquer les politiques d'ajustement structurel qui consistaient essentiellement en un retrait de l'État de ses engagements sociaux en matière des services tels que l'eau potable, les soins de santé, le logement, entre autres. L'application de ces mesures a provoqué des coupures budgétaires dans les programmes fédéraux destinés à certains secteurs stratégiques pour la capitale fédérale tels que l'eau potable, les transports publics. Le gouvernement fédéral avait mis en place tout un ensemble de services publics tels que le réseau des hôpitaux et du cinéma, des magasins qui vendaient des produits de première nécessité à des prix bas au cours

des années 70. À cause des coupures budgétaires ce réseau a entièrement disparu (CONAPO, 1998 :137)

À côté des groupes qui envahissent des terrains et des gens qui achètent de manière isolée, on trouve les organisations de locataires. Celles-ci constituaient une des premières expressions du mouvement populaire urbain (MUP) dans les principales villes du pays, au cours des années 20. Les «locataires» ont mis sur pied différents groupes qui ont réalisé des réunions en vue de renforcer un mouvement de locataires. Leurs revendications comportaient plusieurs axes : contre les hausses démesurées ou excessives des rentes, contre les déguerpissements des locataires des logements, empêcher le changement d'usage du sol et exiger la rénovation des logements (Saucedo, 1986). Cela coïncidait avec le tremblement de terre de 1985 qui a été une cause majeure causant plusieurs milliers de victimes.

Les luttes entreprises par les populations, à cette époque, ont contribué à l'émergence de nouvelles institutions devant s'occuper de la question du logement. C'est ainsi qu'a été créé, en 1981, le Fonds national du logement populaire (FONAHPO) constituant une réponse institutionnelle à la demande collective de logement de la part de ceux qui percevaient des revenus inférieurs à 2,5 fois le salaire minimum (Saiz, 1986). Au plan démographique, il s'est produit ce qu'il appelle la détérioration et l'appauvrissement de la classe moyenne dont la plupart des gens de cette catégorie sont venus s'ajouter au nombre des pauvres et des extrêmement pauvres. Les ONG, qui au départ, maintenaient des liens solidaires avec les groupes populaires indépendants et leur prodiguait des conseils dans différentes actions, ont préféré intervenir dans la définition des politiques publiques. Elles n'accompagnent plus les groupes populaires dans leurs actions et leurs revendications.

### **12.5 L'action du Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI) auprès des pauvres : constituer une clientèle.**

Dans une étude portant sur les campements à Mexico au cours des années 1980, Montaño (1984) affirme que ces territoires constituent la base de la pyramide des quartiers à la capitale fédérale. Selon l'auteur, les habitants de ces quartiers, privés de presque tout, n'ont besoin que d'un lieu de refuge. Pour la personne marginalisée, dit-il, l'investissement initial dans le logement doit inclure uniquement et exclusivement ce qui est de base, c'est-à-dire un toit et une structure plus permanente. Le reste doit s'accorder avec les besoins de base et les ressources pour chaque individu (Montaño,

1984). Il parle dans ce sens d'une irrationalité administrative qui trouve son explication non pas dans la technique, car les diverses institutions possèdent une clientèle qui est manipulée à travers l'offre de concessions de matérielles.

Selon l'auteur, bien avant les années 1980, des structures ont été mises sur pied par le gouvernement fédéral dirigé par le Parti de la révolution institutionnelle (PRI) en vue de contrôler les campements. Au cours des années 1970, des structures de services spécifiques ont été mises à la disposition de ces populations qui provenaient de la campagne et qui n'étaient pas admissibles au programme de sécurité sociale du gouvernement. Le président de la République, ne pouvant pas avoir des rapports personnels avec tous ceux qui ont voté pour lui, a mis en place des institutions parmi lesquelles, la secrétairerie d'État à la salubrité et à l'assistance publique a été créée (Montaño, 1984). Selon l'auteur, cette institution a eu les mêmes fonctions que l'Institut mexicain de services sociaux (IMSS) et l'Institut de sécurité et de services sociaux des travailleurs de l'État (ISSSTE). La Secrétairerie d'État à la salubrité et à l'assistance publique avait pour clientèle cette partie de la population qui n'est pas couverte par l'IMSS et l'ISSSTE, dit Montaño. Cette clientèle est composée des pauvres de la capitale fédérale et des paysans (Montaño, 1984). L'auteur cite également la Secrétairerie de la réforme agraire et l'Institut pour le développement de la communauté rurale et du logement. Ces institutions avaient comme objectifs, entre autres, de promouvoir la régularisation de la terre et la construction de logements à bon marché.

Selon Montaño, la création de ces institutions avait permis au Parti au pouvoir de se recruter une clientèle parmi les populations vivant dans les campements. Le président de la République disposait d'un large éventail de ressources qu'il pouvait utiliser quand l'occasion se présentait. À l'occasion de l'inauguration des édifices publics ou bien des unités de logement, les pauvres de la ville étaient systématiquement mobilisés. Les dirigeants profitaient de l'occasion pour parler à cette population des conquêtes de la révolution et de ses succès. Au cours de ces rencontres, le président en profitait pour répondre aux demandes spontanées des pauvres de la ville. Ceci pouvait modifier, voire annuler des recommandations et des études techniques des autorités, juste pour se montrer à l'écoute des pauvres et conserver ainsi sa clientèle (Montaño, 1984)

Montaño fait remarquer que dans l'articulation des demandes et des interventions pour obtenir des avantages et des prestations du gouvernement, le PRI a été fréquemment orienté vers les classes basses des zones urbaines. La gamme des besoins de ce groupe et la sensation de l'insécurité continue des gens ont fait du parti un

véhicule à travers lequel de telles demandes ont pu être articulées et en certaines occasions résolues (Montaño, 1984). Dans ce sens, toute une panoplie d'organisations avait vu le jour tant dans la paysannerie que dans les villes du Mexique, dans le but de défendre leurs intérêts spécifiques. C'est ainsi qu'a pris naissance la Confédération nationale paysanne (CNP) qui regroupe des organisations paysannes, tels que la confédération des travailleurs mexicains (CTM) et le congrès du travail. Outre ces deux structures organisationnelles, on trouve également la Confédération nationale des organisations populaires (CNOP) qui est plus hétérogène et plus diversifiée que les organisations précédentes.

Les pauvres de la ville se laissaient faire considérant ces organisations du PRI comme des pas inévitables pour obtenir des bénéfices gouvernementaux (Montaño, 1984). Dans cette optique, les leaders des communautés agissent comme des thermomètres qui contrôlent la situation au sein des quartiers populaires. Selon Montaño, les ressources sont canalisées prioritairement vers ces zones qui ont été hostiles ou bien qui adhèrent au Parti. Partout où la situation tendait à se détériorer les autorités trouvaient une façon de maintenir de bonnes relations avec la population. Par exemple, on organisait des tournées des hauts fonctionnaires dans les «barrios». Ces fonctionnaires cherchaient à s'enquérir de la situation ou bien ordonnaient la réalisation d'études techniques qui requéraient fréquemment le consensus d'autres instances gouvernementales (Montano, 1984). Avec le PRI, maintenu au pouvoir pendant 70 ans, des rapports clientélistes se sont développés avec les pauvres des villes. Pour ce, des structures organisationnelles ont été utilisées, entre autres, la Confédération nationale paysanne (CNC) et la confédération nationale des organisations populaires (CNOP)

Avec l'exigence faite au gouvernement par des institutions financières internationales, comme la BID et le FMI, à partir des années 1980 d'appliquer des politiques d'ajustement structurel, beaucoup des programmes publics créés notamment à l'intention des populations marginalisées ont été fermés. Cependant, la population n'a pas cessé de migrer à Mexico et dans d'autres grandes villes d'autres États de la fédération. Dealba et Jouve, faisant référence aux transformations politiques de la capitale fédérale mexicaine, vont dans la même perspective des pratiques clientélistes qui ont existé entre le PRI et les populations défavorisées au Mexique. Selon eux, l'État mexicain, fondé à cette époque sur un seul parti, le (PRI), a dirigé le pays en construisant une relation corporatiste avec les chômeurs, les paysans et des organisations populaires. Il a eu recours, pour ce faire, à diverses pratiques telles que

pressions, concessions, négociations selon les contextes et les circonstances pour rester au pouvoir (Dealba et Jouve, 2005).

## 12.6 Le PRD face aux pauvres à la capitale fédérale

Le parti de la Révolution démocratique (PRD) a été fondé en avril 1989 après l'exclusion de Cuauhtémoc Cardenas du Parti de la Révolution institutionnel. Battu frauduleusement aux élections présidentielles de 1988 au profit de Carlos Salinas de Gortari, Cardenas fonda avec d'autres militants le PRD. Son exclusion du PRI est due au fait qu'il animait un courant «démocratique» au sein de ce parti (Delaporte, 2004). Les pratiques du nouveau parti, en ce qui concerne les rapports avec les classes populaires, notamment les populations des quartiers défavorisés, ne sont pas différentes de celles du PRI. Ils sont fondés sur des bases clientélistes à savoir parler au nom des pauvres, réaliser des projets au profit de ces populations dans le but de créer du capital politique. En 1997, Cuauhtémoc Cardenas est élu Maire de Mexico ; jusque là c'est le président de la République (toujours un «priiste») qui nommait le Maire de la Capitale. C'est dans un souci de transparence et d'imputabilité de la prise de décisions que le gouvernement fédéral, sous la pression des partis politiques de l'opposition, et de véhémentes protestations sociales et de quelques intellectuels, avait décidé en effet d'établir une nouvelle instance politique qui est le gouvernement du district fédéral (Dealba et Jouve, 2005). Une des figures qui a marqué l'engagement du PRD auprès des pauvres est celle du maire Andres Manuel Lopez Obrador, dite AMLO dans les médias mexicains. Élu maire de la capitale le 15 décembre 2000, il tranche avec les figures politiciennes classiques bien qu'issu du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) (Delaporte, 2004). Selon un caricaturiste politique au quotidien national de gauche La Jornada, AMLO

«... a conservé une partie du modèle priiste qui lui permet de se mouvoir dans divers milieux et de préserver ce lien traditionnellement fort avec les organisations sociales de base. Par ailleurs, il cultive une politique de la transparence. C'est un homme simple et honnête<sup>237</sup> ».

Le slogan de Andres Manuel a été : « pour le bien de tous, les pauvres d'abord ». En effet, il a réalisé un ensemble de projets qualifiés par la plupart de «populistes». Au terme de ses trois ans à la tête du gouvernement de la capitale fédérale, il a présenté 150 000 projets de développement à l'horizon de 2006. Il a mis sur pied un programme

---

<sup>237</sup> Citation extraite de l'article de Delaporte (2004)



social d'assistance pour des jeunes de 160 quartiers possédant les taux les plus forts de délinquance. Des professeurs ont été embauchés pour les accompagner. Des personnes handicapées qui en font la demande ont reçu une allocation de 668 pesos (50,23 euros) par mois dans les zones les plus pauvres. De même pour les mères célibataires devant couvrir les frais de scolarité de leurs enfants. Des petits déjeuners scolaires et des livres ont été distribués à 642 000 enfants (Delaporte, 2004).

Au cours de son gouvernement, de nombreuses écoles ont été construites dans les 16 arrondissements du district fédéral. Selon Dealba et Jouve, ces mesures ont contribué à assurer sa clientèle et sa base électorale en vue des futures élections locales et nationales. Il a aussi créé l'Université de la Ville du Mexique destinée aux jeunes qui ne pouvaient pas accéder aux universités publiques fédérales ou privées (Dealba et Jouve, 2005)

Iztapalapa est considéré, avec ses nombreux quartiers irréguliers (*predios o campamentos*) comme un des bastions du PRD. Une large part de ses habitants est composée d'individus qui sont en quête de meilleures conditions de vie. La Sierra de Santa Catarina, qui compte 300 000 habitants est un cas typique (Cerde, 2003). Il existe tout un réseau d'organisations à la Sierra qui font partie de la Coordination nationale du Mouvement urbain populaire (CNMUP), un vaste réseau regroupant des organisations semblables de nombreuses grandes villes du pays proches du PRD. Cerde fait remarquer que

« Dans ce quartier, l'absence traditionnelle de services de base a donné lieu à une utilisation clientéliste et partisane des ressources publiques : les autorités locales n'accordent les services qu'en échange d'un appui politique. La participation citoyenne destinée au respect de tous les droits pour tous présente donc un défi de taille (Cerde, 2003) »

Soit avec le PRI, soit avec le PRD, il existe toujours des rapports de clientèle avec les pauvres. La finalité est la même : rester au pouvoir pour administrer la chose publique. Avant l'application des politiques d'ajustement structurel, le PRI s'était engagé auprès de ces populations en faisant construire des logements sociaux, des centres de santé, des écoles. Ces dépenses ont été suspendues pour se conformer aux injonctions du fonds Monétaire international, de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de développement. A la tête du gouvernement de la capitale fédérale, le PRD est arrivé au pouvoir dans un contexte d'application des mêmes politiques, mais des efforts remarquables ont été faits pour répondre à bien des revendications des populations marginalisées, même si la finalité consiste aussi à créer du capital politique. Finalement est-il toujours mauvais de créer du capital politique ? Ou peut-on vraiment

diriger et se maintenir au pouvoir sans clientèle ? Cela a-t-il permis de faire sortir les populations de la marginalité ou de réduire les inégalités?

### 12.7 Inégalités sociales et territoriales

Il est nécessaire d'aborder le thème de la pauvreté et des inégalités au Mexique afin de mieux comprendre le processus par lequel certaines catégories de la population ne parviennent pas à disposer de ressources adéquates pour se procurer un logement décent dans un milieu approprié. C'est dans ce sens que je passe en revue dans les paragraphes qui suivent quelques travaux qui ont été faits dans le domaine. La plupart des données datent des années 1990 et ne correspondent probablement pas à la réalité actuelle, mais elles donnent une idée de l'ampleur des inégalités dans ce pays.

Le Mexique présente plusieurs caractéristiques des pays pauvres, selon des données publiées par OXFAM-Solidarité<sup>238</sup>. On estime que sur 100 Mexicains, 11 femmes et 7 hommes sont analphabètes, 49 enfants n'ont pas accès à l'école secondaire, 12 vivent avec moins de 1 (un) dollar par jour, 21 personnes dépendent de l'agriculture, 14 n'ont pas accès à un point d'eau aménagé, 27 vivent sans équipement sanitaire approprié (OXFAM Solidarité 2003). Pour faire face à la pauvreté montante et dans le cadre de la libéralisation des marchés, en 1994 le gouvernement mexicain signa avec le Canada et les États-Unis un accord de libre-échange selon lequel les barrières douanières seraient annulées pour les importations dans le cadre des rapports commerciaux entre ces trois pays d'Amérique du nord. Cependant, environ dix ans après l'entrée en application de cet accord, les inégalités sociales au Mexique n'ont pas été réduites. Dans la même perspective qu'OXFAM, diverses organisations de la société civile mexicaine affirment que l'entrée du pays dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) n'a pas aidé à améliorer les conditions de vie des Mexicains :

« Notre pays est en train de vivre une grave détérioration des conditions générales de vie d'un nombre chaque fois plus grand de Mexicains résultant en grande partie d'une politique d'ajustement structurel mise en application durant les 17 dernières années (...); cette détérioration s'est accentuée depuis l'entrée en vigueur du Traité de Libre Commerce d'Amérique du Nord (TLCAN) en 1994<sup>239</sup> »

<sup>238</sup> OXFAM est une organisation non gouvernementale de portée internationale, formée dans les pays du nord et présente dans les pays du sud où elle intervient dans plusieurs domaines, entre autre, la santé, la production agricole, la défense des droits des minorités etc.

<sup>239</sup> Voir le rapport des organisations de la société civile mexicaine publié par le réseau ATTAC en 1999 sur le site <http://www.France.attac.org/a461> parmi ces organisations figurent, entre autres, *Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro*, *Convergencia de organizaciones civiles por la*

En effet, selon les données officielles émanant du Secrétariat du développement social (SEDESOL), il y avait, en 1996, (soit quelques années après l'entrée en vigueur de l'ALENA), 40 millions de personnes pauvres dont 17 millions vivaient dans des conditions de pauvreté extrême. Deux ans plus tard, le nombre de pauvres était de 26 millions de personnes dans l'extrême pauvreté<sup>240</sup>. Dans l'espace de deux ans, on aurait enregistré une augmentation de 9 000 000 de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Cependant, les chiffres de SEDESOL sont inférieurs à ceux avancés par des chercheurs de «El Colegio de Mexico» (COLMEX). Selon ces chercheurs (Stavenghagen, 1998, Boltvinik, 1998), en 1994, le nombre de pauvres au Mexique était de 61,7 millions de personnes parmi lesquels 36.2 millions vivaient dans la pauvreté extrême. Ceci représente une augmentation de 15 millions<sup>241</sup>. Il s'agit d'une pauvreté relative : au milieu des années 1990, les 20% les plus riches de la population détiennent 27 fois plus de revenu que les 20% les plus pauvres (Stavenghagen, 1998). Ces inégalités de revenu traduiraient l'ampleur du phénomène sur le plan économique, sans toutefois toucher les aspects sociaux. De même, elles ne disent rien quant à la répartition de la population pauvre sur le territoire mexicain.

Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, le chômage est passé, de 1993 à 1996, de 819 000 personnes à 1 354 700. En ce qui concerne l'alimentation, dans les zones rurales, 58% des enfants de moins de cinq ans présentent des problèmes physiques et mentaux dus à une mauvaise alimentation. La situation est pire dans les zones indigènes où 73% des petits présentent des taux de dénutrition permanents. Selon ces mêmes organisations, le manque en logement dans le pays est de 46 millions. Au niveau des zones rurales, 55 millions de logements sont sans eau courante, 5,6 millions sans système d'écoulement et presque un million sans électricité. Les communautés indigènes seraient les plus frappées. Aussi plus de 40 pour cent de toutes les familles mexicaines ont été exclues de la politique financière traitant des demandes de logement. Ces familles ne sont pas en condition de percevoir plus de trois salaires minima, c'est-à-dire un peu plus de 105 pesos<sup>242</sup> (ATTAC, 1999).

Les inégalités se manifestent entre le sud et le nord du pays ainsi que par rapport à la capacité de Mexico, la capitale, d'accueillir les populations migrantes. L'enquête

---

*Democracia, Lliga mexicana de defensa de los derechos humanos (LIMEDDH)*. Leur rapport s'intitule : la situation des droits économiques, sociaux et culturels du Mexique

<sup>240</sup> Voir le site de SEDESOL : [www.sedesol.org.mx](http://www.sedesol.org.mx)

<sup>241</sup> Les chercheurs de COLMEX sont cités par les organisations sociales et civiles du Mexique dans leur rapport publié par ATTAC France

<sup>242</sup> Jusqu'au 3 décembre 1998, le salaire minimum à Mexico était de 34,45 pesos

nationale de Santé II réalisée par le Secrétariat de la santé, en 1994, révèle que le nord du pays accuse un taux d'hospitalisation de 41,3 habitants pour mille tandis que dans le sud et dans le golfe du Mexique il est de 17.7 pour mille. A la capitale, on a enregistré un taux de 31.6 pour mille. Dans le milieu rural, le poids des maladies infectieuses, la dénutrition et les problèmes de santé relatifs aux grossesses est de 2,2 fois plus grands que dans le milieu urbain<sup>243</sup>. En somme, les données susmentionnées révèlent que la pauvreté, au Mexique, présente plusieurs caractéristiques : en terme de revenu, il existerait de grandes inégalités entre les plus riches et les plus pauvres (Stavenhagen, 1998); l'accès aux services sociaux et aux soins de santé est de plus en plus réduit pour les catégories sociales les plus pauvres<sup>244</sup>, particulièrement depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA. Cette pauvreté a des dimensions ethniques et territoriales (Stavenhagen, 1998). Les zones rurales et les indigènes font face à des problèmes de pauvreté plus sévères que la population des milieux urbains. Au Mexique, la pauvreté reflèterait des inégalités au moins aux niveaux économique, social, ethnique et territorial.

Le Mexique est marqué symboliquement par les différences qu'il y a entre le Nord et le Sud, si on tient compte de la théorie de la dépendance selon laquelle les pays du sud (les pays du tiers-monde) dépendent de pays du nord industrialisés, développés. Selon Avila-Sanchez, le nord du Mexique possède des sous-régions qui connaissent un puissant développement de leur industrie, de leur agriculture et de leur élevage. L'économie du nord du Mexique est articulée à celle des États-Unis. Le sud du pays regroupe des régions à vocation agricole et forestière avec principalement des populations indigènes et des groupements de paysans occupant des terres relevant des domaines publics en majorité (Avila-Sanchez, 2007). Selon l'auteur, cette situation est due à la politique d'ouverture du marché initiée au milieu des années 1980 ainsi qu'à la mondialisation. Entre le Nord et le Sud du pays, il y a la partie centrale qui contient la plus forte concentration de la population mexicaine (le tiers de la population du pays). Dans cette partie du pays, l'influence territoriale des grands centres urbains et la gestion gouvernementale sont décisives dans l'attraction des populations vers les villes ; ce qui a transformé le monde rural. On assiste, selon Avila-Sanchez, à des recompositions territoriales dans le pays dues, entre autres, à :

« L'impact territorial des migrations en terme de transferts financiers, l'impact sur la structure de l'emploi et l'industrialisation du monde rural,

<sup>243</sup> Ces données du Secrétariat de la santé sont rapportées par les organisations sociales et civiles du Mexique dans le rapport que nous venons d'évoquer

<sup>244</sup> En 1996, le nombre d'assurés représentait à peine le tiers de la population économiquement active du pays et seulement 16,7% de la population rurales avait accès au système de sécurité sociale (Rapport des organisations de la société civile mexicaine, idem)

d'industrialisation du monde rural, dépeuplement des zones rurales, de vieillissement des populations dans les zones de migration ; b) la formation de réseaux productifs et de développement de clusters tant dans l'agriculture que dans l'industrie et le secteur des services, notamment dans les régions accusant un retard économique ; c) les avancées dans le développement rural durable par l'incorporation des populations autochtones dans les dynamiques de marché et par la prise en compte du patrimoine territorial composé notamment des modes d'usage et d'exploitation des ressources agricoles<sup>245</sup>»

Le transfert des capitaux, les réseaux de production, le libre marché à la portée des populations indigènes comme figurent parmi les principaux facteurs ayant contribué à la recomposition des territoires au Mexique. Dans le document du projet financé par l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) en partenariat avec la Faculté d'économie de l'Université autonome de Puebla et l'INRS Urbanisation, il est reconnu que le Mexique se caractérise par des disparités régionales où les États du Sud-Est accusent des retards significatifs de développement par rapport à la moyenne nationale. Quatre États (Chiapas, Guerrero, Puebla, Oaxaca), selon ce document, affichent des indices de PIB par habitant inférieurs à 67% de la moyenne nationale. Ces inégalités territoriales se traduisent par des inégalités de bien-être et d'accès aux services de base. Par exemple,

« À Chiapas, le nombre de médecins par habitants est 5 fois moins élevé qu'à Mexico (D.F). Le taux de mortalité infantile est deux fois plus élevé dans le Oaxaca que dans l'État prospère de Nuevo León à proximité de la frontière américaine. La proportion de la population ayant accès direct à l'eau potable est en moyenne de 58% dans le sud-est, comparativement à 96% à Mexico et 93% dans le Nuevo León. Des zones à prédominance autochtone (*indigenas*) comme la Sierra Norte de Puebla vivent dans un isolement quasi-total dépourvues de services de base, à la marge de la modernisation, dans des conditions géographiques et climatiques difficiles<sup>246</sup>»

Selon ce document, les États situés au nord du Mexique, proches des États-Unis sont plus développés que ceux du sud non seulement en termes d'industrialisation mais aussi en termes de développement humain. À Mexico, il existe 16 arrondissements (*delegaciones*) dont la plupart sont très pauvres par rapport à d'autres. Par exemple, Iztapalapa, Milpa Alta, Tlalpan, selon les résultats du recensement de 2000, sont considérés comme des arrondissements regroupant beaucoup de pauvres, en particulier des indigènes en provenance des États du sud et du sud-est du Mexique, entre autres Guerrero, Chiapas, Oaxaca. Dans ces arrondissements se concentrent non seulement des

<sup>245</sup> Voir le document de projet intitulé : « Développement économique local dans l'État de Puebla Mexique », in <http://gim.inrs-ucs-quebec.ca/legim/volet2fr.htm>

<sup>246</sup> Voir le document de projet intitulé : « Développement économique local dans l'État de Puebla Mexique », in <http://gim.inrs-ucs-quebec.ca/legim/volet2fr.htm>

populations indigènes, mais il se pratique aussi beaucoup d'invasions de terrains par les pauvres en quête d'un endroit où se loger. Au nord de la capitale, dans des arrondissements comme Benito Juarez, Polanco, la situation est différente. Cependant, il est difficile de soutenir la thèse, comme dans le cas des inégalités régionales, que les arrondissements du nord sont plus développés que ceux du sud de la capitale. Par exemple, au cours des visites effectuées dans les arrondissements de Hidalgo et de Polanco, j'ai observé sur l'avenue qui mène à la station de Métro Tacubaya, des quartiers peuplés de taudis construits à partir des matériaux de récupération. Sous les ponts, sur des trottoirs, des pauvres vendent différents produits : «tacos», meubles, fruits, entre autres. La station du Metro Tacubaya est en soi un vaste marché informel où se vendent des disques compacts, des films sur DVD piratés, des vêtements, des chaussures, de la nourriture cuite, des boissons gazeuses, des parfums, des sacs d'école, entre autres.

Pourtant à Polanco, certaines zones sont hautement surveillées par des policiers, des agents de sécurité privée. Il n'y a pas d'interdiction formelle pour les pauvres de venir s'établir dans de tels endroits, mais quiconque ne possède pas assez d'argent ne peut s'arroger le droit de venir y habiter. Hors des vitrines des grands magasins et des boutiques de luxe comme «Antara-Polanco», «Sears», «Liverpool» «Palacio de hierro» (palais de fer) et des restos bien cotés comme les «Sanborns» qui sont systématiquement surveillés par des gens armés, on trouve des pauvres, particulièrement des autochtones qui quêtent, parfois avec des enfants dans leurs bras. Dans certains quartiers résidentiels de Polanco que j'ai visités sont installés des postes de sécurité publique sur demande des résidents. Ces policiers, me dit un résident, sont payés exclusivement par les résidents. Au cours de la journée, la présence de femmes autochtones est très remarquée dans ces quartiers. Leurs activités consistent à laver la vaisselle, à préparer les repas, à faire la lessive et nettoyer la maison en général. Il y en a qui vont ramener les enfants de l'école. Certaines femmes interviewées dans les campements affirment que pour subsister, elles travaillent comme domestiques chez des gens aisés vivant dans des quartiers huppés.

Il existe cependant des différences remarquables entre les parties est-ouest, et sud-ouest de la capitale fédérale. La croissance urbaine incontrôlée, selon Ruffat, a conduit à exposer les populations les plus vulnérables. On observe à Mexico une «polarisation sociale» qui suit les lignes de démarcation et écologiques, entre le sud-ouest montagneux, forestier, peu pollué et varié et le nord-est monotone, plat et semi aride (Ruffat, 2006) :

« Elle recouvre (cette polarisation) partiellement le clivage entre deux administrations, le DF et l'État de Mexico pour des raisons historiques et politiques au travers de la question foncière. La dualité se retrouve, qu'il s'agisse de qualité de l'air ou de distribution d'eau, avec d'un côté l'oasis de verdure des quartiers ouest et sud-ouest, même pendant la saison sèche, alors que les quartiers est et sud-est, sont exposés aux tourbillons de poussière et ne disposent souvent d'eau que grâce aux camions citernes ou à des puits pollués (Ruffat, 2006) »

Cette distinction se caractérise surtout au plan écologique, quoi qu'elle ne soit pas sans lien avec les disparités sociales. Même dans ces quartiers habités par des riches, on trouve des quartiers populaires constitués de gens pauvres qui ne peuvent mener le train de vie des riches. Par exemple, au niveau de la capitale fédérale, la partie nord-est est aride, poussiéreuse et habitée surtout par des gens de peu de ressources. Certains arrondissements, comme, par exemple, Alvaro Obregon et Azcapotzalco, sont qualifiés comme étant des réservoirs d'hydrocarbures où vivent des populations marginalisées de Mexico (Ruffat, 2007). Le sud-ouest de Mexico est couvert d'arbres, plein de verdure et moins pollué tandis que c'est le contraire au nord-est où l'environnement est plutôt terne, érodé avec des constructions de fortune.

En somme, les inégalités territoriales se manifestent au Mexique au moins à différents niveaux. Entre les États eux-mêmes, les disparités sont frappantes quant à la population, le chômage, la création d'emplois et les industries. Si les États du nord sont industrialisés et peuplés majoritairement de blancs et de métisses, ceux du sud et du sud-est en particulier sont pauvres et comportent une importante population indigène. Dans les quartiers pauvres de la capitale fédérale, on trouve principalement des indigènes provenant surtout de ces États là.

Finalement, et c'est là toute la nuance à apporter entre milieux précarisés et zones résidentielles habitées par des gens aisés, même dans les milieux précaires ou des bidonvilles il y a des disparités. De même y en a-t-il au niveau des zones résidentielles huppées. Il arrive aussi que dans le quartier pauvre lui-même des gens se distinguent par leur ancienneté ou les ressources auxquelles elles accèdent. Certains prennent pour des étrangers des indigènes qui proviennent des États du sud-ouest, les indexant comme ceux qui viennent enlaidir ou répandre la criminalité et le banditisme dans leur quartier. Les inégalités territoriales vont de pair avec les inégalités sociales, de telle sorte que l'autre, en dépit du fait qu'il habite le même milieu de vie, à cause de sa situation socio-économique discrimine, stigmatise et marginalise. Inégalités spatiales et territoriales semblent structurer les rapports entre les habitants d'un même milieu de vie sociale.

## 12.8 Actions collectives des organisations paysannes contre la pauvreté et l'ALENA

Le 1<sup>er</sup> février 2003, des dizaines de milliers de paysans ont manifesté dans les rues de Mexico afin d'exiger « la renégociation du volet agricole de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui, en mettant l'agriculture mexicaine en concurrence avec celle des États-Unis, a ruiné les agriculteurs mexicains (Gouverneur, 2003). Les mobilisations enclenchées à partir de cette manifestation ont porté le président Fox à prendre deux décisions : le 1<sup>er</sup> avril, le chef de l'État signa un accord avec certaines organisations ; le 19 mai, un décret est adopté créant une commission devant gérer les relations avec les communautés.

Au début de décembre 2002, plus de 2 000 travailleurs mexicains ont manifesté dans les rues de la capitale fédérale pour protester contre l'entrée en vigueur en janvier 2003 de la seconde phase d'ouverture aux importations agricoles prévues par l'ALENA). Cette nouvelle phase de l'ALENA prévoit l'élimination des taxes sur 21 produits du Canada et des États-Unis. Ces produits sont, entre autres, pomme de terre, blé, pomme, oignon, café, poulet veau<sup>247</sup>. Les manifestants ont menacé de paralyser le pays et de bloquer les frontières si le gouvernement n'initie pas une renégociation de l'ALENA. Durant les dernières décennies, le Mexique a réduit les aides apportées à l'agriculture, à la différence des États-Unis et du Canada qui subventionnent leurs agriculteurs<sup>248</sup>. Se référant aux statistiques officielles, Pinet (2003) affirme que la quasi-totalité de la population rurale mexicaine vit aujourd'hui au-dessous du seuil de la pauvreté.

Si la mobilisation des organisations paysannes a permis de ramener les autorités gouvernementales fédérales à la table des négociations au niveau de la capitale fédérale. À Oaxaca, après qu'un groupe de guérilla inconnu, l'Armée Populaire Révolutionnaire (EPR, pour son sigle en Espagnol) eut attaqué les forces armées fédérales en tuant une quinzaine de militaires, de policiers et de civils, la répression se déchaîna sur les membres de l'Organisation Populaire Indigène Zapotèque (OPIZ, pour son sigle en espagnol) qui avaient réussi à expulser les caciques imposés par le gouvernement fédéral dans la municipalité depuis 1984. Selon Gouverneur:

<sup>247</sup> Voir [http://www.dial-infos.org/09\\_breves/pays/mx.03.html](http://www.dial-infos.org/09_breves/pays/mx.03.html)

Ce site est une page de diffusion d'informations socio-économiques, démographiques et politiques sur plusieurs pays dont le Mexique

<sup>248</sup> Il est rédacteur des informations pour le site [http://www.dial-infos.org/09\\_breves/pays/mx.03.html](http://www.dial-infos.org/09_breves/pays/mx.03.html)



« Police et armée investissent la petite ville, les pistoleros désignant les militants indigènes. En quelques mois, près de 250 paysans sont arrêtés, accusés d'appartenance à l'EPR. Beaucoup sont torturés, une trentaine sont tués, officiellement pour avoir résisté aux forces de l'ordre. Les autorités municipales sont destituées au profit du clan des caciques (Gouverneur, 2003)

Avec des organisations paysannes mobilisées pour lutter contre la pauvreté et l'entrée en application de la deuxième phase de l'ALENA, les autorités ont chevauché entre des rapports de répression et de négociation. Le mouvement paysan « *El campo no aguanta mas* » (la campagne ne peut plus résister) a présenté aux autorités étatiques des alternatives et des revendications à savoir « la définition d'un nouveau pacte entre l'État mexicain, le monde urbain et le monde rural en vue de mettre en place une véritable réforme agraire qui prendra en compte l'ensemble des acteurs impliqués et ne bénéficiera pas uniquement aux multinationales de l'agro-alimentaire (Sarasin, 2003)

Les paysans voulaient concrètement : l'exclusion des processus de libéralisation commerciale du maïs et du frijol (haricot) éléments de base de l'alimentation nationale et de souveraineté alimentaire mexicaines; la réintroduction des restrictions quantitatives pour les importations des produits de base; la garantie de l'innocuité et du respect des normes phytosanitaires des aliments entrant sur le marché mexicain à travers des mesures de certification et d'étiquetage des produits; l'élimination des pratiques commerciales déloyales par le biais des subventions nationales; la signature d'accords parallèles à l'ALENA portant sur les enjeux sensibles tels que la question migratoire et la circulation transfrontalière des travailleurs (Sarasin, 2003). Avec les organisations paysannes mobilisées dans le cadre de la lutte contre l'entrée en vigueur de la deuxième phase de l'ALENA, le gouvernement est parvenu à signer un accord.

### **12.9 Des actions collectives des organisations civiles et sociales**

Au Mexique, les organisations dites civiles (asociacion civil) sont définies et reconnues par les instances gouvernementales comme des organisations non gouvernementales (ONG). Au moment de notre enquête de terrain, deux responsables d'association nous ont dit que leur organisation respective est reconnue officiellement comme des ONG par les autorités gouvernementales, tandis que les organisations sociales n'ont pas besoin de faire des démarches auprès de ces instances pour être

reconnues. Elles obtiennent leur reconnaissance à travers les actions collectives réalisées. Associations civiles et groupes de défense des droits sociaux comprennent, entre autres, des organismes de défense des droits humains, des organismes civils pour la démocratie, ainsi que des groupes de défense des droits sociaux tels que la santé, le logement, l'éducation, l'alimentation, entre autres. Elles s'opposent aussi aux politiques du gouvernement fédéral par rapport à la réforme fiscale et aux investissements étrangers. Selon Pinet (2003), quelques 80 000 manifestants ont défilé dans les rues de la capitale, quelques jours avant que le président Fox arrive à la moitié de son mandat. Cette manifestation a été organisée en signe de rejet des propositions de ce dernier visant à réformer le système des impôts et à faciliter les investissements étrangers dans le domaine de la production électrique.

Réagissant au troisième rapport gouvernemental, ces organisations ont fait un ensemble de recommandations portant sur des droits sociaux tels que la santé, l'éducation, l'alimentation, la sécurité sociale, des droits économiques, un salaire minimum suffisant pour satisfaire les nécessités normales d'un chef de famille. Parmi ces propositions, on trouve entre autres : la réduction des dépenses militaires et la priorité à l'augmentation de la dépense sociale surtout en matière de santé, d'éducation, et de sécurité sociale; l'élévation au rang constitutionnel les droits humains et l'alimentation; la promotion d'une politique salariale qui garantisse le respect de l'article 90 de la loi fédérale du travail qui dit que le salaire minimum devra être suffisant pour satisfaire les nécessités normales d'un chef de famille au niveau matériel, social et culturel, et pour pourvoir à l'éducation obligatoire des enfants ; l'établissement dans la loi fédérale du travail, de l'interdiction sous peine de sanction, du certificat de non-grossesse aux travailleuses comme il est requis pour solliciter un emploi<sup>249</sup>.

Ces recommandations sont insérées dans un contre-rapport réalisé par ces organisations civiles. Mais le document ne spécifie pas les moyens disponibles ou bien à mettre en place en vue de faire appliquer ces recommandations par les instances concernées. Toutefois le gouvernement, à travers la secrétairerie de développement social (SEDESOL), dispose d'un organe intitulé «*manual ciudadano*» (manuel du citoyen) qui permet à la société civile de surveiller et de superviser le déroulement des programmes sociaux mis en place par le secrétariat. Considéré par les autorités étatiques comme une initiative du gouvernement et de la société civile, le manuel citoyen est dirigé par la SEDESOL et près de 400 organisations de la société civile à

---

<sup>249</sup> Voir le <http://www.France.attac.org/a461>

travers tout le pays. Un de ses objectifs fondamentaux est d'éviter une utilisation politico-électorale des ressources destinées aux programmes sociaux administrées par la SEDESOL et d'empêcher ainsi la violation du droit du citoyen de recevoir des avantages sociaux qui lui correspondent<sup>250</sup>.

Il ressort de ces différents mouvements que les luttes citoyennes ne sont pas toujours contrôlées par les forces politiques au pouvoir. À un certain moment, quand le PRI était au timon des affaires, surtout au cours des années 1970, ce Parti développa des rapports clientélistes avec des secteurs organisés dans les quartiers populaires. Mais avec l'établissement d'un gouvernement au niveau du « district fédéral » au milieu des années 1990, le PRI a commencé par perdre sa clientèle au profit du Parti de la révolution démocratique (PRD) qui recruta sa clientèle notamment au niveau des organisations sociales. Il faut faire remarquer que le mouvement zapatiste, les organisations paysannes, les organisations de défense des droits sociaux possèdent tous une capacité de mobilisation, de proposition et de négociation. Ainsi, on pourrait dire que ces secteurs ont non seulement une capacité de mobilisation et peuvent faire aussi des propositions pour changer la situation. Dealba et Jouve font remarquer à propos des actions collectives qui se sont déroulées au Mexique au cours de ces 20 dernières années qu'elles sont très proches des actions collectives qui ont pour credo l'établissement d'un lien de causalité mécanique entre la démocratisation de la vie civique et le généralisation d'un niveau de vie décent pour tous les citoyens (Dealba et Jouve, 2005)

### **12.10 Régularisation des campements à Mexico**

Le 20 août 1973, le gouvernement mexicain créa le «Comité para la regularización de la tenencia de la tierra (CORETT)» (comité pour la régularisation de la tenure foncière). Un accord présidentiel a été publié pour entériner cette décision. Depuis sa création, CORETT a délivré, selon Juan Manuel Carreras Lòpez, son directeur, plus de deux millions de titres de propriété au bénéfice de plus de 8 millions de personnes (Carreras, 2009). Aujourd'hui, plus de 35 ans après sa création, et en dépit du fait d'avoir distribué plus de deux millions de titres de propriété, les populations pauvres continuent de faire des occupations irrégulières. Mais dans certains cas, ils se font chasser par des agents de la police.

---

<sup>250</sup> voir <http://www.transparenciamexicana.org.mx/manual.html>

Fernandez (2006) dans une dépêche publiée dans le quotidien «*El Universal*» du 4 juillet 2006, annonce que des agents de la police ont chassé des gens dans l'arrondissement d'Iztapalapa. Selon le journaliste, ces gens ont envahi une propriété fédérale de 38 hectares, située à bord de la «périphérique» (el periferico), et l'ont abandonné quand des agents de la Police fédérale préventive (PFP) se préparaient à les déloger par la force. Elles étaient environ 1 200 personnes installées depuis sept mois dans un campement de 300 maisons de fortune situé au flanc sud des terrains publics devenus alors, propriété de Telecom et Contel, deux compagnies de téléphonie opérant à Mexico. Selon la dépêche, les envahisseurs disaient être des propriétaires des terrains que l'État leur avait expropriés, il y a quelques années. Ils ont exigé des autorités de l'arrondissement qu'elles leur restituent leurs biens à travers des Actes notariés et que l'État leur fournisse des services. Selon Fernandez, plus de 400 policiers du Secrétariat de sécurité publique fédérale, portant des équipements anti-émeute, ont pris position dans le campement. Sans opposer résistance, quelque 100 familles ont démonté les baraquements pour s'enfuir dans des camionnettes et d'autres véhicules appropriés<sup>251</sup>.

Dans la même logique, d'autres populations venant de l'arrondissement se mobilisent pour exiger du gouvernement de la capitale fédérale qu'il fasse construire des logements décents au «Campement de la dignité et de la résistance» et que s'améliorent leurs conditions de vie dans ces lieux. Selon Mejia (2008)<sup>252</sup>, des membres du Front Populaire Francisco Villa Indépendant (FPFI) ont manifesté en novembre 2008 devant les installations du Gouvernement du District fédéral (GDF) pour revendiquer des logements dignes et le respect des accords signés avec ce gouvernement. Environ deux ans après qu'ils aient été délogés du campement «la Montada» dans l'arrondissement d'Iztapalapa, ces gens pauvres sont venus protester devant les instances du gouvernement pour exiger de meilleures conditions de vie. Le campement «La Montada» selon Mejia, était une propriété en litige. Après que le gouvernement eut délogé ces individus, il les a replacés dans une autre propriété baptisée «Campement de la dignité et de la résistance». Selon le journaliste, 596 familles ont construit des logements précaires sur des superficies mesurant 30 mètres carrés. Les conditions de vie sont «infrahumaines» : pas d'électricité, pas d'eau, pas de drainage. Ils y restent juste pour mener la lutte afin d'avoir un logement digne (Mejia, 2008). Ainsi, ils ont dénoncé le manque de collaboration de la part du gouvernement fédéral et du chef de

<sup>251</sup> [http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi\\_77625.html](http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi_77625.html) page consultée le 7 février 2009

<sup>252</sup> Journaliste au journal en ligne unomasuno <http://www.unomasuno.com.mx> page consultée le 7/02/2009

l'arrondissement dû au fait qu'ils voudraient, selon eux, installer des centres commerciaux des transnationales comme Wal-Mart dans ces zones.

Récemment, dans le but de régulariser leur situation, le Gouvernement du District fédéral a décrété l'expropriation de 144 campements situés dans quatre arrondissements : Xochimilco, Azcapotzalco, Álvaro Obregón et Venustiano Carranza (Llanos et Rodriguez, 2008). D'après le décret publié dans la Gazette Officielle du District fédéral, les campements s'étendent sur une superficie de 17 161 mètres carrés. À partir de la publication du décret de leur expropriation, ils font partie du programme de régularisation de la location de la terre, mise en marche par l'administration de la ville. Ils ont été déclarés «zone d'utilité publique». Selon Llanos et Rodriguez, le gouvernement de la ville devra payer à valeur commerciale ces terrains à ceux qui démontrent qu'ils sont leurs véritables propriétaires. Dans le cas de l'arrondissement Álvaro Obregón, le gouvernement s'appropriera aussi 19 unités de logement dans la commune de « La Huerta » où sont érigés des campements irréguliers sur une superficie totale de 992 mètres carrés (Llanos et Rodriguez, 2008).

Le Front populaire Francisco Villa (FPFV) est au Mexique une grande organisation sociopolitique représentée dans des campements avec pour mission de défendre le droit des gens pauvres d'avoir un logement. Il est à l'origine de bien des occupations irrégulières de terrain et des actions collectives réalisées par les populations démunies dans plusieurs villes mexicaines. Ces leaders sont toujours aux commandes de ces actions collectives. Mais récemment, dans un article publié en ligne, il a fait l'objet de certaines accusations.

Price (2007), dans un article portant sur la corruption au FPFV dénonce la façon dont les dirigeants utilisent une organisation qui était, selon l'auteur, à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire au Mexique. Selon Price, la corruption, les postes d'élection populaire et l'argent provenant de la contribution de ceux qui travaillent en corporation pour le Front ont miné cette organisation qui a été à l'avant-garde de la gauche révolutionnaire (Price, 2007). Formé en 1987, sa source principale de revenu était constituée de milliers de gens qui voulaient avoir un logement. Par la suite, des chauffeurs de taxi – les panthères – des commerçants de marchés ambulants ont grossi les comptes bancaires, les commerces et les propriétés des principaux dirigeants de l'organisation, affirme Price. Au fil du temps, des centaines de milliers de gens arrivent au Front populaire Francisco Villa à la recherche d'un logement. On leur demande de payer une contribution de 500 à 2 mille pesos pour s'inscrire aux différents groupes et d'attendre leur tour. En plus, ils doivent verser une contribution hebdomadaire de 30

pesos, une amende de 150 à 200 pesos quand ils n'assistent pas aux mobilisations auxquelles ils doivent prendre part. Sinon, on leur retire leurs droits ou bien on les expulse des logements provisoires où ils ont été hébergés en attendant d'avoir un appartement.

La participation à des marches, des meetings et des sit-in des membres du Front est obligatoire. Dans le cas contraire, ils perdront leurs droits de logement ou bien leurs places sur des marchés contrôlés par le Front. Certaines fois, les militants du Front organisent des mobilisations jusqu'à deux fois par semaine. Il y en a qui sont inventées parfois juste pour percevoir des amendes à leurs affiliés. Selon des voisins interviewés par l'auteur, en maintes occasions, des personnes qui ont cotisé au Front pendant plusieurs années ne sont pas parvenus à verser à temps le loyer de leur logement parce qu'ils manquent d'argent. Quand cela se produit, les dirigeants vendent leur logement à d'autres gens à des prix variant entre 20 et 30 mille pesos pour un appartement (Price, 2007).

Ces informations sont de portée générale sur l'ensemble des activités génératrices de revenu du Front populaire Francisco Villa. Elles ne portent pas explicitement sur les campements où j'ai fait mon enquête. Cependant, des personnes interviewées dans ces territoires confirment pour la plupart avoir des amendes pour n'avoir pas participé à une action collective, verser une contribution hebdomadaire, perdre son logement ou son emplacement si on se trouve dans l'impossibilité de payer son emplacement. Les montants mentionnés par Price sont différents de ceux évoqués par mes répondants, néanmoins, les pratiques sont les mêmes. Les activités du Front ne sont pas sans relation avec la façon dont le gouvernement mexicain mène sa politique de logement. Comme déjà mentionné, cette organisation prit naissance dans un contexte où l'État a dû réduire ses dépenses publiques dans le domaine du social particulièrement dans la construction des logements sociaux. Cette situation a eu pour conséquence une hausse de la demande en logement social, ce qui a provoqué la formation de campements irréguliers dont la majorité est gérée par le Front populaire Francisco Villa. Dans la section qui suit est abordée la politique du gouvernement de la capitale en matière de logement, afin de mieux comprendre la formation et la régularisation des campements à Mexico.

### 12.11 La politique publique de logement à Mexico

Analysant la politique de logement à Mexico, Vega affirme que l'intervention de l'État mexicain en logement peut se diviser en deux grandes étapes. La première va de 1940 à 1990, période au cours de laquelle l'État agissait comme fournisseur de logement. Le rôle de l'État consistait alors à produire, à financer et à entretenir les logements (Vega, 2007). Au cours de la décennie 70, il a créé le Système National de Logement qui s'étendait à toutes les couches de la population en raison de ses caractéristiques d'emploi, recette et modes de production de logement.

Au cours de la seconde étape, qui commence à partir des années 90 jusqu'au moment des interviews, le rôle de l'État a changé. Il est devenu un fournisseur qui cherche à améliorer l'efficacité du marché de logement. Le fonctionnement du secteur du logement obéit fondamentalement aux forces du marché, en d'autres termes, il s'est développé une inter-relation entre l'offre et la demande où le rôle du gouvernement se centre sur la responsabilité de formuler la politique, de promouvoir les réformes institutionnelles, de créer et de protéger les droits de propriété pour faciliter le développement du secteur (Vega, 2007). Les organismes publics ont été progressivement transformés en des organismes financiers ; leurs cadres régulateurs ont été réadaptés ainsi que la conception institutionnelle en fonction des besoins du libre marché. Une plus grande participation des agents privés a été favorisée pour intervenir sur les prêts, organiser le processus et construire le logement. Selon Vega, on a démonté le support institutionnel en favorisant des solutions de logement au profit de la population disposant de faibles ressources. Les critères de sélection de la demande se sont basés sur la certitude de la récupération du crédit alloué. Celui qui désire acheter un logement doit désormais démontrer qu'il a un emploi stable, un bon crédit et qu'il est en mesure de rembourser le prêt.

Dans la perspective de la nouvelle gestion publique du logement, dans son discours d'inauguration de nouvelles unités de logement construites au début de la présidence de Vicente Fox, Castillo (2008) affirme la politique de logement promue par le gouvernement de la capitale Fédérale comporte trois objectifs fondamentaux : le développement social, le développement économique et le développement urbain. Dans le cadre de ce programme, la production de logements d'intérêt social est perçue comme un détonateur de l'ordre territorial. C'est la raison pour laquelle il prône l'amélioration

urbaine et la consolidation des quartiers de la ville, l'utilisation de l'infrastructure et des équipements installés, la préservation du sol et des zones de réserve écologique.

L'Institut de logement de la capitale fédérale applique son programme à partir des ressources fiscales du gouvernement de la capitale. Conformément à ses règles d'opération, l'Institut s'occupe des personnes qui perçoivent jusqu'à 4.7 fois de salaire minimum individuel<sup>253</sup> ou 7 fois salaire minimum familial. Le programme se développe sur deux versants : premièrement, le logement en commun et deuxièmement, le logement familial. Le problème du logement collectif, selon Castillo, est qu'il développe des projets d'unités de logement pour optimiser l'utilisation du sol dans les arrondissements qui disposent de services d'équipement urbain. En d'autres termes, ceux qui n'en ont pas sont exclus de ce programme. Il est appliqué dans des campements urbains où la propriété a été régularisée, c'est-à-dire libre soit de logements précaires ou à haut risque.

Au-delà des projets annoncés par le gouvernement et des logements construits dans le cadre de ces deux programmes, des populations continuent d'occuper des terrains de manière irrégulière. Comme on l'a vu, le projet de logements sous forme d'unité, familiale, n'est pas à la portée de gens qui ne sont pas en emploi. Même ceux qui travaillent doivent avoir un revenu pouvant rembourser la dette. Par rapport au projet de logements en commun, les bénéficiaires doivent donner la preuve qu'ils perçoivent un salaire valant plus de quatre fois le salaire minimum. Beaucoup de gens pauvres à Mexico travaillent sur le marché de l'économie informelle pour subsister. Il peut être difficile pour les gens les plus démunis d'accéder à ces projets de logement. Ainsi, le gouvernement est forcé d'intervenir souvent soit pour déloger des squatters soit pour exproprier des populations démunies établies dans des campements en vue de régulariser leur situation.

La reconnaissance des campements peut aussi être vue sous plusieurs angles : la perte d'identité des individus établis dans ces territoires, des actions entreprises pour se faire reconnaître, la politique de reconnaissance de l'État vis-à-vis de ces campements, la reconnaissance de la part des leaders et des politiciens. Les individus établis dans les campements sont considérés, tant que leur situation n'aura pas été régularisée par les instances gouvernementales, comme des étrangers dans leur propre pays. La majorité d'entre eux ne dispose pas de certificat de naissance, d'aucune pièce d'identité. Leurs enfants, non plus, ne sont pas reconnus par le système scolaire comme ayant droit à la

---

<sup>253</sup> Le salaire minimum individuel pour l'année 2009 à Mexico est fixé à 54.80 pesos soit plus de 5 US\$. Information tirée d'un site du gouvernement mexicain le 15/03/2009  
[http://www.sat.gob.mx/sitio\\_internet/asistencia\\_contribuyente/informacion\\_frecuente/salarios\\_minimos/](http://www.sat.gob.mx/sitio_internet/asistencia_contribuyente/informacion_frecuente/salarios_minimos/)



l'éducation, puisqu'ils ne disposent pas de certificat de naissance. Sous la houlette des leaders, membres du Front populaire, ces gens s'organisent pour créer de petites écoles où leurs enfants peuvent s'inscrire et être éduqués. Ils forment ou adhèrent à des associations qui obtiennent du Ministère des relations extérieures l'autorisation de fonctionner. Ces associations viennent en renfort des actions qui se mènent pour la reconnaissance. De connivence avec les leaders des groupements, l'État met du temps à régulariser la situation des campements pour installer des services et attribuer des titres de propriété, mais au fur et à mesure, des instances publiques interviennent dans certains campements en vue des analyses topographiques ou pour étudier la possibilité de connecter les ménages au réseau de distribution du courant électrique.

Les leaders ainsi que les politiciens développent avec les populations des campements des rapports utilitaires, c'est-à-dire, en fonction de leurs attentes respectives, ils accompagnent les gens ou promettent de les aider à obtenir la régularisation moyennant des votes. Par rapport aux leaders, ils luttent pour la régularisation ou la reconnaissance des populations établies dans ces espaces, mais la plupart d'entre eux méconnaissent la capacité des gens de participer effectivement puisqu'ils ne les considèrent pas comme égaux à eux-mêmes et ne leur traitent pas en conséquence avec respect. Quant aux politiciens, ils ne cherchent qu'à se faire élire quand ils viennent promettre aux gens qu'ils vont travailler à ce qu'ils obtiennent la régularisation de leur situation.

## CHAPITRE 13. CONDITIONS DE VIE ET DÉBROUILLE DE LA POPULATION DANS LES CAMPEMENTS

Dans ce chapitre, j'analyse les conditions de vie observées dans des campements à la Sierra Catarina et je passe en revue des études réalisées sur le thème tant sur les campements qu'ailleurs au Mexique. L'objectif principal est de décrire les conditions de vie de la population, c'est-à-dire de prendre en considération l'état des territoires où se sont établies les populations, les types de logement construits, la manière dont les gens accèdent à l'eau et à l'électricité, la sécurité de la population et les activités de subsistance développées.

Le chapitre se divise en plusieurs sections. Dans la première, je présente un panorama de la Sierra Santa Catarina à partir de ce que j'ai pu observer. La deuxième section est consacrée à la description des conditions de vie des populations. Dans cette section, sont présentées les différences observées entre les campements en tenant compte des extraits des entrevues réalisées. Dans la section qui suit, j'analyse les stratégies de subsistance de la population.

### 13.1 Sur les sentiers qui mènent à La sierra Santa Catarina

Il n'était pas facile pour moi d'entrer sur le terrain. Je suis arrivé au Mexique le 1<sup>er</sup> septembre, je n'ai pu me rendre sur le terrain qu'à la fin du mois. Plusieurs personnes m'ont déconseillé de me rendre à la Sierra Santa Catarina pour faire des entrevues, observer les conditions de vie des gens. Ils disent que : « c'est une zone dangereuse où il y a beaucoup de délinquance, de vente de drogue, si tu y vas, tu risques de laisser ta peau<sup>254</sup> ». Alors, je me souviens de ce qu'on m'avait dit concernant Port-au-Prince quand je devais m'y rendre en janvier de la même année pour faire mes travaux à Cité de l'Éternel. Dans le cas de la Sierra Santa Catarina, j'ai pris au sérieux ce qu'on me disait, puisque le contexte était différent : premièrement, je suis noir, c'est-à-dire très «visible», comme on dit au Québec dans une communauté où toute la population a la peau claire. Je pouvais me confondre avec les gens de la Cité à Port-au-Prince, ce n'était pas le cas à La Sierra Santa Catarina. Deuxièmement, il s'agit de populations ayant occupé irrégulièrement des terrains et qui en conséquence surveillent tout inconnu, ne sachant pas les motifs de sa visite. Troisièmement, les populations où je devais réaliser ces entretiens sont situées à environ deux heures de l'arrondissement où

---

<sup>254</sup> Propos de certaines personnes rencontrées à Mexico, notamment à la Faculté Latino-américaine de sciences sociales FLACSO.

j'habitais. Même les Mexicains nés à la capitale fédérale ne connaissent pas bien cette mégapole de plus de 20 millions d'habitants. Que dire d'un étranger ? Dans mon cas, donc, je ne savais pas comment me rendre à La sierra Santa Catarina. Et, même arrivé dans les campements, je ne pouvais pas me déplacer facilement.

Après avoir demandé à maintes reprises et à plus d'un comment arriver à la Sierra, j'étais découragé jusqu'au moment où j'ai rencontré quelqu'un qui a travaillé là-bas. Il m'a référé à une autre personne, coordonnatrice d'une organisation qui milite pour l'enregistrement des naissances des enfants indigènes dans des campements dans la ville de Mexico. C'était pour moi une lumière au bout du tunnel. Cette personne et moi, j'ai pris rendez-vous pour discuter du projet de recherche et voir les possibilités d'une éventuelle collaboration. Après la présentation du projet, elle a décidé de m'introduire et de m'accompagner sur le terrain tout en répétant elle aussi que c'est une zone difficile avec un indice élevé de marginalisation et de banditisme et qu'en conséquence, je devrais faire très attention parce que je ne peux pas me confondre avec les gens. Dès que le soleil s'appête à se coucher, il ne faut pas être sur les lieux, me dit celle qui allait être mon guide. Ainsi, une stratégie a été mise sur pied pour commencer. D'abord, elle me présentera comme quelqu'un qui fait une recherche dans le cadre de ses études de doctorat à l'Université de Montréal et qui veut faire une comparaison entre les conditions de vie dans un bidonville de Port-au-Prince et celle des campements à travers son association dénommée Xulal. Selon elle, il ne serait pas facile pour moi de sortir pour me promener dans les campements, je devrais par prudence rester dans le local de son association sise au campement Salcedo et recevoir des dames qui venaient déclarer la naissance de leurs petits. J'en profiterais, dit-elle, en remplissant des formulaires, pour les interroger et obtenir ainsi les informations dont j'ai besoin. Elle voulait simplement s'assurer que je sois en sécurité sans être attaqué par les bandits des campements, vu que je suis étranger. Elle m'a dit :

« Il y a trois points qu'il ne faut pas aborder dans tes entrevues : la religion car avec l'établissement des sectes protestantes d'origine étasunienne dans les milieux marginalisés, les populations sont divisées ; deuxièmement, la politique, car même si les campements constituent un bastion du parti de la Révolution démocratique (PRD), les gens sont divisés par différentes tendances au sein même du parti ; troisièmement, la question de l'argent perçue par les leaders ainsi que celle de la drogue. Ces éléments peuvent compromettre ta recherche »

Je ne me suis pas opposé à ces trois restrictions mais je savais, en ce qui concerne de rester dans le local de l'association, que j'allais de toute façon sortir.

Arrivé dans les campements, effectivement, elle m'a présenté à un dirigeant d'un campement communément appelé «leader» (lider), puis à des femmes venues avec leurs enfants pour leur faire enregistrer. Le premier jour, je me suis limité à parler à quelques personnes, à leur expliquer les motifs de la recherche, en quoi cela s'inscrivait. Rosa leur avait dit que la recherche concernait Haïti et Mexico, moi, j'ai ajouté Montréal, et je leur ai montré ma carte d'étudiant. Ainsi, j'ai pu planifier quelques entrevues pour la semaine prochaine. Gagner la confiance des gens était ma principale préoccupation. J'ai pensé que si je parvenais à l'obtenir, je pourrais aisément circuler dans les campements et faire mes observations, puisque c'est leur lieu de résidence. Mais ce n'était pas facile. Comme Rosa prenait des photos des gens et des petits pour les faire enregistrer, j'ai vu que les gens étaient très intéressés à avoir leur portrait. Ainsi j'ai commencé par leur demander, est-ce que cela les dérangerait de prendre une photo tout en promettant que je leur rendrais une copie. Elles acceptaient volontiers. Alors, ce fut le premier pas dans ma stratégie de chercher à gagner leur confiance. Ainsi, j'ai pu réaliser six entrevues au local de l'association tandis que j'en avais planifié près d'une douzaine. Certaines personnes, après m'avoir promis une entrevue, ne sont plus revenues à l'association jusqu'à mon départ. J'ai remarqué aussi que celles qui me parlaient – parmi lesquelles un intervenant communautaire -, le faisaient avec prudence soit en parlant en de très bon termes du leader du campement où se trouvait l'association soit en évitant d'aborder un quelconque point qui concerne la façon dont sont gérés les campements. J'ai décidé ainsi d'affronter ma peur un matin en allant me promener dans différents campements pour observer les conditions de vie et solliciter des entrevues. J'ai réalisé de nouvelles entrevues dont la plupart contredisaient celles que j'ai faites préalablement, par rapport à la gestion des campements par les leaders. Cette visite dans divers campements m'a permis de me rendre compte de l'état de ces territoires et d'établir quelques différences.

Rosa a pris rendez-vous avec moi, Boulevard de la Révolution (Avenida de la revolucion), afin de m'emmener dans les campements à la Sierra Santa Catarina. C'est jeudi, son jour de travail, nous passerons, dit-elle, toute la journée au quartier général d'un des campements. Elle me promet de me présenter au leader, question d'assurer ma sécurité pour la suite de mon enquête. On doit être sur les lieux à huit heures. À sept heures, « tu m'attends ici », me dit-elle. Nous sommes sur le Boulevard «Revolucion», au coin d'une rue qui mène chez elle. Le jour du rendez-vous, en effet, à six heures cinquante cinq, je suis là déjà.

En voiture, les campements où je dois réaliser l'enquête sont à environ une heure du boulevard «Revolucion». Après avoir tourné le dos à la partie nord de la capitale

fédérale, au fur et à mesure que nous entrons dans l'arrondissement d'Iztapalapa en direction de la Sierra Santa Catarina, le panorama change. On ne voit plus les grandes vitrines de magasins, les «billboards» d'affiches publicitaires qui jalonnent les deux côtés des avenues, les grands édifices gouvernementaux, des espaces verts luxuriants, des avenues bien aménagées, entre autres. Ce panorama fait place, à l'approche de cette montagne sablonneuse qui surplombe les campements, à des constructions modestes coiffées de réservoirs en plastique noirs pour conserver l'eau (il y a pénurie d'eau à Iztapalapa). Les rues sont plus étroites, défoncées par endroits, on est déjà dans des municipalités constituées, il y a vingt à trente ans, dit Rosa, suite à des occupations irrégulières de terrain. Après environ quarante-cinq minutes de course, on entre dans la municipalité autour de laquelle sont établis les campements.

On roule très lentement dans ces quartiers peuplés de maisons pour la plupart inachevées mais habitées. Les quartiers étaient avant des campements mais ont été régularisés depuis des années déjà, dit Silvia. Le commerce semble constituer la principale activité des gens. Ils vendent, devant leur maison, au bord de la rue, toutes sortes de produits : des vêtements usagés, des disques compacts et des DVD piratés, du poulet, des boissons gazeuses, entre autres. Quoique moins spacieuses, les rues de ces quartiers sont couvertes, drainées et relativement propres, en dépit de la libre circulation des animaux domestiques tels les chiens et les chats.

Les campements offrent un autre paysage. Situés au pied de la montagne de sable, ils sont peuplés de maisons dont la majorité dans certains endroits sont des taudis construits à partir des matériaux de récupération. Ces maisons sont construites l'une à côté de l'autre. Des corridors étroits permettent d'y accéder. Les maisons construites à partir des matériaux solides disposent d'une fosse septique, mais lorsqu'elles sont remplies, l'évacuation n'est pas faite puisque les campements ne sont pas encore régularisés. Les services d'hygiène publique ne desservent pas ces milieux. Les gens qui vivent dans des cahutes partagent avec leur voisin une toilette. Arrivés au quartier général du campement, nous nous sommes installés sous la tonnelle du local du dirigeant où Rosa accueille les parents qui viennent se faire enregistrer pour un certificat de naissance. Rosa me présenta au leader en expliquant le motif de ma présence.

À côté de ce local, un petit baraquement d'environ dix-huit mètres carrés de surface divisés en deux salles : c'est un établissement scolaire. J'ai vu l'enseigne en franchissant la petite barrière en fer forgé, mais je ne pouvais imaginer que ça serait une école. Selon Rosa, cette école est le fruit de luttes incessantes menées par les mères dont les enfants sont refusés dans des écoles régulières parce qu'ils n'ont pas de certificat de

naissance. Il n'y a pas de cours de récréation. La tonnelle du local du dirigeant et le couloir de l'entrée servent d'endroit où les enfants peuvent jouer au moment de la récréation. Cette école fonctionne en deux temps. Elle reçoit un groupe, le matin, et accueille un autre en début d'après-midi. Il n'y a pas de salle de bain, sinon un bol de toilette installé sur un trou derrière un muret. On le fait évacuer avec un seau d'eau.

Au fur et à mesure des femmes arrivent, emmenant leurs enfants à cette école ou bien elles se présentent au bureau de Rosa pour faire une demande de certificat de naissance pour leur enfant. Soudain, j'entendis un bruit. Une voix crie à l'incendie. Un court-circuit avait causé un incendie dans un campement situé à environ un kilomètre de l'endroit où je me trouvais avec Rosa. On accourut sur les lieux. Il y avait du monde partout. La plupart portaient des seaux d'eau pour tenter d'éteindre les flammes. J'en ai profité pour faire une première observation sommaire des endroits où je passais.

### **13.2 Conditions de vie dans les campements**

Au départ, des tentes en plastique et en bois sont construites sur les lieux occupés. Les gens n'ont pas encore le droit de construire un logement plus durable. Entre temps, ils travaillent, nettoient le terrain, passent des nuits blanches pour la plupart, à guetter la police qui peut d'un moment à l'autre débarquer pour les déloger. Si cela dure quelques mois, si personne ne vient réclamer la propriété occupée, la population reçoit de son leader le droit de construire des demeures permanentes. Chaque personne reçoit un emplacement plus grand que le premier. Selon Leonora, au campement Salcedo, le premier leader avait demandé à chaque personne, chaque famille possédant un emplacement de verser entre 10 à 15 mille pesos dans le cadre d'une caisse d'épargne qui permettrait à chacun de pouvoir se payer son emplacement au moment où les institutions publiques voudraient régulariser le campement. Un incendie a détruit la moitié du campement; tandis que le leader s'est sauvé avec l'argent des contribuables

Les campements sont formés sur un même territoire déclaré zone de réserve écologique par les autorités gouvernementales mais se distinguent sur bien des aspects : les types de logement construits, les infrastructures, l'accès à l'électricité, entre autres. Salcedo et Las Palmas sont peuplés de petites maisons construites à partir des matériaux de récupération, entre autres, de petits abris de fortune faits de tôles usagées appelées «laminas de carton» en espagnol. Les rues ne sont pas asphaltées, l'électricité et l'eau sont ramenées dans les foyers par des moyens irréguliers. Mais à Panama et à Tlalco, le

panorama est différent. Ces campements sont asphaltés, on ne voit pas beaucoup de petites maisons faites à partir des matériaux de récupération. Presque chaque résidence est protégée par une barrière métallique. Elles sont construites en brique ou en béton et ont pour la plupart un étage en-dessus. Cependant même entre Panama et Tlaco, il y a des différences. Tlaco n'a pas été envahi par des habitants à la recherche d'endroit pour s'établir. Les premiers habitants de ce quartier ont acheté du propriétaire leur emplacement pour construire leur logement. Mises à part les rues qui sont asphaltées, on y trouve aussi des trottoirs pour les piétons. Cependant, ces rues sont étroites, différentes de celles de certains autres quartiers d'Iztapalapa. Au cas où se produirait un incendie ou un autre événement quelconque dans les campements, les pompiers ou les ambulanciers ne peuvent pas y accéder. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé le premier jour de notre visite dans les campements. Un incendie éclata dans une partie du campement Santa Cruz. Des hélicoptères (trois) volaient au-dessus des flammes et des policiers assuraient la sécurité tout autour. Les pompiers ont mis du temps pour arriver, et quand les camions étaient sur place, il était difficile d'atteindre le bidonville. Hommes et femmes sortaient par-ci par-là de leur demeure surpris par le sinistre. Ils couraient dans toutes les directions. La plupart, à l'aide de téléphones cellulaires, appelaient les services de police et des sapeurs pompiers. D'autres évacuaient des bonbonnes de gaz et de vieilles camionnettes garées dans les parages. Beaucoup de femmes, seau en main, apportaient de l'eau à des hommes perchés sur les toits de quelques maisons proches des flammes, essayant de venir à bout de l'incendie qui menaçait des taudis avoisinants. Finalement, le feu a été maîtrisé moins par les pompiers que par la population elle-même. Une adolescente âgée 15 ans, handicapée, a perdu la vie dans les flammes. Selon plusieurs personnes, un court circuit a été à la base de cet incendie, puisque la majorité des logements sont alimentés en électricité à partir des prises illégales. Ce n'est pas la première fois que cela se produit, me disent quelques résidents. Souvent, des incendies éclatent, dus généralement à un court-circuit. Cependant dans certains campements où les maisons sont équipées de compteurs les incendies sont rares.

Dans la majorité des campements, chaque poteau électrique sert de point irrégulier d'alimentation en électricité à partir duquel les maisons sont alimentées par des bouts de câbles achetés sur le marché informel. Les habitants ne reçoivent pas de facture d'électricité. Ils doivent verser des frais de connexion au leader au moment de s'installer dans leur logement. De même, pour s'alimenter en eau potable, ils utilisent des prises illégales. Souvent, cette eau arrive avec de la saleté. Dans certains

campements des frais sont exigés pour la connexion de la prise, affirme Yvonne qui réside au campement Sasnta-Cruz après avoir acheté du des deux leaders de ce campement sa petite propriété.

« Oui, ils vous font payer pour l'électricité, parce que cela leur coûte du travail pour se connecter et obtenir l'électricité. Ils l'ont fait avant mon arrivée ici. Cela leur coûte de l'argent d'acheter les câbles, à payer des pots de vin pour la connexion clandestine à partir des prises plus proches de leur campement. C'est un campement irrégulier, ici. C'est pour cela que la dirigeante demande qu'on paie. Quand je suis arrivée là où j'habite, il y avait déjà de l'eau, de l'électricité et du drainage. On m'a fait payer pour, parce que cela leur a coûté à eux aussi<sup>255</sup> »

Les campements sont alimentés en eau potable par un réservoir construit au flanc d'une montagne surplombant le bidonville. Ce robinet est ouvert du matin jusqu'à dix heures du soir. Arrivé les matins tôt dans ces territoires, je n'ai pas observé de gens en train d'aller puiser l'eau. Outre les taudis construits sur des espaces réduits, les autres résidences sont connectées au réseau de distribution d'eau par des prises illégales. Sur leur toiture sont disposés des réservoirs en plastique noirs pour alimenter l'édifice. Quant aux habitants des taudis, ils accèdent à l'eau à partir du voisinage. Angelica réside dans les campements depuis 12 ans. Mère de deux enfants, elle vit dans un taudis avec son conjoint. Ses enfants étant grands, ils sont allés vivre ailleurs, dit-elle. Avant, on lui avait concédé 20 mètres carrés pour construire sa résidence. Au fil du temps, elle a acquis un emplacement de 50 mètres carrés. Sa maison est alimentée en électricité à partir d'un poteau en bois que les habitants ont eux-mêmes planté pour y brancher des câbles. Elle a payé le responsable du campement pour son branchement. Il en est de même pour l'eau. Elle est branchée à partir d'une prise illégale mais a du payer les responsables dû campement pour ce service. La maison est en béton et en tôle. Les murs sont sales avec des matériaux de récupération entreposés par-ci par-là. Elle a aménagé trois chambres à coucher dont deux pour ses enfants. La fosse sceptique est mal aménagée. Le mobilier est précaire, la maison infestée de cafards.

En effet, dans certains des campements tels que Salcedo, San Salvador et Utlá, bien des maisons dont la toiture est en carton ont les murs en brique, mais des briques sont posées l'une sur l'autre sans motiver étant donné l'incapacité du propriétaire d'acheter des sacs de ciment et de payer les services d'un maçon. Ce répondant essaie

---

<sup>255</sup> Si pero ellos lo cobran, porque les costo su trabajo conseguirla o colgarse, como ellos hicieron el trabajo antes de que ella llegara a vivir ahí, ellos supuestamente les costo el trabajo, comprar el cable, pagar las mordidas o pagar a alguien que los conectara clandestinamente, conectarlos a las tomas o a los cables mas cercanos a su asentamiento, es un asentamiento irregular, eso es lo que a ella le cobraron, como llegó a habitar el terrenito que le vendieron, ya tenía agua, luz, drenaje, se los cobraron porque a ellos ya les había costado, a ella se lo cobraron



de faire une synthèse des conditions de vie qu'il compare, sans donner de détails, à « des conditions très prolétaires». Selon lui, les besoins les plus élémentaires ne sont pas satisfaits, des enfants commencent à travailler très tôt à côté de leurs parents ou bien ils mendient dans les stations de métro où dans les rues. D'autres travaillent avec leurs parents à la centrale d'approvisionnement en fruits et légumes ou l'on trouve beaucoup de travailleurs en provenance d'Iztapalapa.

«Bon, dans des conditions de vie, je dirais excessivement pauvres ou «très prolétaires», on peut ici se rendre compte de cette partie de la société, la façon dont elle vit, où elle vit ; ce qui est prolétaire. Il manque les besoins les plus élémentaires, en d'autres termes, ils n'ont pas non plus de services. Donc, les dirigeants ne sont pas tellement cohérents, ils sont malhonnêtes et parfois arrivent à abuser d'eux. Dans ce sens, ils profitent de la vulnérabilité des gens pour les rançonner. Mais, cela je n'aimerais pas l'approfondir. Toutefois, oui, j'ai eu connaissance de quelque chose qu'ils mettent en place pour obtenir certaines choses. Ce sont des conditions très regrettables, très déplorables. Je crois que par la même situation de pauvreté, on enregistre des cas de consommation de drogues, la prostitution, le commerce itinérant, enfants y compris lesquels ne vont pas à l'école parce qu'ils doivent aller aider aux pères à s'occuper d'un poste itinérant ou à demander de l'argent dans les rues, dans le métro ou dans d'autres parties. Il y a beaucoup d'enfants qui travaillent à la centrale d'approvisionnements. Quant aux petits enfants, ils sont enfermés à la maison tandis que le papa travaille<sup>256</sup>»

Cependant, la situation n'est pas pareille pour tout le monde, dit Juan Manuel, un leader de campement. Il y a quand même des gens qui vivent bien, ajoute-t-il. Ils ne sont pas nombreux, mais leurs conditions diffèrent de ceux qui ne disposent que de très peu de ressources. C'est ce que j'ai observé tant par rapport aux types de logement que par rapport aux campements eux-mêmes. En lien avec les logements à côté d'un taudis construit à partir des matériaux de récupération est érigée une maison avec un étage muni de barrière métallique et de sonnerie. Juan Manuel avance que même si 95% de la population vit dans la pauvreté, on trouve quand même 5% qui vit mieux.

«Il y a des gens qui vivent bien, il y en a que non. C'est quand même peu les gens qui vivent bien, ici que puis-je te dire? Comptant, j'ai comme quatre à cinq pour cent qui vivent bien, le reste, c'est-à-dire les 95% vivent mal. Je vais le répéter comme je l'ai dit dès le début: j'ai dit que nos travailleurs en Salcedo se

<sup>256</sup> Bueno, en condiciones de vida, yo diría muy paupérrimas o muy proletario, aquí se puede dar esa parte de la sociedad, como vive, donde vive el proletario. Carece de todas las necesidades mas elementales en terminos. Tampoco tienen servicios. Luego, los dirigentes no son tan coherentes y tan honestos y a veces logran abusar de ellos. en ese aspecto, se valen de la necesidad de la gente para extorsionarlos pero, eso no me gustaria ahondar mas, sin embargo, si he tenido conocimiento de algo que los condicionan para obtener ciertas cosas, en este caso, económico. Son condiciones muy lamentables, muy deplorables. Yo creo que por la misma situación de pobreza se da mucho la drogadicción, la prostitución, el comercio ambulante, niños incluso que no acuden a la escuela porque tienen que ir a ayudar a los padres a atender un puesto ambulante o a pedir dinero en las calles, en el metro o en otras partes y que eso no están palpable si se ve a primera vista. Pero cuando empieza a escarbar, se maneja muy hábilmente, empieza a surgir la información, hay muchos niños que trabajan, se van a la central de abastos de diablos o los niños mas pequeños se quedan encerrados en casa mientras el papá o la mamá trabajan, cosas de ese tipo

consacrent à charger et décharger des camions à la Centrale. À deux heures, deux heures et demi, trois heures, ils vont par horaire. Aussi cherchent-ils à trouver des personnes qui puissent les aider; il y en a qui sont maçons, c'est leur subsistance de chaque jour<sup>257</sup>»

Les différences observées entre les campements sont confirmées par Ivone et Tere, que j'ai interviewées chez leur amie Martina. Comparativement à la résidence d'Angelica, la maison de Martha, amie d'Ivone et de Tere, est construite en béton avec une cuisine aménagée à l'intérieur, une salle de bain, un mobilier plus ou moins confortable et une cour arrière où les enfants peuvent jouer. En général, ces résidences se trouvent dans les campements où les leaders n'ont pas beaucoup d'influence sur les populations. Les gens sont plus ou moins assurés qu'ils ne vont pas être délogés et investissent dans la construction de leur résidence, comme une des personnes interviewées.

«Aujourd'hui, au campement Panama où je vis, les gens ne croient pas trop dans les leaders, mais par rapport à leurs conditions de vie, ce sont des gens qui pensent qu'ils ne sont pas dans de si mauvaises conditions comme dans d'autres campements. Il y a beaucoup de femmes qui travaillent, ce sont des femmes seules aussi. Et oui elles travaillent, elles ont leur solde, qui n'est pas aussi basse que celle des autres femmes dans d'autres campements. Il y a de tout, il n'y a pas tant de pauvreté comme il y en a dans d'autres campements<sup>258</sup> »

Même s'ils situent sur les mêmes territoires, les campements se distinguent sur certains traits, par exemple, les types de logement comme en témoigne cette répondante. Je l'ai constaté, moi aussi. La différence entre le taudis où vit Angelica et la maison de Martha est remarquable dans un même campement. D'après ce que j'ai pu constater, aucun des campements n'est peuplé exclusivement de taudis ou de maison précaires. Néanmoins dans certains, les constructions de taudis sont plus nombreuses tandis que dans d'autres, on trouve plus de maisons régulières. Le dénominateur commun entre tous ces lieux est qu'ils sont tous alimentés en électricité et en eau par des moyens irréguliers, et les propriétaires des résidences qui y sont construites ne possèdent pas encore un titre de propriété. Je me suis promené dans différents endroits de ces lieux

---

<sup>257</sup> Hay algunos que viven bien, pero hay algunos que viven. Es poca la gente que vive bien aquí, aquí que te podría decir, contando tengo como unos cuatro o cinco que viven bien, el otro noventa y cinco por ciento vive mal. vuelvo a repetir desde el principio dije que nuestros trabajadores de Bonampak se dedican a estibar, van a la central de abastos a las dos, dos y media, tres, van por horario, y también andan busca haber a quién les pueden aventar colados, albañiles, ese es su sustento de cada uno. Ellos no están asegurados (son trabajos informales), son trabajos que no tienen ningún seguro, no tienen ningún respaldo, si les llega a pasar algo que Diosito los ayude, pero si yo lo sé, luego, luego la organización se moviliza, la organización se movilizaría para poder apoyar a quien lo necesite

<sup>258</sup> Ahorita en el predio Plan de Ayala donde yo vivo, la gente ya no cree tanto en los líderes, pero en sus condiciones de vida ya son gente que piensan un poquito, ya no están tan mal como en otros predios. Hay muchas mujeres que trabajan, son madres solteras también, y si trabajan, si tienen su solvencia no tan baja, pero hay otro que si, hay de todo, no hay tantos bajos recursos, ya no hay tanta pobreza como en otros predios

avec un sentiment d'insécurité dû, entre autres, aux conseils qu'on m'a donnés au sujet de mes visites dans les campements, mais je n'ai pas été l'objet d'une quelconque attaque ou témoin d'un acte de banditisme dans les campements au cours de mes activités.

### 13.3 Banditisme, abus de drogue et d'alcool

Comme on l'a vu dans la littérature sur Mexico, certains quartiers d'Iztapalapa sont présentés généralement comme des zones de violence et de banditisme. Cependant pendant les quatre mois passés dans la capitale fédérale, il n'y a pas eu de reportage dans les médias sur la Sierra Santa Catarina par rapport à des interventions policières pour arrêter des bandits ou bien concernant un kidnapping. En général ces activités se font à la tombée de la nuit, me disent quelques-unes des personnes interviewées. Mon guide lui-même m'a dit de ne jamais rester sur le terrain à la tombée de la nuit. Des activités liées au commerce en détail de la drogue, s'il y en a, ont lieu surtout la nuit dans ces territoires. Il en est de même des braquages de domicile, puisque c'est le soir que les populations montent la garde pour guetter les «chevaliers de nuit».

Par contre, dans plusieurs coins des campements, en milieu de matinée, on rencontre des groupes de gens, des adultes pour la plupart en train de siroter de la bière. Martina dit s'accommoder à la vie à Salcedo parce qu'elle n'a pas d'autre endroit où aller. Selon elle, le panorama qui s'offre à ses enfants, n'est pas joli, mais elle n'a pas d'autre recours, elle est obligée de rester.

« Il y a le problème de la délinquance juvénile, parce que si moi comme maman j'arrive à vivre ici, c'est par nécessité et non par goût. À ce que je sache, j'arrive à vivre ici, j'emmène mes enfants en âge d'apprendre. C'est évident que ce qu'ils voient aux alentours n'est pas un panorama joli: addiction à la drogue alcoolisme, prostitution. Qu'est-ce qui se passe? Comme je suis adolescent et je suis en âge d'apprendre, je vais à ce que je crois plus convenable, à ce que je vois, si je suis jeune, j'apprends à me vendre, à me droguer à m'en prendre à mes voisins pour leur tirer de l'argent pour que je puisse continuer avec mon vice, pour avoir une certaine solvabilité parce qu'il n'y en a pas à la maison<sup>259</sup>»

Au cours de mes visites, je n'ai pas remarqué de lieux de récréation pour les jeunes, encore moins une bibliothèque ou des centres sportifs. Ivonne affirme qu'il y en

---

<sup>259</sup> Hay el problema de la delincuencia juvenil, porque si yo como madre llevo a vivir ahí por necesidad, por gusto, por lo que uno crea, llevo a vivir ahí y llevo a mis hijos en edad de aprender más y es obvio que lo que ven alrededor no es un panorama bonito, drogadicción, borrachez, prostitución, qué pasa, como soy adolescente y estoy en la edad de aprender, me voy a lo que yo creo más conveniente, a lo que veo, si soy joven aprendo a monearme, a drogarme, a agredir a mis vecinos para que sacarles dinero, para yo continuar con mi vicio, para yo tener una solvencia, porque en casa no hay la solvencia

a pas mal qui prennent de la drogue et sont tolérés par les leaders des campements. Dès que la nuit tombe, dit-elle, on ne peut pas s'aventurer dans les ruelles de certains campements.

« Il y a beaucoup de gens qui prennent la drogue. Les leaders eux-mêmes les protègent. Tous les soirs, entre 7 et 8 heures, on trouve des groupes de 6 à 7 personnes fumant des cigares, de la marijuana dans une rue ou un autre coin de rue où vivent les leaders<sup>260</sup> »

Un autre répondant attribue l'addiction à la drogue et la délinquance à l'irresponsabilité des parents et au manque d'éducation de ces derniers. Il reconnaît toutefois, qu'il y a des «gens instruits» qui vivent dans les campements. Mais par rapport à ceux qui ne le sont pas, s'ils sont alcooliques, ils ne se soucient pas de l'éducation de leurs enfants, ils ne peuvent que contribuer à la reproduction de la délinquance et de l'abus d'alcool

« Il y a des gens qui aiment travailler, il y en a d'autres que non. Je vous le répète, il y a des gens éduqués. Par exemple, si un père souffre d'une addiction à la drogue et a beaucoup d'enfants; il ne prend pas soin d'eux, ne les éduque pas, ces enfants voient de mauvais exemples qu'ils vont reproduire. Quand ils seront jeunes, ils seront eux-mêmes des drogués, voleront. Ces gens là ne vont jamais progresser. Je ne sais pas s'il existe une façon de leur venir en aide. Il y en a qui préfèrent être en prison, car là on prend soin d'eux gratuitement. C'est difficile jusqu'à un certain point, mais c'est ainsi<sup>261</sup> »

Un des leaders des campements dénonce lui aussi la délinquance qui sévit dans ces quartiers. Pour fumer de marijuana, sniffer de la cocaïne, des bandits viennent cambrioler des maisons dans les campements, dit-il. Pour parer à cela, dans son campement, ils ont pris des mesures pour rendre plus difficile l'accès à l'intérieur des logements, en cas de braquage

« Il y a beaucoup d'activités délictueuses au Campement Salcedo, parce qu'il y a beaucoup de vieux vicieux qui, pour continuer à consommer de la drogue, appelons ça marijuana, cocaïne, actif, PVC, ils doivent voler. Ici, si tu t'en es rendu compte, dans le campement Salcedo, il y a des maisons sans toiture, nous les fermons à clef et les bandits ne peuvent pas y accéder, parce que pour ce faire, il leur coûtera puisque c'est bien fermé, la maison, ainsi dans d'autres campements, non car les maison sont en carton<sup>262</sup> »

<sup>260</sup> Hay mucha gente con drogas, ellos mismos lo protegen, se paran todas las tardes 7, 8 de la noche unas 6 ó 7 personas con su cigarro, ellos fuman hiervas, en otra esquina, en una calle ancha donde vive Beatriz ahí también se paran todas las noches y en todas las esquinas los drogadicctos

<sup>261</sup> hay gente con educación, por ejemplo, si un papá es drogadiccto y si tiene muchos hijos, no lo mantiene, no lo educa, estos niños ven sus malos ejemplos y siguen con ellos cuando son jóvenes, también son drogadicctos y se dedican a robar, es gente que nunca va a progresar, no sé si habría alguna forma de apoyarles a este tipo de gente, ellos prefieren estar en la cárcel, ahí los mantienen gratis, hasta cierto punto es difícil pero así es

<sup>262</sup> Hay muchas acciones delictivas, por qué, porque hay muchos pinches viciosos, muchos viciosos que por seguir inhalando su pinche porquería, llámese mariguana, llámese cocaína, activo, pvc, tienen que robar y aquí se te da cuenta en el predio Bonampak hay casas muy descubiertas, no están cubiertas, que cerramos con llave y ya no se

À l'instar de ce dirigeant de campement, la coordonnatrice d'une association civile reconnaît qu'il y a beaucoup de trafic de drogue dans ces milieux. Mais elle refuse de s'y impliquer et même d'en parler pour ne pas se faire tuer, dit-elle. Elle préfère se limiter aux activités de son association estimant qu'elle n'a pas assez de force ni de recours au cas où elle serait attaquée par les bandits.

«Une autre chose, c'est que dans ces zones le trafic de drogue est très fort et beaucoup de gens s'adonnent à des activités illicites. Je ne connais pas ceux qui sont impliqués dans ce trafic, je ne me suis pas mis là-dedans. Si tu te mets à faire des investigations, tu t'impliques. Je ne m'y mets pas, ma part là-dedans, c'est que je ne m'y mets pas. C'est à la police fédérale préventive de s'y engager, ce n'est pas mon affaire. Cela ne m'intéresse pas qu'il m'arrive ce qui arrive aux journalistes qui enquêtent sur le narcotraffic et qu'on assassine. Mon rôle ici est autre chose. Ici, je vois, j'entends et je me tais. Je ne me mêle pas dans ce qui ne m'intéresse pas, parce que si je le fais, je n'ai pas assez de force, je n'ai pas de secours. On peut même me tuer, et je ne vais rien réussir à me faire tuer, mon rôle ici est autre chose. Je l'ai très clairement en tête, je ne rentre pas en conflit avec le reste. Je suis venue ici pour une question spécifique<sup>263</sup> »

La situation de cette famille est un exemple typique de familles de gens pauvres dans les campements en proie à la drogue, à l'abus d'alcool où la grand-mère doit se charger de toutes les responsabilités.

«Mon époux est drogué, il était alcoolique, vivait dans la rue, n'a jamais pu enregistrer les enfants, parce qu'il prenait toujours de l'alcool, il n'a jamais eu son acte de naissance, lui-même. Maintenant, je suis en train de lutter pour les enregistrer. Je suis allé au DIF (développement intégral de la famille), je me suis rendue d'un endroit à un autre, je n'ai pu les enregistrer. Il n'y a pas longtemps, j'ai rencontré la 'Licenciée'<sup>264</sup>; elle est en train de m'aider à leur donner un certificat de naissance. Mais j'ai deux filles, une est droguée. Quand elle est sous l'emprise de la drogue, quand elle se sent mal, elle s'est rendue à l'internat. Là, on l'a abusée. Elle a disparu un jour, quand je l'ai rencontrée, elle se portait très mal. Elle était allée solliciter de l'aide à l'internat pour des personnes alcooliques. On l'a prise, on a commencé à la frapper, on lui a amarré pieds et mains, on lui a donné des comprimés et de l'alcool, elle a passé environ 15 jours là-bas. Elle a réussi à s'évader, est arrivée chez nous, m'a raconté ce qui s'est passé, je ne l'ai pas crue. Je l'ai emmené voir un médecin pour l'examiner,

---

puede entrar y para entrar les va a costar un pinche pedo meterse porque esta bien cerrada la casa, pero en otras no, en otras nada más son de cartoncito y la gente se va.

<sup>263</sup>Otra cosa que hay en estas zonas es un tráfico de drogas muy fuerte y mucha gente dedicada a actividades ilícitas. Los desconozco, no me he metido, si te pones a investigarlo te involucras y no me meto, parte de mi asunto es que no me meto, es de la policía federal preventiva, ese no es mi asunto, no me interesa que me pase lo mismo que a los periodistas a los cuales los matan por andar investigando la cuestión del narcotráfico, mi papel acá es otro. Lo que te decía aquel maestro, yo veo, oigo y callo, y no me te metas en lo que no te importa, porque si me meto en lo que no me importa, no tengo la fuerza, no tengo el respaldo, incluso hasta me pueden matar y no voy a lograr nada, mi papel acá es otro, lo tengo muy claro y no me conflictúa lo demás, yo vengo a un asunto muy específico

<sup>264</sup> Au Mexique comme dans d'autres pays d'Amérique et de la Caraïbe hispanophone, on appelle les gens qui ont fait leurs études universitaires par leur titre selon le diplôme ou le grade qu'ils ont obtenu.

celui-ci m'a dit que la fille a été abusée et qu'elle était enceinte. Depuis, je garde son enfant<sup>265</sup> »

Les enfants et les petits enfants peuvent constituer une certaine rente dans la mesure où ils travaillent dans la rue ou bien s'ils font une activité quelconque qui leur permette de gagner des sous qu'ils apportent à leurs parents. Dans ce cas, ils ne vont pas à l'école ou bien après l'école et durant les fins de semaine, ils vont exercer ces activités. Cette maman qui est déjà grand-mère rend grâce à Dieu du fait que ces enfants sont capables de travailler et qu'ils peuvent maintenant l'aider à faire face aux dépenses de la vie quotidienne :

« Mais je rends grâce à Dieu, parce qu'ils sont en train d'aller de l'avant maintenant, parce qu'ils travaillent et m'aident. Car en réalité ce que me donnait mon mari était insuffisant; il me donnait 50 à soixante pesos, selon ses possibilités. J'en avais pour eux, puisqu'ils gagnaient leur argent et me donnaient la moitié de leur solde. Maintenant qu'ils vont à l'école, ils ne travaillent pas. Quand ils reviennent de l'école, ils aident les voisines à jeter leurs vidanges. De là, ils gagnent un peu pour aller à l'école, puisque je n'en ai pas pour leur donner. Si parfois je leur donne un à deux pesos, ils ne peuvent rien acheter avec<sup>266</sup> »

En effet, les campements sont aussi, d'après ces répondants, des lieux de circulation et de consommation de la drogue. Deux enseignants dans une école primaire située aux environs des campements nous ont conseillé, au moment de nous accorder leur entrevue, de ne pas sortir en public notre magnétophone et notre caméra digitale. L'un d'eux nous a dit: « ici, on voit, on écoute, on se tait ». Les bandits sont connus pour la plupart des gens de la population mais ils ne sont pas dénoncés. Ceux qui auraient pu le faire craignent pour leur vie, selon les témoignages de certains de nos répondants.

---

<sup>265</sup> Mi esposo era drogadicto, era alcohólico, él se quedaba en la calle y yo nunca pude registrar a mis hijos, porque él siempre estaba tomado y él nunca tuvo su acta de nacimiento y ahora anduve luchando para poderlos registrar, anduve en el DIF, dure como cinco, de un lado a otro y nunca pude registrar y tiene poco conocí a la licenciada y ella me ayudó a registrarlos. pero tengo dos chamacas, pero una de ellas es drogadicta, ya cuando ella se siente mal de la drogadicción, ella misma va y se interna, en el internado abusan de ellas, un tiempo se me desapareció, cuando la encontré, la encontré muy mal, ella fue a pedir ayuda en el internado de alcohólicos, se metió, la agarraron y le empezaron a pegar, la martirizaron, aparte de eso la amarraron de pies y manos, le empezaron a dar pastillas y alcohol y ahí duro como quince días, ella como pudo se escapó, llegó a mi casa y me platicó, no le creí, la lleve con un doctor para que la checara, el doctor que dijo que había sido abusada, de ahí ella tuvo a su bebé y hasta la fecha yo tengo a su niño.

<sup>266</sup> pero yo le doy gracias a Dios que ya están saliendo adelante, porque trabajan y me ayudan, porque la verdad el gasto que me daba mi esposo no me alcanzaba, me daba cincuenta, setenta pesos, según como él pudiera, yo tenía por ellos, porque ellos ganaban su dinero y me daban la mitad. Ahorita que van a la escuela ya no entran a trabajar, vienen a la escuela, lo que hacen a veces cuando viene el de la basura le ayudan a las vecinas a tirar su basura de ahí sacan para su escuela, porque yo no tengo para darles, si a caso les doy un peso, dos pesos, pero que pueden comprar con eso.

### 13.4 Discrimination, inégalités entre les campements

Les inégalités entre les campements permettent de se rendre compte des types de logements, et à leur tour, les types de logement peuvent représenter un indice des moyens économiques dont dispose celui qui le bâtit. L'établissement des campements est attribué par cette travailleuse communautaire aux gens qui viennent d'ailleurs, des pauvres.

« La pauvreté que tu observes, elle se situe en périphérie, aux environs du Centre-Ville d'Iztapalapa. Les quartiers des gens originaires d'Iztapalapa n'ont rien à voir avec les campements. Il y a des gens organisés, originaire d'ici, de cette même communauté, qui sont très unis au niveau du district fédéral. Au cours de la semaine sainte, ils peuvent rassembler un à deux millions de personnes. Toute cette affaire de drogue, de vol n'existe pas au cours de cette semaine »

Cette travailleuse communautaire voit ces gens comme étant venus d'ailleurs, porteurs de vices, de pauvreté et de misère. Ces gens ne se libèrent pas du regard stigmatisant de celui qui les perçoit comme inconnus alors qu'ils naissent sur le même sol, ont la même nationalité mais accèdent de manière différenciée à la richesse au point que l'un devient capable de disqualifier, discriminer, voire exclure son compatriote de son milieu de vie. Au niveau de ces arrondissements sont pointés du doigt les gens qui viennent d'autres villes particulièrement des autochtones (indigenas). Ce responsable de campement se plaint de la discrimination dont sont victimes ces autochtones de la part des gens au « *Distrito federal* » qui le traitent de

« Sale indien, salaud, retourne travailler la terre. On nous dit beaucoup d'autres grossièretés encore. Mais nos enfants sont des travailleurs, des combattants. Tous mes respects pour les gens qui viennent de la campagne »

Entre les campements eux-mêmes, j'ai relevé quelques différences quant aux types de logement construits et aux activités des gens. Ce propriétaire de négoce évoque plusieurs facteurs qui marquent la différence entre les campements où l'on observe des logements en carton pour la majorité et d'autres où les constructions sont en béton

« Et la différence est qu'ici, nous, on a acheté. Eux, ils sont arrivés ; ils ont envahi des terrains. Ou encore, leurs dirigeants ne leur ont pas permis de construire sur leur emplacement car beaucoup de gens se demandent pourquoi ils vont investir si par la suite le leader va leur chasser. Ils sont plus en danger que nous. Aussi les autorités municipales leur disent-elles de ne pas construire dans tel endroit qui est destiné à une rue. Si vous construisez, nous n'allons pas vous dédommager. La différence aussi est que si on veut nous déloger, il faudra qu'on nous indique où nous établir parce que nous sommes des acheteurs »

Entre acheteurs et envahisseurs, la différence se fait sentir notamment à travers l'idée que se fait l'acheteur des gens qui viennent occuper un terrain. Ils sont proches mais distants par rapport à leur manière d'accéder à la terre et de s'intégrer à la dynamique urbaine. Les acheteurs, à l'instar des envahisseurs, ne disposent pas de titre de propriété parce qu'ils ont acheté leur propriété dans une zone déclarée zone de réserve écologique mais ils se distinguent du reste de la population, entre autres, par les types de construction qu'ils disposent. En général, leur maison est en béton et comporte au moins un étage. Au rez-de-chaussée, certains ouvrent une petite boutique où ils vendent des produits alimentaires, entre autres. Les propriétaires et d'autres gens utilisent le concept de *paracaidistas* (parachutistes) pour désigner ces personnes qui ont occupé un terrain

« On appelle ces personnes « *paracaidistas*, parce qu'elles n'achètent pas. Comment elles forment une association, elles arrivent, s'établissent sur le terrain et on donne à chacun un emplacement. Et, il faut lutter pour le conserver parce que le gouvernement d'une façon ou d'une autre ne veut pas cela parce qu'il est exproprié »

Aidant la coordonnatrice de l'organisation communautaire à enregistrer des personnes qui n'ont pas de certificat de naissance, j'ai constaté qu'il y avait beaucoup d'adolescentes qui se présentaient avec des bébés dans leurs bras. Elles n'étaient pas accompagnées de leur conjoint. De même, tous les matins, ce sont des femmes que je croise dans les ruelles poussiéreuses des campements emmenant des enfants à l'école. Je n'ai pas vu beaucoup d'hommes. La plupart de ceux que j'ai rencontrés dans certains endroits de ces territoires étaient en train de boire de l'alcool. Alors, j'en ai profité pour demander à certaines des personnes interviewées de me parler des stratégies de subsistance de la population et des conditions de vie des femmes en particulier.

### **13.5 Débrouille de la population et condition de vie des femmes**

Les principales activités de subsistance de la population des campements relèvent du secteur informel. D'après les témoignages des personnes interviewées à la Sierra Santa Catarina, beaucoup de travailleurs et travailleuses de ces campements travaillent dans une centrale d'approvisionnement en produits agricoles pour subsister. Ainsi, il m'a été conseillé de faire une visite là-bas afin de constater les lieux et les activités qui s'y déroulent. La Centrale d'approvisionnement (*Central de abasto*) s'étend sur un immense territoire dans la délégation d'Iztapalapa. Elle se divise en deux parties : l'une est consacrée à la vente de produits marins, l'autre à celle des fruits et



légumes. On y trouve aussi un ensemble de petits restaurants notamment à la partie où on vend des fruits de mer. Des hommes et des femmes se placent à l'entrée pour inviter les visiteurs à venir manger, des troubadours interprètent des chansons autour de la table des consommateurs pour avoir quelques pesos.

Dans la partie où l'on vend les fruits de mer, j'ai observé des hommes et des femmes en train de nettoyer des poissons et de ramasser des résidus pour les déposer dans des contenants en plastique ou en métal. Certaines femmes traînaient sur des roulettes ces objets remplis de résidus. Les hommes, eux, chargeaient à deux, parfois à trois des contenants remplis des restes de poissons pourris destinés à être transformés en aliments pour animaux. Hommes et femmes nettoyaient également des poissons. Un d'entre eux affirme que ce travail est rentable, puisqu'il peut gagner jusqu'à trois cent pesos par jour. Parfois, dit-il, on peut gagner entre cent à cent cinquante pesos quand les affaires ne sont pas bonnes.

Tous les jours, dit un portefaix, des milliers de personnes viennent travailler à la Centrale. À partir de six heures, poursuit-il, personne ne peut entrer ici, puisque la Centrale est fermée. Mais à dix heures du soir, c'est la réouverture. Entre travailler dans une entreprise de sous-traitance comme ouvrier payé au salaire minimum et travailler à la Centrale, le travailleur s'est contenté de dire qu'il préfère travailler à la centrale puisque le salaire payé est meilleur que dans les usines. Il y a deux types de travailleurs à la centrale. Premièrement, des milliers de manutentionnaires qui chargent et déchargent les camions. Ces travailleurs ne sont affiliés à aucun magasin. Ils arrivent uniquement avec leur force de travail, louent une brouette appelée el Diablo (le diable) et se mettent à travailler. C'est un boulot épuisant, commente un d'entre eux, mais le travailleur est libre de travailler ou de ne pas travailler. Tous les manutentionnaires et même des gens qui travaillent dans de petits restaurants sont des travailleurs du secteur informel dont la plupart ne disposent pas de papier leur permettant de travailler sur le marché du travail régulier ou formel. Selon le leader du campement Salcedo, le campement est une zone de marginalité très critique où les gens ne travaillent que pour un maigre salaire à la Centrale.

«Salcedo est comme une zone de marginalisation dans un état très critique parce que beaucoup sont des gens qui travaillent à la Centrale d'approvisionnement. Ce sont eux qui doivent charger et décharger les camions de verdure, quel que soit le type de verdure: tomate ou melon. On leur paie un salaire de misère. Mais la vie doit suivre son cours on doit continuer à

vivre. Mon combat a été toujours ainsi, j'ai toujours aimé lutter pour ceux qui n'en ont pas, pour ceux qui en ont peu<sup>267</sup>.»

Rosa explique pourquoi, selon elle, les habitants des campements, les pauvres ne peuvent subsister qu'à partir des activités informelles. Selon elle, cela est dû au fait que les gens issus de ces populations là sont des sans-papiers. Quelqu'un qui n'a pas terminé au moins ses études primaires et qui n'a pas non plus fait son service militaire ne peut pas travailler dans le secteur formel de l'économie.

«Le caractéristique de cette population est qu'elle manque de documents. Pour s'insérer dans la vie urbaine on a besoin de papiers ; et si tu n'as pas tous les papiers tu ne peux pas t'insérer. Pour travailler comme employé dans une usine, si tu n'as le niveau minimum primaire ou secondaire tu ne peux pas travailler. Si tu as une scolarité plus petite que le sixième degré de primaire, tu n'as pas ton certificat de service militaire. Tu peux travailler, comme collaborateur de maçon, tu peux travailler par ton compte, tu peux travailler comme manutentionnaire à la centrale d'approvisionnements, tu peux travailler comme manœuvre dans ce qui est les champs de Nopal, mais tu ne peux pas entrer travailler dans une entreprise de propreté par exemple. Il faut avoir les papiers en règle, tu as besoin d'acte de naissance, du certificat de service militaire<sup>268</sup> ».

À propos du statut des travailleurs du secteur informel, le leader de Salcedo déclare que ce sont des travailleurs non reconnus par l'État, c'est-à-dire qui n'ont pas d'impôts à payer, mais qui ne bénéficient non plus d'aucune assurance.

«Ces travailleurs ne sont pas assurés, ce sont des activités sans assurance qu'ils font, ils n'ont aucun recours si quelque chose leur arrive, mais je le sais, ensuite l'organisation se mobilise, elle se mobilisera pour venir en aide à ceux qui en ont besoin, s'il arrive quelque chose à ces travailleurs<sup>269</sup> »

La législation sur le travail formel au Mexique exclut les analphabètes et les gens qui ne disposent pas de certificat de naissance, dit Rosa. Selon elle, des tâches comme par exemple, le nettoyage des stations de métro pour lesquelles jadis on

<sup>267</sup> Salcedo es una zona de marginación muy crítica, porque muchos de mis campeones, muchos de mis compañeros de causa son trabajadores de la central de abastos, son los que van y cargan o se prestan a estibar camiones, ya sea cualquier clase de verdura: jitomate o melón, pero les pagan una miseria a mis campeones. Bueno, la vida debe que seguir su curso, debe de seguir viviendo. Mi lucha siempre ha sido eso, me ha gustado siempre luchar por los que menos tienen, por los que menos tienen

<sup>268</sup> Las características de esta población es que carece de documentos, para insertarse en la vida de la ciudad se necesitan papeles y si no tienes todos los papeles no te puedes insertar, para trabajar como obrero en una fábrica si no tienes ahora mínimo primaria o secundaria no puedes trabajar como obrero, qué pasa si tienes una escolaridad menor al sexto grado de primaria, no tienes cartilla miliar, cómo que puedes trabajar, como ayudante de albañil, puedes trabajar por tu cuenta, puedes trabajar como cargador en la central de abastos, puedes trabajar como peón en las nopaleras, pero no puedes entrar muchas veces entrar a trabajar en una empresa de limpieza, te exigen ya el sexto grado de primaria y tener los papeles en regla, necesitas acta de nacimiento, cartilla y no la tienen, no han ido hacer el servicio militar

<sup>269</sup> Ellos no están asegurados (son trabajos informales), son trabajos que no tienen ningún seguro, no tienen ningún respaldo, si les llega a pasar algo que Diosito los ayude, pero si yo lo sé, luego, luego la organización se moviliza, la organización se movilizaría para poder apoyar a quien lo necesite

n'exigeait pas de niveau d'études sont inaccessibles aujourd'hui à des travailleurs sans qualification scolaire.

« Une personne, pour entrer sur le marché du travail comme, par exemple, ces personnes là qui nettoient le métro, elles n'ont pas besoin au moins de terminer leurs études primaires. Pour travailler dans un supermarché, on te demande de faire au moins des études secondaires. Et, ce sont des gens qui travaillent au salaire minimum. Avant, pour être embauché dans ces emplois on n'avait pas besoin de papiers attestant qu'on a fait des études. Maintenant non. Il devient de plus en plus importante la question du papier, et pour les gens qui ne disposent pas de papier, il est de plus en plus difficile de pouvoir s'insérer au secteur formel de l'économie, ils vont grossir les files de l'informalité. Ce sont des manutentionnaires, quelques aide-maçons qui travaillent et ne disposent pas de documents<sup>270</sup> »

En termes d'activités dans les campements eux-mêmes, des propriétaires de certaines maisons consacrent une chambre de leur édifice à une activité commerciale. On y trouve des boutiques de vente de divers produits, entre autres, boissons gazeuses, bonbons et cigarettes. On observe aussi quelques papeteries, des pharmacies et de petits entrepôts où l'on vend des matériaux de construction. Ces gens se distinguent des autres habitants des lieux. Leur maison est généralement construite en béton, avec, le plus souvent, un étage. Il y a lieu de signaler aussi quelques petits ateliers de construction où travaillent des maçons ou des charpentiers. Il n'y a pas de firmes de construction, ce sont pour la plupart des gens qui ont appris leur profession sur le tas. Ils travaillent avec des amis et parfois des membres de leur famille.

Dans la réalisation des activités présentées jusqu'ici, les hommes jouent un rôle prépondérant. Néanmoins d'autres activités sont réalisées par les filles qui très tôt sont devenues mamans, dit Renata. Selon la travailleuse communautaire, elles ont généralement plus que trois enfants avant même d'atteindre l'âge adulte. Ce n'est pas une situation sans conséquence sur la santé physique de la maman et sur celle de son enfant. Elle s'interroge sur la façon dont une adolescente peut éduquer un enfant.

«La majorité a entre 4 à 5 enfants. Elles viennent s'établir dans les campements parce que là elles ne paient pas le loyer. Alors, les mères savent que dans la Centrale d'approvisionnement, ils ne vont pas mourir de faim, puisqu'elles vont trouver du boulot. Leur tâche consiste à sélectionner des fruits<sup>271</sup>. La majorité des

<sup>270</sup> Una persona para entrar a trabajar como los que limpian el metro por ejemplo, se necesita mínimo primaria concluida, para trabajar en un supermercado te piden secundaria mínimo y es gente que va a ganar el salario mínimo. Antes para trabajar en esos empleos de limpieza se podía trabajar sin papeles y sin educación, ahora no, cada vez es más importante la cuestión de los papeles y la gente que no tiene papeles cada vez es más difícil poderse insertar en el sector formal de la economía, van engrosando las filas de la informalidad. Estamos hablando de que son el comercio informal, estibadores, cargadores, algunos ayudantes de albañil que trabajan sin documentos.

<sup>271</sup> Es que la mayoría tiene cuatro o cinco seis hijos, aquí se vienen porque en primera no pagan renta, entonces, las mamás saben que en la central de abastos ahí no se mueren de hambre porque se van a la central de abastos a conseguir trabajo, con la carga que se tiene que seleccionar frutas

adolescentes que je connais sont mamans dès l'âge de 13, 14 à 15 ans. Je dis donc que ce sont des petites jeunes filles qui sont mamans déjà à 16 et à 17 ans<sup>272</sup> »

Selon cette répondante, beaucoup de femmes dans les campements sont la proie des hommes parce qu'elles se trouvent dans une situation vulnérable: pas d'argent pour satisfaire les besoins personnels; manque ou absence de formation. Certaines fois, elles ne peuvent pas participer à des actions collectives, or elles doivent payer pour. Où vont-elles trouver de l'argent pour payer les cautions? Martina considère cela comme une première condition de vulnérabilité. Certaines d'entre elles sont des femmes seules qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour prendre soin de leur progéniture. Dans ce cas, elles sont obligées de se joindre à un homme pour les aider. Vivre avec un homme devient dans ce cas une stratégie de subsistance. Mais, il arrive que celui-ci est un ivrogne ou quelqu'un d'irresponsable qui ne soucie pas du bien-être de cette femme. Au lieu de l'aider, il ajoute à sa peine, poursuit la répondante

« J'arrive ici, je viens de la province, parce que – et c'est presque toujours - ces femmes arrivent de la province, j'arrive pour vivre ici avec mes besoins personnels: manque d'un logement, manque de travail, manque d'un homme avec moi, alors, je commence à sortir, j'ai un dirigeant, j'arrive dans ce lieu, et le dirigeant ne sait rien au sujet de ma vie commune. Mais les femmes et peu d'hommes qu'on trouve ici, je le répète, il y a plus de femmes ici que d'hommes. Les femmes restent et on en trouve qui ne paient pas les corvées qu'on organise. Alors, comme elles ne paient pas, il leur revient d'aider, de faire des travaux les plus difficiles. Pourquoi? Parce que elles n'ont pas d'argent pour payer. Pour que quelqu'un vienne et le fasse ou pour que le dirigeant mette quelqu'un et le fasse, comme tu n'as pas eu d'argent tu le fais pas, ça c'est une chose. Autre chose: j'ai des enfants, j'ai un foyer, même si toutes les femmes dans Salcedo sont seules. Il y a aura un homme, excuse-moi l'expression, on trouvera toujours un homme qui veut en profiter, aujourd'hui, demain, qui sait. Profitez-en, demain qui sait? Nous qui sommes dans le campement nous le constatons. Parfois le monsieur de cette maison est père des enfants de cette maison et aussi de cette autre maison. Ces trois femmes nous sommes des biens communautaires, au lieu de quitter ce monsieur et de rester avec les enfants que j'ai déjà eus, puis qu'en somme j'ai déjà perdu, je devrais rester avec ce que j'ai. Non, je continue de chercher. Le monsieur peut venir ici, il ne fait que boire et ne travaille pas<sup>273</sup>.

<sup>272</sup> Pues yo la mayoría de las jovencitas que he conocido todas ya son mamás a los trece, catorce o quince años ya niñas, digo niñas, porque dieciséis, diecisiete años ya son mamás.

<sup>273</sup> Yo llego a vivir aquí de provincia, porque casi siempre llegan de provincia, llego a vivir aquí con mis propias necesidades, falta de una habitación, falta de trabajo, falta de un hombre que este conmigo, pero entonces empiezo yo a salir, pero tengo un dirigente, llego a ese lugar y el dirigente no dice nada de tu vida común, eso no. Pero las mujeres, como los poco hombres que hay, volvemos a repetir que son menos hombres que mujeres, las mujeres se quedan y las que hay por no pagar las faenas son las que se ponen y como no pagaste te toca ir ayudar, hacer los trabajos mas difíciles, por qué? porque no tuviste la solvencia para pagar, para que alguien viniera y lo hiciera o para que el dirigente pusiera a alguien y lo hiciera, no tuviste dinero, tú lo haces, esa es una. Otra, yo tengo hijos, tenga una casa que ver, aunque siempre todos las mujeres de Bonampak, usted lo acaba de ver y usted lo dijo están solas, son mujeres solas, que habrá un hombre, perdón, pero nada más para gozo, hoy, mañana quién sabe y aprovéchalo hoy porque mañana no sabemos, así es. Incluso porque nosotros que estamos aquí lo vemos, a veces los señores de esta casa ya es papá también de los niños de esta y es papá de los niños de esta otra casa, esas tres mujeres somos

Selon ce répondant, les leaders ont la responsabilité de la situation dans laquelle se trouvent les femmes dans les campements, parce que ceux-ci non seulement leur refusent les droits de s'organiser indépendamment de l'organisation du campement mais les contraignent à participer à des actions collectives et à payer des cautions si elles ne le font pas.

«Le dirigeant a une grande responsabilité dans la misère des gens, parce qu'il exige de l'argent pour décerner une preuve de résidence qui permette d'avoir un acte de naissance. Il est essentiel de posséder une preuve de résidence pour pouvoir demander à enregistrer son enfant ou pour demander son acte de naissance personnel. Pour les enfants, les actes de naissance coûtent 20 pesos. Ce n'est pas cher, dit la répondante, mais le dirigeant exige de l'argent plus élevé pour la preuve de résidence. Si le parent n'avait pas de certificat de naissance, il lui en faut un pour demander l'enregistrement de son enfant. Il lui faut là aussi une preuve de résidence qui est délivré par le même leader<sup>274</sup>.

Les populations des campements proviennent de la campagne et d'autres quartiers pauvres de la ville du Mexique, poussés par une situation socio-économique difficile. Mais établis dans ces milieux, ils doivent faire face à une autre réalité: vivre pour la plupart dans des taudis, travailler dans l'informel pour subsister, affronter des délinquants, pratiquer le commerce de détail de la drogue, consommer l'alcool. Par-dessus cette situation, ils sont méconnus par l'État et des institutions publiques comme étant des ayant droits à la santé, à l'éducation, au logement, à l'assainissement, au bien-être. Les femmes, dans cette situation, semblent être plus vulnérables : ce sont elles qui restent à la maison pour s'occuper du ménage, emmener les enfants à l'école, les ramener à la maison, préparer les repas, faire la lessive, entre autres. Dans un contexte de marginalité, affirme Jonathan, les femmes sont davantage victimes que les hommes, parce qu'en plus de souffrir les mêmes conséquences de la marginalité avec un homme qui est son conjoint, la femme est aussi victime de violence de la part de celui-ci.

«C'est très fort au sens où les femmes restent traditionnellement à la maison. Par exemple, conformément aux valeurs en vigueur, la femme doit rester à la maison prendre soin de son mari, des enfants, faire la vaisselle, repasser les vêtements, préparer les repas. Si les enfants vont à l'école, c'est elle qui doit les emmener et veiller à ce qu'ils fassent leurs devoirs; ceci en termes généraux, mais par-dessus tout, elles sont battues. Cela se cache de la part de la famille de la femme elle-

---

bien comunitarias, en vez de darle pamba al señor y quitarlo de en medio y me quedo con lo que ya tengo, total ya perdí, pero me quedo con lo que tengo y salgo adelante, no. El señor puede venir aquí, aquí y aquí, el señor se dedica a emborracharse, a no trabajar

<sup>274</sup> para sacar una acta de nacimiento, no son caras, son alrededor de veinte pesos, pero el trámite que conlleva, porque para que él me pueda dar un comprobante de domicilio tengo que pagarle X cantidad, yo para poder ir sacar una copia de una acta de nacimiento mía, porque es lo que me piden para registrar a mi hijo, tengo que pagar una cantidad que no la tengo por la misma situación en la que me tiene él, yo para poder tener un trabajo fijo no tengo que ir a marchas, yo no tengo que ir a plantones, yo no tengo que hacer faenas aquí, porque tengo la necesidad de tener un horario de un trabajo y no lo puedo tener, en qué vivo, lógicamente en la pobreza ocasionada por él mismo

même. Mais quand on commence à gagner la confiance, quand on commence à aller plus loin, il s'ensuit que oui, la femme est battue.<sup>275</sup> »

Toutes les femmes de ces milieux ne restent pas à la maison. Il y en a qui travaillent dans l'arrondissement d'Iztapalapa, à Mexico ou ailleurs. Elles développent différentes stratégies de survie, comme, par exemple, travailler comme bonne, colporter des produits dans la rue ou travailler comme journalière à la Centrale d'approvisionnement (Central de abasto). Celles qui ont des enfants, pour aller travailler, les laissent généralement à la charge d'un ami ou des grands-parents. C'est le cas de Sonia qui a un conjoint mais qui vit encore avec ses parents en attendant d'avoir son propre logement

«Je ne vivais pas avec mes parents, quand je vivais avec mon conjoint. On vivait dépendamment de l'endroit où il trouvait du travail. On nous donnait une chambre à coucher et on est resté là. Quand je revenais du travail, je retrouvais ma mère. Il fut un temps, je suis allée vivre un an à Michoacán et quand je retournais, on leur avait donné leur morceau de terrain, mais cela ne suffisait pas pour me rembourser l'argent que je leur ai prêté. Maman m'a invité à venir vivre avec elle pour l'aider tandis que je construisais mon logement. Ils m'ont dit que je pouvais rester autant que je le désirerais et quand je ne le voudrais plus, ils me rembourseraient mon argent<sup>276</sup>»

Beaucoup de femmes sont seules et victimes de violence conjugale aussi. Selon Renata, les conditions de vie sont particulièrement difficiles pour les femmes seules. Elles sont obligées, selon elle, de se faire amantes ou concubines d'un homme pour survivre. Elles ont déjà des enfants qui ne sont pas ceux de son amant actuel. Mais celui-ci laissera lui-même probablement d'autres enfants. Diana, de son côté, affirme que « la misère, enchaîne certaines femmes et les porte à se joindre à des partenaires en série pour subsister ». Selon une autre femme interrogée à la Centrale d'approvisionnement, la majorité des femmes se consacre à sélectionner des fruits, des légumes, à faire un envoi aux personnes, à mesurer, peser, diriger des travailleurs à leur poste. Elles s'adonnent aussi à des activités domestiques.

« Le travail domestique; donc c'est un travail qui te procure plus ou moins pour survivre durant une journée. On te paie entre 80 à 90 pesos pour le nettoyage de

<sup>275</sup> Muy fuerte en el sentido de que las mujeres son como, tradicionalmente se ha manejado los valores, por ejemplo, la mujer debe que permanecer en casa, atender al marido, atender a los hijos, dedicarse a lavar, planchar, hacer la comida y si es que los niños van a la escuela es ella la que debe ir a dejarlos a la escuela a traer y vigilar que hagan las tareas, eso es en términos generales pero aparte existen los golpes pero eso se oculta mucho por parte de la misma familia, incluso de la misma mujer, por ejemplo, ya cuando uno empieza a obtener la confianza, empieza a indagar, resulta que si hay golpes de por medio a la mujer, mucho machismo.

<sup>276</sup> Yo no vivía con ellos, cuando me junte con mi marido nosotros vivíamos dependiendo de donde trabaja él, ahí nos daban cuarto y nos quedábamos, cuando se salía de trabajar venía con mi mamá, hubo un tiempo que me fui un año a vivir a Michoacán y cuando regrese ya les habían dado su terrenito a ellos pero no les alcanzaba para regresar el dinero que había hecho un préstamo y me dijo mi mamá que si yo le ayudaba y mientras yo construyera mi cuarto el tiempo que yo quisiera y el día que yo me quisiera ir ellos me regresaban mi dinero

la maison d'une femme qualifiée ou d'un médecin, c'est-à-dire des gens qui ont une profession. Parfois les dames doivent aller faire la lessive, repasser, préparer la nourriture, le nettoyage et on leur donne de la nourriture pour les petits; c'est une autre activité habituelle des femmes<sup>277</sup>».

Selon Angel, la majorité des femmes dans les campements ne sont pas éduquées. Sans profession, ne sachant ni lire ni écrire, leurs principales tâches consistent à emmener leurs enfants à l'école, à prendre soin d'eux, laver, repasser, faire le ménage et préparer à manger. À l'instar d'une autre répondante, il raconte qu'il y a d'autres femmes, par contre, qui vont travailler comme servantes dans les familles des gens de classe moyenne. Selon Angel, le manque de formation est l'une des principales causes de la situation des femmes dans ces milieux.

« Presque toutes les femmes d'ici ne sont pas éduquées. Elles n'ont pas d'éducation pour travailler, il y en a qui sont formées, oui. Il y a peut-être un pourcentage de dix pour cent de femmes qui vont travailler comme servantes, ramassant les ordures, exécutant différents travaux. Pour être sincère, des femmes professionnelles il n'y en a pas ici, sauf la nouvelle génération de filles qui étudient et qui sont les enfants de gens qui ont fait de l'éducation de leur fille un objectif. Ce sont des gens qui envoient leurs enfants à l'école. Ces enfants vont avoir un niveau économique différent du nôtre. Mais en général les femmes d'ici, sont du type de femmes qui n'ont pas de revenu; ce ne sont pas toutes les femmes. Elles s'adonnent aux travaux domestiques comme maîtresses de maison, emmènent leurs enfants à l'école. Mais il manque ici de création de structures de création d'emplois, un incitatif qui pourrait stimuler les femmes pour que chacune puisse améliorer leur conditions de vie<sup>278</sup>»

Ces territoires ne sont pas homogènes quant aux types de logement construits, aux infrastructures existantes et même par rapport aux besoins de base des gens. Néanmoins ils ont pour dénominateur commun de ne pas être légalement reconnus par l'État. Pour subsister, les populations développent des stratégies les unes plus diversifiées que les autres. À bien des égards, certaines stratégies développées sont typiquement féminines. Je me suis limité dans cette présentation aux entrevues réalisées avec des gens des campements et aux observations de terrain. Dans le prochain chapitre, je passe en revue des études réalisées d'une part sur des campements à Iztapalapa,

<sup>277</sup> El trabajo domestico; pues es un trabajo que te deja más o menos para pasar el día ya que más o menos te pagan \$80.00 o \$90.00 peso por ir a hacer el quehacer a una licenciada, una doctora o gente que ya tiene profesión. A veces las señoras se van porque tienen que ir a lavar, planchar a hacer la comida, el quehacer y pues ya les regalan la comida para los peques, eso es otra actividad usual de las mujeres del predio

<sup>278</sup> « Las mujeres no tienen, casi todas no tienen la educación de trabajar, porque hay quien sí. Hay tal vez un porcentaje del diez por ciento de mujeres que se van a trabajar, a la mejor en casa, recogiendo la basura, en diferentes trabajos, para ser sinceros, profesionistas aquí no hay, salvo las nuevas generaciones que están estudiando y que son hijos de gente que si se ha hecho una meta, son gente que manda a sus hijos a estudiar y ellos van a tener un nivel económico diferente al nuestros, pero en general las mujeres de aquí, es del tipo de mujer que no participa en cuanto a los ingresos, no todas. Se dedican a ser amas de casa, se dedican a llevar y traer a los hijos, pero aquí han faltado esas fuentes de trabajo y ese incentivo que tienen que darle a cada una de ellas para que tengan otro tipo de interés y puedan mejorar su calidad de vida»

d'autre part sur d'autres se trouvant dans la même situation que les campements à la Sierra Santa Catarina.

## **Conclusions**

En effet, les territoires où résident ces populations, à première vue, ne sont pas propices à la construction de logements car il y avait dans bien des endroits auparavant des mines de sable. N'importe quel visiteur dans les campements peut observer cette montagne sablonneuse au flanc de laquelle se sont formés des dizaines de quartiers populaires qui étaient tous par le passé des campements irréguliers dont la plupart ont été régularisés. Les conditions de vie dans ces territoires sont au moins précaires. Dans plusieurs maisons j'ai observé des ateliers de travail, entre autres des maçons qui construisent des logements ou bien une petite boutique ou une pharmacie dans une chambre du domicile du propriétaire.

La situation des populations des campements s'inscrit dans un contexte global au Mexique caractérisé par les inégalités, des stratégies informelles de subsistance et des disparités territoriales. Dans le chapitre qui suit, j'analyse les origines des populations des campements et les rapports qu'elles entretiennent avec des militants des organisations sociales, des politiciens et des institutions publiques. S'agit-il de gens qui viennent d'ailleurs, c'est-à-dire hors du Mexique ? Comment y sont-ils arrivés ? Quel traitement reçoivent-ils de la part des acteurs externes aux campements notamment les autorités publiques ?



## CHAPITRE 14. ORIGINES, CHANGEMENTS DE CONDITIONS DE VIE ET UTILISATION DES POPULATIONS DES CAMPLEMENTS À MEXICO

Dans cette section de l'analyse de la situation dans les campements, l'objectif principal consiste à situer les origines des populations qui se sont établies dans les campements et de savoir, en me référant au discours des personnes interviewées, si leurs conditions de vie ont changé comparativement à leurs lieux d'origine. Pour étayer ces informations, je passe en revue certaines publications concernant l'exode des populations à Mexico, les occupations de terrain et les rapports de la population de ces territoires avec d'autres secteurs, notamment les autorités gouvernementales, des politiciens et des militants des organisations sociales

Ainsi, le chapitre est reparti en plusieurs sections. Pour commencer, sont analysées les origines des habitants de ces territoires, c'est-à-dire leur provenance. Je cherche aussi à comprendre si tous les résidents viennent d'un même État ou s'ils sont de la même ethnie, compte tenu qu'au Mexique, on distingue plusieurs ethnies parmi les peuples autochtones. Ensuite, sont analysées des améliorations ou des changements en comparaison avec les conditions de vie des lieux d'origine, entre autres d'autres bidonvilles de Mexico ou d'autres États de la fédération. Pour ce, je me réfère aux entrevues réalisées avec des résidents.

### 14.1 Ces gens qui viennent d'ailleurs

Quand on se promène dans les campements et leurs environs, on peut avoir l'impression que tous les résidents sont originaires de Michoacán qui est un autre état du Mexique. Sur les devantures des maisons où certains propriétaires entretiennent un négoce, on peut lire en écriture calligraphiée : «la Michoacana». Cependant il n'y a pas que des gens de Michoacán qui viennent vivre dans les campements. Ils viennent de plusieurs régions du Mexique pour ceux qui sont originaires de la paysannerie et d'autres bidonvilles (*barrios*) de Mexico. Mais dans les campements, selon Rosa, la majorité de la population est constituée des gens issus de l'ethnie des «Mazahuas» originaire de Michoacan. Les causes de leur migration sont diverses. Mais, ce sont généralement les mauvaises situations socio-économiques qui sont à la base de leur établissement dans ces «*barrios*). Quant à ceux qui sont originaires de la campagne, plusieurs facteurs semblent expliquer leur exode vers le «*Distrito federal*» (Mexico la capitale). Il s'agit d'abord du retrait de l'État du financement de la production du maïs à

partir des années 1970. En outre, ceci a occasionné une migration féminine qui a suivi le départ des hommes pour les États-Unis. Ces femmes ont émigré à la capitale en vue de trouver un mieux-être.

Plusieurs des répondants situent l'origine de ce courant migratoire bien avant l'entrée du Mexique dans l'ALENA (Alliance de libre-échange nord-américain), en 1994. Rosa la fait remonter à l'application de la politique dénommée « industrialisation pour la substitution des importations » (ISI) au cours des années 1950. Selon elle s'est amplifiée au cours des années 1970. Au cours de cette période, le gouvernement mexicain cessa de financer la production industrielle nationale, particulièrement la production du maïs. La campagne mexicaine est tombée dans une situation d'insécurité alimentaire qui porte les travailleurs à abandonner les champs pour venir s'établir à la capitale ou partir aux États-Unis :

« Le processus débuta bien avant. Il ne commença pas en 1994. Une migration massive commença de la campagne à la ville à partir des années 1970 et surtout avec la population autochtone durant la crise du maïs. C'est ce que nous étions en train de dire : au Mexique jusqu'aux années 1970, le Mexique était autosuffisant dans la production du maïs. Il y avait une politique économique nationaliste qui encourageait la production nationale tant au niveau de la campagne que de la ville. Nous parlons de la production industrielle. Jusque dans les années 1970, il y avait une migration de la campagne à la ville, et les gens étaient intégrés au secteur formel de l'économie. Premièrement, comme main-d'oeuvre de l'industrie de la construction, ensuite, ils montaient à l'échelle pour devenir même des ouvriers dans l'industrie. À partir des années 1970, l'exode rural a été encouragé à cause de la crise qu'il y a eu dans la production agricole. Beaucoup de gens ont commencé à venir s'établir en ville et ils ne sont pas venus seulement pour travailler, ils ne peuvent pas s'intégrer au secteur formel de l'économie<sup>279</sup> »

Dans la même perspective que Rosa, Renata affirme que c'est pour améliorer leurs conditions de vie que les paysans sont venus à la capitale. Selon elle, à la campagne, ils n'ont pas de quoi subsister. Ils vivaient de l'abattage des arbres dans la zone de Michoacán, avant. Mais avec l'érosion, il reste de moins en moins de moyens de subsistance. C'est ainsi que beaucoup de paysans vont abandonner la campagne pour la capitale.

---

<sup>279</sup> El proceso fue desde antes. no inició la migración masiva en 1994, empieza una migración masiva del campo a la ciudad a partir de 1970 y sobre todo de la población indígena con la crisis del maíz, era lo que estábamos planteando, que en México hasta antes de los años 70, México era autosuficiente en la producción de maíz, había una política económica que era nacionalista que impulsaba la producción nacional, tanto del campo, como de la ciudad, hablemos de la cuestión industrial. Hasta los años 70 había una migración del campo hacia la ciudad y la gente que era lo que señalábamos anteriormente se insertaba en el sector formal de la economía, primero como peones en la industria de la construcción y después escalaban hacia el obrero industrial, tanto indígenas, como en general la migración campo-ciudad. A partir de los años 70 cuando se incentiva la migración campo-ciudad por esta crisis que hay en la producción agrícola empieza a venir mucho más gente a la ciudad y como decíamos no viene solamente a trabajar, ya no viene y se puede insertar fácilmente en el sector formal de la economía,

« Alors, on suppose qu'ils sont venus ici pour changer leurs conditions de vie, mais un niveau de vie humainement possible au lieu de ces conditions là. Je vous avais dit qu'en 2000, ils vivaient dans des conditions très difficiles. De nos jours, avec l'aide qu'ils ont reçue et tout le reste, ils ont eu un emplacement où certains d'entre eux ont réussi à construire leur logement. Déjà, cela constitue une avancée, le quartier est maintenant un quartier habité qui est vu différemment, mais il y a sept ans c'était pas comme ça<sup>280</sup>. »

Martina, quant à elle, soutient l'idée que l'aide accordée aujourd'hui à des paysans, soit 3 000 pesos l'an, est insuffisante. Selon elle, la majorité de la paysannerie dépend des caprices saisonnières pour semer et récolter. Les fermiers doivent attendre qu'il pleuve pour espérer obtenir quelque chose. Mais cela ne rapporte pas de profit. D'après Martina, dans certains villages, il n'y a même pas une école primaire. Les gens vivent dans l'attente de l'aide publique mais cela ne suffit pas.

« Les conditions de vie sont mauvaises à la campagne, parce que le gouvernement que nous avons, d'une certaine manière, n'offre pas de services. Regardez dans d'autres pays, le gouvernement offre un appui à ceux qui pratiquent l'agriculture. Ici, au Mexique, oui ça existe, il s'appelle PROGRESA, mais dans le cadre de ce programme, on donne seulement 3 000 pesos l'an pour l'amélioration, parce que la majeure partie de la paysannerie dépend des saisons. On espère qu'il pleut pour planter, il n'y a pas d'argent, il n'y a pas non plus de participation. Il y a des villages dans la paysannerie où jusqu'à présent il n'y a pas une école primaire. Il y a des villages où jusqu'à présent, il n'y a rien. Et les gouvernants passent, la communauté elle-même est préoccupée par son ambition de recevoir de l'argent. Et cet argent qu'on apporte aux gens est insuffisant. Pourquoi croyez-vous que nous avons tant d'immigration?<sup>281</sup> »

Il y a des paysans qui viennent à la capitale pour travailler dans les champs, parce que, selon Rosa, il existe une importante partie de la capitale fédérale où l'on pratique encore l'agriculture. Ce sont, dit-elle, des populations indigènes propriétaires des terrains. Elles ne les travaillent pas, ont besoin de la main-d'oeuvre pour les travailler. Ainsi des travailleurs qui viennent de la paysannerie trouvent là des activités à faire.

« Il y a des peuples originaires, d'origine préhispanique. Ils vivent encore de l'agriculture, mais ils emploient des manoeuvres, des migrants qui viennent

<sup>280</sup> Pues se supone que es para cambiar su nivel de vida, pero es un nivel de vida que humanamente sea posible que ellos vivan en esas condiciones. Yo te cometo que en el 2000 vivían en unas condiciones muy, muy... jodidos, jodidos y no encuentro otra palabra son jodidos, jodidos. Últimamente con los apoyos que se han organizado y todo eso, pues ahorita ya tienen su espacio algunos ya construyeron, algunos ya han salido adelante ya es predio se ve diferente, pero hace siete años

<sup>281</sup> Son malas, porque también el gobierno que tenemos de alguna manera no abastece, ve que en otros países el gobierno tiene un apoyo para los que siembra, aquí en México si lo hay, se llama PROGRESA, pero el PROGRESA nada más les da a los campesinos tres mil pesos anuales para mejoramiento, porque casi la mayoría del campo que tenemos es de temporal, esperamos a que llueva y es cuando plantamos, no hay dinero, no hay participación. Hay pueblos donde todavía no hay una escuela básica, hay pueblos donde todavía no tenemos nada y también los gobernantes, los sobrepasa o la comunidad o los sobre pasa su ambición de que llegan y el dinero que les aportan no es suficiente, por que cree usted que tenemos tanta inmigración

travailler dans ces terres. Beaucoup de fois la population indigène ne travaille pas ces terres mais la population indigène migrante. Les conditions de vie là-bas sont légèrement supérieures à celle de la population qui travaille comme main d'oeuvre dans l'agriculture<sup>282</sup> »

Dans ce sens, la capitale fédérale n'est pas seulement une zone urbaine. Selon Rosa, une bonne partie du «distrito federal» est considérée zone rurale, et certaines régions ont été déclarées zones de réserve écologique. Les paysans qui sont venus travailler constituent la main d'œuvre pour labourer les terres cultivables. Leurs conditions de vie ne changent vraiment pas, selon la répondante. Mais, ils arrivent à vivre quand même mieux qu'à la campagne

«Les conditions de vie de ces gens sont mauvaises mais parce que ces campements attirent les gens ayant peu ressources, c'est pourquoi c'est la zone la plus pauvre de la capitale Fédérale. On compare seulement la pauvreté dans ces zones avec celle des gens qui migrent pour travailler comme manoeuvres dans la zone rurale du District Fédéral ; ce qui veut dire que la capitale fédérale n'est pas seulement une ville mais aussi la campagne. Il y a des peuples autochtones qui vivent de l'agriculture dans les arrondissements du sud, tels que Tlalpan, Xochimilco, Tlahuac, Milpa Alta, Alvaro Obregon, Cuajimalpa, toute la partie sud du Distrito federal et un peu la partie occidentale. Elles constituent la zone de réserve écologique<sup>283</sup>»

Mais les pauvres des campements ne viennent pas seulement de la campagne. Il y en a qui passent d'un campement à un autre ou bien d'un quartier pauvre à un autre, dépendamment des liens construits ou du prix du loyer. Par rapport aux réseaux, les familles jouent un rôle important dans la vie quotidienne des gens soit pour quitter la campagne ou bien pour garder les enfants. Par exemple, une répondante vit dans les campements depuis 10 ans. Elle est en union libre avec un homme, mère de trois enfants. Elle est arrivée au campement parce sa grand-mère lui aurait demandé de venir habiter avec elle pour l'aider dans ses travaux domestiques. Elles sont de Michoacán, sa grand-mère et elle. Même avec ses trois enfants, elle vit encore avec sa grand-mère. Leur maison est une construction provisoire, construite avec des matériaux de

---

<sup>282</sup> hay pueblos originarios, de origen prehispánico que viven todavía de la agricultura, pero emplean peones, migrantes que vienen a trabajar en esas tierras y muchas veces no la trabaja la población indígena originaria sino población indígena migrante y las condiciones de vida acá son ligeramente superior a la de la población que trabaja como peones en la agricultura, ligeramente, los que están allá están peor, los que están en la zona del Ajusco trabajando, están peor

<sup>283</sup> Las condiciones de vida de esta gente son malas pero porque estos campamentos atraen a la gente de más bajos recursos, por eso es la zona de las más pobres del Distrito Federal, sólo se compara la pobreza en estas zonas con la gente que migra para trabajar como peones en la zona rural del Distrito Federal, esto es, el Distrito Federal no nada más es ciudad también es campo, hay pueblos originarios que viven de la agricultura en las delegaciones del sur, más de la mitad del territorio del Distrito Federal es zona de conservación ecológica, en la zona sur, Tlalpan, Xochimilco, Tlahuac, Milpa Alta, Alvaro Obregón, Cuajimalpa, es toda la parte sur del Distrito Federal y un poco del poniente, y son zonas de conservación ecológica

récupération. Elle dit ne pas disposer de ressources suffisantes, elle et sa mère pour se construire une maison permanente.

Il y en a qui viennent des bidonvilles ou des quartiers populaires d'autres arrondissements. Cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas originaires de la campagne ou d'autres États de la fédération. Quand ils sont arrivés à la capitale fédérale, ils sont accueillis par des amis ou des proches-parents pendant un certain temps jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi sur le marché de l'économie informelle, puisqu'ils ne peuvent pas travailler dans le secteur formel. Avec une place dans l'économie informelle, le nouvel arrivant se cherche un logement dans les quartiers pauvres - les bidonvilles. Il n'est pas toujours en mesure de payer ce loyer même s'il se trouve dans un quartier pauvre. Ainsi, dès qu'il y a une occupation de terrain et qu'il en est informé, il est prêt à y participer. C'est ainsi que beaucoup de gens arrivent à se joindre à d'autres pour occuper, sous la direction d'un leader, un terrain vacant appartenant généralement à l'État. Une mère et sa fille venues faire enregistrer des petits racontent comment elles arrivent dans les campements.

«Nous, on est informé de l'occupation du terrain et à cause des besoins auxquels nous faisons face on y participe. Nous n'avons pas de moyens pour payer le loyer. Parfois on l'a, mais on se dit: payer continuellement 600 ou bien 700 pesos chaque mois. On vous informe de l'occupation du terrain, on ne vous dit pas qu'on va vous demander de payer. Moi, quand on m'a informé de l'invasion, c'est une amie qui me l'a dit : elle m'a dit qu'on était en train de planifier une occupation de terrain à Zapotitla. Elle m'a dit: le leader va t'aider, il te donnera un terrain où habiter. Je me suis décidée à y participer, je l'ai dit à une amie ainsi de suite, les gens se sont réunis pour l'occupation du terrain<sup>284</sup> »

Cette mère de trois enfants, ça fait trois ans qu'elle habite dans le campement. Elle est arrivée par l'intermédiaire de sa tante qui était là avant. Celle-ci vivait dans un autre «barrio» (bidonville), mais elle a appris par l'intermédiaire d'un proche qu'on préparait une occupation de terrain. Elle s'est jointe aux organisateurs afin de bénéficier d'un emplacement. Selon Rosa, bien des résidents des campements sont des gens qui vivaient déjà à Mexico.

«Dans les campements irréguliers, les gens qui arrivent là sont des gens qui n'ont pas de possibilités d'avoir un logement dans un autre lieu. Beaucoup d'entre eux viennent d'autres arrondissements (delegaciones). Nous avons eu des cas de personnes qui au moment de les interviewer dans leur changement de domicile, nous avons constaté qu'ils ne pouvaient déjà pas payer le logement où ils étaient, ils avaient un lien avec quelqu'un qui connaissait les dirigeants et ils ont pu

<sup>284</sup> No, nosotros nos enteramos, la misma necesidad de nosotros nos hace ir, porque si usted no tiene para pagar una renta o a veces si lo tiene pero usted dice: de estar pagando no sé seiscientos, setecientos pesos mensuales. A usted cuando se la plantean no le dicen que va a ser sacadera de dinero, a usted le dicen, bueno a mí cuando me dijeron de la invasión me dijo una amiga, se esta haciendo una invasión por Zapotitla, son unos terrenos, el líder te ayuda, te da un terreno donde vivas, ya yo voy y se lo digo a una amiga y así sucesivamente se va reuniendo a la gente

arriver à vivre là. Il y a des gens qui malgré que leur zone ait été régularisée, ont dû fuir pour aller dans d'autres lieux. Cela signifie qu'ils devaient payer un certain montant, une quantité d'argent. Les gens ont dû se déplacer vers d'autres lieux et beaucoup d'entre eux sont allés dans les campements<sup>285</sup>»

L'un des objectifs principaux de la présence des individus dans les campements est l'amélioration de leurs conditions de vie. Petits fermiers, pour la plupart, ils ne parviennent pas à subsister à partir des produits de l'agriculture. Ceci les pousse à migrer à Mexico où ils sont accueillis par des proches déjà établis dans des quartiers populaires. Après s'être taillé une place sur le marché de l'économie informelle, la plupart d'entre eux vont chercher un endroit où se loger pour se séparer de la personne qui les accueillis. C'est ainsi qu'il y en a qui vont participer à des occupations de terrain pour habiter dans des campements. Leur situation s'est-elle améliorée ? Dans la section qui suit, je présente quelques opinions de gens établis depuis quelques années dans ces territoires.

#### **14.2 Amélioration des conditions de vie de la population des campements**

La question de l'amélioration des conditions des résidents des campements a été abordée avec les répondants en comparaison avec la situation que ces gens vivaient, entre autres, dans la paysannerie. Par rapport à la formulation de la question, les répondants parlent de changement de conditions de vie de la population provenant de la campagne, mais au fait, il s'agit plus d'amélioration que de changement. Pour Martina, il s'agit d'avoir accès à certains services publics et à la nourriture. En même temps, il y a le rapport problématique avec le leader :

« C'est relatif: les conditions de vie changent et ne changent pas. S'il y a des gens qui viennent d'autres bidonvilles (barrios) ou bien d'autres provinces, c'est parce qu'il y a beaucoup de pauvreté là-bas, ou bien c'est à cause des problèmes. Certaines fois, la vérité, nous ne la connaissons pas, nous qui sommes à la capitale. Je l'ai toujours dit, je me suis préoccupé pour des gens qui sont à la charge d'autres personnes, parce qu'elles manquent de courage. Ce sont des personnes dirigées par une autre. Pourquoi ne se soulèvent-elles pas, 100 personnes, pour se débarrasser d'une seule personne qui les opprime? Probablement c'est parce ces personnes ont des problèmes dans leur communauté respective. Ils prennent la fuite et veulent aussi commencer une

<sup>285</sup> En los asentamientos irregulares la gente que llega ahí es la gente que no tiene posibilidades de tener una vivienda en otro lugar. Muchos de ellos vienen de otras delegaciones. Tuvimos casos de personas que a la hora de entrevistarlas en su cambio de domicilio, lo que vimos es que ya no podían pagar la renta de la vivienda en donde estaban, tenían un vínculo con alguien que conocía a los dirigentes y pudieron llegar a vivir allí. Vemos que hay gente que en la medida que se fue regularizando la tierra en otros lugares y que implicaba que tenían que pagar algún enganche, una cantidad de dinero la gente tuvo que desplazarse hacia otros lugares y muchos de ellos se fueron a los campamentos.

nouvelle vie. Peut-être vivre ici leur paraît une bonne chose. Dans leur communauté, peut-être l'eau potable se trouve-t-elle à un endroit retiré, ils n'ont pas d'électricité, de fosses septiques. Ils arrivent ici, accèdent à l'électricité et à l'eau potable plus facilement<sup>286</sup> ».

Au plan de l'alimentation, dit la répondante, on peut acheter les tortillas, du jambon et du piment rapidement et se préparer quelque chose à manger. Mais à la campagne, cela prend plus de temps, il n'y a pas d'électricité, tout ce dont on a besoin, on doit se déplacer, aller très loin pour se le procurer. Même si les gens ont de l'argent en main, ils ne peuvent pas acheter à cause de la distance, mais à Mexico, ce serait plus facile, dit la répondante.

« Parfois il arrive qu'à la campagne on ne peut pas manger, alors tu arrives ici et avec trente pesos tu te fais des achats : dix pesos de tortillas, cinq pesos de fromage, trois pesos de piment, tu peux manger, c'est ce qui fait que les gens sortent de la campagne, de leur lieu d'origine pour venir ici, parce que la ville est le mirage : c'est mieux là-bas, tu achètes tes tortillas dans un petit instant tu manges ici<sup>287</sup> ».

Pour Rosa, cela représente certainement un changement dans la vie des personnes qui ont envahi le terrain parce qu'avant, elles n'avaient rien du tout. Suite aux diverses démarches entreprises et aux actions collectives réalisées, elles disposent finalement d'un titre de propriété, d'une adresse. On ne peut pas dire que c'est rien. Cependant, elle ne croit pas que c'est suffisant pour les sortir de la marginalité. Elle se base sur d'autres cas de population dans d'autres arrondissements qui ont obtenu un emplacement, la construction d'une maison mais qui n'ont pas franchi pour autant le seuil de la marginalité.

« Non! Pas nécessairement, il y a beaucoup de zones où les gens possèdent des titres de propriété : je peux te parler de Vallée de «Chalco-Solidarité», où ont été régularisés plusieurs terrains occupés, ils ont eu l'électricité, on leur a donné de l'eau, on a pavé les rues et tu peux voir des bardes et si tu vas dans le camion et tu restes debout, tu vas voir qu'il y a des logements en carton. L'octroi du titre de propriété ne va pas changer les conditions de vie, il te donne une pièce juridique, mais il ne change pas les conditions de vie en ce sens, mais les gens eux, ils ne

<sup>286</sup> Relativamente cambian y no. Si ellos vienen de otros pueblos, de provincia, es porque también, ya sea también por la pobreza, aunque esta mas marcada allá o puede ser también por problemas, porque muchas veces la verdad no la sabemos los que estamos aquí en el Distrito Federal, por qué, yo siempre he dicho, siempre me he preocupado, el por qué vienen a estar a espesas de una persona, por qué no tienen el valor, son mas personas lidereadas por una, por qué no despiertan cien personas y quitan a este señor a las personas que los están lidereando, a mejor a ellos les conviene porque tienen problemas en sus diferentes comunidades y vienen huyendo también y quieren empezar una nueva vida, que a la mejor aquí les resulta buena, porque basados

<sup>287</sup> A veces pasa en el campo que no hay que comer, entonces aquí llegas y con treinta pesos al día la haces, te compras diez pesos de tortillas, cinco pesos de queso, tres pesos de chiles, comiste, eso es lo que hace que la gente se salga de comunidad, de su lugar y venga acá, porque la ciudad es el espejismo: allá esta mejor, allá trabajas y te compras tus tortillitas y en un ratito comes. aquí de aquí a que saquemos el maíz, de aquí hagamos el nixtamal, de aquí a que torties, tantas cosas, allá esta mas fácil y muy cierto, luego no hay luz, esta muy lejos, me cuesta tanto, no tengo para y acá llego y nada más muevo la palanquita y todo eso gracias a que participo o voy con esta persona y le ayudo hacer esto o lo otro y soy el que más movido ando con él

vont déjà pas être délogés, au moins la maison en carton leur appartient. S'il n'est régularisé, il se peut que les habitants soient délogés »

C'est mieux dans les campements qu'à la campagne, dit Ivonne, qui a acheté une petite propriété dans un campement. Pour survivre et aider son mari, elle travaille comme servante et gagne 300 à 350 pesos par semaine à raison de 150 pesos par jour. Elle ne travaille pas tous les jours. Son mari travaille comme garde de sécurité. Son salaire est de 2500 pesos par quinzaine. Avec cela, dit-elle, nous arrivons à répondre aux besoins de notre famille.

« Oui, en comparaison avec la campagne, oui ça change, parce qu'à la campagne on n'a pas où travailler pour avoir de l'argent. Si tu as de l'argent, c'est que tu as travaillé dans les champs et la moisson obtenue, tu la recueilles, et c'est à partir de cela qu'on peut vivre. Cependant ce n'est pas bien à 100%. On dirait à 60%, mais je ne reste pas sans rien faire, je sors à la recherche parce qu'il n'y a pas beaucoup, je vais chercher où je peux gagner pour pouvoir construire ma petite maison sur mon emplacement<sup>288</sup> »

Même si elle admet qu'il y a un changement, en comparaison aux conditions de vie et à l'accès à la nourriture, elle ne croit pas que cela puisse sortir les populations de la marginalité. Il faudrait lutter pour que cela arrive. Et cette lutte, selon elle, doit être menée contre ce qui se fait dans les campements. Les gens doivent refuser de payer les cotisations exigées par les leaders, ils doivent s'unir pour vaincre la peur. C'est ainsi qu'ils parviendront au progrès. Il faut refuser de payer, vaincre la peur pour aller vraiment de l'avant.

« Pour que cela ne soit pas un commerce, les gens qui sont ici, doivent refuser de payer les cotisations exigées par le leader. Or par peur, ils continuent de les payer, parce qu'on les menace, on leur dit: si tu ne veux pas payer, prends tes affaires, et si tu refuses d'obéir, ils envoient leurs sbires qui le font eux-mêmes. Ils trouvent toujours des gens pour le faire. Par exemple, si cent personnes, quatre-vingt ou bien quatre-vingt-dix disent c'est assez, nous n'allons plus payer de cotisations à ces leaders; c'est alors que nous allons pouvoir avancer. Mais tant que les gens continuent de donner, et tant qu'il y aura des personnes peureuses, nous n'allons pas progresser »

Selon la répondante, les gens qui sont capables de dire non dans les campements sont peu nombreux. Et ce faisant, ils prennent un risque parce qu'on peut leur tirer dessus et même les tuer. En prenant la parole pour dire non, ils se mettent en face de ceux qui ne disent rien.

---

<sup>288</sup> Si, en comparación con el campo si se cambia, porque en el campo no tienes donde obtener el dinero más que trabajar, si tienes dinero trabajas en el campo y la cosecha que sacas y recoges puedes vender y a través de eso puedes vivir, pero no un cien por ciento bien, un sesenta por ciento, pero no me quedo estancada, sale uno a buscar, porque no tiene tanto, salgo a buscar a donde puedo ganar más para poder hacer mi casita, mi terrenito



«On est très peu, ceux qui disent qu'ils ne sont pas d'accord. Mais ne pas être d'accord est entrer dans une lutte constante contre les gens eux-mêmes, contre les leaders, c'est être toujours sur le front, parce qu'on a un point de vue, et les autres, non. Si quelqu'un veut se faire remarquer politiquement, il faut s'attendre à ce qu'on puisse te tirer dessus, te tuer »

Pour Lopez, l'espoir dans les campements réside dans la régularisation des propriétés envahies. Cependant il y a une question importante qui consiste à vivre dans un logement digne. C'est au nom de cela que des terrains ont été envahis. Il faut, selon Marcos, urbaniser les campements pour que des patrouilles policières puissent y accéder et chasser les bandits qui s'y cachent.

«Je pense que les conditions de vie des gens peuvent changer, parce que tu as un espace à payer. L'objectif est de posséder une maison digne, parce que c'est ce que cherchent les occupants. Dans ce cas, les dirigeants, on va leur donner une maison digne mais à la vérité, ça ne sera pas digne. Il le sera jusqu'à ce que cela soit régularisé et ici nous ne pouvons pas permettre qu'il y ait des ivrognes, des drogués, ce qui affecte beaucoup les enfants, qui eux-mêmes vont faire la même chose plus tard. Ils doivent urbaniser cette zone. Il y aura des patrouilles, les ambulances pourront y accéder, tous les services pourront y accéder. La majorité des gens de mauvaise moeurs qui prennent ce lieu comme refuge ne pourront plus continuer leurs mauvaises actions<sup>289</sup>»

En effet, pour bien des répondants, oui, il y a eu un certain changement au niveau des conditions de vie de la population car en se déplaçant de la campagne à la ville, les paysans accèdent plus facilement à des services tels que l'eau potable et l'électricité. Ils peuvent se procurer à manger avec plus de facilité, étant donné la proximité des magasins et des boutiques. Même pour ceux qui passent d'un quartier pauvre à un campement on parle aussi de changement car, dans certains cas, ils obtiennent un terrain où construire leur logement, et quand vient la régularisation, ils obtiennent le titre de propriété. Ainsi, selon ces répondants, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de changement. Mais en ce qui concerne la sortie des populations de la marginalité, tous admettent que cela ne suffit pas d'avoir un logement ou bien un emplacement légalement reconnu, ils doivent accéder à bien d'autres ressources, les quartiers doivent aussi changer de caractéristiques en comparaison avec d'autres milieux. Établies dans ces territoires, ces populations entretiennent des rapports avec différentes catégories d'acteurs : des militants d'organisations sociales, des politiciens et certaines institutions publiques. Dans la prochaine section, j'analyse ces rapports en

---

<sup>289</sup> Yo siento que si pueden cambiar porque ya tienes un espacio donde no tienes que pagar. El lema "casa digna", porque ese es el lema que utilizan los invasores, en este caso los dirigentes, les van a dar casa digna pero la verdad no va a ser digna, es digna hasta que se regularice y aquí ya no queremos permitir que haya borrachos, hay borrachos, hay drogadictos y eso afecta a los niños y al rato ellos están haciendo este tipo de cosas. Tienen que urbanizar esto con calles donde pueda tener acceso una patrulla, donde puede entrar una ambulancia, donde puedan entrar todos los servicios, y la mayoría de gente mala, que son delincuentes toman como guarida estos espacios

référence aux interviews réalisées avec des personnes travaillant avec les populations ou résidant dans les campements.

### 14.3 Structures sociopolitiques et institutions publiques

Pour s'établir et demeurer dans les territoires irrégulièrement occupés, les populations entretiennent des rapports avec différentes structures, entre autres, les partis politiques et des organisations sociales. Pour canaliser ces rapports, les populations sont conduites par des dirigeants communément appelés «*lider*» (leader). Selon Rosa, ces leaders sont des militants des organisations sociales comme «*El frente*» (le Front populaire) ou bien «*Antorcha*» (la torche) qui interviennent auprès des populations démunies provenant, entre autres, de la paysannerie afin de recruter des membres pour des partis politiques. Le Front «*el Frente*» joue un rôle important dans sa tentative de gérer les populations des campements, en y déléguant un de ses militants. Selon Rosa, ces leaders ont un profil différent des populations qu'ils contrôlent et constituent des émissaires de Front.

Le Front Populaire, jusqu'où j'ai pu voir dans la première relation que j'ai eue avec eux il y a six ans, avait un dirigeant dans chaque campement. Cela ne veut pas dire que le dirigeant émerge à partir de la base. Souvent, il se peut que quelqu'un délègue le dirigeant ils l'envoie travailler dans un campement. Cela je l'ai détecté et on peut le voir d'une manière plus claire dans la zone de la Colonie Roma où nous avons vu par les relations que nous avons eues avec ce campement, qui a été en outre incendié, que le dirigeant avait, avec sa famille, un profil éducatif différent du reste de la population. Quand toi, tu voyais sa famille, les enfants les plus éveillés, plus assurés qui avaient un meilleur niveau éducatif, sont ceux du dirigeant. Mais au moment de faire les recensements on se rendait compte que celui qui avait davantage de scolarité était le dirigeant lui-même. Par des témoignages reçus, on se rend compte qu'il est venu vivre dans le campement, même s'il n'est originaire de la zone car il appartenait au mouvement<sup>290</sup>

En effet, mes interviews avec les leaders de plusieurs campements m'ont permis de comprendre qu'ils sont du Front. L'un d'entre eux se présente comme un leader de plusieurs campements qu'il appelle «*mis predios*» (mes propriétés). Ça fait 17 ans, dit-

---

<sup>290</sup> el Frente Popular que hasta donde yo pude ver en la primera relación que tuve con ellos hace seis años, había un dirigente en cada campamento, no quiere decir que el dirigente surge de abajo, muchas veces puede ser que al dirigente lo mandan y lo mandan a vivir allí. Eso yo lo detecte y lo puede ver de una manera más clara en la zona de la Colonia Roma, en donde estuvimos viendo por la cercanía que tuvimos con ese campamento que además se incendió, que el dirigente tenía un perfil educativo y su familia diferente al resto de la población, cuando tu veías a su familia las niñas más cuidadas, más atendidas que tenían mejor nivel educativo eran las hijas del dirigente pero a la hora de hacer los censos tú veías que el que tenía más escolaridad era el dirigente y por testimonios tú veías que él había llegado después, si era una gente originaria de la zona pero que pertenecía al movimiento político, lo insertan ahí y esta persona puede tener el control

il, qu'il vit dans le campement Salcedo, mais dans le Front, il a 23 ans de militance. Selon le militant, son travail consiste à défendre les pauvres, à lutter pour que les gens aient le logement digne tel que le prescrit la constitution mexicaine dans son article 4. Bien des fois, dit-il, cet article n'est pas respecté, cela les oblige à organiser des manifestations à adresser des courriers aux responsables des institutions publiques pour se faire écouter. Mais, il n'y a pas longtemps, il s'est séparé du Front, en raison, dit-il, des injustices commises par cette organisation à l'encontre des populations des campements.

«Dans quel système ils commettaient cette injustice? Quand nous avons participé à des marches de quelques camarades ou de quelqu'un qui arrivait à un campement, nous allons solliciter un logement. Les dirigeants du Front exigeaient trois, quatre ou cinq mille pesos pour leur donner un petit terrain de 6 par 4 c'est-à-dire de 24 mètres carrés. J'ai vu de l'injustice parce que je disais: pauvres gens, ils viennent ici pour avoir un logement, ils ne voulaient pas payer un logement et nous, on est en train de leur exiger de payer cet argent<sup>291</sup> »

Carmelita et Guzman racontent comment c'était difficile pour les 110 familles du campement Utlá. Sous la bannière du Front, c'était une situation assimilable à de l'esclavage : il fallait participer aux marches, aux sit-in, aux veillées, au nettoyage des lieux. Le soir les gens dormaient à la belle étoile. C'était difficile pour les femmes seules en particulier, disent-ils. C'est ainsi que la plupart des familles ont abandonné pour aller vivre ailleurs, continuant ainsi à payer le loyer. Ça fait 12 ans qu'ils habitent dans ces territoires et ce n'est que récemment qu'on leur a connecté au réseau d'alimentation en eau

«Nous avons déjà douze ans ici et grâce à Dieu, nous avons déjà notre petit morceau de terrain. Mais, la vérité, avant, nous sortions à des Sit-in, des veillées, des marches, des meetings. Nous étions esclaves du Front Populaire et même si nous ne voulions pas, devions sortir par la force. Mais, nous nous libérons déjà d'eux et Dieu merci nous avançons peu à peu, mais avec ceci qui passe de l'incendie, nous espérons que les autorités nous donnent une solution<sup>292</sup>»

Selon Rosa, ces organisations sont affiliées à des partis politiques et c'est le Parti de la révolution institutionnelle (PRI) qui avait commencé cette pratique en vue de

---

<sup>291</sup> En qué sistema hacían injusticia: cuando nosotros íbamos a una marcha de algún compañero o de algún integrante que llegaba a un predio, vamos a poner: a solicitar supuestamente una vivienda, ellos les cobraban tres, cuatro o cinco mil pesos para asignarles un espacio de seis por cuatro, que antes era veinticuatro metros cuadrados, yo veía injusticia, porque decía: pobre gente, viene aquí por una vivienda, ya no quiere pagar renta y nosotros estarles cobrando ese dinero, no se vale.

<sup>292</sup> Nosotros ya tenemos doce años y gracias a Dios ya tenemos nuestro pedacito de terreno. Pero, la verdad, nosotros antes, salíamos a plantones, a resguardos, a marchas, a mítines, éramos esclavos del Frente Popular Francisco Villa y aunque no quisiéramos, a fuerzas teníamos que salir. Pero ya, nos independizamos de ellos y gracias Dios vamos poco a poco, pero con esto que paso del incendio, esperamos que las autoridades nos den solución.

mobiliser les gens pour occuper des terrains dans le but d'avoir des votes et de se maintenir au pouvoir. Dans ce sens, les populations étaient contrôlées par le parti.

Il y a eu deux partis qui ont fait un travail dans la question du logement. En premier, c'était le PRI, c'est lui qui organisait, il était le parti lui-même et le gouvernement. Nous disons alors que le PRI était le gouvernement. A partir du gouvernement, on organisait certaines gens pour envahir des terrains et de cette manière, les militants obtenaient des votes, ils gardaient une population captive et ces dirigeants étaient renforcés à l'intérieur du parti, parce que cette force à partir de l'intérieur a fait bouger les gens. On fait déplacer des gens et ils les ont sous contrôle<sup>293</sup>»

Après le PRI, le Parti de la révolution démocratique (PRD), issu lui-même du PRI, continua les mêmes pratiques. L'objectif était de gagner surtout des votes, à l'instar des dirigeants du PRI. Le PRD, dit-elle, à partir de 1988 s'est mis là-dedans et presque tous les groupes qui militent pour le logement s'unissent à ce parti. Maintenant, ces organisations sont regroupées autour du PRD avec ses différents courants. Il reste encore quelques organisations Priistes, dit-elle qui ne sont pas à Iztapalapa mais surtout à Gustavo Amadero, au nord de la ville.

« Premièrement le leader contrôle bien les membres de son campement. Une fois que j'étais là, je n'avais pas de bureau et à beaucoup de gens je leur demandais leurs papiers, parce qu'ils ne me les avaient pas apportés. On me répondait: non mademoiselle, qu'est-ce vous croyez. Que je vais vous les apporter? On est en train de nous affilier au parti. Soit tu t'affilies, c'est-à-dire tu t'enregistres comme membre du parti, soit on t'affilie. Il n'y a pas d'autre alternative. Pour gagner des votes, on organisa des groupes qui ont envahi des terres. Ce sont eux qui ont commencé à envahir des terres. C'étaient des groupes appartenant au Parti Révolutionnaire institutionnel, ensuite entrèrent des groupes de gauche dans la zone de la Sierra Santa Catarina. C'est plus vers l'est, comme par exemple à San Miguel Teotongo. La gauche était impliquée dans cette affaire depuis beaucoup d'années déjà. Je ne sais pas exactement comment était le processus, seulement je sais qu'ils étaient présents depuis longtemps dans la zone de San Miguel Teotongo<sup>294</sup>.

Les leaders des campements ont pour responsabilité de mobiliser les populations en vue d'obtenir la régularisation de leur situation dans les territoires établis. Cependant, selon des interviewés, ces leaders ne font que profiter de la situation de ces

<sup>293</sup> Ha habido dos partidos que han hecho trabajo en la cuestión de vivienda, que en un primer momento era el PRI el que organizaba, el propio PRI, el propio partido en el gobierno, estamos hablando que entonces el PRI era gobierno, desde el gobierno se organizaba alguna gente para invadir terrenos y de esa manera conseguían votos, conseguían población cautiva y estos dirigentes se fortalecían al interior del partido, porque esa fuerza al interior del partido mueve gente y ellos mueven gente y la tienen bajo un control, se puede decir militar al interior de los campamentos, eso lo empezaron hacer desde el PRI.

<sup>294</sup> En primera los tienen bien controlados, o sea yo, el tiempo que estuve ahí me quede sin oficina y un montón de gente a la que le decía ¿y sus papeles, porque no me los trajó? No señorita, ¿cómo cree que se los voy a traer? si nos están afiliando. Ósea que o te afilies o te afilias. No hay más. Para ganar votos organizó grupos que invadieron tierras, fueron los que empezaron a invadir tierras fueron los grupos del PRI y después le entraron los grupos de izquierda, en la zona de la Sierra de Santa Catarina esta más hacia el oriente, como puede ser San Miguel Teotongo, también hubo presencia de la izquierda desde hace muchos años, no conozco exactamente cómo fue el proceso de lucha, sólo sé que ellos tienen presencia desde hace muchos años en esa zona de San Miguel Teotongo

gens. Par exemple, pour Renata, travailleuse communautaire dans les campements, les résidents de ces territoires sont forcés de s'affilier à l'organisation politique du leader et de voter pour les candidats de son choix. Dans ses activités pour enregistrer des gens qui n'avaient pas de certificat de naissance, elle leur avait demandé de lui apporter leurs pièces. Les gens ne pouvaient pas car le leader les avait déjà gardées pour enregistrer ces personnes comme étant des membres de son organisation, raconte-t-elle.

L'affirmation de Rosa va dans le même sens. Elle raconte avoir vu un jour d'élection comment les leaders orientaient les membres des campements pour aller voter. Ils leur passaient des bouts de papier, les indiquant pour qui ils devaient voter. Tout ce qu'ils veulent, dit-elle, c'est d'avoir le contrôle des campements

« C'est toute l'affaire : avoir le contrôle des campements. On est allé jusqu'à avoir le contrôle des affiliés au parti. Il y a six ans, j'ai vu comment par le biais des dirigeants ils appelaient les gens et ils les affiliaient au parti. Le jour de l'élection en faveur des dirigeants du parti, ils leur donnaient un morceau de papier où ils leur disaient pour qui ils devaient voter, je l'ai vu, je l'ai vu à Salcedo<sup>295</sup> ».

Les membres des campements ne sont pas seulement contraints de s'affilier à l'organisation politique du leader. Ils doivent participer aussi aux manifestations publiques qui se font en faveur d'un politicien, d'un candidat ou d'un fonctionnaire quelconque de l'administration publique. Selon Marcos, les leaders ont des connexions dans les hautes sphères de l'État; ils travaillent au profit des gens qui les placent dans ces campements.

«Les dirigeants, cela se forme depuis la base la plus petite jusqu'aux hautes sphères, parce que cela fait partie de ce qui convient au gouvernement... Ces dirigeants ou pseudo politiques profitent des populations. Si le PRD a besoin d'appui de la part des professeurs, par rapport à un problème quelconque auquel il fait face; les dirigeants vont faire appel au leader. Celui-ci qui possède 300 ou 500 personnes sous son contrôle demande au représentant du PRD: combien en veux-tu? Ainsi, comme ils ont des gens dans les campements, ils ont les chauffeurs de taxi qui forment une grande congrégation de taxis; ils convoqueront tout ce monde là aux manifestations, aux marches. Ces gens là n'ont aucune idée de la raison pour laquelle ils vont manifester. Cela importe peu si la personne qui manifeste vient tout juste de débarquer à la capitale fédérale, si c'est des mères qui ont de petits enfants, si elles les abandonnent ici, parce que si elles ne vont pas à la manifestation, elles doivent payer une amende<sup>296</sup> »

<sup>295</sup> Esta todo este asunto en donde tener el control de los campamentos es hasta tener el control de los afiliados al partido, hace seis años estuve viendo como a través de los dirigentes llamaban a la gente y los afiliaban al partido y el día de la elección para los dirigentes del partido, les daban un papelito en donde les decían por quién tenían que votar, lo vi, lo ví en Bonampak,

<sup>296</sup> Los líderes, esto va formando parte desde el punto más bajo hasta las altas esferas, porque es parte de lo que le conviene al gobierno. Estos líderes o pseudo políticos que se aprovechan de la gente, por ejemplo, el PRD si necesita gente o viene de la APO, de la Sección Veintidós de los Maestros, cualquier necesidad que tengan ellos, llaman al líder y el líder dice que tiene trescientas personas o quinientas, cuántas quieras, y así como tienen gente en el campamento, tienen en los taxistas, por ejemplo que son una gran congregación de taxistas, llaman a toda la gente y

Établies dans les campements, ces populations doivent payer le leader pour ses démarches entreprises auprès de certaines institutions publiques en vue de la régularisation de leur situation, c'est-à-dire pour qu'elles aient le titre de propriété de leur logement, pour que les campements deviennent des quartiers incorporés au plan de la ville et puissent bénéficier de services tels que l'eau, l'électricité, le drainage conformément aux normes administratives de la ville. Selon, Angelica, les ménages paient chaque semaine 11 pesos au leader pour ces déplacements. L'absence à une action collective est aussi passible d'une sanction quand elle n'est pas motivée. Mais par rapport à la caution exigée, le montant est différent selon le campement. Par exemple au campement Salcedo, selon Angelica, la caution est de 50 pesos si quelqu'un s'absente sans motif valable à une réunion. Tandis que à Taskero, une interviewée raconte qu'elle paie 70 pesos pour s'absenter.

« Ici, nous veillons la nuit et nous payons onze pesos chaque semaine<sup>297</sup>. Les gens ont peur de parler<sup>298</sup> C'est pareil dans tous les campements. Si par exemple, je ne me présente pas à une réunion demain soir, on va me charger 50 pesos de caution. De gré ou de force, je dois être présente parce qu'on va faire l'appel<sup>299</sup>

En plus de verser des frais hebdomadaires obligatoires dans le cadre du déplacement du leader, de payer des cautions pour n'avoir pas participé à une action collective ou à une réunion quelconque, les gens des campements doivent aussi payer les emplacements qui leur ont été concédés après l'invasion. Il arrive que le leader s'en aille avec la contribution des membres de son campement sans être inquiété. Personne ne le poursuit. Leonora raconte la première mésaventure que la population de Salcedo a eue avec son premier leader. Celui-ci, en plus d'exiger le paiement des obligations, a demandé de payer des frais en vue d'une caisse d'épargne pour la construction des logements après la régularisation.

« On paie des centaines d'heures de travail. Pour commencer, on nous donne un petit morceau de terrain, nous construisons des tentes en plastique et en bois. On nous dit par la suite que nous avons le droit de construire nos maisons en carton. On le fait, cependant au cours des années, il y eut un grand incendie qui a détruit presque la moitié du campement. Après cet incendie, certains d'entre nous, on reste sans maison, d'autres continuent à vivre dans la petite maison qui a survécu à l'incendie. Par la suite notre leader se retira. Il disait passer de l'autre côté, mais il était parti. Pourtant, nous lui avons déjà payé 15 000 pesos pour une caisse d'épargne à laquelle il nous a demandé de contribuer afin de nous

---

se la llevan a la marcha, no tienen ni idea pero los llevaron y ahí no importa si la señora esta recién parida, si tienen hijos pequeños, si los abandonan aquí, por que si no van les cobran una cuota

<sup>297</sup> Aquí hacemos velada en la noche, damos aportaciones, once pesos cada ocho días

<sup>298</sup> Pero tiene miedo la gente para hablar

<sup>299</sup> Es igual en todos, si por ejemplo yo no presento a la junta de mañana en la noche a mi me cobran cincuenta pesos (usted tiene que estar) a fuerzas tengo que estar para pasar lista porque le nombrar a uno

préparer à disposer du terrain quand les institutions publiques se présentent ici pour la régularisation. Ainsi, dit-il, nous pourrions avoir notre propre terrain avec l'appartement. Mais quand notre dirigeant disparut nous avons tout perdu<sup>300</sup> »

Les habitants de ces campements ont toujours quelque chose à payer au leader, en plus d'acheter leur emplacement. Cette répondante énumère les différents versements qu'ils doivent faire pour pouvoir rester sur le terrain. Car même après avoir payé pour un emplacement, le leader a le droit de le reprendre à son acquéreur si celui-ci ne participe pas aux actions collectives, aux différentes réunions et surtout s'il ne paie pas la cotisation hebdomadaire de 11 pesos.

« Si on ne participe pas à une marche on doit payer pour, si on ne sort pas pour relever quelqu'un de son poste dans le cadre d'un planton on doit payer pour, si on ne sort pas pour le dire ainsi, le leader possède ses hommes de main recrutés dans diverses organisations dont il est le leader. Si dans un de ces campements il y a un problème, nous devons sortir pour manifester notre appui, si on ne sort pas, on doit payer. Et si pour un motif quelconque on est en retard, on est puni. Chaque semaine, nous devons payer 11 pesos. Et si nous ne payons pas cette contribution, le dirigeant se présentera pour nous demander si nous ne n'aimons pas l'endroit où nous vivons<sup>301</sup> »

C'est par le leader que passent toutes les formes de communications entre les populations et le monde externe, c'est-à-dire, des organisations non gouvernementales, les politiciens, les représentants de la fonction publique, entre autres. Dans mon cas, n'était-ce par l'intermédiaire de l'association qui travaille dans ces territoires, il m'aurait été difficile, voire impossible d'accéder aux campements, de m'y promener et de réaliser des entrevues avec les résidents. La personne qui m'a introduit a dû me présenter d'abord au leader du campement où elle travaillait. Selon Rosa, la plupart des personnes que j'ai approchées au local où travaillait l'association me disaient clairement que je devais parler d'abord aux leaders des campements. Les fonctionnaires des institutions publiques s'occupant de l'aménagement urbain, des logements, de l'électricité, de l'eau et de la régularisation des terrains irrégulièrement occupés ne

---

<sup>300</sup> Se pagaron las ciento cuenta horas de trabajo. Para empezar nos dio un pedacito, construimos con plástico y con palos, después nos dijeron que ya podíamos hacer nuestras casitas con láminas de cartón, se hicieron pero al paso de los años hubo un gran incendio que acabó casi con medio predio. Después de que se quemó el predio, algunos nos quedamos sin casas, algunos nos quedamos con la pequeña casa que sobrevivió del incendio, después nuestro dirigente se paso a retirar, dijo que él se hacia a un lado, que él se iba, para eso ya habíamos dado como diez mil pesos para un fondo de ahorro que nos pedía para que cuando nos llegara la base de departamentos ya tuviéramos el enganche de nuestro departamento. Cuando nuestro dirigente se fue se perdió nuestro ahorro, se perdió todo

<sup>301</sup> Si nosotros no vamos a una marcha tenemos que pagarle, si nosotros no salimos a un resguardo tenemos que pagarlo, si nosotros no salimos, por decirlo así, si él tiene varios compañeros, varias organizaciones que son líderes, si en algún predio tienen problemas tenemos que salir a apoyar, si nosotros no salimos también tenemos que pagar eso y si por algún motivo nos atrasamos, cada ocho días tenemos que dar once pesos y si nosotros no damos esa cooperación el señor viene y empieza a decir que no nos importa, que no nos interesa el lugar donde vivimos

recevront pas les résidents des campements comme interlocuteurs. Il faut qu'ils soient représentés par un de ces leaders.

«Et un autre problème qu'il y a dans la ville, c'est que les institutions sont là pour desservir les gens de la classe moyenne qui réunissent tous les prérequis pour entreprendre n'importe quelle démarche: tu ne peux pas ouvrir un compte en banque si tu ne présentes pas une preuve de résidence, si tu n'as pas de carte d'électeur, alors si tu n'as pas les papiers qu'il faut tu ne peux pas conduire toute ta vie. Et c'est un grave problème qui encourage, en outre, l'existence des leaders, parce que le gouvernement ne réagit pas quand tu bouges. Si tu ne bouges pas de manière organisée, le gouvernement ne réagit pas et ne fait pas cas de toi. C'est le problème qui rend possible l'existence des leaders, parce qu'il n'y pas d'autres mécanismes pour les populations de se faire comprendre et d'être accueillis par le gouvernement<sup>302</sup>»

Martina, de son côté, se plaint aussi du fait que tout dépend du leader. Il le décrit comme quelqu'un qui se base sur les besoins de la population pour entreprendre des démarches auprès de certaines institutions privées ou gouvernementales au nom de la population. Cependant, les dons accordés n'arrivent pas à leurs destinataires, selon l'interviewée. Une seule famille les garde. Le leader peut, à sa guise, donner à qui il veut selon que cette personne ait de bonnes relations avec lui ou bien sait partager de l'argent avec lui. Tout est une question d'argent dans le campement, dit-elle. Elle n'a pas pu citer d'exemple pour étayer ses accusations. Toutefois, ses affirmations ne contredisent pas ce que d'autres personnes ont exprimé dans ce sens à l'égard du leader.

« Tout passe par le leader. Et lui, s'il dit: toi, tu me plais, je t'appuie pour tes dépenses. Ou bien pour un appui à une femme seule, il dit si tu me plais, je te donne un appui destiné à une personne handicapée, bien que la personne ne présente réellement aucun handicap. C'est ce qui paraît ironique, certaines fois, les appuis qui viennent de la part du gouvernement, qui les gère comme il veut? C'est le leader. Si je sais, moi comme leader, que tu t'es toujours bien comporté avec moi, tu me donnes, tu m'appuies économiquement, parce qu'ici tout se fait économiquement: tu as de l'argent? Tant tu vaux, tant je t'appuie. Mais les gens sont assez cons et paresseux. Pourquoi? Parce que le dirigeant, il sait que s'il fait pression sur le gouvernement celui-ci va donner. Il va vers des associations ou bien des groupes qui font de la solidarité, ou bien religieusement, il va auprès des églises ou des fondations. En tant que leader, il sait comment se débrouiller dans ces domaines et il sait quels documents présenter. Comme il dirige des gens qui sont vraisemblablement pauvres, il se base sur les besoins de ces gens là pour adresser ses demandes. Comment est-ce possible que différentes associations ou bien le gouvernement ou bien des

---

<sup>302</sup> Y otro problema que hay en la ciudad es que las instituciones están hechas para la gente del sector medio que cumplen con todos los requisitos de papeles para cualquier trámite, tú no puede abrir una cuenta de banca sino presentas un comprobante de domicilio, si no tienes credencial de elector, entonces si no tienes papeles no te puedes conducir por la vida. Y ese es un grave problema que además propicia que existan los líderes, porque el gobierno no reacciona cuando te mueves, si no te mueves organizadamente el gobierno no reacciona y no te hace caso, ese es el problema que propicia que existan todos esos líderes, porque no existen otros mecanismos para que la gente pueda ser atendida por el gobierno



centres religieux fassent des dons à une seule famille ? Comment une seule famille peut-elle recevoir tous les appuis venant de différentes institutions tandis que d'autres familles qui en ont besoin n'en bénéficient pas<sup>303</sup> ? »

Dans leurs rapports avec les militants des organisations sociales, les partis politiques et même les institutions publiques, les populations des campements se font utiliser, si on considère les affirmations de différentes personnes interviewées. D'une part, les militants de ces organisations se font payer leurs services par ces populations et les utilisent pour gagner de l'argent de diverses manières. D'autre part, les partis attendent des leaders qu'ils forcent ces gens à voter pour leurs candidats. Cela génère du capital politique et permet de se maintenir au pouvoir.

### Conclusions

Dans ce chapitre, on a vu que les populations des campements viennent majoritairement de Michoacán. La plupart ont été déjà établis dans les quartiers pauvres de la capitale. A travers des réseaux de parenté ou d'amitié, ils ont été informés de l'occupation des terrains. Ainsi, ils ont participé à l'action et sont devenus par la suite des résidents de ces territoires. Il y en a qui après s'être établis, ont fait venir leurs proches de la campagne ou des villes de provinces d'où ils sont venus. Les conditions de vie dans ces milieux sont déplorables mais comparativement à celles qui prévalent dans le milieu rural, les répondants sont unanimes à affirmer qu'il y a une certaine amélioration des conditions de vie de la population dans les campements. En dépit de la spécificité de la situation des populations dans ces campements, dans d'autres endroits où des populations démunies ont occupé des terrains au Mexique, la réalité est la même : les habitants des espaces occupés proviennent généralement d'autres quartiers pauvres ou bien de la paysannerie.

---

<sup>303</sup> Que también es manejado por el líder, todo baja hacia el líder, si el líder dice: tú me caes bien, yo te doy un apoyo de una despensa . o de un apoyo a madre soltera; si tú me caes bien, yo te doy el apoyo a discapacidad aunque a la mejor no tenga una discapacidad, es lo irónico muchas veces de los apoyos que se dan de gobierno y quién los maneja a su conveniencia, si yo sé que tú has quedado bien conmigo y me das o me apoyas económicamente, porque aquí todo se maneja económicamente, tienes dinero, cuánto vales, cuánto te apoyo, pero también la gente se ha hecho concha, se ha hecho en cierta forma flojo, por qué, porque ha sabido que si presiona al gobierno te va a dar, busca asociaciones o grupos de apoyo que dan, ya sea religiosamente, iglesias, ya sea asociaciones, ya sea fundaciones, ya sea gobierno, como líder yo se me mover en esos ámbitos y sé que documentos y como tengo a la gente que aparenta ser pobre, de escasos recursos, porque muchos aparentan eso y él se basa a la necesidad de la propia gente para solicitar. Cómo es posible que diferentes asociaciones o gobierno o centro religiosos le den el apoyo a una sola familia, una sola familia tenga todos esos apoyos de diferentes instituciones, diferentes agrupaciones y otras que si lo necesitan, no lo tengan

Par rapport aux relations des populations des campements avec d'autres acteurs comme des militants des organisations sociales, des partis politiques et des institutions publiques, on a vu que ces populations se font instrumentaliser par les leaders. Elles constituent premièrement une forme de rente pour des militants des organisations sociales qui sont devenus leurs leaders. Elles n'ont pas de lien direct avec les institutions publiques ou des organisations de charité. Tout passe par le leader. Pour les partis politiques, elles représentent une masse de votants, une espèce de clientèle que le leader doit orienter au moment des élections à voter pour les candidats du parti. Ainsi les citoyens sont forcés de voter pour les candidats choisis par le leader. Certains leaders, avons-nous vu, se sont déjà détachés du Front populaire qui était l'organisation qui chapeaute tous les campements dans cette zone. Ils fonctionnent comme étant des structures indépendantes. Mais toujours est-il que tout continue de passer par le leader.

Historiquement, au Mexique, les pouvoirs publics et des partis politiques ont entretenu des rapports clientélistes avec les populations démunies notamment celles qui se sont établies dans des milieux sur des terrains irrégulièrement occupés. C'est ainsi que le PRD et le PRI, les deux principaux partis au Mexique ont, par l'intermédiaire de leurs militants et des groupes qui leur sont affiliés, encadré des groupes qui organisaient des occupations irrégulières de terrain. Au pouvoir, le PRI a même créé des institutions destinées à desservir cette clientèle des pauvres afin de s'assurer de sa collaboration et de son vote. La finalité de l'encadrement a été, entre autres, de faire du capital politique à travers le recrutement d'une clientèle politique parmi les populations marginalisées. Parvenu à la tête de la mairie de Mexico, le PRD ne s'est pas dissocié des anciennes pratiques du PRI, selon des auteurs cités dans ce chapitre. Dans le prochain chapitre, j'analyse la capacité d'action collective des populations établies dans les campements ainsi que leur capacité critique vis-à-vis des actions des leaders et des politiciens ainsi que par rapport à leur situation dans les campements.

## **CHAPITRE 15. ACTIONS COLLECTIVES DES POPULATIONS DES CAMPEMENTS**

À la lumière de ce que dit la littérature, il semblerait donc que les populations démunies ne sont pas libres de leurs actions, assujettis à des leaders qui cherchent à les mettre sous contrôle. Quelle est la capacité de la population de ces territoires d'agir collectivement? Ce chapitre traite de différentes actions réalisées par les populations des campements. Certaines d'entre elles ont lieu dans les campements, tandis que d'autres se déroulent ailleurs. Par exemple, j'ai assisté à une corvée réalisée par des femmes au quartier général d'un des campements. Deux semaines avant mon départ, j'ai participé à deux autres rassemblements organisés pour la remise des certificats de naissance et pour l'approvisionnement régulier d'un campement en électricité respectivement. Au cours des entretiens réalisés hors du quartier général du campement Salcedo, les répondants se sont révélés très critiques à l'égard de certains dirigeants de campements, des gens des campements eux-mêmes et des politiciens. Ainsi, ce chapitre est divisé en deux sections principales. La première décrit les différents modes de participation aux actions collectives : d'un côté, celles qui se déroulent dans les campements; de l'autre, les mobilisations qui se font, en dehors des campements, à des fins diverses, comme par exemple, le fait de manifester de la solidarité avec une autre organisation située dans un autre champ ou un autre espace.

La deuxième section est consacrée à l'analyse de la capacité critique des personnes interviewées. On verra d'abord un type de critique interne aux campements, entendu comme un regard critique des répondants vis-à-vis l'organisation sociale des campements et la gestion autoritaire faite par les leaders. Ensuite, seront analysées les critiques adressées aux leaders des campements et aux politiciens. L'objectif principal du chapitre est d'analyser la capacité d'action collective des populations. Une place importante est accordée à la subjectivité des répondants, notamment dans leurs rapports aux leaders.

### **15.1 Occuper irrégulièrement des terrains**

Pour réaliser une invasion de terrain, les occupants se donnent rendez-vous dans un lieu déterminé à une heure fixe, avant la tombée du jour. Conduit par des leaders militants du Front populaire, ils arrivent sur les lieux, répartissent le terrain en petits emplacements distribués respectivement à chaque occupant. Des tentes fabriquées à

partir des matériaux de récupération y sont érigées. Les occupants sont prêts à affronter les autorités policières pour ne pas être délogées. Ces occupations constituent une des grandes actions collectives réalisées par les populations. Selon des répondants, les militants procèdent ainsi : ils voient un terrain quelque part qui est vacant au cours d'une période déterminée ; alors, ils cherchent à se renseigner là-dessus, planifient une occupation, puis un matin on se réveille, ce terrain n'est plus libre. Il est peuplé de maisonnettes en carton.

« Ce qui se passe, c'est que nous, comme personnes, par exemple, je ne suis pas leader, je viens envahir un terrain avec le dirigeant, c'est-à-dire la personne qui dirige l'occupation du terrain accompagné d'autres personnes. Ce n'est pas une seule personne. Elles sont entre dix à quinze dirigeants par exemple ici. Je ne sais pas si tu t'en es rendu compte, Iztapalapa est entouré par le Front Populaire et par Lanterne populaire. On trouve d'autres organisations avec des noms différents, mais en fait c'est la même organisation. Tu arrives à côté du dirigeant et celui-ci te dit: on va envahir ce terrain, on va y arriver, on va construire nos petites maisons en plastique pour commencer, et si les policiers arrivent nous allons résister parce que nous n'allons pas permettre qu'ils nous chassent d'ici<sup>304</sup> »

Les occupations de terrain, selon Martina, se dérouleraient en deux temps, en ce qui concerne les territoires des campements. D'abord, les membres du Front, qui vont être les leaders, organisent les premières occupations. Au terme de cette occupation, ils se répartissent les terrains entre eux. Chacun a alors la responsabilité d'emmener sa troupe c'est-à-dire des gens recrutés parmi les plus pauvres en vue du nettoyage, de la distribution et de la défense des territoires.

« Figure-toi que c'est une organisation civile à la recherche du logement mais avec quelques méthodes difficiles, parce qu'à Iztapalapa, il y a plus de gens que d'espace; et pour cette raison même, ils arrivent, s'accaparent du terrain et commencent par faire la répartition entre eux-mêmes membres de la même organisation. Tu es de la même organisation que moi, si tu veux, prends ce morceau et amènes ton monde, ou de la même manière, ils forment leur groupe. Pour cela, je te disais qu'ils se constituent une bande de voraces qui commencent à s'étendre<sup>305</sup> »

---

<sup>304</sup> Lo que pasa es que nosotros como personas, por ejemplo, yo no soy líder, yo vengo a invadir, yo llego con el dirigente, con la persona que va a invadir el terreno o con las que lo organizan y no es una, son hasta diez, quince líderes, por ejemplo aquí, no sé si se ha dado cuenta, Iztapalapa esta rodeado del Frente Popular Francisco Villa, Antorcha Popular, puras dependencias de diferentes nombres pero que son la misma organización. Usted llega con el dirigente y él dirigente le dice: ese terreno se va a invadir, vamos a llegar, vamos a hacer nuestras casitas de plástico para empezar y vamos que si vienen los granaderos nos vamos a poner al tú por tú con ellos, porque no vamos a permitir que nos saquen

<sup>305</sup> Invade, haga de cuenta que es una organización civil en busca de vivienda, pero con algunos métodos un poquito difíciles, porque en sí, Iztapalapa es una delegación donde somos mas gente que el terreno que hay, por eso mismo, ellos llegan y toman el terreno, se empiezan a segregar como dirigentes, los mismos que llegan con la organización, tú eres de la organización, si quieres tomas ese tramo, traes a tu propia gente de afuera o de la misma que hay forman su grupo, por eso le decía que son una mancha voraz, empiezan a extenderse, a extenderse

Selon Lopez, le campement se définit comme résultant d'une expropriation de terrain appartenant à l'État ou bien à un particulier. À peu près dans les mêmes termes que Martina, Lopez explique la façon dont ces gens qu'il assimile à des «paracaidistas» (parachutistes) procèdent pour envahir une propriété. Le leader identifie d'abord le terrain en question puis recrute des gens pour l'accompagner dans son action. La nuit, dit-il, tout est calme, mais à l'aube, le terrain est déjà peuplé de petits abris de fortune érigés par les occupants.

« Un campement naît ainsi : c'est comme une grande organisation. Les gens, ils constatent les besoins des gens, un certain dirigeant de cette organisation va et prend avec lui ces gens là. S'ils voient un terrain vide, ils viennent et ils le prennent sans le consentement du gouvernement ou sans le consentement de son propriétaire qui est un particulier ou un héritier. Ils viennent et ils le prennent, ils sont les «parachutistes». La nuit, tout est bien mais quand le jour se lève, ils arrivent, ils sont là, des maisonnettes construites à partir des matériaux de fortune sont érigées. Il se peut qu'ils se sont trompés ou non, parce que cela s'est passé ici avec nous, sur la propriété que ma sœur a achetée. Après avoir envahi les terrains avec les gens, ces mêmes dirigeants les vendent aux mêmes personnes<sup>306</sup> ».

Quand les militants amènent leur bande sur les terrains, dans certains cas, ils ne travaillent pas. Ils sont là juste pour surveiller. Les occupants ont pour obligation de fournir des heures de travail dans le nettoyage des terrains, s'ils veulent bénéficier d'un emplacement. Comme l'avait dit Leonora du campement Salcedo, après l'occupation du terrain, chaque bénéficiaire devait fournir des centaines d'heures de travail après avoir bénéficié d'une portion de terre pour construire une tente en carton et en bois. Selon Yvonne, résidant au campement Panama, quand les gens travaillent les leaders ne font que contrôler.

« Ils sont debout faisant de la supervision. Ils se positionnent à partir d'un point déterminé afin d'observer si telle personne travaille ou ne travaille pas. Ils disent à quelqu'un : dis-lui de bouger, parce que sinon ça ne vaut pas la peine de venir ici, sinon on va lui faire payer. Sur ces lieux, on ne peut pas te voir debout, tu ne peux pas te reposer, il faut travailler, et je crois qu'ils souffrent. Les leaders restent debout faisant seulement de la supervision, et je pense qu'ils ne souffrent pas. Ceux qui souffrent sont ceux qui entrent sur le terrain. Et moi, je ne peux pas m'expliquer comment les gens ont si peur de leur dirigeant. Je ne pense que c'est parce qu'ils aiment ces leaders mais plutôt parce qu'ils ont peur d'eux<sup>307</sup> »

<sup>306</sup> Un predio nace, es una organización grande y como ven la necesidad de la gente, algún dirigente de esta organización va y toma con apoyo de la misma gente, si ven un espacio grande vienen y lo toman sin el consentimiento del gobierno y sin el consentimiento si el dueño es un particular o un ejido, vienen y lo toman, son los paracaidistas, en la noche esta todo bien pero al amanecer sucede que ahí tienen casitas de lámina. Puede ser que sean engañados o no, porque eso pasó aquí también con nosotros, en el predio que compró mi hermana, después estos mismos dirigentes venden los terrenos a la misma gente

<sup>307</sup> No ellos están paraditos, supervisando, porque ellos supervisan desde aquí, siempre están viendo, fulano no está trabajando, esta parado, dile que se mueva más, porque si no, no tiene caso que haya venido, porque le vamos a

Les invasions de terrain ne se passent pas toujours bien. Il y en a qui tournent parfois au vinaigre notamment quand la police se mêle de la situation. Dans ce cas, la première réaction de la population n'est pas de fuir. Elle résiste. Armés de toutes sortes d'armes traditionnelles, les gens parviennent à tenir tête aux «forces de l'ordre», même si en fin de compte ils peuvent perdre. C'est ce qui s'est produit au cours d'une occupation de terrain réalisée dans une autre zone d'Iztapalapa. Marcos parle de la tentative des leaders d'occuper des propriétés à Cerro de la Estrella (Iztapalapa)

« Il y a deux ans ou moins que la population prétendait faire la même chose : des gens, des dirigeants ont envoyé des habitants occuper une propriété située près du Cerro de la Estrella. Ils ont apporté quelques tiges de bois pour servir comme colonnes et quelques feuilles de tôle pour la toiture, des toiles ou du carton. Leur objectif était d'occuper le terrain pour habiter, et construire leur logement. Mais dès que les autorités se sont rendu compte, elles ont envoyé la force publique, des policiers. Il y a eu une confrontation et les gens d'ici, de ces propriétés ont essayé évidemment de se défendre avec des fusées, des fusées qu'elles utilisent dans les foires. Ils les ont lancées contre les policiers et les policiers ripostaient avec des gaz lacrymogènes, avec ses escouades de protection et il y a eu une confrontation. Il faut reconnaître qu'il y a eu une grande résistance de la part des populations envoyées sur ce terrain, mais elles ont finalement été délogées par les policiers. Cela a été pour moi une espèce de laboratoire où on a parfaitement pu voir ce qui se passe dans les campements<sup>308</sup> »

Les populations emmenées par les leaders sur les terrains sont des pairs quant à leur situation sociale, mais comme on l'a vu dans les chapitres précédents, elles ne sont pas de la même catégorie que leurs leaders. L'occupation de terrain, dans le cas des campements, est planifié par les leaders. Et les gens y participent parce qu'ils espèrent chacun obtenir une portion de terrain pour construire leur logement. Une fois installés dans les campements, ils entreprennent d'autres actions qui les concernent tous comme par exemple la sécurité où l'accès à des services communautaires. J'ai relevé plusieurs types d'actions développées suite à l'établissement des populations dans ces territoires. Certaines d'entre elles sont internes aux campements, d'autres externes. Mais entre les

---

cobrar, ahí no te pueden ver parada, ahí no puedes ni respirar, hay que trabajar y no creo que ellos sufren, ellos están paraditos nada más supervisando y los que sufren realmente son las personas que entran en ese terreno, y yo tampoco entiendo de las personas por qué tanto temor, tanto quieren a sus líderes que no los quieren descubrir, yo creo que es más que nada por miedo no es que lo quieran tanto, sino por miedo por te amenaza, si hablas, si dices, yo te voy a hacer esto, tienes hijos y a tus hijos le va a pasar esto, les va a pasar lo otro, siempre es amenaza, por eso la gente no habla

<sup>308</sup> tendrá como dos años o menos que pretendieron hacer lo mismo, gente, dirigente de aquí, manda a los habitantes a que ocupen el predio, llevaron unos cuantos palos para ocuparlos como columnas y techo de lámina, lonas o cartón, la cosa era apoderarse de ahí o mas bien apostarse ahí y pretender colonizar o habitar, ocupar esa zona. Pero en cuanto se dieron cuenta las autoridades, mandan a la fuerza pública, policías, hubo un enfrentamiento y obviamente las gentes de aquí de estos predios intentaron defenderse con cohetes, cohetes que usan en las ferias, cohetes lanzados contra los policías y los policías con gases lacrimógenos, con sus escudos de protección y hubo un enfrentamiento y hay que reconocer que si hubo una gran resistencia por parte de las gentes que enviaron allá, pero finalmente si lograron desalojarlos. Eso fue para mi una especie de laboratorio donde perfectamente se pudo ver que lo que paso en estos predios

internes et externes, il y a une troisième catégorie qui sont des démarches réalisées par des dirigeants de campement ou par des responsables d'associations civiles (de petites organisations de base définies comme ONG) auprès de politiciens ou de certains responsables de service dans l'administration publique afin de trouver des solutions aux problèmes de la population.

## 15.2 Des actions collectives à l'intérieur des campements

Les corvées (*Faenas*), les veillées (*veladas*), les assemblées publiques (*juntas*) se font à l'intérieur même des campements. Elles ne réunissent pas les membres de tous les campements. Elles sont organisées respectivement dans chacune de ces communautés sous le contrôle du leader (*lider*) qui doit s'assurer que tous ceux qui devaient là, l'ont été. Sinon certaines sanctions sont prévues.

### 15.2.1 Réaliser des travaux d'infrastructures

Après avoir occupé les lieux pour avoir un emplacement, il reste beaucoup à faire : assurer la sécurité dans les territoires, tracer les rues devant faciliter la circulation des gens, ramener l'eau et l'électricité, drainer les lieux, entre autres. Comme elles se sont établies à partir d'une action irrégulière dans une zone de réserve écologique, ces populations doivent se débrouiller pour créer ou accéder à ces services. Pour réaliser des travaux communautaires, les gens organisent des corvées appelées (*faenas*). Une corvée (*faena*) se définit comme étant une action des membres d'un campement, soit pour exécuter des travaux de drainage, soit pour transporter des matériaux de construction donnés par l'Administration municipale (la Mairie)<sup>309</sup> à des campements suite à des démarches entreprises par le leader ou à des actions collectives réalisées. Plusieurs répondants provenant de différents campements expliquent la façon dont se réalisent les corvées. Marcos travaille dans plusieurs des campements où j'ai réalisé des entrevues.

« Ils font des corvées. Au cours d'une assemblée, on se met d'accord. Par exemple, on fixe un jour, dans ce cas, samedi est un jour de week-end, ou dimanche qui est un jour où les gens se trouveront chez eux. Pour travailler dans les ruelles ou pour faire une certaine amélioration qui va profiter à la communauté. La corvée signifie que les gens doivent faire un travail volontaire.

---

<sup>309</sup> En général, les résidents disent la «la Delegacion» pour désigner cette Administration.

On ne va pas leur payer parce qu'il est du bénéfice propre des gens même de la communauté. Alors cela, on l'appelle corvée : tous prennent part à ce travail<sup>310</sup>»

Renata travaille dans les campements depuis environ dix ans. Selon elle, la population organise des corvées, entre autres, pour réaliser des travaux communautaires comme par exemple le nettoyage des terrains, la construction d'une école quelconque. Chacun est obligé de participer, dit-elle. Mais ce sont surtout les femmes, qu'on trouve dans ces activités.

« Les corvées, ici les gens qui ont peu de possibilité demandent l'appui de la «Delagacion» à travers certaines institutions, en vue d'obtenir du matériel. Ils s'organisent, c'est curieux d'organiser des corvées là-bas parce que l'homme ne participe pas, c'est la femme<sup>311</sup> »

Carmelita raconte dans quelles conditions étaient les lieux après l'occupation. Il y avait, dit-elle, beaucoup de tâches à exécuter, parce que ce n'étaient pas des territoires appropriés à la construction de logement. Comme je l'ai présenté au chapitre où je traite des conditions de vie dans les campements, la plupart des endroits devenus aujourd'hui des campements, étaient transformés en dépotoir après le tremblement de terre de 1985 qui a causé des dégâts important au Mexique. Pour habiter ces endroits, il fallait dans certains endroits faire du déblayage, et dans d'autres remplir des trous à partir des remblais et du gravier, tel que le raconte Carmelita :

«Au début, il y avait beaucoup de travaux à réaliser. Il fallait faire des journées de huit heures pour l'amélioration du campement lui-même, par exemple, il manquait d'eau, il n'y avait pas de drainage et pour avoir des services, il fallait travailler. Premièrement on a fait un rembourrage, car il y avait des tronçons qu'il fallait remplir. Les camions vinrent jeter le gravier. Nous, on devait les espacer afin de pouvoir remplir le lieu pour qu'il devienne propice à la construction de petite maison<sup>312</sup>»

Angelica habite dans ces lieux depuis plus de douze ans. Selon elle, des corvées sont organisés en vue de faire du nettoyage, de prendre soin de la petite école communautaire desservant certains campements. Effectivement, au moment où je

---

<sup>310</sup> Hacen faena. En una asamblea se toma el acuerdo por ejemplo, de fijar un día, en este caso seria un fin de semana, sábado o domingo que es cuando la gente se encuentra en su casa, para emparejar las calles o para hacer cierta mejora que va a beneficiar al predio o a la comunidad, y entonces la faena se llama a que tienen que hacer trabajo voluntario, no les van a pagar porque es del beneficio propio para la misma gente, entonces a eso se le llama faena, todos participan en trabajo, unos haciendo una cosa otros haciendo otra, ponen su trabajo, no remunerado, obviamente

<sup>311</sup> Las faenas aquí la gente que tiene posibilidad que son pocos, ellos piden apoyo a la delegación a algunas instituciones para el material y ellos ya se organizan, es algo muy chistoso para hacer faenas allá porque el hombre no participa; es la mujer

<sup>312</sup> Al principio como todo, es mucho trabajo, hay que hacer jornadas de ocho horas para mejoramiento del propio campamento, por ejemplo, en el inicio se carece de agua, drenaje y para poder obtener los servicios hay que trabajar. Primeramente, se hizo un relleno, había tramos de parte de la tierra que tenían que rellenarse, entraban los camiones a tirar el cascajo, nosotros teníamos que esparcirlos para poder rellenar el lugar y que quedara en condiciones de hacer la casitas



menais cette enquête, j'ai eu une démonstration de ce que c'est une corvée. Des mères ayant leurs enfants à cette école en ont organisé une. A l'entrée d'une salle de classe, il y avait un mur qui représentait une menace pour les enfants. Érigé par les mères, il n'était pas solide et pouvait tomber à n'importe quel moment. Convoquées par le professeur de l'école, les femmes se sont réunies pour écraser le muret de briques. Environ une dizaine de femmes se sont présentées pour faire le travail. Tandis que la plupart d'entre elles s'occupaient de la destruction à coups de marteau, d'autres empilaient des briques. Une fois le mur détruit, elles ont composé du mortier et choisi quelques briques pour élever une partie d'un autre mur clôturant la toilette de l'école. Une mère interrogée me dit :

« À l'école, on s'est joint parfois pour faire le nettoyage, pour travailler parce qu'il n'y a pas d'hommes. Nous accomplissons nous-mêmes ces tâches et nous posons les briques<sup>313</sup> »

C'est la même affirmation de la part de Martina concernant le nettoyage des terrains après l'occupation. Une «corvée», dit-elle, «c'est, par exemple, nous allons tous sortir à nettoyer le terrain, tous, si tu ne sors pas, tu dois apporter une quantité, parce que tu ne sors pas». Selon une autre répondante, l'idée selon laquelle il y a plus de femmes que d'hommes qui participent aux corvées est due à deux facteurs : les hommes vont travailler ; et les femmes pour la majorité vivent seules. Quant à Yolanda, elle affirme que les femmes viennent en aide à leur conjoint en participant aux actions collectives. Ce sont eux qui devraient être là :

« L'homme n'a pas de temps, l'homme travaille en vue des dépenses domestiques. Ainsi ils ne disposent pas de temps. Nous comme femmes, nous les aidons, nous les appuyons en participant aux marches, et aux veillées<sup>314</sup> »

La présence de plus de femmes que d'hommes à ces actions collectives s'expliquerait aussi, selon cette répondante, par le fait que les femmes n'ont pas d'emploi et se trouvent à la maison pour s'occuper des activités domestiques. Quand des agents de la police nationale viennent pour déloger les populations, ce sont les femmes qu'on trouve en premier avec leurs enfants pour défendre les territoires.

«Oui, il y a plus de femmes que d'hommes. Pourquoi? Parce que, par exemple, quand on envoie les policiers, les grenadiers, entre autres, qui trouve-t-on debout premièrement? Ce sont les femmes, des enfants qui participent aux marches<sup>315</sup> ».

<sup>313</sup> En la escuela nos juntamos a veces a hacer limpieza, a trabajar, sino hay hombres los hacemos nosotros mismos y pegamos tabique

<sup>314</sup> Porque el hombre no tiene tiempo, el hombre trabaja para los gastos que tienen que hacer y a ellos nos les da tiempo, nosotras como mujeres les ayudamos, los apoyamos de esa manera de salir a las marchas, guardias, veladas

<sup>315</sup> Si más mujeres porque vuelven a utilizar a las mujer. ¿Por qué? Porque por ejemplo luego mandan a los famosos policías, granaderos etc., y a quien paran primero son a las mujeres, niños que van en las marchas

### 15.2.2 Surveiller des bandits et des interventions policières

Il n'y a pas que les travaux d'aménagement des territoires à réaliser. Les gens doivent s'assurer de leur sécurité et de celle de leurs biens. Ils doivent aussi défendre les territoires occupés afin de ne pas être expulsés par la police. Pour ce, ils réalisent une autre forme d'action collective. Les veillées (*veladas*) constituent la deuxième forme d'action collective réalisée dans les campements. La finalité des veillées est la sécurité des vies et des biens. Elles sont, selon des habitants interrogés dans ces milieux, réalisées généralement par des femmes, parce que selon certains, les hommes ayant travaillé toute la journée, doivent dormir pour pouvoir reprendre le travail demain. La réalisation d'une veillée se fait par relève (*resguardo*). Une personne monte la garde d'une heure à une autre au cours de la nuit pour être remplacée par une autre d'une heure à l'autre. Juan Manuel, leader d'un campement, explique pourquoi dans son campement les veillées sont nécessaires.

« Il y a beaucoup d'activités délictueuses au Campement Salcedo, parce qu'il y a beaucoup de vieux vicieux qui, pour continuer à consommer de la drogue, appelons ça marijuana, cocaïne, actif, PVC, ils doivent voler. Ici, si tu t'en es rendu compte, dans le campement Salcedo, il y a des maisons sans toiture, nous les fermons à clef et les bandits ne peuvent pas y accéder, parce que pour ce faire, il leur coûtera puisque c'est bien fermé, la maison. Mais dans d'autres campements, non, car les maisons sont en carton<sup>316</sup>»

C'est pour les mêmes motifs qu'on organise des veillées au Campement Utlá. Les populations, avec leurs dirigeants entreprennent des démarches auprès des responsables de la «Delegación» pour obtenir des matériels afin de construire leurs maisonnettes ou de faire du drainage. Ces matériels, si elles les obtiennent, ne sont pas entreposés. Ainsi, ils sont étalés quelque part dans des ruelles ou dans des maisonnettes, soit des câbles électriques, soit des tuyaux, soit des sacs de ciment, elles doivent se charger de leur sécurité. C'est ce qui explique qu'à Utlá, les femmes montent la garde aussi. Renata le confirme

Les veillées, on suppose qu'elles soient organisées pour que des étrangers n'entrent pas dans les campements pour voler, c'est curieux, mais vrai. Il y en a matin, midi et soir. Ce sont les femmes qu'on y trouve<sup>317</sup>

<sup>316</sup> hay muchas acciones delictivas, por qué, porque hay muchos pinches viciosos, muchos viciosos que por seguir inhalando su pinche porquería, llámese mariguana, llámese cocaína, activo, pvc, tienen que robar y aquí se te das cuenta en el predio Bonampak hay casas muy descubiertas, no están cubiertas, que cerramos con llave y ya no se puede entrar y para entrar les va a costar un pinche pedo meterse porque esta bien cerrada la casa, pero en otras no, en otras nada más son de cartoncito y la gente se va.

<sup>317</sup> Las veladas se supone que son para que no entre la gente extraña a robar, suena chistoso pero así es.

Dans certains campements on ne fait plus de veillées depuis plus d'un an. Elles ne sont plus nécessaires puisque ces espaces ont plusieurs avenues, c'est-à-dire plusieurs entrées et sorties. Mais avant, dit Leonora, on organisait les veillées tous les jours à partir de minuit jusqu'à 6 heures du soir. C'étaient trois relèves par jour. Ceux qui ne pouvaient pas y participer devaient payer jusqu'à trente pesos d'amende. On parle de «veladas» ou de «resguardos» (relève).

«Les relèves, je vous mens, c'est fini déjà, depuis un an. On ne paie plus pour n'avoir pas participé à une veillée en y faisant de la relève. On payait jusqu'à trente pesos. C'était de une heure à six heures du matin, de six heures du matin à douze heures; et de douze heures à six heures du soir. C'étaient trois relèves par jour mais, c'est fini, on ne le fait plus<sup>318</sup>»

Les surveillances étaient intenses au début, puisqu'il fallait surveiller les matériaux de construction et les biens des gens. Au cours de cette enquête, j'ai observé des postes de surveillance mis sur pied dans le campement Uvla où éclata l'incendie au mois de septembre. Les logements de la plupart des résidents ayant été consumés par les flammes, la «Delegación» fournit des matériaux, entre autres, tôles, blocs de ciment, des sachets de ciment, des tuyaux, des pelles et des brouettes pour la reconstruction. Les résidents du campement se sont organisés pour surveiller par relève afin d'assurer la protection des matériels obtenus. Yolanda, au cours d'une interview me dit qu'ils avaient cessé d'organiser des veillées et de faire des relèves, suite à l'incendie mais avec les matériaux qu'ils ont reçus, ils doivent surveiller les bandits.

« Pour résister aux délinquants (pour faire le choc), je vous le répète, à causes des câbles que nous avons dans les maisonnettes ou bien à cause des délinquants. C'est pour cela que nous organisons des veillées<sup>319</sup>»

Selon ce répondant, c'est pour assurer la sécurité des lieux et des biens qu'on organise les veillées. Mais les personnes qui sont chargées de monter la garde sont sans expérience. Si quelqu'un est déterminé à entrer dans les campements, il finira par le faire, parce ceux qui montent la garde n'ont pas d'équipement et n'ont pas entraînés à cette fin. Cependant si elles ne le font pas, elles doivent payer une caution. Probablement, les gens qui participent aux veillées sont sans expérience, mais Lopez, un intervenant communautaire travaillant dans les campements, n'a pas été en mesure de

<sup>318</sup> Los resguardos, le miento, los resguardos ya se terminaron hace como un año, ya no se paga resguardo, se pagan treinta pesos, era uno de seis de la mañana a doce del día, de doce del día a seis de la tarde y de seis de la tarde a doce de la noche, eran tres resguardos al día pero ya no los están haciendo

<sup>319</sup> Para estar chocando, le vuelvo a repetir, por los cables que tenemos cerca a los módulos o gente que pasa a ser maldades (si hay un delincuente, una persona mala) por esto estamos con las veladas (y guardias es lo mismo), guardia es lo mismo

nous citer un exemple confirmant qu'à cause de l'inexpérience de ces personnes, des voleurs sont entrés voler les objets des membres des communautés.

« Cela se fait justement pour protéger la sécurité des biens, par exemple, celui-ci est un campement, un cadre où il n'y a qu'une entrée. Là, dans cette entrée, est postée la personne qui va veiller la nuit de peur qu'aucun malfrat ne vienne, au cas où il voudrait s'introduire pour voler. Comme je vous le dis, ici, quelqu'un se promène, s'il possède un réservoir, il le garde à l'intérieur de sa maison et il y met une serrure, il n'y a pas moyen que quelqu'un y accède. Mais dans les campements, les réservoirs sont dehors, il faut veiller dessus. Mais sincèrement quand quelqu'un veut le faire, s'il se présente, que peuvent deux personnes sans expérience dans l'art de la défense? Elles n'ont pas d'équipement, elles ne sont pas en sécurité, n'ont aucune connaissance pour exercer cette fonction. Mais si elles ne le font pas, elles doivent payer<sup>320</sup> »

Corvées et veillées permettent de constater à quel point les femmes sont particulièrement impliquées dans la lutte pour la survie dans ces milieux. Les veillées et les corvées sont certes différentes mais en général ce sont les mêmes têtes qu'on y trouve. Les dirigeants ne participent ni aux corvées (faenas), ni aux veillées «veladas». Même s'ils sont sur place, ils disposent, selon, une répondante, de subalternes qui coordonnent et surveillent la participation des gens à ces actions. Au campement Panama dirigée par deux femmes, Yvonne raconte que pour mieux coordonner les activités dans le campement, ces femmes ont recruté au sein de la population des gens qui leur servent d'espion afin de se renseigner sur ceux qui participent ou non à des actions réalisées par des membres du campement ou bien qui ne paient pas. Selon elle, les gens qui jouent ce rôle sont exempts du versement des contributions hebdomadaires.

«D'une certaine manière, je vais être la bénéficiaire par ce que je fais un travail de surveillance pour la dirigeante, je l'avise, je lui donne des renseignements sur telle personne qui n'a pas voulu participer à la manifestation ou sur telle autre qui n'a pas crié lors de la marche. Je sers d'espionne à ce leader, donc la paie que je reçois peut être un terrain plus grand ou bien je ne paie pas les cautions que les autres paient. Ma paie va être cela, je bénéficie de la bonne volonté de ma dirigeante. Elle ne va rien m'exiger, elle ne va rien me demander peu importe ce qui se passe»

---

<sup>320</sup> Eso, precisamente para resguardar la seguridad, por ejemplo, esto es un predio, es un cuadro, hay una entrada ahí en esa entrada esta la persona que va a velar para que de noche no venga ningún rufián que quiera introducirse y quiera robar, como le digo aquí uno se baldea y si tiene un tanque esta dentro de la casa y pone un zaguán y no hay forma de que entre, pero allá están afuera los tanques, tienen que cuidar, pero sinceramente cuando alguien lo quiere hacer viene y que pueden hacer dos personas que son inexpertas en las artes de defensa, no se tiene el equipo, no se tiene la seguridad, no se tiene el conocimiento, no se tienen las bases para estar ahí, sin embargo, tienen que ver es parte del trabajo de ellos, pero si no lo hacen tienen que pagar

### 15.2.3 Se réunir dans le campement

Les actions réalisées dans les campements ne se limitent pas à des corvées et des veillées. Des assemblées publiques sont aussi organisées dans les campements réunissant différents leaders de campements avec leurs membres. Les leaders convoquent des réunions dans les campements pour discuter, entre autres, des affaires des campements, des activités des leaders et des actions à organiser dans le cadre de la lutte pour la reconnaissance (la régularisation) de la propriété domiciliaire de chacun et surtout du campement en question. Il s'agit d'une assemblée publique entre les leaders et les membres de leur campement. Même s'il est important que tout le monde participe, si quelqu'un s'absente, il n'aura pas de caution à payer. Les assemblées publiques sont organisées généralement les fins de semaine. Une assemblée publique est aussi une occasion propice pour un leader de dénoncer et d'expulser un membre qui n'aurait pas participé à une action collective quelconque.

« Il y a une assemblée où le dirigeant dit: untel n'a pas participé, et depuis, on commence à l'accuser, à le déqualifier jusqu'à ce qu'on le chasse du campement au moment opportun. Il y a des gens qui cachent cela parce qu'ils ont peur eux-mêmes, ils ne dénoncent pas cette pratique, c'est-à-dire, ils n'ont pas l'opportunité de se solidariser avec la personne expulsée parce qu'on peut les chasser à leur tour. Ces affaires, je m'en suis un peu informé au sujet des la population<sup>321</sup> »

Des membres des campements interrogés dénoncent l'absence de démocratie au cours de ces assemblées. C'est le leader qui vient avec les thèmes, qui décide de ce qu'on va faire, personne n'a le droit de le contredire ou encore de le critiquer. Je n'ai pas eu l'opportunité de participer à une assemblée publique de telle sorte qu'il est difficile pour moi de valider les informations communiquées par ces personnes

« On ne peut dire cela, si nous sommes cinq ou dix personnes qui pouvons prendre la parole, ces dix personnes te disent de te taire, tu ne peux pas exercer ton droit de parole, parce que les leaders t'identifient comme une personne subversive, ils t'appellent une personne problématique, même si tu ne l'es pas. Seulement ce que tu cherches à faire c'est d'exercer ton droit citoyen<sup>322</sup> »

<sup>321</sup> hay asambleas donde el dirigente dice: *fulano de tal*, desde ahí ya lo empieza a descalificar y cuando llega el momento de que lo corren, lo despiden del predio ya la gente vislumbra eso y por el mismo temor que sucede con ellos mismos, ni dicen nada, o protestan o no dicen si fue injusto o algo por el estilo, es decir, ni siquiera tienen la oportunidad de solidarizarse con la persona que fue expulsada porque si no ellos corren el mismo riesgo. Esos datos, si me han llegado un poco de la gente.

<sup>322</sup> No, no puedes decir, como le decía, si somos cinco o diez personas que podemos hablar, esos diez te mandan enseguida a que te calles y no puedes ejercer tu derecho de hablar, porque ya te conocieron como persona grillera, ellos le llaman personas problemática, cuando no lo eres, lo único que estas haciendo es ejercer tu derecho como ciudadano

Leonora abonde dans le même sens pour dénoncer la violation des droits civils des populations du campement Salcedo dans leurs rapports avec leur leader. Selon elle, entre hommes et femmes, le leader ne fait pas de différence pour manifester son agressivité. Questionner ses pratiques serait prendre le risque de se faire chasser du campement.

« La démocratie est quelque chose que nous ne disposons pas ici. Nous, on n'a pas de liberté d'expression, nous ne pouvons pas dire au dirigeant que cela ne nous plaît pas, parce que si nous le disons c'est l'énerver, le provoquer contre nous, parce que la menace pour nous chasser est constante. Le dirigeant est une personne très agressive qui ne fait pas de différence entre ce qui est un homme et ce qui est une femme en ce qu'il s'agit de respecter l'un ou l'autre<sup>323</sup> »

Ces personnes ne sont pas tendres envers les dirigeants quant à la manière de ceux-ci d'administrer les campements et de diriger les rencontres. Ces personnes ont été interviewées hors du quartier général d'un campement. Toutefois d'autres personnes interrogées respectivement au siège central du campement Salcedo et à une école hors des campements n'ont pas de mots durs à l'égard de ces leaders. Par exemple, du point de vue de Sonia, qui sert les repas aux enfants d'une école située au quartier général du leader d'un campement, les leaders communiquent à la population toutes les informations concernant les démarches entreprises.

« Le dirigeant est celui qui est en contact avec le gouvernement, c'est lui qui va faire toutes les démarches pour que nous puissions rester dans les petites maisons que nous avons. C'est lui qui est en train de réunir tous les papiers qu'on lui demande, tout type de choses qui lui permettent de faire ce qu'il est en train de faire. Oui, le leader de l'organisation nous communique l'information et nous dit que nous devons faire une sortie, une marche, un piquet (Sit-in) pour que ceux d'en haut nous prennent en considération, parce que sinon, c'est seulement des discours, des mots, des paroles qu'ils nous disent, et ne nous reçoivent pas<sup>324</sup> »

Paquita est enseignante à une école située à quelques mètres de l'école du quartier général des campements. Le quartier où se trouve cette école, il y a vingt ans, était un campement. L'enseignante très méfiante par rapport aux gens qui l'ont vu

---

<sup>323</sup> Eso es algo que nosotros no tenemos democracia, nosotros no tenemos esa libertad de expresión, de decir eso señor a mí no me gusta, porque si yo lo expreso es echármelo encima, porque la amenaza por sacarla, es una persona bastante agresiva, bastante, es una persona que no respeta, no respeta lo que es una dama lo que es un hombre, él agarra parejo, no tiene educación, por que como usted lo acaba de decir, para ser democrático hay que tener para empezar educación y saber los valores entre un hombre y una mujer, el dice

<sup>324</sup> El dirigente es la que esta con gobierno, es la que va hacer sus trabajos para que nosotros podamos quedarnos con estas casitas que tenemos. El presidente es la que esta haciendo toda la movilización de papeles que le piden, todo tipo de cosas que hacen hacer, es la que lo hace. Si, el dirigente, el presidente de la organización nos da la información y si nos dice que tenemos que ir a una salida, a una marcha, a un plantón para que los de arriba nos hagan caso, porque luego nada más de palabras a palabras se las lleva el viento y así no nos reciben.

m'accorder l'entrevue. Elle m'a mis en garde concernant mes appareils que j'ai sortis pour enregistrer l'entrevue. Ici, me dit-elle, d'un moment à l'autre, tu peux te faire voler tes appareils. Contrairement à d'autres personnes, elle n'a parlé qu'en de bons termes du Front et de ses leaders dans les campements.

«C'est un groupe de personnes qui ne sont liées à aucun parti politique. J'ai ouï dire que ce sont des personnes indépendantes qui luttent pour avoir une vie meilleure. Ici, arrivent beaucoup de gens qui viennent de la province qui n'ont pas d'endroit où habiter. Ils leur donnent un morceau de terrain où ils peuvent habiter. Je ne sais pas si vous avez visité les campements, vous avez vu que les terrains sont très petits, c'est là qu'ils se trouvent. Peu à peu, ils font le nécessaire afin d'entrer en possession de la terre qui leur est accordée, pour pouvoir construire. Beaucoup d'entre eux ont commencé avec des murs et des toits de carton. Peu à peu, ils ont amélioré leurs conditions<sup>325</sup>»

Selon les circonstances, il peut arriver qu'une assemblée publique réunisse tous les leaders pour décider des activités à entreprendre dans le cadre de la lutte pour la régularisation des campements. Comme l'affirme cette répondante du campement «las palmas»: « Par exemple, s'il y a une réunion importante, nous nous réunissons avec tous les campements, tous les leaders nous nous réunissons ensemble »

«...Très souvent, on a ses besoins et les autorités font peu de cas de cela. Par exemple, en ce qui concerne la régularisation, il y a des endroits il nous manque manquons l'eau. Si les autorités ne font pas cas de nous pour trouver une solution à cela, en vue de faire pression sur elles, nous devons organiser des meetings pour informer les autorités que nous avons besoin d'eau. Si au contraire, nous restons en silence, personne ne va nous écouter. Comme on dit, celui qui ne parle pas Dieu ne l'écoute pas. Nous optons pour cette manière afin de faire savoir aux autorités de ne pas oublier nos besoins<sup>326</sup> »

Corvées, veillées et assemblées publiques sont organisées dans les campements soit pour réaliser des travaux communautaires, soit pour assurer la sécurité des lieux, soit pour informer et décider de ce qui va être fait. En d'autres termes, les populations ne sortent pas des territoires pour réaliser ces actions. Par contre, dans le cadre d'autres actions collectives visant à satisfaire d'autres besoins, les gens prennent les rues soit

---

<sup>325</sup>

Es un grupo de personas que no están ligadas a ningún partido político, tengo entendido, son independientes y están en lucha por una vida mejor. Ahí llega mucha gente de provincia que no tiene un lugar donde vivir y ellos les proporcionan un pedazo donde puedan estar viviendo, no sé si usted frecuentó o ha visto los campamentos y ha visto que los terrenos son muy pequeños y es ahí donde ellos se ubican y poco a poco van pagando lo necesario tener ese pedazo de tierra, para poderlo construir. Muchos de ellos empezaron con paredes de cartón, sus techos de cartón, de lámina y poco a poco han ido mejorando cada día

<sup>326</sup> Muchas de las veces uno tiene sus necesidades y las autoridades hacen caso omiso de la necesidad de la gente, por ejemplo, regularización, hay lugares que carecemos de agua, si las autoridades no hacen caso de dar solución al abastecimiento de agua, para presionar a las autoridades tenemos que salir a los mitines, para informar a las autoridades que tenemos necesidad de lo contrario si nos quedamos callados nadie nos va escuchar, como dicen él que no habla Dios no lo oye, buscamos esa manera de darle saber a las autoridades que no se olviden de nuestras necesidades.

pour réaliser des marches, soit pour faire des Sit-in (*plantones*) soit pour des meetings. Si les leaders peuvent être absents dans certaines actions collectives, telles que les corvées et les veillées, ce n'est pas le cas pour les actions réalisées hors des campements.

### 15.3 Hors des campements

Marches (*marchas*) et Sit-in (*plantones*) sont, entre autres, actions collectives réalisées hors des campements. Les principaux acteurs de ces actions sont les populations des territoires occupés et les leaders (*lideres*) qui représentent eux-mêmes le Front populaire. Ces actions se font autour des problèmes auxquels font face les populations, lesquels problèmes doivent être résolus par décision des autorités gouvernementales fédérales ou régionales. Les populations se rendent le plus souvent au centre historique de la capitale (le Zocalo) pour manifester. Cependant elles sont sexuellement divisées quant à la participation à ces actions. Selon certains répondants, ce sont davantage des femmes qui participent à ces actions collectives, comme ç'a été le cas pour les actions collectives réalisées dans les campements. Renata associe l'absence des hommes aux actions collectives à la polygamie due, entre autres, au surnombre des femmes comparativement aux hommes.

« Oui, il y a plus de femmes que d'hommes. Pourquoi? Parce que par exemple, quand on envoie les policiers et les grenadiers. Qui on trouve debout premièrement? Ce sont les femmes, des enfants qui participent aux marches<sup>327</sup>. Ce qui arrive aussi, c'est comme ce que je t'ai commenté. Ce sont des femmes qui sont en majorité, des femmes seules. Alors les «matchos» sortent et se les partagent. À cause de cela parfois beaucoup d'entre elles ont des problèmes, à cause de leur conjoint, parce que cet homme sort avec une, deux, trois, et ainsi de suite<sup>328</sup> »

Selon Juan Manuel, dirigeant de Salcedo, avant d'entreprendre une marche, un meeting ou bien un sit-in, des lettres sont adressées aux autorités gouvernementales afin d'exposer les problèmes et de formuler les demandes. La décision d'organiser une action collective dépend de l'attitude ou de la réponse que les autorités publiques auront donnée.

<sup>327</sup> Sí más mujeres porque vuelven a utilizar a las mujeres. ¿Por qué? Porque por ejemplo luego mandan a los famosos policías, granaderos etc., y a quien paran primero son a las mujeres, niños que van en las marchas

<sup>328</sup> Lo que pasa también es como te comento. Son mujeres en su mayoría madres solteras. Pues sale el macho que está ahí y se lo comparten, por eso a veces muchas mujeres tienen problemas, por sus hombres, porque este hombre va y se mete con una y otra y otra.



« Moi, quand j'organise une manifestation, c'est parce qu'on a écrit lettre sur lettre, on fait des demandes sur demandes, on n'a donné aucune suite favorable à ces actions, alors il y a des moments qui exigent que nous nous organisons pour faire des manifestations. Par exemple une de nos consignes est: que vienne une commission avec une solution, s'il n'y a pas de solution alors nous organiserons un piquet (sit-in)<sup>329</sup>

La participation à ces actions collectives, selon les répondants est aussi une participation imposée, c'est-à-dire, les habitants des campements sont obligés de participer à toutes les actions sinon, la personne ou bien la famille qui refuserait de participer sera expulsée des lieux, perdant ainsi son emplacement ainsi que la maisonnette qu'elle aurait construite là-dessus. Cette répondante explique comment ils ont été souvent forcés à participer à des manifestations dont ils ne connaissaient même pas les motifs. Se référant au leader de Salcedo, elle affirme que celui-ci ne fait que passer des ordres dans le cadre de l'organisation de ces manifestations.

« Bien des fois, elles ont été emmenées à participer à des manifestations dont elles ignorent le motif. Et malgré qu'elles aient payé un droit de construction, elles ne peuvent pas vraiment le faire selon les autorités gouvernementales « Certaines fois il nous demande de participer à des manifestations publiques devant des instances publiques. Il nous dit : on va à SEDUVI, ou bien quand nous sommes dans une assemblée générale de SEDUVI, personne d'entre nous n'a le droit de parler ou d'opiner, parce qu'il ne nous le permet pas. Nous, seulement on va pour écouter mais nous n'avons pas le droit d'émettre nos opinions»<sup>330</sup>.

Mais les gens qui sont capables de se payer leur participation, c'est-à-dire de l'acheter n'y vont pas. Il y a deux catégories de gens dans les campements qui ne participent pas à ces actions collectives, même s'ils sont concernés par les problèmes des territoires. Ce sont ceux qui ont acheté leur terrain du propriétaire ou bien du leader pour construire leur logement, et ceux qui, même s'ils ont obtenu leur emplacement en participant à l'invasion du terrain, sont capables de payer leur participation aux marches, aux meetings et aux sit-in, raconte Angelica.

---

<sup>329</sup> Yo cuando salgo, saco a mis campeones a una marcha es porque he metido escritos tras escritos, demandas tras demandas y nunca me han dado solución a ninguna de mis demandas, no le han dado solución a ninguna de ellas y hay ocasiones en que tenemos que organizarnos para poder salir a manifestarnos, por ejemplo, una de las consignas de nosotros, es: que entre la comisión con una solución, sino hay solución haremos un plantón

<sup>330</sup> Muchas veces él nos lleva a diferentes instancias públicas, donde nos dice, vamos a decir, vamos a SEDUVI, no SEDUVI nos dice delante de él, o cuando estamos en la asamblea general de SEDUVI, nadie de nosotros puede hablar, ni opinar, porque no lo tenemos permitido, nosotros sólo vamos a escuchar pero no tenemos derecho a opinar. En una ocasión yo me quede con uno de SEDUVI y le pregunte, yo soy una de las personas que viene con la comisión fulana de tal, quisiera saber si es verdad qué ya podemos construir en el lugar donde estamos o todavía no, y él me dijo claramente, no puedes construir porque tú no tienes un comprobante de compraventa de ese terreno, cuando tú me enseñes un comprobante de compraventa del lugar donde vives, tú me puedes decir, ésta es mi casa y sé el lugar donde estoy parada, pero mientras no tengas eso, eso es un fraude nadie puede construir, pero uno no le puede decir eso al señor, porque el señor lo corre, ha corrido a bastantes personas

« Ceux qui possèdent des terrains vivent tranquillement. Ils paient pour la marche, et les sit-in. Ils ne participent pas. Ils paient et nous avons des personnes, par exemple, qui peuvent payer leur participation. Je devais aller au Piquet de sept heures du soir à six heures du matin. Je suis rentrée à la maison entre 8 et neuf heures du matin, mais si je pouvais payer, je n'irais pas <sup>331</sup>»

Cependant cette situation ne s'étend pas à tous les campements, c'est-à-dire on ne fait pas payer de l'argent à tous ceux qui n'ont pas participé à une action collective. Les punitions ou les cautions divergent. Par exemple, au campement « Utlá », on demande à ceux qui n'ont pas participé à une action collective quelconque de participer à plus d'une veillée ou d'une corvée, dit cette dirigeante.

« Ce que nous faisons, nous leur infligeons une punition: ils doivent faire une double marche ou bien ils doivent participer à des brigades ou des veillées. C'est le double, mais nous devons continuer là-dedans »<sup>332</sup>

Le montant des cautions à payer varie aussi d'un campement à l'autre. Selon Angelica, à Salcedo, cette caution est de 50 pesos par personne. Mais à Panama, cette caution est plus élevée. Même sur des personnes qui ont acheté leur emplacement des leaders, des pressions sont exercées pour qu'elles participent aux actions collectives. Yvonne a payé son terrain plus de 50 mille pesos et versé 1 500 pour les services d'électricité et d'eau fournis par deux leaders de son campement. Avant, on lui avait dit, à ceux qui ont acheté comme elle, qu'ils ne participeraient pas aux actions collectives qui se réalisent; mais après s'être installés avec leur famille, les leaders ont commencé à faire des pressions pour qu'ils participent comme tout le monde.

« Quand j'ai acheté mon terrain, j'ai payé par mois, parce qu'on nous avait donné un délai pour payer. Pour commencer, on t'exige une certaine quantité pour l'emplacement. Je lui ai payé 15 mille pesos pour commencer. Par la suite, j'ai payé trois milles et pic chaque mis jusqu'à ce que j'aie fini de payer en un an. Non, je n'étais pas obligée, parce que les leaders sont bien rusés; quand tu arrives, ils te disent: tu ne vas participer ni aux marches, ni aux corvées, ni aux sorties, nous allons seulement nous rendre au secrétariat de développement urbain et de logement et à l'institut national du logement. J'étais d'accord d'aller à ces institutions là. Seulement ça, rien de plus. On m'a dit que c'était bien parce que vous êtes en train de payer le terrain, nous ne pouvons pas vous obliger d'y aller. Sous ce prétexte, on nous laissa entrer. Ils savent qu'en nous laissant entrer ainsi, par la suite, ils pourront nous manoeuvrer à leur guise. Dans peu de mois, ils ont commencé par nous dire, ceux-là mêmes qui vivent ailleurs, ils ont commencé par chauffer les leaders en leur disant pourquoi ces personnes là ne participent pas et pourquoi nous, on doit participer. C'est alors qu'on a

<sup>331</sup> Viven tranquilo, incluso ellos pagan la marcha, pagan los plantones, no participan, pagan ellos y habemos personas, por ejemplo yo, tuve que ir al plantón de siete de la noche a las seis de la mañana, llegue a la casa ocho, nueve de la mañana, si pudiera pagar no iría.

<sup>332</sup> Lo que hacemos es que les ponemos un castigo, tienen que hacer doble marcha, o tiene que salir a guardias o veladas, es doble, pero tenemos que seguir adentro

commencé par nous exiger de participer. Alors nous, on a élevé la voix pour dire que nous n'allons participer ni aux marches, ni aux corvées<sup>333</sup> »

Marches, Sit-in et meetings sont organisés chacun dans un but déterminé. Chaque campement peut organiser sa propre marche ou même son propre meeting pour faire passer ses propres revendications, mais il arrive qu'ils se mettent ensemble pour la réalisation de chacune de ces actions. C'est, par exemple, le cas quand ils viennent manifester leur solidarité avec d'autres groupes en butte à des difficultés dans d'autres espaces comme, par exemple, les paysans de San Salvador Atenco lorsqu'ils se battaient pour empêcher la construction d'un aéroport sur des terres cultivables.

### **15.3.1 Manifester la solidarité avec d'autres groupes ou revendiquer la régularisation**

Les marches s'organisent pour diverses raisons : manifester de la solidarité avec des groupes d'un autre campement ou bien d'autres organisations militant pour une cause donnée. Elles se réalisent surtout au centre historique de la capitale fédérale (Zocalo). Parfois, les populations commencent à marcher à partir de la station de métro appelée Constitution 1917 située à plusieurs kilomètres de marche du centre historique. Selon cette répondante :

Oui, on commence à marcher depuis «Constitution de 1917» jusqu'au centre historique (le Zocalo), jusqu'à l'Ange de l'Indépendance, dépendamment de l'endroit où l'on nous envoie<sup>334</sup>

Pour se rendre à cette station, ils prennent un microbus ou parfois l'organisation de la marche requiert qu'ils arrivent ensemble. Dans ce cas, un bus peut être affrété. Une des répondantes ayant participé à des marches perçoit une marche ainsi

«C'est comme une manière de se faire remarquer par les moyens de communication et de nuire aux autres ou à la population en général, de faire

<sup>333</sup> En su momento cuando yo compré si estuve pagando por mensualidad, porque nos dan un tiempo para pagar, primero te piden tanta cantidad para un enganche (cuánto pagas), de enganche le di quince mil pesos y mensual fui pagando tres mil y cacho hasta terminar, en un año.No, no tenía obligación, porque los líderes son bien astutos, cuanto tú llegas dicen: tú no vas a participar ni en marchas ni en faenas, ni en salidas, solamente vamos a ir a instituciones a SEDUVI o al INVI, yo estuve de acuerdo de ir al INVI o a SEDUVI, nada más, me dijo esta bien, porque ustedes están pagando el terreno y nosotros no podemos obligarlos a que vayan, con ese pretexto nos dejaron entrar a ese terreno, porque ya estando viviendo ahí ellos podían manejarnos a su antojo, y a los pocos meses empiezan a decir los mismos que se quedaron afuera empezaron a picar a su líder, por qué aquellas personas no participan y por qué nosotros sí, fue cuando empezaron a sacarnos y fue cuando decíamos no vamos a íbamos a participar ni en marchas ni en faenas

<sup>334</sup> Si se empieza a marchar desde el metro Constitución de 1917 hasta el zócalo, al Ángel de la Independencia, dependiendo al lugar que nos manden

voir que nous avons besoin d'occuper cette route, je te donne l'exemple d'une route principale, d'une avenue<sup>335</sup> »

### 15.3.2 Sit-in (*planton*) les bureaux publics ou sur la place publique pour une durée indéterminée

Un sit-in s'organise si l'autorité ne répond pas ou ne satisfait pas la revendication pour laquelle des démarches ont été faites. Il diffère des marches en terme de temps car il peut durer des jours et même des mois. Dans ce sens, le Sit-in ne se fait pas sans une forme d'action collective appelée «resguardo», c'est-à-dire « la relève». Dans le cadre d'un Sit-in, donc, ce ne sont pas les mêmes personnes qui restent sur la place toute la durée de l'action. Certaines s'en vont pour retourner revenir ensuite, d'autres viennent remplacer ceux qui s'en vont. Les manifestants restent jour et nuit sur place en face d'un édifice public (le palais national) ou autour de la statue de «l'Ange de l'Indépendance» (el Angel). Pour ce répondant, c'est suite à des demandes restées sans réponse qu'ils décident d'organiser un sit-in.

« Si c'est nécessaire, si on ne donne pas de réponse à ce que nous exigeons du gouvernement, alors nous organisons un sit-in (*planton*). Ce Sit-in demeure jusqu'à ce que nous obtenions une réponse. Nous organisons le piquet pour un temps indéfini c'est-à-dire jusqu'à ce qu'on fasse cas de nous<sup>336</sup> »

Sonia, ayant participé à des Sit-in, affirme que c'est pour porter les gens d'en haut à les écouter que les Sit-in sont organisés. Le Sit-in est donc consécutif à une autre action collective au cours de laquelle des revendications ont été faites mais sont restées insatisfaites.

« Quand nous sommes arrivés là-bas, on reste jusqu'à ce que ceux d'en haut nous écoutent, nous reçoivent et aient une conversation avec nous. On reste jusqu'à ce que notre problème au campement soit résolu, jusqu'à ce qu'on donne une réponse à notre leader. Alors, on lève le piquet, ou bien cela dépend d'autres camarades qui étaient là aussi, parce qu'il y a beaucoup de camarades qui vont faire un piquet pour la même cause, parce qu'ils veulent la régularisation de leurs campements<sup>337</sup> »

<sup>335</sup> la marcha es una forma de darte a notar con los medios de comunicación y pasar a perjudicar a tercero, a cuartos y a quintos y a la población en general, que tiene la necesidad de ocupar esa vialidad, te pongo el ejemplo de un periférico, de una calle principal.

Un plantón, a tú no me cumples el día de hoy que te hice una marcha, pues nos quedamos en plantón los días que sean necesarios o las semanas que sean necesarios para que tu gobierno o tu dependencia de gobierno me des lo que yo te pido o lo que yo tengo necesidad, es un forma de presionar, es una marcha y un plantón

<sup>336</sup> Si es necesario y no nos dan contestación a lo que entramos al gobierno a pedir, si lo hacemos, nos plantoneamos, hasta que no nos den contestación a lo que pedimos, nos quitamos. Nos plantoneamos por tiempo indefinido, quiere decir, que hasta que no nos haga caso el gobierno, es que nos quitamos

<sup>337</sup> Cuando llegan ahí se están y hasta que el de arriba los recibe y tienen una platica y quedan que resuelvan lo de nuestro campamento y cuando el de más arriba le da una respuesta a don Gustavo se quita el plantón o depende de los

Durant le déroulement d'un Sit-in, des gens se trouvent à l'intérieur d'un espace choisi par les protestataires et d'autres dehors. Tous protestent, mais chaque groupe remplit une fonction déterminée. Ceux qui se trouvent dehors s'assurent de la vigilance et de la sécurité de ceux qui sont à l'intérieur. Cette répondante affirme que : « en terme de nombre ils sont, pour ceux qui se trouvent sur la rue, 20 à 25 plus ceux qui sont à l'intérieur. En total, disons que nous sommes comme 250 personnes<sup>338</sup> ». Comme dans l'organisation des marches, pour réaliser un Sit-in, dans les campements, les gens sont choisis dans chaque ruelle, mais ils ne vont pas tous en même temps, car il faut assurer la relève. C'est le leader qui mène le jeu.

« Nous devons y aller par rue, ils n'ont pas de nombre mais nous, on y va par ruelle. On doit y aller de la première à la dernière ruelle. Cela serait comme 30 à 40 personnes. Et le jour suivant, d'autres personnes d'autres ruelles s'en vont. On y va par ruelle<sup>339</sup> »

Selon cette répondante: « chaque membre doit se présenter sinon il aura une caution à payer ». Mais les cautions ne sont pas les mêmes dans tous les campements. Par exemple, au Campement Utla, avant, il y avait un dirigeant qui exigeait aux membres de payer une certaine quantité d'argent. Ce dirigeant a été destitué par les membres du campement après des démarches entreprises auprès des instances gouvernementales par une représentante choisie par les membres du campement. Maintenant qu'il n'y est plus et qu'il y a une autre personne qui coordonne les activités, ceux qui ne participent pas aux actions collectives sont punis différemment, affirme cette répondante.

« Ce que nous faisons, nous leur infligeons une punition: ils doivent faire une double marche où ils doivent participer à des brigades ou des veillées. C'est le double, mais nous devons continuer là-dedans »<sup>340</sup>

Selon cette répondante, on fait payer les absences partout parce qu'il y a une liste. On doit répondre présent au moment de l'appel.

« C'est pareil dans tous les campements. Si par exemple je ne me présente à une réunion demain soir, on va me charger 50 pesos de caution. Par la force ou non je dois être prêt parce qu'on va faire l'appel<sup>341</sup> »

---

otros compañeros que vayan, porque también hay muchos compañeros que van hacer un plantón por lo mismo que quieren la regularización de sus campamentos

<sup>338</sup> De afuera, nosotros que estamos sobre la calle, somos como veinte o veinticinco, más lo deadentro, somos en total como doscientos cincuenta

<sup>339</sup> Si, pero nos toca por calle, no tienen nombre todavía pero nosotros vamos por andador y por andador nos toca desde el primero hasta el último andador, que serían como unas treinta o cuarenta personas (y al otro día otro andador) si. Nos toca por andador

<sup>340</sup> Lo que hacemos es que les ponemos un castigo, tienen que hacer doble marcha, o tiene que salir a guardias o veladas, es doble, pero tenemos que seguir adentro

À Utlá, on avait l'habitude d'organiser des Sit-in pour avoir l'eau, l'électricité et le drainage. Maintenant on ne le fait plus puisque le campement est en voie de régularisation. Toutefois, on continue d'organiser des veillées à cause des matériels reçus pour la reconstruction des maisonnettes incendiées. Lopez, propriétaire d'un négoce aux alentours de deux campements affirme le contraire par rapport à l'organisation des Sit-in pour avoir l'eau et l'électricité. Les sit-in aussi, selon lui, se font davantage en faveur des politiciens que pour exiger la régularisation ou l'approvisionnement des lieux en services urbains.

«Les Sit-in relèvent plutôt de la manipulation politique, c'est ainsi que je le perçois, moi-même. Tel politicien qui voit qu'il y a quelque chose qui ne lui paraît pas bien, ou bien les choses ne fonctionnent pas comme il le voudrait: des lois ou bien des réformes qu'on est en train d'appliquer. Si cela ne lui paraît pas bien, il s'adresse à tel leader pour qu'il emmène 500 à 1000 personnes. Celui-ci les emmène puisqu'il doit les emmener. Ça fait partie du jeu, puisque les leaders sont liés au même gouvernement<sup>342</sup>»

Les opinions sont différentes car pour cette répondante du campement Salcedo, un sit-in est organisé si et seulement si des demandes faites au cours d'une marche n'ont pas été respectées par les instances publiques. Quand cela se produit, les gens vont réaliser un sit-in qui peut durer des jours et même des semaines

«Un sit-in s'organise si l'autorité ne répond pas ou ne satisfait pas la revendication pour laquelle la marche a été organisée. Nous restons en sit-in tous les jours que cela nécessite qu'on passe des semaines. Cela se fait pour le gouvernement ou ses instances me donne ce que je demande ou ce dont j'ai besoin. Une marche ou un sit-in constitue une manière de faire pression<sup>343</sup>»

C'est dans le même sens que Carmelita, dirigeante d'un des campements, abonde. Il y n'y a pas longtemps, selon elle, les membres de son campement ont organisé un Sit-in à la Place Zocalo (centre historique de Mexico). Ce Sit-in a été organisé parce que les responsables n'ont pas respecté leurs promesses.

« De même, il y a à peine 20 jours que nous avons organisé un Sit-in au Centre historique (el Zocalo). Nous y avons été parce que précisément on ne s'occupe pas de nous, parce que tous les camarades, nous devons participer à des

<sup>341</sup> Es igual en todos, si por ejemplo yo no presento a la junta de mañana en la noche a mi me cobran cincuenta pesos (usted tiene que estar) a fuerzas tengo que estar para pasar lista porque le nombrar a uno

<sup>342</sup> Los plantones son para los puestos políticos, yo así lo percibo, de que fulano de tal quiere protestar porque no le parece bien esto, no le parece a la mejor como se están llevando a cabo las leyes o cambiando las reformas a las leyes, que si no le parece llaman a fulano de tal, al líder y que él traiga quinientas gentes o mil gentes y él los trae, porque los tiene que traer. Parte de eso, es que los mismos líderes están coludidos con el gobierno, de alguna manera es así

<sup>343</sup> Un plantón, a tú no me cumples el día de hoy que te hice una marcha, pues nos quedamos en plantón los días que sean necesarios o las semanas que sean necesarios para que tu gobierno o tu dependencia de gobierno me des lo que yo te pido o lo que yo tengo necesidad, es un forma de presionar, es una marcha y un plantón

rassemblements. Il y a un groupe qui s'est formé et qui a appuyé la réalisation du Sit-in au Centre Historique. L'objectif est qu'on s'occupe de nous pour ce qui est de la régularisation, parce qu'on ne nous prend pas en compte. Le plus important pour nous c'est la régularisation, l'électrification, parce que nous ici, on accède au courant électrique en nous connectant à un poteau, et en vérité on ne nous donne pas d'électricité. On en fait pas cas de nous<sup>344</sup> »

Par rapport à la durée de cette action au «Zocalo», elle enchaîne :

«Le Sit-in, il n'est pas d'un jour, il est de quatre jours, ils sont ainsi, les Sit-in, s'ils ne nous répondent pas positivement en un jour il reste des gens, mais on fait de la relève, un autre groupe vient remplacer celui qui était là avant au cours de la nuit<sup>345</sup>»

Si le Sit-in est organisé devant des institutions publiques pour des revendications spécifiques aux campements, les manifestations publiques dans les rues de la capitale fédérale se font généralement sur appel à la solidarité de la part d'une autre organisation ou bien pour appuyer un dirigeant politique sous ordre de leur leader.

### 15.3.3 Devant des bureaux publics ou à la place Zocalo

En vue de la régularisation des campements ou pour y ramener des services, au lieu d'organiser des Sit-in ou des marches, les gens se présentent plutôt à certaines institutions pour présenter leurs demandes. Ils vont en groupe. Quand ils arrivent, le leader prend avec lui quelques membres pour présenter les demandes des gens. Mais, dit ce répondant, il n'y a pas de Sit-in qui se fait pour exiger la satisfaction de besoins.

« Je ne sais pas où se trouvent les institutions, alors, on y va comme ça, parce que cette institution nous écouterait, nous allons leur exposer nos besoins, peut-être dans certaines institutions on dira: vous savez, nous voulons l'électricité, le drainage et l'eau. Nous devons y aller, mais pas pour des sit-in. Aux institutions, les gens s'en vont pour faire des demandes qui correspondent à leurs besoins, pour qu'on fasse cas d'eux et qu'on voit qu'il y a un groupe de gens qui ont

<sup>344</sup> Lo mismo, porque tuvimos una hace apenas como veinte días que hubo un plantón allá en el zócalo, fuimos porque precisamente no nos hacían o no nos hacen caso, y fuimos porque todos los compañeros, un grupo que se inició del delegado que tenemos que ir a juntas y él nos apoyó para hacer un plantón en el zócalo para que nos hagan caso de la regularización porque no nos están tomando en cuenta, es lo importante la regularización y la electrificación, porque nosotros estamos colgados de un poste, y la verdad no nos abastece la luz, no nos hacen caso si se da cuenta, ahorita tenemos una reunión el próximo lunes y haber que solución nos dan

<sup>345</sup> El plantón no es de un día, el plantón era de cuatro días, así son los plantones, si no le dan solución en un día se queda la gente, pero se resguarda, va otro grupo del que no fue, en la noche

besoin de cela. C'est parce qu'ils ont des besoins qu'ils sont là. Mais cela n'a rien à voir avec les Sit-in<sup>346</sup>»

Selon le dirigeant de Salcedo, on organise un meeting parce qu'on a des revendications à faire passer. Dans ce sens, toutes les organisations peuvent se joindre pour le faire, mais chacun a son discours. Donc, même si les campements font face aux mêmes problèmes, il arrive qu'au moment du meeting, chaque campement présente ses demandes séparément.

« Un meeting est organisé par nous-mêmes, par chacune des organisations. Et quand on organise un meeting, va, si tu fais partie d'une organisation, tu apportes tes demandes, j'apporte les miennes, l'autre apporte les siennes, mais nous luttons ensemble. Au cours d'un meeting, chacun a son discours, par exemple, je viens exiger qu'on me construise des logements pour mes pauvres. Durant plusieurs années je suis venu me battre, mais on ne m'a pas répondu aux demandes. Le gouvernement nous a trompé, il nous a promis mais n'a jamais respecté ses promesses; aujourd'hui, nous avons besoin qu'il accomplisse ses promesses, s'il ne le fait pas, nous allons déclencher une mobilisation tellement grande où nous ferons un meeting, et nous n'allons pas partir tant qu'il ne nous donne pas satisfaction<sup>347</sup> »

Du côté du leader du campement «*las Palmas*», les meetings sont organisés pour faire pression sur les autorités gouvernementales afin qu'elles répondent aux demandes de la population. Ces rencontres ont pour finalité d'informer les dirigeants de la situation de la population. Les meetings concernent particulièrement l'eau, l'électricité, le drainage, entre autres services urbains qui doivent être accordés officiellement à la population. D'autres actions collectives visent à créer le bien commun, par exemple, une école pour ces enfants refusés dans des écoles régulières parce qu'ils ne possèdent pas de certificat de naissance.

#### **15.3.4 Construire une petite école dans un campement, avoir des enseignants publics**

<sup>346</sup> No sé a dónde están las dependencias, entonces si vamos porque esa dependencia nos va a escuchar y vamos a plantearles cuáles son las necesidades, a la mejor en algunas dependencias, sabes que quiero luz, quiero drenaje, quiero agua, etcétera, tienen que ir pero no a plantones, van a las dependencias para hacer las solicitudes correspondientes para que ellos les hagan caso y vean que hay un grupo de gente que si lo necesita y por que lo necesita esta allá, pero eso no tiene nada que ver con los plantones,.

<sup>347</sup> un mitin se organiza por nosotros mismos, por cada una de las organizaciones. Y cuando se hace un mitin, vaya si tú eres de una organización y yo soy de otra, aquel es de otra organización, tú llevas tus demandas, yo llevo las mías, aquel lleva las suyas, pero todos peleamos. En el mitin cada uno da su discurso, por ejemplo, yo vengo a exigir que me den viviendas para mis pobres que durante varios años he venido a luchar y a mi no me han respondido las demandas que les he pedido, el gobierno nos ha fallado, nos ha prometido y nunca nos ha cumplido, hoy necesitamos que nos cumpla, porque si no nos cumple nosotros mismos haremos una movilización tan grande donde llegaremos a un plantón y donde no nos vamos a quitar hasta que no nos den una solución por las demandas que les estado pidiendo durante muchos años.



Les populations ne réalisent pas seulement des corvées, des veillées, des marches ou des sit-in. Outre ces actions collectives, elles mettent sur pied des commissions qui ont pour mission travailler sur des thèmes tels que l'éducation, les finances etc. Cela se fait conjointement avec les militants du Front. C'est ainsi que dans le campement Salcedo deux commissions ont été formées dont l'une sur l'éducation et l'autre sur les finances, affirme Angelica, une résidente du campement. Chaque commission était composée d'environ 20 personnes.

« Moi, j'étais membre d'une de ces commissions. Je faisais partie de la commission d'éducation. C'est ainsi qu'on a eu la petite école. Je faisais les démarches avec une autre personne. On est allé à Chapultepec auprès du conseil national d'assistance à l'éducation (Consejo nacional de fomento educativo - CONAFE) en vue d'obtenir cette école<sup>348</sup>. Il y a des gens, par exemple, j'ai des enfants et je n'ai pas d'endroit où les envoyer. Alors, je dois bouger avec les personnes pour qu'elles m'accompagnent, pour aller prendre la parole on doit envoyer ses enfants à cette école : ce sont des représentants de chaque campement qui forment la commission d'éducation<sup>349</sup> ».

La petite école se trouve à Salcedo, néanmoins, beaucoup d'enfants d'autres campements la fréquentent. Elle est surtout l'oeuvre des femmes qui ont organisé bien des corvées pour construire le local, situé dans un cadre exigu au pied d'un poteau électrique. Elle est constituée de deux salles de classe et fonctionne deux fois par jour pour recevoir deux groupes d'enfants. La motivation pour mettre en place cette petite école est due au fait que la majorité des enfants ne disposent pas d'acte de naissance. En tant que tel, on leur refuse l'accès aux écoles normales régulières reconnues par l'État. C'est ainsi que les gens ont décidé de se mobiliser pour avoir une institution qui accueille les petits. Outre la mobilisation à travers des marches et des meetings, les parents, particulièrement les mères, par le truchement de la coordonnatrice de l'association Techula, ont eu recours à des réseaux au sein de l'administration publique. La coordonnatrice de cette association, pour avoir travaillé pendant plusieurs années dans l'administration publique, a utilisé ses contacts dans une institution pour faire aboutir des démarches. Rosa explique comment cela s'est passé

«En février, il y a eu un programme de pré-inscription, cela permet au gouvernement de savoir combien d'enseignants vont être affectés à chaque école et planifier le cycle scolaire suivant. Nous avons obtenu qu'ils nous donnent la pré-inscription des enfants sans acte de naissance. Ceci, nous le gérons au niveau de la Direction Générale de Services Éducatifs (DGSI pour son sigle en espagnol) à Iztapalapa. Ainsi, nous avons pu obtenir la pré-inscription tant au

<sup>348</sup> Por cada comisión (veinte personas por cada comisión). Como por ejemplo, yo estaba metida en esa comisión, yo era comisión de educación, por eso esta la escuelita porque anduve yo y la licenciada Isabel Reyna allá por un lado de Chapultepec, CONAFE, por allá anduvimos nosotros.

<sup>349</sup> Hay personas, por ejemplo, yo tengo hijos y no tengo lugar de escuela, yo tengo que moverme con las personas para que me acompañen, para ir a hablar a donde se tiene que ir para la escuela

préscolaire qu'en primaire pour tous les enfants qui avaient l'âge d'être intégrés aux groupes réguliers. Nous parlons de tous les enfants qui auraient entre 4 et 5 ans à partir du premier septembre et qui sont susceptibles d'être inscrits au préscolaire dans ce centre éducatif. Les enfants qui avaient entre 6 à 8 ans accomplis à partir de septembre pourraient être intégrés aux groupes de primaire de régulier. Nous, parlons des écoles telles que « République d'Égypte » et « la Nouvelle semence », entre autres<sup>350</sup>.

Des militants travaillant dans les campements se sont rendu compte que ce qui manque par rapport à l'éducation des enfants n'était pas seulement une place dans une école régulière mais plutôt une école car dans des salles de classe, il y avait plus de 50 élèves. Alors, il s'est formé des groupes appelés « comités d'unité de voisinage » dont la mission a été de faire les démarches nécessaires pour implanter une nouvelle école dans les campements. C'est ainsi que des démarches ont été entreprises auprès de la Secrétairerie d'État à l'Éducation publique (SEP pour son sigle en espagnol) afin d'avoir une nouvelle école dans les territoires occupés. La demande a été adressée par le Comité d'Unité de voisinage fonctionnant dans les campements ; elle a été rejetée par la SEP. Finalement, la commission est parvenue à un accord avec le Conseil national d'assistance éducative (CONAPO, pour son sigle en espagnol). Conformément à cet accord, les salles de classe seraient construites par la population elle-même et le CONAPO donnerait sa propre contribution conformément à sa charte. Selon Rosa

«La salle de classe a été construite par la Communauté elle-même. Le CONAFE fonctionne ainsi: la Communauté s'engage à fournir les salles de classe et CONAFE fournit les services éducatifs. Aux enseignants, il leur donne du matériel didactique, mais, il doit y avoir un grand engagement de la Communauté pour que l'école fonctionne. Cela permet que les enfants aient une éducation et présente un avantage pour le CONAFE. CONAFE ne demande pas de quotes-parts aux enfants, il ne leur exige pas l'uniforme et non plus il ne leur exige pas l'acte de naissance, les enfants peuvent être intégrés là sans acte de naissance<sup>351</sup>»

La prise en charge par le CONAFE d'une école située en milieu urbain, dit Rosa, s'avère absurde parce que le CONAFE n'est pas fait pour s'occuper des écoles en

<sup>350</sup> en febrero hay un programa de preinscripción, eso le permite al gobierno saber cuántos maestros va a destinar a cada escuela y planear el siguiente ciclo escolar. Logramos que nos dieran la preinscripción de los niños sin acta de nacimiento, esto lo gestionamos en la Dirección General de Servicios Educativos en Iztapalapa, y la DSGI es aparte de lo que se llama el SAID nos dio la preinscripción tanto preescolar como a primaria de todos los niños que estaban en la edad para ser incorporados a los grupos regulares, estamos hablando de todos los niños que tuvieran entre 4 y 5 años al primero de septiembre pudieran ser inscritos a preescolar en aquel centro educativo, los niños que tenían de 6 a 8 años cumplidos al primero de septiembre pudieran ser incorporados a los grupos de primaria regular, estamos hablando de que podían ser inscritos en la Árabe de Egipto, la Nueva Creación o la que pasamos que era de Santos Valdés

<sup>351</sup> El aula fue construida por la propia comunidad. El CONAFE funciona así, el CONAFE funciona en instalaciones de la comunidad, la comunidad se compromete a proporcionar las aulas y el CONAFE proporciona los servicios educativos, o sea los maestros, les da material didáctico, pero tiene que haber un gran compromiso de la comunidad para que la escuela funcione, eso permite que los niños tengan educación y tiene una ventaja el CONAFE. CONAFE no les pide cuotas a los niños, no les exige el uniforme y tampoco les exige el acta de nacimiento, los niños pueden ser incorporados acá sin acta de nacimiento

milieu urbain. Ceci relève plutôt de la responsabilité de la SEP. Mais comme cette institution a rejeté la demande du comité d'unité de voisinage, le CONAFE a dû se mettre de la partie. Cette école a été construite par les femmes, car il manque d'hommes, dit Angélica.

À l'école, on s'est joint parfois pour faire le nettoyage, pour travailler parce qu'il n'y a pas d'hommes. Nous accomplissons nous-mêmes ces tâches et nous posons les briques<sup>352</sup>

Les femmes semblent accorder une grande importance à l'éducation de leurs enfants. Ce sont elles qui les emmènent à l'école et qui vont les ramener à la maison après les classes. Pour qu'il y ait cette petite école, ce sont encore elles qui ont été faire des démarches, organiser des manifestations afin de trouver des professeurs pour dispenser des cours à leurs petits. Rosa décrit cet intérêt en ces termes :

« Parce que probablement la plus grande préoccupation de la femme est l'éducation de ses enfants. C'est peut-être ça. Nous avons fait des tables de travail autour de cette question, le jour international de la femme. Nous avons organisé différentes tables de travail avec des propositions thématiques faites par les femmes elles-mêmes, et au moment même qu'elles s'inscrivaient aux tables de travail toutes les dames se déclaraient en faveur de l'éducation de leurs enfants. Cela signifie que la plus grande préoccupation de la femme est l'éducation de ses enfants. La femme ne travaille pas, n'a pas une activité dehors, son activité est la maison, les soins des enfants, et elles veulent que leurs enfants dépassent les conditions de pauvreté et de marginalisation qu'elles ont connues, et elles trouvent une stratégie pour obtenir cela et elles la voient dans la question éducative<sup>353</sup>»

Pour assurer la sécurité des vies et des biens, pour réaliser des travaux communautaires, pour demander de l'eau, de l'électricité et des matériaux de construction, pour manifester leur solidarité avec d'autres groupes, les résidents des campements organisent des actions collectives.

---

<sup>352</sup> En la escuela nos juntamos a veces a hacer limpieza, a trabajar, sino hay hombres los hacemos nosotros mismos y pegamos tabique

<sup>353</sup> Porque tal vez la mayor preocupación de la mujer es la educación de los hijos, tal vez es ese. Nosotros hicimos mesas de trabajo entorno al día internacional de la mujer, hacíamos diferentes mesas de trabajo con temáticas propuestas por las propias señoras y a la hora de que se inscribían a las mesas de trabajo las señoras todas querían estar en educación de los hijos, quiere decir que la mayor preocupación de la mujer es la educación de los hijos. La mujer no trabaja, no tiene una actividad fuera, su actividad es el hogar, el cuidado de los hijos y ellas quieren que sus hijos superen las condiciones de pobreza y marginación de ellas y ven una estrategia para lograr eso y lo ven en la cuestión educativa

## Conclusions

Dans ce chapitre, j'ai décrit la façon dont les leaders procèdent pour occuper un terrain. L'opération se déroule en deux étapes. D'abord, les leaders identifient les propriétés. Ils peuvent le cas échéant faire une première occupation au cours de laquelle ils se partagent le territoire divisé en autant de parties qu'il y ait de leaders. Ensuite, ils amènent des gens recrutés au sein des populations démunies pour procéder à l'occupation proprement dite. À partir de là commencent les premières formes d'action collective des gens établis dans ces territoires. Je les ai réparties en deux catégories : les actions collectives se déroulant dans les campements et celles qui ont lieu ailleurs.

Des actions collectives réalisées dans les campements, j'ai expliqué la façon dont les gens procèdent pour assurer la sécurité des territoires eux-mêmes, celle de leur vie et de ce qu'ils ont comme bien. C'est dans ce sens que des corvées (*faenas*) et des veillées (*veladas*) sont organisés. Ces deux types d'action ne réunissent pas beaucoup de gens et sont organisés respectivement dans chaque campement. Par contre une troisième forme d'action est réalisée, qui elle, réunit tous les leaders des campements : ce sont les assemblées publiques où les informations sont communiquées à la population et où les décisions se prennent pour organiser d'autres actions, entre autres des marches, des meetings et des sit-in hors des territoires.

Chacune de ces actions est organisée dans un but spécifique. Par exemple, les meetings sont organisés pour délivrer des messages au gouvernement ou bien pour participer à un rassemblement organisé en faveur d'un fonctionnaire public ou d'un politicien quelconque. Quant au Sit-in, il a lieu quand les demandes faites par les populations ne sont pas prises en considération ou bien quand des promesses faites par des autorités ou des institutions publiques ne sont pas tenues. Les gens peuvent passer plusieurs jours, plantés au Zocalo, au cours d'un sit-in. Les marches, ou bien les manifestations publiques peuvent être organisées dans le même but que des meetings, mais généralement les marches sont organisées pour manifester de la solidarité avec d'autres groupes ou d'autres organisations dans d'autres secteurs. Les leaders des campements sont critiqués par certaines personnes interviewées quant à l'utilisation qu'ils font des actions collectives en obligeant des gens à payer une caution à cause de leur absence quelconque à une action collective ou à une réunion réalisée. Mais d'autres personnes parlent plutôt en des thèmes élogieux à l'égard de ces leaders. La

participation des femmes à ces actions collectives se révèle très importante. Elles ont réalisé différentes actions pour créer une petite école à l'intention de leurs enfants refusés dans les écoles régulières parce qu'ils ne disposent pas de certificat de naissance.

J'ai démontré enfin que ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une société dynamique où différents secteurs, entre autres des indigènes (des autochtones), des paysans, des organisations de la société civiles, notamment des ONG organisent des manifestations publiques à Mexico et dans d'autres États de la fédération mexicaine pour faire passer leurs revendications et obliger les gouvernants à négocier avec eux.

## CHAPITRE 16. *REGULARIZACION* ET RECONNAISSANCE

Participer à l'occupation d'un terrain conduite par un leader, organiser des veillées pour défendre ce terrain et protéger les vies et les biens, faire la corvée pour exécuter des travaux communautaires, organiser des rencontres pour discuter des actions à entreprendre sont, entre autres, quelques activités entreprises dès le début de l'installation des populations sur des territoires occupés. D'autres actions sont menées par la suite soit pour accéder à des services de base, entre autres, l'eau et l'électricité, soit pour obtenir des matériaux de la part des autorités gouvernementales après un incendie.

Tel qu'analysé auparavant, les occupants des terrains semblent être originaires pour la majorité de Michoacán. Selon quelques personnes interviewées, la plupart d'entre eux étaient déjà établis à Mexico avant de participer à l'occupation de ces terrains. En soi, l'occupation hors normes de ces territoires pose à la fois un problème de légitimité et de reconnaissance. Au plan de la légitimité, les populations sont considérées par les autorités comme étant des hors-la-loi puisqu'elles ont envahi de manière irrégulière des terrains qui appartiennent à l'État. Ces gens sont reconnus comme étant des «paracaidistas» (des parachutistes) des gens qui débarquent à l'aube sur un terrain et qui érigent avant le lever du soleil leurs tentes comme signe d'appropriation de cet espace. Ils doivent se faire reconnaître par la suite comme les propriétaires de ces terrains. Dans ce chapitre, j'analyse les stratégies de reconnaissance menées par ces populations auprès des instances publiques. Étant donné qu'elles sont conduites par des leaders, j'analyse également le processus de reconnaissance d'un leader en tant que tel, c'est-à-dire, les relations entre les leaders et la population ainsi que les rapports certains leaders. Bref, la reconnaissance est analysée sous trois aspects spécifiques : les stratégies des populations des campements pour obtenir des services réguliers, la reconnaissance des populations par les autorités gouvernementales et la reconnaissance des associations de citoyens travaillant dans ces milieux ainsi que les rapports des politiciens avec ces milieux. Ceci permet d'analyser également la reconnaissance de la part de la population de l'État et des politiciens eux-mêmes, car il n'est pas donné seulement à l'État et aux politiciens de reconnaître.

## 16.1 Des étrangers dans leur propre pays

En arrivant au quartier général du campement Salcedo où la coordonnatrice de Techula accueillait des usagers de son association, j'ai remarqué plusieurs femmes qui allaient et revenaient au quartier général du campement où l'on enregistrait les naissances. La plupart emmenaient leurs enfants à l'école, d'autres avaient des enfants dans les bras. Elles se sont présentées en vue de remplir des formalités pour obtenir un certificat de naissance pour leurs enfants. Rarement elles étaient accompagnées du père de leurs petits. Dans certains cas, ces femmes ne possédaient pas non plus de certificat de naissance. Ainsi, il leur est difficile, voire impossible de faire la déclaration de naissance de leurs enfants. Il ne suffit pas de posséder un certificat de naissance; il faut avoir également une preuve de résidence. Or le fait de se résider dans des campements implique qu'on est sans adresse, sans coordonnées, les territoires n'étant pas reconnus par l'État. Selon Rosa, ces gens sont des sans-papiers, des étrangers dans leur propre pays du fait même qu'ils ne possèdent pas de certificat de naissance.

«Bien qu'ils vivent au Mexique, ils sont des sans-papiers dans leur propre pays, ils présentent la même problématique. Ils sont comme des prisonniers, comme peuvent l'être les immigrants sans papiers des États-Unis, y compris ici, à un moment donné, avec plus de problèmes, parce qu'aux États-Unis il y a une politique duelle, parce qu'il y a un besoin des immigrants. Ici, ce n'est pas qu'on n'en ait pas besoin: on a besoin des maçons, mais il y a tellement de gens, la ville n'a pas la capacité de les absorber. À cause de cela, on les trouve dans les carrefours, les avenues en train de nettoyer les pare-brises des voitures. Beaucoup de ceux qui sont ici et qui s'emploient sont nettoyeurs de pare-brises de voiture<sup>354</sup>»

Être des sans-papiers signifie bien qu'ils ne possèdent pas d'acte de naissance, qu'ils n'ont pas de certificat d'études et qu'ils n'ont pas fait, entre autres, leur service militaire, ajoute la répondante. Ce sont pour la plupart des indigènes qui viennent de la campagne ou d'autres quartiers pauvres de la capitale fédérale Mexicaine. L'absence de ce certificat de naissance a des racines culturelles particulièrement pour les femmes qui constituent vraisemblablement la majeure partie de la population vivant dans ces

---

<sup>354</sup> Aunque viven en México son indocumentados en su propio país, presentan esa misma problemática. por eso son presos igual que lo que pueden ser presos los inmigrantes indocumentados de Estados Unidos, incluso en un momento dado aquí con más problemas, porque en Estados Unidos finalmente hay una política dual porque necesitan a los inmigrantes, acá no es que los necesites, necesitas a los albañiles pero tanta cantidad de gente, la ciudad no tiene capacidad para absolverlos, por eso están en los cruceros, están limpiando parabrisas, muchos de los que están aquí y se emplean como limpiadores de parabrisas

territoires. Selon Renata, traditionnellement les parents dans la paysannerie au Mexique, n'accordent pas d'importance au fait de déclarer la naissance de leur progéniture si celle-ci est une fille :

« Regarde, avant dans les villages, pour les femmes, ce n'était pas important le certificat de naissance, parce qu'elles sont des femmes, parce qu'elles vont se marier et donner naissance à des enfants, parce que ce n'était pas important, parce simplement être femme ne voulait rien dire, alors elles n'étaient pas enregistrées. Les parents n'enregistraient pas particulièrement leurs enfants si c'étaient des filles. Si c'était un garçon, oui, parce qu'il doit prendre soin de sa famille. Alors, quand elles arrivent à la capitale, elles rencontrent le monstre. Voyons, tu veux du travail? J'ai besoin de ton acte de naissance et de tes relevés de notes. Tu n'en as pas? Alors il n'y a pas de travail pour toi. Dans ce cas, il n'y a rien à faire, on va dans la rue à laver les pare-brises des voitures, à demander l'aumône, à vendre n'importe quoi<sup>355</sup> »

La non disposition des papiers d'identité et de formation peut être un facteur d'exclusion et de marginalisation. En d'autres termes, la non reconnaissance constitue un handicap majeur susceptible d'empêcher l'intégration des gens à la dynamique urbaine. Ceci a des conséquences aussi pour les enfants nés dans ces espaces et de ces catégories de personnes. Pour une fille sans certificat de naissance, quand elle devient adulte, si elle donne naissance à ses enfants, il sera difficile de les faire enregistrer, ne disposant pas d'acte de naissance, elle-même. Cette répondante venant de la paysannerie affirme :

« Comme dans mon cas je ne suis pas enregistrée, je n'ai pas d'acte de naissance. Mon papa ne voulait pas m'enregistrer parce que lui non plus, il n'avait pas de papier; ma mère était celle qui venait pour régler la question des papiers et maintenant elle est venue ici pour m'enregistrer, pour que je puisse enregistrer mes enfants<sup>356</sup> »

Parfois, les pères eux-mêmes ne possèdent pas cet acte, il devient encore plus difficile de faire enregistrer une naissance. Outre ces difficultés, il importe de signaler que généralement les enfants naissent à la maison et non à l'hôpital ; ainsi ils ne sont pas enregistrés à la naissance. Parfois même ceux qui possèdent un acte de naissance risquent de le perdre par le fait de vivre dans des bidonvilles où les risques d'incendie sont élevés. Dans ce sens, beaucoup de gens nés ou vivant dans les campements ne sont pas reconnus. Mais le leader d'un campement peut aussi avoir une responsabilité du fait

<sup>355</sup> Mira, antes en los pueblos a las mujeres no era importante el registro de nacimiento porque eran mujeres, porque se iba a casar y atender hijos, porque no importaba, porque simplemente el ser mujer no valía nada como mujer, entonces no registran. Los padres no registraban principalmente a las mujeres, si era barón si, porque él va a mantener se supone, entonces ellos se vienen de sus pueblos a México y se encuentran el monstruo, ¿Haber quieres un trabajo? Necesito tu documentación acta de nacimiento, constancia de estudios, ¿no lo hay? Pues, entonces no hay trabajo, ni modo te vas a la calle, te vas de limpia parabrisas, pidiendo limosna, vendiendo cualquier cosa

<sup>356</sup> Como en mi caso, yo no estoy registrada (por qué no estas registrada). Mi papá no me quería registrar porque no tenía sus papeles, mi mamá era la que estaba viendo lo de los papeles y ahorita ella viene para acá para poderme registrar, para yo poder registrar a mis hijos



que des enfants nés dans le campement ne possèdent pas d'acte de naissance. Tout passe par lui, étant donné que les résidents ne possèdent pas de preuve de résidence ou d'autres pièces qui pourraient attester de leur identité. Selon Martina :

« Le dirigeant, comme c'est lui qui est à la direction du campement, il sait quoi faire, il doit me donner un document qui atteste que je vis ici, oui, il le fait, mais il exige que je lui paie. Je vis ici, j'ai besoin d'enregistrer mon enfant pour qu'il soit un citoyen de plus, j'ai besoin, toi, dirigeant que tu me donnes une attestation de résidence. Le dirigeant me répond, il coûte tant, si tu veux, tu peux faire les démarches toi-même ou je fais les démarches pour toi, mais il te coûtera tant<sup>357</sup> »

Yolanda explique que son fils de quatorze ans n'a pas pu se rendre à l'école ni recevoir certains services hospitaliers, parce qu'on exigeait l'acte de naissance pour l'inscription à l'école et pour avoir un dossier à l'hôpital.

« En ces temps là, je n'ai pas pu l'inscrire jusqu'à ce qu'on lui ait donné les services ici. C'est ainsi que je l'ai inscrit ici. Dans ces temps là, je ne pouvais pas l'inscrire à l'école, parce qu'on me demandait son acte de naissance<sup>358</sup> »

Le déni de reconnaissance entraîné par l'absence de certificat de naissance peut être non seulement un facteur de marginalisation, mais contribue aussi à la reproduction de la marginalité, étant donné que les enfants nés dans ces lieux ne sont pas reconnus. Ils donneront naissance à leur tour à de nouvelles générations qui vivront, si rien ne change, les mêmes conditions que leurs parents. La méconnaissance ou le déni de reconnaissance de ces populations ne commence pas avec leur établissement dans les campements. Dans la paysannerie, beaucoup d'entre ne possédaient pas de certificat de naissance, surtout les filles. En tant que tels, ils n'étaient pas juridiquement reconnus, puisque cela empêchait d'avoir d'autres pièces d'identité comme un passeport ou la carte d'électeur. Cela ne les gênait pas trop puisqu'à la campagne, il n'y avait pas beaucoup d'exigences pour que quelqu'un utilise son certificat de naissance. Mais arrivé en ville, c'est tout le contraire : il faut l'acte de naissance pour déclarer la naissance de son enfant, pour s'inscrire à l'école, pour avoir un passeport si on doit voyager, et dans certains cas même pour avoir une autre pièce d'identité. Ainsi ceux qui ne possèdent pas leur acte de naissance, qui ne disposent pas d'une preuve de résidence, qui n'ont pas fait d'études ou qui ne peuvent pas donner la preuve qu'ils ont fait un certain niveau d'études sont acculés à entreprendre des activités marginales pour subsister. Pour sortir

<sup>357</sup> el dirigente, él como esta al frente del predio y él por saber como esta el trámite, me tiene que dar un documento que conste que sí vivo aquí, si lo hace, pero cobra. Yo vivo ahí, tengo la necesidad de registrar a mi niño para que sea un ciudadano más, necesito, tú dirigente que me des un comprobante de residencia, te cuesta tanto, quieres lo puedes ir a tramitar o yo te lo tramito pero te cuesta tanto

<sup>358</sup> No en ese tiempo no lo pude escribir hasta que dieron servicio aquí, fue la manera que yo lo apunte aquí. En ese tiempo no lo pude meter, por lo mismo, que me pedían su acta de nacimiento

de cette situation, il faut entreprendre des démarches à la fois individuelles et collectives auprès des institutions placées à cet effet. Mais collectivement méconnues par l'État à cause de leur action « illégale » d'occupation, ces populations peuvent difficilement entreprendre des démarches individuelles sans la médiation du leader, le seul reconnu par les instances publiques comme chef d'un campement donné.

## 16. 2 Pour se faire reconnaître

La reconnaissance pour les personnes interviewées dans les campements signifie « *regularizacion/escrituracion* » dans son sens collectif ou familial. D'une part, c'est la reconnaissance par l'État Mexicain des terrains irrégulièrement occupés par les populations comme faisant partie des entités territoriales de l'espace urbain de la Capitale fédérale. D'autre part, en lien avec la première forme de reconnaissance, il s'agit d'octroyer à chaque famille possédant un emplacement, un titre de propriété de son emplacement et de sa construction. Carmelita du campement Utlá explique ce que c'est la « *regularización* »

« La « *regularización* » signifie avoir le titre de propriété du terrain (*la escritura del terreno*). Si vous avez un terrain de 120 mètres, dans le titre de propriété, il sera spécifié que vous êtes le propriétaire, il porte votre nom, la part de terrain que vous possédez. Si vous voulez, vous pouvez le vendre. Bien sûr, avec le titre de propriété, vous pouvez faire ce que vous voulez »

Mais la régularisation ne concerne pas seulement les emplacements où se construisent les maisons. Le campement dans son ensemble doit être pris en compte par les autorités publiques. Au campement, San Salvador, selon la dirigeante interviewée, le processus de régularisation est bien avancé. Beaucoup de familles ont déjà reçu leur titre de propriété, et les institutions publiques concernées sont en train d'installer des services tels que l'eau et l'électricité, tout en travaillant dans les infrastructures.

« Une partie, en termes de services, oui. Le mot régularisation nous l'associons avec des actes c'est-à-dire l'obtention du titre de propriété, Ils sont déjà régularisés certains endroits bénéficiant des services, Ils sont bien organisés et régularisés dans tout ce concerne. Les gens possèdent la documentation qui leur donne le droit de propriété de leur emplacement. Chaque ménage est en train de recevoir des titres de propriété de son domaine. Le gouvernement est impliqué dans ce processus en offrant des possibilités pour que les propriétaires des maisons obtiennent leur titre de propriété<sup>359</sup> »

<sup>359</sup> Una parte, en servicios sí, la palabra regularización la asociamos con escrituración, a veces nos quedamos intermedias porque lo asociamos con escrituración. Ellos ya están regularizados en servicios, están bien organizados y regularizados en todo lo que lleva servicios, en documentación que acredita las propiedades de cada uno de ellos esta en proceso de recibir escrituración, en ese proceso están, también ahí esta presente la autoridad que es el

Dans le chapitre précédent, sont présentées différentes formes d'action collective menées par les populations pour avoir accès à des services urbains, entre autres, l'électricité, le drainage et l'eau. Outre ces actions, des gens conjuguent leurs forces pour mettre en place une institution scolaire qui doit accueillir leurs enfants qui ne disposent pas de certificat de naissance.

### **16.3 Construire une petite école à Salcedo, avoir des enseignants publics**

Construire des écoles dans les territoires irrégulièrement occupés participe de la stratégie des populations pour présenter leurs enfants comme ayant droit à une place à l'école, à la formation et à un enseignant. Cette stratégie est en lien avec celle qui consiste à obtenir des certificats de naissance pour leurs enfants. Dans ce sens, elles ne réalisent pas seulement des corvées, des veillées, des marches ou des sit-in, elles ont formé des commissions qui ont pour mission travailler sur des thèmes tels que l'éducation, les finances etc. Cela se fait conjointement avec les militants du Front. C'est ainsi que dans le campement Salcedo deux commissions ont été formées, dont l'une sur l'éducation et l'autre sur les finances, affirme Angelica, une résidente du campement. Chaque commission était composée d'environ 20 personnes.

La petite école se trouve à Salcedo, néanmoins, beaucoup d'enfants d'autres campements la fréquentent. Elle est surtout l'oeuvre des femmes qui ont organisé plusieurs corvées pour construire le local qui est situé dans un cadre exigu au pied d'un poteau électrique. Elle comporte deux salles de classe et fonctionne deux fois par jour pour accueillir deux groupes d'enfants. La motivation pour mettre en place cette petite école est due au fait que la majorité des enfants ne disposent pas d'acte de naissance. En tant que tel, on leur refuse l'accès aux écoles normales régulières reconnues par l'État. C'est ainsi que les gens ont décidé de se mobiliser pour avoir une institution qui accueille les petits. Outre la mobilisation à travers des marches et des meetings, les parents, particulièrement les mères, par le truchement de la coordonnatrice de l'association Techula, ont eu recours à des réseaux au sein de l'administration publique. La coordonnatrice de cette association, pour avoir travaillé pendant plusieurs années dans l'administration publique, a utilisé ses contacts dans une institution pour faire aboutir des démarches. Rosa explique comment cela s'est passé

---

gobierno que esta dando las facilidades para que sean beneficiados en adquirir sus escrituras basados en un pago correspondiente, se paga el título.

«En février, il y a eu un programme de pré-inscription, cela permet au gouvernement de savoir combien d'enseignants vont être affectés à chaque école et planifier le cycle scolaire suivant. Nous avons obtenu qu'ils nous donnent la pré-inscription des enfants sans acte de naissance. Ceci, nous le gérons au niveau de la Direction Générale de Services Éducatifs (DGSI pour son sigle en espagnol) à Iztapalapa. Ainsi, nous avons pu obtenir la pré-inscription tant au préscolaire qu'en primaire pour tous les enfants qui avaient l'âge d'être intégrés aux groupes réguliers. Nous parlons de tous les enfants qui auraient entre 4 et 5 ans à partir du premier septembre et qui sont susceptibles d'être inscrits au préscolaire dans ce centre éducatif. Les enfants qui avaient entre 6 à 8 ans accomplis à partir de septembre pourraient être intégrés aux groupes de primaire de régulier. Nous, parlons des écoles telles que « République d'Égypte » et « la Nouvelle semence », entre autres<sup>360</sup>.

Des militants travaillant dans les campements se sont rendu compte que ce qui manque par rapport à l'éducation des enfants n'était pas seulement une place dans une école régulière mais plutôt une école, car dans des salles de classe, il y avait plus de 50 élèves. Alors, il s'est formé des groupes appelés « comités d'unité de voisinage » dont la mission a été de faire les démarches nécessaires pour implanter une nouvelle école dans les campements. C'est ainsi que des démarches ont été entreprises auprès du Secrétariat d'État à l'Éducation publique (SEP, pour son sigle en espagnol) afin d'avoir une nouvelle école dans les territoires occupés. La demande a été adressée par le Comité d'Unité de voisinage fonctionnant dans les campements ; elle a été rejetée par la SEP. Finalement, la commission est parvenue à un accord avec le Conseil national d'assistance éducative (CONAPO, pour son sigle en espagnol). Conformément à cet accord, les salles de classe seraient construites par la population elle-même et le CONAPO donnerait sa propre contribution conformément à sa charte. Selon Rosa

«La salle de classe a été construite par la Communauté elle-même. Le CONAFE fonctionne ainsi: la Communauté s'engage à fournir les salles de classe et CONAFE fournit les services éducatifs. Aux enseignants, il leur donne du matériel didactique, mais, il doit y avoir un grand engagement de la Communauté pour que l'école fonctionne. Cela permet que les enfants aient une éducation et présente un avantage pour le CONAFE. CONAFE ne demande pas de quotes-parts aux enfants, il ne leur exige pas l'uniforme et non plus il ne leur exige pas l'acte de naissance, les enfants peuvent être intégrés là sans acte de naissance<sup>361</sup>»

<sup>360</sup> en febrero hay un programa de preinscripción, eso le permite al gobierno saber cuántos maestros va a destinar a cada escuela y planear el siguiente ciclo escolar. Logramos que nos dieran la preinscripción de los niños sin acta de nacimiento, esto lo gestionamos en la Dirección General de Servicios Educativos en Iztapalapa, y la DGSI es aparte de lo que se llama el SAID nos dio la preinscripción tanto preescolar como a primaria de todos los niños que estaban en la edad para ser incorporados a los grupos regulares, estamos hablando de todos los niños que tuvieran entre 4 y 5 años al primero de septiembre pudieran ser inscritos a preescolar en aquel centro educativo, los niños que tenían de 6 a 8 años cumplidos al primero de septiembre pudieran ser incorporados a los grupos de primaria regular, estamos hablando de que podían ser inscritos en la Árabe de Egipto, la Nueva Creación o la que pasamos que era de Santos Valdés

<sup>361</sup> El aula fue construida por la propia comunidad. El CONAFE funciona así, el CONAFE funciona en instalaciones de la comunidad, la comunidad se compromete a proporcionar las aulas y el CONAFE proporciona los servicios

La prise en charge par le CONAFE d'une école située en milieu urbain, dit Rosa, s'avère absurde parce que le CONAFE n'est pas fait pour s'occuper des écoles en milieu urbain. Ceci relève plutôt de la responsabilité de la SEP.

Jusque là, j'ai analysé la situation des résidents des campements par rapport à leur statut comme des individus nés au Mexique, mais qui ne sont pas reconnus comme tel au plan administratif puisqu'ils ne possèdent pas de certificat de naissance. Ils ne sont pas inactifs ; après s'être établis dans les campements, ils entreprennent diverses activités orientées vers la reconnaissance et le changement de leurs conditions auprès des instances gouvernementales. Dans la section qui suit j'analyse la façon dont les institutions publiques procèdent, face aux actions des populations pour régulariser la situation de ces gens.

#### **16.4 Reconnaissance par l'État**

Tel qu'abordé dans les chapitres précédents, les rapports de l'État avec des campements formés dans divers endroits au Mexique sont parfois des rapports de complicité ou de connivence voire de clientélisme. En d'autres termes, l'invasion de certaines propriétés a été dans certains cas planifiés par des militants même des principaux partis politiques au Mexique, entre autres, le Parti de la révolution démocratique (PRD) et le Parti de la révolution institutionnelle (PRI). Dans le cas des campements situés à la Sierra Santa Catarina, les militants sont membres du Front populaire qui est affilié au PRD. Comme en témoigne López

« Précisément la raison pour laquelle je vous le dis: tout fait partie de la politique, à Mexico. Ici, c'est le PRD qui domine; au fait, je suis «pérrédiste» mais je n'aime pas que les choses ne se fassent pas bien »

Il existe donc cette relation de clientélisme entre les partis au pouvoir, les organisations sociales intermédiaires et les populations, en ce qui concerne les campements de la Sierra Santa Catarina. À Iztapalapa, l'administration publique est contrôlée par le PRD. Les parlementaires sont aussi des membres de ce parti. Il est difficile, selon López, que le gouvernement chasse les populations établies dans les

---

educativos, o sea los maestros, les da material didáctico, pero tiene que haber un gran compromiso de la comunidad para que la escuela funcione, eso permite que los niños tengan educación y tiene una ventaja el CONAFE. CONAFE no les pide cuotas a los niños, no les exige el uniforme y tampoco les exige el acta de nacimiento, los niños pueden ser incorporados acá sin acta de nacimiento

campements parce que ceux qui sont aux postes où ils se trouvent le doivent au vote de ces populations.

«Le gouvernement se dit: pourquoi je ne vais pas intervenir dans cette affaire. C'est une occupation irrégulière, on pourrait expulser les gens. Mais les associations qui organisent ces actions sont puissantes. Elles forment une grande congrégation que même le gouvernement ne peut combattre. Celui qui devait prendre la décision d'intervenir dit: si je suis au poste où je suis actuellement dans la politique, c'est grâce à l'appui de ces gens. Alors, au cas il voudrait s'en prendre au leader, celui-ci répond: je t'ai appuyé, maintenant, tu as des redevances envers moi<sup>362</sup> »

Abel possède un négoce à Taskero où il a acheté son terrain d'un ancien propriétaire comme bien d'autres résidents de ce territoire. Dans la même perspective que Lòpez, il voit les invasions de terrains et leur régularisation comme étant une entente, ou un accord entre les leaders et les politiciens, notamment ceux qui occupent ou veulent se faire élire à des postes à la «Delegación». Selon l'interviewé, les attitudes des fonctionnaires publics vis-à-vis des populations en ce qui concerne notamment la régularisation de leur propriété et des campements en général ne sont qu'une farce. Selon Abel, les autorités font semblant de ne pas vouloir régulariser arguant que ce sont des terres qui relèvent des domaines de l'État, mais ce n'est que pour essayer de tromper les gens:

« On n'est pas sot ! Les politiciens sont eux-mêmes derrière cela, ils les soutiennent. Par exemple, le Délégué que nous avons à Iztapalapa, là-bas, il y a des questions politiques qui se débattent. Ils vont occuper des fonctions politiques, ils connaissent les leaders et sont informés de ce qui se passe. Ils disent aux leaders: je vais à Iztapalapa, fais sortir tes gens pour m'appuyer, je ne suis pas membre du PAN, je suis leader du tel parti, tu es leader d'un mouvement, fais ce que tu veux, nous allons vous supporter quand nous serons au pouvoir, il n'y a aucun problème. C'est comme un traité entre les politiciens et les leaders. Après, les dirigeants de la « delegación » se mettent à parler à grand gosier, ils pensent que nous ne savons rien, on n'est pas sot. Ils viennent et parlent aux gens, leur disent qu'ils ont besoin de leurs votes, de leur appui et qu'ils vont régulariser leur situation après. Ils veulent arriver au pouvoir. Mais bien des fois, cela ne leur convient pas de faire avancer rapidement la régularisation<sup>363</sup> »

---

<sup>362</sup> El gobierno dice: por qué no vengo y toma cartas en el asunto, esto es irregular y que los quiten, lo que pasa es que son asociaciones muy grandes, porque hay una congregación grande que ni el mismo gobierno puede con ellos, porque si yo llegue a este puesto que ahorita tengo en la política, gracias al apoyo de esta gente, entonces si él mismo quiere hacerle algo a un líder, dice: yo te apoye, ahora tu me debes

<sup>363</sup> Uno no es tonto, hasta los mismos políticos andan detrás de todo esto, apoyan, por ejemplo, el delegado que tenemos en Iztapalapa ahí ya hay cuestiones políticas, ellos ya van por un puesto político, ellos mismos conocen a los

Dans le processus de reconnaissance, dit Rosa, le gouvernement du District fédéral (Distrito federal) ne satisfait qu'aux demandes des groupes organisés, c'est-à-dire ceux qui sont conduits par un leader. Il est difficile pour des paysans fraîchement venus de la campagne ou pour des pauvres vivant dans les bidonvilles de se faire écouter dans les institutions publiques. Ainsi, il devient nécessaire de monter des associations; de là, l'émergence des leaders. Par ailleurs, les occupants ne disposent pas des documents exigés par le Comité pour la régularisation de la tenure foncière (CORETT, pour son sigle en espagnol). Cette institution gouvernementale fixe comme conditions que pour demander la régularisation d'une propriété, l'acquéreur ou bien l'occupant doit posséder sa carte d'électeur, son passeport, son livret de service militaire, son permis de conduire, son acte de naissance, entre autres. Il est impossible aux populations de ces territoires de fournir ces documents en demandant une régularisation. Pour ce, des militants du PRD ont travaillé avec des leaders en vue de faciliter la régularisation des campements.

« Généralement, ce qu'on a fait au niveau du gouvernement du Parti de la Révolution démocratique PRD dans le «District fédéral» a été d'appuyer tous ces gens, que ceux-ci se trouvent dans des zones à risque. Ils peuvent avoir accès aux programmes de logement, et cela, oui, c'est réel, il y a eu un effort très important du gouvernement de la ville pour offrir cette alternative de logement et ce sont des groupes organisés qui ont accédé au logement. Au niveau individuel, il est très difficile d'accéder au logement, pour cela, on fait appel à la capacité de négociation et d'organisation qui est fondamentale pour cela<sup>364</sup> »

Le processus est lent, dit Rosa, pour reconnaître les populations des campements, mais l'État finit quand même par les régulariser. Après l'invasion, il se développe entre les institutions et les populations des rapports de négociation qui sont ponctués parfois de manifestations pacifiques visant à faire accélérer les dossiers. De là, le rôle crucial que joue le leader, reconnaît Rosa.

« L'État, dans un premier temps, leur refuse la reconnaissance. De là découle le rôle de la lutte, le rôle de l'organisation et le rôle des dirigeants qui ne font pas un travail gratuit. Ils accomplissent une fonction et cette fonction est qu'ils ont généralement un plus grand degré de scolarité et savent mieux diriger les négociations avec le gouvernement pour que dans un premier temps elles ne

---

líderes y qué pasa, yo voy para Iztapalapa, jala tu gente para que me apoyen, no soy del PAN, soy del partido X, tú has tu movimiento, has lo que tú quieras, los apoyan y cuando están arriba, no hay problema. Es como un trato. Después, la delegación se hace de la vista gorda, creen que uno no sabe, pero uno no es tonto. Vienen y platican con la gente, invitan a la gente para que se les regularicen sus terrenos pero los apoyan, necesitan de sus votos, quieren estar arriba, muchas veces no les conviene regularizan pronto.

<sup>364</sup> Generalmente lo que han hecho a partir de los gobiernos del PRD en el Distrito Federal se le ha dado apoyo a toda esta gente que esta en zonas de riesgo para que puedan tener acceso a los programas de vivienda y eso si es real, ha habido un esfuerzo muy importante del gobierno de la ciudad por brindar esta alternativa de vivienda y fundamentalmente han sido grupos organizados los que han accedido a la vivienda. A nivel individual es muy difícil acceder a la vivienda, para eso se necesita capacidad de negociación y la organización es fundamental

délogent pas les occupants. Ils obtiennent ensuite de services et la régularisation des propriétés, mais tout ceci se fait à travers un processus de lutte. Ils n'arrivent pas tous à la régularisation, parce qu'il y a des endroits où le gouvernement dit : il ne peut pas y avoir un campement ici<sup>365</sup>.

Parfois, le leader fait en sorte de retarder la régularisation de son campement parce qu'il tire une rente de cette situation, dit un répondant. Lòpez cite l'exemple d'un campement où pendant douze ans les gens continuent de participer à des actions collectives et de payer des cotisations sans pouvoir vraiment obtenir la reconnaissance légale de leur parcelle. Selon lui, la responsabilité incombe au leader

« Parfois le même leader continue, continue et continue, parce que ce leader manoeuvre de telle sorte que la régularisation de l'espace tarde, puisque cela fait partie de son modus vivendi. Par exemple, un leader d'ici, en face de nous, ça lui fait 12 ans à la direction du même campement et il prend toujours le large. Il a vendu des terrains à des personnes et continue de leur exiger de l'argent toujours en attendant la régularisation. À partir de ce moment, ils deviendront maîtres de leur propriété. Mais en attendant, le leader est en train de profiter de la situation des gens et de leur ignorance<sup>366</sup> »

L'interviewé nie qu'il y ait eu manifestation ou d'autres formes d'action collective en vue d'exiger la régularisation des campements. Selon lui, il n'y a eu que de la négociation avec les responsables de certaines institutions chargées de la régularisation comme par exemple l'institut national du logement, du Secrétariat au développement urbain et au logement (SEDUVI pour son sigle en espagnol). Au cours de ces séances de négociation, dit-il, le leader emmène quelques personnes avec lui pour parler aux fonctionnaires.

«Non, on ne fait pas de manifs pour la reconnaissance de nos propriétés et du quartier. « On prend des rendez-vous et on parle avec des représentants du gouvernement Dans ces bureaux. Avant il y avait Carlota Botell qui était celle qui nous recevait, accompagné d'un groupe d'ingénieurs. Est aussi représenté SEDUVI<sup>367</sup> et je ne sais quelle autre institution du gouvernement. Ils viennent, étudient le terrain pour voir s'il est propice à la construction<sup>368</sup>. »

<sup>365</sup> El Estado en un primer momento se niega al reconocimiento, sin embargo de allí es el papel de la lucha, el papel de la organización y el papel de los dirigentes, que los dirigentes no son gratuitos, cumplen una función y la función es que generalmente tienen mayor grado de escolaridad y se saben mover mejor en las negociaciones que hay que hacer con el gobierno para que en un primer momento no los desalojen y después logren la obtención de servicios y logren la regularización de los predios, pero todo esto es a través de un proceso de lucha, no todos logran la regularización, porque hay lugares donde el gobierno dicen: aquí no pueden haber un asentamiento,

<sup>366</sup> a veces el mismo líder sigue, sigue y sigue, porque a veces el mismo líder hace que no se regularice el espacio porque es parte de sus modus vivendus. Por ejemplo, un líder de acá enfrente lleva como doce años con el mismo predio y siempre a las largas, a las largas, ya les vendió el terreno a la gente pero les sigue cobrando, hasta que nos regularicen aquí, entonces ya serán dueños pero mientras tanto ustedes me siguen pagando a la mejor mis diez pesos semanales y él sigue viviendo, es parte, siempre se siguen aprovechando de la necesidad de la gente y de la ignorancia

<sup>367</sup> Secretaría de desarrollo urbano y vivienda

<sup>368</sup> No, se sacan citas y se habla con los representantes de allá de gobierno, antes estaba la licenciada Carlota Botell que era la que no atendía y todo un grupo de licenciados, ingenieros y también se presentada SEDUVI, CORENA y no sé que otra dependencia, del agua y entonces vivieron estudiaron el terreno para ver si se podía construir



### 16.5 Implications de la reconnaissance étatique des campements

Régulariser les campements comporte certaines obligations : d'abord, il y a l'attribution des titres de propriété aux occupants des ménages. Pour ce, les gens doivent payer un certain montant à l'«*Instituto nacional de la vivienda*» (INVI) (l'institut national du logement). Lòpez estime ce montant à 5 000 pesos. Selon lui, il n'est pas significatif, en comparaison avec ce que les gens ont payé aux leaders après que la menace d'expulsion eut été écartée. Dans le fond, dit Lòpez, l'argent réclamé par les leaders a été justifié pour payer la régularisation au moment où le gouvernement décide d'attribuer des titres de propriété aux propriétaires. Mais, en général quand ce moment arrive, les bénéficiaires se voient obligés de verser un autre montant directement cette fois à l'Institut national du logement.

«Maintenant qu'arrive le temps de régulariser les propriétés, d'attribuer les titres de propriété et que l'État ne viendra pas exproprier les résidents de leur logement, les gens doivent se présenter dans les institutions publiques pour payer les frais nécessaires au gouvernement. Évidemment ce qu'ils paient est beaucoup moindre, pour l'attribution des titres de propriété que ce qu'ils ont payé aux leaders. Ils ont dû payer dix, quinze mille pesos à ces leaders qui s'en vont à un autre espace dès que le processus de régularisation est achevé »

L'attribution des titres de propriétés implique aussi l'alimentation des ménages en eau et en électricité par des voies régulières. En d'autres termes, dès que les logements auront été légalement reconnus par l'État, ils ne peuvent plus être connectés au réseau de distribution d'eau et d'électricité par des prises illégales. Au campement Panama, des représentants de SEDUVI et de CORENA se sont déjà présentés pour déterminer les conditions de la régularisation. Mais selon une répondante, les populations ne sont pas encore reconnues par l'État parce qu'elles sont privées des services urbains tels que l'eau, l'électricité, le drainage et la topographie même des lieux. Les résidents continuent d'accéder de manière irrégulière à ces services, notamment l'électricité et l'eau. Chaque famille doit payer un certain montant, selon le campement, pour rentrer l'eau et le courant électrique dans son foyer. Ce montant est payé au leader, parce qu'il faut acheter des câbles et des tuyaux à cet effet. Ivonne dit avoir versé 1500 pesos pour bénéficier de ces services irréguliers. Selon Lopez, l'État ne reconnaît pas les populations établies dans ces zones.

« Actuellement, nous pouvons dire que l'État ne reconnaît pas ces populations. Ils disent que ce sont des zones de réserve et que les populations ne peuvent pas

construire. Elles ne peuvent bénéficier d'aucun service. Par exemple l'électricité, parce qu'il faut mettre en terre les poteaux. On ne peut pas avoir de service téléphonique standar, parce que c'est une zone non irrégulière. De là découle le travail de différentes instances gouvernementales ainsi que celui des dirigeants qui doivent insister, parce l'espace est déjà surpeuplé. On a besoin d'autres espaces pour construire des logements. Des institutions comme le secrétariat de développement urbain et de logement (SEDUVI pour son sigle en espagnol) et la commission de ressources naturelles (CORENA) sont déjà venus rendre visite ici<sup>369</sup>.

Pour les ménages, la reconnaissance signifie que chaque emplacement occupé par une famille dans un campement donné est légalement enregistré et reconnu propriété de la famille ou de celui qui l'occupe. Pour cette raison, chaque famille doit payer des frais. Elle signifie aussi la mise à la disposition de la population de services tels que l'eau, l'électricité, l'asphaltage des rues et le drainage. Mais cela ne s'est pas encore réalisé. Au moment où nous réalisons cette enquête, les membres du campement de Salcedo<sup>370</sup> étaient appelés à se présenter aux bureaux de la compagnie de distribution de l'électricité pour payer les frais d'installation des compteurs dans leur logement. Pour certaines personnes interviewées, la reconnaissance sera une occasion de retrouver la liberté : se libérer de participer à des marches, des meetings, d'organiser des veillées, se libérer du «joug des leaders» dit Yvonne<sup>371</sup>, se libérer du paiement des cautions du fait de ne pas avoir participé à une action collective quelconque. Cette répondante est coordonnatrice d'un campement.

« On va être libres de tout, par exemple je me sens responsable vis-à-vis de toute la population et avec la regularisation, je vais me libérer de cela, parce que je vais être libre. Les gens vont avoir ce dont ils avaient besoin, ce pour lequel nous avons lutté toutes ces années, et pour moi, cela va être aussi le moment de me reposer au plan personnel. Ça va être plus tranquille pour tout le monde, parce qu'ils vont être libres. C'est un groupe et ce que dit le groupe va se réaliser. Si le groupe ne donne pas son opinion, cela revient au même. Si la majorité ne le veut pas, cela ne se fait pas<sup>372</sup>»

Les actions pour cette reconnaissance se mènent par des négociations avec les autorités gouvernementales, des rencontres, des réunions, la soumission de papiers par

---

<sup>369</sup> De momento no las reconoce, no. De momento dicen: son áreas verdes y no puedes construir, no puedes tener ningún servicio, por ejemplo, luz porque hay que sembrar los postes, no puedes tener teléfono porque es una zona irregular, ahí viene el trabajo de las diferentes dependencias y de los dirigentes que tienen que insistir, ya que el porcentaje o el espacio ya esta sobre poblado y necesitamos otras áreas de vivienda, por ejemplo vienen de SEDUVI, de CORENA<sup>369</sup>»

<sup>370</sup> Nom fictif

<sup>371</sup> Liberarse del yugo de los lideres

<sup>372</sup> Si, por uno ya va a ser libre de todo, yo, por ejemplo, me siento responsable con toda la gente y ya al tener su regularización yo ya me libro, porque ya soy libre, ya tienen lo que queríamos, por lo que tantos años luchamos y para mi va a ser un descanso personal, ya va a ser más tranquilo para todos, porque van a ser libres y como quiera o no es un grupo y lo que dicen se lleva a cabo y si el grupo no opina igual y si la mayoría no quiere no se hace, como tal tiene que salir todo junto

le leader en vue de faire avancer les démarches et les actions collectives telles que présentées au chapitre précédent.

### 16.6 La reconnaissance des associations de base et des leaders

Pour qu'une association soit légalement reconnue, il faut un ensemble de critères. Dans les campements, il n'y a pas beaucoup d'associations. On ne trouve pas non plus d'ONG internationale. J'ai rencontré et interviewé deux responsables d'associations de base qui ont pris naissance dans les campements mêmes. Il arrive, dit Lòpez, que des leaders de campement prennent leur distance avec le Front populaire et forment leur propre organisation indépendamment de ce Front.

«Certains leaders ont pris leur indépendance vis-à-vis du Front, parce parfois, il y a de petits leaders qui émergent du même groupe. Ils règlent eux-mêmes les services sans faire appel au Front, soit pour le drainage, pour l'asphaltage, tout ce qu'il faut pour urbaniser<sup>373</sup>».

On m'a parlé d'une autre association caritative dénommée « Manos que ayudan » (mains aidantes). Mais je n'ai pas eu l'opportunité de parler à son responsable en dépit des démarches entreprises. Une résidente d'un campement travaillant dans cette association m'a dit que cette association a été fondée par un prêtre catholique appelé «Padre Diez», il y a huit ans dans la communauté de la Sierra Santa Catarina. Elle fait essentiellement de la charité aux populations des campements en offrant des repas chauds, des consultations médicales et en distribuant gratuitement des médicaments à ceux qui se trouvent dans le besoin.

«Oui, on donne à manger aux enfants chaque jour, de une heure à deux heures. Ils n'ont rien à payer pour cela. Oui, cela représente beaucoup pour les personnes qui ne disposent de quoi pour manger, pour aller voir un médecin, pour acheter un médicament. S'ils ont le médicament, ils nous le donnent, mais quant à la consultation, elle est gratuite<sup>374</sup>.»

La reconnaissance de ces associations est procédurale. Selon cette répondante travaillant dans une association de base, pour avoir l'autorisation légale de fonctionner et être reconnue comme une association civile, il faut respecter un ensemble de règles prescrites par des institutions étatiques.

<sup>373</sup> Algunos se hicieron independientes, porque a veces surgen pequeños líderes del mismo grupo, ellos mismos arreglan los servicios por su propio lado, llámese luz, llámese drenaje, pavimento, todo lo que conlleva para urbanizar

<sup>374</sup> Si, les dan de comer a los niños del diario, tienen un hora de una a dos, les dan su comida sin pagar nada, gratuitamente. Si es mucha ayuda para las personas que no tenemos lo necesario, como una consulta, como un medicamento, el medicamento nos lo dan si lo tienen, la consulta es gratuita

« Les démarches pour mettre sur pied une association civile qui soit légalement reconnue sont: Premièrement il faut un groupe de personnes qui va participer à l'association. On organise une assemblée au cours de laquelle nous choisissons le président, le secrétaire, le trésorier, les portes-paroles etc.. On rédige un acte constitutif; postérieurement, nous, on forme un comité directeur et on se présente par-devant un notaire public qui nous délivre l'acte de reconnaissance. Avec cela, l'association possède un numéro de dossier et nous sommes ainsi reconnus. Évidemment, il est dit dans nos règlements que nous sommes une association sans but lucratif, que nous n'allons pas organiser d'activités à cette fin »

Dans la même perspective, Juan Manuel évoque des conditions qu'il a remplies pour avoir son association civile légalement enregistrée comme une Organisation non gouvernementale, à partir du moment qu'il a décidé de quitter le Front. Il tire d'un tiroir de son bureau le certificat de reconnaissance légale de son association pour me le présenter. Pour faire enregistrer une association comme une ONG reconnue par l'État, dit-il, il faut:

« Savoir comment s'appelle l'organisation, comment elle doit s'appeler et qu'elle ne se confonde pas avec une autre organisation, remplir tous les formulaires, se présenter devant un notaire public, se rendre ensuite au Ministère des affaires extérieures pour l'enregistrement. Il me faut mon acte constitutif, ma facture, pour qu'on puisse valider dans toutes les instances du gouvernement, je dois avoir un acte constitutif. Je suis enregistré au secrétariat des relations extérieures, aucune organisation ne peut fonctionner sans cette reconnaissance. Certaines fois on ne s'occupe même pas de toi si tu ne possèdes pas ces papiers de reconnaissance de ton organisation.

C'est ainsi que l'association Techula a pris naissance, affirme Rosa qui coordonne les activités de cette association. L'objectif principal de son association consiste à venir en aide aux populations indigènes, entre autres, les enfants, qui ne possèdent pas d'acte de naissance. Techula intervient dans plusieurs arrondissements de la capitale fédérale, entre autres, Milpa Alta, Tlalpan, Iztapalapa. A propos des individus vivant dans ces conditions, un des répondants travaillant dans cette association affirme :

«Comme des individus et comme des êtres humains, oui, ils ont le droit d'exister aussi légalement, et cela est notre principe aussi : que ce sont des gens, ce sont des êtres humains, indépendamment de la condition économique dans laquelle ils vivent. C'est évidemment une situation de misère, et, nous-mêmes d'une certaine manière, nous ne pouvons pas dire non plus que nous appartenons à la classe moyenne, plus ou moins on se trouve dans une situation comme ça. Ce qui se passe est que nous sommes un groupe que nous nous identifions plus avec les gens, avec les gens humbles, avec les gens vulnérables, avec les gens faibles socialement qu'avec l'autre partie »

Avec le travail de Techula, dit ce répondant, les gens ne peuvent plus avoir leur carte d'électeur sans le certificat de naissance. Pour avoir la carte électorale maintenant, il faut absolument présenter son certificat de naissance qui atteste de la nationalité et de l'âge requis pour pouvoir exercer ses droits civils et politiques.

« Avant, à trois à cinq ans déjà, on pouvait encore obtenir la carte électorale sans qu'on vous exige nécessairement votre acte de naissance. Nous nous sommes impliqué dans la question ; maintenant, si on n'a pas son acte de naissance, on ne peut pas avoir la carte électorale. C'est la situation des gens maintenant : on ne peut pas obtenir son acte de naissance parce qu'ils leur demandent la carte électorale, ils ne peuvent pas obtenir la carte parce qu'ils leur demandent l'acte, c'est un dilemme ».

Se faire reconnaître comme leader dans les campements est différent par rapport à la façon dont les associations civiles sont reconnues. D'abord, ces leaders viennent d'un Front qui est affilié lui-même à un parti politique. Ce parti, même si le président de la République ne vient pas de lui, est représenté dans d'autres instances de pouvoir, entre autres, les mairies et l'assemblée législative. Certains gouverneurs d'autres états de la fédération sont membres de ce Parti. Ainsi, les militants, dans des campements à Mexico et ailleurs au pays bénéficient d'un certain crédit déjà auprès des dirigeants avec lesquels ils sont inscrits dans le même parti. Ils bénéficient de la confiance de leur organisation de tutelle pour envahir des terrains, constituer des campements et entreprendre des démarches pour que ces territoires soient régularisés. Selon Rosa, la reconnaissance des leaders devient possible grâce aux actions collectives menées par les populations. Amenant une foule de plusieurs centaines ou de milliers de personnes à un rassemblement politique ou bien au cours d'une manifestation, les leaders acquièrent ainsi de l'estime et de la reconnaissance de la part des politiciens et même des cadres de l'administration publique pour le travail de mobilisation. Selon Rosa:

« La reconnaissance du leader devint possible par la voie des luttes. À cela servent les meetings, les marches entre autres. Le leader se présente aux différents processus. Il accompagne les gens qui sont derrière lui, il prend la tête des manifestations<sup>375</sup> »

Ces leaders, comme on l'a vu dans les sections précédentes planifient et dirigent différentes actions collectives en vue de la régularisation par l'État des territoires occupés, pour que les populations vivent dans de meilleures conditions. Certains leaders interviewés l'affirment sans embage, comme par exemple Juan Manuel de Salcedo

« Je suis de ces personnes là qui aime lutter pour libérer les peuples, j'aime aider les populations à se libérer des injustices commises par le gouvernement. Mon

<sup>375</sup> Por la vía de los hechos para eso sirven las marchas, los mítines y demás, se presenta el líder y en los diferentes procesos no se presenta solo, se presentan con la gente atrás para esos son las marchas, él encabeza una manifestación

travail consiste à lutter pour le logement, pour l'égalité, pour que riches et pauvres soient égaux, je ne lutte pas pour qu'eux-mêmes, ils aient plus et les pauvres moins.. Ce sont des êtres humains comme nous autres, nous sommes peut-être d'idéologie différente. Peut-être un jour arriverons-nous à partager les mêmes idéologies. Mais il ne faut pas qu'il y ait autant de mensonges entre les États de gouvernement<sup>376</sup> »

En luttant pour que des populations de ces campements obtiennent leur titre de propriété, est-ce que les leaders eux-mêmes cherchent à renforcer la capacité de ces populations de lutter pour changer leurs conditions de vie? Les leaders se différencient sur ce point. Tous les leaders ne développent pas les mêmes rapports avec les populations. Si certains s'imposent par la peur ou même par la violence, d'autres rejettent même l'étiquette de leader pour se définir plutôt comme coordonnatrices. La peur utilisée par les leaders est liée à la situation de vulnérabilité des gens : ceux-ci n'ont pas de moyens de se payer un logement; ce sont des femmes seules pour la majorité et le leader parvient facilement à s'imposer. D'après une répondante, au campement Salcedo, une punition particulière est réservée à toute personne qui refuserait d'obéir au leader et surtout de payer les cautions.

« On met la personne dans un sac – par exemple pour une personne qui dit qu'elle n'aime pas les idées du dirigeant et qu'elle ne veut pas continuer de lui payer les 11 à 12 pesos par semaine ou encore les 150 pesos de la marche ou les 200 pesos d'un sit-in, tu n'es pas d'accord, alors le dirigeant dit nous allons « *encostalarlar* », c'est-à-dire, le mettre dans un sac pour le battre entre nous tous<sup>377</sup> ».

Selon la répondante, *encostalar* signifie littéralement que :

« On te met dans un sac, le mot s'explique de par lui-même, on te met dans un sac. Puis tous les camarades se mettent à te frapper, et toi, tu ne vois personne qui te frappe. Tu es blessé, frappé etc. Très astucieusement des femmes viennent et t'emmènent à la maison, elles te soignent durant les jours que tu ne peux pas sortir, que tu ne peux pas travailler, mais tu continues d'avoir des dettes au dirigeant.<sup>378</sup> »

<sup>376</sup> soy una de las personas que me gusta liberar a los pueblos, me gusta ayudar a los pueblos de las injusticias que luego se les cometen por parte de gobierno. Mi trabajo es luchar por vivienda, mi trabajo es luchar por las igualdades que los ricos tienen y los pobres no la tenemos, que seamos iguales, no porque ellos tienen más y nosotros tengamos menos. Ellos son humanos igual que nosotros, de ideologías quizás diferentes a la de nosotros y quizás algún día llegaremos a compartirlas las ideologías, pero que no haya tantas mentiras dentro de los Estados de gobierno

<sup>377</sup> los meten, no se lo dijeron los de Bonampak, los meten en los costales, yo no estoy de acuerdo con las ideas de él, yo no le quiero seguir pagando a él, porque me siga representando, los once o los doce pesos o los ciento cincuenta de una marcha o los doscientos de un plantón, tú no estas de acuerdo, te encostalamos y te golpeamos entre todos

<sup>378</sup> Te meten en un costal, lo dice la palabra, te meten en un costal y entonces todos los compañeros, varones y te dan, claro que tú estas en el costal y no ves quien te esta pegando, quedas malherido, golpeado y todo, muy benignamente las señoras van y te levantan y te llevan a la casa, te curan los días que no puedes salir, que no puedes trabajar, pero sigues debiendo,

De même au campement Panama, si quelqu'un refuse de payer, le leader menace de chasser celle-ci. Et si elle refuse de le faire, il envoie ses sbires.

« Ils te menacent, ils te disent, que si tu ne leur paies pas : plie tes bagages. Et si tu ne veux pas partir du campement ils envoient leurs sbires qui le font eux-mêmes<sup>379</sup>»

Ces leaders reconnaissent ces populations comme étant des populations vulnérables mais en même temps comme source d'une rente personnelle, parce qu'elles doivent leur payer leurs déplacements. Les cautions payées du fait de ne pas avoir participé à une action ne sont pas redistribuées à la population. Certains leaders préfèrent qu'on les appelle plutôt accompagnatrices ou coordonnatrices. Pour ces leaders, être accompagnatrice ou bien coordonnatrice signifie qu'on ne vit pas aux dépens de la population, qu'on considère sa situation égale à celle des personnes qu'on accompagne, qu'on vit vraiment avec la population de son campement. C'est le vœu de Tere du Campement San Salvador.

« Je ne me qualifie ni comme leader ni comme coordonnatrice, parce que comme je l'ai dit à mes voisines, je suis en train de travailler. Je prends en considération les miens et si avec les miens on parvient à résoudre celui des autres, c'est bien<sup>380</sup>»

## 16.7 La reconnaissance par les politiciens des campements

La reconnaissance par les politiciens des campements est liée à l'action même des partis politiques dans le cadre de leurs relations avec les populations des campements. Elle signifie que les individus disposent de leur carte d'électeur qui est délivrée par l'Institut fédéral électoral (IFE) et peuvent exercer leurs droits de vote. Selon Renata, beaucoup de gens vivant dans les campements possèdent leur carte électorale. Dans ce sens, ils sont politiquement reconnus comme citoyens. Mais c'est une reconnaissance atrophiée, parce qu'ils ne sont pas libres de choisir le candidat de leur choix et d'exercer leurs droits civils et politiques indépendamment de l'orientation de leur leader. Les leaders obtiennent leur notoriété auprès des autorités politiques en utilisant la mobilisation des populations comme une démonstration de leur popularité. Cette reconnaissance obtenue, certains dirigeants politiques, notamment des candidats à des postes électifs négocient avec ces leaders pour s'assurer du vote de ces citoyens.

<sup>379</sup> Te amenazan, te dicen que si no les das recoges tus cosas y si tú no te quieres ir mandan a sus golpeadores, ellos mismos no lo hacen, siempre tienen gente que lo hace.

<sup>380</sup> Yo no me califico como líder ni como coordinadora, porque yo como les he dicho a mis vecinas, yo estoy trabajando, estoy viendo por lo mío y si con lo mío se arregla lo de más que bueno, créame que arreglándose lo mío dejo todo esto

C'est ainsi que ces populations, en dépit du fait qu'ils n'ont pas d'acte de naissance n'éprouvent pas de grandes difficultés à obtenir leur carte d'électeur.

Il est plus facile d'obtenir sa carte d'électeur que son acte de naissance. Le premier permet uniquement de voter mais ne garantit pas d'autres droits. En ce qui concerne les citoyens des établissements humains de la municipalité Desarrollo Urbano Quetzalcoatl, même s'ils disposent de ce droit, ils ne peuvent pas l'exercer librement. Ainsi, la carte d'électeur profite davantage au leader et au candidat qu'à eux-mêmes. Le second – plus difficile à obtenir – pourrait permettre de jouir de certains droits comme, par exemple, s'inscrire et se rendre à l'école, se former pour être en mesure de trouver un emploi sur le marché du travail formel, accéder à de meilleurs services de santé.

Certains répondants, notamment ceux qui vivent dans les campements, sont très critiques à l'égard des dirigeants politiques, notamment des candidats à des postes électifs ou des députés. Pour eux c'est un double jeu entre les politiciens et eux. Quand approche la période des compétitions électorales, les candidats se présentent dans les campements pour faire des promesses. Là ils sont face à face avec la population. Mais au terme de la campagne électorale, en d'autres termes après les élections, on ne voit plus ces candidats, et il est même difficile de les rencontrer en face à face raconte cette coordonnatrice d'un campement :

« La seule chose qu'ils sachent est nous demander de voter pour eux, l'appui des votes, parce en les votant ils passent en haut et ne nous reconnaissent plus, ils nous ignorent, ici se trouve notre inconformité, parce que pour aller voter, nous sommes en train de former les gens de les inciter à aller voter, mais quand nous allons demander quelque chose au député ou au délégué, il nous dit qu'il n'a pas assez de temps, il ne nous reçoit pas, que nous devons organiser une réunion avec lui pour qu'ils nous reçoive, et s'il le peut. Sinon il nous envoie un autre travailleur pour nous recevoir<sup>381</sup>.

Indirectement, les politiciens cherchent à travers les leaders à avoir l'appui et le vote des populations. C'est ce qui explique qu'il était plus difficile d'obtenir une carte d'électeur au lieu d'un certificat de naissance. Évidemment ce ne sont pas les mêmes institutions qui les délivrent. Les structures ainsi que les démarches sont différentes. Cette répondante explique comment certains dirigeants de campement parviennent à négocier le vote des populations avec des candidats à des postes électifs. Ivonne explique comment ça se passe à l'approche des joutes électorales entre leader (dirigente) et candidats à des postes électifs.

<sup>381</sup> No, porque lo único que conocen ellos es cuando piden votos, el apoyo de los votos, porque ya dándoles los votos y están arriba no nos conocen, nos ignoran, por eso es nuestra inconformidad, porque para ir a votar estamos formando a la gente que vaya a votar, pero cuando vamos a pedirle una cosa al diputado o al delegado nos dice que no tiene tiempo, no nos recibe, que tenemos que hacer una reunión con él para que nos reciba, y si puede, sino manda a otro trabajador que nos reciba



« Par exemple, maintenant qu'il va y avoir des élections importantes en mars, alors il revient au délégué de se porter bien avec la population si je me présente comme dirigeant de ce campement et je lui dis que j'ai besoin qu'il m'envoie de quoi asphalter cette ruelle, ou bien je lui demande de me faire arranger mes terrains, ou ce que j'ai comme école informatique, par exemple, j'ai besoin qu'on me donne ceci, politiquement il me demande qu'est-ce que je vais lui donner en échange? Je lui dis que j'ai tant de personnes, je lui assure le vote de ces personnes. Qu'est-ce qui se passe au moment du vote? On exerce de la pression sur les gens. On leur dit : vous allez voter pour telle personne, mais tu ne dois le dire à personne; le dirigeant doit se rendre compte que j'ai effectivement voté pour la personne qu'il m'avait recommandée de voter. Cela nous convient déjà parce il est possible qu'il nous donne, nous en tant que leaders, certains avantages parce que nous avons participé et parce que nous avons forcé les gens à voter pour lui<sup>382</sup> »

Dans cette pratique, ce qui est en train de se jouer, selon une répondante, ce ne sont ni les intérêts du parti auquel appartient le candidat, ni ceux de la société en général, mais simplement une question de gains personnels ou de groupe. Chacun cherche à se créer du capital politique pour se faire élire au détriment des intérêts du parti et de la société.

« Le PRD est une fédération de groupes, un des plus grands problèmes du PRD parce que les gens, plus qu'appartenir au parti appartiennent à leur groupe et pour chaque groupe ce dont s'agit c'est de porter davantage d'eau à son moulin, ça ne lui intéresse pas le parti, le pays en général non plus, mais ce qui lui intéresse est<sup>383</sup> »

La reconnaissance de la part des politiciens se base sur un calcul des leaders et des candidats pour accéder à des postes ou pour se procurer certains biens. Du côté du leader, c'est-à-dire pour le dirigeant du campement, les votes des citoyens sont considérés comme des produits d'échange : donnez-moi ceci ou cela, je ferai voter mes gens pour vous, si on se réfère au discours de certains répondants. C'est dans ce sens que des démarches sont faites pour que les adultes, même s'ils ne possèdent pas d'acte de naissance, puissent tirer leur carte d'électeur. On est en droit de supposer aussi que par là se négocie la reconnaissance des campements comme faisant partie des zones devant bénéficier des services urbains à l'instar d'autres quartiers de Mexico. Le

<sup>382</sup> Si, por ejemplo ahorita van a venir elecciones importantes en marzo y ahorita al delegado le conviene estar bien con esa gente y si yo voy como dirigente de este predio, y le digo que necesito que me mandes pavimentar al andador, me arregles mis canchas, y me compongas lo que yo tengo como consultorio médico para mi comunidad, o lo que tengo como escuela de computación, necesito que me des eso, políticamente se dice, que me vas a dar a cambio, yo tengo tanta gente, te aseguro el voto de toda esa gente, pero qué pasa a la hora de ir a votar, se ejerce tal presión que se le dice a la gente vas y votas por fulano, por mengano, pero no le digas a nadie, él tiene que darse cuenta de que si voto, porque nos conviene ya hay la ventaja de que a la mejor nos dan una dádiva por lo que participamos y por haber sacado a la gente

<sup>383</sup> El PRD es una federación de grupos, es uno de los problemas más grandes del PRD porque la gente, más que pertenecer al partido pertenece a su grupo y cada grupo lo que trata es de llevar más agua a su molino, de que no le interesa el partido, el país en general, sino lo que le interesa es su posición dentro de este grupo, porque es lo que le va a garantizar el acceso a alguna diputación o los órganos de dirección del partido, se ha convertido la lucha en un modo de vida para los dirigentes.

candidat a besoin de se faire élire et il se présente devant la population pour lui demander son vote. C'est au cours de ces rencontres que les promesses tombent. Maria et les habitants du campement d'Utlá ont fait une mauvaise expérience avec un député.

« ... Le député qui est maintenant notre délégué, nous a promis des choses; il est venu ici faire ses rassemblements, ici, dans cette petite école. Il nous a dit que le 8 octobre, il va prêter serment et qu'il viendrait nous voir tous les 15 jours ici. Ça fait un an. Ce n'est qu'au moment de de l'incendie qu'il s'est présenté. Mais toute la population l'a chahuté, on lui dit où sont passées les promesses qu'il avait faites? Devrait-il attendre qu'il y ait cet incendie pour qu'il se présentât<sup>384</sup>?

La reconnaissance par les politiciens présente certains aspects : le leader est reconnu comme détenteur de votes, c'est-à-dire comme quelqu'un qui dans ses rapports avec les membres de son campement, est doté de pouvoirs de coercition, de contrainte des membres au point de les porter à voter pour tel candidat. Cette reconnaissance, il l'obtient de la part des politiciens, des candidats à des postes électifs. Il est aussi reconnu par les membres du campement comme quelqu'un qui oriente et trafique les votes. Divers répondants affirment que les leaders forcent les membres à voter pour les candidats de leur choix. Ce trafic est toléré par des membres des campements qui n'ont de recours qu'au même leader pour les aider à obtenir la reconnaissance légale du campement et de la propriété. Ces populations reconnaissent aussi le pouvoir d'un député de faire avancer le processus de régularisation. Comme l'affirme cette répondante, ils gardent l'espoir que les élus peuvent les aider à sortir de cette situation

« À cause de nos besoins , nous sommes bien obstinés, nous gardons toujours un espoir en eux, parce que si nous disons non, nous n'allons pas voter, mais nous avons l'espoir que quelqu'un d'entre eux va s'occuper de nous<sup>385</sup> ».

L'instrumentalité caractérise donc de part et d'autre les rapports de reconnaissance entre ces trois acteurs que sont la population, les leaders ou dirigeants des campements et les politiciens. Chacun reconnaît l'autre en fonction des gains qu'il espère obtenir de cette reconnaissance. Cette forme de reconnaissance traduit aussi l'inégalité des rapports entre les acteurs. Les populations se préoccupent pour avoir un emplacement, un lieu où construire leur logement et s'intégrer ainsi à la vie urbaine, les leaders cherchent à faire des gains aux dépens des populations, soit dans leurs rapports

<sup>384</sup> Nuestras necesidades, a pesar de todo somos tercos, porque tenemos una esperanza en ellos, porque si nosotros decimos ya no vamos, tenemos una esperanza que alguno de ellos nos haga caso, por ejemplo, el Diputado que ahora es el Delegado, ése nos prometió, venía a hacer sus juntas aquí en la escuelita y nos decía que el 8 de octubre voy a tomar posesión y ya me van a ver cada quince días acá, cuándo, lleva un año y ahora en la quemazón fue cuando se presentó y toda la gente le gritó, le dijo que a dónde estaban sus promesas, que tenía que surgir un problema para que se presentaran, no se había presentado

<sup>385</sup> Nuestras necesidades, a pesar de todo somos tercos, porque tenemos una esperanza en ellos, porque si nosotros decimos ya no vamos, tenemos una esperanza que alguno de ellos nos haga caso

avec celles-ci, soit dans leurs rapports avec les politiciens au nom des populations, ils ne se préoccupent pas pour avoir un toit ou un emplacement eux-mêmes. Ils travaillent dans les campements mais ne résident pas là ; quant aux politiciens, ils ne se préoccupent que pour accéder à des postes de pouvoir et n'ont les mêmes préoccupations que les populations et les leaders des campements.

## **Conclusion**

Enfin, l'occupation des terrains et des démarches pour qu'ils soient régularisés ne se limitent pas aux campements de la Sierra Santa Catarina. Dans d'autres municipalités et d'autres arrondissements de la capitale, des populations ont organisé des occupations de terrain et continuent de le faire. Il y en a qui ont eu lieu après même après cette enquête. Le Front populaire est impliqué dans ces mouvements, mais la plupart de ses dirigeants sont accusés de corruption par publique et même par quelques-uns de ses ex-leaders que j'ai interviewés dans les campements. Entre temps, la politique publique relative à la construction de logements a changé. L'État passe d'une phase d'intervention et de gestion de la question du logement à une phase de fournisseur de financement conformément à la loi de l'offre et de la demande.

Dans l'organisation des actions collectives, et à travers les démarches pour obtenir la régularisation des propriétés occupées, il se développe des rapports clientélistes entre les formations politiques, les organisations sociales, les leaders et les populations de ces territoires. On a l'impression que ces populations sont manipulées par leurs meneurs. Est-ce que ces gens sont conscients d'être utilisés par les leaders et les politiciens ? Comment interprètent-ils cette situation ? Au cours des entrevues réalisées avec plusieurs d'entre eux des critiques ont été émises à l'encontre des leaders, des politiciens et même par rapport aux populations des campements.

## CHAPITRE 17. CAPACITÉ CRITIQUE

Dans les chapitres traitant respectivement de la marginalisation, des actions collectives et de la reconnaissance, on a vu que des gens en provenance d'autres bidonvilles (*barrios*) de Mexico ou d'autres provinces (*Estados*), particulièrement celles du sud et du sud-est du pays sont venus peupler les quartiers pauvres de la mégapole mexicaine communément appelée «*Distrito federal*». Tel qu'il a été dit par des personnes interviewées dans les quartiers où vivent les populations concernées par cette enquête, la majorité des habitants des quartiers pauvres, entre autre, les autochtones (*indigenas*) qui arrivent de la paysannerie sont considérés comme des étrangers dans leur propre pays, puisqu'ils ne disposent pas de certificat de naissance, de pièces qui permettent de les identifier comme des Mexicains ou des Mexicaines. Les enfants nés de ces catégories de gens font face à de nombreuses difficultés pour être eux-mêmes officiellement reconnus comme des enfants mexicains, puisque leurs parents, du fait de ne pas disposer de certificat de naissance, se trouvent dans l'impossibilité de leur en donner un.

On a vu que pour se faire reconnaître, les populations des campements où nous avons réalisé cette enquête ont entrepris diverses actions, entre autres, la création d'une école communautaire, des interventions auprès des autorités concernées en vue de la reconnaissance de cette école et de la mise à la disposition des enfants de professeurs pour leur enseignement. C'est dans cette logique qu'un organisme communautaire (*asociacion civil*) a vu le jour. Sa fonction consiste essentiellement à entreprendre des démarches en vue de l'octroi, aux enfants et à leurs parents par l'État (à travers cet organisme), du certificat de naissance. La lutte de ces populations pour se faire reconnaître ne se limite pas, tel que nous l'avons vu dans le chapitre portant sur ce thème, au simple fait d'obtenir un acte de naissance. Elle concerne également leur milieu de vie, c'est-à-dire le quartier dans lequel elles se sont établies. Ces luttes ont pris les formes de marches (*marchas*), de meeting (*mitines*), de sit-in (*plantones*) en vue d'exiger la «*regularizacion*» (la reconnaissance) du quartier qui est constitué suite à l'occupation des terrains (*predios*) par ces mêmes populations. Ces actions se réalisent sous l'égide d'un dirigeant appelé (*lider*) qui coordonne toutes les activités au sein d'un campement.

Par rapport aux observations faites dans les campements, on peut dire que les conditions de vie de ces populations ne sont pas faciles. Ils ne peuvent pas se tailler une place sur le marché de l'économie formelle et vivent pour la plupart dans des maisons construites à partir des matériaux de récupération. Consommation et vente de drogues, prostitution, vol, travail des enfants, analphabétisme, désertion scolaire, grossesses

précoces, abus d'alcool sont quelques indices des conditions de vie marginales de ces populations. Les autorités étatiques, quoi qu'elles tolèrent ces gens sur ces terrains qui faisaient partie jadis des zones de réserve écologique, hésitent encore à les reconnaître comme faisant partie intégrante du territoire.

Tenant compte des conditions de vie des populations dans les campements, des luttes menées pour la reconnaissance, du rôle des leaders (*lider*) et des rapports des populations avec l'État et avec les leaders eux-mêmes, est analysée dans ce chapitre la capacité critique de ces populations vis-à-vis des leaders et de la population elle-même. Ceci devra aider à appréhender la compréhension des populations, des problèmes auxquels elles sont confrontées et des stratégies adoptées pour les résoudre ou les contourner. Le chapitre se divise en deux sections réparties chacune en sous-sections où nous traitons de différentes critiques formulées et de leur cible. Dans la première section, sont analysées les critiques émises à l'encontre des leaders des campements. Dans la deuxième, sont prises en compte les critiques que les gens interviewés adressent à l'encontre des populations des campements elles-mêmes.

## **17.1 La critique des leaders**

Les critiques sont dirigées principalement contre des acteurs externes aux campements. En d'autres termes, ce sont des personnes ou des instances qui interviennent dans ces milieux par l'intermédiaire de groupements, de militants ou d'activistes politiques soit dans le but de se faire du capital politique, de réprimer des contrevenants ou de coordonner des activités données. Diverses expressions sont utilisées pour formuler ces critiques, selon que la cible soit des leaders, des politiciens ou des fonctionnaires de l'État.

### 17.1.1 «Les leaders mènent une double vie»

Les leaders constituent une figure importante dans la représentation des campements. Ce sont eux qui coordonnent une bonne part des activités qui se déroulent dans ces territoires. Chaque campement est dirigé par son propre leader, mais tous ces leaders sont membres d'autres organisations sociales telles que le Front populaire ou « *Antorcha popular* » (lanterne populaire). Cette dernière organisation est moins importante en comparaison avec le Front qui a une couverture nationale. Au moment où nous menons cette enquête, la plupart des campements étaient dirigés par des leaders ou

bien qui se séparaient du Front populaire ou bien qui devenaient indépendants. Cependant, au moment de l'occupation des terrains, tous les leaders étaient des militants du Front populaire. Pour ce répondant, les leaders viennent du peuple, de la catégorie des gens «humbles» qui comprennent le sens de la lutte, les problèmes auxquels font face les gens pauvres, mais en fin de compte ils subissent un transfert de classe :

« On suppose évidemment qu'ils fonctionnent comme des dirigeants. On suppose évidemment qu'ils viennent des gens humbles. Ils sont nés au sein de la communauté humble. Ils viennent ici, comprennent la lutte, «la lutte des classes», c'est-à-dire ils appartiennent à la classe exploitée. Évidemment, ils émergent de là et toute leur énergie, toutes leurs approches sont focalisées sur les gens pauvres pour obtenir de meilleures conditions de vie, tant par rapport au logement que par rapport à d'autres aspects. Mais finalement, je dis qu'ils subissent un transfert vers le haut, dérivent de leurs principes et c'est pourquoi il arrive ce qui arrive dans bien des cas<sup>386</sup> »

Ils ne mènent pas le même train de vie que les pauvres des campements, à en croire les propos de cette répondante qui a travaillé avec beaucoup de leaders, soit dans les campements où j'ai mené l'enquête, soit ailleurs. Pour elle aussi, les leaders proviennent tous du Front Populaire, et ce sont des gens qui n'ont pas le même niveau d'éducation que les pauvres qu'ils dirigent. Ces militants, originellement vivaient dans ces milieux, mais sont devenus par la suite des commissaires de l'organisation qui doivent avoir le contrôle de la population au bénéfice du Front. Établis dans ces milieux, ils mènent une double vie : dans le campement, ils possèdent un bureau, une petite maison. C'est là qu'ils travaillent. Mais ailleurs, ils auraient leur résidence, une maison standard où ils vivent avec leur famille. Au campement Salcedo, le bureau du leader se trouve dans la cour de la petite école construite par les membres du campement, en particulier les femmes, lors des corvées. Mais, selon plus d'un, il possède une autre résidence ailleurs où il vivrait avec sa famille. Cette répondante fait référence au train de vie de certains leaders des campements :

« Ils mènent une double vie parce dans les campements ils sont un autre type de personne, là ils ont leur petite maison et tout cela. On suppose que le campement est son emploi et je pense que cela ne fait pas de sens que d'utiliser les personnes. Parce que regarde, dis-toi que s'ils organisent deux marches par semaine et pense ce sont des marches de 100 à 150 personnes qu'ils traînent dans ces marches au coût de 30 pesos par tête de participant. Prends ton crayon et calcule combien ça donne<sup>387</sup> »

<sup>386</sup> Obviamente se supone que ellos están como dirigentes, obviamente se supone que ellos vienen o nacieron en senos humildes, de la misma comunidad humilde y surgen de ahí y entonces ellos van entendiendo la lucha, la lucha de clases, es decir, pertenecen a la clase explotada, obviamente desde ahí tienen que emerger y toda su energía y todos sus planteamientos van enfocados a la gente pobre, obviamente lograr mejores expectativas de vida, tanto vivienda como en otros renglones. Pero finalmente digo van arriba se van desviando de sus principios y por eso sucede lo que sucede en muchos casos.

<sup>387</sup> Llevan una doble vida porque allá son otras personas. En los predios son una persona y allá viven y tienen sus casonas y todo eso. Se supone que el predio es su trabajo y yo siento que no se vale que utilicen a las personas.

En référence au train de vie du leader du campement Salcedo, Rosa affirme que cela n'a rien à voir avec les conditions de vie des gens des campements. Il roule en voiture, possède une maison hors du campement. Pourtant il se fait payer 11 pesos par famille dans son campement pour ses déplacements dans les institutions publiques en vue d'entreprendre des démarches pour la régularisation des emplacements et du campement lui-même :

«Monsieur Juan Manuel possède une voiture, a la meilleure maison, de meilleures conditions de vie, et, cela est pareil dans tous les campements qu'il m'a été permis de voir. Ils sont alors aussi habitués, comme ils viennent du dehors et d'un autre milieu. Pour eux c'est un sacrifice de venir vivre là, même s'ils vivent mieux en termes de conditions matérielles, parce que leur niveau socio-économique d'origine est différent de celui des gens qui vivent là. C'est une question d'actualité. En outre le dirigeant a besoin de se consacrer à temps complet à toute la question de la gestion du campement. Les populations payent un gestionnaire, elles payent un professionnel qui vit là, et le problème est que si elles n'ont pas de dirigeant et si elles ne sont pas organisées et si elles ne vont pas à des marches elles n'obtiendront rien, alors c'est une question duelle<sup>388</sup>»

Les leaders planifient différentes actions collectives qui se réalisent en dehors ou à l'intérieur des campements comme, par exemple, les veillées, les corvées (*faenas*), les marches et les sit-in (plantones). Ils convoquent régulièrement des réunions dans les campements pour annoncer ou discuter des décisions qui ont été prises ou qui doivent être prises par une seule organisation : le Front populaire. Pour réaliser des actions collectives d'envergure, par exemple, des manifestations, la décision est prise préalablement entre les leaders. Ceux-ci vont chacun respectivement par la suite annoncer aux membres de leur campement qu'ils sortiront telle date pour organiser une manifestation.

C'est ce qui fait dire à une autre répondante, Martina, que le dirigeant a une grande responsabilité dans la misère des gens, parce qu'il exige de l'argent pour décerner une preuve de résidence qui permette d'avoir un acte de naissance. Il est essentiel de posséder une preuve de résidence pour pouvoir demander à enregistrer son enfant ou pour demander son acte de naissance personnel, selon les normes au Mexique. Pour les enfants, les actes de naissance coûtent 20 pesos. Ce n'est pas cher, dit Martina,

---

Porque mira si haces cuenta, si hacen dos marchas a la semana y piensa que son 100 o 150 pesos por persona que se llevan únicamente de 30 pesos échale lápiz ¿cuánto sacan?

<sup>388</sup> el señor Juan Manuel tiene carro, tiene la mejor casa, tienen mejores condiciones de vida y eso es aquí y en todos los campamentos que me ha tocado ver. Entonces también están acostumbrados, como vienen de fuera y de otro medio para ellos si es un sacrificio venirse a vivir acá, aunque vivan mejor en términos materiales, porque su nivel socioeconómico de origen es diferente del de la gente que está acá, entonces es una cuestión actual y además el dirigente necesita dedicarse tiempo completo a toda la cuestión de la gestión y también le están pagando a un gestor y están pagando a un profesional que vivan allí y el problema es que si tampoco tienen dirigente y sin tampoco están organizados y sin tampoco van a marchas no consiguen nada, entonces es una cuestión dual

mais le leader exige un montant plus élevé pour la preuve de résidence, quand il s'agit surtout de l'acte de naissance du parent. Si celui-ci n'a pas de certificat de naissance, il lui en faut un pour demander l'enregistrement de son enfant. Alors on lui demande une preuve de résidence qui est délivrée par le même leader, puisqu'aucune institution publique ne reconnaît les adresses de ces gens qui sont considérés comme des illégaux, des sans adresse, pour avoir occupé irrégulièrement un terrain. Seul le leader est reconnu comme personnalité dotée du pouvoir de délivrer une attestation de résidence à l'habitant du campement. Cette reconnaissance, il l'obtient en tant qu'il s'est imposé comme leader d'un campement, à partir de ses liens avec des gens au niveau de l'administration publique et des politiciens et surtout par sa capacité d'emmener des gens manifester. Ainsi, il se fait payer des frais.

« Pour obtenir le certificat de naissance de son enfant, ce n'est pas cher: on paie 20 pesos, mais cela comporte des démarches à faire. Pour que le leader me donne une preuve de résidence, je dois lui donner une certaine quantité X, moi-même pour pouvoir faire des démarches pour retirer mon acte de naissance, parce que c'est ce qu'on me demande pour pouvoir enregistrer mon enfant. Je dois payer une cotisation que je n'ai pas à cause de la situation dans laquelle le leader me retient lui-même. Pour avoir un emploi permanent, je ne dois pas participer à des actions collectives comme les marches, les sit-in (plantones), je ne dois pas participer aux corvées qui se font ici, parce que j'ai un horaire de travail. Mais à cause de cette situation je ne peux pas avoir un emploi fixe. Ainsi donc, dans quoi je vis? Dans la pauvreté, à cause du leader lui-même<sup>389</sup> ».

Pour parvenir à ce train de vie, ce «transfert de classe», dont parlent ces répondants, les leaders utiliseraient différents moyens pour se procurer de l'argent. Comme on vient de le voir, il y en a qui recevraient entre 100 à 150 pesos par tête de participant à certaines manifestations organisées en faveur de certains parlementaires ou autres fonctionnaires de l'État. Ce qui a fait dire à quelques répondants que certaines actions collectives constituent un commerce, comme par exemple « *las marchas* » (les marches)

### **17.1.2 «Las marchas, un negocio para los lideres» (les marches, un commerce pour les leaders)**

Les marches font l'objet de diverses critiques de la part des personnes interviewées. Ces critiques sont particulièrement liées à la façon dont certains leaders

<sup>389</sup> Para sacar una acta de nacimiento, no son caras, son alrededor de veinte pesos, pero el trámite que conlleva, porque para que él me pueda dar un comprobante de domicilio tengo que pagarle X cantidad, yo para poder ir sacar una copia de una acta de nacimiento mía, porque es lo que me piden para registrar a mi hijo, tengo que pagar una cantidad que no la tengo por la misma situación en la que me tiene él, yo para poder tener un trabajo fijo no tengo que ir a marchas, yo no tengo que ir a plantones, yo no tengo que hacer faenas aquí, porque tengo la necesidad de tener un horario de un trabajo y no lo puedo tener, en qué vivo, lógicamente en la pobreza ocasionada por él mismo.



les planifient et les organisent. Selon Rosa, les marches seraient plus intéressantes si les gens étaient libres de participer ou non. Ce n'est pas qu'elle soit opposée à ce que les gens réalisent des actions ou bien qu'ils manifestent leur solidarité avec d'autres groupes. L'important, selon elle, est de ne pas être forcé de prendre part à une action collective. Les marches sont organisées parfois pour venir en aide à des politiciens comme cela a été le cas pour le candidat à la présidence du PRD, Andres Manuel Lopez Obrador. De même, il arrive, selon une Renata, intervenante communautaire travaillant dans les campements, qu'un député ou un autre politicien demande aux leaders d'emmener des gens des campements manifester en leur faveur. Pour elle, les marches sont un commerce pour les leaders.

«Les marches constituent un commerce pour les dirigeants, parce que lorsqu'on organise une marche ou un meeting, c'est parce que je vais tirer des bénéfices directs de cela, je lutte pour quelque chose. Pour moi, ce n'est pas le cas quand on organise des meetings, parce que la population est utilisée. Par exemple tel député va présenter son rapport, alors on emmène les gens vivant dans les campements à ces meetings pour crier et applaudir. Ils ne le font pas de plein gré mais sont seulement obligés d'appuyer ce député. Alors ces gens sont utilisés<sup>390</sup>»

Selon cette même répondante, le leader recevrait une certaine quantité d'argent sur chaque individu présent à cette assemblée pour appuyer et applaudir le député en question. La tâche du leader consiste à présenter les membres de son campement au politicien en question.

«Économiquement le monsieur ou le député présente tous les gens qui l'appuient. Alors, ce monsieur pour 20 à 30 pesos qu'il donne au leader, donc imagine-toi 30 pesos chaque personne, et le dirigeant emmène 200 personnes, c'est de l'argent, non<sup>391</sup>». Ils ordonnent qu'on y aille, personne ne peut rien dire. La démocratie est quelque chose que nous n'avons pas ici<sup>392</sup>»

Selon quelques répondants, souvent les marches sont organisées sans que les participants sachent pourquoi elles sont dans la rue. Elles sont donc imposées. Quand cela se fait, il n'y a pas eu de rencontres préalables ou d'assemblée publique. Le leader décide de convoquer les gens à travers ses intermédiaires. Ceux-ci ne peuvent qu'obéir, car s'ils ne se présentent pas, ils vont être pénalisés. Au cours de ces marches, si un journaliste demande à un manifestant quelque information au sujet de la marche, il doit

<sup>390</sup> Las marchas son negocios para los líderes ¿por qué? Porque eso es lo que no me parece, porque cuando se hace una marcha o un mitin es porque yo voy a salir beneficiada con eso directamente, estoy luchando por algo. Y a mi no me parece eso de los mítines, porque la gente es utilizada por ejemplo, tal diputado va a dar un informe, entonces se llevan a la gente de los predios a apoyar a gritar, eso no les sale del corazón ir pero por necesidad tienen que ir a apoyar a ese diputado, a esas personas, entonces son utilizadas.

<sup>391</sup> Económicamente, el señor o diputado en la asamblea o lo que este haciendo pues presenta a toda la gente que lo apoya. Entonces este señor por 20 o 30 que le da al líder, pues imagínate 30 que lleve de 200 gentes pues ya es una buena lana ¿no?

<sup>392</sup> Ordena que nos vayamos, nadie puede decir nada, la democracia es algo que nos tenemos aqui »

s'abstenir de répondre, sinon, il sera réprimandé par le leader. Que les manifestants soient informés ou non des motifs d'une marche, ils ne doivent pas parler à la presse. Seul le leader est autorisé à donner des informations aux journalistes. Cette répondante parle de sa mésaventure à l'occasion d'une marche organisée au Zocalo.

«Cela s'est passé il n'y a pas longtemps ; nous avons participé à une manifestation. Le 15 septembre, il nous est arrivé de participer à un sit-in, mais quand les policiers anti-émeutes sont arrivés, ils ont commencé à prendre position, nous étions là. La presse arrive et m'a demandé à moi pourquoi nous étions là. J'ai répondu que nous y étions parce que nous attendions Andres Manuel Lopez Obrador qui devait prononcer le cri de Viva Mexico. Le dirigeant de mon campement s'est emporté contre moi pour me dire que je n'avais pas le droit d'ouvrir la bouche. Il m'envoya sa femme pour me dire la même chose. Je leur ai dit alors, la prochaine fois, dites-moi plutôt de ne pas ouvrir la bouche<sup>393</sup>»

Une autre répondante, travaillant dans les campements depuis assez longtemps, abonde dans le même sens. Selon elle, ce n'est pas de plein gré que les gens participent aux marches. Ils le font par solidarité parfois, mais c'est une solidarité imposée. Le leader exige que les gens aillent manifester au Zocalo.

«Il ordonne qu'on aille parce que s'ils ne vont pas à la marche, ils doivent payer. La marche est comme la corvée, mais maintenant, ils ne sont pas déjà autant à participer à tant de marches. Avant, ils arrivaient à faire chaque semaine une marche et il arrive qu'ils se solidarisent avec ceux d'Atenco. Ils se solidarisaient avec une série de mouvements. Ce n'est pas mauvais, la solidarité, mais je crois qu'il est important qu'on soit conscient et solidaire, que ce ne soit pas imposé. Il y a une différence très grande qu'on aille volontairement au Zocalo un dimanche avec nos ressources et quand les gens qui y arrivent dimanche qu'on leur demande d'écrire leur nom, qu'ils soient annotés, qu'on sache qu'ils aient été, et je leur dis que ceci est volontaire. C'est une différence très grande<sup>394</sup>»

Dans la même perspective, cette répondante dénonce le fait que les populations doivent obligatoirement participer aux marches, à moins de payer des cautions. Elle refuse, dit-elle, de prendre part à cette forme d'action collective tant qu'elle consiste à

<sup>393</sup> A mi a veces me ha tocado creo que tengo mala suerte o buena suerte, que llega la prensa y me pregunta por qué estas aquí y digo, no digo nada me quedo callada, porque también me ha tocado que llega la prensa y me pregunte y conteste y mi dirigente se me vaya encima llegando al predio, es que tú no tenías derecho de abrir la boca, no tenías porque hablar. Hace poco pasó, fuimos a un plantón cuando el quince nos tocó una manifestación en el zócalo, cuando todos los granaderos empezaron a meterse en valla y todo el rollo, nosotros estuvimos ahí y llegó la prensa y me preguntó por qué estas aquí y yo contesté que estaba haciendo plantón para cuando venga López Obrador a dar el grito y que se me va encima mi gente, porque dijiste eso y luego que me manda el dirigente a su esposa para decirme que por qué había abierto la boca

<sup>394</sup> Ordena que se vayan porque si no van a la marcha tienen que pagar, la marcha es como la faena pero ahora ya no son tantas marchas, antes llegan hacer cada semana y puede ser que se solidaricen con los de Atenco, se solidaricen con una serie de movimientos, no está mal la solidaridad creo que es importante, pero que sea consiente y solidaria que no sea impuesta, es una diferencia muy grande los que vamos voluntariamente al zócalo el domingo con nuestros recursos y la gente que llega el domingo para decirle dónde se anota para que se sepa que fue, y le digo que esto es voluntario, cómo van a saber que vine, esta preocupada alguna gente, me ha tocado ver en diversos movimientos que la gente quiere que lo anoten, eso quiere decir que no va convencido, quiere ir para que lo vean y yo no voy para que me anoten, es una diferencia muy grande.

agresser des gens et à profiter au leader. Elle refuse aussi de payer toute forme de caution aux manifestations, dit-elle, tant qu'elles visent à manifester de la solidarité avec d'autres gens, à défendre des revendications des populations, sinon elle s'y oppose.

« Au campement Panama, si tu ne vas pas à une marche, t'as une caution à payer, c'est pareil, si tu ne participes pas à une corvée. Je suis arrivée il y a cinq ans, on nous faisait cela et jusqu'à maintenant, ils le font à d'autres. Ils ne sont pas nombreux mais il y a des gens qui se sont laissé faire, on les a saignés à blanc, mais il y a des gens qui commencent par se réveiller, comme dans mon cas, par exemple. Déjà, je prends à la légère, je fais peu de cas de leurs exigences. Je ne dois pas payer pour ne pas participer à une marche. Moi, j'aime aller à une marche, si j'y vais pas, je les accompagne, mais au bénéfice de la même communauté, mais non pour aller agresser des gens. Tant que je dois aller pour agresser quelqu'un, je ne paie rien<sup>395</sup> »

Des répondants dénoncent aussi le fait que dans les assemblées publiques organisées par le leader « personne ne peut rien dire ». Certains leaders refusent d'être contredits ou remis en question par des membres du campement. Il revient à eux seuls de décider et aux autres d'obéir, selon les propos de cette répondante : « Si quelqu'un, dans une assemblée dit que quelque chose va mal ou bien par exemple, s'il dit qu'à son avis cela ne devrait pas être ainsi. On s'en prend à lui »

« Nous n'avons pas de démocratie ici », poursuit-elle. « On n'a pas non plus le droit de se faire justice devant un tribunal, car on ne sera pas écouté, parce qu'on vit dans une zone que nous avons occupée. On est abandonné à la merci des leaders ». Dans ce campement dit Ivonne, il y a des personnes qui, si elles refusent d'obéir aux ordres du leader peuvent être frappées et chassées, forcées d'abandonner leurs biens et surtout la petite maison qu'elles avaient construite.

« Oui, elles peuvent se plaindre devant un tribunal, mais on ne les écoutera pas, parce que c'est une zone irrégulière. Jusqu'à date les patrouilles n'entraient pas dans cette zone. Les policiers sortaient victimes d'agression puisque les gens sont très agressifs et ne respectent rien »

Cette répondante se plaint de l'absence de démocratie dans la gestion des campements par le dirigeant. On suppose que les organisations populaires devraient être des espaces démocratiques où les gens puissent exprimer librement leurs opinions, discuter des moyens à mettre en œuvre pour défendre les revendications populaires de manière démocratique. On suppose aussi qu'ils devraient pouvoir changer de dirigeants

---

<sup>395</sup> En el predio Panama, si no vas a una marcha te cobran, es tanto, sino sales a una faena es un tanto y cuando yo llegue, hace cinco años todavía nos estaban haciendo eso y todavía lo siguen haciendo unos que otros, pocos, pero hay gente que si se ha dejado y le han cobrado, le han sangrado, pero hay gente que ya se esta despertando más, como en mi caso, yo lo tomo a la ligera no le hago mucho caso. Yo no tengo que pagar por una marcha, a mi me gusta ir a una marcha, si voy y los acompaño, pero para beneficio de la misma comunidad, no para ir a agredir a unas personas, mientras yo voy a agredir a una persona no le pago nada, pero si me gusta, si voy, con eso me he estado zafando de ellos, de que no voy a pagar y no voy a pagar y sigo sin pagar, no pago

à travers des procédures démocratiques. Mais dans bien des campements où cette enquête a été menée, les leaders semblent être plutôt autoritaires au point même de refuser de se faire remettre en question et de développer des pratiques d'intimidation et de torture à l'encontre de certains membres de leurs campements.

« La démocratie est quelque chose dont nous ne disposons pas ici. Nous, on n'a pas de liberté d'expression, nous ne pouvons pas dire au dirigeant que cela ne me plaît pas, parce que si je le dis, c'est l'énerver, le provoquer contre moi, parce que la menace pour me chasser est constante. Le dirigeant est une personne très agressive qui ne fait pas de différence entre ce qui est un homme et ce qui est une femme en ce qu'il s'agit de respecter l'un ou l'autre »

Rosa, qui travaille dans les campements, nous a fait remarquer aussi que malgré que les leaders mènent un train de vie différent aux dépens de la situation des populations, ceux-ci sont indispensables pour faire au moins régulariser les terrains envahis et parler au nom de ces populations devant les autorités, puisque celles-ci étant considérées comme des hors-la-loi et à cause de leur situation (autochtones pauvres, analphabètes ) ne peuvent pas se faire entendre dans les institutions publiques. Ainsi, le leader, dans bien des cas, remplace le juge pour trancher des conflits, à la différence qu'il n'est pas impartial, selon les propos de ce répondant. Parfois, il sévit avec rudesse contre des personnes qui refusent de payer les cautions et lui manquer de respect. Si c'est une femme, ses sbires sont des femmes pour infliger la correction ; si c'est un homme, on lui envoie des gens du même sexe. Ses adjoints ont le même pouvoir d'infliger des corrections.

« Moi comme femme, on ne va pas envoyer des hommes pour me frapper, mais des femmes. Si j'étais homme on enverrait des hommes, des drogués, Si à des moments donnés mes enfants prennent de la drogue, volent, si je suis son espionne, il ne va rien me reprocher de mes enfants; il ne va pas m'exiger de porter des corrections à mes enfants. Mais si c'étaient les enfants d'une autre personne, d'une voisine, moi en tant qu'espionne, je peux lui dire: ou tu te calmes ou j'emmène mes propres enfants drogués à calmer tes enfants, ton mari ivrogne ou à toi aussi ivrogne et scandaleuse. J'emmènerai mes enfants et ma femme qu'ils te corrigent<sup>396</sup> »

---

<sup>396</sup> Si fuera hombre me mandaría hombres a golpearme, por que tiene su grupo de golpeadores y golpeadoras, de hecho muchachos drogadictos. Si yo en determinado momento tengo hijos drogadictos, rateros viciosos, yo por ser su chismosa, su espía de esas personas a mi no me va a decir nada de mis hijos, a mi no me va a exigir que les ponga un correctivo a mis hijos, pero si fueran los hijos de la vecina, yo como chismosa, o te calmas o traigo hasta mis propios hijos para que calmen a tus hijos o a tu esposo por ser borracho, escandaloso o a ti por ser borracha escandalosa, te traigo a mi esposa o mis hijas que sirven

### 17.1.3 «*Pero cada dirigente es diferente*» (mais chaque leader est différent).

Tous les leaders ne sont pas pareils, c'est du moins la conclusion qu'on peut tirer des affirmations de Leonora. Cette répondante vit à Salcedo depuis plus de dix ans. Il y en a qui exploitent les populations pour mener leur propre train de vie en faisant payer de fortes sommes pour un terrain que les mêmes personnes avaient envahi, mais il y en a aussi qui demandent peu, comme elle l'affirme.

« Mais chaque dirigeant est différent, il y en a qui ne font pas de luxe avec la misère des gens. Ils voient dans quelle situation vivent les gens ; on en trouve qui donnent le petit emplacement pour seulement 1000 pesos. Cela ne représente rien cette somme. Je pourrais au mieux aller manger dans un restaurant avec toute ma famille, je les dépense. Nous sommes en train de parler de 1000 pesos. Mettons, par exemple 6 000 pesos qui seraient le minimum, quand on les multiplie par 150 familles que nous avons probablement dans ce campement. C'est une quantité très excessive. À ajouter 1 000 pesos à ces 150 personnes. Je vois qu'il y a des leaders qui défendent et appuient les membres de son campement, de même en ai-je vu qui remplissent leurs poches. Ce sont des choses très différentes<sup>397</sup> »

Au cours de cette enquête, j'ai pu interviewer quatre leaders. Deux d'entre eux n'admettaient pas le titre de leader. Ils se définissaient plutôt par les rôles qu'ils jouent, comme étant des coordonnateurs, des accompagnateurs, au regard de ce que font certains de leurs collègues. Eux aussi, sont critiques à l'égard de ces leaders qui, selon eux, vivent aux dépens de la population. C'est pour cela qu'ils refusent de se faire appeler leaders. Ofelia Guzman est « leader » avec Ronaldo du campement Utlá où vivent 83 familles.

« Pour moi non, je ne me définis pas comme leader, parce que pour être leader on a besoin d'être une personne honnête et en vérité, de savoir soutenir les gens d'avoir un compromis avec les gens et qu'on soit une personne honnête. Mais un leader, moi, je n'en suis pas une. Si on appelle leader, le représentant de Tierra y Libertad (Terre et Liberté), une organisation qu'il a faite à sa manière pour exploiter les gens et nous nuire à nous-mêmes, parce que nous étions avec lui, on n'est pas des leaders, nous-même. Mais la vérité nous n'avons pas aimé la façon dont il travaillait, ni lui, ni ses frères et nous nous sommes séparés d'eux<sup>398</sup> ».

<sup>397</sup> Pero cada dirigente es diferente, hay muchos que no hacen tanto lucro con la gente, hay muchos dirigentes que a la mejor lo ven como lo que es, la necesidad del ser humano, de su prójimo, a la mejor habrá dirigentes que le dieron a usted su lote en mil pesos, que usted dice: mil pesos no es nada, porque a la mejor hoy me fui a comer con toda mi familia y me los gaste, estamos hablando de mil pesos, pero usted se pone a pensar, estamos hablando de doce mil pesos, o póngale de seis mil pesos que fuera lo mínimo por ciento cincuenta familias que podemos haber en un predio, es una cantidad muy excesiva, ha poner mil pesos en esas ciento cincuenta personas. Yo veo que hay líderes que apoyan a su gente y lo veo que hay líderes que llenan sus bolsillos, son cosas muy diferentes

<sup>398</sup> Para mí no, yo no me creo líder, porque para líder se necesita ser una persona honesta y de veras saber apoyar a la gente y tener un compromiso con la gente y que sea una persona honesta, pero líder nada más voy a decir líder para mi conveniencia pues la verdad no, pero él si se llama líder o representante de la OLP, una organización que él ha hecho a su manera para que explote a la gente y nos perjudique a nosotros, porque nosotros estábamos con él, pero la

En effet, ce n'est pas parce qu'elle ne soit pas vraiment un leader qu'elle refuse d'être appelée comme tel mais plutôt en réaction contre les agissements d'un autre leader de qui dépendait le campement dont elle a la direction maintenant. Les habitants se sont séparés, sous sa direction, de ce leader pour créer leur propre campement appelé Utlá. Une autre femme joue aussi le rôle de leader d'un autre campement mais refuse de se faire appeler en tant que tel puisque d'après ce que font des leaders, le mot a de plus en plus une connotation péjorative. Elle se présente au moment de l'interview plutôt comme coordonnatrice que comme leader.

« Je ne me qualifie pas comme dirigeante mais comme coordonnatrice, parce que comme je l'ai dit à mes voisines, je suis en train de travailler. Je prends en considération le mien et si avec le mien on parvient à résoudre celui des autres, c'est bien. C'est une situation difficile, je suis malade, je viens d'être opérée, j'ai ma mère qu'on va ausculter, j'ai beaucoup de problèmes au niveau de ma famille. Bien des fois, je me sens incapable, j'ai des problèmes avec mon mari, parce qu'il se fâche du fait que je sors. Je suis en instance de divorce maintenant. Ce sont des problèmes pour nous qui marchons dans la rue. Maintenant on a amené l'électricité, l'eau. Certaines familles ont été endommagées par ces travaux, nous sommes en train de nous battre pour que ces problèmes soient résolus<sup>399</sup> »

Être «Leader», selon Tere signifie contrôler, avoir le contrôle, commettre des actions répréhensibles. Le mot a perdu de son vrai sens, à en croire ce qu'affirme Rosa. Partout dans la capitale fédérale mexicaine, dans les stations de métro et d'autobus, à chaque coin de rue, dans les aires de stationnement de voiture, les places de marché public, bref dans chaque secteur de la vie publique, on trouve quelqu'un qui se dresse avec des hommes armés comme leader. Ils utilisent, dans certains cas, la violence pour avoir le contrôle d'un espace et la soumission des gens qui les entourent. La plupart sont même impliqués dans le trafic de la drogue.

«Oui, il y a un contrôle dans les rues, les avenues et dans le commerce ambulante, et à la centrale d'approvisionnement, dans toutes ces zones là, il y a un contrôle. Il y a eu effectivement des enfants qui ont commencé à essuyer les pare-brises des voitures et quand les adultes se sont rendu compte que c'était rentable, ils les ont chassés et il y a un contrôle, il y a un dirigeant, et si tu n'es pas d'accord avec lui, il te fait expulser, car il a ses hommes de main qui sont des groupes paramilitaires armés. Autre chose qu'il y a dans ces zones, c'est un trafic de

---

verdad no nos gustó como trabajaba, ni él ni sus hermanos y nos independizamos de él precisamente por eso, porque él habla de un liderazgo del cual la verdad no lo merece

<sup>399</sup> Yo no me califico como dirigente ni como coordinadora, porque yo como les he dicho a mis vecinas, yo estoy trabajando, estoy viendo por lo mío y si con lo mío se arregla lo de más que bueno, créame que arreglándose lo mío dejo todo esto, es que la situación es muy difícil, estoy enferme, me acaban de operar, tengo a mi mamá que la van a revisar, tengo muchos problemas familiares, muchas veces no se puede y problemas con el marido porque se enoja de que me salgo, me ando divorciando, son problemas para nosotros que andamos en la calle viendo estas situaciones. Se metió el drenaje, se metió el servicio del agua, el servicio de la luz, ya se movieron las líneas de la zona ecológica hacia el tanque del agua y ahí nada más están dañadas como treinta familias, que es lo que estamos peleando que se vuelva a mover esa línea para que se liberen y tengan derecho a los demás servicios

drogue très fort et il y a beaucoup de gens qui s'adonnent à cette activité illicite<sup>400</sup>»

Rosa n'a pas voulu nous parler des liens qui existeraient entre ces prétendus leaders (dirigentes) et les autorités quand nous lui demandions s'il y en avait. Elle se dit ne pas se mêler de ces affaires pour ne pas y laisser sa peau comme c'est arrivé à plusieurs journalistes. C'est la même attitude qu'adopta un enseignant d'une école située aux alentours des campements (à Taraz). Il se refusait de nous parler de ce qui se passe dans ces territoires en se contentant de nous dire : « aquí uno ve, escucha y se calla » (ici, quelqu'un observe, écoute et se tait). Rosa nous répète le même dicton.

«Je ne me mêle pas, si tu te mets à enquêter, tu t'impliques. Je ne me mêle pas. Ma part dans cela est que je ne me mêle pas. Il revient à la police fédérale préventive d'enquêter sur ces affaires. Ce n'est pas mon affaire, cela ne m'intéresse pas. Je ne veux pas qu'il m'arrive ce qui est arrivé aux journalistes qu'on a assassinés parce qu'ils s'étaient mis à enquêter sur le trafic de drogue. J'ai un autre rôle ici. Ce que te disait l'autre enseignant:« je vois, j'écoute et je me tais ». Ne te mêles pas de ce qui ne te regarde pas, parce que moi, si je me mêle, je n'ai ni de force ni de recours. On peut même me tuer. Je ne vais rien obtenir en me faisant tuer. Mon rôle ici est autre chose. Je n'entre pas en conflit avec l'autre. Je suis venue ici dans un but spécifique<sup>401</sup> »

C'est que ces leaders exercent leur contrôle pour pouvoir tirer profit de la situation des populations marginalisées. Ils le font en recourant à la force, la violence armée dans bien des cas. Rosa travaille depuis plus de dix ans dans ces milieux, mais elle se garde de se mêler de ces affaires, car n'importe quoi pourrait lui arriver.

Certains leaders «vivent dans le luxe» à partir des besoins des populations marginalisées qu'ils disent défendre. Plusieurs moyens sont utilisés par certains leaders (dirigentes) pour se ramasser de l'argent : les cotisations hebdomadaires, la vente de petits emplacements, la réclamation d'un pourcentage du soutien qui est donné à certaines femmes monoparentales etc. On a vu dans les sous-sections précédentes que certaines actions collectives sont aussi utilisées comme moyen de se procurer de l'argent. Par rapport à la rente hebdomadaire, dépendamment du campement, elle est

<sup>400</sup> Si hay control en los cruceros y en las calles y en el comercio ambulante y en la central de abastos, en todas esas zonas hay control. Efectivamente, hubo niños de la calle que empezaron a limpiar parabrisas y cuando los adultos vieron que era muy rentable expulsaron a los niños y hay un control en cada cruceo y hay un dirigente y si no estás con él te expulsan y tienen grupos de golpeadores, son grupos paramilitares y grupos armados. Yo no vi directamente al señor Gustavo por ejemplo acá en la zona de Bonampak usar las armas de alto poder, pero por referencias de compañeros me planearon que el señor Gustavo tenía el control, porque además tenía armas de alto poder. Otra cosa que hay en estas zonas es un tráfico de drogas muy fuerte y mucha gente dedicada a actividades ilícitas

<sup>401</sup> No me he metido, si te pones a investigarlo te involucras y no me meto, parte de mi asunto es que no me meto, es de la policía federal preventiva, ese no es mi asunto, no me interesa que me pase lo mismo que a los periodistas a los cuales los matan por andar investigando la cuestión del narcotráfico, mi papel acá es otro. Lo que te decía aquel maestro, yo veo, oigo y callo, y no me te metas en lo que no te importa, porque si me meto en lo que no me importa, no tengo la fuerza, no tengo el respaldo, incluso hasta me pueden matar y no voy a lograr nada, mi papel acá es otro, lo tengo muy claro y no me conflictúa lo demás, yo vengo a un asunto muy específico

fixée entre dix à quinze pesos que doit payer chaque famille en vue des déplacements du leader.

« La façon dont je perçois la situation de mes camarades, par exemple, le leader arrive ici, il a une certaine aspiration politique, c'est comme ça que je le vois: ils arrivent, ils distribuent des morceaux de terrain et autorisent les gens à construire, à leur tour, ils vivent aux dépens des besoins des gens, puisqu'ils ne réclament pas un certain pourcentage mais une quantité donnée, peut-être dix, quinze pesos par semaine chaque famille pour un petit emplacement occupé. Maintenant ces petits emplacements mesurent 50 mètres carrés<sup>402</sup> »

Pour bénéficier d'un morceau de terrain, chaque personne doit coopérer financièrement et participer aux actions collectives. Il n'y a pas un prix fixe pour un emplacement. Dépendamment du campement, certains espaces peuvent coûter jusqu'à 15 000 pesos. Si une personne est chassée de sa propriété, sa propriété va être vendue plus cher par le leader, et rien ne lui sera restitué :

« Tu veux ce morceau de terrain, tu dois coopérer en participant à des corvées qui sont des travaux communautaires en vue de nettoyer le terrain, de l'argent aussi, si tu veux un emplacement situé sur la route, une rue principale. Ça va te coûter une quantité déterminée, il y a aussi la coopération volontaire, nous disons de la coopération volontaire forcée, parce que j'ai besoin comme groupe de cette association, je dois apporter une quantité pour bénéficier d'un emplacement situé sur une rue principale, pour ne pas avoir les bouchons<sup>403</sup> »

Au campement Salcedo, le leader est aussi accusé de détourner l'aide qui est destinée aux femmes monoparentales. Selon la répondante, si on est proche du leader, c'est-à-dire si la personne fait partie de ses amis, de ses partisans, celle-ci peut toujours obtenir cette aide moyennant une certaine commission au leader.

« Tout passe par le dirigeant. Et lui, il dit: si tu me plais, je te donne de l'appui pour une dépense ou un appui à femme seule, si tu ne me tombes pas bien, si tu ne me plais pas, je te donne cette aide en tant que personne handicapée, bien que la personne ne présente réellement aucun handicap. C'est ce qui paraît ironique, certaines fois, les appuis qui viennent du gouvernement sont administrés à sa guise par le dirigeant. Si je sais, comme leader que tu t'es toujours bien comporté avec moi, et tu me donnes, tu m'appuies économiquement, parce qu'ici tout se fait de manière économique, tu as de l'argent, combien tu vaux, combien je t'appuie<sup>404</sup> »

<sup>402</sup> Como yo percibo aquí la situación de los compañeros, por ejemplo, llega un líder y también tiene alguna aspiración política, así lo veo, entonces vienen y les dan el espacio a la gente, les permiten que construyan pero a su vez ellos viven de las necesidades de la gente, porque ellos solicitan no un porcentaje sino una cantidad asignada, tal vez de diez, quince pesos semanales que tiene que dar cada familia por un espacio, ahora son de cincuenta metros

<sup>403</sup> Tú quieres este terrenito, tú tienes que cooperar con faenas como dice la vecina, tienes que cooperar con faenas, faenas son la limpia del terreno, dinero, si quieres una zona de vialidad, una calle principal, te cuesta X cantidad de dinero, cooperación voluntaria, voluntariamente a fuerza, decimos aquí, porque si yo tengo la necesidad, como agrupación de esta asociación, tengo que aportar una cantidad para ser beneficiado en una calle principal para no tener los taponamientos

<sup>404</sup> tú me caes bien, yo te doy un apoyo de una despena o de un apoyo a madre soltera; si tú me caes bien, yo te doy el apoyo a discapacidad aunque a la mejor no tenga una discapacidad, es lo irónico muchas veces de los apoyos que se dan de gobierno y quién los maneja a su conveniencia, si yo sé que tú has quedado bien conmigo y me das o me apoyas económicamente, porque aquí todo se maneja económicamente, tienes dinero, cuánto vales, cuánto te apoyo,



Quand une personne refuse de payer ses dettes au leader et de participer aux travaux communautaires tels que les corvées et les veillées, au campement Salcedo, on procède à son «encostalamiento». C'est une pratique qui consiste à administrer une forme de torture spéciale à une personne qui contrevient aux règles et aux décisions du dirigeant de ce campement. Il arrive parfois que des familles ne disposent pas de la cotisation hebdomadaire et ne peuvent pas participer aux travaux communautaires. Dans ce cas, le leader peut décider de chasser cette famille ou bien de la punir.

#### **17.1.4 «Militancia como corrupcion» (militance comme corruption)**

Dans cette dernière partie de la section, nous abordons une critique formulée contre le militantisme des leaders et contre l'éthique même d'être leader. La militance implique un engagement en faveur d'une cause, d'un idéal de changement particulièrement le changement des conditions de vie de la population et non celui du militant au détriment de la population concernée. Selon Renata, les leaders font tout le contraire, s'intéressant uniquement à eux-mêmes. Cela s'appelle corruption :

« C'est de la corruption parce que je crois qu'être militant d'un certain parti, je pense que pour aider les gens, tu n'as pas besoin d'être ni un politicien, ni un religieux, rien du tout. Simplement, il faut aider les gens sans rien recevoir en retour. Pour moi, une personne qui lutte pour son peuple doit agir ainsi, mais eux, ils font tout le contraire, ils luttent pour leur propre égo<sup>405</sup>.

Au plan éthique, si l'on en croit les propos de Claudia, un vrai leader lutte en vue du changement dans son environnement, sa communauté, son monde. Ce n'est pas quelqu'un qui crie fort et qui envoie frapper, molester des gens qui ne sont pas d'accord avec lui. C'est quelqu'un qui croit dans un idéal de changement pour son peuple et qui oriente toutes ses actions dans ce sens là. Mais dans les campements, fait remarquer Claudia, ce n'est pas ce qui se fait, les leaders sont plutôt de petits leaders (lidercillo).

« Petit leader (lidercillo), parce qu'un leader travaille au profit de sa communauté, de son monde, de son environnement. Mais un « lidercillo » (un petit leader) crie et cherche à faire peur, envoie ses sbires frapper des gens et croit que ce faisant, il défend son peuple, mais malheureusement non. Ici les leaders qu'on trouve dans chaque campement, c'est ce qu'ils font».

---

<sup>405</sup> Es corrupción porque, yo creo que el ser militante, tener una militancia en un cierto partido, yo pienso que para ayudar a la agente no necesitas ni política ni religión, ni nada, simplemente es ayudar a tu gente sin recibir nada a cambio, para mí, una es persona que lucha para su gente. y estos lideres hacen todo lo contrario luchan para su propio "yo-yo"

Ici se joue la question de la reconnaissance entre les leaders et les populations dans une perspective critique de l'un par rapport à l'autre. En tenant compte de ces affirmations, on pourrait dire qu'il n'y a pas de la part de ces personnes de reconnaissance des leaders comme étant des militants ou de vrais leaders. Ce sont plutôt des « corrompus » et de « faux leaders » ou « lidecillo ». Il convient de signaler aussi la méconnaissance du leader des droits des populations de lui critiquer, de s'opposer à ses décisions. Les rapports entre leaders et population, au regard des affirmations des personnes interviewées sont fondés plutôt sur la méconnaissance que sur la reconnaissance de chacun dans ses rôles, ses droits et ses fonctions.

Les critiques des gens interviewés à l'égard des leaders portent donc sur plusieurs aspects, entre autres, le train de vie que mèneraient ces leaders par rapport aux populations qu'ils représentent, la démocratie dans la gestion des campements et les décisions concernant la réalisation de certaines actions collectives.

### **17.2 La dénonciation de la peur et de la passivité des populations**

Quelques critiques sont aussi formulées à l'égard de la population elle-même. Une des caractéristiques de la population c'est qu'elle a peur, disent certaines personnes interviewées. Bien des personnes ont peur de dénoncer les mauvaises actions des leaders afin d'éviter d'être persécutées par eux. Elles peuvent être chassées du campement après avoir construit leur petite maison. Celle-ci sera vendue avec l'emplacement. Rien ne sera remis à celui qui l'avait acheté. Pendant que nous menions cette enquête, à deux reprises, nous avons dû faire des entrevues en cachette. Le jour de notre arrivée sur le terrain, notre guide de terrain a attendu que le leader d'un campement se soit déplacé avant de nous envoyer avec le fils d'Angelica chez celle-ci pour réaliser une entrevue. Après avoir fini de faire l'entrevue, elle nous a fait passer par la porte arrière de son taudis afin de ne pas être aperçu par des espions du leader. Angelica, mère de famille qui avait lutté aux côtés du leader et d'autres dames du campement pour fonder la petite école de Salcedo, avait par la suite pris ses distances avec le leader à cause des mauvais agissements de celui-ci envers la population. Après avoir vécu plus de dix ans dans le campement, elle est menacée d'être chassée par le leader. C'est la raison pour laquelle elle n'a pas voulu nous parler en public.

J'ai réalisé une série d'entrevues à huis clos avec des personnes qui ne voulaient pas que des espions de certains leaders sachent qu'elles ont parlé avec moi. Après les

entrevues, elles m'ont demandé de ne dire à personne qu'elles m'ont accordé une entrevue. Les leaders, entre autres, ceux qui ont de mauvais agissements avec les populations, redoutent toujours que les habitants des campements parlent à des étrangers. Tout doit passer par eux. Ces leaders essaient de faire peur et d'avoir un contrôle direct sur chaque membre de leur campement. Par exemple, raconte Jonathan, si une personne n'a pas participé à une action collective quelconque, il est indexé par le leader au cours d'une réunion publique et peut même faire l'objet de menaces. Personne n'ose dénoncer cette pratique, regrette Jonathan.

«S'il arrive que quelqu'un ne participe pas aux actions collectives « il y a une assemblée où le dirigeant dit: un tel n'a pas participé, et depuis on commence à l'accuser, à le déqualifier jusqu'à ce qu'on le chasse du campement au moment opportun. Il y a des gens qui cachent cela parce qu'ils ont peur eux-mêmes, ils ne dénoncent pas cette pratique, c'est-à-dire, ils n'ont pas l'opportunité de se solidariser avec la personne expulsée parce qu'on peut les chasser à leur tour<sup>406</sup>»

A cause de cette peur, il y a peu de gens qui disent non. Car pour dire non, on doit s'attendre à ce qu'on te tire dessus, qu'on te tue. Or, il n'y a pas beaucoup de gens qui voudraient se faire tuer. Beaucoup de gens qui ont initialement participé à l'occupation des terrains sont partis sous la pression des leaders ou bien ont été tout simplement chassés. C'est pour cette raison, selon Ivonne, qu'on trouve très peu de gens qui disent non :

« On est très peu, ceux qui disent qu'ils ne sont pas d'accord. Mais ne pas être d'accord c'est entrer dans une lutte constante contre les gens eux-mêmes, contre les leaders, c'est être toujours sur le front, parce qu'on a un point de vue, et les autres, non. Si quelqu'un veut se faire remarquer politiquement, il faut s'attendre à ce qu'on puisse te tirer dessus, te tuer<sup>407</sup> »

Alors pourquoi les gens ne se soulèvent pas, ne sortent pas de leur peur pour se libérer des leaders qui les exploitent? Cette répondante justifie cette attitude par l'origine même des personnes qui vivent dans le campement, car selon elle, ces gens viennent de la paysannerie de Michoacán et n'ont pas d'autre alternative que de se soumettre au leader pour pouvoir conserver leur petit emplacement et leur taudis.

« Regarde, le problème ici est très facile à comprendre. La majorité des personnes qui habitent ce campement sont des personnes qui viennent de la province. Ces gens là, si tu fais un petit tour dans le campement, ils sont de

<sup>406</sup> hay asambleas donde el dirigente dice: *fulano de tal*, desde ahí ya lo empieza a descalificar y cuando llega el momento de que lo corren, lo despiden del predio ya la gente vislumbraba eso y por el mismo temor que sucede con ellos mismos, ni dicen nada, o protestan o no dicen si fue injusto o algo por el estilo, es decir, ni siquiera tienen la oportunidad de solidarizarse con la persona que fue expulsada porque si no ellos corren el mismo riesgo. Esos datos si me ha llegado un poco de la gente.

<sup>407</sup> Somos pocos los que decimos que no estamos de acuerdo, pero no estar de acuerdo es entrar en una lucha constante aun con la misma gente, aun con los mismos líderes es estar en pugna siempre, porque uno tiene un punto de vista y los otros no, si uno ya logró sobresalir un poquito políticamente es motivo de que te tiren duro y a tumbarte, son ellos y ellos a veces por no tener los estudios también

Michoacán. Michoacán est un endroit, en effet je n'ai pas vécu là-bas, mais pour peu que j'ai vu avec ces gens là, ce sont des personnes à qui si vous dites que l'eau est noire alors qu'elle est blanche, elles vont la voir noire, parce que vous leur avez dit cela. Elles ne discutent pas, n'opinent pas, ne disent rien. Si le leader leur dit que ceci est blanc, tous le verront ainsi. Nous sommes peu, ceux qui ont eu à contredire le leader un jour, et ceci ne joue en notre faveur puisqu'il nous projette comme ennemis, et toute la vie il continue à dire des mensonges sur nous. A cause de cela, personne ne peut avoir une opinion contraire à celle du monsieur. On doit dire que telle chose est de telle couleur parce que c'est cette couleur qu'il a dite; et personne ne peut remettre en question ce qu'il dit<sup>408</sup> »

Mais tous les gens n'ont pas peur. Dans un autre campement, les gens sont parvenus à destituer un leader. Ils se sont organisés pour se rendre eux-mêmes aux bureaux de l'arrondissement, s'occupant de la reconnaissance légale des maisons et des terrains. Selon, le répondant, il y a des dirigeants, les hauts placés qui ramassent bien «des millions» –pour reprendre ses propres termes- aux dépens des populations :

« On continue de lutter, par exemple, dans ce campement, il y a des gens qui ont un niveau académique avancé. Ils disent alors : nous ne voulons plus continuer avec tel leader, parce qu'il est en train de nous exploiter, nous allons unir nos forces pour, et on va se rendre aux bureaux de l'arrondissement, nous n'avons pas besoin de leader pour nous représenter. Nous allons nous y rendre nous-mêmes, nous allons nous adresser au service qui s'occupe de la question de la régularisation pour demander qu'on nous régularise. Le leader, lui, il vient parce que cela fait partie de son travail. C'est un emploi qu'ils ont et à partir duquel ils parviennent à empocher des millions<sup>409</sup> »

Selon cette répondante qui milite dans les campements comme membre du PRD, le logement est un droit humain comme tout autre droit. Le gouvernement ne doit pas laisser la population à la merci des leaders qui «exploitent» les pauvres en leur faisant payer un emplacement qu'ils utilisent pour construire un logement.

« On leur demande: combien ça va me coûter qu'on me fasse le drainage de ma maison, combien me coûtera l'eau? On te demande alors tes coordonnées et on te dit d'apporter tes papiers. Quand tu viens, on te dit: Ah! Tu vis dans une zone irrégulière. On laisse ainsi le champ libre au leader qui, lui, possède des gens qui

<sup>408</sup> Mire, el problema aquí es muy sencillo, la mayor parte de las personas que vivimos en este predio, son personas que vienen de provincia, la mayor parte de las personas que están en ese predio, si usted hace un recorrido son de Michoacán, Michoacán es un lugar, la verdad no vivo allá, por lo poco que he visto con esta gente, son personas que si usted les dice que el agua es negra aunque sea blanca ellos la ven negra porque usted lo dijo. Ellos no discuten, ellos no opinan, ellos no dicen, si él les dice que es blanco es blanco y así lo vieron todos, pocos somos las personas que en un momento dado tuvimos que contradecirlo y eso no conviene porque se lo hecha de enemigo y toda la vida anda diciendo mil cosas aunque no sean ciertas de su vida. Por eso que nadie puede opinar lo contrario del señor, uno debe de decir que es de ese color fue porque de ese color él lo vio y hasta ahí nadie discute lo que él dice

<sup>409</sup> Se sigue luchando, por ejemplo, en este predio hubo gente que a la mejor tiene otro nivel académico y dijo que ya no querían a ese líder por que nada más nos esta explotando, vamos a congregarnos, vamos a unirnos y nosotros mismos vamos a ir a las delegaciones, no necesitamos que nadie nos represente, nosotros vamos y hablamos con la dependencia que sea necesaria y que nos regularicen, porque el líder nada más viene porque es parte de su trabajo, es un trabajo que ellos tienen y en base de ese trabajo ya se han hecho millonarios, los grandes líderes que están mucho más arriba y que ya están con el gobierno.

vous connectent de manière irrégulière à l'eau, à l'électricité et qui vous charge pour ses services»

«Le logement est un droit humain, avoir le logement est un droit. Parce qu'il est dit dans la constitution que nous avons ici que tout individu a droit à un logement digne et que les services doivent être corrects. Il faut payer une contribution au gouvernement, mais les autorités ne font pas cas de nous. Je viens leur demander combien me coûtera l'eau? Combien me coûtera le drainage dans ma maison. On me demande où je vis, on me dit d'apporter mes papiers. Qu'est-ce que tu crois? Tu habites dans une zone irrégulière, donc tu n'as pas de droit. Mais j'en ai besoin, que dois-je faire? Alors, je le fais avec le leader d'en face, parce que celui-ci a déjà autorisé à ses proches de se connecter irrégulièrement<sup>410</sup> »

Même si on reconnaît que c'est un droit humain, toujours est-il qu'on trouve peu de gens qui le défendent sans l'accompagnement d'un leader qui se fait payer. Même les militants du parti de la révolution démocratique se plaignent du laxisme du parti face aux problèmes des gens dans les campements vis-à-vis notamment des leaders malhonnêtes. Claudia, militante du PRD, affirme qu'elle travaille directement pour un parti mais qu'il y a des difficultés officielles; ce qui fait qu'ils se sont rendus eux-mêmes à demander la régularisation du campement Panama où deux leaders ont des mauvais agissements par rapport à la population, mais on leur a dit qu'on ne pouvait pas. Alors elle pense que

«les gens doivent se réveiller pour agir. Les partis politiques sont là pour défendre leur droit, c'est pour cela qu'ils sont là. Mais ils arrivent et s'en fichent. En vérité Mexico est une chaîne qu'on n'a pas pu rompre, ni dissoudre<sup>411</sup> »

Les critiques des gens contre l'attitude de la population concernent particulièrement la peur collective des gens à affronter les leaders. On évoque quelques facteurs tels que l'origine des gens et surtout la crainte d'être persécutés, de perdre un emplacement avec le taudis qu'on y a déjà construit. L'attitude des instances gouvernementales, notamment les bureaux d'administration de l'arrondissement d'Iztapalapa, constitue aussi un facteur qui encourage les leaders malhonnêtes à continuer leurs mauvais agissements auprès des populations. Certaines démarches entreprises auprès de ces instances n'ont abouti à rien du tout. Enfin de compte, plusieurs croient que la population doit se réveiller de sa torpeur pour défendre ses

---

<sup>410</sup> la vivienda también es un derecho humano, el tener una vivienda , porque hasta en la constitución que nosotros tenemos dice, que todo individuo tiene derecho a una vivienda digna, los servicios deben ser cómo deben de ser, dar uno una participación también a las autoridades, pero a nosotros las autoridades bien que nos lo cambian, vengo a que me diga cuánto me cuesta que me pongan el drenaje y el agua en mi casa, en dónde vives en tal parte, trae tú croquis, que crees es zona irregular y no tienes derecho, pero lo necesito, qué tengo que hacer, pero que hago con el líder de enfrente, porque el líder de enfrente ya puso a toda su gente a hacerlo a trukear

<sup>411</sup> La gente es la que tiene que volver a despertar y actuarPara defender el derecho y por consiguiente los partidos ahí están, ellos ya llegaron allá y no se preocupan. México verdaderamente es una cadena que no se ha podido romper, no se ha podido trincar, no se ha podido disolver

droits car le logement est en soi, selon une militante politique, un droit humain garanti par la constitution mexicaine.

QUATRIÈME PARTIE. CITÉ DE L'ÉTERNEL ET LA SIERRA SANTA  
CATARINA. QUELLE CAPACITÉ D'ACTION COLLECTIVE?

## **CHAPITRE 18. AUX FRONTIÈRES DE LA VILLE : ENTRE CITÉ DE L'ÉTERNEL ET DES CAMPLEMENTS À LA SIERRA SANTA CATARINA**

Ce chapitre est une comparaison des événements survenus respectivement à la Sierra Santa Catarina et dans un bidonville de Port-au-Prince. Je compare d'abord les contextes dans lesquels se déroulent ces événements pour ensuite présenter les caractéristiques des deux populations, tant par rapport à l'espace physique, à l'habitat, que par rapport aux individus qui les habitent. En ce qui concerne les habitants, je tiens compte pour la comparaison des indices tels que la mixité sociale, le genre, les activités de subsistance ainsi que des caractéristiques démographiques. Sont présentées aussi les principales caractéristiques de la marginalisation des deux populations. Dans la troisième section, sont comparées les formes de lutte pour la reconnaissance ainsi que les rapports entretenus avec les institutions publiques et privées concernant les actions collectives qui visent à la fois la satisfaction des besoins et la reconnaissance, ce qui permet d'analyser la capacité d'action collective des deux populations. Finalement est comparée la capacité critique des deux populations vis-à-vis de leurs conditions de vie, des dirigeants et des rapports de l'État avec les territoires où elles habitent. L'action collective revendicatrice ou de création du bien commun est liée à une situation critique analysée, voire diagnostiquée par ceux qui entreprennent de la transformer.

### **18.1 Cité de l'Éternel et des campements à la Sierra Santa Catarina**

Tel que mentionné auparavant, c'est au milieu des années 1980 que des terrains, situés en bordure du quai de Port-au-Prince, ont été occupés par des militaires. Après la chute des Duvalier, en 1986, des populations ont profité de l'effervescence populaire pour envahir une certaine partie de ces terrains. Ceci a donné lieu à la formation d'un nouveau bidonville appelé Cité de l'Éternel. A la chute du régime des Duvalier, Port-au-Prince a été le théâtre des occupations sporadiques de terrain. L'instabilité politique a alimenté la «squattérisation» des terrains situés en périphérie de la capitale. En général, ceux qui envahissent les terrains ne sont pas expulsés tout de suite, ayant profité d'un changement de régime. Mais par la suite, ils ont dû faire face à l'administration publique pour se faire reconnaître. C'est dans ce contexte que Cité de l'Éternel s'est formée.

Dans le cas de Mexico, on a vu qu'à Iztapalapa, des populations dirigées par des militants du Front Populaire ont envahi des terrains, il y a plus de douze ans, pour construire leur habitat. Ces terrains, situés à la Sierra Santa Catarina, faisaient partie, dans un premier



temps, des zones de réserve écologique décrétées par le gouvernement. Ainsi, les populations occupantes ont été considérées comme des hors la loi. Généralement, les deux principaux partis politiques du Mexique : le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et le Parti de la révolution démocratique (PRD) ont soutenu indirectement ces actions tout en cherchant à recruter par là une clientèle politique. Le Front, allié du PRD, a sous son contrôle, jusqu'au moment où je faisais cette enquête, bien des quartiers populaires issus du processus d'occupation irrégulière. Mais à la Sierra Santa Catarina, on assiste à une certaine scission où des « militants-leaders » des campements tendent à se séparer du Front pour former ce qu'ils appellent des « groupes autonomes ». Comme on l'a vu, l'occupation irrégulière des terrains pour constituer des communes et même des bidonvilles participe d'une tradition de militance sociale, d'une pratique qui consiste à recruter une clientèle politique parmi les pauvres. Sur cette base ont été conçus même des projets de construction de logement social comme le PRONASOL (programa nacional de solidaridad). Cependant, avec le changement de régime qui a eu lieu au début des années 2000 portant un nouveau parti au pouvoir le « Partido de accion nacional » (PAN)<sup>412</sup>, il y a de moins en moins d'occupation irrégulière de terrain. Des populations établies sur des terrains qui ont été envahis avant l'arrivée du PAN au pouvoir continuent de lutter pour la régularisation de leur quartier et de leur domicile, encadrées par des militants sociaux et politiques. C'est ainsi que les populations de Santa Maria sont en train de lutter.

## **18.2 Marginalisation et formation des bidonvilles à Port-au-Prince et à Mexico**

À Port-au-Prince, l'exode rural a joué un rôle important dans la formation des bidonvilles. Cet exode a été encouragé, entre autres, par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), établi en Haïti. Selon cette agence, la pression démographique étant trop forte sur les espaces des terres cultivables en milieu rural ne favorise pas le développement. Ainsi, il fallait stimuler les paysans à migrer vers les villes où les conditions de vie seraient meilleures. L'USAID croyait même que la migration vers les villes était une porte de sortie de la pauvreté (Dewind et Kinley, 1988). Ainsi, il y a eu un déferlement des populations rurales vers les grandes villes du pays notamment Port-au-Prince dont la population est passée de 506 000 habitants en 1971 à 852 000 en 1981, soit un taux d'accroissement annuel de près de 7% (Dewind et Kinley III, 1988). Au fait, il ne s'agissait pas vraiment de combattre la pauvreté par

---

<sup>412</sup> Parti d'action nationale

l'exode rural, mais de constituer une main-d'œuvre abondante disponible à travailler dans les usines de la sous-traitance en fonctionnement à Port-au-Prince.

En effet, quand Jean-Claude Duvalier succéda à son père François Duvalier, il déclara au début des années 1970 :« mon père avait fait la révolution politique, moi je ferai la révolution économique » (Dewind et Kinley III, 1988). Il mit sur pied une politique dénommée politique de libéralisation économique qui consistait à attirer des investisseurs étasuniens en Haïti avec d'intéressants avantages fiscaux comme par exemple l'exonération de taxes pendant une période de dix ans. Cependant, les entreprises de la sous-traitance, ouvertes à la capitale n'ont pu embaucher que 40 000 personnes ; ce qui ne représentait seulement 25% de la population économiquement active (Dewind et Kinley, 1988). Qui pis est, les emplois créés dans le cadre de cette politique ne permettaient nullement aux ouvriers de sortir de la pauvreté. Avec 26 dollars étasuniens par quinzaine, ils n'arrivaient pas à se payer un logement décent, encore moins se faire soigner quand ils sont tombés malades, prendre des loisirs, subvenir aux besoins de leur famille. Ils vivaient, comme ceux qui se trouvaient au chômage dans des taudis construits dans des quartiers de misère. Sous le régime dictatorial, il n'y avait pas d'occupation irrégulière de terrain. Personne ne pouvait s'arroger le droit d'occuper un terrain appartenant à l'État ou à un particulier, à moins qu'il fût un «tonton macoute» de haut rang dans la hiérarchie paramilitaire macoute. Certains bidonvilles, aujourd'hui appelés cités, ont été formés après que des tontons macoutes ou de vrais propriétaires terriens aient vendu ou loué de petits emplacements sur leur propriété ou sur des terrains publics à des gens pauvres pour construire leur logement. Duvalier lui-même créa Cité Simone (portant le prénom de sa femme). Ce bidonville est devenu aujourd'hui Cité Soleil considéré comme le plus grand bidonville d'Haïti. Après la chute de la dictature, beaucoup d'entrepreneurs ont fermé leurs usines en Haïti, à cause des turbulences politiques. Cependant, les populations des autres villes de province et de la paysannerie n'ont pas cessé de se diriger vers la capitale. Au début des années 1990, Port-au-Prince comptait déjà plus d'un million d'habitants.

En somme, dans le cas de Port-au-Prince, les populations ont été encouragées à venir s'établir à la capitale et dans les grandes villes de province à un moment où l'Agence américaine encourageait les investissements privés en Haïti et le retrait de l'État de ses obligations sociales et de ses subventions à la production agricole nationale. Ceci a eu pour conséquence de réduire l'agriculture de subsistance et de rendre les paysans, en particulier, plus dépendants du marché pour se procurer des produits agricoles généralement provenant

des États-Unis, spécialement le riz<sup>413</sup>. Ne pouvant plus subsister à partir des produits des champs dans la paysannerie, ne disposant pas de ressources financières pour s'approvisionner en nourriture sur le marché, beaucoup de paysans vont partir en ville, en République Dominicaine, aux Bahamas ou aux États-Unis en quête d'un mieux-être. Beaucoup d'entre eux sont arrêtés puis déportés des États-Unis, des Bahamas et surtout de la République Dominicaine vers Haïti. Généralement, ces gens vont grossir les quartiers précaires en périphérie des centres urbains. Signalons également qu'en raison de la centralisation de beaucoup de services à Port-au-Prince, notamment au plan de la formation universitaire, beaucoup de jeunes quittent les provinces pour venir étudier à Port-au-Prince. Ne disposant pas de ressources suffisantes, la plupart sont logés chez des proches parents dans les bidonvilles.

À Mexico, plusieurs facteurs ont contribué à l'exode rural qui a provoqué à son tour l'explosion urbaine de la capitale fédérale mexicaine. Citons, entre autres, les expropriations de paysans fermiers par le gouvernement en vue de la création de grandes firmes agricoles, la découverte des réserves de pétrole et la cessation par l'État de la subvention de la production de maïs conformément aux exigences des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international et la Banque interaméricaine de développement. Au cours des décennies 1960 et 1970, dans le cadre de la politique dénommée « industrialisation pour la substitution des importations (ISI) », beaucoup de petits fermiers, notamment dans les États peuplés par des autochtones (indigenas) ont perdu les terres qu'ils travaillaient au profit de grandes compagnies de production. Ces paysans ont alors abandonné la campagne pour venir s'établir à Mexico où ils allaient grossir les rangs des populations marginalisées. A partir des années 1980, sous exigences des institutions bancaires comme le FMI et la Banque mondiale, le gouvernement mexicain coupa ses subventions à la production du maïs et réduisit ses dépenses sociales. Ceci a provoqué une chute dans la pauvreté des gens qui jadis recevaient des soutiens de l'État soit en matière de logement social ou de soins de santé. Des planteurs ont fui la campagne pour se rendre dans les grands centres urbains à la recherche d'emploi. Ceux qui possédaient des moyens plus importants se sont rendus aux États-Unis laissant derrière eux des familles monoparentales qui vont à leur tour rentrer à Mexico vivre dans des quartiers précaires et prêts à participer à des occupations irrégulières de terrain. L'ouverture des usines de la sous-traitance (*las*

---

<sup>413</sup> Haïti représente pour les États-Unis le plus gros marché au niveau de la Caraïbe pour exporter son riz et le septième au niveau mondial (idem). La compagnie américaine Erly Rice et son homologue haïtienne « Riz d'Haïti » détiennent le monopole d'importation du riz pour approvisionner le marché haïtien. Leurs importations annuelles se situent autour de 120 000 tonnes, au cours des dix dernières années (Gélinas, 2000).

*maquiladoras*) dans certains secteurs de la capitale fédérale a été aussi un stimulant pour attirer des populations à Mexico.

À l'instar de Port-au-Prince, la coupure des subventions accordées à la production agricole, la réduction par l'État de ses dépenses sociales constituent des facteurs importants dans l'explication de l'émergence des bidonvilles avec des populations marginalisées. Cependant, contrairement à Haïti, au Mexique, même s'il y avait un seul parti au pouvoir pendant environ 70 ans, on organisait régulièrement des élections pour choisir le président de la République. Celui-ci n'était pas président à vie. Au reste, avec la révolution cubaine, en 1959, suivie de ce qu'on a appelé la crise des valeurs en 1968, les groupes de gauche étaient très actifs au Mexique. Le mouvement étudiant était dynamique à un point tel que le gouvernement pour le réprimer fit un massacre en 68, dénommé « la massacre de Tlatelolco » (massacre à la place Tlatelolco) de la capitale fédérale. Ainsi, les paysans qui arrivaient de la campagne, les pauvres de la ville étaient pour la plupart accueillis par des militants politiques. Le PRI développa avec des quartiers populaires moins des rapports répressifs que de cooptation. Ainsi, certaines occupations de terrain étaient parfois dirigées soit par des militants du PRI soit par des militants des groupes de gauche comme par exemple ceux du « *movimiento popular urbano* » (mouvement populaire urbain). C'est tout à fait le contraire en Haïti où toute militance politique et toute implication des étudiants auprès des pauvres étaient sauvagement réprimées par la dictature.

Comme l'ont fait remarquer Bernard et Jouve (2005), avec la formation du parti de la révolution démocratique (PRD) issu du PRI à la fin des années 1980, les pauvres de la ville trouvent un nouvel espace d'expression de leurs revendications, encadrés, entre autres, par des militants du nouveau parti. Les actions collectives des groupes démunis allaient connaître un développement extraordinaire quand le PRD arriva à la tête du gouvernement de la Ville du Mexique (el gobierno de la ciudad de Mexico). Il y a eu davantage d'occupations irrégulières de terrain avec le travail des militants des groupes sociaux membres du PRD. Si le PRI avait développé des rapports de cooptation avec des groupes sociaux et des syndicats, il n'en sera pas autrement avec le PRD. La situation des populations marginalisées vivant dans des quartiers a servi de moyen pour recruter une clientèle en vue de la création de capital politique.

### **18.3 Caractéristiques de Cité de l'Éternel à Port-au-Prince et des campements à la Sierra Santa Catarina**

Aucune des maisons construites n'est assurée. Leur propriétaire ne peut pas prendre non plus d'hypothèque parce qu'ils ne peuvent pas faire valoir leur bien immobilier. Les populations de la Cité vivent continuellement dans la peur par rapport aux intempéries notamment au moment de la saison cyclonique qui commence à la fin du printemps pour finir en automne. Comme les maisons sont construites sur des vidanges, ils craignent des transformations chimiques qui peuvent coûter la vie à des gens de la population. Située presque au niveau de la mer et proche de celle-ci, la Cité n'est pas endiguée, au cas où il y a marée haute, cela peut causer bien des dommages à la population. Au Mexique, ayant construit sur des mines de sable, les populations vivent aussi dans la peur de voir engloutir un jour tous leurs biens et de perdre aussi la vie, puisqu'il leur a été déconseillé de construire sur ces territoires qui étaient pour la plupart des mines de sables.

Soit à Iztapalapa, soit à Port-au-Prince, les autorités étatiques n'ont ordonné aucune étude des terrains dans la perspective d'incorporer ces lieux à l'espace urbain. En d'autres termes, il n'existe pas de plan de ces lieux, aucune étude topographique n'ayant été faite. Ces quartiers existent de nom, mais ils ne sont pas enregistrés dans les institutions publiques qui s'occupent de l'aménagement des territoires.

### **18.3.1 Des lieux d'abandon**

À part d'être établies sur des terrains non propices à la construction et de ne pas disposer de cadastres, ces populations se caractérisent aussi par l'accès irrégulier et inégal à des services urbains tels que le drainage, l'assainissement, l'eau potable, l'électricité, la sécurité publique, entre autres. Quand il pleut, les gens sont inquiets à cause des eaux pluviales qui peuvent tout emporter. Les cahutes ne peuvent pas résister aux pluies, les toits étant troués, et les murs faits à partir des matériaux de récupération. L'électricité et l'eau potable arrivent aux maisons de ces quartiers à partir des prises illégales dans le cas des campements. À la Cité, les populations sont alimentées à partir des kiosques d'eau construits dans différentes parties du territoire. Elles se sont débrouillées pour accéder à l'électricité. Les gens s'organisent pour acheter les accessoires en payant une cotisation à un démarcheur. Celui-ci se charge de faire des démarches auprès de la compagnie de distribution du courant pour connecter la Cité moyennant le versement d'une contribution. Par rapport à l'eau, les bornes-fontaines ont été construites suite aux démarches des comités ont été mis sur pied. En cas de panne, ils doivent se débrouiller seuls. Dans chaque section de la Cité un opérateur se charge de

la réparation en cas de panne et de distribution de courant ou en cas de problème au niveau des bornes-fontaines. Au plan de la sécurité publique, les patrouilles policières sont inexistantes.

Dans les campements, pour protéger leurs biens et sauvegarder la vie des habitants, les leaders ordonnent l'organisation de «veladas» (veillées). La police se présente sur les lieux seulement en cas de meurtre ou de cas flagrant de vente de drogue ou bien pour arrêter des bandits. Il en est de même à la Cité, auparavant les habitants formaient des comités de quartier dénommés « brigades de vigilance » afin d'assurer la protection des vies et des biens. Au fur et à mesure du développement de la Cité, à la suite du coup d'État du 30 septembre 1991 ayant renversé le président Jean-Bertrand Aristide, ces comités ont disparu. La plupart des militants de ces comités ont formé par la suite des comités de développement ayant pour fonction de préparer de petits projets et de les soumettre à des ONG pour financement. Au moment de la réalisation de l'enquête, les interventions policières dans la Cité étaient courantes à cause de la prévalence du banditisme dans les quartiers populaires à Port-au-Prince. Des personnes interviewées ont dit qu'elles ne connaissent de l'État que la répression policière.

Outre la sécurité publique et l'accès à des services urbains de base, ces lieux se caractérisent aussi par l'absence de services publics en termes de santé, d'éducation, de loisirs et de sécurité sociale. Dans les campements comme à la Cité, on ne trouve ni école publique, ni centre de santé publique, alors qu'on compte des dizaines de milliers d'habitants dans chacun des sites respectivement. Il n'y a qu'une petite école communautaire sans infrastructure, non propice à l'enseignement dans les campements. Les populations à l'aide du leader d'un des campements ont entrepris des démarches auprès des autorités pour doter cette école d'enseignants payés par l'État. À la Cité, le centre de santé qui dessert la population a été construit par une organisation non gouvernementale, suite aux démarches des comités de quartier. On y trouve aussi une école communautaire. Celle-ci a été construite aussi par une ONG. Des comités se chargent de sa gestion. Cependant, on y trouve plusieurs écoles privées de niveau primaire et secondaire ; ce qui est contraire dans les campements, au Mexique

Les populations de ces lieux sont méconnaissantes des services publics pour ce qui concerne l'aide publique aux familles pauvres. En Haïti, ceci n'existe même pas. Par moments, en des circonstances spéciales comme après des inondations, le gouvernement peut procéder à une distribution de produits alimentaires. Des personnes interviewées se plaignent de ne rien recevoir quand cela se fait, car elle serait mal organisée. Par contre au Mexique, il existe une certaine structure de sécurité sociale à travers laquelle le gouvernement apporte son soutien à des familles notamment des familles monoparentales. Mais les populations des

campements n'étant pas reconnues, en dépit du fait que la majorité des femmes sont monoparentales, elles ne reçoivent aucune aide de l'État.

### **18.3.2 Importante population d'enfants de jeunes et de femmes**

Plusieurs visites dans la Cité m'ont permis de constater une importante population d'enfants, de jeunes et surtout de femmes. Les données démographiques y relatives ne sont pas disponibles pour cette petite entité de la capitale cependant. Le constat est en quelque sorte le reflet de la réalité pour la zone métropolitaine de la capitale d'Haïti. Dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 54.5% de la population sont de sexe féminin tandis que 45.5% sont des garçons (PNUD, 2003). Ce sont des données plutôt globales qui ne tiennent pas compte de la spécificité de la situation dans les bidonvilles pour lesquels il est difficile d'obtenir des données précises. La population de la cité est plutôt hétérogène en termes de catégories sociales. On y trouve des gens de professions libérales tels que des médecins, des leaders religieux, des étudiants universitaires, entre autres. Ces gens habitent dans des endroits moins précaires que d'autres. Dans ces endroits là, on ne voit pas beaucoup d'enfants et de jeunes durant les jours et heures de classe. Ils sont à l'école, pour la majorité. Mais à mesure qu'on entre au fond de la Cité, on découvre ces maisons exiguës, des cahutes, construits sur des remblais, des détritrus. Dans ces endroits là, circulent beaucoup d'enfants pour la plupart nus, jouant dans des rigoles de boue. D'un coin à l'autre, dans ces passages étroits qu'on traverse pour arriver à la mer, on rencontre beaucoup d'adolescentes dont la plupart sont déjà mamans.

Dans les campements aussi la population d'enfants et de femmes devrait être nettement supérieure à celle des hommes. Il n'y a pas non plus de données disponibles quant. Cependant, les observations permettent de constater que beaucoup d'adolescentes sont mères. Une des personnes interviewées affirme que :

«la majorité des jeunes filles que je connais sont mamans dès l'âge de 13, 14 à 15 ans. Je dis donc que ce sont des enfants»

Les femmes des campements sont pour la majorité des femmes qui viennent de la province, leur conjoint étant parti vers les États-Unis ou bien ayant été séparées. Elles débarquent à la capitale avec peu de ressources, à la recherche d'un emploi avant de faire venir par la suite leurs enfants. Parfois elles se joignent à un autre homme qui lui-même va augmenter le nombre d'enfants de cette femme avant de l'abandonner à son tour. Les populations des campements vivent au-delà des frontières de la ville, composées de gens

étrangers, sans papiers dans leur propre pays. Même s'il y a une certaine homogénéité entre les groupes sociaux vivant dans les campements, entre les campements eux-mêmes, il y a des différences comparativement aux types de logements et à la façon même d'accéder à la terre, car bien des gens ne possèdent pas leur emplacement parce qu'ils ont participé à l'invasion. Ils l'ont acheté de son propriétaire. Quoique partageant le même espace de vie que les autres, ce répondant qui acquit par achat sa propriété parle en ces termes des personnes qui ont envahi des terres :

«Oui, je vous le répète, nous sommes des gens qui ont acheté de bonne foi, on est des gens qui au prix de sacrifices et avec le peu que nous avons, nous l'épargnons pour acheter ici. Les gens de Salcedo vont mieux que nous autres, ils ont obtenu leur terrain parce qu'ils sont membres du Front. Par exemple, quand ils ont besoin d'électricité, ils se dirigent vers la compagnie d'électricité et on leur dit qu'ils sont dans une zone irrégulière et qu'on ne peut pas satisfaire leurs demandes. Elles ne vont pas par cinq ou six personnes mais par centaines. Elles font le piquet devant les bureaux de la compagnie et ne reviennent pas chez eux tant qu'on ne répond pas à leurs demandes »

On pourrait dire que c'est de façon fort ironique que ce répondant fait une telle affirmation car les maisons des gens qui vivent dans son campement coûtent beaucoup plus cher que celles des habitants des autres campements. Il le confirme lui-même.

«Ici les emplacements mesurent 110, 120 mètres carrés; les mesures sont différentes. En moyenne, ici, un terrain coûte 150 à 160 mille pesos. Auparavant, nous avons payé un emplacement 60 mille pesos, mais ça fait 10 ans, je te le dis. De nos jours tous les prix sont à la hausse. On a construit sur ces terrains là, évidemment ils sont coûteux, car les constructions sont bel et bien achevées avec carrelage, bains; on parle d'une maison bien achevée qui peut coûter jusqu'à 500 000 pesos<sup>414</sup> »

C'est un autre point commun entre la Cité et les campements par rapport aux inégalités entre les lieux de vie dans un même espace. À la Cité, ceux qui vivent proche du boulevard Harry Truman ou des institutions de santé perçoivent les habitants vivant dans le voisinage de la mer comme étant des populations différentes. À partir de ces deux cas, il est donc difficile de conclure que dans un milieu de précarité, tous les gens sont des marginaux ou bien vivent la marginalité de la même manière.

### **18.3.3 Un terrain fertile à la reproduction de la marginalité**

Tant les personnes interrogées dans les campements que celles de la Cité affirment que les initiatives entreprises, les projets réalisés ne peuvent pas les aider à sortir de la

<sup>414</sup> aquí son de ciento diez, ciento veinte, son distintas las medidas, aquí un terreno esta en promedio de ciento cincuenta, ciento setenta mil pesos. Anteriormente, comprábamos en sesenta mil pesos pero le estoy hablando de hace diez años, ahorita ya subió todo, las casas que ya están fincadas obviamente ya son caras, ya hay casas bien terminadas, azulejos, baños, estamos hablando de una casa bien terminada como unos quinientos mil pesos



marginalité. Certains arguments nous permettent d'affirmer, à l'instar de ces personnes, que la Cité et les campements constituent effectivement des exemples de situations qui ne peuvent contribuer qu'à la reproduction de la marginalité. Par exemple, les enfants qui naissent dans des cahutes érigés dans les campements -s'ils vont à l'école - après les classes, ils n'ont pas d'endroit à la maison où étudier et rédiger leurs devoirs. Dans ces conditions, il est difficile pour eux de terminer avec succès leurs études primaires. Or à Mexico, il faut au moins donner la preuve qu'on a terminé ses études primaires pour avoir une place sur le marché de l'économie formelle. Sinon, on est comme condamné à faire du travail informel pour subsister. Ceux qui ne vont pas à l'école accompagnent leurs parents dans des activités quotidiennes telles que les travaux informels dans les campements ou bien dans les stations de métro, dans la rue ou au Centre d'approvisionnement (*Central de abasto*). Tôt, les enfants qui grandissent dans de pareilles conditions, quand ils deviennent adolescents, peuvent probablement s'adonner à des activités délinquantes, entre autre vente de drogue, vol et prostitution. Les filles deviennent mères dès que commence leur puberté, donnant naissance à des petits qui vont grandir dans des situations pareilles ou pires que celles qu'ont connues leurs parents.

Ce répondant attribue la responsabilité de la situation à des parents qui s'adonnent à la consommation de la drogue et de l'alcool dans les campements. Ces gens là ne pourront jamais sortir de leur situation, d'après lui, leurs enfants suivront le même exemple.

«Des gens qui s'adonnent à la drogue ou qui boivent de l'alcool, difficilement ces personnes vont pouvoir éduquer leurs enfants. Il y a des gens éduqués, par exemple, si un père est drogué et s'il a beaucoup d'enfants, il ne prend pas soin d'eux, ne les éduque pas, ces enfants voient le mauvais exemple et vont se comporter comme ça quand ils deviendront jeunes. Ils vont se droguer et voler. Ce sont des gens qui ne pourront jamais progresser. Je ne sais pas s'il y a une façon de venir en aide à cette catégorie de gens. Ils préfèrent être en prison, parce que là on prend soin d'eux gratuitement. Jusqu'à un certain point c'est difficile mais c'est ainsi »

Dans la même perspective, cette répondante croit que la responsabilité revient aux parents de savoir économiser et planifier pour ne pas laisser leurs enfants tomber ou grandir dans la précarité. Selon sa conception, les enfants deviennent délinquants à cause de l'irresponsabilité de leurs parents. Elle ne croit pas que c'est la redistribution de la richesse qui va changer la situation :

«Oui, mais la redistribution de la richesse, certaines fois on la cherche, non. Si j'essaie d'être constante dans mon travail, dans un travail permanent, je fais de mon mieux pour manger trois pesos si j'en gagne cinq. J'épargne un peso en vue de l'éducation de mon fils et ma santé et l'autre peso, je le garde pour

acheter un terrain pour loger mes enfants en lieu sûr. Ceci a été toujours ma façon de penser. Dans ce sens, je dis que tous les pères et mères de famille qui sont responsables pensent de la même manière »

C'est pareil dans la Cité où il ne manque pas d'institutions d'enseignement qui sont toutes payantes. Salmi fait remarquer que des 20 pays les plus pauvres de la planète, Haïti est l'un où l'instruction primaire n'est pas gratuite (Salmi, 1998). Les habitants de la Cité, pour la majorité, sont au chômage et ne subsistent qu'à partir des activités informelles sans aucun soutien de l'État. Les plus pauvres sont incapables de payer les scolarités de leurs enfants ou le font difficilement. Pour une population de plusieurs milliers d'habitants, il n'y pas d'école publique, ni centre de santé publique. La population dépend pour sa survie des activités bienfaitantes des ONG, comme on l'a vu dans les entrevues. À l'instar des enfants des campements, ceux qui naissent dans la Cité, notamment des parents pauvres pourront difficilement s'affranchir des conditions dans lesquelles ils ont vu le jour. Les personnes interviewées l'ont confirmé: ce ne sont pas les actions des ONG qui vont leur sortir de la situation dans laquelle elles se trouvent; c'est à l'État de prendre ses responsabilités. Un dirigeant communautaire interrogé dans la Cité parle de l'État qui doit «lever ses pieds » c'est-à-dire qu'il doit sortir de son immobilisme pour agir afin que change la situation des gens de la Cité, car, selon lui, ce que font les ONG ne peut pas vraiment sortir les populations de leur misère :

« Cet État que nous avons là, s'il « ne lève pas ses pieds », est-ce qu'un jour la population n'ouvrira pas ses yeux pour dire « aimer tout, perdre tout», privatisons tout, parce que l'État est démissionnaire, ou bien nous devons porter l'État à « lever ses pieds » je pense que c'est ce qui est important ... Au lieu d'espérer tout le temps des ONG, ne serait-il pas plus important de croire dans notre État. Mais pour croire dans l'État, est-ce qu'il ne revient pas à nous de porter l'État à assumer ses responsabilités<sup>415</sup> »

Les populations des campements ne parlent pas autant de la responsabilité de l'État car elles ne dépendent pas des ONG comme c'est le cas dans la Cité. Mais comme on l'a vu dans la mise en contexte du peuplement de la ville de Mexico et selon les interviews réalisées, l'État mexicain a commencé à se désengager de ses responsabilités sociales et des subventions accordées au secteur agricole à partir des années 1980 sous la pression des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ainsi, s'est élargi davantage le fossé entre riches et pauvres; et pour trouver un endroit où s'abriter, des populations ont suivi des leaders

---

<sup>415</sup> Léta sa-a nou gen la-a sil pa leve pyel est-ce que on lè population jel pap vin kale poul di bon renmen tout pèdi tout ke nou privatize tout bagay paske leta direktman li demsione ou bien fòk nou fè leta-a leve pyel m panse se sa ki important. Eske au lieu nap kwè tout tan nan blan an, nan blan an, nan ONG a est-ce que li pa ta important pou nou ta kwè nan leta nou an. Men poun kwè nan Leta est-ce que se pa nou ki pou fòse leta-a fè sa leta-a te dwe fè.

dans l'occupation des terrains. Ces milieux, à cause de leur abandon par l'État en termes de responsabilités vis-à-vis de leurs habitants, constituent un terrain fertile pour la reproduction de la marginalité.

#### **18. 4 Des lieux discriminés, stigmatisés et objet d'intervention et de répression policière.**

Zones de non droit, repaire de bandits et de voleurs, «paracaïdistas» tels sont, entre autres, des attributs utilisés dans la sphère de l'opinion publique pour désigner les populations des bidonvilles à Port-au-Prince et des gens qui ont envahi des terrains à Mexico. Cette discrimination est intériorisée par les personnes qui en sont victimes au point qu'elles la reproduisent dans leur discours soit pour se défendre de ne pas être un habitant de ces zones ou bien pour discriminer de la même manière d'autres gens qui partagent le même espace qu'elles. Par exemple, au cours des interviews, certaines personnes vivant dans les campements affirment que ce ne sont pas des lieux pour éduquer leurs enfants puisqu'elles ne voient que de mauvais exemples de gens qui boivent, qui ne travaillent pas, de voleurs, de jeunes qui se prostituent. Les enfants, selon elles, vont répéter les mêmes actions. C'est à cause de leur situation économique qu'elles sont obligées de rester dans cette zone, selon Guadalupe. Martina affirme, « moi comme mère, je viens vivre ici à cause de mes besoins et non pas parce que je l'aime ». Les campements sont décrits comme une zone de vente de drogues, de vol, de prostitution et d'abus d'alcool par certains habitants.

Un petit détaillant de vitres dans le campement de Taskero, où il gère son commerce, a acheté son terrain du propriétaire de celui-ci. Tout son bloc est habité par des gens qui ont acheté leur propriété, mais vu que ces terrains se trouvent dans une zone de réserve écologique, ils se trouvent dans la même situation d'irrégularité que ceux qui ont obtenu leur emplacement suite à une invasion. Il est très critique envers les gens qui vivent dans des maisons de carton et qui s'adonnent à l'abus d'alcool. Selon lui, ils seraient les propres responsables de leur situation :

«On suppose que ce sont des gens de peu de ressources. Ce sont des gens qui s'adonnent beaucoup au vice. Peut-être n'aimeraient-ils pas progresser, car s'ils ont déjà leur terrain, ils doivent le construire là-dessus. Ils sont ainsi parce qu'ils le veulent, car quelqu'un, s'il a la volonté, même si c'est peu, il ira dans cette direction. Comment peut-on continuer à vivre dans une maison de carton? Je sais que la situation économique n'est pas bonne. Parfois, il n'y en a même pas pour manger. Pourtant, on trouve des parents avec leurs enfants qui achètent leur bouteille de bière chaque jour, ils sont en train de se bourrer. Comment vont-ils progresser ainsi?»

Dans la Cité, certaines personnes affirment avoir honte parfois de dire qu'ils habitent à la Cité, vu qu'elle est décrite dans la sphère de la presse comme étant une zone de bandits, de voleurs et de délinquants. Ils ont l'impression d'être vus comme tel. Dans un article sur les violences dans les quartiers populaires à Port-au-Prince, Roc (2006) a qualifié Port-au-Prince de « capitale de non-droit ».

« Si Cité Soleil, le plus grand bidonville de Port-au-Prince, est connu comme zone de non-droit, interdite d'accès même à la police haïtienne, d'autres quartiers de Port-au-Prince sont désormais envahis par les gangs. Le sud et le nord de la capitale sont régulièrement le théâtre d'affrontements entre bandes rivales lourdement armées et circulant librement devant les troupes onusiennes<sup>416</sup> ».

Dans une dépêche de Radio métropole en ligne, on rapporte que dans la zone de Martissant connexe avec la Cité, des bandits font régner la terreur en assassinant des gens. Le chef du gouvernement haïtien a prôné la politique de la « carotte et du bâton » à l'encontre des gens des quartiers populaires reconnaissant ainsi que la situation était due aussi à la précarité des conditions de vie.

« Une situation de violence règne depuis près d'un mois à Martissant (Sud de Port-au-Prince) où plus d'une trentaine de personnes ont été tuées lors des affrontements entre gangs armés des quartiers de Grand Ravine et de Décayette. Des dizaines de riverains ont fui leurs domiciles pour échapper à la fureur des bandits<sup>417</sup> ».

Haïti Press Network (HPN), une agence de nouvelles en ligne, rapporte les propos d'un responsable d'un centre hospitalier situé dans un quartier populaire de Port-au-Prince. Selon ce responsable, les quartiers populaires seraient de plus en plus dangereux :

« De plus en plus de quartiers de Port-au-Prince sont dangereux, les habitants vivent dans un état de peur permanente, et craignent d'être blessés par une balle perdue. Notre centre de soins à l'hôpital Jude Anne, initialement conçu pour fournir des soins gratuits pour les urgences obstétriques, a dû soigner dix blessés par balle en juillet<sup>418</sup> ».

### 18.5 Les actions collectives

Les actions collectives réalisées par les populations de la Cité sont basées sur des rencontres, des négociations, l'élaboration de microprojets à réaliser dans une zone quelconque de la Cité, la formation des comités de base. À propos des comités de quartier, ils sont formés à partir d'un constat ou d'une réalité à laquelle font face les

<sup>416</sup> <http://www.ledevoir.com/2006/01/23/100264.html#>

<sup>417</sup> [www.metropolehaiti.com](http://www.metropolehaiti.com), édition du 16 août 2006

<sup>418</sup> [www.haitipressnetwork.com](http://www.haitipressnetwork.com), édition du 16 août 2006.

habitants de la Cité. La formation de ces comités sert de préalable à des rencontres qui se font entre des habitants de la Cité, des membres du comité et les représentants des ONG ou des fonctionnaires de l'État. Ces actions ont pour finalité de trouver d'abord des solutions pratiques à des problèmes spécifiques comme par exemple l'alimentation en eau potable de la population par la construction de fontaines publiques. Pour aboutir à cela, les comités de quartier formés rencontrent des responsables politiques, des représentants des organisations non gouvernementales. Ils n'organisent ni de manifestations populaires, ni de sit-in ou de marches. C'est ainsi que plusieurs petits projets, entre autres, le pavage de certaines ruelles, la construction de petits ponts sur des rigoles à ciel ouvert et puants, des canaux de drainage ont été réalisés.

Outre la résolution des problèmes pratiques en vue de la survie collective des individus, l'autre finalité de ces actions collectives est la reconnaissance des populations. Les luttes de la population pour la reconnaissance sont aussi des luttes pour la survie collective. Pour se faire reconnaître après s'être établies sur un terrain qui relevait des domaines de l'État, les populations ont utilisé les associations locales comme outils de reconnaissance. Leur démarche est plutôt processuelle : après avoir formé l'association, ils cherchent à la faire reconnaître comme association des gens de la Cité auprès du Ministère des affaires sociales. La reconnaissance de l'association est une reconnaissance implicite des gens de la Cité par le biais de leur organisation. La reconnaissance par l'État ayant été obtenue, ils cherchent à avoir de la part des ONG une autre reconnaissance leur permettant de développer ensemble un partenariat. Ainsi, la Cité obtient une certaine notoriété sur les plans public et privé qui lui garantit son établissement définitif sur les terres de la Cité. C'est ainsi que la population a obtenu la construction de dix bornes-fontaines et la construction d'un canal de drainage par respectivement le Groupe de recherche et d'étude technologique (GRET) et par le Centre canadien d'études et de coopération internationale. D'autres ONG tels que ASSODLO, CONCERN avaient auparavant aidé à construire leur école et un centre de santé communautaire. Les principaux acteurs mobilisés dans le cadre des actions collectives des populations de la Cité sont la population de la Cité, des ONG, des agences de coopération au développement international et certains acteurs politiques. La démarche se veut plutôt de négociation et de propositions avec une double finalité : résoudre des problèmes pratiques de survie collective et lutter pour se faire reconnaître.

Dans le cas du Mexique, l'approche est différente : les habitants des campements, pour faire face à leurs besoins, dépendent entre autres d'un leader. Celui-ci est membre du Front populaire qui place des leaders dans des quartiers populaires particulièrement des

campements (*predios*) nés à la suite d'une occupation irrégulière de terrain. Ces leaders constituent des intermédiaires entre les populations et les instances gouvernementales. Contrairement aux populations de la Cité de l'Éternel, les habitants des campements (*predios*) organisent, sous la direction du leader, des marches, des veillées, des sit-in et des manifestations populaires soit pour faire valoir leurs revendications, soit en solidarité avec d'autres organisations populaires. Les manifestations sont décidées en général par le leader qui ne fait qu'aviser les gens de la tenue d'une manifestation. Toutes les actions collectives de ces populations ne sont pas organisées hors des campements. Par exemple, des veillées (*veladas*), des corvées (*faenas*) sont réalisées dans des campements pour respectivement surveiller des intrus, des bandits qui pourraient venir causer des ennuis aux populations. Corvées et veillées sont organisées de manière plus régulière au cours de la période qui suit l'occupation du terrain. Cela se justifie par la hantise des gens d'être délogés par l'État et à cause des travaux communautaires pour faciliter la construction de logements sur les terrains, pour aménager des espaces qui doivent servir de voie de pénétration ou de lieux de construction de biens publics comme des écoles ou des centres de santé communautaires. Sur ce point, les populations de la Cité ont eu les mêmes pratiques. Pour prévenir le banditisme, protéger leurs biens, ils ont monté des brigades de vigilance afin de faire la garde dans la Cité après la tombée de la nuit. Cela se fait surtout en période d'insécurité publique ou des chevaliers de nuit envahissent les domiciles des particuliers pour violer, voler et parfois tuer. Mais, à la différence des populations des campements, des habitants de la Cité ne sont pas soumis à la volonté d'un leader qui impose ses décisions.

Dans les campements, on trouve très peu d'organisations formées à l'initiative des habitants des campements. Le campement lui-même est considéré comme une organisation du Front populaire dirigé par un de ses militants en tant que leader (*lider*). Tandis que dans la Cité, on trouve presque dans chaque bloc une organisation qui cherche à intervenir sur les problèmes de ce bloc au nom de toute la Cité. Si dans la Cité des ONG interviennent en partenariat avec ces comités de quartier, dans les campements, on ne trouve pas d'ONG de l'envergure de celles qui réalisent des projets à la Cité. Ainsi donc, la stratégie de reconnaissance des populations des campements passe à travers les marches, les meetings, les manifestations populaires ainsi que les lobbies du leader avec des politiciens, des groupements politiques au nom de la population qu'il contrôle.

Le leader emmène les gens manifester au centre historique de Mexico (le Zocalo), il les ordonne à faire des marches et des sit-in (*plantones*) qui durent parfois des semaines. Outre ces actions collectives qu'il dirige, le leader entreprend aussi des démarches auprès de certaines institutions publiques s'occupant de la reconnaissance

(*regularizaciòn*) des campements (*predios*) ainsi que des dirigeants politiques ou des cadres de l'administration publique. Les actions collectives et ces démarches aboutissent moins à la reconnaissance de la population qu'à celle du leader comme représentant de la population qui est doté du pouvoir de négocier. Au cours des négociations avec les autorités suite à une action collective ou au cours d'une manifestation quelconque, il est libre de choisir quelques uns des membres du campement pour l'accompagner, mais c'est lui qu'on reconnaît, c'est sa parole qui sera prise en compte. Avec lui, va être régularisée les terres envahies; ainsi, les populations seront légalement reconnues. Mais avant tout, c'est lui qui est reconnu. La question de la reconnaissance citoyenne, au plan légal est posée différemment dans les campements que dans la Cité. La possession ou non du certificat de naissance des parents, d'une preuve de résidence quelconque n'empêche pas aux parents d'enregistrer la naissance de leurs enfants nés dans les campements. Cela n'empêche pas pour autant que des enfants soient sans acte de naissance soit par négligence des parents, soit par manque d'argent – même la déclaration de la naissance de l'enfant coûte 25 gourdes (environ 50 centimes canadiens).

Les populations des deux communautés diffèrent quant à leur façon de mener des actions collectives et de se faire reconnaître. Mais au-delà des différences constatées, on peut dire qu'elles poursuivent les mêmes fins : s'intégrer à la vie urbaine et se faire reconnaître comme population d'un quartier ou de quelques lieux de la ville. Un des points communs de la lutte que mènent ces populations est leur capacité de résistance et d'adaptation. Elles résistent à leur marginalisation et veulent se créer une place dans ces villes qui repoussent, excluent et stigmatisent. Là où elles se sont établies, en marge de ces villes, elles développent des formes de résistance tout en forgeant des mécanismes d'intégration comme la création de comités de solidarité, la construction d'institutions d'enseignement et des réseaux d'entraide. Elles interviennent auprès des organisations de la société civile telles des ONG (dans le cas de la Cité) ainsi qu'auprès des instances publiques afin d'obtenir des services réguliers tels que l'eau, l'électricité, la collection des ordures, entre autres. Au-delà des murs de la ville, ces populations croient, résistent et prolongent une structure urbaine d'exclusion. En d'autres termes, les actions collectives entreprises ne mettent pas en question l'accès inégal à la richesse. Elles se limitent à un espace donné et ne parlent pas au nom de toutes les populations des bidonvilles. Les démarches entreprises concernent seulement les territoires où ces gens se sont établis.

## 18. 6 De la capacité critique des deux populations

Une des caractéristiques essentielles de ces deux populations est leur résistance. Elles résistent à la marginalisation en voulant s'intégrer à la vie urbaine, avoir un logement construit dans un espace pourvu des services urbains de base tels que l'assainissement, le drainage, l'électricité, l'eau potable, l'asphaltage des rues, la construction des centres éducatifs. Les actions collectives entreprises après l'invasion des terrains vont dans ce sens. Ces actions constituent en soi une critique des populations, de leur situation et un effort en vue de la changer. On peut placer ces actions sous le signe du refus : le refus d'être des sans-abri, parce qu'ils ne peuvent pas se payer un bail, le refus de «crever de faim à la campagne» quand l'agriculture de subsistance ne peut plus nourrir la famille, le refus de rester passives. Cependant, des membres de ces populations sont critiques même vis-à-vis des leaders, des actions qu'elles entreprennent et par rapport même à des institutions qui leur viennent en aide.

Tant des gens de la population de la Cité que des habitants des campements se montrent critiques vis-à-vis des leaders des organisations. Des personnes interviewées dans la Cité dénoncent le népotisme et le manque de transparence des responsables des comités de base dans la gestion des projets financés par des ONG. Selon ces personnes, on les invite à des assemblées publiques pour leur annoncer qu'il y a un projet quelconque qui va être réalisé dans la Cité. Tout le monde participe à ces assemblées, mais au moment d'exécuter le projet, personne ne sait combien d'argent a été débloqué, et c'est sur la base du népotisme qu'on recrute des travailleurs pour un emploi saisonnier dans ces projets. On reproche aussi ce qu'on pourrait appeler le «zonage» des petits projets. En d'autres termes, des répondants reprochent à des leaders de comité de quartier des organisations juste dans le but de trouver du financement pour un petit projet qui sera réalisé seulement dans la zone où vivent les dirigeants et les membres de l'organisation. C'est ainsi, expliquent des répondants qui habitent tout près de la mer, qu'il n'y a pas eu de réalisation de projet dans leur zone. Tout se concentre au cœur de la Cité et la partie proche du boulevard Harry Truman. Certains répondants ont même associé l'augmentation du nombre des organisations de base dans la Cité à cette tendance des dirigeants à profiter de la situation des populations pour monter des groupes locaux qui ne cherchent qu'à obtenir du financement des ONG pour leurs petits projets locaux.

Dans les campements, des répondants sont très critiques vis-à-vis des leaders. Ceux-ci sont accusés d'être des opportunistes, des gens qui cherchent à vivre dans le luxe aux



dépens des populations pauvres qu'ils prétendent défendre. Il est reproché à ces leaders, qui sont des militants du Front populaire, de faire payer des amendes aux gens qui ne participent pas aux actions collectives imposées par ces leaders. Ils sont aussi accusés de faire payer, à des personnes qui avaient participé avec eux à l'occupation des terrains, les petits emplacements sur lesquels les qualifient même de petits leaders « lidercillo », dit une répondante. Ces gens sont pauvres humainement, dit-elle, parce qu'ils cherchent à vivre dans le luxe au détriment de la population. En dépit des reproches adressés à ces dirigeants, les populations de certains campements continuent à lui obéir. En leur demandant pourquoi ils ne démettent pas ces dirigeants, on a eu deux types de réponse. Pour un premier groupe de répondants, c'est parce qu'ils ont peur de tout perdre, c'est-à-dire le petit emplacement avec la construction qu'ils ont faite. Ils risquent même, disent certains, d'être battus ou de perdre leur vie. Une deuxième catégorie de personnes nous a répondu que c'est parce qu'ils sont peu nombreux pour faire face aux éventuelles réactions du leader.

La critique des populations des campements ne se limite pas aux leaders des campements. Elle s'étend au système politique mexicain en ciblant particulièrement les politiciens. Selon divers répondants, les leaders ne sont pas seuls dans leurs actions. Ils ont l'appui des groupements politiques, de parlementaires et de fonctionnaires de l'administration publique. Selon Renata, les populations établies dans les campements constitueraient une clientèle à la fois pour le leader que pour les politiciens en quête de capital politique.

Josué explique le phénomène par la façon dont les candidats mènent campagne : ils viennent, distribuent de l'argent à leurs représentants qui, à leur tour, doivent convaincre des citoyens de voter pour eux en leur distribuant quelques gourdes. Selon le répondant, au cours de la campagne électorale, les candidats sont prêts à mettre leurs chaussures dans la boue de la Cité et viendront même jusqu'à l'extrémité de la mer pour haranguer les gens. Mais après les élections, ils n'y mettront plus les pieds, qu'ils aient été élus ou non. Abordant la thématique de la reconnaissance de la population par ces politiciens, des répondants ont parlé de reconnaissance-business, c'est-à-dire ils font semblant de reconnaître la population juste pour avoir son vote. À l'instar des gens des campements interviewés, les répondants à Cité de l'Éternel ne font pas confiance aux politiciens particulièrement les candidats à des postes électifs. Cependant, il convient de faire remarquer des différences par rapport aux démarches des candidats pour se créer du capital politique. Dans les campements, même si les candidats se présentent devant la population, ils ont confiance dans les leaders qui pourront, bon gré mal gré, forcer les membres de son campement à voter pour lui, dans la mesure où il paie ces leaders, si on

en croit aux témoignages des personnes interviewées. À la Cité, les dirigeants des comités de quartier ou des groupes de base n'ont pas ces rapports tant avec la population qu'avec les politiciens. Ils ne peuvent pas forcer les membres de leurs organisations à voter pour un candidat donné. Toutefois, des individus et peut-être même des responsables des groupes de base peuvent recevoir de l'argent d'un candidat pour mener campagne pour lui. Sa tâche consiste à encourager des habitants de la Cité, entre ses amis ou des membres de sa congrégation religieuse à voter pour ce candidat. C'est aussi lui qui organise les tournées du candidat dans la cité, mais il ne peut contraindre personne à s'affilier à son groupement ou à voter pour son candidat comme c'est le cas dans les campements.

En lien avec la politique, la situation dans les deux cas étudiés apparaît comme étant une situation où l'inclusion des populations aux décisions politiques électorales sert d'instrument pour permettre à des professionnels de la politique de vivre de la politique sans défendre vraiment les intérêts de leurs mandants. Des populations avec des ressources limitées, incapables de se procurer un logement décent dans un milieu humainement vivable se sont établies dans des quartiers mal famés dont l'État ne s'en souvient que pour la répression des bandits. Des militants politiques ainsi que des candidats viennent les promettre monts et merveilles. Elles se sont trompées peut-être une fois en suivant ces leaders dans leurs actions et en votant pour des candidats. Au moment où nous réalisons cette enquête, il y en a qui regrettaient de l'avoir fait tout en critiquant ces leaders. La situation de ces populations est peut-être favorable aux politiciens et à des militants professionnels qui cherchent à profiter – soit pour gagner de l'argent, soit pour se faire élire – pour une fonction politique, gagner de l'argent et changer de statut au détriment des populations qui ont misé leur espoir dans la politique pour sortir de la marge.

### **18.7 Débrouillardise des populations des campements et de la Cité**

Pour se faire une idée des conditions de vie à la Cité, il nécessaire de faire une visite pour constater de visu les faits puisqu'il n'y a pas de données socio-économiques et démographiques pour cette petite entité de Port-au-Prince, même si elle est peuplée de plus de 50 000 personnes (Goulet, 2004). A la Cité, il n'y a pas de supermarché ni de succursale d'aucune des banques de la capitale, il n'y a pas non plus d'hôpital, on n'y trouve aucune école publique.

Dans les campements, on trouve à certains endroits, par exemple au carrefour de deux rues à l'une des entrées des campements, des femmes qui s'installent avec l'accord

du leader pour vendre leurs marchandises. En général, les petits commerces dans les campements paraissent plus organisés, et les produits qui se vendent sont plus de Mexico que d'ailleurs contrairement à Haïti : du poulet, des tortillas, des œufs, des bonbons (*dulces*), du fromage (*quezo*), entre autres produits de consommation populaire de base. Quoique connectées à partir de prise clandestine, les petites boutiques (*abarrotes*) aux campements et dans leurs environs sont régulièrement alimentées en électricité. Ainsi, contrairement à la Cité où les boissons se vendent dans des carcasses de réfrigérateur bourrées de morceaux de glace où l'on enfouit les bouteilles de boissons et les sachets d'eau, dans les campements, ces boissons sont soigneusement gardées dans des réfrigérateurs. Des camionnettes viennent régulièrement alimenter les boutiques en produits, tels que le lait, les boissons, les chocolats, les œufs. La vente des fruits, notamment des agrumes se fait en général dans une vieille camionnette équipée d'un haut-parleur d'où sort une voix masculine qui invite les habitants à se rapprocher pour acheter des fruits. Les habitants des campements se nourrissent surtout de tortillas, des saucisses, des œufs et du jambon, et du poulet (ces deux derniers produits pour les plus fortunés). Ces produits se vendent plus aux alentours que dans les campements eux-mêmes, car pour avoir une «tortilleria» (petite usine de production de tortillas) ou un commerce de vente de poulet, il faut des ressources économiques plus importantes que d'habitude.

Donc, il n'y a pas, dans les campements, d'épicerie importante, encore moins un supermarché. On ne trouve pas de succursale ou de guichet de banque; il n'y a pas d'hôpital ou de centre de santé avec lit. Les femmes, pour avoir un suivi médical et accoucher, se rendent dans un hôpital situé dans un autre arrondissement qui offre des services à des Mexicains de peu de ressources à travers le service du gouvernement de la Ville de Mexico : *Desarrollo integral de la familia* (développement intégral de la famille) (DIF).

C'est pareil pour les habitants, particulièrement les femmes de la Cité, à la différence qu'un tel programme n'existe même pas. Elles font le suivi dans des centres de santé gérés par des dirigeants des organisations locales, lesquels centres sont financés par des ONG, l'État ayant été contraint depuis le début des années 1980 à réduire systématiquement ses maigres dépenses sociales en faisant place aux ONG, selon les diktats des institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire international et la BID. Pour accoucher, les femmes de la Cité se rendent généralement à l'hôpital général où dans bien des cas, elles doivent payer pour

avoir des services, l'État disant ne pas disposer de ressources pour alimenter les centres hospitaliers. La plupart accouchent plutôt chez elles.

Dans les campements comme à la Cité, bien des personnes essaient de transformer leur situation en commerçant, espérant tirer des bénéfices pour subsister. Mais où trouver de l'argent pour commencer ou pour poursuivre une activité commerciale ? Tel que traité dans le chapitre consacré à l'analyse de la marginalisation dans la Cité, il existe dans ces milieux (dans la Cité) ce que nous avons appelé des racketteurs financiers qui font des prêts à des taux élevés allant de 25 jusqu'à 40% par jour. Outre les prêts usuriers, les petites marchandes développent une forme d'entraide financière appelée SOL à partir de laquelle elles se procurent des ressources pour financer leurs activités commerciales. Ceci n'existe pas dans les campements. Pour avoir droit à un prêt quelconque, ils doivent former un groupe de plusieurs personnes, jusqu'à six. Les intérêts, dit cette répondante, sont élevés. Malgré tout, ils le sont moins que ce qu'exigent les racketteurs financiers à la Cité.

« Il me semble que oui, il existe une forme de prêt, je ne sais pas comment ça s'appelle. Vous devez vous organiser en groupe de 5 à 6 personnes pour aller à la banque. Je crois que cela s'appelle «prêt immédiat». On leur fait un prêt, mais en réalité les intérêts ne conviennent pas. Ils sont très élevés, si je demande par exemple cinq mille, je dois payer quatre mille de plus en un an »<sup>419</sup>

Dans les deux cas, face au chômage de masse et au sous-emploi respectivement à Port-au-Prince et à Mexico, les populations sont forcées de développer des activités de débrouille pour survivre dans l'économie informelle. Dans les campements, outre les petites boutiques «abarrotées» qui servent à la fois de point de vente de loterie et de boissons alcoolisées. La plupart des habitants sont des techniciens maçons travaillant dans la construction informelle des maisons hors et dans les campements. D'autres sont des ferronniers ou des fabricants de blocs de ciment pour la construction. La majorité de la population, hommes et femmes travaillent à la centrale d'approvisionnement (*Central de abasto*) située à quelques kilomètres des campements. Là des hommes, parfois accompagnés de leurs enfants et de leur femme, déchargent des camions de fruits et de légumes, de poissons et de crustacés. Les femmes s'occupent de laver les fruits et les produits marins, de les trier pour les classer. Au Mexique, selon la réglementation du travail, pour avoir un poste sur le marché de l'économie formelle, il faut avoir terminé au moins ses études primaires. La majorité des travailleurs qui arrivent de la

<sup>419</sup> Me parece que si, no estoy bien enterada, pero me parece que hay un préstamo no sé cómo se llama, que usted se organiza con cinco ó seis personas y van al banco, creo que es préstamo inmediato y les hacen un préstamo pero la verdad no conviene son intereses muy altos, si yo pido cinco mil voy a pagar cuatro mil de intereses más en un

paysannerie mexicaine notamment des autochtones (indigenas) sont analphabètes et ne disposent même pas de certificat de naissance.

La mendicité et la vente dans la rue ou dans les stations de métro constituent deux autres formes d'activités de ces populations. Dans les rues du Centre-ville de Mexico ainsi que dans les stations de métro, on rencontre souvent des mendiants. La plupart sont des handicapés visuels, d'autres des enfants autochtones (indigenas) ou des jeunes gens (hommes et femmes). Généralement, les handicapés portent un lecteur de CD au dos où une musique est interprétée ; ou bien ils chantent eux-mêmes allant d'un wagon à un autre. Les enfants, quand la plupart n'exécutent pas un numéro (un chant, de la danse ou de l'acrobatie), distribuent des morceaux de papier imprimés aux passagers du métro, justifiant leur activité au nom d'une cause, généralement la cause des travailleurs autochtones dans une entité territoriale quelconque de Mexico. Le morceau de papier est une invitation à collaborer à cette cause. Des adultes chantent généralement avant de quémander des sous. Certains jeunes gens racontent des témoignages relatifs à leur passé de drogués et de bandits et à leur renonciation de continuer. Pour ce, ils se présentent devant les passagers pour leur demander de l'aide. Dans la rue, particulièrement dans les grandes avenues et dans les stations de métro aussi, on trouve des crieurs de produits électroniques et multimédia : des CD, des DVD piratés, du chewing-gum, des cartes de recharge de téléphone, des accessoires pour automobile etc.. Cependant tous les sites de vente sont sous contrôle. Il y a un leader qui gère chaque espace, soit des lieux de vente, soit des endroits pour garer son auto dans la rue. Ces leaders sont généralement impliqués dans le commerce illicite de la drogue.

Les stratégies de survie varient donc en fonction des ressources économiques et sociales et de la composition des ménages des populations. Pour investir dans le commerce de la rue, ouvrir un petit commerce, une boutique (abarrotes), il faut disposer de ressources économiques. C'est ce qui explique qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui ouvrent boutique dans les campements. Pour se procurer de l'argent, il faut du travail, ou bien des relations de confiance avec des gens qui acceptent de prêter leur argent à leurs amis ou leurs proches. Les réseaux familiaux et d'amitié aident certaines personnes, particulièrement les femmes qui doivent partir pour aller travailler à la «*Central de abasto*» ou bien chez des familles hors des campements. Si elles ont des enfants qui vont à l'école par exemple, au cas où elles ne pourraient pas les emmener, c'est la grand-mère, une sœur ou une amie qui s'en chargera.

Après l'école, cette même personne va les chercher. Si les enfants sont petits, ils sont donc gardés par des amis ou des membres de la famille en attendant que la mère

revienne de son travail. Les maisons construites dans les campements hébergent parfois deux générations. Dans certains cas, le père arrive le premier à Mexico. Il est reçu par un ami ou un proche. Quand il aura trouvé du boulot, il loue son logement et fait venir sa famille laissée à la campagne. C'était le temps où les usines de la sous-traitance du Mexique avaient besoin de main-d'œuvre. Ceux qui arrivaient de la campagne avaient moins de difficultés d'être embauchés comme ouvriers. Mais aujourd'hui, ce n'est pas la même conjoncture, beaucoup de travailleurs sont mis à pied. Les jeunes ne trouvent pas de place sur le marché de l'économie formelle. Certains, même s'ils ont un conjoint restent encore chez leurs parents, se trouvant en mauvaise situation économique, ne pouvant pas payer un bail. D'autres sont drogués ou bien ont fait la prison, ils vivent encore chez leurs parents en dépit du fait qu'ils sont très tôt papas ou mamans.

A la Cité, la base de la survie des habitants est composée surtout de petits boulots et des commerces marginaux. La plupart des personnes interviewées sont d'anciens ouvriers des usines de la sous-traitance de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Cette génération avait pu travailler dans les usines de la sous-traitance de la capitale. Mais aujourd'hui, ils sont au chômage, et leurs enfants n'ont jamais pu trouver une place sur le marché de l'économie formelle. La plupart de ces gens interviewés sont nostalgiques du coût de la vie à cette époque, car ils pouvaient, disent-ils, avec 26 dollars qu'ils recevaient par quinzaine, se procurer à manger et payer leur loyer. Au moment où nous menions cette enquête, les ouvriers de la sous-traitance recevaient 72 gourdes de paie par jour soit 360 gourdes par semaine de 40 heures de travail. Avec 37.75 gourdes pour un dollar, le salaire de l'ouvrier de la sous-traitance était de moins de US\$ 10.00 soit moins de US\$ 20.00 par quinzaine, une différence d'environ US\$ 7.00 alors que le coût de la vie a augmenté. Selon Sylvain, la situation était meilleure au cours des années 1980 que maintenant. Il est tailleur et père de trois enfants. Il a travaillé dans la sous-traitance au cours des années 1980. Il est arrivé dans la Cité, par obligation, a loué une vieille machine à coudre qu'il paie 250 gourdes dollars par mois au propriétaire pour raccommoder des vêtements usagés afin de survivre. Il vit dans une cahute faite à partir des matériaux de récupération, entre autres, des tôles galvanisées, rouillées et de petites gaules de bois.

De nombreuses femmes de la Cité sont des vendeuses, en d'autres termes des colporteuses ou des revendeuses de produits achetés au Centre-ville de Port-au-Prince pour les revendre à un prix dont elles espèrent tirer un certain bénéfice. Elles revendent, entre autres, des produits cosmétiques, des vêtements, des chaussures ou des accessoires pour la lessive. Bon nombre d'entre elles vendent de la nourriture cuite, installée à un

coin de rue ou se promenant dans la rue en criant aux gens de venir acheter. Celles qui se promènent pour colporter les plats sont vulgairement appelées «machann aleken<sup>420</sup>» (marchand de riz aux haricots), à la différence de celles qui sont assises quelque part qu'on appelle « *machann chen janbe*<sup>421</sup> ». Depuis l'ouverture du marché haïtien au riz en provenance des États-Unis, la production du riz national n'est pas parvenue à résister à la concurrence; le riz est devenu ainsi le produit de consommation de base notamment dans les milieux populaires, contrairement à Mexico.

Certaines femmes et même des hommes s'adonnent à ce qu'on appelle le «*komès-pèpè*» (commerce de vêtements usagés et d'autres produits d'occasion). Ce sont entre autres des matériels électroniques, des chaussures et des vêtements usagés, des ustensiles de cuisine, des sacs d'école ou des casquettes. Contrairement aux habitants des campements, les travailleurs de la Cité ne disposent pas d'une centrale où ils peuvent monnayer leur force de travail. Beaucoup d'hommes sont des artisans ou des contremaîtres en maçonnerie. On y trouve des sculpteurs, des ébénistes, des ferblantiers, des techniciens maçons, des marins, des tailleurs, entre autres. Ils survivent jour après jour de ce que la clientèle apporte. Outre ces petits métiers, on trouve également des gens de professions libérales, entre autres, des enseignants, de petites écoles privées, des leaders religieux qui se font appeler pasteurs et qui possèdent une église qu'ils gèrent, des étudiants à l'université, de petits boutiquiers, de mécaniciens. Des fabricants de bloc en béton destinés à la construction, des ferronniers. Ces gens sont des refoulés du marché du travail formel où il n'y a pas de place pour eux. Ils cherchent à créer leur propre boulot de subsistance. La Cité, contrairement aux campements, regorge d'églises protestantes d'obédience américaine. Elles constituent une forme de rente pour les « pasteurs » qui réclament aux fidèles la dixième partie de leur revenu hebdomadaire, soit 10% de tous leurs revenus au cours de la semaine, mises à part des offrandes payées à l'occasion d'autres réunions.

Comme dans les campements, les réseaux familiaux et d'amitié, les ressources économiques ainsi que la composition des ménages déterminent les activités informelles de subsistance des individus. Beaucoup de personnes vivant dans ces milieux dépendent grandement pour leur subsistance des transferts d'argent reçus des parents, d'un conjoint et de quelques proches à l'étranger particulièrement aux États-Unis. Dans certaines maisons, on peut compter jusqu'à trois générations de personnes: le père, la

---

<sup>420</sup> L'imaginaire populaire désigne ainsi le riz aux haricots que vendent ces femmes qui longent d'une à l'autre les ruelles du bidonville pour vendre leur marchandise

<sup>421</sup> On les appelle ainsi parce qu'elles étalent à même le sol les ustensiles contenant la nourriture à vendre. Comme cela se fait dans l'inconfort et l'inconfort, on pense que les chiens largués ça et là pourraient les traverser, d'où cette désignation assez burlesque.

mère, les enfants, les petits enfants et les enfants des petits enfants. Les nouvelles générations semblent avoir de plus en plus de difficultés à se payer un loyer ou se séparer de leurs grands-parents. Dans certains foyers, la présence des étudiants s'explique entre autres par le fait que la parenté de l'étudiant ou bien des amis de ses parents vivent dans ce bidonville. Ainsi, il est accueilli dans la Cité. D'autres jeunes sont nés dans la Cité et y ont grandi jusqu'à la fin de leurs études de premier cycle. Dans ce sens, comme nous l'avons déjà fait remarquer, la population de la Cité est plus hétérogène que celle des campements.

Le logement constitue un autre moyen de subsistance dans la cité. Une chambre à coucher dans une maison standard (pour la Cité) peut coûter jusqu'à 7 500 gourdes soit environ US\$ 200 l'an. Certains propriétaires de terrain construisent des logements uniquement pour les mettre en location dans la Cité. Eux, ils vivent ailleurs. De même, il y a des propriétaires de négoce qui vivent dans des quartiers résidentiels et viennent tous les matins ouvrir leur commerce pour les refermer le soir avant de rentrer chez eux. La chambre est communément appelée pièce de maison (*pyès kay*) que le propriétaire loue pour une durée d'un an. Généralement, il n'y a ni douche, ni cuisine. La toilette est une commode que tous les habitants utilisent en cas de besoin. Souvent, elle n'est pas curée. Ces types de logement passent pour être dans l'ordre du normal dans les milieux populaires. Cependant, il existe dans la Cité un autre type de location de logement de fortune. Ces logements sont particulièrement ceux qui sont construits à partir des matériaux de récupération. Ils sont érigés pour la plupart sur des remblais jetés pour combler les eaux marécageuses. Ils accueillent ces gens très pauvres qui viennent de débarquer dans la Cité en provenance de la paysannerie ou bien qui ont fait une chute dans la misère en allant d'un bidonville à un autre. Ces types de logement ne disposent ni de toilette, ni de cuisine, encore moins un endroit pour se baigner. Leurs habitants font leurs besoins à même le sol près de la mer dans des sacs en plastique. Ils se louent à 3 000 gourdes l'an soit 1 500 gourdes par tranche de six mois. Dans les campements, cette pratique n'existe pas. Aucun propriétaire ne peut louer son logement à une tierce personne. Évidemment des parents ou des grands-parents accueillent leurs enfants chez eux mais les logements ne sont pas loués à d'autres personnes.

La survie dans la Cité et dans les campements est fondée sur la débrouille, l'État ayant abandonné ces populations et le marché du travail formel leur ayant rejeté. En dépit de cette situation, les populations résistent en créant des alternatives pour contourner la crise de l'emploi. Pour se tailler une place sur le marché de l'économie informelle, ils colportent des produits de toutes sortes ou bien mettent en place des



institutions d'oppression et d'aliénation des pauvres au nom de la foi. Tant dans la Cité que dans les campements, tandis qu'on ne trouve pas de centre hospitalier et des médecins pour répondre aux besoins des populations supérieures dans chacun des cas à plus de 40 000 personnes, les points de vente de billets de loterie, la vente de l'alcool et de la drogue, l'implantation de sectes religieuses sont de plus en plus courantes. Dans les deux cas, les populations font preuve de débrouillardise mais leurs activités sont surtout déterminées par les ressources auxquelles elles peuvent accéder, leurs rapports sociaux et la composition de leur ménage.

## **CHAPITRE 19 : LA CAPACITÉ D'ACTION COLLECTIVE DES POPULATIONS AU REGARD DE LA REVUE DE LITTÉRATURE**

Pour réaliser cette recherche, trois champs théoriques ont été passés en revue : la marginalisation, la capacité d'action collective et la reconnaissance. Au premier abord, différentes perspectives d'analyse de chaque champ ont été abordées. Au terme de cette revue de littérature, la question de recherche initiale a été reformulée et les options théoriques précisées. À la lumière des approches théoriques développées, ont été analysées les données recueillies sur le terrain. Ceci a permis de faire dans le chapitre précédent une comparaison de la situation dans les campements et à la Cité. Dans ce dernier chapitre, sont confrontées les perspectives théoriques présentées dans la revue de la littérature avec la situation des populations dans les campements à la Sierra Santa Catarina et à Cité de l'Éternel. Le chapitre est ainsi réparti : d'abord, à la lumière de diverses approches sur la marginalisation des populations sont examinées des données relatives à ce thème ; ensuite, par rapport à la capacité d'action collective de ces gens, des liens seront faits avec les perspectives théoriques associées à ce thème ; enfin, en ce qui concerne la reconnaissance des populations, les stratégies de luttes, pour la reconnaissance des populations sont abordées à la lumière de diverses perspectives développées par les auteurs. À la fin du chapitre, les options théoriques liées aux trois thèmes sont reprises en vue de finaliser de l'analyse de la situation dans les deux terrains.

### **19.1 La marginalisation des populations**

Tel qu'exposé dans l'introduction, la théorie marxiste postule que les gens qui composent le lumpenprolétariat sont incapables de faire la révolution parce qu'ils n'ont pas de conscience de classe. À l'instar de Marx, Lénine et Gramsci prônent l'appartenance au Parti et l'implication des intellectuels organiques auprès des «masses» en vue de la réalisation d'actions collectives révolutionnaires. Les intellectuels adhérents du Parti doivent se donner pour tâche d'éduquer le peuple en vue de la révolution. D'autres auteurs ont pris l'anti-thèse de la théorie marxiste classique en affirmant que les individus peuvent faire usage de leur entendement en émettant des idées, en créant des liens et en agissant indépendamment d'une structure de classe ou d'un parti révolutionnaire. À partir des relations sociales fondées sur la subjectivité et des intérêts objectifs, les individus parviennent à former des associations et agir ensemble.

Les populations étudiées dans le cadre de cette recherche ne constituent pas le lumpen-prolétariat dont parle Marx. On y trouve certains des badauds, des portefaix, des gens dépourvus de ressources et de formation, mais elles ne forment pas pour autant cette catégorie sociale. Dans le contexte européen du XIXème siècle, le lumpenprolétariat dont parle Marx pouvait concurrencer avec une classe ouvrière syndicalisée et organisée. Ce n'est pas le cas à Port-au-Prince et à Mexico. Les populations des campements et de la Cité semblent davantage des populations marginalisées qui se cherchent une place pour construire leur logement. Elles sont impliqués dans des processus organisationnels en vue de subsister et d'obtenir la régularisation de leur situation.

Pour mieux comprendre leur situation, ont été passées en revue d'autres perspectives théoriques articulées autour de trois thématiques : la marginalisation, les actions collectives et la reconnaissance. Ayant défini provisoirement ces populations comme des populations «marginalisées», j'ai formulé la question principale suivante : quelle est leur capacité d'action collective ? Ainsi ont été prises en considération différentes interprétations de la marginalité : on parle notamment de « *marginalidad* » en Amérique latine, d'« *Underclass* » aux Etats-Unis et d'exclusion en Europe. En Amérique latine, il y a différents courants d'interprétation de la marginalité. Selon certains auteurs, la marginalisation des populations s'explique à partir des rapports sociaux et économiques capitalistes en Amérique Latine. En d'autres termes, la percée du capitalisme dans la paysannerie a provoqué l'exode rural qui a eu pour conséquence la marginalisation des gens venus de la campagne. Stavenhagen parle de la «masse marginale» pour désigner ces populations. D'autres auteurs expliquent ce phénomène à partir d'un processus de désarticulation de la crise du système urbain.

D'après les personnes interviewées, il est difficile dans le cas des populations de la Cité et des campements d'expliquer la marginalisation uniquement à partir des rapports sociaux et économiques capitalistes. Dans les campements, à Iztapalapa, la majorité de la population est d'origine autochtone (*indigenas*). On trouve plus de femmes que d'hommes. Pour expliquer la présence de ces gens dans ces territoires, plusieurs motifs ont été évoqués : par exemple, la cessation par l'État de subventionner la production agricole et le manque de services en milieu rural. Concernant la présence des femmes, des interviewées attribuent cela au départ du conjoint de ces femmes aux Etats-Unis et à des facteurs culturels<sup>422</sup>.

---

<sup>422</sup> Dans les communautés autochtones, il arrive que les parents choisissent un conjoint pour leur fille, indépendamment du consentement de celle-ci. Si la fille désobéit à ses parents, elle s'enfuit en ville. En général elle vient à Mexico.

Par rapport à la population de Cité de l'Éternel, il est aussi difficile d'attribuer directement la présence de ces personnes à des rapports sociaux et économiques capitalistes. Comme on l'a vu dans la revue de littérature sur les causes de la prolifération des bidonvilles à Port-au-Prince, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) encouragea l'exode rural vers Port-au-Prince dans une logique de lutte contre la pauvreté. Les résidents de la Cité ne sont pas tous des gens qui proviennent directement de la campagne. Des personnes interviewées parlent même de la présence de diverses catégories de gens dans ce bidonville. Selon elles, la Cité n'est pas habitée par des «pauvres». Dans ces campements à la Sierra Santa Catarina, comme dans la Cité à Port-au-Prince, il est donc difficile de déterminer l'établissement des résidents par la percée du capitalisme dans la paysannerie ou par des rapports sociaux et économiques capitalistes

Au-delà de la thèse des rapports sociaux capitalistes, on a vu d'autres explication de la marginalité, comme, par exemple, celle de Lewis (1966), qui évoque la «culture de la pauvreté». Selon Lewis, les populations sont marginalisées à cause de la faiblesse des liens sociaux et politiques et de la domination des valeurs bourgeoises. Si on considère le cas de la population des campements, il semble inapproprié de parler de la faiblesse des liens sociaux et politiques. Selon des personnes interviewées, les populations des campements, conduites par des leaders, organisent souvent des actions collectives pour manifester leur solidarité, soit avec d'autres groupes, soit en faveur d'un politicien. La plupart des résidents de ces territoires sont affiliés à un front sociopolitique qui est le Front populaire. Ce front se réclame du Parti de la révolution démocratique (PRD). À Cité de l'Éternel, des responsables d'organisation de base ont même fait du lobbying auprès des politiciens en vue d'emmener des services communautaires à la population. Alors, on peut se demander si la famille et les groupes de voisinage ne constituent pas les principales ressources des gens.

D'autres auteurs parmi lesquels, Touraine (1976), Castells (1983) cherchent à expliquer la marginalisation à partir d'un processus de désarticulation des sociétés latino-américaines et de la crise du système urbain. Pour Touraine, il y a des populations marginalisées en Amérique latine parce que les sociétés de ce sous-continent sont désarticulés : les grands propriétaires fonciers cherchent à étouffer l'agriculture de subsistance, ce qui provoque une désagrégation de la paysannerie. La main-d'œuvre rurale est expulsée. Elle vient s'établir en périphérie urbaine dans des conditions précaires. Dans la perspective de Touraine, il y a marginalisation dans les

sociétés dépendantes parce qu'il n'a pas de coordination entre secteurs dominés et secteurs dominants de l'emploi.

L'emploi paraît comme un facteur à ne pas négliger dans l'explication des causes de la marginalité. Dans la Cité et dans les campements, les gens subsistent à partir des activités de débrouille. Ils sont sans emploi pour la majorité. Mais est-ce que l'emploi en soi permet de sortir de la précarité ? Autant à Mexico qu'à Port-au-Prince, travailler au salaire minimum ne permet pas d'améliorer ses conditions de vie. Par rapport à la thèse de la désarticulation évoquée par Touraine, on ne peut pas dire, en ce qui concerne les populations de la Cité et des Campements, que ces personnes viennent toutes de la campagne ou que les grands propriétaires fonciers auraient fait disparaître l'agriculture de subsistance.

Castells, de son côté, attribue la marginalisation des populations en Amérique latine à la crise du système urbain, où les politiques publiques et l'économie de marché ne parviennent pas à offrir des services à la population démunie. Effectivement, les populations à la Sierra et à la Cité de l'Éternel. Ils n'accèdent à certains services de base que de manière irrégulière. Par rapport au logement, même avec la régularisation de la situation des résidents des campements, il n'y a pas eu de construction de logements sociaux.

D'autres perspectives théoriques traitant des activités de subsistance des personnes démunies ont été passées en revue. Delcourt (2007) situe la prolifération des activités informelles des populations marginalisées dans les politiques de privatisation, de dégraissage du secteur public et de l'arrêt de subventions au secteur industriel. À partir des années 1980, tant en Haïti qu'au Mexique, l'État a entamé un processus de désengagement de ses obligations sociales vis-à-vis des populations pauvres. En Haïti, conformément aux injonctions des institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire international et la Banque interaméricaine de développement, l'État était contraint d'appliquer des politiques qui tendent à renforcer le secteur privé, l'administration publique ayant été jugée inefficace, corrompue et incapable de faire une bonne gestion de la chose publique. Les dons et les prêts devaient désormais être acheminés à Haïti soit par des organismes de coopération au développement international, soit par des ONG. L'aide américaine arrivait en Haïti par le biais de l'USAID qui encourageait la formation et le renforcement des groupes du secteur privé ainsi que des organisations à but non lucratif qui devaient, dans un premier temps, assurer la distribution de l'aide alimentaire avant de se verser par la suite dans la réalisation de micro-projets de développement local.

Au Mexique, le gouvernement, dès les années 1970, cessa de subventionner la production du maïs, ce qui représenta un coup dur pour les petits fermiers. À partir des années 1980, plusieurs services offerts dans les milieux urbains, entre autres, des projets de logements sociaux, des programmes de santé et de loisirs populaires, ont été systématiquement réduits. En 1994, le gouvernement mexicain signa l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) dont l'application a contribué à la ruine des petits fermiers mexicains dont les produits ne sont pas parvenus à tenir tête à la concurrence des produits en provenance des États-Unis et du Canada. L'application des politiques d'ajustement structurel en Haïti et au Mexique n'a fait que renforcer les pouvoirs des groupes dominants au détriment de la majorité de la population. Il en résulte, comme le dit Weber, un accès différencié aux biens et aux richesses de la part de certains groupes qui parviennent à imposer leurs lois et leurs règlements en matière de gestion de la chose publique et en particulier par rapport à la protection de leur vie et de leurs biens. Par exemple, en ce qui concerne la protection de leurs gains dans l'industrie de la sous-traitance en Haïti ou des *maquiladoras* à Mexico, les industriels sont sensibles à la question de l'augmentation ou non du salaire minimum en faveur des ouvriers. Au début des années 1990, le gouvernement haïtien a voulu faire passer le salaire minimum 15 gourdes à 36 gourdes. Cela provoqua la grogne des associations patronales. Le gouvernement, conformément aux diktats des agences de financement citées dans les paragraphes précédents et du gouvernement étasunien, s'est engagé à ne pas intervenir dans la fixation des prix des produits sur le marché – question de laisser libre cours aux spéculateurs, de faire du profit, de laisser au marché le soin de réguler les problèmes sociaux. En 1994, l'État haïtien signa à Paris un accord dénommé « Accord de Paris<sup>423</sup>» selon lequel il s'est engagé à privatiser des entreprises publiques, entre autres, la compagnie des télécommunications d'Haïti, la Banque nationale de la République d'Haïti, la Cimenterie et la Minoterie d'Haïti. Cette politique entre dans le cadre du renforcement de groupes dominants qui ont déjà un accès privilégié à d'importantes ressources du pays et qui peuvent ainsi influencer des politiques publiques.

Au Mexique, jusqu' en 1983, environ 1 115 entreprises étaient sous contrôle de l'État; mais après 1993, il n'en restait que 213 (Sandoval, 2003). Selon cet auteur, la privatisation accélérée au Mexique s'est faite à un rythme aussi vertigineux que les faillites provoquées par l'État. La responsabilité de l'État vis-à-vis de la population a été transférée à des entreprises privées. Au cours des années 1990, la Commission

---

<sup>423</sup>On peut lire les thèmes de cet accord au [http://www.multinationalmonitor.org/hyper/issues/1994/08/mm0894\\_05.html](http://www.multinationalmonitor.org/hyper/issues/1994/08/mm0894_05.html)

nationale pour la subsistance des populations (CONASUPO) qui s'occupait de la commercialisation des céréales de base et de la fixation de prix garantis a été démantelée. Cela a eu un impact négatif sur le droit à l'alimentation (Sandoval, 2003). Même dans le cas de la sécurité sociale et de l'électricité, l'administration des services a été transférée au secteur privé. Dans le cadre de ces politiques de privatisation des entreprises publiques, certains groupes sont favorisés au détriment d'autres, ce qui a conduit à une polarisation sociale se traduisant par un plus grand écart entre riches et pauvres en terme d'accès aux biens et aux richesses.

Tandis que sont mises en place ces politiques, l'État se désengage de ses responsabilités envers les populations marginalisées, faisant des licenciements dans l'administration publique, coupant dans le budget destiné à la création ou au financement des infrastructures sociales. Ces faits concordent avec les énoncés théoriques selon lesquels les groupes sociaux ont un accès différencié aux biens et aux richesses dans les sociétés, et qu'en vertu de l'appropriation des richesses certains groupes parviennent à se constituer en groupements politiques en imposant leurs lois et leurs règlements. Les faits analysés dans les contextes mexicain et haïtien confirment ces théories.

## **19.2 Leur capacité d'action**

Diverses approches relatives à la capacité d'action collective des populations ont été passées en revue. Dans la perspective de Marx, les actions collectives devraient être comprises à travers les rapports de classes, car l'histoire des sociétés est une histoire de luttes entre dominants et dominés. Ainsi pour comprendre les actions collectives des populations des campements et de la Cité, il faudrait voir à la lumière des rapports de classe. Comme mentionné dans les pages précédentes, il est difficile de comprendre ce que vivent ces populations. Par exemple, à Cité de l'Éternel, on trouve toutes sortes de catégories de personnes : des étudiants, de petits entrepreneurs, des petits métiers et des gens pauvres disposant de peu de ressources pour subsister. Par les actions entreprises, ces gens. Ils développent des stratégies de subsistance qui leur permettent d'amener des ressources collectives dans la Cité.

Si Marx conditionne la possibilité d'action collective à l'existence de rapports de classes antagoniques, d'autres auteurs développement la thèse de l'impossibilité pour des populations démunies de réaliser des actions collectives, d'avoir une «subjectivité collective» et des intérêts communs. Parmi ces auteurs d'orientation théorique

différente, on peut citer, Touraine (1967), Bourdieu (1977), Bernard et Séguier (1999) et Wacquant (2006). Selon eux, les populations marginalisées seraient en général incapables de réaliser des actions collectives. Selon Bourdieu (1977), Wacquant (2006), ces populations ne sont pas en mesure d'agir au nom d'intérêts communs, à moins d'un travail d'agrégation et de représentation politiques. Pour Touraine, les actions collectives de ces populations seront mises à contribution par des formations politiques dans une logique clientéliste, notamment dans des pays en d'Amérique latine (Touraine, 1967). Enfin selon Bernard et Séguier (1999), seule la création de médiations sociales, c'est-à-dire la formation d'associations dans une logique de conscientisation, peut permettre à ces populations d'avoir réellement une conscience collective. Ainsi, il est difficile pour ces populations marginalisées de parvenir à changer leurs conditions d'existence à partir d'actions collectives conscientes et planifiées, sans la médiation sociale et sans ce travail de représentation et d'agrégation politique qu'évoquent ces auteurs.

À la lumière des informations recueillies au cours de cette enquête, il semble qu'il est inapproprié de dire que les populations de la Cité et des campements sont incapables d'actions collective. Les associations créées par les habitants de la Cité constituent une forme de médiation et de lieu de réflexion et d'action. En tant qu'espace de réflexion et d'action, elles permettent aux habitants de la Cité d'échanger des idées sur des problèmes spécifiques – absence d'eau potable, d'électricité, de centres hospitalier, entre autres – et de planifier des actions devant apporter des solutions aux problèmes identifiés. En tant que médiation sociale, elles favorisent la construction de réseaux avec des personnalités politiques, des ONG et des ECDI intervenant en Haïti. Par l'intermédiaire de ces associations deviennent possibles des actions telles que la construction de bornes-fontaines et d'un canal de drainage, d'un centre de santé et d'une école communautaire dont la gestion est assurée par des membres et des dirigeants et des associations locales.

Dans l'optique de Séguier et Bernard (1999), les groupes et les associations formées au sein des populations marginalisées peuvent servir de lieu de conscientisation en vue de changements structurels. La formation d'associations par les habitants de la Cité semble être effectivement l'expression ou le symbolisme même d'une prise de conscience autour des problèmes auxquels elles sont confrontées. Cependant, il est difficile d'affirmer que ces associations visent des changements en profondeur. Les actions entreprises par ces populations tendent vers la négociation, le réseautage au lieu de la confrontation. Ces actions ne sont pas non plus dénonciatrices. Il est aussi difficile



d'associer les actions de ces populations à une idéologie de changement. À part un répondant qui a qualifié l'État «d'État-bourgeois», il y a peu de critiques explicites de l'État ou du système en place.

Intervenir auprès des ONG et des ECDI pour faire construire des bornes-fontaines, un canal de drainage ou une école primaire ne semble pas avoir une portée idéologique ou révolutionnaire face à l'État ou au système politique. Cela ne signifie pas pour autant que les gens ne sont pas informés ou conscients de la réalité qui les porte à venir s'établir dans un quartier comme Cité de l'Éternel. Des répondants ont affirmé que c'est à cause de la précarité de leurs ressources financières qu'ils sont venus vivre dans la Cité. Cependant, les actions collectives entreprises ne sont pas fondées sur une posture critique des causes de la précarité. À l'instar des habitants des campements, les populations de la Cité cherchent à s'intégrer à une structure urbaine fondée sur l'accès inégal aux territoires et aux services. Considérant les cas de ces deux populations, il est difficile de soutenir la thèse de leur incapacité d'avoir une subjectivité collective et des intérêts communs. Cependant il faut poser la question de la finalité de cette subjectivité et de ces intérêts. Par exemple, les populations des campements et de la Cité ont créé respectivement deux quartiers dont elles luttent pour la reconnaissance. Ces deux quartiers sont au fondement de l'intérêt collectif pour chacune des populations. Mais l'existence de ces quartiers n'apporte pas nécessairement une amélioration des conditions de vie de ces populations vivant en marge de la ville.

À la Sierra Santa Catarina, les populations des Campements organisent parfois des manifestations de solidarité avec d'autres groupes à Mexico, mais il s'agit pas de manifestations qui posent la question de l'accès inégal aux terrains pour construire des logements ou bien de manifestation qui dénoncent les conditions de vie liées au logement, aux services sociaux et aux soins de santé dans les bidonvilles de Mexico. Par rapport au problème de la reconnaissance des Mexicains qui sont considérés comme des sans-papiers dans leur propre pays, il n'y a pas d'actions collectives organisées pour critiquer cette situation et exiger des changements en profondeur. On peut dire autant par rapport aux populations de la Cité. Tandis que les démarches des associations ont abouti à plusieurs projets notamment la construction de bornes-fontaines en vue de l'approvisionnement en eau de la population, à Cité Plus, connexe à la Cité, une seule borne-fontaine a été construite. À Village de Dieu, bidonville voisin des deux cités, les populations n'ont pas accès à l'eau et doivent se rendre ailleurs pour l'acheter par seau. Ces trois quartiers ont été constitués à la suite de l'occupation irrégulière des terrains mais chaque population développe ses propres stratégies de survie et de lutte pour la

reconnaissance. Il n'y a pas entre les populations de construction de réseaux d'action et de réflexion en vue d'un changement plus étendu des conditions de vie. Dans chaque quartier pauvre, il est possible de trouver des associations du même type que celle qu'on a identifiées à la Cité. Elles entreprennent de manière séparée des démarches auprès du Ministère des affaires sociales en quête de légalisation. Ensuite, elles interviennent auprès des ONG et des ECDI pour obtenir le financement des projets. Elles constituent ainsi la clientèle des bailleurs de fonds qui trouvent par là un moyen de justifier les fonds obtenus.

### **19.3 De la reconnaissance des populations**

Par rapport à la reconnaissance, différentes approches ont été développées qui mettent l'accent, entre autres, sur les rapports entre le maître et l'esclave ou entre dominants et dominés, sur le rôle de l'État dans la formation et la reconnaissance des territoires, sur la reconnaissance par l'État de structures organisationnelles qui interviennent dans les quartiers pauvres, sur la reconnaissance comme politique de redistribution et de participation et sur des perspectives identitaires de la reconnaissance.

En ce qui concerne la reconnaissance abordée comme rapport d'asservissement ou de domination, on a vu avec Hegel que pour se faire reconnaître, l'esclave s'engage dans une « lutte à mort » c'est-à-dire la disparition du maître en tant que maître et l'affirmation de l'esclave comme homme libre. L'esclave devient ainsi un être humain susceptible de jouir des mêmes droits que tous les êtres humains. On ne peut pas assimiler la situation des populations des campements et de cité l'Éternel à celles de catégories sociales où il y a des maîtres disposant d'un côté de tous les droits, et des esclaves, de l'autre. Des gens de la Sierra Santa Catarina et de Port-au-Prince, informés d'ailleurs de leurs droits à avoir un espace où habiter, procèdent à des occupations de terrain qui relevaient des domaines publics. Après leur action, ils s'organisent en vue d'obtenir la régularisation de leur situation. Ils profitent ainsi des droits civils et politiques dont ne disposaient pas les esclaves, pour entreprendre des actions collectives, former des associations afin d'intervenir auprès des instances chargées de les reconnaître comme populations sujettes de droit. La perspective de Hegel, même si elle ne permet d'analyser les démarches des populations à la Sierra et à Port-au-Prince

constitue toutefois un outil d'analyse des rapports de reconnaissance entre maître et esclave du temps des colonies.

Concernant les rapports de classe dont parlent Marx et Engels, il peut être difficile d'accoler une étiquette de classe aux populations des campements à la «Sierra» et à Port-au-Prince. Considérons le cas de la population de Cité l'Éternel : les gens forment des associations, interviennent auprès des ONG et des instances étatiques non pas au nom d'une classe sociale donnée mais simplement pour obtenir des services au profit de la population de Cité l'éternel. De même, si on tient compte des revendications des populations des campements, les gens demandent d'accéder de façon régulière à des services de base comme l'eau, l'électricité, la téléphonie entres autres et espèrent ainsi obtenir la régularisation de leur situation. Ils ne parlent pas non plus au nom d'une classe sociale et n'agissent pas non plus contre les intérêts d'une classe sociale dominante ou oppressive.

En effet, dans les approches de Hegel et de Marx et Engels, les rapports de reconnaissance sont présentés en tant que rapports de luttes entre maître et esclave ou bien entre classes exploitantes et classes exploitées. Ces cadres d'analyse, s'ils peuvent aider à comprendre les luttes historiques menées par des groupes sociaux antagoniques pour se faire reconnaître, semblent être inappropriés pour analyser la situation des populations des campements et de la cité. Cette situation relève plutôt de la micro-dimension c'est-à-dire de cas spécifiques de populations qui cherchent à créer les conditions de leur adaptation par l'occupation de territoires situés en périphérie de la ville.

Ont été passées en revue d'autres approches liées à l'occupation des territoires et à la régularisation par l'État de ces territoires. On a vu avec Rousseau, Weber et Bourdieu que l'accès aux territoires pour construire son logement peut être compris en lien avec les des rapports sociaux inégalitaires. En d'autres termes, ceux qui ont à leur disposition les moyens nécessaires peuvent accéder à des espaces privilégiés pour construire leur demeure, tandis que ceux qui n'en ont pas peuvent ou bien s'établir dans des endroits précaires, ou bien rester à la charge de l'État. Les populations pauvres ou dépossédées peuvent, le cas échéant, envahir des espaces vacants afin de se créer un endroit où habiter. A partir de là, entre en ligne de compte, la reconnaissance ou bien la régularisation de la situation des populations occupantes. Entres autres, selon Deboulet (1990), Behard et Estèbe (1999), la reconnaissance par l'État des territoires envahis par des populations démunies peut servir d'incitatif à l'occupation des terres de l'État en

milieu urbain. Elle peut être aussi un moyen de marginaliser et de discriminer ces populations. En synthèse, selon l'approche développée par ces auteurs, la reconnaissance par l'État des territoires occupés par les populations peut avoir pour conséquence un encouragement d'autres groupes défavorisés à suivre le même exemple, ou bien la relégation de ces pauvres dans des territoires discriminés.

Par rapport à la thèse de l'incitation à l'occupation des territoires, dans le cas de Mexico, on a vu que par le passé non seulement le gouvernement régularisait la situation de ces populations mais aussi des militants du Parti de la révolution Institutionnelle (PRI) au pouvoir embrigadaient des pauvres vivant dans des bidonvilles ou fraîchement arrivés de la paysannerie dans l'occupation irrégulière des terrains. Ce parti qui dura 70 ans au pouvoir au Mexique, recruta une partie de sa clientèle parmi les pauvres, soit à travers ces pratiques d'occupation et de régularisation de terrain, soit par la réalisation de projets de construction de logements sociaux dans ces territoires au profit des populations. Environ dix ans après la chute du PRI au pouvoir, des populations démunies continuent d'occuper des terrains en périphérie urbaine. Dans la revue de littérature faite sur cette question au Mexique, on a vu les militants du Parti de la Révolution démocratique, qui est une transfuge du PRI, continuer les mêmes pratiques. Le nouveau parti au pouvoir, à savoir le Parti d'action National (PAN) est moins tolérant à l'égard des squatters. Toutefois, sa politique est contrebalancée par l'Administration de la ville Mexico dirigée par le PRD. De temps à autres, il y a des interventions policières pour déloger les occupants ou bien une régularisation des populations établies par l'Administration de la ville de Mexico.

Dans le cas de la Port-au-Prince, il est difficile de parler, par contre, d'incitatif à l'occupation des terrains. Les populations établies dans la cité ont profité de la chute de Jean Claude Duvalier pour s'établir sur ces terrains. On ne peut pas dire, à l'instar des gens des campements de la Sierra, qu'ils ont été encadrés par des militants politiques. Jusqu'au moment où je menais l'enquête, leur situation n'a pas été régularisée par l'administration publique. En général, les populations démunies à Port-au-Prince profitent d'une période d'instabilité politique ou d'un coup d'État ou de la chute d'un gouvernement pour squattériser un terrain.

La reconnaissance des territoires peut constituer, selon Grafmeyer (1996), Vidal (1999), Bourdieu (2003), un moyen de constituer des zones de relégation dans le cadre européen, en France particulièrement. Selon ces auteurs, quand l'État favorise la constitution des groupes homogènes dans un espace donné, cela peut être une façon de

faire de la discrimination positive. Concernant la Cité de l'Éternel, on peut dire qu'il n'y a pas de politiques territoriales visant à créer des zones réservées à des groupes sociaux particuliers. En d'autres termes, il n'existe pas de politique de gestion territoriale de la discrimination. Peut-être pourrait-on interpréter l'absence de l'État dans les bidonvilles comme une forme de discrimination, mais l'État n'est pas seulement absent dans ces territoires. Dans les quartiers huppés de Port-au-prince, les résidents s'organisent pour créer des infrastructures, disposer des services tels que l'eau, l'électricité, la sécurité des vies et des biens, le drainage et l'asphaltage de certaines artères. L'État est tout simplement incapable d'offrir des services tant aux populations pauvres qu'à des résidents de quartiers riches. Néanmoins, des interventions policières parfois meurtrières se font dans les bidonvilles qu'on appelle aussi «zones de non droit». Au cours des interventions, rappelons-le, des répondants ont parlé de la reconnaissance des bidonvilles par l'État à travers des interventions politicières. C'est-à-dire, l'État reconnaît l'existence de ces populations seulement quand il s'agit d'intervenir pour appréhender des bandits. Ils évoquent aussi des pratiques de corruption de la part de certains fonctionnaires de l'administration qui cherchent à rançonner les populations pour leur octroyer des titres de propriété qui seront invalidés dès qu'une nouvelle Administration sera installée.

Par rapport à Mexico, il existe une politique de régularisation des territoires occupés par des populations ou des particuliers, plusieurs institutions ayant été créées à cet effet. Au cours des interviews, des répondants ont évoqué le nom de plusieurs de ces institutions auprès desquelles des démarches sont entreprises en vue de la régularisation de leur situation. Cependant, on ne peut pas dire que la politique de reconnaissance des populations des campements est fondée sur une planification étatique de zones de relégation de populations homogènes.

Soit à Port-au-Prince, soit à Mexico, même si on ne peut pas affirmer que l'État planifie la constitution de zones de relégation, les bidonvilles se caractérisent par la précarité des conditions de vie, le banditisme. Ce qui fait dire au niveau des médias qu'ils constituent des zones de non droit (dans le cas de Port-au-Prince), une école du crime (dans le cas de Iztapalapa, Mexico). Les résidents de ces quartiers se sentent aussi stigmatisés et éprouvent dans bien des cas une certaine gêne à se déclarer résidents de ces lieux quand ils se présentent dans une institution. À cause de la misère et de la violence qui prévalent dans ces territoires, ils passent pour des zones de crime, de

violence et de vente de drogue qui ne connaissent de l'État que des interventions des forces policières pour appréhender ou réprimer des bandits

Abandonnés par l'État, en ce qui concerne l'offre de services aux populations, ces territoires constituent parfois des lieux de prédilection pour des ONG et des associations afin de réaliser des projets. Ainsi ont été présentées quelques approches concernant la reconnaissance de ces structures de médiation par les instances étatiques et les conséquences de cette reconnaissance. Dans plusieurs pays, les organisations non gouvernementales (ONG) ont apporté leur contribution à la régularisation de la situation de la situation des populations démunies établies en périphérie urbaine par l'offre des services tels que la construction de logements, des infrastructures de base, des écoles et des centres de santé. Mais Petras et Veltmeyer (2001) situent les activités de ces ONG dans le cadre des stratégies de luttes qui ont pour objectif de combattre les mouvements sociopolitiques.

En effet, à Cité de l'Éternel à Port-au-Prince et dans les Campements à la Sierra Santa Catarina, il n'y a pas beaucoup d'ONG qui interviennent auprès de la population pour réaliser des projets. Les personnes interviewées ont nommé quelques-unes de ces organisations dont l'une milite pour que les enfants et des adultes possèdent leur certificat de naissance. L'autre vient en aide à la population à travers l'aide alimentaire et la distribution de certains médicaments de base. Cependant selon la littérature, par le passé, des ONG encadraient des groupes qui revendiquaient le logement social ou qui aménageaient des espaces occupés pour construire leur logement. Ces ONG se seraient désengagés auprès des populations pour se mettre au service du gouvernement dans la conception et la réalisation de projets de constructions de logements.

À Port-au-Prince, particulièrement dans les bidonvilles, ce sont les ONG qui constituent les principaux partenaires des organisations communautaires de base. Pour avoir l'autorisation de fonctionner, elles soumettent les documents exigés au Ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE). Leur licence obtenue, elles peuvent intervenir dans divers domaines dont la plupart ont été desservis jadis par l'État. Par rapport à la thèse de Petras et de Veltmeyer (2001) que ces structures organisationnelles peuvent réduire les mouvements sociopolitiques, on ne peut pas l'affirmer en ce qui concerne les Campements de la Sierra, car il n'y a que très peu d'organisations de ce type qui interviennent dans ces territoires. À Cité de l'Éternel, même si on en trouve, on ne peut affirmer non plus qu'elles contribuent au ralentissement des mouvements sociopolitiques. Néanmoins, des personnes

interviewées reconnaissent que des résidents de la Cité qui étaient par le passé des militants politiques abandonnent la militance pour s'adonner à des activités de développement local à travers des groupes de base. Quelques répondants ont aussi associé la prolifération des associations de base à la volonté des dirigeants de ces associations à se créer une source de revenu.

Selon la revue de la littérature effectuée sur Port-au-Prince, il semblerait être plutôt la répression politique engendrée par des coups d'État qui a fait disparaître les organisations populaires dans les bidonvilles. Avec le retour d'Aristide au pouvoir en 1994, ce qui restait des organisations populaires s'est métamorphosé en groupes d'exécution de «petits projets de la présidence,». Ceux qui étaient jadis des militants d'organisation populaire sont devenus des dirigeants d'associations formées à coups de séminaires sur la manière d'élaborer des projets communautaires et de prévenir les conflits. En somme, par rapport à la thèse de Petras et de Veltmeyer, il semble que le processus est plus complexe en ce qui concerne Cité de l'Éternel, sans pour autant contredire les auteurs.

S'agissant de reconnaissance des populations établies de manière irrégulière dans des territoires situés en périphérie urbaine, je me suis interrogé sur la façon dont ces populations peuvent participer aux décisions qui les concernent et obtenir des avantages en retour. La thèse de Fraser (2004) en ce sens en est que l'État doit non seulement faire participer les gens mais aussi redistribuer les richesses. Selon son approche, il faut que l'État entreprenne des réformes structurelles afin de répartir équitablement les biens et les richesses. La participation dont parle Fraser concerne tous les citoyens indépendamment de leur appartenance et origines.

La perspective de Fraser se situe au niveau des processus sociaux globaux. Il est difficile de l'appliquer à des cas particuliers comme la Sierra Santa Catarina et le bidonville de Cité de l'Éternel. Cependant, ne serait-ce qu'au niveau de la participation, la régularisation exigée par les résidents des campements, traduit, dans la perspective de Fraser une demande d'inclusion à travers la reconnaissance d'un lieu et l'offre de services. Dans la mesure où les habitants de ces territoires ne possèdent pas de certificat de naissance, ils ne peuvent être identifiés comme des citoyens mexicains et ne peuvent pas participer pleinement aux décisions qui se prennent dans leurs pays. De même si les résidents des territoires ne possèdent pas d'adresse ils ne peuvent être connus des institutions publiques. Ceci vaut autant pour la population de Cité de l'Éternel que pour celle des Campements à la «Sierra». Dans le cadre de la redistribution prônée par

Fraser, on peut dire que cela n'existe pas à Port-au-Prince. En termes de services publics, l'État n'offre rien à la population. On a vu le témoignage d'une mère qui a entrepris des démarches pour trouver une place au lycée pour son enfant. Pour desservir une population de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, il n'y a aucun médecin. Les enfants, les femmes enceintes, les personnes handicapées, les aînés ne bénéficient de rien de la part de l'État. Quelques-unes des personnes interviewées ont même qualifié cet État « d'État-irresponsable », « d'État-bourgeois », et « d'État-absent sur la liste d'appel ».

À Mexico, par contre, il existe une certaine politique de redistribution. Sous le régime du PRI, cette politique s'étendait jusqu'aux catégories les plus vulnérables de la société; mais comme présenté dans la revue de la littérature, à partir des années 1980, l'État a dû couper dans la plupart de ses programmes. En ce qui concerne la population des campements, du fait que les gens se sont établis de manière irrégulière dans ces lieux, les groupes concernés, par exemple les femmes seules et les enfants ne sont pas éligibles, à moins que cela passe par l'entremise du leader des Campements à la « Sierra ».

Les approches de reconnaissance confrontées aux informations collectées sur le terrain ont porté jusqu'ici sur des aspects collectifs ou communautaire. Tel que présenté dans les énoncés théoriques, certains auteurs, entre autres, Honneth, Taylor et Kymlicka abordent la reconnaissance sous des aspects identitaires, comme, par exemple le besoin de réalisation de soi et la reconnaissance des groupes identitaires.

La thèse de Honneth en est que l'individu est un être de relations qui a besoin d'être reconnu, d'avoir de l'estime et de s'intégrer à la société. À côté de son analyse, on a vu que Taylor et Kymlicka parlent, de leur côté, de la nécessité de reconnaître et d'accorder des droits aux groupes minoritaires. Par rapport aux populations de la Cité et des campements, si on se réfère à la thèse de Honneth, il ne s'agit pas de rapports de reconnaissance inter-individuels, de personnes qui attendent d'être reconnus et respectés par d'autres personnes, mais plutôt de populations qui cherchent à s'intégrer à la ville. Si on transpose la perspective de Honneth à un niveau collectif, on dira, par rapport aux deux populations concernées par cette recherche, que les gens manifestent clairement leurs attentes de reconnaissance en formant des organisations et en réalisant des actions collectives qui ont pour finalité d'obtenir la régularisation de leur situation. Par les actions entreprises, ils veulent s'intégrer à la dynamique urbaine dans le respect et la dignité. À la Cité, un interviewé a comparé la situation des gens à celle « de bêtes



lâchées sans maître». Selon cet interviewé, les personnes se sentent humiliées et abandonnées par l'État. On ne peut parler de l'établissement de bonnes relations entre les populations de la Cité et des campements et les instances étatiques.

La thèse de Taylor et de Kymlicka de la reconnaissance des minorités et de leurs droits semble aussi inappropriée à l'analyse de la situation des populations des deux cas étudiés ici. La population des campements, même si elle est majoritairement composée d'autochtones, n'est pas organisée dans le but d'exprimer des revendications de reconnaissance ethniques ou culturelle. Tout ce qu'exigent ces populations, est la régularisation de leur situation dans ces territoires afin de bénéficier des services publics et de s'intégrer à la ville. Par rapport aux gens de la Cité, l'approche de la reconnaissance des groupes minoritaires peut difficilement s'appliquer à eux, vu qu'ils ne forment pas un groupe ethnique et ne revendiquent pas une identité culturelle. À l'instar des gens de la Cité, ils réalisent des actions collectives afin d'obtenir des services publics et de se faire reconnaître par l'État.

#### **19.4 Agrégation et représentation**

Les perspectives théoriques passées en revue à propos de la marginalisation, des actions collectives et de la reconnaissance ont conduit à la conclusion que la marginalisation des populations, leur capacité d'action collective et les stratégies de lutte pour la reconnaissance s'inscrivent dans des rapports sociaux inégalitaires. Après avoir passé en revue les approches concernant la marginalisation des populations, je suis arrivé à la conclusion que la marginalité est un rapport social. Considérant la perspective de Weber relative aux inégalités sociales, la marginalisation des populations s'expliquerait par l'accès différencié des groupes sociaux aux biens et aux richesses. En d'autres termes, ceux qui possèdent des moyens économiques importants peuvent accéder à la propriété de terrains situés dans des zones résidentielles sans se faire du souci pour des services tels que l'eau, l'électricité et la sécurité des vies et des biens. Par contre, ceux qui n'ont rien doivent se mettre ensemble pour organiser une occupation de terrain.

A Cité de l'Éternel, des personnes interviewées affirment qu'elles se sont établies dans la Cité parce qu'elles ne disposent pas de moyens économiques suffisants pour accéder à la propriété d'un terrain situé à Péguy-Ville ou à Belvil. De même dans

les campements, d'autres répondants déclarent accepter de supporter les injustices de la part de certains leaders parce qu'ils n'ont pas de ressources pour payer le loyer ailleurs ou pour acheter une maison dans un quartier résidentiel. Selon d'autres personnes interviewées, c'est la pauvreté et la misère qui sont à la base de la migration de ces populations dans les centres urbains. À leur arrivée, ils sont accueillis par des amis ou des proches jusqu'à ce qu'ils puissent se débrouiller pour subsister et louer leur logement.

Tel que présenté dans la revue de littérature sur le Mexique et Haïti, les inégalités dans l'accès aux richesses caractérisent les sociétés haïtienne et mexicaine. Les politiques publiques ne visent pas à réduire le fossé entre riches et pauvres. Depuis l'application des politiques d'ajustement structurel, les pauvres ont augmenté tandis que les riches ont accumulé davantage de profits. Dans ce sens, la marginalisation des populations conformément à l'approche de Weber sur les inégalités sociales, est la conséquence de l'accès inégal aux biens et aux richesses.

Comme on l'a vu avec Simmel, le marginalisé, le pauvre ou bien l'exclu est perçu comme un étranger. La marginalisation est génératrice de frontières entre les groupes sociaux répartis sur un même territoire. Pour rappeler l'expression de Juteau, cela se matérialise à travers des pratiques d'appropriation, d'exploitation et d'exclusion dans le travail, dans le logement, dans le milieu scolaire et d'autres lieux. Ainsi, les territoires où vivent les populations marginalisées sont présentés dans les médias comme des lieux distincts, des zones dangereuses ou de non droit, des repaires de bandits, bref des territoires à éviter ou visiter avec précaution. Malgré qu'ils soient dans la même ville et qu'ils sont de la même nationalité, à cause des inégalités dans l'accès à la richesse, riches et pauvres sont séparés par des frontières sociales, les murs invisibles de la ville.

Bourdieu essaie d'expliquer la situation de ces populations en France à partir de la diminution de l'aide publique à la construction de logements. Quant à Paugam, il présente ces populations comme étant des exclus qui dépendent de l'assistance publique pour la subsistance, n'ayant pas de revenus liés ou dérivés d'un emploi régulier. En référence aux populations formant l'*underclass* aux États-Unis, Wacquant affirme qu'elles sont obligés de recourir à des stratégies informelles de subsistance. En ce qui concerne les populations de la Cité et des campements, elles ne sont pas des exclus dans le sens de Paugam et ne peuvent pas être considérées non plus comme des marginalisées à cause du dépérissement de l'aide publique. En comparaison avec l'«*underclass*»

américain, on ne peut pas dire non plus qu'elles soient marginalisées à cause de l'aide sociale insuffisante dont elles seraient les bénéficiaires.

Les populations de Cité de l'Éternel et de la Sierra Santa Catarina sont constituées de personnes qui n'ont jamais bénéficié de l'assistance publique ou de l'assurance chômage. Pour survivre, elles se livrent à la débrouille en développant des stratégies individuelles et collectives en marge de toute implication de l'État. Les principaux partenaires des associations sont les ONG. Dans les campements, les populations ne dépendent pas non plus de l'assistance sociale pour leur subsistance. Certaines familles démunies au Mexique reçoivent une allocation familiale. Mais les populations établies de manière irrégulière sur des territoires publics ou privés se voient refuser cette allocation. Pour survivre, elles s'adonnent à divers types d'activités décrits dans les chapitres portant sur l'analyse des données. Avant de participer à l'occupation du territoire, ces gens étaient déjà considérés comme des individus marginalisés. En s'installant de force sur des terrains vacants, ils s'enfoncent davantage dans la marginalité

Au terme de la revue de littérature sur des actions collectives, pour analyser la capacité d'action collective des populations des campements et de la Cité, j'ai considéré deux perspectives opposées : celles qui postulent que les populations marginalisées sont incapables d'action collective et celles qui expliquent les conditions dans lesquelles ces populations parviennent à organiser des actions collectives.

La thèse de Bourdieu et de Wacquant, rappelons-le, est que ces populations ne peuvent pas avoir d'identité collective sans un travail d'agrégation et de représentation politiques. Selon Bernard et Séguier, sans un travail d'organisation et de conscientisation préalables, les populations marginalisées sont incapables d'avoir une subjectivité collective qui les permette d'agir pour défendre leurs intérêts. Quant à Touraine, en Amérique latine, les mouvements sociaux sont subordonnés à l'État, ce qui constitue une limitation à la capacité des populations marginalisées de réaliser des actions collectives autonomes.

Par rapport à la thèse de l'agrégation et de la représentation politique de Bourdieu et de Wacquant, les populations sont encadrées par des militants politiques se réclamant du Parti de la révolution démocratique (PRD). Au cours des campagnes électorales, certains dirigeants contraignent les résidents des Campements à voter pour le candidat de ce parti. Selon la littérature, les militants du PRI ont déjà organisé des occupations de terrain dans le but de recruter des partisans pour leur parti. Certains dirigeants des campements ont emmené des gens manifester leur solidarité avec tel élu.

Il semble y avoir de l'agrégation politique. Les membres des campements font souvent l'objet de pressions afin de participer à ces actions collectives. J'ai recueilli plusieurs témoignages de la part de personnes interviewées en ce sens. Est-ce qu'on peut donc dire que l'agrégation et la représentation politiques vont à l'encontre de la liberté de participer ou non aux actions collectives planifiées ?

On pourrait émettre les mêmes questionnements par rapport à la thèse de Bernard et Séguier. Est-ce que « médiation sociale », c'est-à-dire la formation des groupes au sein des populations marginalisées garantit la possibilité de réaliser des actions collectives ? À la Sierra Santa Catarina, chaque campement est considéré comme une organisation dirigée par un leader délégué généralement par le Front populaire. Plusieurs personnes interviewées dans les campements affirment qu'il n'y a pas de démocratie dans la gestion et la direction des campements. Selon eux, dans certains campements, tout passe par le leader. Personne ne peut mettre en question ses décisions sous peine d'être chassé ou de faire l'objet de punitions. À la Cité, des associations sont formées en vue d'entreprendre des démarches pour la réalisation de services collectifs. Presque dans chaque coin de la Cité, on trouve une association. Cependant, des personnes interviewées affirment que les dirigeants de ces associations sont motivés plus par le gain personnel que par l'amélioration effective des conditions de vie de la population. Considérant la thèse de Bernard et Séguier, les groupes peuvent certes servir comme médiation sociale pour les populations, mais il peut arriver qu'ils servent de moyens pour leurs dirigeants d'améliorer leur situation au lieu de servir d'instrument de changement des conditions de vie

En ce qui concerne la thèse de Touraine de l'instrumentalisation des actions collectives de ces populations, on voit que dans les campements les leaders ont des affiliations politiques. Après avoir dirigé les occupations de terrain, ils s'imposent aux membres des campements tout en orientant les actions collectives réalisées. Dans certains cas, ils exigent de la part des membres de leur campement qu'ils s'affilient au groupement politique auquel ils appartiennent. Selon des personnes interviewées, ils conduisent les membres des campements à des manifestations pour lesquelles ils auraient été payés. De telles pratiques semblent donc confirmer les thèses selon lesquelles les actions collectives des populations marginalisées peuvent être mises à contribution par des dirigeants politiques.

Après les élections présidentielles de 2006, les partisans de Andrés Manuel Lopez Obrador ont organisé au Zocalo des manifestations qui réunirent des centaines de milliers de personnes dont la plupart provenaient des campements. D'après ce qu'on

vient de voir, il est difficile d'affirmer que les populations des campements à la «Sierra» sont capables d'organiser des actions collectives autonomes. Elles constituent, à travers des mécanismes mis en place, un moyen pour les professionnels de la politique de se faire du capital politique. De là, se jouent des enjeux de la reconnaissance notamment pour des populations qui ont envahi de manière irrégulière des terrains sous l'égide d'un leader.

#### **19.4.1 Déni de reconnaissance et reconnaissance fragmentée**

Tandis que Fraser (2004) parle du « déni de reconnaissance comme subordination statutaire», à propos des démunis ainsi traités en France, Aumercier utilise la notion «d'inclusion humanitaire forcée» pour traduire leur situation, et Jaccoud (1992) se référant au cas des Inuit, parle «d'inclusion à la marge». En effet, «déni de reconnaissance comme subordination statutaire», «inclusion humanitaire forcée» et «inclusion à la marge» traduisent une forme de reconnaissance inscrite dans des rapports sociaux inégalitaires où ceux qui possèdent les moyens nécessaires parviennent à dicter ou influencer les normes en matière de reconnaissance des populations marginalisées.

Dans le cadre de la Cité de l'Éternel, le déni de reconnaissance se manifeste surtout par l'abandon des populations par les institutions publiques et par la présence des patrouilles de police ou d'agents de renseignements. Même les institutions privées, entre autres, les ONG qui fournissent certains services à ces populations, n'échappent pas à cette logique de non reconnaissance. Comme l'a écrit Verdeil, l'eau est «de l'eau pour les pauvres» (Verdeil, 1999). Cette eau arrive à la population dans des réservoirs où les résidents doivent s'approvisionner à partir de seaux portés sur la tête ou dans des brouettes. Il n'est pas prévu d'installer des robinets dans les maisons. En conséquence, les gens, quoique pouvant accéder à l'eau, doivent la garder dans des récipients pour faire la lessive, se baigner et faire la vaisselle. «De l'eau pour les pauvres» indique aussi qu'il y a de l'eau pour des gens qui ne sont pas pauvres. Dans d'autres quartiers de Port-au-Prince en dehors des bidonvilles, les ménages disposent d'un robinet, d'une douche, d'un évier à la cuisine et de lavabos. Les gens ne se baignent pas dans un récipient placé sur des pierres ou des briques derrière un muret ou dans la rue.

Ce déni de reconnaissance se manifeste aussi dans la distribution du courant électrique. La compagnie de distribution d'électricité n'exige pas aux consommateurs du bidonville de payer des factures mensuelles. Mais c'est à eux de se procurer tous les

accessoires nécessaires pour amener l'électricité soit à Cité Plus, soit à Cité de l'Éternel. Poteaux, câbles électriques, transformateurs doivent être procurés par la population. C'est à la population de trouver des techniciens pour les installer et pour faire le dépannage, quand il y a lieu. En termes d'accès aux services urbains, tant dans les campements que dans la Cité, les populations accèdent de manière différenciée à l'eau et à l'électricité. Dans le cas des campements particulièrement, il n'y a aucun accord entre les responsables de l'arrondissement et ces populations en vue de l'approvisionnement en eau et en électricité. Il revient donc aux leaders, par des prises illégales, d'alimenter les maisons. Cette pratique se justifie, entre autres par le fait qu'il s'agit de populations qui se sont établies de manière irrégulière sur des terres appartenant à l'État et à des particuliers et qui ont été déclarées dans le cas de Mexico comme faisant partie de zones de réserve écologique.

Même s'il n'y a pas de reconnaissance formelle des campements par l'État, après un incendie ou une catastrophe naturelle quelconque, l'État vient au secours des populations. Par exemple, l'incendie qui éclata dans un des campements au moment de l'enquête, a été l'occasion de voir comment dans l'immédiat, les responsables municipaux envoyèrent des policiers et une équipe aéroportée en vue de venir à bout des flammes. Moins de deux semaines après, des techniciens-maçons ont été dépêchés sur les lieux en vue de reconstruire les maisonnettes brûlées. La seule différence observée entre les maisonnettes brûlées et celles qui étaient en train d'être construites est que les dernières étaient en béton. Mais on a reconstruit la même structure de logement où s'entassaient, dans certains cas, plusieurs générations de la même famille. Il ne fait pas de doute que par ce geste, l'État reconnaît le droit des populations à un logement après cet incendie mais cela s'est fait strictement dans une logique humanitaire, puisqu'il n'y pas eu de régularisation des propriétés et du campement lui-même.

Dans le cas de la Cité, il y a aussi une reconnaissance implicite, de la part de l'État, des populations à travers le recensement. Sur la balustrade des logements qui sont pour la majorité des cahutes, on peut observer l'empreinte des recenseurs de l'Institut haïtien de Statistiques et d'Informatique. Il n'existe aucun programme de construction de logements sociaux pour la population de la Cité. De même, des programmes d'aide aux familles sans ou à faible revenu sont inexistantes. C'est à la population de se débrouiller dans des activités informelles pour se donner à manger, construire sa demeure, se faire soigner et payer la scolarité de ses enfants. La situation est pareille dans les campements. La reconnaissance des campements entre dans une logique humanitaire qui ne reconnaît pas aux citoyens leurs droits aux services urbains

réguliers, tandis que dans la Cité elle prend un aspect légal qui impute aux gens la responsabilité de résoudre eux-mêmes leurs problèmes d'accès à ces services sans compter sur l'État.

Parlant du déni de reconnaissance comme subordination statutaire, on dirait que les populations de la Cité et des campements son traitée comme telle. Elles débarquent à la capitale sans papiers, c'est-à-dire ne disposant ni de certificat de naissance ni de carte électorale. Elles vont s'établir dans un bidonville ou dans un campement. Par l'entremise d'un leader, la carte électorale peut être obtenue, les procédures étant moins difficiles pour avoir la carte d'électeur que pour posséder le certificat de naissance. Muni de cette carte électorale, la personne est donc reconnue comme citoyen, habilité à exercer ses droits civils et politiques mais à d'autres niveaux, par exemple, au plan de l'accès à l'emploi, elle n'est pas habilitée à trouver une place sur le marché du travail ou l'économie formelle, puisqu'elle ne dispose pas de certificat de naissance et ne peut pas donner la preuve qu'elle a terminé au moins ses études primaires. Elle doit recourir aux activités informelles de subsistance. Ses enfants aussi vont faire face à des difficultés pour trouver une place dans des écoles régulières, car elle n'a pu les déclarer à leur naissance parce qu'elle ne dispose pas de certificat de naissance elle-même attestant de la nationalité et de la paternité du nouveau-né et parce que les enfants sont nés dans des campements irréguliers, donc il n'y a pas de preuve de résidence pour faire la déclaration aux bureaux de l'État civil. Conformément à la perspective de Renault (2004), il y a reconnaissance fragmentée des parents possédant notamment la carte électorale, et déni de reconnaissance de l'enfant qui n'en a pas et qui se trouve en conséquence en difficulté pour entrer à l'école.

À la Cité, le «déni de reconnaissance» n'est pas lié à la possession ou non du certificat de naissance ni à la possibilité de posséder sa carte électorale. Il n'est pas difficile d'avoir sa carte électorale. On peut l'avoir même sans certificat de naissance, dans la mesure où le citoyen se fait accompagner de deux personnes qui le reconnaissent. Mais il s'agit d'une citoyenneté amputée des droits sociaux et économiques. Le citoyen des campements peut ne pas être accepté sur le marché de l'économie formelle parce qu'il est sans-papiers, mais dans le cas de la Cité, le marché formel est quasi inexistant. Il en est de même pour les institutions scolaires. Dans la Cité, il n'y a tout simplement pas d'école nationale pour accueillir les enfants.

La stigmatisation, conformément à la logique de Aumercier (2004), participe de cette forme de non reconnaissance ou reconnaissance fragmentée. Les populations des campements et de la Cité sont reconnues respectivement comme des repères de bandits,

de délinquants, de gens de mauvaises mœurs par les institutions policières. Ainsi sont-elles présentées dans la sphère de l'opinion publique par les journalistes. Des personnes interviewées dans la Cité disent ne connaître de l'État que des interventions policières pour prévenir la délinquance et réprimer des bandits.

#### **19.4.2 Instrumentalisation politique et reconnaissance fragmentée**

Au sujet des populations marginalisées d'Amérique latine, il semble y avoir, comme l'a suggéré Touraine (1976), une instrumentalisation politique de la population des campements à Mexico. Cette instrumentalisation est due au fait de la compétition entre les principaux partis politiques au Mexique : le Parti de la révolution institutionnelle (PRI) et le Parti de la révolution démocratique (PRD) pour avoir le vote de la population établie dans les bidonvilles. Les leaders qui recrutent des pauvres pour participer à des occupations de terrain sont membres d'organisations qui sont affiliées à ces deux partis. Il existe donc une connexion entre ces trois entités : partis politiques, organisations sociales et syndicales et populations marginalisées. Les émissaires des organisations embrigadent des populations défavorisées dans des formes d'action collective décidées et contrôlées par eux. Les membres des campements ne semblent pas libres de leur participation ou non à ces actions collectives. Il arrive qu'ils ne savent pas parfois pourquoi et où vont se réaliser ces actions.

En dépit de cette situation, les résidents de certains campements ont réussi à mener des actions indépendamment du contrôle des leaders, comme, par exemple, organiser des corvées pour construire une petite école qui accueille les enfants refusés dans les écoles régulières. Ils font preuve aussi d'une capacité critique par rapport aux actions des leaders dans ces territoires qui attendent d'être régularisés. On peut certes affirmer, conformément à la thèse de Touraine, que la capacité de réalisation d'actions collectives de la part des populations de la Sierra est subordonnée à la volonté et aux stratégies des leaders qui sont des délégués des organisations politiques auprès de ces populations. Cependant, malgré l'instrumentalisation de leur capacité d'action collective, ces populations font preuve d'autonomie dans leur capacité critique. Leurs critiques ne s'adressent pas seulement aux leaders mais aussi à elles-mêmes. La subordination de la capacité d'action collective ne semble pas donc affecter leur capacité critique.

On ne peut parler d'instrumentalisation politique à Cité de l'Éternel de la même façon que dans les campements à la «Sierra». Les partis politiques à Port-au-Prince ne



sont pas institutionnalisés et ne sont pas représentés dans les bidonvilles comme c'est le cas à Mexico. Il y avait, auparavant, une tentative de contrôle des bidonvilles de la capitale à travers le financement de certains projets sous la présidence d'Aristide. Mais cette tentative n'a pas eu les résultats escomptés. Cela n'empêche pas pour autant qu'à Cité de l'Éternel, certaines personnes se réclament du Parti «Fanmi Lavalas» (Famille Lavalas) de Jean Bertrand Aristide. Jusqu'au moment où se déroulait cette enquête, quand des membres de ce parti appelaient à une manifestation populaire, les participants venaient principalement des bidonvilles. Cependant, on ne peut pas parler de présence de leaders qui imposent des formes d'action collective aux personnes, ou qui réclament des cautions à des personnes qui n'ont pas participé à ces actions collectives. Les dirigeants d'association ne se réclament d'aucune formation politique. Au contraire, il y en a qui affirment qu'ils font du développement local et non de la militance politique.

Indépendamment des structures politiques, la population de Cité de l'Éternel a réalisé des actions collectives qui lui ont permis d'accéder de façon particulière à l'eau, à l'électricité, d'avoir une école et un centre de santé communautaire ainsi que des services d'assainissement, tous, des projets réalisés par des ONG et des ECDI. Les actions collectives de cette population sont limitées à problèmes spécifiques et au territoire concerné par ces problèmes. Elles cherchent à résoudre les effets au lieu de questionner les causes de ces problèmes. La population, à travers les associations, entreprend des démarches pour avoir des services seulement pour Cité de l'Éternel sans se préoccuper du sort des bidonvilles avoisinants. En conclusion, on peut dire, en ce qui concerne la capacité d'action collective de la population de la Cité, qu'à travers des associations, des actions collectives sont réalisées indépendamment des organisations politiques. Néanmoins, ces actions sont limitées autant en ce qui concerne les problèmes que par rapport à l'espace où elles se réalisent.

À Cité de l'Éternel aussi, des personnes interviewées font preuve de leur capacité critique vis-à-vis des dirigeants des associations, des ONG et de l'État. Dans leur discours, se dégage une compréhension des causes de la prolifération des associations de quartier et de la nature de l'aide des ONG qu'elles qualifient d'insuffisante pour leur faire sortir de la marginalité. Elles parlent, rappelons-le, «d'État-irresponsable», de dirigeants d'associations qui cherchent à profiter du financement des projets et des ONG qui aident mais qui ne souhaitent pas vraiment que la situation change afin qu'elles puissent continuer leurs activités. Un responsable d'association affirme péremptoirement que l'action des ONG ne sert qu'à maintenir les populations dans leur situation et qu'il revient à l'État d'assumer ses responsabilités. Il

ressort des considérations sur des critiques émises par des personnes interviewées à la «Sierra» et à Cité de l'Éternel qu'on peut tenter de mettre à contribution la capacité d'action collective de ces populations marginalisées, mais on ne peut instrumentaliser leur potentiel critique.

La réalisation des actions collectives à Cité de l'Éternel soulève la question de la fonction des ONG et des ECDI auprès de la population regroupée en association. Toutes les actions entreprises par les associations se font avec ces structures, d'où la question : est-ce que la capacité d'action collective de ces population découle de la présence et du financement des ONG ou bien est-ce que cette population est capable de réaliser ses projets indépendamment des ONG ? Les données recueillies ne me permettent pas de répondre clairement à cette question. Elle pourrait faire l'objet d'une autre enquête en vue de déterminer si la population se trouvant dans la même situation que des résidents de Cité de l'Éternel sont à même de réaliser des actions collectives indépendamment des partis politiques, des ONG et des ECDI. La présence des ONG a souvent un effet structurant sur les actions entreprises mais l'initiative semble venir autant de la population locale que des organismes internationaux. La prolifération des ONG et des ECDI à Cité de l'Éternel est due probablement à l'absence de l'État et des organisations politiques structurées à la manière du PRI et du PRD à Mexico. La présence des leaders dans les campements à la Sierra, leur emprise sur la population marginalisée ne facilitent pas la présence d'ONG et d'ECDI qui interviennent directement auprès de la population sans intermédiaire.

Qu'il s'agisse d'actions collectives instrumentalisées par des organisations politiques dans les campements à la Sierra, ou de démarches collectives entreprises par des associations à Cité de l'Éternel, ces actions ne semblent pas sortir ces populations de la marginalité. Imbriquées au système politique à Mexico, contrôlées et orientées par des leaders, les actions collectives des populations à la Sierra ne questionnent pas les structures génératrices des inégalités dans l'accès aux territoires et aux services en milieu urbain. Les personnes mobilisées ne réclament pas la régularisation de leur situation mais leur intégration au système, c'est-à-dire devenir propriétaire d'un emplacement dans les territoires occupés, construire son logement et s'adonner à des activités de subsistance sur le marché de l'économie informelle. De même, à Cité de l'Éternel, les actions des associations, de concert avec les ONG et les ECDI ne visent qu'à soulager la misère de la population et non à mettre en question un système qui reproduit les inégalités relatives à l'accès à la terre et aux services en milieu urbain.

Parmi les approches théoriques passées en revue dans cette thèse, certaines semblent correspondre à la situation des populations des campements à la Sierra Santa Catarina et à Cité de l'Éternel à Port-au-Prince. Par exemple, l'approche du déni de la reconnaissance de Renault (2004) et de Fraser (2003) a permis d'analyser les rapports entretenus par l'État, les organisations politiques et les leaders avec les populations. Même si l'approche de Renault concerne des individus en rapport avec des institutions, elle est applicable aux groupes et aux collectivités comme, par exemple, les populations de la Cité de l'Éternel et de la Sierra Santa Catarina. Ces populations font l'objet d'une «reconnaissance fragmentée» au sens où elles ne sont pas pleinement reconnues par les institutions publiques pour exercer tous leurs droits. À la Sierra Santa Catarina, les personnes établies sur des territoires irrégulièrement occupés ne peuvent pas bénéficier de manière régulière des services tels que l'eau, l'électricité, le drainage et l'assainissement parce qu'elles ne sont pas légalement reconnues comme étant des résidents de ces territoires. Elles n'ont pas d'adresse et ne peuvent bénéficier de l'assistance publique. Même leurs enfants ne peuvent fréquenter des écoles régulières. Pourtant à cause de l'instrumentalisation politique, elles sont reconnues comme des citoyens pouvant exercer leurs droits de vote. Elles doivent voter pour les candidats de leur leader. Il s'agit d'une «reconnaissance fragmentée» au sens de Renault. On peut dire aussi que c'est de la reconnaissance partielle, c'est-à-dire une partie des droits est accordée à ces personnes. Même à ce niveau, ces droits ne sont pas respectés parce qu'elles sont forcées de voter pour des candidats qui leur sont imposés par le leader. Quant aux droits sociaux et économiques, ils leur sont déniés.

En ce qui concerne la population de la Cité de l'Éternel, la situation est semblable à certains égards. Cependant, il n'y a pas de contrainte de la part des dirigeants des associations sur les personnes afin de les forcer à voter pour des candidats qu'ils n'ont pas choisis. La population fait aussi l'objet d'une reconnaissance partielle de la part de l'État et des politiciens. Même si les propriétaires des maisons ne possèdent pas de titre de propriété, leur résidence a été recensée au cours du dernier recensement général de la population. Les enfants qui naissent dans ces territoires possèdent leur certificat de naissance comme étant des enfants de la Cité. Les associations formées dans la Cité sont enregistrées au Ministère des affaires sociales et du travail (MAST) comme des associations de Cité de l'Éternel où elles possèdent leur quartier général. Mais les constructions ne sont pas enregistrées à la Direction générale

des impôts (DGI)<sup>424</sup>. Leurs propriétaires n'ont droit à aucune hypothèque et les populations vivent encore dans la crainte d'une éventuelle expulsion à cause de cette situation.

Des personnes interviewées affirment posséder leur carte d'indentification nationale en tant que citoyens résidant dans la Cité mais elles ne bénéficient d'aucun service public. Les rapports des politiciens avec ces populations de la Cité se caractérisent aussi par une certaine forme de reconnaissance. Mais il s'agit aussi d'une reconnaissance partielle périodique : à chaque période électorale, les partis politiques et leurs dirigeants se souviennent qu'il y a des votants dans le bidonville et viennent y mener campagne. Mais dès que finissent les élections, ils renvoient les populations aux oubliettes. Des personnes interviewées ont qualifié la reconnaissance de la population par les politiciens de «reconnaissance business».

Dans le sens de Fraser (2003), on peut affirmer que les populations de la Cité font l'objet du «déli de reconnaissance à subordination statutaire», c'est-à-dire en fonction du statut socioéconomique des personnes, on leur reconnaît le droit à tel type de services différenciés de ceux dont bénéficient d'autres catégories de la population. Par exemple, en tant que catégories de personnes vivant dans des conditions spécifiques aux bidonvilles de Port-au-Prince, les personnes sont obligées de s'approvisionner en eau à partir de seaux et non à travers des robinets installés chez eux. Les membres du comité chargés de la gestion des bornes-fontaines ont seulement la permission de brancher ces fontaines sur le réseau public. C'est à eux de se débrouiller pour vendre l'eau par gallon ou seau de 5 gallons. Par contre, dans d'autres quartiers résidentiels, l'État se charge de la distribution de l'eau, et les maisons disposent d'un robinet approprié. De même pour l'électricité, la compagnie autorise des responsables d'association de brancher les transformateurs achetés par la population sur le réseau tout en se déchargeant de toute responsabilité quant au mode de distribution et aux risques d'incendie. Ce n'est pas la même situation dans d'autres quartiers de la zone métropolitaine. Donc, en fonction de leur statut social et territorial, les résidents de la Cité ont droit à des services spécifiques. Une enquête étendue à d'autres bidonvilles de Port-au-Prince pourrait peut-être aboutir à la conclusion qu'en matière de reconnaissance des droits à des services de qualité, les populations des bidonvilles font l'objet de discrimination systémique.

Par rapport à la reconnaissance des populations par l'État, il convient de signaler que la reconnaissance relève de la réciprocité. Que ce soit chez Hegel dans sa

---

<sup>424</sup> Institution de collecte des impôts et d'enregistrement des propriétés dans le pays

dialectique du maître et de l'esclave, chez Marx dans la logique des rapports de classe ou bien chez Honneth qui parle des attentes de reconnaissance, le principe de base de la reconnaissance implique la réciprocité. En ce qui concerne les rapports des populations des bidonvilles avec l'État, il ne revient pas seulement à l'État de reconnaître, les populations aussi reconnaissent et confirment ainsi la légitimité du pouvoir de reconnaissance de l'État. Par rapport à la reconnaissance par les populations des campements à la «Sierra» de l'État, elle est biaisée par l'instrumentalisation orchestrée par les leaders. Les rapports de reconnaissance avec l'État sont filtrés par les leaders de telle sorte que ce sont ces leaders qui orientent et donnent sens aux actions des populations. Accéder de manière régulière à l'eau, à l'électricité, au drainage et à l'assainissement des lieux, obtenir des titres de propriété des maisons construites et la sécurité des vies et des biens, telles sont les revendications des populations de la Sierra à l'État dont elles reconnaissent la légitimité. Mais ces demandes doivent passer par les leaders pour atteindre les institutions publiques. C'est dans ce sens qu'on peut dire que les rapports de reconnaissance des populations de la Sierra avec l'État passent par le canal de ces leaders.

À Cité de l'Éternel, par contre, les demandes pour obtenir des services tels que l'eau, l'assainissement, le drainage sont adressées à des ONG et des ECDI. En vue d'assurer la sécurité des vies et des biens, la population organise des brigades de vigilance sans entreprendre des démarches auprès des institutions publiques. Pour accéder à des soins de santé, envoyer leurs enfants à des écoles communautaires, construire un ponceau sur une rigole, c'est auprès des ONG et des ECDI que les démarches sont menées. La population de la Cité ne reconnaît donc pas la capacité de l'État de lui fournir ces services. Ce qui mine la légitimité de ce dernier, d'autant plus qu'il n'assume pas la sécurité de ces populations. Au lieu de parler de reconnaissance réciproque entre l'État et les populations de la Cité à Port-au-Prince, il vaudrait mieux parler de non reconnaissance réciproque entre eux. Ceci est, à mon avis, le résultat d'un processus historique d'affaiblissement de l'État par des institutions financières internationales telles la Banque mondiale, la Banque Interaméricaine de développement, le Fonds Monétaire international et l'agence américaine pour le développement international (USAID). Il a commencé à partir des années 1980 avec l'application des politiques d'ajustement structurel (PAS) pour aboutir à ce résultat après environ trente ans.

Enfin, en ce qui concerne l'agrégation et la représentation politiques comme moyen de faciliter la réalisation d'actions collectives des populations marginalisées, à la

Sierra Santa Catarina on pourrait interpréter la présence des leaders auprès des populations comme un effort de représentation politique, puisque les leaders représentent des formations politiques. Cependant, les rapports des leaders avec les populations ne sont pas démocratiques. L'agrégation et la représentation politiques pour être valides, doivent être fondées sur des valeurs démocratiques au sein même des organisations de base. S'il n'y a pas de démocratie, on ne peut pas parler de représentation. À Cité de l'Éternel, il existe des associations de quartiers dirigés par des comités mais elles sont moins impliquées dans des activités politiques. Il n'y a pas lieu de parler dans la Cité d'agrégation et de représentation politiques. Les associations ne cherchent qu'à obtenir des moyens en vue d'assurer la survie des populations. Les partis politiques ne sont pas représentés dans les bidonvilles.

Il ressort de cette recherche plusieurs conclusions. Par rapport à la capacité d'action collective des populations, il y a instrumentalisation des actions collectives des populations établies dans les campements à la Sierra Santa Catarina, mais à Cité de l'Éternel on ne peut pas parler d'instrumentalisation. Cependant, il faut se demander si la capacité des associations de quartier d'entreprendre des actions collectives n'est pas subordonnée au financement des ONG. Les actions collectives réalisées sont focalisées sur des problématiques de survie ou de régularisation sans mettre pour autant en question les structures génératrices des inégalités dans l'accès aux territoires et aux services en milieu urbain. Elles sont de ce fait incapables de sortir les populations de la marginalité. En ce qui concerne la reconnaissance des populations, dans leurs rapports avec l'État et les politiciens, celles-ci sont reconnues de manière fragmentée ou partielle. Du côté des populations de la Sierra, cette reconnaissance paraît plus fragmentée, à cause de l'instrumentalisation politique des gens, tandis que du côté des résidents de la Cité de l'Éternel, on voit se manifester plus une situation de «dénier de reconnaissance à subordination statutaire» à cause de la situation socioéconomique de cette population. En raison de l'absence de démocratie dans les rapports des leaders avec les populations des campements, de l'instrumentalisation politique et de l'absence même d'organisation politique à Cité de l'Éternel, il est difficile de parler de représentation et d'agrégation politiques.

## CONCLUSIONS GÉNÉRALES

La capacité d'action collective des populations marginalisées a constitué la question de départ de cette thèse. Pour bien des auteurs, les populations marginalisées sont incapables de réaliser de telles actions. Parmi ces auteurs, il faut citer, entre autres, Piven et Cloward (1977), Touraine (1988), Bernard et Séguier (1999) et Wacquant (2006). Selon eux, les populations marginalisées ne peuvent pas réaliser des actions collectives sans être instrumentalisées ou manipulées. Pour parvenir à cela, il faut, selon eux, un travail d'éducation et d'agrégation politique. D'après cette approche, les populations marginalisées sont ordinairement fatalistes et se considèrent comme des laissées pour compte, des désespérées. Pour parvenir à la réalisation d'actions collectives, elles doivent violer les lois établies et défier les autorités en organisant des occupations irrégulières de terrain et en réalisant des marches et des émeutes selon Piven et Cloward. C'est dans ce sens que le travail d'agrégation et de représentation politique est nécessaire (Wacquant, 2006)

Par rapport à la reconnaissance, elle a été abordée, d'un côté, en termes d'accès aux territoires par des populations démunies et de luttes menées par celles-ci en vue de la régularisation de leur situation. De l'autre, on a passé en revue des perspectives selon lesquelles l'État, en régularisant la situation des populations démunies, peut faire du déni de reconnaissance en lien avec la subordination statutaire de Fraser ou l'inclusion à la marge (Jaccoud, 1992). Renault, quant à lui, parle de reconnaissance fragmentée ou dépréciative. La question de la reconnaissance ne se pose pas seulement en termes de décisions gouvernementales de reconnaître de nouveaux quartiers populaires créés suite à des occupations de terrain. Il y a également la reconnaissance des droits ethniques et culturels. C'est dans ce sens qu'ont été abordées les perspectives de Taylor et de Kymlicka

Au terme de cette revue de littérature, une reformulation de la question de recherche a été effectuée. Dans le cadre de cette, reformulation, la marginalisation, la capacité d'action collective et les stratégies de luttes pour la reconnaissance sont posées comme faisant partie des rapports sociaux inégalitaires. Partant de l'approche de Weber concernant les inégalités sociales, la marginalisation s'expliquerait par l'accès différencié des groupes sociaux aux biens et aux richesses. Les groupes dominants pratiquent une fermeture excluante par rapport aux groupes dominés et parviennent à s'imposer tout en influençant les décisions qui se prennent au niveau des institutions

publiques. Ainsi se créent des distances entre dominants et dominés ou bien entre résidents de quartiers huppés et habitants des bidonvilles.

Le cas de la Sierra Santa Catarina à Iztapalapa et de Cité de l'Éternel à Port-au-Prince présentent certaines similarités tant par rapport à la situation des populations que par rapport à la capacité de l'État dans les deux pays d'offrir des services aux populations établies en périphérie urbaine. Les conditions de vie des populations établies dans les campements de la Sierra et dans les bidonvilles de Port-au-Prince sont difficiles dans un contexte où l'État a dû réduire voire renoncer à certaines dépenses publiques au profit des populations démunies. Les populations, pour subsister, développent différentes stratégies dont la plupart sont individuelles et d'autres de portée collective. La manutention dans des entrepôts, le colportage de nourriture cuite dans les rues, le travail des enfants, la mendicité, l'escompte et le prêt sur gage sont, entre autres, les activités de subsistance des populations. Pour amener des services communautaires et obtenir la régularisation de leur situation, diverses formes d'actions collectives sont réalisées. Si à la Sierra Santa Catarina les populations sont conduites par des leaders issus des organisations sociopolitiques, dans la Cité à Port-au-Prince, ce sont les responsables d'associations de quartier accompagnés d'autres membres de leur voisinage qui forment des comités et mobilisent la population autour des besoins de la communauté afin de créer le bien commun. Les revendications des populations établies dans les campements doivent nécessairement passer par le leader pour être prises en considération par les instances étatiques tandis qu'à Cité de l'Éternel, ce sont les associations de quartier qui servent de courroie de transmission des demandes de la population aux ONG et aux ECDI et non à l'État. Les principales revendications de la population de la Cité se traduisent en des demandes de financement de projets touchant l'assainissement, l'approvisionnement en eau potable, la création d'institutions de santé et d'éducation. Préalablement, pour éviter d'être expulsées par l'État, certains dirigeants ont fait du lobbying auprès de parlementaires.

Par rapport aux populations des campements de la Sierra, la demande essentielle est la régularisation, c'est-à-dire la reconnaissance par l'État des populations établies dans ces territoires. Cette reconnaissance implique l'accès régulier aux services urbains offerts par l'État et l'obtention de titres de propriété par chaque propriétaire de maison construite sur ces territoires. À Port-au-Prince et à la Sierra Santa Catarina, les inégalités en termes d'accès aux territoires et aux services sont visibles. Certains quartiers sont des zones résidentielles dotés d'infrastructures et de services comme l'asphaltage des rues, l'approvisionnement en eau et en électricité, l'assainissement, des



centres hospitaliers, des cliniques de santé, des postes de sécurité publique, entre autres, tandis que les zones où résident les populations démunies sont comme des zones de relégation où ces populations doivent se débrouiller pour accéder à leur manière à la plupart des services qui leur sont inaccessibles. Les frontières entre les populations des quartiers marginalisées et celles des zones résidentielles ne sont pas visibles mais les pauvres ne peuvent pas habiter dans les quartiers riches et ne parviennent que difficilement à accéder à des services de base. Quand l'État n'est pas en mesure d'offrir certains services, les riches se les achètent tandis que les pauvres recourent aux ONG pour solliciter leur aide.

Ces inégalités ne sont pas observables uniquement entre bidonvilles et quartiers plus aisés au sein de la ville. Dans les quartiers marginalisés aussi, il se crée de la distance entre les catégories de personnes selon la position occupée et le type de maison construit : les inégalités structurent les rapports entre les individus même à l'intérieur des quartiers précaires. Les plus pauvres qui viennent de débarquer ou qui vivent dans des taudis sont perçus comme des étrangers, des indésirables, par les plus fortunés. Dans les bidonvilles aussi sont érigés des murs, des cloisons étanches entre « moins pauvres » et « plus pauvres ».

Les actions collectives entreprises par les populations de la Cité et des campements font partie de leurs luttes pour la reconnaissance. Cela participe des rapports qui se sont développés entre ces populations et des secteurs tels que les médias, les professionnels de la politique, les ONG et les ECDI et l'État. À partir des informations véhiculées sur certains quartiers dans l'opinion publique et les médias, on dirait que les populations de ces zones sont reconnues mais qu'il s'agit d'une reconnaissance stigmatisante, discriminante faisant passer ces quartiers pour des zones de non droit (Cité de l'Éternel) ou comme des repères de bandits, de criminels et de vendeurs de drogue (les campements). Évidemment, les répondants rejettent ces stigmates. Comme l'a bien fait remarquer Marie (1976), les populations marginalisées sont porteuses de marques qui ne sont pas seulement du côté de ces populations qu'on pointe doigt mais aussi du côté de ceux qui les désignent, qui les catégorisent, en d'autres termes de la part des institutions traitantes. Les médias constituent une de ces institutions.

Avec l'État, ces populations développent un double rapport de reconnaissance. Premièrement, la reconnaissance de la part des autorités étatiques. Les actions collectives des habitants des campements à la Sierra visent à obtenir la régularisation des terrains occupés ainsi que de leur propriété. Ceci devrait favoriser l'accès aux

services urbains. L'association qui intervient pour obtenir des certificats de naissance pour les enfants et leurs parents le fait auprès des instances gouvernementales. À Cité de l'Éternel, pour faire légaliser leurs associations afin de pouvoir se diriger vers des ONG et des organismes de coopération pour soumettre leurs projets, les responsables des associations vont au Ministère des affaires sociales et du travail (MAST). Il en résulte donc ce double rapport de reconnaissance vis-à-vis de l'État. D'une part la reconnaissance de l'État comme instance de légitimation c'est-à-dire comme recours légal pour autoriser le fonctionnement. D'autre part, la reconnaissance comme méconnaissance c'est-à-dire la méconnaissance de la capacité de l'État d'offrir aux populations de ces quartiers des services. C'est ce qui explique leur orientation vers les ONG et aux autres instances de soulagement de la pauvreté. Ce double rapport s'inscrit dans une démarche historique.

Il faut préciser que cette recherche s'est limitée à deux populations situées dans deux contextes spécifiques. Je ne peux prétendre que ces résultats peuvent s'appliquer aux autres populations marginalisées de toute la métropole de Port-au-prince ou de l'arrondissement d'Iztapalapa à Mexico, même s'il n'y a pas de raison de croire que la situation serait différente dans ces autres secteurs. D'autres recherches seraient nécessaires pour confirmer les parallèles et les différences entre la situation à Port-au-Prince et à Mexico en ce qui concerne les actions collectives des populations marginalisées. Une question reste en suspens : dans les pays dits développés, retrouvera-t-on les mêmes phénomènes d'instrumentalisation politique et la même ambiguïté du rôle des ONG – ou du milieu associatif – en rapport avec l'action revendicative de ceux qualifiés de marginaux ?

**BIBLIOGRAPHIE**

Alcaraz Yetlaneci (2003), «Escuela del Crimen» in [http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi\\_84250.html](http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi_84250.html)

Andrés Diaz et al (2000) *El Mezquital: A community's struggle for development*, IIED *Working paper 1 on poverty reduction in Urban Areas*, IIED

Agence Française pour le développement (2005) «Accès à l'eau potable à Port-au-Prince» in <http://www.afd.fr/jahia/Jahia/site/afd/lang/fr/pid/13207>. Site de l'AFD reconsulté le 26/03/2009

Aumercier Sandrine (2004) Le SAMU social: De l'urgence à l'inclusion globale in *Revue du MAUSS* semestrielle n°23, pp. 116-132

Barel, Yves (1982) *la marginalité sociale*. PUF, Paris

Batay ouvriye (2005) «Batay ouvriye dans les touments du système politico-légal haïtien »in [http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/syndicat/Hoch\\_Ha%EFti.htm](http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/syndicat/Hoch_Ha%EFti.htm)

Bazua R. Silvia et Isabel Reina de Jesus (2004) «Diagnóstico de los niños que no asisten en la escuela en la delegación Iztapalapa». Étude réalisée pour l'association Xulaltequelt (Mexico)

Bazua R. Silvia et Isabel Reina de Jesus (2000) «Diagnóstico de la población indígena en el Distrito federal». Étude réalisée pour l'association Xulaltequelt (Mexico)

Bazua R. Silvia et Isabel Reina de Jesus (2003) «Diagnóstico comunitario de Quetzalcoatl sur, Iztapalapa» (Problemática educativa y de acreditación civil en el distrito federal). Étude réalisée pour l'association Xulaltequelt (Mexico)

Behar Daniel et Philippe Estebe (1997) « État et politiques territoriales : de la discrimination positive à la dérogation » in *Politiques publiques et Territoires*. L'État de la France, 1997-1998

Behar Daniel et Philippe Estèbe (1999) « L'État, peut-il avoir un projet pour le territoire ? » in *politiques publiques et territoires*

Boron, Attilio (1994) « État, mouvements sociaux et démocratie en Amérique latine » in *Alternatives Sud* » Vol. 1 # 4 pp 39-56

Bouchon C. (2000). *Diagnostic écologique des écosystèmes et des ressources marines côtières de la République d'Haïti, la région de Port-au-Prince à Saint-Marc*. Rapport du Centre d'Études appliquées au milieu naturel des Antilles et de la Guyane.

Bourdieu P. (1987), «Choses dites », Les éditions de Minuit, Paris.

Bourdieu Pierre, (1993) *Effets de lieu* In Pierre Bourdieu (dir.) *La misère du monde*. Éditions du Seuil, Paris.

Bourdieu, Pierre (1994), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Points, Paris

Bourdieu, Pierre (1997), *Méditations pascaliennes*. Éditions du Seuil, Paris

Bourdieu, Pierre (1999). «Pour un mouvement social européen», in *Le monde diplomatique* <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/06/BOURDIEU/12158>

Bourdieu, Pierre (2003), «Effets de lieu» in Bourdieu Pierre (2003) (dir.), *La misère du monde* Seuil, Paris,

Bourdon, Marie-Claude (2009) «Développement durable dans les bidonvilles» in l'UQAM le journal de l'Université du Québec à Montréal, Vol 35 # 13 p.20

Brisson-Lamaute, Natalie (2002) « Économie des transferts privés en Haïti» in Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD)

Cambridge Encyclopedia (2000) «Port-au-Prince - History, Economy, Transportation, Demographics, Education, Culture, Tourism» in <http://encyclopedia.stateuniversity.com/pages/17741/Port-au-Prince.html>

Site consulté le 25/03/2009

Campion, Pierre (2002), « Littérature et politique. Le partage du sensible selon Jacques Rancière » in <http://libertaire.free.fr/JRanciere22.html>

Carreras L. Juan Manuel. (2008) «La CORETT te da la bienvenida» in <http://www.corett.gob.mx/bienvenida.html>

Site du Comité pour la régularisation de la terre au Mexique consulté le 8/02/2009

Castel Robert, (1994) «la dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation» in Cahiers de recherche sociologique, # 22,

Castel Robert (1996), Les marginaux dans l'histoire in Serge Paugam (dir.) *L'exclusion, l'état des savoirs*, éditions la découverte, Paris (p.32-41)

Castro, José Esteban M., KLOSTER Karina et TORREGROSA María Luisa. (2004). «Ciudadanía y gobernabilidad en México: el caso de la conflictividad y la participación social en torno a la gestión del agua». En Blanca Jiménez y Luis Marín, 2004. *El Agua visto desde la Academia*. Edit par l'Academia Mexicana de Ciencias. pp. 45-67

Cesari Jocelyne (2003) « Qu'en est-il de la ville? » in *Raisons politiques* No. 9 P. 113-124

Chalmers (2004) « entrevue avec Adital (Agence de presse brésilienne) in

Chalmers Camille (2004) «Haïti : une histoire de résistance et d'organisation populaire» entrevue accordée au *Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine* <http://www.risal.info/spip.php?article1109> Site consulté le 13 février 2009-02-13

Chalout, Y. (1999) « le point de vue du sud face aux mouvements sociaux et à l'intégration des Amériques » in *Nouvelles pratiques sociales*, vol.12 no.2

Charlier, L.M. Garry (1998) « Revue de l'impact de l'efficacité des programmes d'urgence pour le soulagement de la pauvreté financés par les bailleurs de fonds et concernant les infrastructures de base et la création d'emplois en Haïti » in Banque

mondiale (1998) *Haïti, les défis de la lutte contre la pauvreté*. Vol II : Documents techniques. Rapport No.17242-HA

Chazel, F. (1992) « Mouvements sociaux » in Raymond Boudon (dir) *Traité de sociologie*, Paris, PUF. P 263-309

Chazel, F. (1996) « Individualisme, mobilisation et action collective » dans Pierre Birnbaum et J. Leca (dir) *Sur l'individualisme*. FN.S.P. Paris.

Chenais, F. et Jean-Philippe D. (2002), *Que se vayan todos. Le peuple d'Argentine se soulève*. Nautilus, France.

Chevalier, Gérard (1990), «Habitat populaire et politiques publiques en Amérique latine» in <http://lasur.epfl.ch/revue/A&C%20Vol%206%20No.2/CHEVALIER.pdf>

Clerc, Valérie (2006) «Politiques urbaines et lutte contre la pauvreté, des effets controversés» texte de conférence présenté au séminaire organisé par le Centre Sud le 18 mai 2006

Cohen J. y Andrew. A. (2002), *sociedad civil y teoria politica*, Fondo de Cultura economica, Mexico DF

Coquery Vidrovitch et Nedellec S. (1991) *Tiers-monde, l'informel en question*, L'Harmattan, Paris

Corsino Daniel (1998) « La part des ONG dans la coopération internationale » in Centre Sud (1998) *Les ONG : instrument du néolibéralisme ou alternatives populaires*. L'Harmattan

Cortés, Moisés Frutos (2005) «La participación electoral del Movimiento Urbano Popular y su contribución al cambio político en el Distrito Federal (1988-2003)», en *Estudios Políticos* núm. 5, mayo-agosto de 2005: 91-120.

Cortés, Moisés Frutos (2006) «La participación social como mecanismo del desarrollo regional. El caso de Ciudad del Carmen en la región Laguna de Términos», Exposé présentée en co-auteur à la onzième rencontre nationale de AMECIDER célébré à Mérida, Yucatán du 7 au 12 de novembre 2006.

Currelly, Jhon (1998) « Développement des micro-entreprises et création d'emplois en Haïti » in Banque Mondiale (1998), *Haïti les défis de la lutte contre la pauvre pauvreté* Vol II : document techniques.

Dealba Felipe et Bernard Jouve (2005), Gobernabilidad metropolitana de Mexico, entre flujos y transformaciones politicas : en la busqueda de una tercera via? In [Geografias, Espacios y Sociedades](#), ISSN 1885-7183, Vol. 1, N°. 1

Dealba, Felipe et Bernard Jouve, (2006) «Mexico, entre flux globaux, transformations politiques et recherche d'une troisième voie» in Bernard Jouve (dir.) (2006) *Des flux et des territoires*. Presses de l'Université du Québec P. 47-69

De Bellaing, Louis Moreau (2000) «Économie de la pauvreté et économie de la misère» in Socio-Anthropologie, Université Paris VIII, site : <http://socio-anthropologie.revues.org/document100.html> (Site consulté le 14 janvier, 2008)

Deboulet Agnes (1990) «État, Squatters et maîtrise de l'espace au Caire» in *Égypte Monde Arabe* première série NO. 1 P. 79-96

Delcourt Laurent (2007) «Explosion urbaine et mondialisation» in Alternatives Sud Centre tricontinental Vol. XIV 2007/2)

Denis, Merklen. (2000). « Mas allá de la pobreza: cuando los olvidados se organizan. Las organizaciones locales como capital social frente a los problemas de integración en barrios marginales », in B. Kliksberg et L. Tomassini (comp.), *Capital social y cultura: claves estratégicas para el desarrollo*. Fondo de cultura económica, México. P. 245-262

Deranty, Jean-Philippe (2003), « Mésentente et lutte pour la reconnaissance : Honneth face à Rancière » in Renault Emmanuel et Yves Sintomer (dir.) « Où en est la théorie critique », La Découverte, Paris

Destremau, Blandine et Pierre Salama (2002) «La pauvreté prise dans les turbulences macroéconomiques en Amérique» in *Problèmes d'Amérique Latine* ISSN 0765-1333, N°. 45, 2002, p. 89-100

Dewind Josh David Kinley (1988) *Aide à la migration. L'impact de l'assistance internationale en Haïti*. CIDIHCA, Port-au-Prince.

Doura, Fred (2001), *Économie d'Haïti. Dépendance, crises et développement*. Les éditions Dami, tome I. Montréal

Doura, Fred (2002), *Économie d'Haïti. Dépendance, crises et développement*. Les éditions Dami, tome II. Montréal

Dubet, François et Didier Lapeyronie (1992), *Les quartiers d'exil*. Paris : Seuil.

Dufour P. (1998), « les formes de résistance politique des sans-emploi », in « Lien social et politique- RIAC », 39

Dumas B. et Michel S. (1999), *Construire des actions collectives. Développer les solidarités*. Lyon Ed. Chronique sociale.

Duterme, Bernard (2004) «Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas» *Monde diplomatique*, janvier P.14, 15

Elie, Jean Réno (1995), *Òganizasyon peyizan nan kalfou 92 la*. Imprimeur II. Port-au-Prince.

Étienne, Sauveur Pierre (1997), *Haïti, l'invasion des ONG*. CIDIHCA, Port-au-Prince  
USAID (1985) *USAID/Haïti Action plan (FY-1986-FY 1987)* Washinhton DC. USA

Fanon Frantz (1952), *Peau noire et masque blanc*, Éditions du Seuil, Paris.

Fanon F. (1970), *Les damnés de la terre*, François Maspéro



Fassin Didier (1996), *Marginalidad y marginados, la construction de la pauvreté urbaine en Amérique Latine*, in Serge Paugam (dir.) *L'exclusion, l'état des savoirs*, éditions la découverte, Paris (P.263-271)

Farro, A. L (2000) *Les mouvements sociaux. Diversité, action collective et globalisation*. Les presses de l'Université de Montréal. Montréal.

Fernández Rubellio (2006) «Ahuyentan agentes a invasores de predio. Ingresan a terreno de Contel en Iztapalapa durante la madrugada»

<http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/77625.html> site du Quotidien mexicain «El Universal» consulté le 8/02/2009

Fichte, J. Gottlieb (1793), *Considération sur la révolution française*. Bibliothèque des textes philosophiques

Fichte, J. Gottlieb (1794), *La destination du savant*. Bibliothèque des textes philosophiques

Filleule O. et Cécile P. (1993), *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, Ed. L'harmattan.

Fischbach, Franck (1999), *Fichte et Hegel. La reconnaissance*. Presses de l'Université de France, Paris.

Fonds Monétaire International (1998) « lettre d'intention du gouvernement haïtien au FMI » in

Foucault, M. (1993), *Surveiller et punir*, Tel Gallimard, Paris.

François Roubaud (1989), *l'économie informelle au Mexique*. Éditions Karthala, Paris

Fraser, Nancy (2003) *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*. Ed. La Découverte, Paris

Fraser, Nancy, (2004) «Justice sociale, redistribution et reconnaissance» in Revue MAUSS, premier semestre septembre 2004. p. 151-164

Gallin, Dan (1999), «Droits sociaux et secteur informel». Texte présenté à la Sixième Université d'été de l'Association Club Mohamed Ali de la Culture Ouvrière (ACMACO), tenue à Gammarth (Tunisie) du 23 au 25 juillet 1999. In [http://www.global-labour.org/droits\\_sociaux\\_et\\_secteur\\_informel.htm](http://www.global-labour.org/droits_sociaux_et_secteur_informel.htm)

Gamson, W. (1975) *The strategy of social protest*, Homewood, the dorsey press.

Gélinas, B. J. (2000), La globalisation du monde. Laisser faire ou faire. Ecosociété, Montréal.

Giddens, Anthony (1987), *Constitution de la société*, Presses Universitaires de France, Paris.

Gilly A. (1994), «Fragmentation et resocialisation des demandes et des mouvements sociaux en Amérique Latine» In Alternatives sud, vol. 1 pp 93-109.

Gouverneur, Cédric (2003), «Sur l'autel du libre-échange. Au Mexique, l'Oaxaca résiste» in Monde Diplomatique, juillet 2003 P. 18,19

Grafmeyer Yves (1996) «La ségrégation spatiale» in Serge Paugam (dir.) (1996), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Éditions la Découverte, Paris, P. 209-217

Gramsci, Antonio, « Cahiers de prison. Cahiers 10, 11, 12 et 13 ». Paris, Gallimard, 1978

-----« Écrits politiques : textes choisis, présentés et annotés par Robert »  
Paris, Gallimard, 1974

Günder Frank, André (1970) *Le développement du sous-développement*. Paris, Maspéro.

Habermas J. (1978), *Raison et légitimité. Problème de légitimation dans le capitalisme avancé*. Paris, Payot.

Habermas J. (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard, Paris

Habermas, Jurgen (1996), *l'intégration républicaine. Essais de théorie politique*. Fayard, 1998, pour la traduction française.

Hamel, P. (1999), *La construction publique et les limites de la participation des citoyens aux affaires urbaines* in « *Recherches sociographiques, Revue pluridisciplinaire d'études sur le Québec et le Canada français* XL 3

Hansenne M. (1991), *Le dilemme du secteur non structuré*. Rapport du directeur général (première partie)

Hegel G.W.F (1940), *Système de la vie éthique*. Payot, Paris

Hegel G.W.F (1941), *La phénoménologie de l'esprit*. Aubier, Montaigne, Paris.

Hervé, Pourtois (2002) « *luttés pour la reconnaissance et politique délibérative* » in *revue philosophique* 20/2, p.287-309

HOLLY, Gérald (1999). *Les problèmes environnementaux de la Région Métropolitaine de Port-au-Prince*. Commission pour la commémoration du 250e anniversaire de la fondation de Port-au-Prince. Port-au-Prince, Haïti.

Honneth, Axel (1992), *La lutte pour la reconnaissance*. Les Éditions du Cerf, Paris

Honneth Axel (2004), « *visibilité et invisibilité : sur l'épistémologie de la reconnaissance* » in *Revue MAUSS* premier semestre 2004. pp. 136-150

Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL) (2005) « *Expo « mémoire des luttes populaires en Haïti*» 1946-1996 in

Jaccoud Mylène (1992) « Processus pénal et identitaire : le cas des Inuit du Nouveau-Québec » *Sociologie et Sociétés* Vol. XXIV

Jean, Jean-Claude et Marc Maesschalck (1996) *Transition politique en Haïti. Radiographie du pouvoir Lavalas*. L' Harmattan, Montréal

Juteau, Danielle (1999), *L'ethnicité et ses frontières*. Presses universitaires de Montréal, Montréal, pp 177-197

Kant, Immanuel (1985) (1784) *Critique de la faculté de juger*, Gallimard, Paris

Kymlicka, Will (2000) in Kymlicka Will et Sylvie Mesure, les identités culturelles. PUF, Paris.

Kuhn, Thomas, (1972) *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion,

Lamoureux, Andrée (2000) *Recherche et méthodologie en sciences humaines*, 2<sup>e</sup> édition, Éditions Études Vivantes, Laval

Lapeyronie, Didier (1988), «Mouvements sociaux et action politique» in *Revue française de sociologie*, XXXIX, 593-619

Laraque, Franck (2006) « Préval à la croisée des chemins » in <http://www.tanbou.com/2006/summer/PrevalCroiseeChemins.htm> site de diffusion d'informations politique sur Haïti consulté le 13 décembre 2007

Lénine, Vladimir Ilitch (1996) *Que faire*. Editions Maspero, Paris.

Lesemann, Frédéric (1988), *La politique sociale américaine*, Alternatives sociales, Éditions Saint-Martin

Le Texier, Emmanuelle (2004) « Barrios des États-Unis : des logiques d'exclusion aux logiques communautaires? » in *Raisons politiques* #15 ISSN 1291-1941 pp. 25-36

Lévesque B. et [Bourque](#) G. L. et [Forgues](#) É. (1997) “*La sociologie économique de langue française: originalité et diversité des approches.*” PUF, Paris.

Lewis, Oscar (1963) *Life in a mexican village*. Urbana : University of Illinois Press.

Lundy, Pascal (2006) « Retour sur les causes de l'échec des Programmes d'ajustement structurel en Haïti » in Alterpresse  
[http://www.alterpresse.org/imprimer.php3\\_article=4538](http://www.alterpresse.org/imprimer.php3_article=4538)

Louis, Ilionor (1997) *Situation des femmes à Lakou Bréa*. Mémoire présenté à la Faculté des sciences humaines (FASCH), Université d'État d'Haïti (UEH) en vue de l'obtention du grade de licencié en Service social. Bibliothèque de la Faculté des sciences humaines.

Marcos, Sous-Commandant (1994) «Déclaration de l'armée zapatiste de libération nationale (AZLN) Chiapas, Mexique. In Alternatives sud, Vol.1 P. 155-162

Marcos, Sous-commandant (1995) *Ya basta! Les insurgés racontent un an de révolte au Chiapas*. Édition Dagorno, Paris

Marcuse, Herbert (1968), *l'homme unidimensionnel*, Éditions de minuit, Paris.

Mariam, Hien (2007), «La femme dans le secteur informel au Burkinafaso» in  
[http://www.lefaso.net/article.php3?id\\_article=19346](http://www.lefaso.net/article.php3?id_article=19346)

Marie, M. (1976) «Marginalité sociale et habitat» in *habitat et marginalité* colloque de Marly, Institut national d'éducation populaire, 26 et 27 octobre p. 13-24

Marx, Karl et Friedrich Engels (1975) «Manifeste du parti communiste» in Marx, Karl et Friedrich Engels (1975), *Œuvres choisies*, Éditions du Progrès, Moscou.

Matthew B. Miles et Michael Huberman (2003), *analyse des données qualitatives*. De Boeck; Édition, France.

McAll, Christopher. 1996. *Les requérants du statut de réfugié au Québec. Un nouvel*

*espace de marginalité?*. Montréal : Groupe de Recherche Ethnicité et Société,  
Collection études et Recherches # 16.

Mejia, Eduardo (2008) «Exigen Villistas regularizar predios» in  
<http://www.unomasuno.com.mx/> Site de diffusion de nouvelles en ligne au Mexique  
consulté le 8/02/2009

Melucci A. (1978), « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux» in  
Sociologie et Sociétés vol. 10 # 2

Montfort Marie Ludie (2007) «Gestion des déchets en Haïti : Mythe ou réalité» in  
[http://www.panosinst.org/productions/panos\\_presse/dossier\\_environnement\\_2007/gestion\\_des\\_dechets.php](http://www.panosinst.org/productions/panos_presse/dossier_environnement_2007/gestion_des_dechets.php) site consulté le 18 janvier 2009

Montano Jorge (1984), *Los pobres de la ciudad de Mexico. Poder y politica*. Ed Siglo  
veintiuno

Morel, Sylvie (1996) « Le workfare aux Etats-Unis» in Serge Paugam (dir)  
*L'exclusion, l'état des savoirs*, Éditions la Découverte, Paris.

Morton Alice (1998) «Étude sur le secteur des ONG en Haïti» in Banque mondiale  
(1998) *Haïti, les défis de la lutte contre la pauvreté*. Vol II : Documents techniques.  
Rapport No.17242-HA

Muchielli, Alex (2005), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines  
et sociales* Armand Colin; Édition : 2e édition revue et augmentée

Munera R.L. (1997), *Relations de pouvoir et mouvement populaire en Colombie (1968-  
1988)*. L'Harmattan. Paris.

Nicolas, Yan (2008) « La débrouille comme seul contrat » in  
<http://www.cncd.be/spip.php?article380> (C'est le site du centre national de coopération  
et développement consulté le 14 janvier 2008)

Noiseux, Yannick (2000), «Le secteur informel au Mexique» Groupe de recherche sur l'intégration continentale. Université du Québec à Montréal, in <http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/03-2000-noiseux.pdf>

Offe, Claus (1994), Les nouveaux mouvements sociaux : un défi aux limites de la politique institutionnelle, in <http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article945>

Paugam, Serge (1996) « Pauvreté et exclusion. La force des contrastes nationaux» in Serge Paugam (dir) *L'exclusion, l'État des savoirs*, éditions la Découverte, Paris.

Paugam (1996) (dir.) *L'exclusion, l'État des savoirs*, éditions la Découverte, Paris.

Petras, J. et Henry V. (2001), *La face cachée de la mondialisation. L'impérialisme au XXIème siècle*. Parangon, Paris

Pinet (2003) Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (DIAL), n°2788, du 1 au 15 mars 2005. [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)

Piven, F. F. et Richard A. C. (1977) *Poor peoples movements. Why they succeed, how they fail*. New York, Pantheon Books, USA

Plateforme haïtien de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA) « le problème de la dette externe en Haïti » in <http://www.papda.org>

Portes, A. M. Castells et Benton (1989), *the informal economy*, John Hopkins University Press

Pradilla, E (1987) «Capital, Estado y vivienda en America Latina» Fontamara, Mexico

Price, John (2007) «Cuotas, pago de afiliación, multas, enganche de casa, rentas. Los Panchos Villa, negocio de \$3 millones mensuales» [http://foros.aol.com/aol/es\\_us/articles.php?boardId=534910&articleId=36359&func=5&channel=Tu+Gente](http://foros.aol.com/aol/es_us/articles.php?boardId=534910&articleId=36359&func=5&channel=Tu+Gente) Site de forum de l'actualité sur l'Amérique latine consulté le 8/02/2009

Poletto (1993) « Démocratie, une construction populaire. Le rôle des mouvements sociaux au Brésil » dans *Alternatives Sud*. I (1994) L'Harmattan, Paris, Centre Tricontinental, Louvain la neuve.

Quijano, Anibal (1998) «Marginalidad y informalidad en debate» in <http://www.memoria.com.mx/131/quijano.htm>

Rachel Sarrasin, *Mouvements sociaux au Mexique*, Février 2003, Observatoires des Amériques. En ligne : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)

RANCIÈRE, Jacques (1995), *La mésentente. Philosophie et politique*. Éditions Galilée, Paris

RANCIÈRE Jacques (2000), *Le Partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La Fabrique, 2000.

Raúl Llanos y Rocío González (2008) «Para su regularización, expropia el GDF 144 predios en 4 delegaciones»  
<http://www.jornada.unam.mx/2008/07/30/index.php?section=capital&article=042n2cap>  
Site du quotidien mexicain «la Jornada» consulté le 7/02/2009

René, Jean Alix (2003) *La séduction populiste. Essai sur la crise systémique haïtienne et le phénomène Aristide (1986-1991)*. Éditions H. Deschamps, Port-au-Prince.

Renault, Emmanuel (2004) «Philosophie de la reconnaissance et sociologie de l'injustice» in <http://www.unifr.ch/dss-dgw/dea/ReconSocioInj.pdf>

Sabourin, Eric et al. (2005) «Reconnaissance publique des acteurs collectifs de l'agriculture familiale au Nordeste» in *Cahiers Agricultures* vol. 14 No. 1 P. 111-115

Sader, Emir (1998) *Quando novas personas entran en cena*, Rio de Janeiro Paz et terra

Saindou Kamal'Eddine (2008) «Au cœur du port, un squat nommé « rwanda » in [http://www.kashkazi.com/article-62-20070404-608-au\\_c%C5%93ur\\_du\\_port\\_un\\_squat\\_nomme\\_rwanda\\_.htm](http://www.kashkazi.com/article-62-20070404-608-au_c%C5%93ur_du_port_un_squat_nomme_rwanda_.htm)



Saiz, J. (1998), Notes on the informal sector and the urban poverty in Latin America, Séminaire organisé par la Banque Mondiale, Rio de Janeiro, [www.wbln0018.worldbank.org/search\\_informal](http://www.wbln0018.worldbank.org/search_informal)

Saiz Ramirez Juan Manuel (2003) «Impacto urbano de la organizacion y de la protesta populares en Mexico. 1980-2002» Working paper serie 02, Project meeting, Uruguay in [http://72.14.205.104/search?q=cache:ymFl\\_GRchNQJ:www.prc.utexas.edu/urbancenter/documents/wp0315b.pdf+impacto+de+la+organizacion+y+de+la+protesta+populares+en+Mexico&hl=fr&ct=clnk&cd=4&gl=mx](http://72.14.205.104/search?q=cache:ymFl_GRchNQJ:www.prc.utexas.edu/urbancenter/documents/wp0315b.pdf+impacto+de+la+organizacion+y+de+la+protesta+populares+en+Mexico&hl=fr&ct=clnk&cd=4&gl=mx)

Salama, Pierre et Jacques Valier (1992) *Pauvretés et inégalités dans le tiers-monde*. La Découverte, Paris.

Savoie-Zajc, (2004) « le journal de bord » in Muchielli Alex (2005), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Armand Colin; Édition : 2e édition revue et augmentée

Simmel Georg (1984) (1908) «Digressions sur l'étranger» in École de Chicago. Naissance de l'économie urbaine, Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (dir)

Simon Angelica, (2007), «Excluyen de escuelas a grupos vulnerables» in [http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi\\_84250.html](http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi_84250.html)

Suarez-Berenguela R.M. Informal sector, labor markets and return to education in Peru, LSMS Working paper # 32, World Bank.

Sunkel, Osvaldo. 1970. *El subdesarrollo latinoamericano y la teoria del desarrollo*. Mexico : Siglo Veintiuno

Tarrow Sidney (1994), *Power in movement. Social movements, collective action and politics*. Cambridge studies in comparative politics, USA.

Taylor Charles (1997), *Multiculturalisme et Démocratie*, Flammarion, Paris

Thomas, Hélène (1997) *La production des exclus*. Presses universitaires de France, 1997, Paris.

Tilly, Charles (1978), *From mobilization to revolution*, Reading, Addison Wesley

Tilly Charles (1986), *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Fayard, France

Touraine A. (1973), *Production de la société*. Seuil. Paris,

Touraine A. (1976), *Les sociétés dépendantes, Essais sur l'Amérique Latine.*, Éditions J. Duculot. Paris

Touraine A. (1988), *La parole et le sang. Politique et société en Amérique Latine*. Édition Odile Jacob, Paris.

Touraine Alain (1999), *Comment sortir du libéralisme?* Fayard, Paris.

Vega J. Ana Lourdes (2007) «Los retos que enfrentan los gobiernos locales del oriente de la Zona Metropolitana de la ciudad de Mexico al final de siglo XX» in <http://www.iglom.iteso.mx/PDF/alvega.PDF>

Vega R. Edna Elena (2007) « 200-2006 Política habitacional en el Distrito Federal, México¿experiencia exitosa? <http://www.invi.uchile.cl/derechociudad/ponencias/Jornada/Panel%201/29.%20Vega.pdf> »

Site de l'institut national du logement (INVI, pour son sigle en espagnol) consulté le 7/02/2009

Vélez-Guerra, Andrés (2006) *Étude de cas sur le régime foncier et les pressions sur l'environnement chez les populations urbaines de quatre quartiers de Colombo (Sri Lanka)*. Pauvreté urbaine et environnement, rapport no. 2. Centre de recherche pour le Développement international (CRDI)

Vidal Dominique (1999) «Catégorisations, territoire et individu : quelle place pour le pauvre ?» in *Cultures et Conflits* No. 35. P. 7-14

Wacquant, Loïc (2006) *Parias urbains. Banlieues, ghettos, État*. Éditions La Découverte.

Wieviorka, Michel (1995). «Plaidoyer pour concept » in F. Dubet et M. Wieviorka (dir.) *Penser le sujet*, Paris, Fayard. PP 209-220

Zinn Howard (2004) *Une histoire populaire des Etats-Unis. De 1492 à nos jours*. Agone, Marseille.

ANNEXES

## Guide d'entretien

### Introduction

Présentation de la recherche

Cette recherche entre dans le cadre de mes études de doctorat en sociologie à l'Université de Montréal

#### Objectifs :

1. Comprendre comment les populations de trois communautés ciblées (Cité de l'Éternel à Port-au-Prince et la Sierra Santa Catarina au Mexique) ont entrepris des actions collectives en vue d'exiger la reconnaissance et la satisfaction de leurs revendications.
2. Contribuer au renforcement de la capacité de ces populations à créer des espaces de délibération et à organiser des actions collectives à travers l'analyse des informations obtenues.
3. Savoir si l'implication de ces populations dans la réalisation de projets communautaires les rend davantage capables par la suite de créer des espaces de participation et de débats critiques ou d'entreprendre de nouvelles actions collectives qui remettent en question le système dominant

#### Présentation de l'entrevue

- La recherche est structurée autour de 5 questions ouvertes qui permettent la discussion
- Nous sollicitons la permission d'enregistrer l'entrevue afin d'éviter les oublis, d'être fidèle aux propos dégagés et de pouvoir en discuter plus facilement
- Nous garantissons la confidentialité des entretiens : les enregistrements seront détruits et les retranscriptions resteront anonymes.

#### Question 1

##### Présentation de l'enquêté (e)

Question de départ

Voudriez-vous vous présenter s'il vous plait?

Objectif

- Pouvoir dresser un profil de l'enquêté-e ,
- Connaître son implication dans le projet Faubourg-Québec ou dans les actions collectives pour obtenir le logement social

### **Idées centrales**

Profil de la personne, ses activités, ses engagements, son statut actuel. Participation au projet Faubourg-Québec. Rôle joué dans le projet, bénéficiaire ou non de logement social dans le cadre de ce projet.

#### **Aide-mémoire**

- Statut de la personne, trajectoire professionnelle
- Engagements sociaux et communautaires de la personne
- Implication de la personne dans les actions collectives ou dans le projet Faubourg-Québec

## **Section 2**

### **Historique du projet**

Question de départ :

Est-ce que vous pourriez me parler des circonstances qui ont contribué à la réalisation du projet de construction de fontaines publiques (si c'est le cas de Port-au-Prince), de participation citoyenne (s'il s'agit de la Sierra Santa Catarina au Mexique), de construction de logements sociaux (s'il s'agit du Centre-sud de Montréal)

Objectifs :

- Connaître le processus qui a abouti à l'élaboration du projet

- Connaître le rôle des populations dans la planification, l'exécution, l'évaluation et le suivi de chacun des projets respectivement.

#### Idées centrales

Décision d'élaborer le projet : organismes communautaires, organisations non

gouvernementales, associations de base. Durée du projet : nombre de mois ou d'années.

Participation de la population aux projets : phase de participation : conception,

élaboration, évaluation, suivi. Processus de mise en place du projet : consultation

publique, diagnostic communautaire

#### Aide-mémoire

- Naissance de l'idée de la réalisation de ce projet.
- Rôle joué par les organismes communautaires (Montréal), les ONG et les groupes de base (Cité de l'Éternel, Sierra Santa Catarina).
- Introduction de la population à ce projet (tenir compte des différentes phases de réalisation du projet : diagnostic communautaire, conception, élaboration, suivi).
- Impact de l'idée de la réalisation de ce projet sur la population et les organisations de base.

### Section 3

#### Contexte de réalisation des actions collectives

Question de départ : Est-ce que vous pourriez me décrire les conditions dans lesquelles se sont réalisées cette action collective? Pourriez-vous me faire une chronologie des événements?

Objectif :

- Identifier les facteurs internes et externes qui ont influencé la réalisation des actions collectives des populations
- Connaître le niveau de mobilisation des populations
- Identifier les ressources disponibles pour la mobilisation
- Identifier les réseaux et les alliances qui se construisent
- Connaître l'impact des événements politiques sur la réalisation des actions collectives

#### Idées centrales

Besoin de logement social, besoin d'eau potable et d'autres nécessités, besoin de reconnaissance des territoires occupés comme condition d'accès à d'autres droits, entre autres la santé, l'éducation et le logement. Contact avec qui pour discuter de ces besoins, lieux de rencontre, ressources ayant permis la mobilisation : pancartes, tracts, presse (parlée, écrite et télévisée)

Réseaux et alliances : relations avec d'autres organisations; ou bien avec des dirigeants des groupes politiques ou des responsables gouvernementaux  
 Opportunités politiques : chute de régime, arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe, soulèvement populaire ou division au niveau des membres d'un gouvernement

#### **Aide-mémoire**

- Ce qui a déclenché la mobilisation pour la reconnaissance des revendications de la population autour du projet
- Des événements ou des changements politiques qui ont renforcé cette mobilisation
- Lesquels?
- Les formes de mobilisation de la population
- Des relations ou des alliances qui ont été construites dans le cadre de cette mobilisation (relations ou alliances avec d'autres organisations de la société civile ou avec des acteurs politiques ou étatiques)
- Alliances entre les organisations communautaires
- Processus de formation des organismes communautaires
- Reconnaissance des organismes par la communauté pour militer en vue d'obtenir du logement social , par les organismes étatiques pour négocier et pour être partie prenante de la réalisation des projets
- L'impact de ces alliances sur la réalisation de cette action collective
- Les moyens utilisés pour rendre effectives les mobilisations

#### **Section 4**

#### **Impact des projets sur les populations**

Question de départ :

J'aimerais maintenant que tu me donnes tes opinions sur l'impact du projet sur les organisations, les groupes locaux et la population en général

Objectifs :

- Connaître si le projet a aidé à renforcer ou à créer des espaces de délibération ou bien s'ils les ont diminués

Idées centrales

- Stigmatisation, discrimination, conséquences de l'implication ou non des associations locales dans les projets : moins de débats sur les problèmes communautaires, professionnalisation des associations dans l'exécution des



projets, recul sur les actions collectives de portée militante ou critique, inféodation des associations locales ou des groupes communautaires

#### **Aide-mémoire**

- Information sur les types de logements qui ont été construits. Chercher à savoir si ces logements sont des logements qui réunissent les mêmes normes que tous les logements construits ou s'ils sont des logements spécifiques destinés à une population spécifique
- Chercher à avoir des informations sur la qualité des terrains ou sont construits ces logements
- Chercher à savoir si le projet de participation citoyenne a été un projet conçu spécifiquement pour la population de Sierra Santa Catarina ou pour des communautés pareilles à la sierra Santa Catarina. Connaître pourquoi.
- De même, chercher à comprendre si le projet de construction de fontaines publiques à Cité de l'Éternel a été un projet conçu spécifiquement pour Cité de l'Éternel et pour d'autres bidonvilles pareils. Si c'est oui ou non, chercher à savoir pourquoi.
- Chercher à comprendre l'impact de ces projets sur conditions de vie de la population
- Chercher à savoir si ce projet a favorisé l'émergence ou le renforcement des espaces de discussion entre les citoyens au sein de la population sur leurs conditions de vie. Chercher à savoir comment.
- Connaître les changements ou des améliorations que le projet a apportés au niveau du territoire

## **Section 5**

### **Conséquences des actions collectives dans le cadre des luttes pour la reconnaissance et la satisfaction des revendications**

Maintenant que le projet a pris fin, je voudrais que tu me parles de ses retombées sur la population en général, sur les groupes communautaires et sur les groupes de base.

Question de départ :

Après la reconnaissance de vos revendications de construction de logement social dans le cadre du projet Faubourg-Québec (Centre sud de Montréal) ou de vos actions à travers notamment les projets qui ont été exécutés (à la Sierra) et à Cité de l'Éternel (Port-au-Prince), voudrais-tu me parler de son impact sur les conditions de vie ici?

Objectifs :

- 1- Savoir si la reconnaissance et la satisfaction de certaines revendications des populations a aidé à les sortir de la marginalité?

Idées centrales

Changement des conditions de vie de la population : chômage, aide sociale, accès ou non à d'autres services autre que celui satisfait par le projet. Démobilisation ou non de

la population , attitudes des autorités étatiques

#### **Aide-mémoire**

- 1- Savoir si les organisations ou les groupes de citoyens continuent de se mobiliser pour faire reconnaître et satisfaire leurs revendications. Si oui, identifier les formes que prennent les mobilisations. Si non, savoir ce qui explique la démobilité
- 2- S'informer si les groupes de base ou les organismes communautaires sont impliqués dans la réalisation d'autres projets. Si oui, identifier les types de projets
- 3- Savoir si l'implication des organismes dans l'exécution des projets affecte la capacité des organisations de base de continuer à mobiliser leurs membres. Si oui, savoir comment. Savoir si les organismes d'ici impliqués dans la réalisation du projet ont subi ou non des transformations. Si oui identifier les types de transformation
- 4- Connaître les attitudes des responsables gouvernementaux après la reconnaissance de la revendication de logements sociaux (population du Centre-Sud de Montréal) ou des populations qui se sont établies de manière irrégulière à la Sierra Santa Catarina et à Cité de L'Éternel notamment après l'exécution des projets de participation citoyenne et de construction de fontaines publiques respectivement dans chacune de ces communautés. Savoir s'il y a eu suivi dans la reconnaissance et la satisfaction des besoins de la population de Centre sud après la réalisation du projet de construction de logement social. Si non comment. Si oui, quel type de suivi? Connaître les attitudes des autorités étatiques, des organismes intermédiaires et des organismes locaux après la reconnaissance du droit au logement social des

## **Guia de entrevista**

### **Presentation**

Mi nombre es Ilionor LOUIS. Estoy haciendo una investigación sobre las capacidades de luchas de las poblaciones marginadas para el reconocimiento. Este estudio se realiza en colaboración con XULALTEQUELT, una organización que interviene realizando acciones a favor de niños en una comunidad de Iztapalapa. Se trata de un estudio comparativo que busca analizar la manera como poblaciones de « Cité de l'Éternel » (Ciudad de Dios) en Puerto Principe, del Centro-sur de Montreal así como las de aquí sobreviven y realizan acciones colectivas para ser reconocidas por el Estado y gozar de sus derechos básicos.

Quisiera hacerle unas preguntas. Estas llevaran sobre tres temas generales: las acciones colectivas, la marginación de la población y las luchas que se llevan a cabo con finalidad del reconocimiento tanto de la población como de sus derechos.

### **Objetivos:**

1. Entender cómo las poblaciones de tres comunidades específicas (Centro-Sur de Montreal, Cité de l'Éternel a Port-au-Prince y la comunidad de aquí) han realizado acciones colectivas con el fin de exigir el reconocimiento y la satisfacción de sus reivindicaciones.
2. Contribuir al refuerzo de la capacidad de estas poblaciones crear espacios de deliberación y organizar acciones colectivas a través del análisis de la información obtenida.
3. Saber si la implicación de estas poblaciones en la realización de proyectos comunitarios los vuelve más capaces de crear espacios de participación y debates críticos o de emprender nuevas acciones colectivas que cuestionan el sistema dominante

### **Cuestión 1**

#### **Presentación de la persona entrevistada**

Cuestión de inicio

Le gustaría presentarle por favor?

Objetivo

- Poder elaborar un perfil de la investigación,
- Conocer su implicación en las acciones colectivas para obtener el reconocimiento por parte de las autoridades

### **Ideas centrales**

Perfil de la persona, sus actividades, sus compromisos, su estatuto actual. Participación en el proyecto Suburbio- Québec. Papel desempeñado en la comunidad, Participación en los proyectos diseñados en la comunidad.

#### **Ayuda de memoria**

1. Estatuto de la persona, trayectoria profesional
2. Compromisos sociales y comunitarios de la persona
3. Implicación de la persona en las acciones colectivas y/o en los proyectos comunitarios

### **Sección 2**

#### **Antecedentes del proyecto**

Cuestión inicial:

Es que podría hablarme de las circunstancias que contribuyeron a la realización de proyectos en la comunidad de aquí?

Objetivos:

- Conocer el proceso que llevo a la elaboración del proyecto
- Conocer el papel de las poblaciones en la planificación, la ejecución, la evaluación y el control de cada uno de los proyectos respectivamente.

#### **Ideas centrales**

Decisión de elaborar el proyecto: organismos comunitarios, Organizaciones no gubernamentales, asociaciones básicas. Duración del proyecto: muchos meses o de años. Participación de la población en los proyectos: fase de participación: concepción, elaboración, evaluación, seguido. Proceso de instauración del proyecto: consulta pública, diagnóstico comunitario.

**Ayuda de memoria**

1. Nacimiento de la idea de la realización de este proyecto.
2. Papel desempeñado por los grupos básicos.
3. Introducción de la población a este proyecto (tener en cuenta las distintas fases de realización del proyecto: diagnóstico comunitario, concepción, elaboración, seguimiento).
4. - Impacto de la idea de la realización de este proyecto sobre la población y las organizaciones básica.

**Sección 3 : Contexto de realización de las acciones colectivas****Cuestión inicial:**

¿Es que podrían describirme las condiciones en las cuales se realizaron esta acción colectiva?

¿Podrían hacerme una cronología de los acontecimientos?

**Objetivos**

- Definir los factores internos y externos que influyeron sobre la realización de las acciones colectivas de las poblaciones
- Conocer el nivel de movilización de las poblaciones
- Definir los recursos disponibles para la movilización
- Identificar las redes y las alianzas que se construyen
- Conocer el impacto de los acontecimientos políticos en la realización de las acciones colectivas

**Ideas centrales**

Necesidad de alojamiento social, necesidad de agua potable y otras necesidades, necesidad de reconocimiento de los territorios ocupados como condición de acceso a otros derechos, entre otras cosas la salud, la educación y el alojamiento. Contacto con quien para discutir de estas necesidades, lugares de encuentro, recursos permitiendo la movilización: carteles, prospectos, presionan (hablada, escrita y televisada) Redes y alianzas: relaciones con otras organizaciones; o con dirigentes de los grupos políticos o responsables gubernamentales Oportunidades políticas: caída de régimen, llegada al poder de un nuevo equipo, levantamiento popular o división en los miembros de un Gobierno

**Ayuda de memoria**

2. Lo que desencadenó la movilización para el reconocimiento de las reivindicaciones de la población alrededor del proyecto
3. Acontecimientos o cambios políticos que reforzaron esta movilización
4. Cuáles son Las formas de movilización de la población
5. Relaciones o alianzas que se construyeron en el marco de esta movilización (relaciones o alianzas con otras organizaciones de la sociedad civil o con protagonistas políticos u oficiales)
6. Alianzas entre las organizaciones comunitarias
7. Proceso de formación de los organismos comunitarios
8. Reconocimiento de los organismos por la comunidad para militar con el fin de obtener reconocimiento por los organismos oficiales para negociar y para ser parte involucrada en la realización de los proyectos
9. El impacto de estas alianzas en la realización de esta acción colectiva
10. Los medios utilizados para hacer efectivas las movilizaciones

**Sección 4****Impacto de los proyectos sobre las poblaciones****Cuestión inicial:**

Me gustaría ahora que des tus opiniones sobre el impacto del proyecto sobre las organizaciones, los grupos locales y la población en general

**Objetivos:**

- Conocer si el proyecto ayudó a reforzar o crear espacios de deliberación o si los disminuyeron

**Ideas centrales**

Estigmatización, discriminación, consecuencias de la implicación o no de las asociaciones locales en los proyectos: pocos debates sobre los problemas comunitarios, profesionalización de las asociaciones en la ejecución de los proyectos, retroceso sobre las acciones colectivas de alcance militante o crítico, infeudación de las asociaciones locales o grupos comunitarios

**Ayuda de memoria**

1. Información sobre los tipos de proyectos que se realizaron en el barrio. Saber si los proyectos fueron proyectos concebidos específicamente para la población del barrio o para comunidades similares al barrio. Conocer porqué.
2. Conocer los impactos de estos proyectos sobre condiciones de vida de la población. Saber si estos proyectos favorecieron la aparición o el refuerzo de los espacios de debate entre los ciudadanos en la población sobre sus condiciones de vida. Saber cómo?
3. Conocer las modificaciones o mejoras que el proyecto introdujeron en el territorio

**Sección 5:**

Consecuencias de las acciones colectivas en el marco de las luchas para el reconocimiento y la satisfacción de las reivindicaciones

Ahora que el proyecto finalizó, querría que me hables de sus repercusiones sobre la población en general, sobre los grupos comunitarios y sobre los grupos básicos.

**Cuestión inicial:**

¿Después del reconocimiento de sus reivindicaciones de construcción de alojamiento social en el marco de los proyectos quisiera que me hable de sus impactos en las condiciones de vida aquí?

**Objetivos:**

Saber si el reconocimiento y la satisfacción de algunas reivindicaciones de las poblaciones ayudó a sacarlos de la marginalidad?

**Ideas centrales**

Cambio de las condiciones de vida de la población: desempleo, ayuda social, acceso o no a otros servicios que aquél satisfecho por los proyectos.  
Desmovilización o no de la población.

**Ayuda de memoria**

- 5- saber si las organizaciones o los grupos de ciudadanos siguen movilizándose para hacer reconocer y satisfacer sus pretensiones. En caso afirmativo, definir las formas que toman las movilizaciones. Así no, conocimiento lo que explica la desmovilización 2 informarse de si implica a los grupos básicos o los organismos comunitarios en la realización de otros proyectos. En caso afirmativo, identificar los tipos de proyectos
- 6- saber si la implicación de los organismos en la ejecución de los proyectos afecta a la capacidad de las organizaciones básicas de seguir movilizando sus miembros. En caso afirmativo, conocimiento cómo. Saber si los organismos de aquí a implicados en la realización del proyecto sufrieron o no transformaciones. En caso afirmativo definir los tipos de transformación
- 7- conocer las actitudes de los responsables gubernamentales después del reconocimiento de la pretensión de viviendas sociales (población del Centro-Meridional de Montreal) o poblaciones que se establecieron de manera irregular a la Sierra Santa Catarina y a Ciudad del Eterno, en particular, después de la ejecución de los proyectos de participación ciudadana y de construcción de fuentes públicas respectivamente en cada una de estas comunidades
- 8- Saber si hubo seguimiento en el reconocimiento y la satisfacción de las necesidades de la población del barrio después de la realización de los proyectos. Si no como. Si sí, que tipo de seguimiento. Conocer la s actitudes de las autoridades estatales de los organismos intermediarios y locales después del reconocimiento del derecho de la población a quedarse aquí?

**Muchas gracias**